

(1)

(N° 261.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1890-1891.

Revision des articles 47, 53 et 56 de la Constitution (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. DE SMET DE NAEYER.

MESSIEURS,

Chaque fois qu'en Belgique la question de revision constitutionnelle est soulevée, soit dans la presse, soit au sein des Chambres, la pensée évoque instinctivement les soixante années de paix, de liberté, de prospérité et de progrès que le pays a traversées sous l'égide des institutions qu'il s'est données en 1830.

« Nous avons vu, disait Léopold II en 1868, s'accomplir des choses qui, » dans un pays de l'étendue du nôtre, ont rarement été réalisées par une » seule génération. »

Et le Roi, complétant sa pensée, ajoutait : « L'édifice dont le Congrès a » jeté les fondements peut s'élever et s'élèvera encore. »

Qui donc, jetant les yeux sur le chemin parcouru depuis vingt-cinq ans, oserait contester que les prévisions royales ne se soient accomplies ?

Aussi, à qui n'envisage que ce seul côté de la question soumise aux délibérations du Parlement, doit-il sembler téméraire de voir porter la main sur la Constitution, sur cette œuvre si féconde dans le passé et si pleine encore de promesses pour l'avenir.

Mais la situation présente d'autres aspects dont il serait imprudent de ne pas tenir compte : l'importance de l'évolution sociale qui se déroule sous nos yeux n'est plus contestée, et l'émancipation intellectuelle et économique des masses justifie aux yeux d'un grand nombre l'avènement politique de ce que d'aucuns ont appelé le quatrième État.

Jusqu'à la fin du siècle dernier, l'organisation politique et sociale avait eu pour base la représentation de trois classes d'intérêts. La révolution française survint : au lieu de conserver les anciens groupements, de les améliorer et de leur adjoindre la représentation du travail manuel, cet intérêt

(1) Proposition de loi, n° 19.

(2) La section centrale, présidée par M. de LANSHIEERE, était composée de MM. DE BORCHGRAVE, NFRINX, DE SMET DE NAEYER, TACK, SAINCTELETTE et FRÈRE-ORDAN.

nouveau que la marche progressive de la société tend à porter de plus en plus à l'avant-plan, elle nivela tout, confondit tout dans une sorte d'unitarisme général et abdiqua bientôt — conséquence logique et fatale — entre les mains du césarisme.

Dans l'ordre économique, elle abolit l'organisation corporative et alla jusqu'à dépouiller l'ouvrier du droit d'association. Non contente d'avoir mis fin à des privilèges oppressifs et surannés, elle réduisit le travailleur manuel à n'être plus, suivant une image fort exacte, qu'un grain de poussière foulé aux pieds par le Dieu-État. C'est dans une atmosphère d'individualisme à outrance que naquit et vécut désormais une société privée de ses organismes historiques.

Cependant, la réaction n'avait pas tardé à se faire contre les excès du suffrage universel, inauguré en 1793; les droits politiques devinrent l'apanage d'une minorité dont la situation de fortune, ou tout au moins d'aisance, paraissait devoir garantir l'attachement aux institutions qui ont servi de tout temps de bases à l'ordre social.

Ce régime, dont on a pu dire, avec quelque apparence de raison, que son action protectrice s'est exercée jadis dans l'intérêt trop exclusif du capital, devait assurer, et assura en effet, l'hégémonie électorale et politique de la classe moyenne.

L'utilisation de la vapeur et de la machine, la naissance et le développement inouï de la grande industrie qui en furent la conséquence, contribuèrent à accroître le nombre de ceux qui, privés de tous droits politiques, n'en représentaient pas moins un intérêt dont l'importance allait chaque jour grandissant.

De grandes souffrances marquèrent cette étape de l'évolution économique moderne. L'opinion publique n'y fut pas insensible, et la réaction contre les excès de l'individualisme ne tarda pas à se manifester avec intensité. Non seulement on vit abroger successivement les lois qui restreignaient ou entraînaient le droit d'association, mais un ensemble de mesures protectrices, véritable code du travail, tend à s'introduire dans les diverses législations. Les masses ouvrières se groupent, et cette organisation, déjà fort avancée dans certains pays, à la tête desquels marche l'Angleterre, n'est plus chez nous qu'une question d'années.

D'autre part, la science et l'art tendent de plus en plus à devenir les associés et les adjuvants du travail manuel; celui-ci se relève chaque jour davantage du discrédit dans lequel il était injustement tombé; l'ouvrier, sollicité de toutes parts par les institutions de prévoyance, échappe à la misère qui l'étreignait, et la pratique de l'épargne lui permet d'aspirer à une aisance relative.

Les Chambres ont compris que l'ouvrier prévoyant et économe n'offre pas moins de garanties d'ordre et d'indépendance que l'électeur censitaire, et c'est ce sentiment qui, évidemment, a dicté le vote désormais historique du 27 novembre 1890.

La prise en considération de la proposition de MM. Janson et consorts n'implique pas cependant, comme certains se plaisent à le soutenir, un vote nécessairement affirmatif sur le fond. Poser un problème, ce n'est pas le résoudre; avant de déclarer qu'il y a lieu de reviser, il faut être en possession

des solutions théoriques que suppose semblable déclaration, il faut aussi se trouver en mesure de surmonter les difficultés dont l'article 131 de la Constitution entoure la procédure en matière de revision.

Il est désirable, — chacun l'admet aujourd'hui, — que l'ouvrier puisse atteindre au droit de suffrage. Mais faut-il, à l'exemple de la France, et sans tenir aucun compte de la double expérience si chèrement payée par nos voisins en 1793 et en 1848, aller jusqu'au vote général par tête, jusqu'au suffrage universel?

Le parti socialiste le réclame sans restrictions, sans garanties, sans contre-poids, mais il l'envisage comme un simple moyen : la destruction de l'organisation sociale actuelle à l'aide de la force brutale du nombre, tel est le but réel de ses aspirations.

Quelles œuvres le socialisme a-t-il fondées en Belgique dans l'intérêt de la classe ouvrière? A-t-il prêché l'épargne, encouragé les tentatives faites pour faciliter à l'ouvrier l'accession à la propriété? A-t-il préconisé l'affiliation aux caisses de retraite? Rien de tout cela! Sa tactique, bien loin de favoriser le relèvement des classes ouvrières, vise au contraire à entretenir le prolétariat, à l'étendre en refoulant dans ses rangs la petite bourgeoisie; sa propagande incessante n'a d'autre but que d'aviver toutes les convoitises propres à allumer et à entretenir la guerre des classes.

Le développement des associations coopératives, envisagées comme moyen d'assurer à cette propagande les ressources nécessaires, est l'unique manifestation matérielle de la prétendue sollicitude des dirigeants du socialisme à l'égard des travailleurs. Et encore recourent-ils à d'ingénieuses combinaisons, pour empêcher que les bénéfices de la coopération ne s'accumulent sous forme d'épargne au profit de l'ouvrier et ne l'affranchissent à la longue du joug qu'ils font peser sur lui.

En Belgique, comme dans tous les pays qui ont pratiqué sincèrement la liberté, le droit électoral a toujours été considéré comme un mandat dont la société ne confère l'exercice que moyennant certaines garanties; le but poursuivi par la grande masse des partisans du suffrage universel n'est certes pas de nature à nous engager à déroger, sous ce rapport, à nos traditions nationales.

Il est vrai qu'aucune solution n'apparaît plus simple et plus définitive que le suffrage universel, et c'est par ce côté qu'il a pu séduire quelques rares conservateurs. Mais, on l'a fait remarquer avec raison, le simple n'est, dans la plupart des cas, rien moins que raisonnable ni juste. Notre régime parlementaire a des rouages compliqués et délicats qui ont fait comparer sa marche à celle d'un chronomètre. Allons-nous le condamner et lui préférer le plébiscite, toujours prompt aux acclamations et docile à la dictature? L'étude attentive des législations étrangères nous montre au surplus que la diminution des libertés publiques est le corollaire obligé de tout système politique basé sur le suffrage universel.

On nous vante l'organisation électorale de l'Allemagne et de la France. Allons au fond des choses, sans nous laisser séduire par de vaines apparences :

« On demande le suffrage universel pour la commune. En Allemagne les organisations locales sont fondées sur le cens.

» On demande le suffrage universel pour la province. En Allemagne les diètes provinciales sont élues à divers degrés et sont souvent sous l'influence de la grande propriété.

» On demande le suffrage universel pour la Chambre. En Allemagne les parlements des États sont censitaires. Le Reichstag est, il est vrai, nommé au suffrage universel, mais il n'a que des attributions et des pouvoirs restreints.

» On demande le suffrage universel pour le Sénat. En Allemagne il n'y a pas une seule Chambre haute qui soit l'émanation du suffrage général; toutes ont une organisation particulière, qui fait une large part d'intervention à la noblesse, à la propriété et à l'autorité exécutive (1). »

Voilà pour ce qui concerne l'Allemagne. Quant à la France, ce pays que certaine école politique se plaît à nous proposer pour modèle :

« La vie politique est toute différente en France et en Belgique. La Constitution belge est une constitution de décentralisation et de liberté. Les pouvoirs locaux n'ont en France qu'une indépendance parcimonieusement mesurée. Le mot d'ordre y vient toujours d'en haut. Les Français ont comme perdu l'usage de leurs franchises locales : la monarchie absolue, la révolution et l'empire les ont énervées. Les institutions de *self government* n'existent pas chez eux. »

« Nous poursuivons cette chimère, écrit M. Deschanel, d'asseoir le régime parlementaire et la liberté politique sur les assises du césarisme; nous avons la république au sommet, l'empire à la base... Toute l'administration de la commune est encore aux mains du maire, et presque toute l'administration du département est encore aux mains du préfet, comme, en l'an VIII, tout le gouvernement de la nation était aux mains du premier consul. Ce pouvoir exécutif, personnel et unitaire dans la commune et dans le département, était le corollaire du pouvoir personnel dans l'État; c'en était même une condition, car l'existence d'une responsabilité unique et directe envers le chef suprême à tous les degrés permettait seule de briser les résistances et d'imposer partout à la fois une domination sans limites. C'est là une organisation purement césarienne. »

« Les libertés publiques ne sont pas les mêmes en France et en Belgique. La liberté d'association n'existe pas encore en France. La liberté d'enseignement n'a jamais pu y conquérir tous ses droits. La liberté de réunion et celle de manifester publiquement ses opinions n'y sont pas aussi respectées que chez nous. Les journaux d'hier nous ont appris que les Français ne jouissent pas même de la liberté du théâtre.

» Dans les élections les autorités interviennent. Il y a des candidatures officielles. Le pouvoir fait campagne pour ses préférés.

» Mais admettons que la situation soit analogue à celle de la Belgique, ne voit-on pas quel singulier usage le suffrage universel a failli faire de ses droits? En 1851, la République, grâce à lui, s'est égarée dans l'Empire. En 1889, la France a été à deux doigts d'une terrible anarchie gouvernementale.

(1) J. VAN DEN HEUVEL, *Du Suffrage universel*, Revue générale, mars 1891.

Sans l'énergie audacieuse du Sénat, secondé par un ministère plein de fermeté, la République tombait dans l'aventure du boulangisme.

» Or, le Sénat n'a pu montrer cette force que grâce à sa composition spéciale. Il ne dérive pas directement du suffrage universel. Il est formé à deux degrés ; il est choisi par une assemblée particulière composée de députés, de conseillers de département et d'arrondissement et de délégués des communes.

» Que l'on ne dise pas que cette épreuve du boulangisme fut une épreuve d'un genre extraordinaire. La question la plus importante qui fût en jeu dans la politique française, était évidemment jusqu'ici la question de la forme du Gouvernement.

» C'était presque là une question de vie ou de mort. En aveugle, le suffrage universel serait tombé dans les ornières de l'équivoque, et il aurait amené, le lendemain, le plus complet bouleversement si l'on n'avait pu l'arrêter par une espèce de coup d'État.

» Que d'autres difficultés se présentent, aussi importantes, aussi graves, le suffrage universel, grisé, enivré, peut encore être tenté de les résoudre aussi maladroitement ('). »

Dans le même ordre d'idées, il peut n'être pas sans intérêt d'évoquer le souvenir des pétitions qui, en 1866, furent adressées aux Chambres belges par des partisans du suffrage universel, et qui contenaient l'aveu naïf des vérités que nous venons de rappeler.

« La liberté électorale, disaient ces pétitions, est la synthèse de toutes les autres libertés qui, sans elle, restent stériles : *Summum jus, jus suffragii*. Chez un peuple voisin, le suffrage universel est la base de l'édifice, le couronnement que l'on réclame est la liberté. *En Belgique toutes les libertés fonctionnent*, mais elles attendent leur sanction supérieure, le droit de vote. »

Sachons faire notre profit de cet hommage arraché par la clarté de l'évidence aux partisans du suffrage universel. Continuons à veiller avec un soin jaloux au maintien de nos libertés, et prenons bien garde de n'étendre le droit de suffrage que dans les limites où il trouvera à s'exercer sans mettre en péril ce qui fait et notre honneur, et notre force.

Le suffrage universel pur et simple écarté, comment assurer aux classes laborieuses la part d'influence politique qui leur revient légitimement ?

Deux moyens seulement s'offrent à nous : organiser la représentation des intérêts, ou recourir à un mode nouveau de suffrage plus ou moins restreint mais faisant cependant une large place à l'élément ouvrier.

La représentation des intérêts a certes des côtés séduisants, mais nos mœurs et nos habitudes, autant que les difficultés de tous genres inhérentes à la formation de collèges électoraux distincts et à la détermination de la part d'influence revenant légitimement à chacun d'eux, ne permettent pas d'en espérer, en ce moment du moins, la réalisation. Nous ne nous attarderons donc pas à discuter un système que ses plus chauds partisans n'ont pas réussi à traduire en une formule pratique.

Reste l'organisation nouvelle et considérablement élargie du suffrage restreint.

(A) J. VAN DEN HEUVEL, *loc. cit.*

Deux formules sont en présence : la capacité, d'une part, la présomption d'indépendance, de bien-être et de moralité fondée sur l'habitation, d'autre part.

Que l'on puisse se montrer partisan du principe de la capacité comme base du droit électoral à conférer aux classes moyennes, nous l'admettons au besoin; mais vouloir créer au sein de la masse des travailleurs manuels *une classe de lettrés* que l'on traiterait en élite seule digne du droit de suffrage, c'est là une conception dont le caractère peu pratique n'échappera à personne : ou le degré d'instruction exigée atteindra un certain niveau, et dès lors la mesure sera sans efficacité; ou l'on se contentera du savoir lire et écrire, et l'on se heurtera à la double objection que voici : est-il raisonnable de faire dépendre l'exercice du droit de vote d'une garantie de capacité absolument illusoire et, d'autre part, comment pourra-t-on constater que celui qui, dans son enfance, a su lire et écrire, n'a pas oublié ces notions élémentaires au moment où il est appelé à exercer ses droits électoraux? D'ailleurs, le principe même de la capacité rencontre des adversaires également résolus au sein de nos deux grands partis politiques, et l'un des principaux organes de la presse de gauche a pu dire que, de tous les systèmes imaginables, ce serait à peu près le pire.

Puisque la capacité ne peut nous servir à déterminer l'élite ouvrière, à la distinguer, à la choisir, interrogeons sur le critérium à adopter l'ouvrier lui-même ou ceux tout au moins qui vivent à ses côtés et s'occupent de son bien-être matériel et moral.

Le 12 juillet dernier, la fédération des Sociétés de secours mutuels du bassin de Charleroi avait à Marcinelle sa réunion annuelle. M. Émile Tume-laire, son président, donna à cette occasion une conférence dont nous extrayons ce passage, peinture vivante d'un foyer ouvrier où ont pénétré les idées d'ordre et de prévoyance :

« Je me figure quelquefois l'ouvrier accomplissant sa tâche de chaque jour, heureux et sans souci, sans crainte du lendemain. Il ne redoute pas la maladie, parce qu'il est affilié à une société mutuelle; une assurance le met à l'abri des conséquences d'une blessure. Dans ses vieux jours, une pension l'empêchera d'aller mendier misérablement de porte en porte.

» En outre, par une combinaison bien simple, en ne payant pas beaucoup plus que son loyer ordinaire, il est devenu propriétaire de sa petite maison. Elle est à lui, bien à lui : il s'y plaît, il y est heureux, il l'améliore chaque jour et l'embellit.

» Quand il y retourne le soir, sa femme, qui a été à l'école ménagère et a profité des leçons qu'on y donne, l'attend avec un bon repas bien préparé et ne coûtant pas plus cher que les mauvais ragoûts d'aujourd'hui. Tout est propre, en ordre, et les enfants, bien soignés, ont bonne mine. Il les embrasse, il les cajole, il ne songe pas du tout à s'en aller au cabaret passer le reste de la soirée et dépenser en mauvais genièvre, en poison qui détruit sa santé, une bonne partie de ce qu'il a gagné avec tant de peine.

» Ce n'est pas tout : il a eu le bon esprit, avec quelques autres de ses amis, de fonder une société coopérative qui lui procure tout ce dont il a besoin, 15 à 20 % meilleur marché.

» Voilà un idéal. Mais est-il si difficile à réaliser ?

» Comparez votre vie d'aujourd'hui à celle dont je viens de vous donner une idée. Pendant que vous travaillez, si vous venez à penser à la maladie qui peut vous atteindre demain, à la vieillesse qui viendra certainement un jour, vous sentez tout votre courage s'en aller. Le soir, vous retournez chez vous, dans ces demeures que nous connaissons, mal bâties, mal aérées, étroites, basses et obscures, où l'on est tous à l'étroit, où la ménagère, malgré tous ses efforts, ne saurait mettre un peu d'ordre, un peu de gaieté.

» Aussi n'y revient-on que forcé et contraint, sans goût, à la dernière minute, après avoir traîné, le long de la route, de cabaret en cabaret. Quand on y est, tout vous est à charge; rien ne vous y retient : ou bien on s'échappe au plus vite pour retourner encore au cabaret, ou bien on s'empresse d'aller se coucher. En un mot, on passe dans sa maison en étranger, on n'y a, pour ainsi dire, qu'un logement de passage et peu à peu tous les sentiments qui unissent avec tant de douceur les différents membres de la famille vont s'affaiblissant. Le père oublie ses enfants, ceux-ci grandissent sans direction. On perd l'ambition de les bien élever, tout but manque à la vie. On s'enfonce chaque jour dans l'indifférence, le dégoût de toutes choses; on tourne dans un cercle de misères et on se laisse aller, sans énergie, à la désespérance.

» Alors, le cœur gonflé de colère, d'envie, de haine, on récrimine contre tout et contre tous. « C'est la société qui est mal faite, s'écrie-t-on ! Ah ! si nous étions les maîtres, nous arrangerions tout cela bien autrement ! » On oublie une seule chose, c'est que bien souvent on a été le maître d'arranger mieux sa vie et qu'on ne l'a pas voulu, qu'on n'en a pas eu l'énergie, le courage. On oublie que tous ces maux, on peut y porter remède soi-même, sans recourir à la société. Est-ce à l'État à organiser nos associations mutuelles dont je n'ai plus besoin de vous démontrer les bienfaits ? Est-ce à l'État à créer des coopératives qui augmentent vos ressources d'un cinquième ?

» Est-ce l'État qui, en Angleterre et en Amérique, a fondé les *Building Societies* qui ont permis à l'ouvrier de ces pays de devenir sans grands efforts propriétaire de belles petites demeures, gaies et propres ?

» Non, c'est l'ouvrier lui-même, par la force d'association, par sa persévérance et son intelligence ».

Langage éloquent dans sa simplicité ! On ne saurait mieux mettre en lumière les qualités morales qui font du travailleur l'auxiliaire précieux des idées d'ordre et de progrès, le rendant vraiment digne de concourir par l'électorat à la confection des lois, dont un si grand nombre l'intéressent directement.

Des diplômes ! Des présomptions de capacité ! de quelle valeur sont-ils, comparés aux mérites de cet ouvrier qui a fondé une famille, qui lui a procuré l'aisance et a ainsi fourni la preuve du premier de tous les savoirs : la science de la vie ?

Il est bien évident qu'il ne saurait être question de faire dépendre le droit de suffrage du fait d'être affilié à une société de secours mutuels, de posséder un livret d'épargne ou d'être assuré contre la destruction du salaire par la vieillesse ou l'invalidité; ce ne serait ni pratique, ni même désirable. Nul, en effet, ne doit souhaiter voir inoculer le virus politique aux institutions de prévoyance.

Mais il est un signe extérieur du degré d'aisance, et par conséquent de l'esprit de prévoyance de la famille ouvrière, dont l'importance à tous les points de vue, économique, hygiénique et moral, est aujourd'hui reconnue par tous : c'est l'habitation. C'est sur cette base que la section centrale, à la suite du Gouvernement, vous propose d'asseoir le droit de vote de ceux qui, bien que non censitaires, n'en offrent pas moins les garanties que suppose l'exercice des droits politiques; seraient électeurs, dans ce système, les citoyens qui, même sans acquitter aucune contribution, occupent une maison ou une partie de maison d'une importance à déterminer sur la base soit du revenu cadastral, soit de la valeur vénale.

Qu'on veuille bien le remarquer, la valeur du système faisant de l'habitation, du foyer, la base du droit de suffrage, ne repose pas uniquement, — ni même principalement, — sur le nombre plus ou moins considérable des citoyens admis, dès le premier jour, à l'exercice des droits électoraux : elle réside surtout dans l'encouragement qu'y puisera la fraction rangée, prévoyante et économe de nos classes laborieuses, mise à même désormais de s'élever graduellement, comme par une sorte de sélection naturelle, à la dignité que procure la participation à la gestion des affaires publiques.

Ainsi se trouvera réalisé, en ce qui concerne notre pays, l'avenir qu'entrevoyait, il y a quarante ans, lord Macaulay, lorsqu'il s'adressait dans les termes suivants aux ouvriers d'Édimbourg :

« Vous connaissez mon opinion sur le suffrage universel, et je me présente devant vous avec cette opinion justifiée par tout ce qui s'est passé en Europe durant ces dernières années. Nous savons, par les preuves les plus évidentes, que le suffrage universel, même avec le vote secret, n'est pas une garantie contre l'établissement du despotisme. Mais j'entrevois dans un prochain avenir une extension du suffrage, amenée par les voies les plus heureuses et les plus sûres. Je sais que les utopies ne peuvent qu'aggraver les misères qu'elles prétendent soulager. Je sais que l'on peut par des lois appauvrir les riches, mais qu'il est impossible d'enrichir les pauvres. Mais le progrès social, fécondé par la liberté, renferme la solution la plus heureuse de la question du suffrage. Nous rendrons nos institutions plus démocratiques, non pas en abaissant la *franchise* au niveau des masses, mais en élevant, *dans un temps très court, relativement à l'existence de la nation*, les masses au niveau des droits politiques. »

Pour que l'idéal poursuivi soit atteint, il convient qu'aucune bonne volonté ne demeure paralysée. Le droit de vote de l'ouvrier ne doit pas être à la merci de ceux dont l'industrie consiste à lui fournir le logement. Il faut, en un mot, que l'accession à l'électorat ne dépende que de l'effort personnel du citoyen et que celui-ci, par conséquent, soit en position de se procurer, toujours et partout, l'habitation qui lui assurera la jouissance des droits dont il a été jugé digne.

A ce point de vue, il est intéressant d'analyser les effets de la loi du 9 août 1889 sur les habitations ouvrières. C'est ce qui nous a engagé à réunir les éléments de la note formant l'annexe A de ce rapport.

Il nous reste à dire quelques mots de la procédure dont les règles sont tracées par l'article 151 de la Constitution.

En stipulant que les Chambres issues de la dissolution ne pourront délibérer si les deux tiers des membres qui composent chacune d'elles ne sont présents, et que nul changement ne sera adopté s'il ne réunit au moins les deux tiers des suffrages, la Constitution exige implicitement que toute revision soit la résultante d'une sorte d'accord préalable. Elle a voulu, la chose est évidente, que notre pacte fondamental ne pût être modifié que dans les conditions qui ont présidé à son élaboration.

Voter la revision préalablement à tout accord entre les partis et à toute entente avec la Couronne, ce serait aller directement à l'encontre des intentions des constituants de 1830 et s'engager dans une voie sans issue. A trois reprises déjà, avant le dépôt de la proposition actuelle, la Chambre a été saisie d'une demande de revision constitutionnelle : en 1870, en 1883, en 1887 ; et chaque fois, à l'occasion du débat sur la prise en considération, les membres les plus éminents de nos deux grands partis politiques se sont clairement prononcés dans ce sens.

Il faut, disait M. Victor Jacobs le 13 novembre 1870, qu'on présente une proposition déterminée, nette et précise, destinée à remplacer dans la Constitution l'article 47, qui en serait biffé. Ce sera le suffrage universel ou le suffrage restreint ; ce sera le système des capacités ou celui des censitaires ; mais il faut une proposition nettement formulée, sur laquelle la Chambre puisse délibérer en connaissance de cause. Dans quelle situation met-on le pays en agissant autrement ? On ne s'explique même pas sur ce qu'on voudrait mettre à la place de l'article 47 de la Constitution. On pose une énigme au pays et l'on veut que, sans aucune espèce de données sur ce qu'on substituera à ce qui existe, il devine l'énigme qui lui est posée. Or, le pays ne court pas d'aventures ; il veut savoir où il va ; et jusqu'au jour où l'on se sera exprimé d'une manière explicite sur ce que l'on veut, il se refusera à suivre les auteurs de la proposition (1).

A son tour, le 3 juillet 1883, l'honorable M. Frère-Orban s'exprimait dans le même sens. La prise en considération, disait-il, ne serait qu'une équivoque. Les pensées ne sont pas communes. On ouvrirait la porte à des agitations stériles et factices. On décréterait la suppression de l'article 47 sans savoir ce qu'il faut mettre à la place. Nous demandons ce que l'on veut, où l'on va ; c'est notre droit ; c'est le droit du pays de le savoir (1).

Voici comment s'exprimait le chef du cabinet actuel, l'honorable M. Beernaert, répondant à l'honorable M. Houzeau de Le Haye dans la séance du 29 juillet 1887 :

« On propose la revision de la Constitution avec la certitude — je ne dis pas avec le désir — de ne pas aboutir.

» En effet, Messieurs, comment aborder un sujet aussi grave que celui de la modification des institutions d'une nation sans entente préalable, sans négocier

(1) L. HYMANS, *Histoire parlementaire de la Belgique*.

ciations entre les partis et même sans aucun avertissement? Les constitutions ne se fondent et ne se modifient que par un large accord, et si notre charte est encore jeune et robuste, quoique vieille de près de soixante ans, c'est qu'elle est sortie des entrailles mêmes de la nation; c'est qu'elle est le résultat d'une entente en quelque sorte unanime, dans un moment où la voix du patriotisme seule se faisait entendre.

» Nos constituants ont compris que leur œuvre ne pouvait être éternelle; ils en ont admis, ils en ont prévu la revision, mais en l'entourant de difficultés qui devaient assurer au travail nouveau l'assentiment de la grande majorité du pays, comme à l'œuvre originale. »

Le 4 juin 1882, M. d'Elhougne, ministre d'État, prononçait à l'Association libérale de Gand les paroles suivantes :

« Je le déclare hautement, je ne veux pas reviser la Constitution, je ne veux pas abroger l'article 47 avant qu'il y ait une solution acceptée de ce qui doit le remplacer. Je ne veux pas abaisser cette barrière sans savoir ce qu'on laissera passer par là. »

Ces diverses déclarations sont d'une netteté parfaite, et elles dictent encore au Parlement la conduite que commandent les graves intérêts en cause.

Comment l'accord, jugé indispensable par tous, pourrait-il s'établir, si ce n'est au cours d'un débat approfondi, où majorité et minorité échangeraient leurs vues et exposeraient loyalement leur sentiment sur les dispositions à substituer au texte à reviser?

Au Gouvernement et à la majorité de rechercher une solution empreinte d'un large esprit de conciliation et s'inspirant véritablement des intérêts du pays; à la minorité de déclarer nettement si elle entend suivre Gouvernement et majorité sur le terrain choisi par eux, ou d'indiquer quelque autre système qui pourrait être reconnu meilleur, après discussion.

Que s'il ne pouvait convenir à la minorité de prêter son concours dans les limites indiquées, si un accord suffisant ne pouvait s'établir, s'il fallait constater des divergences telles que, la revision votée, le corps électoral se trouverait comme en pleine mer, sans orientation et sans boussole, ce serait évidemment l'ajournement de toute décision. Ainsi le voudraient l'intérêt du pays comme l'esprit de la Constitution.

Mais qu'on ne se fasse aucune illusion, l'opinion publique jugerait sévèrement celui des partis dont l'intransigeance aurait fait échouer ou ajourner une réforme pour laquelle le pays semble mûr.

Enfin, pour ne rien omettre, c'est à la majorité des Chambres issues de la dissolution qu'il appartiendra, toujours dans le même esprit de conciliation, de faire prévaloir les vues que, d'avance, ses membres auront franchement exposées devant le corps électoral.

S'imaginer que, dans un moment d'affolement, sous l'influence de nous ne savons quelle pression du dehors, la majorité, abdiquant ses prérogatives et oublieuse de ses devoirs, pourrait être amenée à se laisser imposer un programme dont elle condamnerait le principe, ce serait faire un rêve de factieux dont notre patriotisme repousse jusqu'à la possibilité.



EXAMEN EN SECTIONS.

Il nous a paru utile de reproduire, sous une forme concise, les opinions exprimées dans les diverses sections. En voici le résumé :

PREMIÈRE SECTION.

Un membre : La gauche s'est expliquée sur la proposition Janson : elle est unanime à réclamer la revision de notre pacte fondamental, ainsi qu'une extension importante du droit de suffrage, mais sous réserve des opinions de chacun de ses membres en ce qui concerne les dispositions nouvelles à introduire dans la Constitution.

- » Se déclare partisan du suffrage universel, entouré de garanties sérieuses. En ce qui concerne le Sénat, il y aurait lieu d'élargir les conditions d'éligibilité, soit en réduisant le cens, soit en créant certaines catégories d'éligibles, sans condition de cens.
- » Il appartient avant tout au Gouvernement de faire connaître son opinion.
- » Se rallie à la revision, à condition qu'un accord s'établisse sur la formule à substituer à l'article 47.
- » Estime que cette condition n'est qu'une échappatoire.
- » Est prêt à se rallier à toute proposition impliquant une large extension du droit de suffrage dans des conditions raisonnables de garantie et d'équité.
- » Les Chambres actuelles n'ont pas à présenter de formule : ce sera l'œuvre de la constituante.
- » Si un grand nombre de personnes réclament la revision, il y a cependant une fraction plus considérable encore de la nation qui ne se prononce pas sur cette question. Certes, la revision finira par s'imposer, mais il convient de ne pas aller aveuglément de l'avant. Dans l'intérêt de la cause revisionniste elle-même, et pour ne pas en reculer la solution de vingt ans, il est nécessaire d'indiquer, avant la dissolution des Chambres, le système nouveau qu'on entend substituer au régime actuel.
- » C'est à la section centrale qu'il appartient de rechercher les bases d'un accord. Il faut éviter tout parti pris. Les Chambres ne se prononceront pour la revision que le jour où elles se trouveront en présence de propositions donnant, dans une certaine mesure, satisfaction aux vœux d'une majorité. Les membres qui représenteront la majorité dans la section centrale auront à formuler les conditions moyennant lesquelles la droite adhérerait à la revision. C'est à ce prix seulement que la majorité fera œuvre loyale et

sincère. Il n'est pas admissible qu'on se borne à émettre un vote négatif. La question se poserait de nouveau à très bref délai.

Un membre : L'attitude de la majorité est très franche : elle se borne à demander, en ce qui concerne l'électorat, l'indication d'une formule constitutionnelle que l'on puisse discuter en même temps que les autres modifications à notre système gouvernemental qu'implique la demande de revision.

» Conclut à la nécessité, pour le Gouvernement, de déclarer s'il juge la revision nécessaire et s'il s'engage à y adhérer.

La proposition est rejetée par 11 voix contre 9 et 1 abstention.

2^e SECTION.

Un membre : Estime qu'il faut, au préalable, chercher une formule sur laquelle l'accord des partis puisse se faire.

» Il appartiendra au Gouvernement issu des élections de rechercher et de faire accepter la formule.

» Le pays n'est pas suffisamment préparé à la revision; dissoudre les Chambres dans ces conditions serait une faute.

» La revision est inopportune. En tout état de cause, il convient d'attendre les élections générales de 1892.

» La Constitution, dans son article 131, fait implicitement appel à l'accord des partis; cet accord n'existant pas, il votera contre la proposition.

» L'accord préalable est nécessaire; sans cet accord, la dissolution des Chambres aboutirait au désarroi le plus complet.

» Se déclare hostile à la politique d'aventures, quoique partisan de la revision.

» La revision est inopportune, car il n'y a accord sur la formule ni à droite ni à gauche.

» Le peuple réclame une réforme juste; il faut la lui octroyer immédiatement et ne pas attendre jusqu'en 1892.

Un membre : L'idée de la revision constitutionnelle n'est pas suffisamment mûre, elle n'est pas généralement acceptée; peut-être le sera-t-elle d'ici aux prochaines élections législatives.

- » Déclare ne pas être chaud partisan de la revision. Cependant, il ne se refuserait pas à admettre une modification déterminée. En l'absence de toute entente sur une formule, il repoussera la proposition. On ne doit pas céder aux menaces de factieux.
- » La question exige une prompt solution. La situation actuelle est intolérable, elle est nuisible à tous les intérêts du pays.

La proposition, mise aux voix, est repoussée par 44 voix contre 3.

3^e SECTION.

Un membre : Les auteurs de la proposition devraient dire ce qu'ils veulent mettre à la place de l'article 47 de la Constitution.

- » Répond que, constitutionnellement parlant, il n'a pas à donner ses vues sous ce rapport. Personnellement, il veut le suffrage universel.
Quant au Sénat, une part devrait être faite, dans la réorganisation de ce corps, à l'élément conservateur.
- » On ne peut démolir sans savoir que mettre à la place de ce qu'on supprime. Tel est l'esprit de la Constitution. La majorité a le droit d'exiger qu'on lui soumette une proposition complète.
Il regrette le caractère vague et exclusivement personnel de l'opinion émise par le préopinant.
Dans tous les pays à suffrage étendu, la Chambre haute est issue d'un autre corps électoral que celui élisant la Chambre basse.
C'est aux demandeurs en revision à s'expliquer sur ce point comme sur les autres.
- » Déclare que son système est le suffrage universel, désiré par beaucoup de membres de la gauche.
La question du Sénat n'est pas, d'après lui, intimement liée à la première. Il suggère cependant soit l'élection par le suffrage universel, mais à deux degrés, soit le mode d'élection du Sénat français.
- » Partisan du suffrage universel, il veut celui-ci avec restrictions d'âge, de résidence, d'indignité. Il admet à titre de transaction un système intermédiaire : l'occupation ou le paiement d'un cens minime.

Il voudrait aussi la représentation des minorités et, à côté des électeurs cités plus haut, les capacités réelles, les citoyens exerçant une profession vraiment libérale.

Le Sénat devrait être élu par le corps électoral ordinaire; le cens d'éligibilité serait maintenu avec adjonction d'une catégorie nouvelle d'éligibles : les citoyens formant vraiment l'élite de la nation.

Un membre : Il n'y a pas jusqu'ici de formule commune à la gauche.

La très grande majorité de la droite pense que l'article 47 ne doit être remplacé ni par le suffrage universel, ni par l'élément capacitaire; le terrain de conciliation serait l'occupation, soit d'après le système hollandais, soit d'après le système anglais, soit d'après un système maintenant le cens et combiné avec les deux systèmes précédents.

- » Estime que les articles concernant le pouvoir exécutif devraient être révisés en même temps qu'on élargirait le corps électoral.
- » Déclare vouloir se rallier à toute formule impliquant une extension du droit électoral. La gauche n'a pas à s'occuper de rechercher une formule. Il acceptera toute formule juste et équitable.
- » La revision ne donnera satisfaction au pays que si l'on adopte le suffrage universel ou si, tout au moins, on facilite l'introduction de l'élément ouvrier dans le corps électoral. A cet égard, le système de la représentation proportionnelle serait efficace, indépendamment de toute extension du droit de suffrage.
- » Le seul moyen d'aboutir, c'est l'accord complet des partis sur une formule. Cet accord n'existant pas, les sections doivent rejeter la proposition de revision. Mais ce rejet ne lierait pas la section centrale au cas où l'accord viendrait à s'établir au sein de celle-ci.
- » La représentation proportionnelle, à elle seule, n'est pas une solution, car elle ne donnerait pas une représentation suffisante à l'élément ouvrier. Le régime actuel est mauvais. La gauche se ralliera à tout système juste. Le Gouvernement doit s'expliquer sur la manière dont il entend la revision, notamment en ce qui concerne le pouvoir exécutif.
- » Sans accord entre le plus grand nombre des membres de droite et de gauche, on tombera dans le gâchis. C'est à la gauche demanderesse à formuler son système.
- » Ne se refuse pas à admettre le système anglais de l'occupation, pourvu qu'il soit appliqué d'une façon sérieuse, et aboutisse à une large extension du droit de suffrage. Il est du devoir de chacun de se montrer conciliant et de faire, au besoin, abstraction de ses préférences personnelles. La gauche déclarant vouloir se rallier à toute formule équitable, il appartient à la droite de faire à son tour un pas en avant. Malgré ses préférences pour le

suffrage universel, il acceptera toute formule donnant satisfaction à l'opinion publique.

Un membre : Fait une déclaration identique à celle du préopinant.

- » Le nouveau système électoral devrait être appliqué d'abord sur le terrain communal et provincial.

17 membres prennent part au vote : la proposition est adoptée par 6 voix contre 4. Sept membres s'abstiennent.

4^e SECTION.

Un membre : Déclare se rallier à la proposition. Le Gouvernement aura à faire connaître son opinion.

- » Votera contre la proposition si l'on ne dit pas par quoi l'article 47 sera remplacé.
- » Il n'est pas de la compétence de la Chambre actuelle d'imposer une formule. Ce que l'on peut affirmer cependant, c'est que la revision doit s'accomplir dans un sens largement démocratique.
- » La réforme n'est possible que par l'accord des partis. L'initiative émane de la gauche : elle doit donc nous dire ce qu'elle veut; si elle se tait, il n'y a plus qu'à lever la séance. Le pays a le droit de savoir exactement dans quel but on lui fait appel. La proposition de revision ne part pas du Gouvernement; celui-ci n'a donc pas de formule à présenter. C'est à la gauche de s'expliquer. Il est personnellement l'adversaire du suffrage universel.
- » L'entente n'est pas impossible dans l'avenir. La Chambre future fera un choix entre les diverses formules. Les candidats éclaireront le corps électoral.
- » Dans la Chambre future, les solutions radicales seront écartées. Si la minorité présentait dès maintenant une formule, la majorité la combattrait. Il doit nous suffire aujourd'hui de voter sur la question de principe.

Divers membres : La majorité et le Gouvernement ne se lanceront pas dans l'aventure de la revision, à moins qu'un terrain de conciliation ne soit indiqué. Si l'article 47 a fait son temps et qu'il y ait un système meilleur à lui substituer, il importe de le démontrer.

Un membre : On demande la revision parce que les Chambres issues du suffrage censitaire n'ont pas suffisamment tenu compte des désirs du pays : elles ont notamment rejeté le service personnel.

A gauche on préfère n'importe quelle formule à celle de l'article 47. Personne ne peut prendre d'engagement : on ne peut aliéner sa liberté. Un pacte quelconque n'aurait aucune valeur. Quel que soit le système nouveau, il sera moins injuste que le système actuel. On semble incliner à droite vers l'occupation. Probablement des membres de la gauche l'accepteront-ils comme un minimum ; mais on ne peut rien garantir à cet égard.

Il n'y aura pas de saut dans les ténèbres ; les électeurs actuels se prononceront ; l'accord se fera ensuite dans les Chambres nouvelles par voie de concessions réciproques.

Un membre : La gauche ne poursuit qu'un but : la dissolution des Chambres. En 1870 et en 1883 les libéraux déclaraient qu'il fallait, avant tout, se mettre d'accord sur une formule. C'est la condition qu'ils mettaient à leur adhésion à la revision.

» Déclare que tout en ayant voté plusieurs fois déjà la prise en considération de propositions tendant à reviser la Constitution, il ne suivra pas aujourd'hui la gauche, celle-ci ne demandant la revision que pour obtenir la dissolution. Il s'abstiendra donc.

D'après lui, il conviendrait de reviser d'autres dispositions encore de la Constitution, notamment les articles 131, 48, 68, 86, 93 et 104.

Mais pas de revision possible, sans formule. On ne ferait pas œuvre sérieuse.

» La gauche, quoi qu'on en dise, désire sérieusement la revision. Il existe, dans le pays industriel surtout, un mouvement dont il faut tenir compte. L'accord, il est vrai, n'existe pas à gauche, mais nous n'entendons pas imposer nos préférences individuelles, nous ne demandons pas mieux que de voir un accord s'établir avec la droite : cherchons la formule ensemble ! Après avoir consulté nos électeurs, nous nous conformerons à leurs aspirations.

Pour les ouvriers, le suffrage universel, c'est la panacée ; on leur a fait accroire que ce régime transformerait leurs conditions d'existence.

» En s'abritant derrière la proposition Janson, la gauche a pour objectif principal la dissolution ; elle se ménage ainsi la chance de gagner une partie perdue aux dernières élections.

Il faut que de part et d'autre on déclare nettement ce qu'on veut. L'auteur de la proposition est partisan du suffrage universel : la gauche entend-elle le suivre ?

Nous avons le droit et le devoir, si nous sommes d'accord sur une formule, d'en informer le pays, de l'éclairer avant de le consulter. Faute de ce faire, il y aura autant de systèmes que de candidats. Agir autrement, c'est aller à l'encontre de l'esprit de la Constitution qui exige, pour reviser, une majorité compacte des deux tiers au sein de chacune des Chambres futures. Est-ce là vraiment ce qu'on vise ? Non ! On veut, sous la pression de menaces émises d'une petite fraction de la nation, compromettre nos institutions et l'avenir du pays.

Un membre : Les déclarations antérieures de la gauche sont en contradiction flagrante avec son attitude actuelle.

- » Chacun a sa formule, dans le parti libéral. On réalisera l'accord plus tard, à l'aide de concessions réciproques. Actuellement, cet accord n'est pas possible; le fût-il, on ne pourrait arriver à l'entente avec la droite.
- » L'immense majorité de la classe ouvrière demande la revision (*dénégations*)..., tout au moins est-elle demandée par un groupe important. C'est un droit qu'on réclame. Si on le refuse, attendons-nous à des grèves. Il faut donc reviser. Tout plutôt que ces agitations ruineuses pour le pays.
- » Dans le parti libéral, les uns sont partisans du suffrage universel, les autres du savoir lire et écrire, d'autres encore des capacités, tandis que les catholiques préconisent l'occupation, le cens réduit. Ces deux dernières formules sont trop vagues, il faudrait préciser. Il n'y a qu'un but à poursuivre : le bien du pays. Un accord est donc désirable.
- » La droite n'a pas de préoccupations de parti. Malheureusement, l'opinion conciliante qui vient d'être émise semble être isolée à gauche.
Il faut faire œuvre de bons citoyens et ne pas céder aux menaces. On demande aujourd'hui ceci, demain on exigera autre chose. Il faut résister aux tendances révolutionnaires qui aboutissent à la république et au collectivisme. L'immense majorité des ouvriers sont des hommes d'ordre : ils se préoccupent peu de la revision. A force de céder on conduirait le pays aux abîmes.
- » Il importe de constater que personne ne s'est même occupé des deux autres articles visés par la proposition.

La proposition est rejetée par 8 voix contre 6 et 2 abstentions.

5° SECTION.

Un membre : Deux questions sont posées : a) Faut-il reviser; b) dans quel sens faut-il le faire? Il votera la revision, mais se réserve d'adhérer à la formule qui lui paraîtra la meilleure. Quelle sera l'attitude du Gouvernement?

Le Gouvernement doit se prononcer.

Le Gouvernement est hostile au suffrage universel.

- » Les auteurs de la proposition doivent faire connaître, avant tout, par quelles dispositions ils veulent remplacer les articles de la Constitution dont ils proposent l'abrogation.

Un membre : On doit chercher de bonne foi le moyen de réaliser « l'accord patriotique des partis ». La question de la monarchie est hors cause : tous nous voulons la conserver.

» La proposition de loi n'est qu'une négation. Les populations, prises dans leur ensemble, ne réclament pas la revision. Il n'y a aucun mouvement d'opinion d'où se dégage une formule. L'initiative parlementaire ou celle du Gouvernement peuvent y suppléer.

» Le Gouvernement manque à son devoir s'il ne présente pas une formule.

» Déclare que si l'accord peut s'établir au sein de la section centrale, le Gouvernement ne repoussera pas la revision.

» Il y a dans le pays une agitation sérieuse. La vraie formule nationale, c'est le suffrage universel.

» L'entente doit avoir une base ; il appartient aux auteurs du projet de l'indiquer.

» Si la revision devait entraîner le suffrage universel, son vote serait hostile à la proposition. Cependant la base électorale actuelle est trop restreinte. Les signataires ne représentent pas la majorité de la gauche. C'est au Gouvernement à guider le pouvoir législatif.

» Hostile au suffrage universel, il veut une large extension du droit électoral, d'accord en cela avec les populations. L'évolution économique et sociale justifie la participation d'un plus grand nombre de citoyens aux affaires publiques. Il accorde ses préférences à la représentation des intérêts.

» Se rallierait à toute formule donnant satisfaction aux aspirations du pays.

» Le système censitaire a fait son temps. Le refus de reviser n'empêcherait pas la dissolution des Chambres ; le pays doit être consulté. Les manifestations ouvrières y obligeront le Roi. On ne peut refuser le droit de suffrage aux ouvriers. La représentation des intérêts conduirait au but, tout comme le suffrage universel.

» Prétend-on reconstituer les ordres abolis en 1830 ? Renonce-t-on à l'unité de la nation, à l'égalité des citoyens ?

» S'il n'y a pas eu accord entre les signataires de la proposition sur le système à adopter, c'est que nul d'entre nous n'a compétence à cet égard. Une seule formule est possible : la revision immédiate et le remplacement de l'article 47 par un régime plus large.

» Il y a lieu de s'étonner que les signataires soient divisés sur la solution à adopter. Il faut être en mesure d'imprimer une direction au corps électoral avant de le consulter.

Un membre : Déclare ne vouloir à aucun prix du suffrage universel. Il ne répugnerait pas à accepter l'habitation, non l'occupation, c'est-à-dire le loyer, mais non le fermage. Il ne faudrait tenir compte que du revenu des bâtiments, non de celui de la terre.

Le suffrage universel expose aux aventures. Les exemples abondent. Si on prétend le restreindre par la capacité, la formule devient difficile à trouver.

- » Il faut hésiter à toucher à la Constitution. Le corps électoral doit être étendu en prenant pour base l'occupation. Le cens, c'est la dignité du citoyen indépendant. Il paraît démontré que l'occupation limitée à 200 francs donnerait près de 500,000 électeurs. On peut, dans les limites de la Constitution, élargir suffisamment le corps électoral.
- » Demande quelles sont les modifications qu'il conviendrait d'apporter à l'organisation du Sénat.
- » Il faudrait recourir à l'élection à deux degrés, si l'on admettait le suffrage universel. Le cens d'éligibilité devrait disparaître.
- » Le cens électoral n'est une garantie que s'il est élevé. Aujourd'hui, l'élément cabaretier prédomine. On compte 50,000 cabaretiers sur 156,000 électeurs. Les classes ouvrières sont insuffisamment représentées. Il y a un mouvement sérieux en faveur du suffrage universel.
- » Le droit de suffrage ne devrait être accordé qu'aux chefs de famille.
Il n'y a d'accord sur une formule dans aucun des partis. Mais la question est au-dessus d'eux, elle est nationale. Il importe de rechercher de commun accord par quoi il faut remplacer le système actuel, celui-ci étant reconnu mauvais.
- » Le régime électoral existant n'est pas si mauvais.
Aucun des deux partis ne devrait pouvoir imposer à l'autre un régime électoral fait de toutes pièces. Il importe de conserver cet équilibre qui a fait si longtemps notre prospérité.
Les électeurs censitaires ont le droit de connaître le régime en faveur duquel on réclame leur abdication.
Les menaces sont plutôt un argument contre la revision : il ne faut d'ailleurs pas s'en exagérer l'importance.
- » Imposer une taxe d'occupation de fr. 42 52 à charge de ceux qui occupent un immeuble d'un revenu de 200 francs, sauf à déduire de cette taxe les autres impôts dont l'occupant est redevable, est un système qui repose sur une base factice. Le pays n'admettra jamais ce régime.
Les membres de la gauche sont partisans d'une réforme large et démocratique. Il faut au moins 5 ou 600,000 électeurs nouveaux.
La droite doit faire connaître le système qui a ses préférences.

Un membre : Ce serait renverser les rôles. L'initiative est partie de la gauche.

- » C'est à la constituante de réaliser l'accord sur la formule : nous n'y réussissons jamais.
- » Les revendications qui se font jour ont quelque chose de fondé. Il est légitime d'accorder une part d'influence à des classes qui n'en ont aucune aujourd'hui. Il ne faut pas s'effrayer de l'arrivée de quelques socialistes à la Chambre.
- » Il est indispensable que nous nous présentions devant l'électeur avec une formule nette et précise.
- » L'accord entre les partis est la condition préalable de toute revision. C'est un rôle commode pour la minorité que de réclamer la dissolution.
- » Presque tous, à droite, nous sommes partisans d'une large extension du droit de suffrage, mais nous ne pouvons nous présenter devant le corps électoral sans avoir une formule à lui offrir.
- » Une commission de douze membres — six de droite et six de gauche — pourrait chercher une formule qui serait soumise ensuite à la Chambre constituée en comité secret.
- » On s'est, dans les Chambres censitaires, préoccupé autant qu'ailleurs des intérêts ouvriers.
Un vote négatif, émis aujourd'hui, n'implique nullement le refus de chercher ultérieurement un terrain d'entente.

La proposition est repoussée par 10 voix contre 8 et 3 abstentions.

6^e SECTION.

Un membre A l'exemple de la gauche, la droite devrait faire connaître son opinion sur la question de la revision de la Constitution.

L'accord des partis est indispensable.

- » Si la revision doit mener au suffrage universel, l'immense majorité de la droite la repoussera.
La droite pourrait adhérer à la revision si elle n'impliquait qu'une large extension du droit de suffrage. Mais, avant cela, il faudrait savoir où l'on va. Que la gauche présente un système, on le discutera.
- » Le vote de la revision ne doit pas être subordonné à un accord préalable.

Une réforme dans le sens d'une large extension du droit de suffrage serait bien accueillie par la grande majorité de la Chambre, car il s'agit ici d'une question de justice.

Il n'est point partisan du suffrage universel pur et simple. Il convient de procéder par étapes. Le suffrage universel romperait l'équilibre entre les villes et les campagnes. Cet équilibre doit être maintenu.

C'est surtout au point de vue de la classe ouvrière qu'il convient d'étendre le droit de suffrage. On doit renoncer à la mesquinerie des calculs électoraux et n'envisager que le côté patriotique de la question. Le cens, comme base du droit électoral, doit disparaître. Il convient de se rapprocher du système anglais.

Un membre : Comme moyen de doter la classe ouvrière du droit électoral, la valeur de l'habitation constitue une base acceptable; mais, en outre, l'électeur devrait être tenu de savoir lire et écrire. A défaut de ce minimum de capacité, autant vaudrait accepter le suffrage universel. Pour éviter la fraude, il faudrait exiger des garanties, comme en Italie.

» Est partisan du suffrage universel éclairé. Cependant il ne se refuserait pas à adhérer à toute autre réforme, pourvu qu'elle fût suffisamment large.

» La droite ne votera pas la revision sans savoir où l'on veut mener le pays. Voter sur le principe serait un leurre. D'ailleurs, le mouvement revisionniste n'est pas aussi général qu'on le dit bien.

» Il importe avant tout de savoir si le pays veut ou ne veut pas reviser. Voilà la vraie question. Nous sommes exposés à voir se produire des mouvements violents : il faut les éviter; si la réforme est utile et juste, qu'on la réalise avec le concours conditionnel de la gauche.

La formule n'est qu'accessoire, le principe est tout.

La majorité a la responsabilité du pouvoir, c'est à elle d'agir.

» Ceux qui ont demandé la revision ont contracté l'obligation de soumettre une formule à l'appréciation du pays.

» Le Gouvernement a déclaré qu'il étudierait loyalement la question.

Il ne s'agit pas ici d'une question de justice absolue. Nous ne nous sommes pas, depuis soixante ans, rendus coupables d'injustice. La question est de savoir quels sont les citoyens à même d'exercer utilement le droit de suffrage dans l'intérêt public. L'exercice du droit de vote est une fonction qui doit être entourée de garanties.

Le pays veut-il la revision? Cette question ne lui paraît pas résolue. Une grande partie du pays est certainement indifférente. Dans d'autres régions, au contraire, l'existence du mouvement démocratique n'est pas contestable. Un certain mouvement d'opinion existe donc; il se développera peut-être. Il faut s'abstenir de toute opposition systématique, mais la question est mal engagée : les menaces et les violences ne peuvent que lui être nuisibles.

Il y aurait danger à démolir sans savoir qu'édifier à la place.

Pour aboutir, il faut nécessairement qu'un accord s'établisse entre les deux grands partis qui dirigent l'opinion publique.

Ce que l'on veut, c'est contenter la classe ouvrière; or, qu'advierait-il si les Chambres issues de la dissolution lui refusaient toute satisfaction ?

Un membre : Demande qu'on vote sur le principe.

» La question n'est pas suffisamment mûrie.

» La gauche veut la revision, mais c'est au Gouvernement de proposer une formule.

» A l'exemple de l'Angleterre et des Pays-Bas, on pourrait se mettre d'accord sur le principe de l'occupation.

Plusieurs membres : Déclarent émettre un vote négatif, ne voulant pas adhérer au principe de la revision avant d'avoir pu apprécier les bases de la réforme.

D'autres membres : Déclarent qu'ils auraient voté la proposition si elle avait impliqué l'occupation comme base du droit électoral.

Rejet de la proposition par 7 voix contre 4 et 4 abstentions.

En résumé, la proposition de loi a été repoussée dans cinq sections; une seule section s'y est montrée favorable.

Les voix se sont partagées ainsi :

Contre : 51;

Pour : 36;

Abstentions : 17.

Mais ce serait se tromper étrangement que d'interpréter ce résultat comme une marque d'hostilité au principe même de la revision. En fait, l'absence de toute formule et l'incertitude quant aux chances de voir se réaliser l'accord entre les partis, sont les causes déterminantes du vote négatif des uns et de l'abstention des autres. Cette constatation résulte à toute évidence des délibérations que nous venons de résumer.

EXAMEN EN SECTION CENTRALE.

Dix-huit séances ont été consacrées par la section centrale à l'examen de la proposition de revision constitutionnelle; elle s'est réunie le 27 février, les 10, 11, 13 et 18 mars, les 8, 9, 15, 17, 22, 24 et 29 avril, les 5, 8, 15 et 20 mai, le 14 août et le 22 septembre.

Dès la première séance, les membres de la section furent unanimes à reconnaître que pour permettre aux Chambres de voter la proposition de revision de l'article 47, il était indispensable qu'un accord s'établît tout au moins sur le principe du système électoral à substituer au régime existant. Le Gouvernement ayant déclaré vouloir adhérer, sous certaines conditions, au principe de la revision, il fut décidé que le chef du cabinet serait invité à exposer ses vues à la section centrale.

C'est le 10 mars que M. Beernaert fut entendu. Il exprima d'abord quelque étonnement de ne voir ni les signataires de la proposition, ni l'opposition à laquelle tous appartiennent, prendre l'initiative d'une formule mettant en œuvre les idées constitutionnelles dont ils souhaitent l'avènement, mais il ne fit point difficulté de communiquer à la section centrale les vues du Gouvernement. Ce long exposé fut, quelque temps après, résumé par M. le Ministre des Finances dans une lettre qu'il adressa à M. le Président de la section centrale et que nous reproduisons ici :

Bruxelles, le 30 mars 1891.

A Monsieur le Président de la section centrale chargée de l'examen de la proposition de revision des articles 47, 53 et 56 de la Constitution.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai eu l'honneur de vous dire que, pour éviter tout malentendu, il me semblait utile que la section centrale eût sous les yeux un résumé de la communication que je lui ai faite, lorsqu'elle a demandé à connaître les vues du Gouvernement quant à la revision de la Constitution et quant aux dispositions nouvelles qu'il y aurait éventuellement à y insérer.

Voici ce résumé :

Note du Gouvernement.

Il y a longtemps que la majorité conservatrice s'est déclarée favorable à une large extension du droit de suffrage pour les Chambres, comme elle l'a réalisée déjà pour la province et pour la commune. Mais elle appréhendait, non sans de graves motifs, de toucher à un régime qui nous a donné 60 ans d'ordre et de prospérité et à l'abri duquel le sort de la classe ouvrière notamment s'est considérablement amélioré. On aurait voulu qu'une réforme pût se faire dans les limites constitutionnelles.

Mais, dans ces conditions, toute réforme serait insuffisante, et l'on ne pourrait d'ailleurs la réaliser qu'en rusant avec la Constitution.

Le Gouvernement estime donc que le moment est venu de décider qu'il y a lieu de reviser la Constitution, mais c'est toutefois à condition qu'en dehors

de tout esprit de parti un accord suffisant puisse s'établir sur les institutions nouvelles qu'il s'agirait d'indiquer au pays, comme devant remplacer celles d'aujourd'hui.

On ne comprendrait pas que l'on se mît d'accord pour abolir sans l'être aussi, au moins dans une certaine mesure, sur ce qui devrait être reconstruit. On ne comprendrait pas que l'on demandât au corps électoral actuel de préparer son abdication, sans lui dire au profit de qui il aurait à la faire

Procéder autrement serait exposer la tentative de revision à un échec certain, car les électeurs enverraient à la future assemblée des représentants antirevisionnistes, ne fût-ce que par terreur de l'inconnu. On ne fonde pas, d'ailleurs, d'institutions durables sans un patriotique accord, et le Gouvernement est convaincu que l'œuvre de 1830 ne sera modifiée utilement que dans les mêmes conditions où nos pères l'ont créée.

Il est évident qu'il ne peut être question d'un pacte, que personne en ce moment n'a mission de conclure et que le pays aurait en tout cas le droit de désavouer.

Mais la nation doit savoir où l'on veut la mener; ceux qui sont en ce moment responsables de ses destinées doivent faire connaître quel serait, d'après eux, le régime nouveau à établir; et l'on doit ressentir à ce sujet comme un souffle d'entente et d'union.

Le Gouvernement estime, d'autre part, que la revision doit être examinée de haut, dans un esprit d'ensemble, et que l'on ne peut toucher à l'organisation du pouvoir sans l'étudier sous ses divers aspects.

Il estime aussi qu'il conviendrait de profiter de la revision de la Constitution pour y apporter certaines améliorations d'ordre secondaire.

Droit électoral. — On a dit souvent, et à bon droit, que le suffrage universel serait favorable au parti conservateur.

Le Gouvernement n'en est pas partisan. Il tient que le pays n'y est pas suffisamment préparé et que l'on ne pourrait sans imprudence passer du nombre restreint des électeurs actuels (134,437) à l'électorat de tous.

Il conviendrait, selon nous, de nous rattacher au système de l'Angleterre, ou du moins à celui des Pays-Bas.

Dans ce dernier pays, le droit électoral dépend du paiement d'un cens assez bas et différentiel. On est électeur lorsqu'on paye 10 florins de contributions foncières ou lorsqu'on habite une maison ou partie de maison d'une valeur locative entièrement imposable à la contribution personnelle, ce qui entraîne l'obligation de payer au moins, additionnels au profit de l'État compris,

8,05	dans les communes de moins de 3,000 âmes.
9,12	dans celles de 3 à 5,000 —
9,88	— de 5 à 8,000 —
11,03	— de 8 à 12,000 —
11,94	— de 12 à 17,000 —
13,18	— de 17 à 24,000 —
14,45	— de 24 à 36,000 —
17,20	— de 36 à 48,000 —
22,15	— de 48,000 et au-dessus.

Depuis l'accomplissement de cette réforme, les Pays-Bas comptent 295,570 électeurs.

En tenant compte du chiffre de la population des deux pays, la Belgique arriverait sensiblement au même résultat en conférant l'électorat général à tous les électeurs censitaires communaux, aujourd'hui au nombre de 409,649.

Et l'obligation d'un cens de 10 francs ne s'écarterait pas non plus beaucoup des bases admises par la Constitution des Pays-Bas.

Mais le Gouvernement estime qu'il convient d'aller plus loin et que, sans exiger aucun paiement de contributions, il faudrait se rapprocher des bases que l'accord des deux grands partis politiques a permis d'introduire dans la Grande-Bretagne. On sait qu'abstraction faite de diverses dispositions accessoires, y est électeur quiconque occupe une maison, partie de maison, logement ou terrain d'un revenu ou d'un loyer de 10 livres sterling (1).

C'est aussi l'occupation que nous devrions prendre comme base principale, et, afin d'éviter les contestations et les fraudes, elle devrait être appréciée d'après le revenu cadastral de l'immeuble occupé ou cultivé.

On conserverait, d'autre part, le droit électoral à ceux qui payent le cens aujourd'hui exigé par la Constitution, et par une exception analogue à celle que fait la loi anglaise pour les maîtres ès-arts des universités, on pourrait l'accorder à tout porteur de diplômes universitaires.

Le Gouvernement voudrait que le nombre des électeurs généraux fût ainsi porté à 600,000 environ, et il est prêt à étudier avec la section centrale le chiffre de revenu cadastral auquel il faudrait s'arrêter pour obtenir ce résultat.

L'électorat ne devrait être conféré qu'aux hommes âgés de plus de 25 ans, justifiant d'une certaine durée de domicile, et qui ne seraient pas secourus par le bureau de bienfaisance.

Pour arriver à donner au pays 600,000 électeurs, il faudrait donc descendre à un revenu cadastral très bas. En effet, sur 1,100,000 habitations qu'il doit y avoir approximativement en Belgique, il y en a certainement beaucoup plus de la moitié dont le revenu cadastral est inférieur à 50 francs (2).

(1) L'occupation franchise repose, il est vrai, sur un revenu ou loyer de 10 livres sterling, mais elle ne vise que l'occupation des terres et des bâtiments autres que ceux servant d'habitation. La *household franchise*, qui constitue la source principale du droit électoral en Angleterre, n'impose à l'occupant d'une maison ni minimum de loyer, ni paiement d'aucune taxe; il suffit, pour que l'occupant soit inscrit sur les listes électorales, que la taxe des pauvres ait été payée par le propriétaire de la maison et que l'occupation ait eu une durée d'un an au moins. (Voir annexe C, p. 122) L'erreur signalée a sa source dans le *Document parlementaire* n° 459, p. 44. (NOTE DU RAPPORTEUR.)

(2) Les statistiques dont il y a lieu de faire état remontent presque exclusivement à 1880, et l'on procède en ce moment même à leur renouvellement décennal.

En 1880, il y avait en Belgique 1,061,469 maisons habitées et 65,066 maisons non habitées.

Les documents officiels ne disent pas combien il y a de ces maisons à la ville et combien dans les campagnes.

Ils n'établissent pas non plus leur importance relative.

En 1889, il y avait 646,894 maisons cotisées à la contribution personnelle; le surplus, soit 42 %, était exempt de toute cotisation, et depuis leur nombre a été considérablement augmenté par la loi du 9 août 1889, qui exempte de la contribution personnelle les habitations ouvrières.

Le revenu cadastral des immeubles bâtis n'a plus été vérifié depuis la péréquation cadastrale ordonnée par la loi de 1869, et qui a été terminée vers 1865. Il n'y avait alors en Belgique que 880,987 maisons, et, sur ce nombre, 710,984, ou 81 %, étaient d'un revenu cadastral inférieur à 100 francs; 500,713 étaient d'un revenu inférieur à 50 francs (*).

(*) Ces chiffres ont été rectifiés par M. le Ministre des Finances dans sa lettre du 4 mai (annexe C, p. 100). Il existait en Belgique, au 31 décembre 1865, 876,751 maisons passibles de la contribution foncière, dont 255,151 seulement d'un revenu cadastral inférieur à 50 francs. (NOTE DU RAPPORTEUR.)

Il s'ensuit qu'il n'y aurait guère de logement ouvrier dont le principal occupant ne serait pas électeur.

Comme en Angleterre, on tiendrait compte du revenu cadastral de la terre occupée, mais seulement comme accessoire du foyer.

Le Gouvernement estime que dans les conditions qui viennent d'être indiquées, serait électeur quiconque représente un intérêt quelque peu sérieux; ce serait tout au moins le suffrage universel des chefs de famille; et, en tenant compte des mineurs de 25 ans, des non-domiciliés, des assistés et des indignes, le suffrage universel absolu ne donnerait certes pas un nombre d'électeurs double.

Le corps électoral serait désormais le même pour l'État, la province et la commune.

Et le Gouvernement estime qu'il conviendrait d'introduire à tous les degrés le système juste et bienfaisant de la représentation des minorités.

Le régime actuel, qui confère tous les mandats à la majorité, si faible qu'elle soit, et qui repose d'ailleurs sur des délimitations arbitraires et inégales, surexcite l'esprit de fraude, soulève des colères dangereuses pour la paix publique et aboutit à des résultats contraires à la nature même du régime représentatif, ou tout au plus à des compensations d'injustices.

Nous n'indiquons pas le mode nouveau que nous voudrions voir adopter.

Ici encore, on pourrait vouloir ne faire qu'une étape et s'en tenir, par exemple, à des bases analogues à celles en vigueur dans le royaume d'Italie.

La question de la réorganisation du Sénat est, d'après nous, étroitement connexe à celle d'une large et démocratique extension du droit électoral. Cependant, la proposition dont la Législature est saisie paraît n'avoir en vue que de modifier les conditions d'éligibilité actuellement établies, les mêmes électeurs devant continuer à choisir leurs représentants aux deux Chambres.

Le Gouvernement croit au contraire qu'il conviendrait de donner aux deux assemblées des bases et un caractère différents.

On peut dire que partout, pour ainsi dire, il en est ainsi.

En Angleterre, en Prusse, en Autriche, en Hongrie, en Bavière, dans le pays de Bade, dans le Wurtemberg, la Chambre haute a un caractère aristocratique.

Il est encore à remarquer :

1° Que les 1,100,000 maisons existant actuellement (chiffre approximatif) ne fournissent que 409,649 électeurs communaux, d'où l'on peut conclure que plus de la moitié sont trop peu importantes pour conférer à l'occupant l'électorat, même à la commune;

2° Que, lors de l'élaboration du projet de loi de 1889, il a été constaté qu'il y a en Belgique 113,684 personnes qui sont propriétaires d'une maison d'un revenu cadastral inférieur à 50 francs, et qui n'ont pas d'autres biens;

5° Que, d'après les relevés officiels, il y a, en Belgique, 910,596 cultures séparées (*), dont 217,120 sont occupées par leurs propriétaires, 445,528 par des locataires, et le surplus, soit 247,748, par des cultivateurs qui sont propriétaires pour partie et locataires pour une autre partie.

(*) Dans ce nombre, il y a 594,576 cultures de moins de 50 ares, occupées par des ouvriers agricoles ou industriels.

Ailleurs, les sénateurs sont nommés par le Roi, soit tous, comme en Italie, soit pour partie, comme en Espagne et dans le Portugal.

Dans les constitutions plus démocratiques, comme celles des États-Unis d'Amérique et de la Suisse, le Sénat représente les états ou les cantons. Dans les Pays-Bas, on s'est inspiré de la même idée en faisant élire la première Chambre par les états provinciaux.

Le Sénat français est choisi par des délégués des arrondissements et des communes. En Suède et en Norvège, la Chambre haute procède d'une élection à deux degrés.

En Belgique, on a soutenu avec une grande force d'arguments que le Sénat devrait constituer une Chambre représentative des divers intérêts, et ce serait assurément là une combinaison dont le principe serait excellent. Mais on ne peut guère espérer que les partis se dépouillent à ce point de leurs rivalités et de la préoccupation de leurs tendances politiques, que la pondération des divers intérêts puisse être étudiée et arrêtée dans l'esprit d'absolue justice qui serait nécessaire.

Il semble, par contre, que l'on pourrait aisément se mettre d'accord pour faire élire les sénateurs par les conseils provinciaux, comme dans les Pays-Bas.

Ce serait, en fait, une élection au second degré, mais par des électeurs permanents et à qui la durée même de leurs pouvoirs ne permettrait pas d'imposer un mandat impératif. D'autre part, grâce à la représentation des minorités, les conseils provinciaux seraient désormais une image exacte du corps électoral, et leurs minorités seraient elles-mêmes sûres d'être représentées au Sénat.

Tout au moins conviendrait-il d'adopter pour le Sénat un régime électoral analogue à celui qui est en vigueur en France.

Quant à l'éligibilité, au lieu de réduire le cens, ou même de l'abolir, le Gouvernement tient que mieux vaudrait ajouter aux éligibles à raison de la fortune, de nouvelles catégories d'éligibles choisis parmi les personnages distingués par leur mérite ou par les hautes fonctions qu'ils remplissent ou ont remplies.

Pour la Chambre comme pour le Sénat, il serait désirable que les électeurs fissent choix en même temps de représentants et de suppléants, de manière à éviter des élections partielles trop fréquentes. Tel a été le système en vigueur en Belgique pour les élections au Congrès national.

Pour rendre possible la réalisation des modifications qui viennent d'être indiquées, il faudrait sans doute ajouter quelques autres articles de la Constitution à ceux dont la revision est demandée.

On ne pourrait notamment établir la représentation des intérêts sans toucher à l'article 6, et la représentation proportionnelle entraînerait probablement la modification de l'article 48.

On pourrait se demander aussi s'il n'y a pas lieu de modifier la règle absolue de l'article 54 et le calcul en florins de l'indemnité parlementaire fixée par l'article 52.

On ne peut se livrer à l'étude de la réorganisation du pouvoir législatif sans se préoccuper également du pouvoir royal, et l'article 131 porte d'ailleurs que les Chambres nouvelles ne peuvent statuer sur les points soumis à révision que d'accord avec le Roi.

Le Gouvernement estime qu'il conviendrait d'investir le Roi du droit de se mettre directement en rapport avec le corps électoral pour prendre son avis soit sur une question de principe non actuellement soumise à la Législature, soit à propos d'une loi votée, mais non encore promulguée.

Ce droit, dont le Roi ne pourrait user que moyennant le contre-seing ministériel, serait moins étendu que le veto absolu que lui donne déjà la Constitution, mais dans certaines occasions il pourrait en être fait un utile usage, et il semble qu'on ne puisse qu'approuver le principe d'une consultation directement demandée à la nation par le Roi.

La Constitution règle à l'article 60 la succession au trône; mais les princes que leur naissance y appelle peuvent se marier dans les mêmes conditions que les autres citoyens. Une union impolitique pourrait avoir cependant pour les destinées de la nation des conséquences fâcheuses. Il conviendrait donc que par une disposition exceptionnelle le Roi eût à autoriser le mariage des princes de sa famille, et déjà Léopold I^{er} en avait eu le projet.

Sans doute, rien ni dans le présent ni dans le passé ne justifie des préoccupations de ce genre; mais il faut songer aussi à l'avenir, et la révision de la Constitution devant demeurer, il faut l'espérer, un fait rare et exceptionnel, il convient de saisir l'occasion actuelle.

Les mêmes considérations nous paraissent rendre désirable la révision de l'article 1^{er} qui divise la Belgique en neuf provinces.

Les Chambres ont donné une approbation pour ainsi dire unanime à une convention aux termes de laquelle les territoires de l'État Indépendant du Congo pourraient devenir possessions belges. Sans doute, l'article 1^{er} n'interdit pas qu'il en soit ainsi, les provinces ainsi annexées ne feraient pas partie de la Belgique et leurs habitants ne deviendraient pas nos concitoyens. Mais il s'agit là d'intérêts de trop haute importance pour qu'il ne semble pas utile que la Constitution en règle le principe, et il conviendrait qu'en termes exprès, elle abandonnât à la loi le règlement des droits civils et politiques des populations qui, en Afrique, seraient soumises à la domination belge. C'est ce que fait la Constitution néerlandaise.

Telles sont, Monsieur le Président, les vues que j'ai eu l'honneur d'exposer à la section centrale au nom du Gouvernement. Nous estimons que leur réalisation, accomplie d'un puissant accord, pourrait ouvrir à la Belgique une ère nouvelle de prospère développement.

Mais le Gouvernement est prêt à examiner et à discuter avec la section centrale telles autres combinaisons qui pourraient paraître préférables, et il n'apportera dans une étude aussi importante pour le bien de la patrie, ni vues exclusives, ni amour-propre.

Afin que la section centrale connût en tous points la pensée du Gouvernement, j'ai cru devoir l'entretenir également d'une question qui ne suppose nullement la révision de la Constitution, mais qui, selon nous, s'y rattache, et dont l'importance est majeure. Je veux parler de l'organisation de la police. L'ordre n'est pas moins nécessaire que les libertés publiques, et il est le

meilleur garant de leur usage et de leur maintien. Plus une société est démocratiquement organisée, plus la conservation de l'ordre est nécessaire; et c'est surtout pour les petits qu'elle est indispensable, car ils sont les premiers à souffrir de tout ce qui porte atteinte à la paix intérieure.

Dans tous les pays du monde, la police générale est gouvernementale de son essence; il en est ainsi en Belgique comme ailleurs, et l'article 31 de la Constitution ne confère à bon droit à l'autorité communale que la gestion des intérêts exclusivement communaux.

Mais en Belgique, le bourgmestre a un double caractère. Il est tout à la fois autorité communale et agent du Gouvernement. C'est au premier point de vue qu'il est chargé de la police locale qui n'intéresse que la cité. C'est comme autorité subordonnée qu'il exerce ses attributions de police générale qui concernent l'ordre public. En cette dernière qualité, il est sous les ordres du Gouverneur de la province et, en dernier ressort, du Gouvernement.

Il ne peut y avoir de discussion sur ces principes, mais leur organisation est incomplète, et il pourrait résulter des lacunes de la loi des difficultés qu'il convient d'éviter. Selon nous, la révision de la Constitution rendrait plus nécessaire encore une législation précise et formelle en cette matière.

Nous estimons aussi que, comme en Angleterre, la loi devrait interdire toute manifestation, tout rassemblement dans un certain rayon autour du Palais du Parlement. Les pouvoirs publics doivent être entourés d'un respect absolu, et il convient qu'ils soient mis à l'abri de toute tentative de pression ou d'intimidation. C'est ce que la Constitution a marqué déjà en interdisant la présentation en personne de pétitions adressées aux Chambres.

J'ai l'honneur de vous prier, Monsieur le Président, d'agréer l'expression de ma plus haute considération.

Le Ministre des Finances,
A. BEERNAERT.

*Procédure
adoptée
par
la section
centrale.*

Cette communication fut diversement accueillie.

Deux membres déclarèrent qu'ils n'écartaient *a priori* aucun système, qu'ils étaient prêts à tout examiner, pourvu que la délibération pût avoir un caractère utile et pratique. Ils firent remarquer toutefois que le principe de l'occupation ne peut être apprécié que par ses applications : on en peut faire un suffrage restreint, un suffrage étendu et même un suffrage quasi-universel; qu'un même chiffre de revenu cadastral ne représente pas la même chose à la ville et à la campagne; que, dès lors, une échelle de proportion s'imposerait et que les discussions interminables qu'occasionnerait un pareil sujet auraient pour conséquence l'ajournement presque indéfini de la révision. La Belgique, ajoutèrent-ils, possède depuis sept ans une législation électorale qui donne près de 500,000 électeurs à la commune; en maintenant les principes essentiels de cette législation, en élargissant les catégories qu'elle a créées de manière à y faire entrer un nombre plus considérable d'ouvriers, en corrigeant les abus s'il s'en est révélé, on atteindrait aisément le but que poursuit le Gouvernement en ce qui concerne l'extension du droit de suffrage.

Suivant eux, cependant, la section centrale n'aurait pas d'initiative à prendre; le Gouvernement seul, s'il est d'accord avec la majorité, est en mesure d'arriver à une solution.

Adoptant, en l'appropriant à leur thèse, le mode de procédure qu'avait suggéré un membre de la majorité en vue de faciliter la conclusion et la constatation d'un accord entre les partis, ces mêmes membres exprimèrent l'avis qu'il conviendrait que le Gouvernement présentât immédiatement aux Chambres un projet de réforme électorale sur les bases établies par la loi du 24 août 1883; ce projet ne s'appliquerait naturellement qu'à la province et à la commune, ce qui permettrait à la Législature actuelle d'en aborder la discussion. Dès le lendemain de son adoption, la déclaration qu'il y a lieu à revision pourrait être prononcée et le système destiné à remplacer l'article 47 se trouverait formulé.

Ceux qui s'y seraient ralliés auraient un programme de revision bien déterminé à recommander au pays, et il semble évident que, dans de telles conditions, la majorité requise des deux tiers des voix pourrait être réunie au sein des Chambres nouvelles.

Les cinq autres membres de la section, tout en se ralliant, dans ses grandes lignes, à la procédure qui vient d'être esquissée, soutinrent qu'il n'était pas possible de circonscrire l'initiative du Gouvernement et celle de la section centrale dans les limites à peine élargies de la loi de 1883.

Ils estimèrent que la section avait pour mission de rechercher les bases d'une entente, et que, dès lors, il lui appartenait d'examiner les divers systèmes électoraux en présence et de signaler au Gouvernement les principes qui pourraient le plus utilement trouver place dans le nouveau texte constitutionnel; qu'au surplus, le principe de la capacité, combattu par presque toute la presse de gauche, rencontre peu de sympathie sur les bancs de la majorité, et que la formalité de l'examen électoral écarterait des urnes la classe ouvrière presque tout entière.

Sur ces entrefaites, le chef du cabinet ayant été interrogé officieusement par M. le Président de la section centrale sur le point de savoir s'il pourrait lui convenir de se ranger aux vues exprimées par la minorité de la section, l'honorable M. Beernaert répondit qu'il ne pouvait se départir de l'attitude qu'il avait prise : le Gouvernement, ayant exposé son système à la section centrale, devait attendre que celle-ci lui fit connaître son avis.

Comme conclusion à ce débat, la section centrale prit, le 18 mars, par 5 voix contre 2, la résolution suivante :

« La section centrale décide qu'elle procédera à l'examen des diverses » bases électorales admises par la législation actuelle, et notamment par la » loi du 24 août 1883, ainsi que de toutes autres qui lui seraient soumises, » et qu'elle fera connaître au Gouvernement le résultat de cet examen en » l'invitant à formuler, en conséquence, un projet de loi dans le sens d'une » large extension du droit de suffrage. »

Les deux membres opposants firent à la suite du vote la déclaration que voici :

« Si nous n'avons pu voter la résolution proposée, parce que nous esti- » mons qu'elle tend à déplacer les responsabilités, nous ne nous opposons » pas à ce que les idées échangées soient officieusement communiquées au » Gouvernement. »

D'autre part, dans une séance ultérieure, il fut convenu qu'afin d'accroître les chances d'une entente au sein des Chambres, l'examen de la section centrale porterait également sur les divers points traités dans la note de M. le Ministre des Finances, reproduite ci-dessus.

Droit électoral.

Conformément à la résolution précitée, les séances des 8, 9, 15 et 17 avril furent consacrées à l'examen des bases du droit électoral à inscrire dans la Constitution révisée.

Les renseignements suivants furent demandés au Gouvernement :

1° Quelles ont été, dans les principaux arrondissements du pays, depuis l'unification du cens en 1848, les modifications subies par le corps électoral quant à la proportion des électeurs urbains et des électeurs ruraux? (Voir annexes C, D et E);

2° La section centrale prie le Gouvernement de faire dresser, pour chaque commune, un tableau des maisons groupées par catégories correspondant aux différents taux du revenu cadastral. (Voir annexes C et F ainsi que les tableaux qui seront distribués ultérieurement en annexe au présent rapport);

3° La section prie le Gouvernement de lui indiquer, pour un certain nombre de villes et de communes rurales, le rapport existant entre le revenu cadastral, la valeur locative servant de base à la contribution personnelle et le loyer réel des immeubles servant d'habitations. (Voir annexe C.)

L'accord se fit rapidement sur la fixation à vingt-cinq ans de la limite d'âge; il fut décidé, en outre, que le nouvel article 47 admettrait à l'électorat général, d'une part les citoyens mâles qui payent au Trésor au moins 10 francs de contributions directes, cens aujourd'hui exigé pour l'électorat communal, et d'autre part les occupants principaux d'une maison ou d'une partie de maison d'un revenu cadastral ou d'une valeur vénale à déterminer lorsque la section se trouverait en possession des statistiques demandées au Gouvernement.

La capacité, à part celle résultant de la possession d'un diplôme universitaire de fin d'études, fut écartée après une longue discussion.

Les motifs qui ont déterminé ce dernier vote sont, entre autres :

1° Le principe de l'occupation étant admis, l'examen électoral, s'il était maintenu, ne procurerait le droit de vote qu'à un nombre assez restreint de citoyens, dont la plupart ne seraient pas chefs de ménage;

2° L'examen est suspect à une notable fraction du parti libéral, qui lui reproche de donner lieu à la fraude;

3° La droite, réunie officieusement, s'est prononcée à la quasi-unanimité contre la capacité comme base constitutionnelle de l'électorat;

4° L'inscription dans la Constitution du programme de l'examen capacitaire présente une difficulté réelle.

Il n'est pas inutile d'ajouter que personne, au sein de la section centrale, n'a pris la défense des capacitaires fonctionnaires et contremaitres.

Au cours de la séance du 17 avril, la section arrêta les termes du procès-verbal que nous reproduisons ci-après :

PROCÈS-VERBAL.

« *La majorité de la section centrale* estime que l'initiative du Gouvernement, en vue d'étendre très largement le droit de suffrage par la revision de l'article 47 de la Constitution, rallierait au sein de la Chambre une majorité considérable dans les conditions suivantes :

» Admission à l'électorat, pour la Chambre des représentants, de tous les citoyens, âgés de vingt-cinq ans,

» qui :

versent au Trésor de l'État, en contributions directes, patentes comprises, la somme de dix francs ;

» ou

occupent, en tout ou en partie, un immeuble d'un revenu cadastral ou d'une valeur vénale à déterminer ;

» ou

sont porteurs d'un diplôme universitaire de docteur ou d'un diplôme équivalent.

» Elle fait observer :

» *A.* En ce qui concerne l'occupation :

Que la détermination des conditions de l'occupation, la fixation du chiffre du revenu cadastral ou de la valeur vénale et sa répartition, s'il y a lieu, doivent être organisées de manière à faciliter aux ouvriers l'admission à l'électorat et à ne point favoriser un parti au détriment des autres.

» *B.* En ce qui concerne la capacité :

» Qu'une fraction notable de la Chambre s'opposerait à l'établissement d'un examen organisé en vue d'assurer le droit électoral à ceux qui l'auraient subi avec succès,

» Mais qu'il y a lieu de croire que la catégorie de capacitaires mentionnée ci-dessus pourrait, sans opposition, recevoir certaines extensions.

» *Les membres de la minorité de la section centrale* sont d'avis qu'il n'entre pas dans les attributions de la section de s'occuper de l'examen des principes de la législation électorale future.

» Mais cet examen se faisant, ils admettent l'extension aux élections législatives des bases de l'électorat établies par les lois qui règlent actuellement les élections à la commune.

» Quant au principe de l'occupation, ils ne sauraient l'apprécier que par l'application qui en sera faite, parce qu'il est possible d'en faire sortir également le suffrage universel, un suffrage restreint ou un système qui écraserait l'un des partis.

» *Deux des auteurs de la proposition de revision*, tout en se déclarant partisans du suffrage universel, qui, suivant eux, rallierait l'adhésion d'une

partie importante de la gauche, ajoutent que, si le suffrage universel est écarté, ils sont disposés à accepter, en ordre subsidiaire, un système électoral rentrant dans les termes indiqués au nom de la majorité de la section centrale, sous réserve d'examiner de plus près le projet que le Gouvernement aura à préciser et de chercher à le faire se rapprocher, autant que possible, du suffrage universel. Ils déclarent en outre ne pas être opposés au maintien du système électoral communal actuel.

» *Un des auteurs de la proposition de revision, adversaire du suffrage universel, déclare qu'il se rallie à la proposition de la majorité, parce qu'elle suppose l'admission d'un nombre considérable d'ouvriers dans le corps électoral. Il se réserve toutefois d'examiner le système d'occupation que le Gouvernement pourrait présenter, et se déclare partisan du principe du capacitarat tel qu'il est établi par la loi de 1883.* »

Dans la séance du 20 mai, la section centrale eut à déterminer le revenu cadastral qui servirait de base à l'attribution de la capacité électorale du chef de l'habitation; elle adopta le taux suivant comme minimum à inscrire dans le texte constitutionnel :

30 francs	dans les communes de moins de 5,000 habitants	
42 —	—	de 5,000 à 20,000 —
60 —	—	de plus de 20,000 —

Ce minimum, exclusivement applicable à la maison ou à la partie de maison occupée, subirait une réduction de moitié lorsque le revenu cadastral de l'habitation et des terres exploitées par l'occupant en faire valoir direct atteindra le chiffre global de :

60 francs	dans les communes de moins de 5,000 habitants	
72 —	—	de 5,000 à 20,000 —
90 —	—	de plus de 20,000 —

S'il était jugé préférable d'adopter comme base la valeur vénale, il suffirait, pour déterminer le minimum de celle-ci, de multiplier les divers taux de revenu reproduits ci-dessus par le chiffre 35, qui représente très approximativement, pour l'ensemble du pays, le rapport *moyen* du revenu cadastral à la valeur vénale réelle. (Voir annexe B.)

Pour conférer la capacité électorale, l'habitation, de même que l'occupation éventuelle des terres exploitées, devront avoir eu une durée à déterminer, et ce indépendamment des conditions générales qui pourraient être imposées quant à l'acquisition du domicile électoral et à sa durée. Disons ici que comme condition de l'inscription sur les listes électorales, la loi anglaise exige qu'à la date du 15 juillet de chaque année la maison habitée par l'électeur ait été occupée par lui depuis un an au moins.

La base *habitation* a été admise par 6 voix contre 1; la combinaison de l'*habitation* et de l'*occupation de la terre*, par 5 voix contre 2.

Des 1,143,194 maisons imposées à la contribution foncière au 1^{er} janvier 1891 (voir annexe F), 794,689 sont d'un revenu cadastral atteignant respectivement 30, 42 et 60 francs et permettront par conséquent à leurs occupants d'atteindre au droit électoral.

Ces maisons se répartissent comme suit entre les trois groupes de communes :

Communes de moins de 5,000 habitants : 648,673 maisons, dont 450,275 d'un revenu cadastral d'au moins 50 francs.

Communes de 5,000 à 20,000 habitants : 273,890 maisons, dont 185,521 d'un revenu cadastral d'au moins 42 francs.

Communes de plus de 20,000 habitants : 220,651 maisons, dont 178,893 d'un revenu cadastral d'au moins 60 francs.

La proportion des maisons pouvant conférer à leurs occupants la capacité électorale ne dépasse donc pas $\frac{2}{5}$, dans chacun des deux premiers groupes ; elle atteint $\frac{4}{5}$, dans le troisième groupe.

Représentation des minorités.

A l'exercice du droit électoral se rattache l'importante question de la représentation des minorités soulevée dans la note de M. le Ministre des Finances.

Tenant compte de l'extrême diversité des opinions à ce sujet, la section centrale a pensé que ce serait compromettre le succès de la revision que de la faire dépendre de la solution d'une question aussi controversée. Elle a donc décidé que son examen ne porterait pas sur cet objet.

Toutefois, un débat ayant surgi ultérieurement au sujet du remaniement de certaines circonscriptions électorales, la représentation des minorités s'y est trouvée mêlée. Nous y renvoyons.

Sénat.

La nécessité de l'existence de deux Chambres, à l'une desquelles est dévolu le rôle de pouvoir modérateur, n'étant pas contestée par les auteurs de la proposition de revision, la section centrale n'a eu à examiner que les questions relatives au mode d'élection des membres du Sénat et aux conditions de leur éligibilité.

Un des signataires de la proposition a émis l'avis qu'il n'y aurait lieu de recourir à une législation électorale spéciale que si la Chambre des représentants était élue par le suffrage universel. Cette opinion n'a pas trouvé d'écho au sein de la section qui croit, avec le Gouvernement, qu'il est indispensable d'adopter pour le Sénat, en tout état de cause, une base électorale distincte de celle de la Chambre

Déterminer cette base de manière à renforcer l'action modératrice du Sénat sans multiplier inutilement les causes de conflit avec la seconde Chambre ; augmenter l'autorité et le prestige de la Chambre haute en facilitant le recrutement de ses membres parmi ceux que leur haute situation ou leur mérite désignent aux suffrages de leurs concitoyens, tel est le double objectif qu'a poursuivi la section centrale.

Qu'il nous soit permis de dire qu'en agissant ainsi, elle ne s'est pas écartée des vues des constituants de 1850. Si, dans le système du Congrès national, l'intérêt au maintien de l'ordre, à la stabilité des institutions, au bien-être et à la prospérité de la société, est la seule mesure de la valeur électorale, la capacité est incontestablement celle de la valeur élective. On l'a fait remarquer avec raison : s'il est vrai que le cens seul désigne les gouvernants, c'est, en fait, la capacité qui gouverne.

L'élection au second degré semble s'imposer : les deux Chambres conserveraient ainsi, indirectement tout au moins, une origine commune, et, d'autre

part, n'est-on pas en droit d'attendre des mandataires réguliers du corps électoral, auxquels seraient confiée l'élection des sénateurs, plus d'expérience, de maturité et de discernement que de la masse de ceux qui les ont choisis pour les représenter?

Quels seront ces mandataires? Seront-ce, comme le propose le Gouvernement, les seuls conseillers provinciaux? Ce n'est pas l'avis de la section centrale, dont les membres se sont ralliés, en majorité, à une variante du système français.

Dans ce système, le corps électoral sénatorial se composerait des conseillers provinciaux auxquels seraient adjoints, en nombre au moins égal, des délégués désignés soit par les conseils communaux, soit directement par le corps électoral général.

Y a-t-il lieu d'admettre des sénateurs de droit, ou des sénateurs élus par des corps spéciaux, les universités par exemple? La section centrale n'a pas pris de décision à cet égard, et elle s'est bornée à signaler ce point à l'attention du Gouvernement.

Des membres ont cru trouver dans cette voie le moyen d'assurer la représentation de certains intérêts sociaux plus particulièrement dignes de la sollicitude des pouvoirs publics, ainsi que celle des grands corps de l'État.

D'autres membres ont fait remarquer que si le droit de siéger au Sénat était attaché à l'exercice de certaines fonctions, la nomination à ces fonctions, qu'elles soient électives ou dépendantes du Gouvernement, serait exposée à devenir le prix de complaisances ou d'accointances politiques; ne serait-ce pas fournir un nouvel aliment à l'esprit de parti, qui n'est déjà que trop envahissant dans notre pays? Au surplus, le but visé peut être facilement atteint, la sagesse du corps électoral aidant, par la création de catégories spéciales d'éligibles, comme le propose le Gouvernement.

La section centrale estime qu'en ce qui concerne l'éligibilité, il y a lieu de tenir compte de l'action du Code civil sur la division des patrimoines, ainsi que de la tendance, de plus en plus générale, de la grande industrie à faire usage de la forme anonyme. Ces deux causes contribuent puissamment à réduire le nombre des contribuables payant 1,000 florins d'impôts directs.

En somme, la section centrale est d'avis qu'il y aurait lieu de fixer comme suit les conditions d'éligibilité des membres du Sénat :

1° 40 ans d'âge;

2° Cens d'éligibilité réduit à mille francs; dans les provinces où le nombre des citoyens payant mille francs d'impôts directs n'atteindrait pas la proportion de 1 sur 4,000 âmes de population, la liste des éligibles serait complétée par les plus imposés de la province jusqu'à concurrence de cette proportion de 1 sur 4,000 âmes;

3° Adjonction aux éligibles à raison du cens d'une catégorie d'éligibles choisis parmi les personnes que recommandent la haute situation qu'elles occupent ou les fonctions qu'elles remplissent ou ont remplies.

Mentionnons encore que la section centrale estime qu'il n'y a pas lieu de maintenir dans la Constitution la clause limitant strictement le nombre des sénateurs à la moitié de celui des représentants. Un accroissement notable du nombre des éligibles est de nature à faire perdre à cette limitation sa principale raison d'être.

Il n'est peut-être pas inutile d'ajouter que la délibération que nous résumons a eu plutôt le caractère d'un échange de vues que celui d'une discussion qui aurait eu pour but d'aboutir à des décisions définitivement arrêtées. Il va de soi, en effet, qu'en ce qui concerne tout particulièrement la réorganisation du Sénat, les Chambres nouvelles auront à tenir compte, dans une large mesure, de la discussion approfondie qui ne peut manquer de surgir sur ce point au sein du Sénat lui-même.

Suppléants. Y a-t-il lieu, comme le suggère la note du Gouvernement, de recourir au système des suppléants en vue d'éviter les élections partielles?

Un membre a fait remarquer que la solution à donner à cette question dépend en grande partie de l'organisation du scrutin.

Vote à la commune.

On ne peut songer à imposer au corps électoral, quintuplé ou sextuplé, des déplacements parfois difficiles et toujours coûteux. Le vote à la commune s'impose donc. Dès lors, les inconvénients que présentent les élections partielles disparaissent, et l'on peut renoncer aux suppléants.

La majorité de la section centrale s'est rangée à cet avis. Antérieurement déjà, deux des signataires de la proposition avaient exprimé la même manière de voir.

En vue d'éviter les collèges électoraux trop restreints, ceux, par exemple, qui comprendraient moins de cent électeurs, les députations permanentes des conseils provinciaux pourraient être autorisées à grouper en un collège unique deux ou plusieurs communes voisines appartenant à un même canton.

Vote obligatoire.

Dans les pays à suffrage électoral étendu, on a souvent discuté la question de savoir s'il ne conviendrait pas de rendre le vote obligatoire. La section centrale n'a pas eu à délibérer sur ce point, mais nous croyons néanmoins utile de le signaler à l'attention du Parlement.

Remaniement de certaines circonscriptions électorales.

La section centrale est unanime à reconnaître que la prépondérance que tend de plus en plus à acquérir l'arrondissement de Bruxelles menace le pays d'un véritable danger.

Il est inadmissible qu'il puisse dépendre d'un seul collège électoral de déplacer au sein du Parlement, au hasard d'une élection, un nombre de voix égal au quart du total des sièges. C'est la majorité parlementaire à la merci d'un seul groupe d'électeurs.

Dans le même ordre d'idées, deux membres expriment l'avis qu'il conviendrait de scinder les grands arrondissements, de manière à y assurer une représentation distincte à l'élément urbain et à l'élément rural.

La section centrale ne pense pas cependant qu'il faille, comme certains l'ont proposé, diviser le pays entier en circonscriptions d'égale importance dont chacune élirait deux représentants et un sénateur. Ce serait assurer la prédominance aux intérêts de clocher.

La juxtaposition d'arrondissements élisant un ou deux députés et d'arrondissements plus importants ne présente aucun inconvénient; l'uniformité en cette matière ne serait pas un progrès.

Deux membres, appuyés par l'un des auteurs de la proposition de revision, estiment que le vrai remède aux inconvénients signalés doit être cherché

dans une application restreinte du principe de la représentation des minorités.

S'il y a un danger réel à permettre au corps électoral de quelques grands arrondissements d'exercer une influence absolument prépondérante sur la composition des forces respectives des groupes parlementaires, il n'en est pas moins vrai que le remaniement des circonscriptions sera toujours une entreprise délicate, devant laquelle il est à craindre que le Gouvernement ne recule. Quelque loyauté qu'il y mette, le ministère qui entreprendrait cette tâche n'échapperait pas aux récriminations les plus vives de l'opposition.

On obvierait au danger signalé, et l'on échapperait en même temps aux difficultés d'un remaniement des circonscriptions en accordant, dans tous les arrondissements qui nomment au moins six représentants et trois sénateurs, le tiers des mandats à la minorité dont les candidats auraient obtenu plus du tiers des suffrages.

Le régime majoritaire, dit la note de M. le Ministre des Finances, surexcite l'esprit de fraude et soulève des colères dangereuses pour la paix publique. Le système proposé ne produirait-il pas l'apaisement là où précisément ces colères sont le plus à redouter?

D'autre part, ce système n'échappe-t-il pas aux critiques fondées qui ont été dirigées contre l'application du principe de la représentation proportionnelle? On ne peut lui reprocher d'organiser et de consacrer l'émiettement des partis et les coalitions parlementaires qui en résulteraient, puisqu'il implique le dualisme de la lutte, comme aujourd'hui, et qu'il n'innove rien en matière de tactique électorale.

Un des principaux organes de la presse libérale l'a dit naguère très justement : le régime parlementaire n'a pas été inventé uniquement pour la représentation ; il a été institué aussi pour l'affirmation législative à laquelle le Parlement collabore, pour l'action administrative qu'il contrôle, pour le Gouvernement qui, bien qu'émanant de la représentation, n'en a pas moins son individualité propre. Et tout cela serait paralysé par des groupements contradictoires, par des neutralisations de forces, par des coalitions négatives qui seraient les seuls fruits du système minoritaire (1).

Aucune de ces critiques ne s'adresse au système qui concéderait le droit de représentation non pas *aux* minorités, mais à *la* minorité, pour autant que celle-ci dispose de plus du tiers des suffrages.

En fait, ce système réunit en lui les avantages des deux autres, tout en atténuant leurs inconvénients. Dans un collège comme celui de Bruxelles, qui disposera bientôt de 18 mandats, la victoire, en passant d'un camp à l'autre, ne déplacerait pas 36 voix comme sous le régime actuel, mais seulement 12 voix.

Ne serait-ce pas la solution du problème?

Et que l'on n'objecte pas que ce serait introduire dans notre régime électoral une anomalie nouvelle, que d'appliquer le principe de la représentation de la minorité à certaines circonscriptions électorales, et non à toutes. Rien ne saurait être plus anormal que de voir l'électeur d'Ostende et d'Arlon voter pour un candidat, alors que celui de Bruxelles confère seize mandats. L'application du régime proposé aurait pour unique effet d'apporter un correctif aux anomalies existantes.

(1) *L'Indépendance belge*, numéro du 21 juillet 1888

Cet échange de vues n'a pas été suivi de vote; nous le reproduisons à titre de renseignement.

*Droit de
consultation
directe, par le
Roi, du
corps
électoral.*

La question de savoir s'il convient d'investir le Roi du droit de se mettre directement en rapport avec le corps électoral pour prendre son avis soit sur une question de principe non actuellement soumise à la Législature, soit à propos d'une loi votée mais non encore promulguée, a donné lieu à un long débat que nous résumons ci-après :

SÉANCE DU 29 AVRIL. — Deux membres se prononcent contre cette disposition qui, suivant eux, est de nature à affaiblir l'autorité royale et à entraver le fonctionnement du régime représentatif.

La note du Gouvernement étant conçue en termes assez sommaires quant à ce point important, la section décide à l'unanimité que M. le Ministre des Finances sera prié de lui exposer ses idées d'une manière plus développée.

SÉANCE DU 5 MAI. — M. le Ministre des Finances est entendu. Son exposé peut se résumer en ces termes :

Il n'est pas question d'altérer le régime parlementaire tel qu'il fonctionne en Belgique, et la législation directe par le corps électoral sera sans doute toujours une utopie.

Mais ce serait améliorer et rajeunir notre système gouvernemental que de permettre au Roi, sous le contre-seing ministériel, de se mettre directement en rapport avec les électeurs, non en leur attribuant un droit de décision ou de veto, mais pour demander leur avis.

Le pouvoir législatif appartient collectivement aux deux Chambres et au Roi, et à ce dernier seul appartient le pouvoir exécutif.

En cas de conflit ou de divergence de vues entre le Roi et le Parlement, c'est à la Nation, de qui émanent tous les pouvoirs, à le trancher, et dans ce but le Roi est armé du droit de dissoudre les Chambres soit simultanément, soit séparément.

C'est un droit du même ordre et à certains degrés moins étendu que le Gouvernement voudrait voir attribuer au Roi.

Le Roi et ses ministres hésitent à présenter un projet de loi. Il s'agit d'une question importante. L'opinion publique et la Législature sont divisées. Quel inconvénient y aurait-il à une consultation du corps électoral? Le Parlement, tout en trouvant dans les opinions émises un guide et une indication, n'en conserverait pas moins sa liberté de discussion et de décision.

S'agit-il au contraire d'une loi votée, et votée contrairement à l'avis du cabinet, le Roi, au lieu de changer de Ministère ou de dissoudre les Chambres, pourra, s'il le juge bon, consulter le pays avant de recourir à l'un de ces deux partis extrêmes.

Dans l'un comme dans l'autre cas, ne serait-ce pas se rapprocher de la vérité du régime représentatif au lieu de s'en éloigner? Si l'on ne peut attendre des électeurs la même expérience et la même sagesse que de ceux qu'ils ont élus pour les représenter, ne sont-ils pas fort en état d'émettre leur avis sur une question simple, nettement posée et susceptible de se

résoudre en un oui ou un non? Et semblable appel au corps électoral ne permettra-t-il pas de mieux connaître son opinion qu'une dissolution suivie d'élections qui soulèvent nécessairement la question de parti sous toutes ses formes et avec ses éléments complexes?

M. le Ministre des Finances insiste sur la différence essentielle qu'il y aurait entre l'innovation projetée et le droit de décider que le *referendum*, tel qu'il est pratiqué en Suisse, confère au corps électoral.

Il estime que ce serait tout à la fois une institution démocratique et conservatrice, qui renforcerait le pouvoir royal, tout en permettant à l'opinion de la nation de s'exprimer clairement lorsqu'il paraîtrait nécessaire de s'en enquérir.

Un membre demande si le Gouvernement entend imposer le principe du *referendum* comme condition *sine quâ non* de la revision.

M. le Ministre des Finances répond que les idées qu'il soumet à la section centrale sont celles que le Gouvernement considère comme devant servir de base à la revision constitutionnelle, et qu'il attache notamment une grande importance au droit nouveau qu'il s'agirait de conférer au Roi. Cependant, si c'était la section centrale qui croyait devoir poser officiellement au Gouvernement la question de savoir s'il fait de ce dernier point une condition *sine quâ non* de la revision, la réponse devrait être délibérée en conseil.

Un membre constate qu'il s'agit ici d'une institution constitutionnelle, donc en quelque sorte irrévocable: elle doit, par conséquent, être envisagée abstraction faite des personnes appelées à exercer le droit qui serait établi.

Il s'agit de conférer au Roi, sous le contre-seing de ses ministres, le pouvoir de consulter le corps électoral sur des *lois à faire* et sur des *lois faites*.

Ce droit n'appartiendrait qu'au pouvoir exécutif; les citoyens, quel qu'en fût le nombre, ne seraient pas admis, comme en Suisse, à réclamer le vote populaire

C'est, pour le pouvoir exécutif, la faculté de recourir au plébiscite.

Rien de pareil n'a jamais existé au sein d'une monarchie constitutionnelle soumise au régime représentatif et parlementaire. Le plébiscite n'a été pratiqué, dans les temps modernes, que par la dictature impériale, et l'on sait ce qu'il a donné.

Le régime sous lequel nous vivons exclut la législation directe par le corps électoral. Le *pouvoir législatif* s'exerce par le Roi en commun avec les Chambres: c'est le système connu sous le nom de gouvernement représentatif et parlementaire.

Le Roi choisit ses ministres et les révoque.

Ceux-ci sont responsables devant les Chambres.

Le Roi a le veto: il peut refuser de sanctionner une loi votée par les Chambres.

Il a le droit de dissoudre les Chambres.

On propose de lui conférer le pouvoir de faire statuer par un plébiscite.

Ce serait un présent funeste que l'on ferait à la royauté.

L'application d'une telle mesure renverserait toute l'économie du régime représentatif et parlementaire.

Ce régime repose sur une sélection faite par les électeurs de ceux qui peuvent le mieux les représenter.

Ceux-ci sont investis de pleins pouvoirs.

Ils doivent statuer, sous leur responsabilité, sur tout ce qui intéresse l'État.

Ils n'ont pas à en référer.

Ils sont soumis au jugement de leurs électeurs, soit en cas de dissolution, soit à l'expiration du terme assigné aux pouvoirs qui leur sont confiés.

Consulter d'avance le corps électoral sur des questions qui doivent être soumises à ses représentants, c'est, en réalité, enlever toute liberté à ceux-ci.

Si la mesure qu'ils jugent bonne a été condamnée par le plébiscite, ils seront paralysés; s'ils la jugent mauvaise et que le plébiscite l'aient approuvée, ils seront en quelque sorte condamnés à la subir.

Un pouvoir de ce genre, exercé dans toute sa plénitude, peut équivaloir à la suppression des Chambres. Elles pourraient être réduites à une existence purement nominale.

Que de dangers dans un pareil système!

Des mesures qui exigent, pour être comprises, des vues politiques et des pensées d'avenir, des mesures complexes et ainsi facilement méconnues par les masses, des principes dont celles-ci ne peuvent apercevoir les conséquences, tout cet ensemble d'actes politiques en faveur duquel se prononcerait une majorité parlementaire serait exposé à échouer, grâce à l'influence de passions inintelligentes et de l'impopularité du moment, s'il était soumis à un plébiscite.

Que l'on consulte les masses sur les nécessités de la défense nationale, l'opportunité des dépenses ayant pour objet les fortifications, le service personnel, l'utilité d'avoir des colonies, il est certain que cette consultation préalable serait absolument défavorable à ces projets. Si l'on avait subordonné à un plébiscite, à l'origine de la création des chemins de fer, l'intervention de l'État dans leur établissement, on aurait échoué. On sait ce qui s'est passé en Angleterre et en France au sujet des chemins de fer.

On objectera peut-être que la consultation est facultative.

On ne sera pas maître de n'y pas recourir.

Une pression de l'opinion publique s'exercera; les partis s'agiteront et, si l'on résiste, il sera acquis que si l'on ne recourt pas au plébiscite c'est qu'on le redoute, et l'on risquera fort de ne plus trouver la majorité parlementaire qu'un ministère convaincu et résolu aurait pu rallier.

A côté de la consultation préalable se place le plébiscite sur une loi votée. En ce cas, au moins, les discussions au sein du Parlement auront pu éclairer le corps électoral. Mais, encore une fois, c'est ébranler sans nécessité le régime représentatif pour adopter le principe de la législation directe. C'est substituer un mauvais moyen aux moyens efficaces que l'on possède. On a le refus de sanction, et, si l'on veut consulter le corps électoral, la dissolution des Chambres. Ces deux moyens engagent la responsabilité ministérielle; l'autre point.

C'est l'abdication d'une des attributions du pouvoir exécutif.

C'est un amoindrissement du pouvoir royal.

Une fois le principe admis, il ne sera plus possible d'éviter le *referendum*; on se trouvera engagé de plus en plus sur la pente de la législation directe par les électeurs.

Il existe à cet égard deux écoles : l'école libérale, l'école radicale. La première tient pour le régime parlementaire et représentatif; la seconde incline de plus en plus vers la législation directe.

Elles ont l'une et l'autre leurs partisans en France et en Suisse.

La seconde, inconnue jusqu'à présent en Belgique, y a maintenant des adeptes.

Les libéraux ne s'inclinent pas devant la trompeuse apparence qui montre la souveraineté nationale s'affirmant par les plébiscites; ils ne pensent pas que, dans l'état actuel des lumières répandues au sein de la société, la législation directe puisse être favorable au progrès; ils estiment que le régime représentatif et parlementaire est comme la ligue de l'intelligence contre la supériorité numérique des masses insuffisamment instruites et, par conséquent, trop faciles à égarer.

Un des signataires de la proposition de revision ne voit pas quels pourraient être les inconvénients et les dangers du pouvoir de consultation à conférer au Roi. Il reconnaît que la manière de voir du préopinant et la sienne procèdent de deux principes différents. Il a, lui, beaucoup plus de confiance dans le jugement des masses et les croit fort aptes à se prononcer sur les questions auxquelles il y aurait à répondre par *oui* ou par *non*.

Le membre auquel le préopinant vient de répondre fait remarquer que les cantons suisses qui ont possédé de temps immémorial le suffrage universel et la législation directe étaient, de tous, les plus arriérés.

Il ne lui paraît pas douteux que si la loi sur l'enseignement moyen avait été, en 1850, soumise à un plébiscite, elle aurait été rejetée.

Il en aurait été de même de la loi sur les bourses d'études. Or, cette loi, comme la première, a été maintenue dans notre législation sans soulever depuis aucune difficulté.

Croyons donc un peu plus aux bienfaits du régime représentatif, un peu moins aux lumières des masses.

SÉANCE DU 8 MAI. — Un membre déclare que si celui de ses collègues qui, dans la séance précédente, s'est élevé contre le droit de consultation à conférer au Roi, avait interprété exactement les intentions du Gouvernement et apprécié justement la nature et la portée de ce droit nouveau, il n'hésiterait pas à approuver ses conclusions.

Mais la gravité même des conséquences que cet honorable collègue attribue à la proposition du Gouvernement permet de dire *a priori* que celle-ci ne peut avoir ce sens ni cette portée.

Le *referendum* que l'on a combattu serait plus qu'une modification constitutionnelle: ce serait un changement de régime, la Constitution napoléonienne de 1852 substituée à la Constitution belge de 1831. Dans ce système, le plébiscite ferait la loi et lui donnerait une autorité qui n'appartient pas aux

actes du pouvoir législatif. La responsabilité du Roi serait directement engagée.

Or, est-ce là ce que le Gouvernement désire? En la forme, incontestablement non. Il ne s'agit nullement de transférer au corps électoral le droit de voter la loi. Il s'agit uniquement de conférer au Roi la faculté de se mettre directement en rapport avec la nation pour la consulter soit sur un principe que l'on propose d'inscrire dans la législation, soit sur un principe que les Chambres ont voté déjà.

Pourquoi? La revision de la Constitution amènera un corps électoral extrêmement nombreux, comprenant des éléments qui peuvent, dans les premiers temps surtout, ne pas posséder l'intelligence des intérêts publics et l'esprit d'ordre au même degré qu'un corps électoral formé depuis longtemps à la vie politique. Ce corps électoral subissant et reflétant les impressions populaires avec plus de véhémence que les électeurs actuels peut amener, dans la composition de la Législature, des modifications brusques et profondes, constituer des majorités qui, cédant à la pression des masses, soient disposées à consacrer des mesures oppressives pour leurs adversaires, dangereuses pour la paix publique, de nature à troubler l'union entre les citoyens ou à compromettre les intérêts essentiels du pays ou de la société. Il est donc utile de donner à la Royauté, pouvoir modérateur par excellence, le moyen de prévenir d'irréparables fautes en opposant aux entraînements irréfléchis et aux passions surexcitées la volonté éclairée et le patriotisme de la nation consultée.

L'appel du Roi dût-il n'avoir d'autre résultat que d'amener la réflexion et de tempérer les violences du premier mouvement, encore faudrait-il l'accueillir avec faveur.

Sans doute, le Roi, dans le système actuel, a la faculté de se séparer des ministres dont il juge la politique dangereuse. Il a le pouvoir aussi de dissoudre les Chambres : le conflit avec le ministère, appuyé sur la majorité, ne présente guère d'autre issue. Mais ce sont là des mesures extrêmes. Elles pourraient, au lendemain du jour où les élections ont formé une majorité nouvelle, constituer une aventure dangereuse. Elles jettent le pays dans un trouble profond et compliquent d'une foule de passions et d'intérêts étrangers la question qu'il importe de résoudre, si bien que celle-ci s'obscurcit et recule au second plan. C'est une sorte de conflit entre le Roi et la majorité parlementaire, dont l'existence est mise en péril.

Or, le Gouvernement pense que, sans recourir à de telles extrémités, le droit de consulter le pays, tout en ménageant les personnes et les situations, peut constituer un frein salutaire et le plus souvent efficace. Il est vraisemblable même que la seule existence du droit imposera à ceux qui détiendront le pouvoir assez de prudence pour que le Roi puisse se dispenser de l'exercer.

S'agit-il d'une loi déjà votée par les Chambres? Le Roi a le droit de ne pas la sanctionner. Mais semblable refus, outre qu'il crée des dangers sur lesquels il est inutile d'insister, conduit directement à la dissolution.

L'autorité royale sera plus forte et mieux armée lorsqu'elle aura pris pour appui la volonté de la nation. Elle usera librement de sa prérogative, tout en évitant les multiples inconvénients d'une dissolution.

On objecte qu'en réalité la consultation ne laissera pas intacte la liberté

des représentants légaux du pays. Or, le droit de consulter, placé à côté du droit de dissoudre, a précisément l'avantage de laisser tous les mandats debout. D'autre part, comment les représentants légaux du pays pourraient-ils considérer comme une violence morale dont ils auraient raison de se plaindre, l'expression de la volonté de ceux-mêmes qu'ils représentent ?

On peut craindre, il est vrai, que les passions politiques ne cherchent à imposer au Roi, même par des moyens illégitimes, l'exercice de son droit de consultation. Mais le Roi ne confondra jamais la volonté de la nation et les intérêts supérieurs de la patrie avec les clameurs et les passions d'un parti, et l'on ne peut admettre qu'il trahisse sa haute mission au point de se mettre à leur service.

Ce membre ne méconnaît pas cependant l'importance et la gravité d'une prérogative dont les pays constitutionnels n'ont pas fait l'expérience. Mais quoi qu'il en puisse être, la revision est impossible sans l'assentiment de la Couronne, et, place dans cette alternative ou de faire la revision avec le droit de consultation ou de la voir avorter, il s'incline devant l'inéluctable nécessité de reviser.

Un membre estime que le moment n'est pas venu de prendre une résolution sur ce point. Il ne s'agit d'aucun des articles dont la revision est demandée, mais d'une addition à la Constitution, ou plutôt de la modification de tout un chapitre. C'est le Gouvernement qui, ici, est demandeur. Quand le Gouvernement se décidera à proposer la revision, il devra préciser les changements qu'il désire. Alors la Chambre dira ce qu'elle en pense. Nous ne pouvons suivre une procédure qui se résoudrait à demander au Gouvernement : « Que voulez-vous que nous votions ? »

Un des signataires de la demande de revision réplique que toute la procédure de la revision repose sur la donnée de l'accord préalable. Il ne voit pas pourquoi il en serait du point en discussion autrement que des autres.

Un autre des signataires se prononce contre le droit de consultation exercé avant tout vote du Parlement; il ne voudrait de ce droit à propos d'une loi votée, que si on l'entourait de nombreuses restrictions de nature à empêcher les abus possibles.

Un membre admet pleinement la convenance de fortifier la position du Gouvernement du Roi vis-à-vis de la puissance populaire ravivée et étendue. Mais il ne voit pas la nécessité d'introduire dans la Constitution une attribution nouvelle pour le Roi. Ce n'est pas en soi que le Gouvernement doit chercher une force supplémentaire. C'est en dehors de soi : dans l'autorité accrue et étendue du Sénat.

La section décide que, n'étant saisie d'aucun texte précis, elle n'émettra pas de vote, mais ses membres se mettent d'accord pour résumer comme il suit l'état de la question :

« Plusieurs membres estiment que la proposition du Gouvernement ne

peut pas être accueillie, parce qu'elle est en contradiction directe avec les principes qui constituent l'essence même du régime représentatif et parlementaire.

» Deux membres expriment l'opinion que telle n'est pas la portée du droit de consultation demandé par le Gouvernement, et que si celui-ci fait de ce droit la condition de son adhésion à la revision, il y a lieu de le lui accorder.

» Mais, avec d'autres membres, ils pensent que, dans l'ordre d'idées où se place le Gouvernement, le résultat que celui-ci attend de l'attribution nouvelle à conférer au Roi pourrait être obtenu avec moins de danger et plus de sûreté par d'autres moyens plus conformes à notre droit public, notamment en fortifiant l'action du Sénat. »

SÉANCE DU 14 AOÛT. — Deux membres se rallient à l'avis exprimé précédemment par ceux de leurs collègues qui ont déclaré ne pas vouloir s'opposer au droit de consultation demandé par le Gouvernement, si celui-ci en fait la condition de son adhésion à la revision.

*Mariage des
princes.*

La Constitution belge, différente en cela de beaucoup d'autres et notamment de celles de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas et de l'Espagne, n'appelle à la succession au trône que les princes. Il y a exclusion perpétuelle pour les femmes et pour leur descendance.

C'est là une exception au droit commun que l'on explique par l'intérêt du pays. Le même intérêt commande que ceux que leur naissance appelle à régner ne puissent se marier sans l'assentiment du Roi, c'est-à-dire, dans un pays constitutionnel comme le nôtre, sans l'assentiment du Gouvernement. L'intérêt du pays et de la dynastie ou la dignité de la Couronne pourraient en effet être compromis par une union imprudente, inconsidérée ou impolitique, et si pareille conjoncture venait à se présenter, il importerait qu'il pût y être mis efficacement obstacle.

Des prescriptions semblables sont en vigueur dans les autres familles souveraines, et elles sont légitimes. Le devoir des princes est de faire passer l'intérêt du pays avant toute considération personnelle, et, pour apprécier ce qu'il commande, il convient de s'en rapporter à celui qui est à la fois le chef de la nation et celui de la famille royale.

Le moment a semblé à la section centrale d'autant mieux choisi pour combler la lacune que présente à cet égard l'article 60 de la Constitution, qu'on ne pourra voir dans cette mesure que le souci d'éventualités futures, rien ne la motivant ni dans le présent, ni dans le passé.

*Possessions
coloniales.*

La section centrale est d'avis que l'article premier de la Constitution ne met pas obstacle à la possession de colonies par la Belgique; mais, estimant qu'il peut être utile de faire disparaître tout sujet de contestation à cet égard, elle se rallie à l'opinion exprimée au nom du Gouvernement par l'honorable Ministre des Finances.

*Organisation
de la police
générale.*

La section centrale s'est bornée à prendre acte de l'intention manifestée par le Gouvernement de régler, dans les limites constitutionnelles, par une législation précise et formelle, tout ce qui a trait à l'organisation de la police générale.

Zone, autour du Palais de la Nation, à soumettre un droit de police spécial.

Au même ordre d'idées se rattache l'établissement, autour du Palais de la Nation, d'une zone dans les limites de laquelle toute manifestation, tout rassemblement seraient formellement interdits par la loi.

Comme le dit l'honorable M. Beernaert, il importe que les pouvoirs publics soient entourés d'un respect absolu et qu'ils soient mis à l'abri de toute tentative de pression ou d'intimidation. La section centrale ne pouvait donc qu'adhérer aux vues exprimées par le Gouvernement.

Rédaction du nouvel article 47.

La section centrale a été unanimement d'avis qu'il convient de n'introduire dans le nouveau texte constitutionnel que les bases essentielles de l'électorat : nationalité, âge (25 ans), minimum du cens (10 francs), conditions de capacité (diplômes universitaires) et, pour ce qui concerne l'attribution de la capacité électorale à raison de l'habitation, minimum du revenu cadastral et de la durée de l'occupation.

C'est à la Législature qu'il appartiendra de déterminer de plus près, dans les limites constitutionnelles, les conditions de l'exercice du droit de suffrage.

Procédure revisionniste en matière électorale.

Faut-il, en ce qui concerne l'électorat, maintenir dans toute sa rigueur la procédure revisionniste établie par l'article 131 de la Constitution ?

Un des signataires de la proposition estime qu'il faudrait pouvoir reviser les dispositions constitutionnelles qui ont trait à la capacité électorale sans avoir à passer par les multiples complications de la procédure actuelle. On devrait, selon lui, se contenter de dire que l'article 47 ne pourra être modifié qu'à la majorité des deux tiers des voix.

Deux membres de la section sont d'avis que mieux vaudrait se contenter de la majorité simple, mais après dissolution.

La section centrale n'a pas cru devoir trancher la question par un vote, mais elle a été unanime à reconnaître que la Constitution révisée devra garantir dans une large mesure la stabilité des bases du droit électorale.

Un membre a fait remarquer que le système de l'habitation se prête, par sa souplesse et son élasticité, à une extension presque indéfinie de l'électorat. En Angleterre, de 1885 à 1890, le corps électoral s'est accru de 350,000 électeurs. Dans ces conditions, il est peu probable qu'il faille recourir en Belgique à de nouvelles modifications du texte constitutionnel.

CONCLUSIONS.

Dans la séance du 20 mai, la section centrale, confirmant son vote antérieur du 17 avril, arrêta les termes de la déclaration que voici :

« La section centrale admet à l'unanimité le principe de la revision. La majorité (5 voix contre 2) estime que celle-ci doit être subordonnée aux

» conditions qui se trouvent résumées dans les diverses résolutions votées
» par la section centrale. »

Il y a donc lieu, d'après la section centrale :

D'ajourner la discussion et le vote sur la proposition de revision jusqu'après un débat parlementaire constatant un accord suffisant sur la formule constitutionnelle nouvelle, notamment en ce qui concerne les bases de l'électorat. Dans l'opinion de la section, ce débat devrait se produire à l'occasion d'un projet de réforme électorale sur le terrain communal et provincial, que présenterait le Gouvernement.

Le Gouvernement aurait à compléter éventuellement la proposition dont la Chambre est saisie, par le dépôt d'un projet de loi portant qu'il y a lieu à revision des divers articles de la Constitution visés dans les résolutions adoptées par la section centrale.

Telles sont les conclusions que la section centrale chargée de l'examen de la proposition de MM. Janson et consorts soumet à l'approbation de la Chambre.

Le présent rapport fut transmis le 28 août, à l'état de projet, aux membres de la section centrale; il était accompagné des annexes *A* à *F* et de la lettre suivante de M. le Président de la section centrale :

Bruxelles, le 28 août 1891.

MON CHER COLLÈGUE,

Vous recevrez en même temps que cette lettre le projet de rapport de M. de Smet de Naeyer sur la proposition de revision de la Constitution.

Je vous prie de vouloir bien examiner ce travail et d'y apporter les corrections que vous jugerez opportunes, particulièrement en ce qui concerne l'exposé des considérations que vous avez développées au sein de la section centrale. J'aurai l'honneur ensuite soit d'autoriser l'impression et la distribution du rapport conformément à la décision de la Chambre, soit de réunir au préalable les membres de la section suivant que ceux-ci le jugeront nécessaire.

Il est superflu, mon cher collègue, de vous faire remarquer que ce travail ne peut être livré à la publicité avant que la rédaction en ait été définitivement arrêtée.

Veillez, etc.

(Signé) T. DE LANTSHEERE.

La minorité crut devoir consigner ses observations dans la note ci-jointe :

Note de la minorité.

I.

Les soussignés ne peuvent se rallier à diverses considérations générales qui servent d'introduction au rapport dont ils ont reçu une épreuve le 29 août, ni reconnaître que ce rapport reproduise, sur des points essentiels, les opinions qu'ils ont exprimées.

Une discussion sur l'abolition des « organisations corporatives » (*Rapport*, page 1) et la suppression du droit d'association ne paraît pas tout à fait en situation. Elle ne présente en ce moment aucune utilité pour nous.

Une école catholique s'est formée en France, représentée d'ailleurs par des écrivains d'un grand mérite et animés des intentions les plus louables, qui dénonce la destruction des corporations, spécialement des corporations d'arts et métiers, la défense faite aux hommes de s'associer, comme une des causes de la misère, et envisage le retour aux institutions anciennes qui réglaient le travail et la production, comme une sorte d'idéal dont il faudrait poursuivre la réalisation de nos jours.

Nous n'avons pas à examiner ici la valeur de cette théorie ni à rechercher ce qu'elle peut contenir de vrai ou de faux, ce qu'elle a produit dans le passé, ce qu'on peut en espérer dans l'avenir. Les organismes utiles et possibles en un temps, dans un milieu social donné, peuvent ne plus convenir lorsque les raisons qui les avaient fait naître se sont profondément modifiées. Mais il ne faut à cet égard aucune entrave; il faut laisser libre l'action de toutes les bonnes volontés et permettre à toutes les forces individuelles et collectives de se développer dans le vaste champ de la liberté.

Ce que nous voulons dire seulement, c'est que les critiques de « l'individualisme », dont on fait entendre un écho, qui seraient admissibles en bien des contrées, ont un caractère assez étrange quand on veut en faire l'application à notre pays.

Durant trente-six ans, pendant l'occupation française et l'existence du royaume des Pays-Bas, le droit de s'associer a été proscrit. Mais depuis plus de soixante ans, il existe chez nous, plein, entier, absolu, sans aucune restriction.

On ne s'est pas fait faute d'en user. Toutes les anciennes corporations, tous les couvents d'hommes et de femmes sont reconstitués. Ils sont florissants, pleins de vie, plus nombreux, plus peuplés, pénétrés d'un esprit de prosélytisme autrement ardent qu'ils ne l'étaient à la fin du siècle dernier. Les sociétés de tous genres, politiques, économiques, religieuses, de bienfaisance, de mutualité, de coopération, les unions professionnelles, les syndicats, se forment librement, en vertu du droit commun, prouvant ainsi qu'aucun privilège n'est nécessaire pour assurer leur existence, et elles sont innombrables; la multi-

tude des associations ouvrières s'accroît de jour en jour, et il n'est aucune combinaison possible dans leur intérêt qui ne puisse être pratiquée. Loin de voir dominer exclusivement le principe individualiste, nous assistons, au contraire, dans notre pays, à un remarquable épanouissement de l'esprit d'association.

Il faut donc laisser à d'autres le soin de se répandre en lamentations sur « l'individualisme », sur un régime qui contraindrait les hommes à l'isolement, et reconnaître, au contraire, que nos institutions admettent, consacrent et garantissent toutes les manifestations légitimes de la liberté humaine.

Mais, dit-on, le régime nouveau aurait établi en même temps « l'hégémonie électorale et politique de la classe moyenne », qui en aurait profité autrefois « pour l'exercer trop exclusivement en faveur du capital » (*Rapport*, page 2).

Cet argument, qui alimente les polémiques habituelles des contempteurs de l'ordre social actuel, est contredit par les faits.

Ce sera l'éternel honneur de la bourgeoisie devant l'histoire, que toutes les conquêtes qu'elle a faites, toutes les réformes qu'elle a successivement réussi à accomplir, l'ont été dans l'intérêt de tous et non réservées à son seul profit. La liberté de conscience, la liberté des opinions, la liberté de parler et d'écrire, la liberté d'enseigner, la liberté de s'associer, la liberté du travail ne sont le privilège de personne, mais les droits de tous. La bourgeoisie, désignée aux colères des masses, est restée attentive à la recherche de tous les progrès, que le développement social vient à révéler, disposée à toutes les réformes justes et légitimes, et surtout, en faveur des déshérités.

Investies, comme on dit, de « l'hégémonie électorale et politique », les classes moyennes n'ont poursuivi que le bien commun, et si, aujourd'hui, elles se montrent disposées à admettre une large extension du droit de suffrage, elles agissent encore dans la même pensée, non par une sorte d'aveu qu'elles auraient failli à leur devoir et méconnu des intérêts qu'elles avaient mission de sauvegarder, mais parce que, continuant ce qu'elles ont fait dans le passé, elles reconnaissent qu'il est tout à la fois juste et de bonne politique d'admettre à l'électorat un plus grand nombre de citoyens, s'ils sont reconnus aptes à prendre part à la vie publique.

On ne saurait signaler, en effet, une mesure quelle qu'elle soit, juste et utile, que la bourgeoisie aurait condamnée et qui ne pourrait être mise en vigueur à cause de l'étroitesse des bases de notre régime électoral.

On accuse toutefois la bourgeoisie et non, dit-on, « sans quelque apparence de raison (*Rapport*, page 2), d'avoir exercé son action protectrice trop exclusivement dans l'intérêt du capital. » Qu'entend-on par là et quels sont les actes qui lui sont reprochés? On ne les fait pas connaître.

L'imputation vient de ceux pour qui le capital, c'est l'ennemi. La terre est un capital, une maison, une ferme avec tous ses accessoires, les matières premières de la production, les chevaux, les bœufs, les vaches, les moutons, etc., sont des capitaux. Les mines tirées du sein de la terre et en quelque sorte créées une seconde fois au prix de dépenses énormes qui ont permis de les mettre en valeur, les usines érigées, les machines établies au moyen de

centaines de millions de francs, tous les instruments de travail, tout ce qui concourt directement à la production des utilités humaines, tout est capital.

Les réformateurs demandent que toutes ces richesses, tous ces instruments de travail, tous les organismes ou moyens de production, sol, mines, outils, fassent, comme ils le disent, « retour à la nation », soient remis à « la collectivité » qui, par ses délégués, les gèrera dans l'intérêt de la communauté. C'est, en un mot, la suppression de la propriété individuelle.

Ceux qui la veulent maintenir et protéger sont sans doute ceux que l'on désigne comme agissant ou ayant agi trop exclusivement dans l'intérêt « du capital ».

Il n'est pas bon, de notre temps surtout, que de pareilles idées, au lieu d'être contredites, soient présentées comme ayant tout au moins « quelque apparence de raison », ce dont on ne manquerait pas de se prévaloir vis-à-vis des masses que l'on égare, si elles n'étaient point réfutées. La propriété individuelle est le produit et la récompense de l'activité libre de l'homme; c'est le fruit du travail et la condition nécessaire de toute liberté. Qu'on la supprime, et les hommes ne forment plus qu'un troupeau à qui les régents assignent leur rôle, leur place, leur salaire dans la société. C'est la servitude la plus complète qui se puisse concevoir.

On voudrait préluder à cet état bienheureux par des attentats à la liberté individuelle, à la liberté du travail, par une réglementation à outrance, par la suppression des travaux à la tâche ou d'autres combinaisons parfaitement légitimes qui laissent à tout homme la faculté d'user de sa force physique et intellectuelle pour améliorer son sort, celui de sa femme et de ses enfants. L'intelligent et laborieux doit être ramené au niveau de l'ignare et paresseux. Ainsi, selon certains réformateurs, le veut l'égalité : l'ouvrier habile et l'ouvrier inepte auront le même salaire.

Que l'on n'attende pas la consécration de ces iniquités par les classes moyennes; on a raison. N'hésitant pas à réprimer les abus qui peuvent résulter de l'usage de la liberté, elles ne supprimeront pas la liberté elle-même. C'est pourquoi ceux qui veulent introduire un nouvel ordre social proclament la guerre des classes pour préparer l'avènement politique de ce que l'on a nommé « le quatrième État. » (*Rapport*, page 7.)

Qu'est-ce donc que ce quatrième État? Lorsque l'organisation sociale comprenait l'ordre ecclésiastique, l'ordre de la noblesse, ceux qui n'étaient ni prêtres, ni nobles formaient le tiers-État. Mais, constitutionnellement, il n'existe chez nous aucune distinction d'ordre et, en fait, ce quatrième État, qui est d'une invention fort malheureuse, ne se comprend pas davantage. Où commence-t-il? Où finit-il? Entend-on par là tous ceux qui vivent d'un travail manuel? Où faut-il ranger alors les petits boutiquiers, les marchands de tout genre, la multitude des employés du commerce et de l'industrie, toute la petite bourgeoisie, tous gens aussi nombreux que ceux qui sont voués au travail manuel, ayant souvent un salaire moins élevé qu'un bon ouvrier? Formeront-ils un cinquième État? Composerait-on le quatrième État de ceux qui n'ont rien? Il faudra commencer alors par en exclure les déposants aux caisses d'épargne, qui y ont un capital de plus de trois cent mil-

lions, formé par des sommes chétives accumulées sou par sou, donnant à chacun d'eux un petit capital de deux ou trois mille francs, ne dépassant pas cinq, et qu'ils ne seraient d'ailleurs nullement disposés à livrer à la « collectivité. » Le quatrième État serait donc l'association des prolétaires, de ceux qui, ne possédant aucun capital, seraient conduits par des politiciens à l'assaut de la propriété individuelle.

Les chefs qui aspirent à diriger cette association rencontreront des résistances, même au sein des masses, si l'on en excepte les pauvres gens, hélas! trop nombreux, qu'une lamentable ignorance livre à leur empire. Ils ne déguisent assurément pas leurs desseins : il faut s'emparer du pouvoir politique pour faire les lois en vertu desquelles tous les capitaux, tous les instruments de travail « feront retour à la nation », suivant l'expression consacrée, et le moyen d'arriver à ce résultat, ils le déclarent, c'est le suffrage universel.

Ce n'est pas, certes, qu'il ne se rencontrerait que des gens pervers parmi les promoteurs de la réforme sociale qui est rêvée. La plupart sont, au contraire, nous le croyons, de fort honnêtes gens, désintéressés, n'ayant en vue aucun profit personnel, mais qui, frappés de la situation malheureuse d'un grand nombre d'hommes, sont fermement convaincus qu'ils ont un remède aux maux qu'ils ont sous les yeux. Si on les combat, c'est parce que les moyens qu'ils préconisent n'auraient d'autre résultat que de porter la plus grave atteinte à la liberté humaine et d'engendrer la misère universelle. Mais ils ont la foi vive et ardente qui fait naître le fanatisme et expose la société à de grands dangers. Il faut donc se garder de mettre dans leurs mains les armes qu'ils demandent impérieusement pour atteindre leur but.

Il suffit de signaler le but avoué pour que l'on puisse apprécier l'instrument dont on aspire à s'emparer. Dût-il être, et pour longtemps, impuissant sous ce rapport, il ouvre l'espérance à toutes les convoitises et livre le pays à de perpétuelles agitations pour les réaliser. En attendant, il assurera, pour une période dont on ne saurait prévoir le terme, la domination sans conteste du parti clérical, non celle des conservateurs, comme le dit erronément M. le Ministre des Finances (*Rapport*, page 24), car les conservateurs ont tout à redouter du suffrage universel.

Ce n'est pas une raison, afin de montrer ses dangers, de le rattacher à la date terrible de 1793, et de prétendre qu'il a été « inauguré à cette époque » (*Rapport*, page 2). Le suffrage universel n'a pas existé en France avant 1848. Sous la première république, il a été établi à deux degrés, ce qui est tout différent, et encore avec des restrictions. Tel qu'il fonctionne aujourd'hui en France, il n'avait jusqu'alors été mis en œuvre nulle part, pas même en Amérique, où règne la démocratie. Il est vrai que la Constitution de 1793 avait décrété l'élection directe; mais elle n'a jamais reçu d'application.

Le suffrage universel, comme organisme gouvernemental, présente par lui-même assez d'inconvénients pour qu'on ne le charge point d'iniquités dont il n'est point coupable. Il offre une action si vaste aux politiciens qui, sans être ou avoir été jamais ouvriers, se prétendent les seuls vrais défenseurs des intérêts des ouvriers, et M. Taine voit parmi eux « tant de charla-

tans et intrigants, médecins ou avocats de quatrième ordre, lettrés de rebut, demi-lettrés d'estaminet, parleurs de club et de coteries prêchant les dogmes nouveaux de la politique », qu'il n'hésite pas dans son dernier ouvrage, *le Régime moderne*, « à considérer le suffrage universel comme une des causes forcées de la déchéance et de la désorganisation de la France ».

Ce n'est point une appréciation personnelle que nous exprimons, nous reproduisons l'opinion de M. Taine comme le témoignage d'un homme éminent, d'un écrivain d'une rare distinction, d'un esprit très pénétrant, qui juge en philosophe et en homme politique la situation de son pays.

II.

Le suffrage universel n'a été défendu par aucun membre de la section centrale. Quelques-uns des signataires de la proposition de revision se sont prononcés en sa faveur, disposés d'ailleurs, s'il ne peut assurer le succès de la revision, à adopter tout autre système électoral équitable, étendant notablement le droit électoral sans être un instrument de parti, et qui permettrait la réforme de l'article 47 de la Constitution.

Le Gouvernement ayant déclaré qu'il adhérerait, sous certaines conditions, au principe de la revision, il fut décidé que le chef du cabinet serait invité à exposer ses vues à la section centrale.

C'est ce qu'il fit le 10 mars. Nous n'avons pas le souvenir que le chef du cabinet ait manifesté alors « quelque étonnement de ne voir ni les signataires de la proposition, ni l'opposition à laquelle tous appartiennent, prendre l'initiative d'une formule mettant en œuvre les idées constitutionnelles dont ils souhaitent l'avènement » (*Rapport*, page 23). Au surplus cet étonnement a été exprimé publiquement dans des discours de M. le Ministre des Finances, et la réponse s'est trouvée sur toutes les lèvres ; elle brille par son évidence même. Rien n'oblige à donner au préalable le texte d'une loi qui ne peut être faite constitutionnellement que par des chambres spécialement convoquées à cet effet et adoptée par une majorité exceptionnelle. Les idées sont néanmoins arrêtées à ce sujet, les uns demandant l'extension aux élections générales des lois applicables aux élections communales, les autres se prononçant pour le suffrage universel. Il est impossible d'indiquer des formules plus claires et plus précises. Le reproche ironique du Gouvernement n'aurait donc aucun fondement, et c'est à lui-même qu'il faudrait l'adresser. Il se renferme, en effet, dans des aperçus généraux, il se refuse même, comme on le verra tout à l'heure, à consigner ses projets dans un texte de loi, seul moyen de les pouvoir apprécier, et il prend cette attitude singulière après avoir déclaré lui-même qu'il y a lieu à reviser !

Les vues du Gouvernement sont résumées dans la lettre adressée par M. le Ministre des Finances à M. le Président de la section centrale, le 30 mars 1891. (Voir *Rapport*, page 23.)

A la suite de cette communication, la question s'est présentée de savoir si la section centrale devait rechercher les bases d'un nouveau régime électoral. La majorité inclinait à se livrer à cette étude. La plupart des signataires de la proposition étaient également de cet avis.

Tous les membres reconnaissaient qu'une entente serait désirable entre les partis pour que l'on pût aboutir plus sûrement et plus promptement à la revision.

On différait d'opinion sur le moyen de préparer ou d'obtenir cet accord.

Deux membres estimaient que la section centrale n'avait mission de s'occuper que de la seule proposition soumise aux sections et qui avait été renvoyée à son examen. Ils pensaient qu'en adoptant la marche qui était suggérée, on entrerait dans une voie inextricable où l'on ne pourrait aboutir, après avoir fait subir à la proposition de revision des lenteurs qui ne seraient point justifiées. La section, absolument incompétente, n'ayant d'ailleurs aucun des éléments indispensables pour arrêter un projet de loi en semblable matière, devait laisser au Gouvernement le soin d'user de son initiative en soumettant aux Chambres, en temps opportun, des propositions conçues dans un esprit tel qu'il pût réunir la majorité. C'était un devoir pour le Gouvernement d'agir ainsi, du moment où il avait reconnu la nécessité de reviser l'article 47 de la Constitution. Ils ajoutaient que, à leur avis, une discussion publique, contradictoire, approfondie, dans laquelle toutes les idées seraient scrutées et soumises, sous les yeux du pays, à un examen loyal, serait le meilleur moyen d'arriver à une solution satisfaisante en aplanissant les difficultés que pourrait rencontrer une chambre nouvelle, spécialement convoquée pour statuer sur la revision.

En supposant que les opinions qu'elle venait d'exprimer ne fussent point partagées par la majorité, la minorité fit remarquer que, sans écarter *a priori* aucun système, disposée à tout examiner, elle demandait que la délibération pût avoir au moins un résultat utile et pratique; or, sur des points essentiels, on n'indique que des idées vagues et générales, qui ne pourraient donner ouverture qu'à des discussions stériles. On demande, par exemple, que l'on se prononce sur « le principe de l'occupation » comme base du droit électoral. Mais il est impossible de l'apprécier sans un projet complet qui permette de juger son application et ses conséquences. On peut en faire un suffrage restreint, un suffrage étendu, même un suffrage universel, et surtout un suffrage destiné à écraser l'un des partis. Un même revenu cadastral ne représente pas la même chose à la ville et à la campagne, et il y a là des combinaisons possibles destinées à assurer la prépondérance d'une opinion sur les autres en enlevant toute espérance de modifier cette situation. Que les idées soient donc précisées.

Les débats qui eurent lieu à ce sujet aboutirent à ce résultat, que M. le Président de la section centrale se chargea de demander officieusement au chef du cabinet s'il entraînait dans ses intentions « de se ranger aux vues exprimées par la minorité de la section » (*Rapport*, page 30), c'est-à-dire de formuler ses idées en projets de loi, et l'organe du Gouvernement déclara « qu'il ne pouvait se départir de l'attitude qu'il avait prise : le Gouvernement

ayant exposé son système à la section centrale, devait attendre que celle-ci lui fit connaître son avis » (*Rapport*, page 30).

Mais précisément ce qui manquait le plus, c'était un système. Dans cette situation qui semblait sans issue, un membre de la section émit l'avis de préparer un projet de loi applicable aux élections provinciales et communales, sur lequel on chercherait à établir l'accord, et que le Gouvernement serait ensuite invité à soumettre aux Chambres; si celles-ci l'adoptaient, ceux qui s'y seraient ralliés auraient, disait-on, « un programme de revision bien déterminé à recommander au pays. » (*Rapport*, p. 30.)

La minorité fit observer que, du moment où l'on voulait poursuivre ce but, il serait plus simple, en évitant de perdre beaucoup de temps, de prendre pour base d'une discussion la loi communale actuelle, une chose faite et tangible, parfaitement appréciable et de rechercher les amendements dont elle serait susceptible pour établir une entente. Ils ajoutaient toutefois qu'ils ne prenaient aucune initiative, voulant rester conséquents avec l'opinion qu'ils avaient émise sur les inconvénients de semblable délibération. La majorité décida « qu'elle procéderait à l'examen des diverses bases électorales admises par la législation actuelle, et notamment par la loi du 24 août 1883.... » (*Rapport*, p. 30.)

Elle n'a donc pas écarté d'emblée le principe de cette loi, laquelle, à côté des censitaires, a placé de nombreuses catégories de personnes qui, par leur position même, quoique ne payant aucun cens, pourraient être présumées capables d'exercer le droit électoral ou qui, à la suite d'examens, peuvent être réputées aptes à l'exercer également.

A en croire le rapport, ce système était d'avance condamné à mort, et il semblerait que cette sentence capitale ait été acceptée sans mot dire. On lit, en effet, dans ce rapport, page 6, ce qui suit :

« Que l'on puisse se montrer partisan du principe de la capacité comme base du droit électoral à conférer aux classes moyennes, nous l'admettons au besoin; mais vouloir créer au sein de la masse des travailleurs manuels *une classe de lettrés* que l'on traiterait en élite seule digne du droit de suffrage, c'est là une conception dont le caractère peu pratique n'échappera à personne : ou le degré d'instruction exigée atteindra un certain niveau, et dès lors la mesure sera sans efficacité; ou l'on se contentera du savoir lire et écrire, et l'on se heurtera à la double objection que voici : est-il raisonnable de faire dépendre l'exercice du droit de vote d'une garantie de capacité absolument illusoire et, d'autre part, comment pourra-t-on constater que celui qui, dans son enfance, a su lire et écrire, n'a pas oublié ces notions élémentaires au moment où il est appelé à exercer ses droits électoraux? D'ailleurs, le principe même de la capacité rencontre des adversaires également résolus au sein de nos deux grands partis politiques, et un des principaux organes de la presse de gauche a pu dire que, de tous les systèmes imaginables, ce serait à peu près le pire. »

Bien plus, et afin de corrober ce jugement peu motivé, on a pensé (page 31)

« qu'il n'est pas inutile d'ajouter que personne, au sein de la section centrale, n'a pris la défense des capacitaires, fonctionnaires et contremaitres ».

Silence d'une part sur les critiques générales de la loi, adhésion même et formelle sur une réprobation spéciale, telle aurait été l'attitude de la minorité en présence de la condamnation de la loi de 1883.

Il est à peine besoin de dire que ce compte rendu ne peut être admis comme l'expression de nos opinions. L'examen décidé par la section centrale a été entrepris par la plupart sans esprit d'hostilité préconçue. La majorité aurait fait une chose dérisoire, si elle avait mis en délibération une loi qu'elle était résolue d'avance à écarter. Plusieurs membres de la majorité, après l'énumération des catégories, se sont montrés favorables à leur maintien et disposés à les consacrer si ce pouvait être un moyen d'assurer la revision d'accord commun. Ils firent observer cependant qu'ils ne pouvaient admettre comme électeurs, pour les élections communales, les fonctionnaires salariés par la commune, ni les contremaitres, dont on faisait abus. A quoi il fut répondu que si des inconvénients sérieux étaient constatés quant aux salariés par la commune, il y aurait lieu d'aviser, que s'il y avait des abus quant aux contremaitres, il fallait les faire cesser.

Les choses arrivées à ce point, les membres de la majorité qui avaient manifesté ces dispositions déclarèrent que, n'ayant pas mission de leurs amis, ils entendaient les consulter avant tout avis définitif. Puisque, s'il y avait divergences de vues à cet égard, la tentative qu'ils faisaient serait sans efficacité.

La droite fut réunie; on rendit compte à la section centrale de la résolution qu'elle adopta à la majorité : elle était défavorable à l'entente sur la loi de 1883.

Si les motifs de cette résolution se reflètent dans le passage du rapport que nous venons de reproduire et qui se sont d'ailleurs trouvés dans les polémiques que cette loi a suscitées, ils n'ont pas, semble-t-il, la valeur que l'on paraît y attacher.

Il faut bien le reconnaître : l'obstacle le plus puissant à un jugement exempt de passion, c'est que, engagé jadis dans l'opposition contre cette loi, on s'affranchit difficilement des impressions que l'on reçut alors. Dans le feu des batailles et au moment où tout prétexte d'opposition se présente comme une bonne arme à manier, on va souvent au delà de ce que la raison peut ensuite avouer. Peut-être, dans la situation où se trouve le pays, en présence des difficultés pour tous qui pourront bien ne pouvoir être surmontées qu'à force de bonnes volontés réciproques, une discussion loyale faisant taire, chez les uns, des préventions que le temps écoulé aurait dû faire oublier, chez les autres, le souvenir des déceptions qu'ils ont éprouvées sur les résultats qu'ils attendaient de la loi, pourrait-on concevoir l'espérance d'une appréciation plus impartiale qui ne s'inspirerait que des nécessités impérieuses du bien public. Nous ne nous faisons pas trop d'illusions à ce sujet; mais nous n'avons pas le choix sur ce qu'il convient de faire, et nous ne pouvons négliger ce que nous considérons comme un devoir en cas d'appel au pays.

Il est digne de remarque que, dans leurs caractères généraux, les appréhen-

sions qui avaient été conçues d'un côté ne se sont point réalisées, et que, de l'autre côté, l'attente des succès sur lesquels certaines personnes comptaient a été déçue. Les uns s'imaginaient que les fonctionnaires, qu'ils estimaient très nombreux parmi les non-censitaires — ce qui était une erreur — étaient à peu près tous libéraux — nouvelle erreur; les autres se persuadaient qu'il suffisait en quelque sorte d'avoir passé par l'école pour être acquis aux idées libérales. Cette croyance est assez répandue encore, à ce point que l'on entend dire à des personnes qui n'ont aucune sympathie pour le suffrage universel : « Soit, qu'on le décrète, mais à condition que l'instruction soit déclarée obligatoire! » Nous n'avons cessé de réagir contre cette croyance superstitieuse. Non seulement chez nous, sous l'empire de la liberté d'enseignement, l'instruction obligatoire n'aurait d'autre effet que d'envoyer les enfants dans les écoles du clergé, tout aussi bien que dans les écoles laïques; mais, en fût-il autrement, il y a en cette matière d'autres influences autrement puissantes que celles de l'école primaire, qui règnent surtout en pays catholique. En Prusse, où l'instruction obligatoire existe depuis plus d'un siècle, où les écoles ont pendant très longtemps relevé exclusivement de l'autorité publique, tous les élus, dans les contrées catholiques, depuis l'établissement du suffrage universel, appartiennent au parti clérical.

Essayons de nous dégager de nos préventions et de nos préjugés et, puisque nous sommes en face d'un fait accompli qui, a déjà huit années d'existence, et a servi à prouver que des craintes et des espérances furent également chimériques, examinons froidement notre loi électorale communale.

Les deux grands partis qui divisent le pays y ont chacun leur part; les cléricaux ont abaissé le cens et augmenté notablement le nombre des électeurs; les libéraux, qui avaient combattu l'abaissement isolé, ont adjoint aux listes électorales un nombre d'électeurs considérable aussi sans paiement d'aucun cens.

On compte aujourd'hui, grâce à ces deux réformes combinées, plus de 534,000 électeurs et, par le jeu même de la loi, ce nombre est destiné à s'accroître d'année en année.

Il est impossible de parcourir la liste des catégories de citoyens auxquels la loi a conféré le droit électoral, quoique non censitaires, sans reconnaître qu'ils réunissent les conditions que, dans l'état de nos mœurs, il est raisonnable d'exiger. A côté d'eux l'arène a été ouverte à ceux qui obtiendraient un certain nombre de points dans les concours entre les élèves des classes supérieures des écoles primaires, publiques ou privées. Ces concours sont institués depuis longtemps; ils fonctionnent avec régularité et n'ont donné lieu, au point de vue qui nous occupe, à aucune critique. Dès à présent 10,000 élèves environ, appartenant en très grande partie aux classes laborieuses, obtiennent chaque année le diplôme de capacité. Ils seront tous électeurs à leur majorité, ce qui, en dix ans, augmentera de 100,000 le nombre des électeurs.

La loi admet en outre ceux qui ne se trouveraient pas dans les conditions précédentes, catégories ou certificats d'études faites avec succès, à subir un examen sur les matières de l'instruction primaire.

La nécessité de cet examen est vivement contestée non seulement par les partisans du suffrage universel pur et simple — ce qui se comprend, — mais par des adversaires du suffrage universel qui nous paraissent s'être fait de l'examen une très fausse idée. On le supprimerait que l'effet de la loi, par ses autres parties, n'en serait pas moins très considérable. Il a permis à 50,000 personnes, presque toutes des classes laborieuses, d'entrer dans le corps électoral. Les autres catégories ont ouvert les portes à plus de 100,000 électeurs, nombre qui grandira successivement. La loi de 1883 resterait encore la réforme électorale la plus étendue qui ait été faite dans notre pays depuis 1850.

Quelles sont donc les objections contre l'examen ? Nous les avons reproduites tantôt (voy. ci-dessus, page 77). « Il s'agirait, dit-on, de créer au sein des classes travailleuses *une classe de lettrés* que l'on traiterait en élite, seule digne du droit de suffrage..... Cette conception n'aurait pas de caractère pratique..... Il n'est pas raisonnable de faire dépendre l'exercice du droit d'une garantie de capacité illusoire..... Comment constater que celui qui, dans son enfance, a pu lire et écrire, n'a pas oublié les notions élémentaires au moment où il est appelé à exercer ses droits électoraux ?.. »

On ne s'est pas aperçu, pour ce dernier point, que l'on n'est admis à l'examen qu'à l'âge de 18 ans, ce qui fait tomber la critique. D'après le projet de loi qui a institué cet examen, il fallait, pour y être admis, justifier de la fréquentation de l'école pendant le temps déterminé par la loi. C'était une garantie que l'on a cru devoir écarter. Ce n'est pas réellement une preuve de capacité que l'on a eue en vue. Aucun homme sensé ne peut s'imaginer qu'on est une « capacité », avec la signification que l'on donne ici à ce mot, parce que l'on possède les connaissances de l'enseignement primaire. Il n'y aurait pas assez de railleries et de sarcasmes contre ceux qui seraient ignorants à ce point de se persuader qu'ils formeraient avec ce bagage « une classe de lettrés ». Avoir été à l'école, savoir lire et écrire, c'est quelque chose assurément; mais c'est surtout l'instrument pour apprendre, c'est le moyen d'arriver à un développement intellectuel. Ce n'est ni le seul, ni même le plus efficace. Il y a parmi les classes laborieuses des hommes qui, arrivés à un certain âge et n'ayant pas reçu les premières notions de l'instruction, ou n'ayant pas pratiqué la lecture et l'écriture, sont néanmoins d'un grand sens, d'un jugement sain, d'un esprit ferme et droit, et seraient dignes sous tous les rapports de l'électorat. Mais à quel signe les reconnaître ? Comment les discerner dans la foule ? Et, ne pouvant les trouver, faut-il, sans profit pour la société, les noyer dans le flot de l'ignorance qui doit tout submerger ?

Quelle est donc la signification de l'examen ?

Nous l'avons répété dans des débats antérieurs, nous l'avons répété à diverses reprises dans le cours même de cette discussion. C'est une digue opposée à la plus grande ignorance, et rien de plus. On a dit, en d'autres termes : Tous peuvent obtenir le droit de suffrage; personne n'est exclu, si ce n'est pour cause d'indignité, mais à une condition : c'est de prouver que l'on possède au moins les connaissances de l'instruction primaire. L'exigence est-elle déraisonnable à l'égard de ceux qui veulent participer aux affaires publiques ?

Que l'on ne dise pas que ce moyen de l'examen est peu pratique : il existe, il fonctionne. Nous savons qu'on y a fait, dans certains écrits ou journaux, des critiques que le rapport ne s'approprie point, que nous passons sous silence pour ce motif, mais que nous nous réservons de rencontrer ultérieurement. Nous prouverons aisément qu'elles ne sont point justifiées ou qu'il est facile d'y faire droit, sans vouloir soutenir que l'on peut échapper aux inconvénients ordinaires de ce genre de preuves en quelque matière que ce soit.

Mais ce qui est certain, c'est que la digue a produit son effet : elle a arrêté les plus ignorants, et si, comme l'énonce le rapport (page 69), « un des principaux organes de la presse de gauche a pu dire que de tous les systèmes imaginables, ce serait le pire de tous », c'est apparemment qu'il est d'avis que le meilleur suffrage est celui qui est le moins éclairé et que c'est donc le suffrage universel qu'il faut préférer.

Notre loi électorale communale de 1883 a un avantage immense sur toute autre que l'on pourrait élaborer comme base de la revision constitutionnelle : elle existe ; elle est en pleine vigueur depuis huit années ; elle ne laisse aucune place à l'inconnu. Quelles que soient les critiques que l'on puisse adresser à certaines de ses dispositions, et en les supposant même bien gratuitement irréductibles, il est incontestable que, dans ses effets généraux, elle n'a porté aucun trouble dans le pays et s'est conciliée sur tous les points avec la pratique de nos libertés communales. Grâce à elle, la solution cherchée pourrait être prompte et aussi assurée qu'il est permis de l'espérer en semblable matière. Nous ne sommes pas exposés à faire un saut dans les ténèbres. D'un seul coup notre corps électoral politique, qui renferme déjà beaucoup d'ouvriers et qui pourrait vraisemblablement être élargi sous ce rapport, serait porté de 134,000 à plus de 534,000 électeurs.

Une mesure politique de la plus haute importance devant avoir de graves conséquences sur les destinées de l'État, et qui pourrait être accomplie dans de telles conditions et après une si complète expérience, semble préférable à toute autre qui n'aurait point été éprouvée et exposerait à des aventures que la prudence commande d'éviter.

Le suffrage universel écarté, que propose-t-on d'ailleurs ? Nous l'ignorons encore. Nous n'avons pas à nous défendre contre la supposition par trop ridicule qu'il y aurait une sorte d'amour-propre d'auteur qui porterait à nous tenir confinés dans la loi de 1883. Ce serait puéril. Il y a là si peu d'invention que cela ne vaudrait guère un brevet. La loi de 1883, c'est la loi italienne, par laquelle ce grand pays s'est préservé du suffrage universel, qui était également agité quand elle fut faite, et que nous avons mise en harmonie, en certaines parties, avec notre droit public. Il nous en a coûté une lutte ardente et passionnée pour la faire admettre, voilà tout. L'honneur principal de cette loi revient à la majorité libérale de ce temps-là, qui nous accordait son appui.

Nous savons assez les exigences de la politique, nous ne comprenons que trop les difficultés de la situation présente, même au point de vue de notre propre parti, quoiqu'il s'agisse pourtant de les envisager d'un point de vue

plus élevé et plus général, pour hésiter un seul instant à nous rallier à tout autre système qui paraîtrait meilleur ou qui n'offrirait pas des inconvénients qui sont à redouter. Nous n'écartons aucun système *a priori*, nous n'avons cessé de le répéter.

Encore faut-il qu'il y en ait un que l'on puisse saisir corps à corps, apprécier et discuter.

Après avoir signalé (*Lettre de M. le Ministre des Finances*, page 25) le régime des Pays-Bas, que l'on écarte parce que, dans ce pays, le droit électoral dépend d'un cens différentiel variant, selon les localités, de 8 francs à 22 francs, ou de l'habitation d'une maison ou partie de maison imposable à la contribution personnelle, on montre en perspective ce que l'on nomme « le système anglais », qui n'aurait pas de pareilles exigences et qui serait dû, assure-t-on, « à l'accord des deux grands partis politiques » ; c'est de ce système que nous nous devrions nous rapprocher.

L'histoire ne confirme point cette assertion. L'accord fut tenté, mais en vain, par M. D'Israéli en 1867. « Avant de nous lancer, disait-il, dans la rédaction d'une loi de réforme, tâchons de nous entendre entre nous sur l'objet que nous nous proposons; le reste ira de soi. » Bright et d'Israéli énumérèrent devant la Chambre « les conditions auxquelles ils subordonnaient toute réforme. Ces conditions étaient inconciliables ».

Le Ministre dut prendre enfin l'initiative et assumer la responsabilité de propositions personnelles et spontanées (1).

C'est ce que devra faire aussi le Gouvernement s'il veut la réforme et la revision.

Le point de départ du projet annoncé, est donc le droit électoral à conférer du chef de l'occupation ou de l'habitation, sans paiement d'aucune taxe. Ce serait le système anglais. Examinons.

La loi de 1867, qui s'appliquait aux bourgs, c'est-à-dire aux villes, a été étendue aux comtés, c'est-à-dire aux campagnes, par la loi de 1884. Le droit électoral a pour base principale l'habitation ou l'occupation. Lorsqu'il s'agit d'une terre l'occupation ne confère l'électorat que si l'immeuble est d'un loyer de 250 francs. L'occupation d'une maison ou partie de maison ne confère le droit électoral que si la maison est soumise à la taxe des pauvres et si cette taxe a été acquittée. L'étude de M. Hymans fait connaître d'une manière complète les conditions de l'exercice de ce droit. Nous nous bornons à y renvoyer.

Ce régime qui, dans son principe fondamental, a été de tout temps en vigueur en Angleterre, est celui qu'il s'agirait d'introduire ici où il a toujours été inconnu. Mais l'esquisse qui nous est présentée diffère essentiellement du système anglais. On importe les mots, les qualifications ; on parle d'habitation et d'occupation ; mais on fait abstraction des conditions qui caractérisent le droit qu'on en fait dériver. Ici et là elles seraient le contre-pied l'une de l'autre.

(1) M. PAUL HYMANS, *Les réformes parlementaires en Angleterre*, p. 23.

En Angleterre, le droit électoral est rigoureusement subordonné au paiement de la taxe des pauvres. Cette taxe, établie sur le revenu net des immeubles, est due, non par le propriétaire, mais par l'occupant; affectée non seulement à secourir les pauvres, mais encore à d'autres objets, tels que construction de routes ou de ponts, elle se monte, pour l'Angleterre et le pays de Galles, non compris l'Écosse et l'Irlande, à la somme énorme de 14,771,152 livres, soit trois cent soixante-dix millions de francs.

En Belgique, l'impôt foncier est de 23,867,745 francs.

Il devrait être de quatre-vingt-dix millions, eu égard au nombre des habitants dans les deux pays, pour équivaloir à la taxe des pauvres.

Dans la Grande-Bretagne, il n'y a pas de droit électoral dans les comtés si la taxe des pauvres, imposée à l'immeuble qui est occupé, n'a pas été acquittée. Dans les bourgs, l'occupant doit, *en outre*, avoir acquitté toutes les taxes communales dont il est grevé.

La loi érige en délit de corruption le fait, de la part de toute personne, de payer pour autrui le montant de ses contributions, dans le but, soit de lui faire attribuer le droit électoral, soit d'exercer une pression sur son vote. Mais on admet que le bailleur peut payer à la décharge de l'occupant sa dette d'impôts, à moins qu'il n'agisse dans une intention frauduleuse et corruptrice.

En Belgique, l'occupant ne serait tenu du paiement d'aucune taxe. Il suffirait qu'il occupât une maison ou partie de maison d'un revenu cadastral de 30 francs. Alors même qu'il serait exempt de tout impôt pour cause de misère, il n'en serait pas moins électeur.

Et ceci est à considérer : sur 1,100,000 maisons qu'il doit y avoir approximativement en Belgique, 646,984 seulement sont cotisées à la contribution personnelle; le surplus, soit 42 %, était exempt, en 1889, de toute cotisation à cause de la pauvreté des occupants et, depuis, leur nombre a été considérablement augmenté par la loi du 9 août 1889, qui exempte de la contribution personnelle les habitations ouvrières.

Le Gouvernement estime, il est vrai, que de ces 1,100,000 maisons, beaucoup plus de la moitié sont d'un revenu cadastral inférieur à 30 francs, ce qui ne l'empêche pas de conclure — chose difficile à expliquer — qu'en prenant pour base l'occupation d'une maison d'un revenu cadastral de 30 francs, « il n'y aurait guère de logement ouvrier dont le principal occupant ne serait pas électeur ». (*Voy. Rapport*, pages 25 et 26.)

On voit, en tout cas, qu'il n'y a d'analogie que dans les mots entre le système que l'on indique et le système anglais. Le milieu social, politique et économique où il fonctionne a d'ailleurs des dissemblances considérables avec le nôtre.

En Angleterre, comme en tout pays protestant, où lire la Bible est un devoir religieux, le nombre des illettrés est beaucoup moins considérable que chez nous. Il est au plus de 2 à 5 pour cent, suivant les localités ⁽¹⁾, et

(1) M. PAUL HYMANS, p. 35.

(2) *IBID.*, p. 35.

comme cette proportion est beaucoup plus forte en Irlande, les journaux attribuaient récemment à lord Salisbury l'intention d'y priver les illettrés de l'électorat.

En Belgique, le nombre des illettrés est de 51 pour cent au moins.

Quelle assimilation peut-on faire dans des situations aussi différentes ?

On comprend certes qu'on puisse prendre pour base du droit l'habitation, l'occupation. Ce peut être, comme on le dit (*Rapport*, page 8), « le signe extérieur du degré d'aisance » ; on ajoute même « et par conséquent, de l'esprit de prévoyance de la famille ouvrière, dont l'importance, à tous les points de vue, économique, hygiénique et moral, est aujourd'hui reconnue par tous... », ce qui justifierait que l'on confèrât à l'occupant la qualité d'électeur. En généralisant de la sorte, on s'expose à faire des idylles qui ne répondent point aux réalités. La maison ou l'appartement peuvent abriter un père de famille laborieux, économe, suffisamment instruit, remplissant tous ses devoirs, comme ces logements peuvent servir au paresseux, au débauché, à l'ignorant, à l'ivrogne qui envoie ses enfants mendier pour le nourrir au lieu de les envoyer à l'école. On ne distingue point. C'est pourquoi l'un de nous, admettant la base de l'occupation, voulait d'autres conditions et diverses, comme un certain degré d'instruction, du moment où l'on doit descendre à un taux très bas dans l'évaluation de la maison. Plusieurs voudraient concilier ainsi le principe du droit qu'il s'agit d'introduire avec celui de la loi de 1883.

Mais ce que l'on veut, c'est exclure du corps électoral des milliers de citoyens qui n'y ont été admis qu'au seul titre des preuves de capacité qu'ils ont données.

On a répondu dans le sein de la section centrale qu'ils y rentreraient par l'occupation. Alors pourquoi changer ? C'est que, en réalité, il sera loin d'en être ainsi : un très grand nombre d'électeurs actuels resteraient exclus du corps électoral et les autres seraient noyés dans la masse ignorante.

Quel nombre d'électeurs donnerait le nouveau système ? Le Gouvernement n'en voudrait prendre que 600,000 environ. (*Lettre de M. le Ministre des Finances*, *Rapport*, page 25.) C'est à peu près ce que donne dès maintenant la loi communale actuelle ; c'est ce qu'elle donnera dans un temps qui n'est pas éloigné, et, pour atteindre simplement ce but, l'innovation proposée est peu justifiée. Mais on n'est pas maître de limiter ce nombre. Il sera ce que le principe établi devra nécessairement produire.

Quel sera-t-il ? On admet comme minimum de la base du droit un revenu cadastral qui varierait, selon la population des localités, de 30 à 42 et à 60 francs (*Rapport*, page 33).

Ce taux serait réduit de moitié lorsque le revenu cadastral de la maison ou de la partie de maison et des terres exploitées par l'occupant « en faire valoir direct » (*Rapport*, loc. cit.) atteindra le chiffre global, selon la population, de 60 à 72 et à 90 francs.

Cela posé, on établit que des 1,143,194 maisons imposées à la contribution foncière au 1^{er} janvier 1891, 794,689 sont d'un revenu cadastral atteignant respectivement 30, 42, 60 francs, « et permettent, par conséquent, à leurs occupants d'atteindre au droit électoral. » (*Rapport*, page 33.)

Ce serait donc, en nombre rond, 800,000 électeurs.

Mais le système ne s'arrête pas là. Combien de droits électoraux s'obtiendront par l'occupation de chambres ou de parties de maison et par l'adjonction aux habitations de terres exploitées par les occupants?

On ignore absolument où l'on aboutira. Aucune indication n'est donnée et ne pourrait être donnée dans l'état actuel des renseignements statistiques, sur l'occupation des chambres ou parties de maison conférant le droit électoral ou sur les résultats de cette combinaison qui, pour les campagnes, ajoute à l'habitation une certaine partie de culture.

Ce qui est certain, c'est que le nombre d'électeurs serait beaucoup plus considérable que celui que l'on déclare *a priori* vouloir obtenir. Sera-t-il de neuf cent mille ou d'un million? On est réduit sur ce sujet à des conjectures. En tout cas, le nombre ignorant dominera; les effets seront, en général, semblables à ceux du suffrage universel, et la combinaison apparaîtra, en outre, comme un artifice de parti.

Quelle serait l'influence des nouveaux éléments qui seraient introduits dans le corps électoral et spécialement quant à la composition des corps communaux?

On la redoute, non sans raison. Ce que l'on constate, c'est que le Gouvernement annonce, en même temps que son mode d'extension du droit de suffrage, la nécessité d'introduire des modifications dans l'organisation de la police gouvernementale: il faudrait renforcer l'action du pouvoir. L'utilité d'une telle mesure n'a point été reconnue sous l'empire de la loi de 1883.

On sait que s'emparer de la commune est l'objectif primaire de ceux qui ont pris le titre de parti ouvrier. Afin d'affirmer leurs programmes, ils célèbrent chaque année avec éclat l'anniversaire du 18 mars 1871, date de l'institution de cette Commune de Paris qui a épouvanté le monde par des horreurs sans nom. Inutile de dire que les bons et vrais ouvriers n'acceptent pas une pareille solidarité.

Mais les politiciens aspirent à s'emparer de la commune, dans l'espoir d'y mettre en œuvre, en certaine mesure, leurs théories qu'ils croient favorables aux classes laborieuses.

La composition du corps électoral, à ce point de vue, exige une attention particulière, et l'on doit se garder d'y faire régner le nombre brutal et ignorant.

Nous nous arrêtons ici, nous bornant à faire des réserves sur d'autres points du rapport, dont l'examen pourra se faire dans des discussions ultérieures.

FRÈRE-ORBAN. CH. SAINCTELETTE.

Dans la séance du 22 septembre, la majorité de la section, sans entrer dans l'examen des considérations générales développées par le rapporteur, non

plus que de celles développées dans la note de la minorité, déclara maintenir ses résolutions et conclusions antérieures.

Il fut convenu que le rapporteur présenterait les observations et ferait les réserves que la note de la minorité lui paraîtrait nécessiter.

Le Rapporteur,
P. DE SMET DE NAEYER.

Le Président,
T. DE LANTSHEERE.

Observations du Rapporteur en réponse à la note de la minorité.

La note de la minorité comprend trois parties bien distinctes :

Elle s'attaque à quelques-unes des considérations générales émises par le rapporteur;

Elle conteste l'exactitude de certaines parties du rapport;

Elle combat le système de l'occupation, auquel la section centrale s'est ralliée par six voix contre une, et préconise le régime capacitaire de la loi de 1883.

Nous répondrons successivement à chacun de ces points.

I.

Les empiétements de la puissance publique et la disparition des corps moraux qui en fut la conséquence ont inspiré à « un homme éminent, un esprit très pénétrant qui juge en philosophe et en homme politique » — c'est ainsi que la note de la minorité apprécie très justement M. Taine — la page que voici :

« Plus l'État étend ses empiétements, plus il ronge et réduit le cercle d'initiatives spontanées ou d'actions indépendantes qui est la vie propre de l'individu. Si, conformément au programme jacobin, il pousse à bout ses ingérences, il absorbe en soi toutes les vies individuelles : désormais il n'y a plus dans la communauté que des automates manœuvrés d'en haut, des résidus infiniment petits de l'homme, des âmes mutilées, passives et, pour ainsi dire, mortes. *Institué pour préserver les personnes, l'État les a toutes anéanties.*

» ... Par le monopole légal qu'il s'attribue ou par la concurrence accablante qu'il exerce, il tue ces corps naturels, ou il les paralyse, ou il les empêche de naître; et voilà autant d'organes précieux qui, résorbés, atrophiés ou avortés, manquent désormais au corps total. Bien pis encore, si ce régime dure et continue à les écraser, la communauté humaine perd la faculté de les reproduire : extirpés à fond, ils ne repoussent plus; leur germe lui-même a péri. Les individus ne savent plus s'associer entre eux, coopérer de leur propre mouvement, par leur seule initiative, sans contrainte extérieure et supérieure, avec ensemble et longtemps, en vue d'un but défini, selon des formes régulières, sous des chefs librement choisis, franchement acceptés et fidèlement suivis. Confiance mutuelle, respect de la loi, loyauté, subordination volontaire, prévoyance, modération, patience, persévérance, bon sens pratique, toutes les dispositions de cœur et d'esprit sans lesquelles aucune association n'est efficace ou même viable, se sont amorties en eux, faute d'exercice.

Désormais la collaboration spontanée, pacifique et fructueuse, telle qu'on la rencontre chez les peuples sains, est hors de leur portée; *ils sont atteints d'incapacité sociale et, par suite, d'incapacité politique* (1). »

Appliquer plus spécialement à la classe ouvrière ces considérations d'une si incontestable vérité, la montrer confinée, pendant la première moitié de ce siècle, dans l'isolement où l'avait plongée le législateur de 1789, puis s'élevant lentement mais graduellement, grâce à la pratique de l'association et de la prévoyance, conséquence elle-même du progrès des mœurs et de la législation, à un état social qui doit la relever de son incapacité politique, tel était le but du très court exposé historique placé en tête des considérations générales du rapport.

L'auteur du rapport ne pouvait s'attendre à ce que cet exposé, œuvre personnelle et au sujet de laquelle la section centrale n'avait pas eu à délibérer, soulevât une objection quelconque. Il avait donc donné à sa pensée une forme aussi concise que possible, se bornant à constater plutôt qu'à apprécier ou à démontrer.

La minorité, attribuant à ces considérations une portée qu'elles n'ont pas et qu'elles ne peuvent avoir si l'on tient compte du contexte, et passant sous silence le passage qui prend très nettement et très clairement à partie les ennemis de l'ordre social (*Rapport*, page 3), prétend y découvrir des arguments, ou tout au moins des aveux, favorables à la cause de la démagogie.

Quelques expressions, que l'on a eu soin de guillemeter, lui suffirent pour étayer cette thèse

Le rapporteur avait reçu la note de la minorité le 18 septembre. A la réunion de la section centrale du 22, il s'empressa de protester contre l'étrange interprétation que l'on avait ainsi donnée à sa pensée, et, sans avoir rien à retrancher de son argumentation, il offrit de modifier ou de préciser certaines expressions, en vue d'écartier toute possibilité d'équivoque et de rendre inutile, à la fois, ce que la première partie de la note contenait de personnel à son adresse et la réplique qu'il aurait à y faire. Cette marche semblait d'autant mieux pouvoir être suivie, qu'il résultait de la lettre d'envoi de M. le Président elle-même (voir page 46) que la rédaction du rapport n'était pas définitivement arrêtée.

La minorité s'opposa à ce qu'il fût procédé de la sorte; elle persista à maintenir, en les atténuant quelque peu, les critiques de la note. En présence de ce refus, il fut convenu que les passages du rapport spécialement visés par la note ne subiraient aucune modification de nature à rendre celle-ci sans objet ou à en affaiblir la portée; le rapporteur aurait, de son côté, toute liberté de répondre à la note, comme il le jugerait utile.

Sans vouloir apprécier ici l'attitude de la minorité, sans rechercher jusqu'à quel point elle est conforme aux précédents et justifiée en présence de la lettre de M. le Président, le rapporteur se voit forcé de greffer un second travail sur le premier. C'est un ennui qu'il eût volontiers évité à ses honorables collègues et à lui-même.

(1) H. TAINB, *Les origines de la France contemporaine. Le régime moderne*, pp. 148 et 153.

Nous applaudissons sincèrement aux passages dans lesquels la note de la minorité prend la défense du capital et de la propriété individuelle et montre que le collectivisme ne pourrait avoir d'autre résultat que d'anéantir la liberté humaine et d'engendrer la misère universelle.

Le Rapport (voir page 3) ne dit pas autre chose, et si la note s'était bornée là, nous n'aurions eu qu'à nous féliciter du concours et de la collaboration de la minorité. Pourquoi faut-il que celle-ci se soit évertuée à chercher dans le rapport, en dépit de toute vraisemblance, une explication et une justification absolument superflues de son intéressant plaidoyer? En sommes-nous réduits à ne plus pouvoir faire usage d'une expression quelque peu généreuse, à ne plus pouvoir exprimer le regret que des réformes, aujourd'hui approuvées par tous, n'aient été accomplies plus tôt, sans donner prise à l'accusation de pactiser avec la démagogie?

« Une discussion sur l'abolition des organisations corporatives ne paraît pas en situation », dit la note. C'est absolument notre avis. Aussi n'avons-nous pas discuté, nous bornant à constater. La note, elle, consacre une page presque entière à cette discussion « sans aucune utilité ». Passons.

« Il faut, poursuit la note, laisser à d'autres le soin de se répandre en lamentations sur l'individualisme, et reconnaître, au contraire, que nos institutions » admettent, consacrent et garantissent toutes les manifestations légitimes » de la liberté humaine. » La législation que nous avons visée est celle de la révolution française — le texte est formel — et non celle de 1830, et nous n'avions assurément pas à révéler à nos lecteurs l'existence de l'article 20 de la Constitution. Il nous a paru suffisant de constater que toutes les libertés fonctionnent en Belgique (*Rapport*, page 5).

Mais le droit de s'associer a été proscrit chez nous pendant trente-six ans, et les auteurs de la note admettront sans aucun doute avec M. Taine, dont ils apprécient si bien le haut mérite, que les mœurs ont dû ressentir l'influence de cette proscription pendant bien des années encore après qu'elle eut pris fin. En fait, si les classes dirigeantes ont largement usé, en Belgique, du droit d'association, celles qui ne jouissent pas des droits politiques n'ont commencé à participer à ce mouvement que beaucoup plus tard.

Il semble d'ailleurs que cet individualisme à outrance que nous avons combattu et qui aboutit, en somme, à la négation de certains droits de l'individu, trouve encore chez nous, dans le sein du parti libéral, de nombreux adhérents. Sauf dans le domaine de l'industrie et du commerce, ne se défie-t-on pas en toute matière de ce qui peut rendre l'association durable et vraiment efficace? Les auteurs de la note ne sont-ils pas les adversaires de toute personification civile accordée en vue d'intérêts moraux ou sociaux?

La note vante les vertus politiques des classes moyennes. Nous n'avons rien écrit ni rien pensé qui soit de nature à infirmer cette appréciation. Dès lors, la minorité n'excède-t-elle pas les bornes d'une discussion courtoise, en laissant entendre que le rapporteur fait usage d'arguments « qui alimentent les polémiques habituelles des contempteurs de l'ordre social »?

« On accuse la bourgeoisie, dit la note, d'avoir exercé son action protectrice trop exclusivement dans l'intérêt du capital. Qu'entend-on par là et quels sont les actes qui lui sont reprochés? On ne les fait pas connaître. »

On ne les fait pas connaître ! Le reproche est au moins étrange sous la plume de ceux qui, lorsque nous avons offert de préciser notre pensée dans le rapport, s'y sont obstinément refusé.

Voici, au surplus, comment s'exprime le Rapport :

« Ce régime, dont on a pu dire, avec quelque apparence de raison, que son action protectrice s'est exercée *jadis* dans l'intérêt trop exclusif du capital, devait assurer, et assura en effet, l'hégémonie électorale et politique de la classe moyenne. »

Où y a-t-il ici matière à critique? N'est-il pas vrai que si les classes dirigeantes ont *aujourd'hui* la perception très nette de leurs devoirs et si elles témoignent chaque jour, par leurs actes, de la volonté de ne s'y pas soustraire, il n'en a pas toujours été ainsi? Peut-on méconnaître qu'il s'est opéré à cet égard une évolution puissante dans les idées? N'est-il pas vrai encore que si, dans la première moitié de ce siècle, à l'aurore du développement de la grande industrie, une législation prévoyante s'était attachée à protéger l'enfant, à assurer à l'ouvrier le repos hebdomadaire, à veiller à l'hygiène de son habitation, à réprimer les ravages naissants de l'alcoolisme, de grands maux auraient été évités et la tâche des législateurs actuels singulièrement simplifiée? La phrase si singulièrement incriminée ne signifie pas autre chose. Certes, le capital doit être protégé, mais il doit en être de même des intérêts des travailleurs. Tous les citoyens, riches ou pauvres, tous les agents de la production, capitalistes ou travailleurs, ont droit à une égale sollicitude de la part des pouvoirs publics; ce sera l'honneur du Gouvernement que le pays s'est donné en 1884 d'avoir compris cette vérité mieux que ses devanciers, et surtout d'y avoir conformé sa politique.

Il nous reste à rencontrer une dernière critique.

Celle-ci, du moins, revêt une forme précise et porte sur un fait et non plus sur un mot. Le suffrage universel, dit doctrinalement la note, n'a pas existé en France avant 1848; le rapporteur a commis une erreur grossière en le rattachant à la date terrible de 1793. Nous regrettons de ne pouvoir faire notre profit de cette leçon peu motivée. L'histoire atteste que le suffrage universel a été successivement consacré, à des degrés divers, par le décret du 22 décembre 1789, par la Constitution de 1791, par le décret des 11-12 août 1792 et, finalement, par la Constitution de 1793. Toute la législation de l'époque s'inspire d'ailleurs des idées de J.-J. Rousseau qui, dans le *Contrat social*, avait posé les bases sur lesquelles devait s'élever l'édifice du suffrage universel.

Les termes du décret du 12 août 1792 valent la peine d'être reproduits. L'Assemblée législative, « considérant qu'elle n'a pas le droit de soumettre à » des règles impératives l'exercice de la souveraineté dans la formation d'une » Convention nationale, *invitait* les citoyens à se conformer aux nouvelles » règles en matière électorale qu'elle venait d'édicter »; ces règles étaient les

suivantes : suppression de la distinction des Français en citoyens actifs et non actifs, abaissement de l'âge de l'électorat primaire à 21 ans, abolition de toute condition de cens. Il suffisait donc d'avoir 21 ans, d'être domicilié depuis un an dans le département et de ne pas être en état de domesticité pour être admis à voter dans les assemblées primaires (1).

Voici comment s'exprime Mignet (2) au sujet du décret du 22 décembre 1889 :

« Tout, dans le nouveau plan, fut soumis à l'élection; mais celle-ci eut plusieurs degrés. Il paraissait imprudent de confier à la *multitude* le choix de ses délégués, et *illégal de ne pas l'y faire concourir*. On échappa à cette difficulté par la double élection.

» Il restait à régler l'institution de la commune. L'administration de cette dernière fut confiée à un conseil général et à une municipalité, composés de membres dont le nombre fut proportionné à la population des villes. *Les officiers municipaux furent nommés immédiatement par le peuple*, et purent seuls requérir l'action de la force armée.

» . . . L'exécution de ce plan, qui *organisait la souveraineté du peuple, qui faisait concourir tous les citoyens à l'élection de leurs magistrats, qui leur confiait leur propre administration*, etc. »

Citons enfin l'opinion de M. Taine (3) :

« Quelle que soit la place vacante, chacun des aspirants s'en croit digne, et un seul des aspirants peut l'obtenir. Il faut donc, en dehors de l'opinion que chaque candidat a de soi-même, poser une règle de préférence; dès les premiers jours, on l'a posée, et il n'y en a pas de meilleure: entre tous les concurrents qui demandent la place, celui-là sera choisi qui est le plus capable de la bien remplir. — Par malheur, pour choisir entre les concurrents, *on a institué, comme juge ordinaire, extraordinaire et suprême, la pluralité des Français adultes, mâles et comptés par tête, c'est-à-dire un être collectif où la petite élite intelligente est noyée dans la grosse multitude brute; de tous les jurys, c'est le plus incompetent, le plus aisément affolé et dupé, le plus incapable de comprendre les questions qu'on lui pose et les conséquences de sa réponse, le plus mal informé, le plus inattentif, le plus aveuglé par des sympathies ou antipathies préconçues, le plus volontiers absent, simple troupeau de moutons racolés, dont on peut toujours escroquer, violenter ou falsifier le vote, et dont le verdict, contraint ou simulé, est d'avance à la merci des politiciens. D'en bas et d'en haut, par les clubs et par le Gouvernement révolutionnaire, ceux-ci ont manœuvré en conséquence, de façon à s'imposer, eux et leurs préférés, au choix du peuple français. De là, en 1792 et 1799, le personnel républicain que l'on a décrit.* »

Peut-on, en présence de ces témoignages, nous imputer à grief d'avoir fait état des excès par lesquels le suffrage universel s'est signalé durant la période révolutionnaire ?

(1) JULES CLÈRE, *Histoire du suffrage universel*, p. 10. Paris, 1873.

(2) *Histoire de la Révolution française*.

(3) H. TAINÉ, *Les origines de la France contemporaine. Le Régime moderne*, t. I, pp. 321 et 322.

II.

« Nous n'avons pas le souvenir, dit la note (voir page 51), que le chef du cabinet ait manifesté, le 10 mars, quelque étonnement de ne voir ni les signataires de la proposition, ni l'opposition à laquelle tous appartiennent, prendre l'initiative d'une formule mettant en œuvre les idées constitutionnelles dont ils souhaitent l'avènement. » La mémoire des auteurs de la note les sert mal; ils pourront s'en convaincre en consultant les journaux du 11 mars, tant de gauche que de droite. Voici, notamment, comment s'exprime l'*Indépendance belge* au sujet de la séance de la section centrale de la veille :

« M. Beernaert, Ministre des Finances, est venu y exposer, ainsi que, du reste, il avait déjà fait, au moins en partie, dans la section dont il était membre, les vues du Gouvernement sur la revision de la Constitution.

» Il a exprimé son étonnement de voir l'opposition, à laquelle appartiennent tous les signataires de la proposition, ne point prendre l'initiative d'un débat pratique: les auteurs de la proposition se sont bornés à émettre des idées générales; ils n'ont point indiqué de formule qu'on puisse discuter et apprécier. »

La note résume ensuite (voir pages 52 et 53), en des termes qui ne s'écartent guère de ceux dont s'est servi le rapporteur, la partie de la discussion reproduite dans le Rapport sous la rubrique : Procédure adoptée par la section centrale (*Rapport*, page 29). Les deux versions ne diffèrent qu'en un point : d'après la note, l'avis émis par un membre de la section quant à la présentation d'un projet de loi applicable aux élections provinciales et communales et adopté, sous le bénéfice de certaines réserves, par la minorité, aurait été exprimé postérieurement à l'entrevue de M. le Président de la section centrale avec M. le Ministre des Finances, et aurait été provoqué par le résultat négatif de cette entrevue. C'est là une erreur. La version du Rapport est bien exacte. Ici encore nous invoquons le témoignage de l'*Indépendance belge*, dont les comptes rendus des séances de la section centrale ont été fort remarquables et méritaient de l'être. Dans l'article intitulé : *l'Opinion de M. Frère-Orban*, publié le 13 mars, ce journal établit très nettement et très exactement que c'est dans la séance du 11, le lendemain du jour où M. le Ministre des Finances avait présenté son exposé, que s'est produit entre les membres de la section l'échange de vues dont il s'agit. Or, c'est le 18 mars seulement (voir l'*Indépendance belge* et le *Journal de Bruxelles* du 19) que M. le Président de la section centrale fit part à ses collègues de la conversation qu'il avait eue avec M. le Ministre des Finances.

Le rapporteur ne peut non plus laisser passer, sans les réfuter, les critiques formulées par la minorité à l'encontre de la partie du rapport qui rend compte de la délibération consacrée au système capacitaire.

A en croire la note (voir pages 53 et 54), il résulterait du rapport :

1° Que la majorité de la section aurait écarté d'emblée le principe de cette loi;

2° Que le système de la loi de 1883 aurait été d'*avance* condamné à mort;
 3° Que la minorité n'aurait répondu que par le *silence* aux critiques générales faites de cette loi;

4° Que la minorité aurait adhéré *formellement* à la réprobation dont la loi de 1883 a été l'objet sur un point spécial;

Toutes choses contestées à bon droit par les auteurs de la note.

Or, il résulte des termes exprès du rapport que le principe de la capacité envisagée comme base du droit de suffrage ne fut écarté qu'*après une longue discussion* (*Rapport*, page 31), ce qui fait justice des griefs n° 1 et n° 3. Le rapport constate en outre que la droite a été spécialement réunie pour délibérer sur la question, ce qui exclut toute idée de parti pris et répond au grief n° 2. — Enfin nous n'avons pas dit que la minorité ait adhéré d'une manière formelle aux critiques dirigées contre certaines catégories de capacitaires; nous nous sommes borné à constater qu'elle n'a pas pris leur défense, ce que la note reconnaît du reste implicitement.

Afin de justifier des allégations qui surprendront sans aucun doute tous ceux qui se donneront la peine de parcourir le rapport avec quelque attention, les auteurs de la note sont obligés de rapprocher du compte rendu des délibérations de la section, l'opinion personnelle du rapporteur exposée par lui à la page 6 des considérations générales. Or, ce sont là deux ordres d'idées absolument distincts et qu'il importe de ne pas confondre. Le compte rendu qui fait l'objet des pages 29 à 31 du rapport a été rédigé loyalement et consciencieusement, à un point de vue purement objectif; si, *plus tard*, dans ses considérations générales, le rapporteur émet l'avis que vouloir rattacher au principe de la capacité les droits électoraux des *classes laborieuses* est une conception d'un caractère peu pratique — ce que les libéraux anglais avaient dit avant lui, — c'est apparemment que les arguments de la minorité ne l'ont pas convaincu, pas plus, du reste, qu'ils n'ont convaincu plusieurs des signataires de la proposition de revision; en toute hypothèse, il ne reconnaît à personne le droit de dire ou de laisser supposer qu'il aurait entrepris « dans un esprit d'hostilité préconçue » l'examen auquel a procédé la section centrale.

En résumé, nous sommes en mesure d'affirmer et de démontrer l'exactitude de toutes les énonciations du rapport, en tant qu'elles se rapportent aux délibérations de la section centrale. Pour ce qui est, au contraire, d'avoir péché par omission, nous avouons notre culpabilité : il entrainait en effet dans notre plan de ne faire qu'effleurer la discussion chaque fois que nous nous trouverions en présence de décisions nettement formulées et ayant fait l'objet d'un vote au sein de la section centrale.

Agir autrement, c'eût été noyer dans des redites et dans des considérations d'un intérêt purement rétrospectif les renseignements utiles et pratiques que d'aucuns pourront être tentés de rechercher dans le compte rendu des travaux de la section centrale. Il ne sera peut-être pas inutile de faire remarquer, puisque les auteurs de la note n'en ont tenu aucun compte, que la partie de ce compte rendu la plus écourtée est précisément celle qui a trait aux considérations longuement développées par le rapporteur lui-même en faveur du système de l'occupation.

Rappelons d'ailleurs que la lettre de M. le Président (voir page 46) invitait les membres de la section centrale à apporter au travail du rapporteur, particulièrement en ce qui concerne l'exposé des considérations qu'ils avaient développées au sein de la section, les corrections qu'ils jugeraient opportunes. S'il avait été répondu à cet appel, toutes récriminations eussent pu être évitées.

III.

« A toutes les bonnes fortunes qui remplissent déjà leur histoire, — écrivait Prevost Paradol, peu de mois avant la mémorable réforme électorale de 1867 qui assura l'émancipation politique des classes ouvrières du Royaume-Uni, — les Anglais joignent aujourd'hui ce privilège de voir venir de loin le suffrage universel, au lieu d'y être brusquement précipités, sans avoir eu le temps d'y songer, ni de se reconnaître. »

Le Parlement belge imitera-t-il la sagesse et la prévoyance du législateur anglais? Appréciera-t-il, comme le législateur anglais, ce qu'il y a de vraiment conservateur et de patriotique à élargir les cadres du corps électoral en raison des progrès de l'aisance et de l'éducation? Nos partis aussi sauront-ils oublier leurs querelles et chercher un terrain d'entente et d'union? Se décideront-ils, en assurant dans une légitime mesure la représentation de tous les groupes sociaux, à enlever toute base sérieuse à l'agitation révolutionnaire en faveur du vote général par tête, à reléguer le suffrage universel au rang des questions secondaires, impuissantes à troubler la paix et la prospérité du pays?

Tels sont les problèmes qui se dressent devant nous et que nous voudrions pouvoir résoudre affirmativement.

Dès 1865, la question du droit de suffrage fut posée en Belgique dans les mêmes termes qu'aujourd'hui : pas de réforme efficace, disait-on, si elle n'introduit dans la vie politique une partie de la classe ouvrière, si elle se borne à augmenter le nombre des électeurs de la bourgeoisie. Il faut que le droit de vote s'étende d'une classe à une autre; il ne suffit pas qu'il s'étende dans la classe où il existe déjà ⁽¹⁾.

En 1867, à propos du projet de réforme électorale réduisant de moitié le cens à la province et à la commune au profit de ceux qui auraient suivi un cours d'enseignement moyen de trois années, M. Van Humbeek déclarait que le projet n'ayant pas pour conséquence d'initier à la vie publique l'élite des classes ouvrières, ne méritait pas l'honneur d'un vote approbatif, ni l'indignité d'un suffrage négatif ⁽²⁾.

En 1870, MM. Buls, Graux, Picard et Vanderkindere, alors candidats à la Chambre, disaient : « Nous voulons la revision immédiate de l'article 47 de la Constitution et l'adjonction au corps électoral d'une partie considérable de la classe ouvrière ⁽³⁾. »

⁽¹⁾ EDMOND PICARD, *Histoire du suffrage censitaire en Belgique depuis 1830*. Bruxelles 1883, p. 61.

⁽²⁾ HYMANS, *Hist. parl.*, t. IV, p. 404.

⁽³⁾ *L'Indépendance belge*, numéro du 23 juillet 1870.

Au moment même où se réunissait la section centrale chargée d'examiner la proposition de revision constitutionnelle, la section de législation comparée de la Société d'études sociales et politiques inscrivait à son ordre du jour la question qui faisait à ce moment l'objet de toutes les préoccupations, et voici comment s'exprime, dans la préface du compte rendu des travaux de la section, un homme politique dont les idées n'ont jamais passé pour révolutionnaires, M. A. Couvreur, ancien vice-président de la Chambre des représentants, secrétaire général de la Société :

« En discutant ces questions, la Société d'études n'a pas d'autre but que de faciliter le travail du législateur. Elle lui apporte des matériaux. Elle prépare aussi l'opinion publique. Il ne faut pas que le pays se le dissimule. Il est en face d'une tâche plus délicate que ne l'était celle de 1830. La Belgique est à la veille d'enfanter un monde nouveau. Le quatrième État, *l'état ouvrier*, frappe à la porte et veut sa part de puissance. Ses rêves sont grands, ses impatiences vives. Comment y satisfaire? Où trouver la bonne route pour donner à tous les intérêts ce qui leur est dû, pour concilier le passé avec l'avenir, pour faire dériver en une évolution pacifique, par des lois prévoyantes et réparatrices, les résistances passionnées des uns, les illusions plus passionnées des autres? La sagesse, la modération, l'esprit de sacrifice n'y suffisent pas. Il y faut aussi la science et une moyenne d'opinion. Cette moyenne d'opinion existait en 1830; nous la cherchons encore aujourd'hui et nous ne pourrions la créer que par le travail et la bonne volonté de tous (1). »

Notre sentiment est conforme à celui dont nous venons de rappeler les expressions successives. Bien aveugle qui verrait uniquement dans la revision de la Constitution le moyen d'élargir, dans une certaine mesure, les cadres actuels du corps électoral, et qui, satisfait d'une solution bâtarde et incomplète, se ferait de la capacité électorale un idéal excluant, ou à peu près, certaines classes de la nation.

Il est vrai que, « constitutionnellement, il n'existe chez nous aucune distinction d'ordre » ou de classe, et que certains hommes politiques, dominés par la préoccupation d'une égalité en quelque sorte mathématique, se contenteraient « d'admettre à l'électorat un plus grand nombre de citoyens, s'ils sont reconnus aptes à prendre part à la vie publique » (*Note de la minorité*, p. 48), sans prendre aucun souci du milieu auquel appartiendraient ces nouveaux électeurs.

Tel ne saurait être notre avis. Nous pensons, au contraire, avec M. A. Prins (2), qu'« en politique il convient de ne pas faire de théorie pure, mais d'envisager la société telle qu'elle est. La société n'est pas un tourbillon d'atomes, une poussière livrée à tous les vents; elle est une grande fédération de forces sociales et d'intérêts sociaux. Ces forces, ces intérêts sont là depuis l'origine

(1) REVUE SOCIALE ET POLITIQUE publiée par la Société d'études sociales et politiques, Bruxelles, année 1891, n° 5, p. 440.

(2) ADOLPHE PRINS, *La Représentation des intérêts*, p. 12.

de la civilisation ; ils se dressent à travers les siècles comme des phares lumineux ; ils sont comme la membrure organique de l'humanité ; on peut dire que ce sont en quelque sorte ses nerfs et ses muscles. Voilà ce qui fait la civilisation, ce qui domine le monde et ce qu'il faut représenter. »

Au nombre de ces intérêts, il en est un, le travail manuel, agricole et industriel, représenté par le tiers de la population totale du pays ; le régime actuel le tient presque tout entier éloigné des comices. L'ouvrier ne paye ni patente, ni impôt foncier, et la loi du 9 août 1889 l'exempte de la contribution personnelle ; bien que supportant une large part des impôts de consommation, il lui est donc radicalement impossible de s'élever à l'électorat, à moins qu'il ne tienne cabaret — conséquence bizarre de la législation actuelle ! — ou qu'il ne réussisse à faire sa trouée dans les rangs de la petite bourgeoisie.

Cette possibilité pour l'ouvrier — pour certains ouvriers — de gravir les échelons de l'échelle sociale, a été considérée longtemps comme un argument à opposer aux revendications populaires. « Doctrine fautive et détestable ! écrit avec raison M. Picard (1), mais antisociale surtout, car un des principes qu'il faudrait le plus prêcher, est que l'homme ne doit pas avoir pour idéal de sortir de sa classe. Par la force des choses, ce phénomène se produira toujours dans des proportions suffisantes ; mais que l'ouvrier reste ouvrier, ayant la dignité de son utile condition, cherchant à l'améliorer dans son intérieur modeste, mais non pas à le désertier. C'est le seul moyen d'arriver à un prolétariat vraiment noble et moralisé. Et l'un des moyens le plus efficaces de lui donner cette situation régénérée, c'est de l'admettre au partage des droits politiques. »

Ajoutons que l'ouvrier est plus libre et plus indépendant que bon nombre de petits censitaires, et nous aurons, pensons-nous, achevé de montrer qu'une réforme constitutionnelle ayant pour objectif principal de donner au travail une très large représentation électorale, peut seule être envisagée comme une solution adéquate du problème posé devant le pays et devant les Chambres. C'est dans cet esprit large et vraiment national que nous avons le devoir d'examiner les systèmes électoraux en présence et d'apprécier les idées exposées dans la note de la minorité.

* *

La note entreprend la défense de la loi de 1883, et elle fait remarquer très justement que « les appréhensions que cette loi avait fait concevoir d'un côté ne se sont point réalisées, et que, de l'autre côté, l'attente des succès sur lesquels certaines personnes comptaient a été déçue » (*Note de la minorité*, p. 55).

Puisque l'on ne peut méconnaître que ces craintes et ces espérances furent également chimériques, n'en faut-il pas conclure que l'on aurait tort d'attribuer à des considérations d'ordre électoral l'opposition de la droite au système consistant à introduire dans la Constitution révisée les bases de la loi de 1883 ?

Si la vraie solution, quelle qu'elle soit d'ailleurs, du problème dont les

(1) EDMOND PICARD, *op. cit.*, p. 216.

Chambres vont aborder l'étude, implique l'exclusion du capacitarisme, n'est-ce pas que la question en jeu est, de sa nature, plutôt sociale qu'électorale? Nous ne nous exposons à aucun démenti en affirmant que, s'il en était autrement, la droite s'accommoderait fort bien du régime de la loi de 1883 expurgée de ses éléments frauduleux. Il ne saurait donc être question, comme le suppose la note, de préventions et de préjugés qui auraient survécu aux leçons de l'expérience; au surplus, le rapporteur, qui n'a été mêlé d'aucune façon aux luttes ardentes de 1883, se serait gardé avec soin — les auteurs de la note peuvent l'en croire — d'épouser une querelle s'inspirant de semblables motifs.

La note examine les trois sources auxquelles s'alimente le corps électoral capacitaire : les catégories, l'examen, l'école.

L'expérience a prouvé qu'en dehors de certains groupes bien nettement délimités, tels que les fonctionnaires de l'État et les porteurs de diplômes, le système des catégories prête à la fraude : il nous suffira de rappeler les abus auxquels donne lieu l'inscription sur les listes électorales des contre-maîtres et des fonctionnaires communaux à 4,500 francs de traitement. Au surplus, et au point de vue spécial de l'attribution du droit électoral aux classes laborieuses, le rendement du système devrait être réputé nul, puisqu'en aucune hypothèse il ne serait possible de maintenir au nombre des catégories privilégiées celle des contremaitres.

Les auteurs de la note semblent ne point s'être rendu compte de l'acceptation quelque peu ironique dans laquelle le rapporteur a appliqué le terme de *lettrés* aux ouvriers qui entreraient dans le corps électoral soit par la porte de l'examen, soit en vertu du savoir lire et écrire. Ils ont toujours, disent-ils, considéré l'examen capacitaire « comme une digue opposée à la plus grande ignorance, et rien de plus. *Tous* peuvent obtenir le droit de suffrage; personne n'est exclu, si ce n'est pour cause d'indignité, mais à une condition : c'est de prouver que l'on possède au moins les connaissances de l'instruction primaire ».

Si l'examen avait réellement le caractère d'une épreuve accessible *au plus grand nombre*, s'il n'avait d'autre but que de retenir au passage la fraction la plus ignorante et, nous nous empressons d'ajouter, *la moins nombreuse* de la classe ouvrière, peut-être, bien que le rapporteur n'en soit pas partisan, y aurait-il lieu de discuter le mérite de ce système, non point comme condition principale, mais comme condition seconde de l'électorat. Mais l'expérience a parlé, et elle a mis en pleine lumière le « caractère peu pratique de cette conception ». Elle ne permet plus de soutenir sérieusement que *tous* peuvent obtenir le droit de suffrage et que l'examen aurait pour effet de le généraliser.

Voici comment s'exprime à ce sujet un ancien ministre, collègue de M. Frère-Orban dans le cabinet de 1883, M. Olin⁽¹⁾ : « J'ai été partisan du capacitarisme, mais le capacitarisme, inauguré en Belgique par la loi 1883, n'a pas donné les résultats que l'on en attendait. Depuis 1883, 60,000 per-

(¹) *Revue sociale et politique*, 1891, n° 5, pp. 55 et 56.

sonnes ont passé l'examen légal. *On s'est heurté à une indifférence, à une inertie complète.* Le corps électoral qu'il s'agit de constituer renfermera sans doute des illettrés, mais ils seront peu nombreux. N'y en a-t-il point dans le corps électoral censitaire? »

L'examen électoral n'est vraiment en honneur que dans les localités où les forces des partis se balancent à peu près et où, par conséquent, les luttes politiques revêtent un caractère d'âpreté extrême. On y stimule la création de capacitaires en vue de s'assurer une majorité; le plus souvent le candidat ne s'assimile pas les notions, toutes superficielles, qu'on lui inculque pour les besoins de l'examen; après quelques années, le degré d'instruction du capacitaire est redescendu au niveau de ce qu'il était antérieurement à cette préparation de serre chaude. A en croire la note, les 60,000 capacitaires par examen appartiendraient presque tous à la classe laborieuse; les renseignements que nous possédons nous imposent le devoir de contester absolument cette allégation, mais, en fût-il autrement, encore serions-nous fondés à dire que le système de l'examen n'est pas, à tout prendre, beaucoup plus démocratique que celui des catégories. L'une et l'autre source sont d'une insuffisance absolue pour l'octroi du droit électoral aux classes laborieuses. Notons encore que la majorité électorale devant être portée à 25 ans, il y aurait lieu, logiquement, de retarder l'âge auquel les candidats sont admis à se présenter à l'examen capacitaire; de là, une nouvelle entrave.

Reste le troisième moyen d'alimenter le corps électoral capacitaire : l'école. On lui demande actuellement peu de chose. Comme le dit la note, l'arène est ouverte à ceux qui ont obtenu un nombre déterminé de points dans les concours entre les élèves des classes supérieures des écoles primaires, publiques ou privées. D'après la législation de 1883, modifiée depuis, il fallait, pour être admis à se présenter à l'examen capacitaire, justifier de la fréquentation de l'école pendant le temps déterminé par la loi.

Faire de l'école la source de la capacité électorale, que l'on se contente de la simple fréquentation ou que l'on s'en tienne au concours, c'est, selon nous, procéder d'après une conception erronée des garanties à exiger de l'électeur. Ces garanties doivent logiquement correspondre à une situation *de fait*, dont l'administration a pour devoir de contrôler l'existence à l'occasion de la révision périodique des listes électorales, et non point se rapporter à une époque antérieure de 10 ou 15 ans à l'exercice, par le citoyen, de ses droits électoraux. Un enfant ayant à l'âge de 12 ans remporté des succès à l'école primaire peut, à sa majorité, ne plus remplir aucune des conditions auxquelles la société est en droit de subordonner l'exercice du droit électoral.

Cette objection capitale suffirait à faire rejeter le système. Mais une autre considération encore doit nous engager à le repousser d'une manière absolue. Les questions d'enseignement forment le point le plus délicat de nos divisions politiques. Comment songer à y rattacher le droit électoral qui, dans l'intérêt de tous, dans l'intérêt des minorités du jour comme des minorités de demain, doit être à l'abri des entreprises de l'esprit de parti? Comment,

d'autre part, concilier les légitimes exigences de la liberté d'enseignement avec les garanties plus ou moins sages, plus ou moins nécessaires, auxquelles la loi subordonnerait sans doute l'exercice du droit électoral dérivant, à un titre quelconque, de la fréquentation scolaire ?

On se heurte forcément, en cette matière, à de multiples difficultés qui ne permettent pas d'entrevoir l'accord des partis sur un terrain aussi brûlant.

Inefficace — nous croyons l'avoir démontré — au point de vue de l'attribution du droit de suffrage aux classes ouvrières, le capacitarisme est-il de nature à renforcer le corps électoral par l'introduction d'autres éléments sains et recommandables, auxquels un régime différent, l'occupation par exemple, ne ferait point place ? Il importe d'autant plus d'examiner ce point, qu'il sera ainsi répondu à l'allégation de la note que voici :

« Ce que l'on veut, c'est exclure du corps électoral des milliers de citoyens qui n'y ont été admis qu'au seul titre des preuves de capacité qu'ils ont données.

» On a répondu dans le sein de la section centrale qu'ils y rentreraient par l'occupation. Alors pourquoi changer ? C'est que, en réalité, il sera loin d'en être ainsi : un très grand nombre d'électeurs actuels resteraient exclus du corps électoral et les autres seraient noyés dans la masse ignorante. »

Ce même sujet a été traité avec une rare compétence, il y a bien près d'un quart de siècle, par un homme politique très au courant de la législation et des mœurs de l'Angleterre.

M. A. Couvreur s'était dit avec raison que par la division des cotes personnelles, et par la répartition de l'impôt entre le propriétaire ou le locataire principal et ses sous-locataires, il y aurait eu moyen d'augmenter dans une assez large mesure le nombre des contribuables et, par voie de conséquence, le nombre des électeurs ; il opposait ce système, qui avait à ses yeux le grand avantage de ne pas s'écarter de la base constitutionnelle du cens, au principe de l'adjonction des capacités, principe qui devait, selon lui, aboutir fatalement à des complications, à des inégalités et à des injustices.

Voici d'ailleurs comment s'exprimait M. Couvreur ⁽¹⁾ :

« L'introduction de ce système de la subdivision des cotes dans la contribution personnelle, outre les avantages que le fisc en retirerait, atteindrait un double but. D'abord il n'innoverait rien à la base de la capacité électorale; en second lieu, *il permettrait de déblayer le terrain de la question si compliquée des capacités.* Au lieu de procéder à la création de nouvelles catégories de privilégiés, espèces de mandarins plus ou moins savants, plus ou moins diplômés, comme le veulent les partisans du système des capacités, nous n'aurions, comme par le passé, que des censitaires. Toutes les capacités réelles : avocats, patentés ou non, avoués, médecins, professeurs, employés publics et privés, jouissant de 1,500 francs d'appointements, seraient électeurs. Que de complications évitées, tout en faisant droit à toutes les réclamations fondées ! Je dis fondées, Messieurs, parce que *les capacités qui pourraient se trouver*

(1) *Annales parlementaires*, Chambre des Représentants, séance du 20 mars 1867, p. 679.

exclues ne seraient que celles qui n'ont pas créé d'établissement pour leur propre compte. Ce sont des exceptions, et l'on ne fait pas de lois pour les exceptions. Celles qui voudraient cesser de l'être en trouveraient les moyens en créant un établissement indépendant. Or, c'est dans cet établissement indépendant et dans la famille, qui en est la conséquence que l'État et la commune doivent trouver leurs meilleures garanties. »

Nous avons à peine besoin de faire remarquer combien le système de l'occupation est plus favorable à l'extension du droit électoral que celui de la division des cotes; il nous suffira de rappeler que le premier n'exclut même pas les immeubles non imposés à la contribution personnelle. Toute l'argumentation de M. Couvreur aurait gagné singulièrement en puissance s'il avait pu lui donner comme base le système si libéral auquel s'est ralliée la section centrale; aussi pouvons-nous, *a fortiori*, proclamer que ce système permet de renoncer au capacitarisme sans léser aucun droit électoral vraiment digne d'intérêt.

Nous avons parlé déjà de l'étude fort consciencieuse et très intéressante à laquelle s'est livrée la section de législation comparée de la Société d'études sociales et politiques; les représentants des opinions, des systèmes, des partis politiques les plus divers s'y sont unis dans une même recherche scientifique. Les procès-verbaux des travaux de la section ⁽¹⁾ révèlent que tous les systèmes : suffrage universel pur et simple, suffrage universel mitigé, occupation, représentation des intérêts, y ont trouvé des défenseurs, sauf le capacitarisme. Nous avons cité l'opinion de M. Olin; un ancien député de Bruxelles, M. Vanderkindere ⁽²⁾, s'est exprimé dans des termes analogues.

En Angleterre, le système capacitaire fut inscrit à deux reprises par Disraëli dans les projets de réforme électorale présentés par lui au Parlement; il fut chaque fois violemment combattu par les libéraux, sous la direction de Gladstone, et il échoua définitivement en 1867.

Mais de toutes les condamnations lancées contre le capacitarisme, la plus formelle, peut-être, émane indirectement des auteurs mêmes de la note. « Le suffrage universel, disent-ils (*Note de la minorité*, p. 51), offre une action si vaste aux *politiciens* qui, sans être ou avoir été jamais ouvriers, se prétendent les seuls vrais défenseurs des intérêts des ouvriers, et M. Taine voit parmi eux « tant de *charlatans et intrigants, médecins ou avocats de quatrième ordre, lettrés de rebut, demi-lettrés d'estaminet, parleurs de club et de coterie* prêchant les dogmes nouveaux de la politique », qu'il n'hésite pas dans son dernier ouvrage, *le Régime moderne*, « à considérer le suffrage universel comme une des causes forcées de la déchéance et de la désorganisation de la France. »

Est-ce que ces charlatans et ces intrigants, ces lettrés de rebut et ces demi-lettrés d'estaminet ne seraient pas tous électeurs de par le capacitarisme, aux

⁽¹⁾ *La Revision de la Constitution belge*. Bruxelles, J. N. Lebègue et C^{ie}.
Revue sociale et politique, 1891, n° 5.

⁽²⁾ *Revue sociale et politique*, 1891, n° 5, pp. 461 et 462.

lieu et place « des ouvriers dont ils se prétendent les seuls vrais défenseurs » ? Et que dire d'un régime apprécié de pareille façon par ses protagonistes eux-mêmes ? Imposez au contraire à ces lettrés et demi-lettrés, imposez-leur un foyer, surtout un foyer stable, l'habitation continue, pendant un an, d'un même logis qui ne soit pas une simple chambre, la plupart d'entre eux disparaîtront des listes pour faire place au petit bourgeois, à l'ouvrier probe et laborieux, aux meilleurs éléments qu'il importe d'introduire dans le corps électoral.

*
*
*

Examinons maintenant les critiques dirigées par la note contre le système de l'occupation ou, pour parler plus exactement, contre l'attribution du droit de suffrage en raison de l'habitation.

« Au moment où la Belgique, écrit M. Paul Hymans (1), fatiguée d'un régime électoral qui a duré soixante années et dont il faut bien reconnaître qu'elle n'a pas eu toujours à se plaindre, s'apprête à réaliser une réforme destinée à modifier les conditions essentielles de son existence politique, il y a quelque profit, pour les hommes qui ont mission d'en assurer l'accomplissement et d'y préparer l'esprit public, à se tourner vers un grand pays voisin, qui a été le berceau et est resté la terre légendaire des institutions représentatives, et à prendre conseil de son histoire et de son expérience. »

L'utilité de semblable étude ne sera pas contestée, pensons-nous, aujourd'hui surtout que la section centrale, d'accord avec le Gouvernement, propose d'emprunter à la législation anglaise de 1867 et de 1884 la notion du *household suffrage* et de faire de l'habitation la base principale de la capacité électoriale.

La codification des dispositions nombreuses dont dépend, en Angleterre, l'octroi du droit de suffrage n'a jamais été entreprise, et il n'est point aisé de se diriger dans le dédale de cette législation électoriale qui apparaît comme la plus compliquée qui soit au monde. Aussi la plupart des auteurs qui l'ont commentée ont-ils versé dans quelque erreur, ce dont un exemple typique nous est fourni par le document parlementaire n° 45^o (2), qui, à la page 44, entre autres inexactitudes, fait dépendre d'un revenu ou loyer de 10 livres sterling le droit de vote des *householders*, confondant ainsi ce droit avec celui des occupants d'une terre ou d'un bâtiment ne servant pas d'habitation.

Il nous a donc paru utile d'annexer au rapport un résumé de l'intéressant travail de M. Hymans qu'antérieurement déjà, grâce à l'obligeance de l'auteur, le rapporteur avait eu l'occasion de communiquer en épreuves à la section centrale. Ce résumé respecte fidèlement la phrase de l'auteur; le rapporteur s'est borné à retrancher de la partie historique ce qui ne lui semblait pas indispensable à l'intelligence du sujet, et à annoter quelques passages.

Le travail de M. Hymans est cité à diverses reprises par les auteurs de la

(1) PAUL HYMANS, Les réformes parlementaires en Angleterre et la législation électoriale anglaise. *Revue de Belgique*, avril et mai 1891.

(2) CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS, session de 1890-1891, Recueil des législations électoriales étrangères : Grande-Bretagne et Irlande.

note, mais il ne semble pas que ceux-ci en aient fait une étude suffisamment attentive. C'est ainsi, par exemple, qu'ils l'invoquent bien à tort, pour essayer d'établir que M. le Ministre des Finances se serait trompé en affirmant que l'Angleterre est redevable de l'importante réforme de 1884 à l'accord de ses deux grands partis politiques.

Il est bien vrai qu'en 1867 une tentative de conciliation échoua, comme le dit la note, mais, en 1884, « à la Chambre des lords, le comte Granville, au nom du cabinet, annonça que celui-ci était disposé à entrer en négociations avec le parti conservateur pour arriver à une solution amiable du problème capital de la répartition des sièges.

» L'invitation fut acceptée, et l'on vit — mémorable et instructif exemple d'entente féconde des partis sur une question d'intérêt national — trois ministres : Gladstone, lord Hartington et sir Charles Dilke, d'une part, sir Stafford Northcote et lord Salisbury, les leaders de l'opposition conservatrice à la Chambre des communes et à la Chambre des lords, d'autre part, délibérer, dans un esprit de conciliation patriotique, pour aboutir à un accord grâce auquel l'accomplissement de la réforme électorale fut définitivement assuré⁽¹⁾. » (Annexe G, p. 119.)

« C'est toujours une entreprise périlleuse et délicate que de porter la main sur l'organisation représentative d'un pays. Il semble qu'elle doive soulever les plus violentes colères, provoquer les accusations et les soupçons les plus amers. Il paraît impossible qu'un gouvernement s'y aventure sans s'exposer au reproche de faire œuvre de parti. En Belgique, il ne pourrait en être autrement. En Angleterre, la loi de 1885 (*Redistribution Act*) n'a pas eu ce sort difficile. C'est qu'elle y est précisément issue de l'accord du Gouvernement et de la minorité. Lord Salisbury et sir Stafford Northcote y collaborèrent avec Gladstone, lord Hartington et sir Charles Dilke. De leurs conférences sortit une œuvre loyale et sincère, dépourvue des ordinaires faiblesses de toute législation de ce genre⁽²⁾. » (Annexe G, p. 128.)

D'après les auteurs de la note, le régime anglais s'adapterait mal aux mœurs politiques de la Belgique. Il serait en opposition avec toute notre législation antérieure; le milieu où il fonctionne à la satisfaction de tous ne serait pas comparable au nôtre, principalement au point de vue de l'instruction; enfin, les conditions qui caractérisent le droit qu'on veut faire dériver de l'habitation, seraient, dans le système du Gouvernement et de la section centrale, le contre-pied de ce qu'elles sont en Angleterre.

Examinons successivement chacune de ces objections.

Pour ce qui est de la première, dès 1867 le Parlement belge en entendait la réfutation. En effet, un des orateurs les plus distingués de la gauche, après avoir fait remarquer que la Constitution doit être interprétée non seulement dans ses termes, mais dans son esprit, que ce qu'elle proscriit pour les élections générales ne peut être admis pour les élections spéciales, et après avoir rappelé que les débats mêmes du Congrès fournissent la preuve qu'elle a entendu

(1) PAUL HYMANS, *op. cit.*, p. 31.

(2) *IBID.*, *op. cit.*, p. 48.

n'accorder aucun privilège aux capacités en matière électorale, poursuivait ainsi : « Les conditions d'ordre, de stabilité, en même temps que d'esprit de progrès, que doit réunir tout bon corps électoral, nous les avons cherchées, nous, dans un cens jadis très élevé; l'Angleterre, plus ancienne que nous dans la pratique de la vie constitutionnelle, les avait trouvées dans le loyer.

» Si l'on pouvait choisir entre ces deux bases, je me prononcerais peut-être pour celle en vigueur chez nos voisins d'outre-mer.

» Le loyer, c'est le signe représentatif de la famille créée; le loyer, c'est le foyer, c'est la preuve d'un capital préexistant ou d'un travail régulièrement et laborieusement poursuivi. Le loyer suppose un établissement, un mobilier, toutes garanties excellentes, que ne vous donne pas toujours le cens avec les fraudes auxquelles il ouvre la porte.

» Si briser avec des traditions, des habitudes, des lois en vigueur, ne présentait pas de graves inconvénients, il serait intéressant de rechercher jusqu'à quel point il est possible d'améliorer les lois électorales en substituant à la base du cens la base du loyer. En examinant l'organisation de nos impôts, *on ne tarde pas à reconnaître qu'on peut parfaitement concilier les deux bases* (1). »

Voici qui est plus formel encore. La proposition de loi de MM. Malou et consorts portant extension du droit de suffrage dans les limites constitutionnelles, déposée le 14 décembre 1881, stipulait, dans son article 12, que les citoyens occupant une maison d'un revenu cadastral déterminé seraient électeurs provinciaux ou communaux sans devoir justifier de la possession du cens. Le 15 décembre, M. Malou défendit cette disposition dans les termes suivants :

« Cette idée est empruntée au régime anglais. La Constitution détermine la nature et le chiffre minimum du cens pour les élections législatives; elle laisse toute liberté au législateur quant à l'électorat pour la province et pour la commune.

» Si, d'après le texte pris à la lettre, il pourrait abuser de sa liberté pour abolir le cens à ces deux degrés, nous pensons qu'il ne doit pas le faire; mais il peut en user pour *représenter la base du cens sous une autre forme que le paiement d'une certaine somme au trésor public*. En ce cas, il n'y aurait pas simultanément en vigueur deux principes opposés et qui ne peuvent logiquement coexister : *il y aurait deux applications différentes du même principe*.

» Le cens est la base constitutionnelle, comme étant le signe de l'aisance, de l'intérêt à la chose publique et aussi la présomption fondée d'un certain degré d'intelligence des devoirs du citoyen actif. *L'occupation d'une maison d'un revenu cadastral déterminé est aussi un signe de l'existence des mêmes conditions*. En l'adoptant, à titre de base en quelque sorte auxiliaire de l'électorat pour la province et pour la commune, nous pourrions associer à la vie politique, comme on a réussi à le faire en Angleterre, l'élite des classes ouvrières et bon nombre de ceux qu'on a appelés les honorables parvenus

(1) CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS, séance du 20 mars 1867 : discours de M. Couvreur.

du travail, sans attendre qu'ils soient devenus censitaires à 20 ou à 10 francs. »

M. Woeste fut chargé de faire rapport sur la proposition de loi de MM. Malou et consorts. Voici comment il s'exprima au sujet de cet article 12 :

« Cet article est emprunté à la législation anglaise. Il appelle à faire partie du corps électoral provincial et communal des citoyens qui ne payent aucun cens ou un cens moindre que 20 et 10 francs. A ce point de vue, il semble en opposition avec la base fondamentale de notre régime électoral. Mais, quand on se pénètre de l'innovation qu'il consacre, on reconnaît bientôt que *le désaccord est plus apparent que réel*. Pourquoi, en effet, la loi a-t-elle exigé jusqu'ici des électeurs aux trois degrés le paiement d'un cens comme condition de l'électorat? Parce qu'elle a vu dans ce paiement, ou plutôt *dans la possession des bases sur lesquelles l'impôt est assis*, un signe d'aisance. Or, il est incontestable que *celui qui occupe une maison d'un certain revenu cadastral offre la même présomption d'aisance que celui qui paye un cens de 20 ou de 10 francs.* »

Les raisons exposées par MM. Couvreur, Malou et Woeste ne laissent rien subsister du premier argument invoqué par la note de la minorité.

En fait, « le système électoral de l'Angleterre, quoique infiniment plus étendu que le nôtre, n'est qu'une forme très large et très démocratique de l'idée du cens ⁽¹⁾ » (annexe G, p. 129), et nous n'hésitons pas à affirmer que l'attribution de la capacité électoral à raison de l'habitation est la seule formule qui permette de conférer le droit électoral aux classes ouvrières tout en restant dans l'esprit de la Constitution.

La seconde objection, déduite du nombre des illettrés, n'est pas faite davantage pour nous convaincre. Nous avons prouvé (annexe G, p. 120, note du rapporteur) que le chiffre des illettrés est beaucoup moins élevé en Belgique, aujourd'hui, qu'il ne l'était en Angleterre à la veille de la réforme de 1867. Pourquoi donc redouterions-nous ce qui n'a pas fait peur à nos voisins? La situation ne s'améliore-t-elle pas de jour en jour? N'avons-nous pas montré que la proportion des miliciens ne sachant pas lire et écrire s'élevait à 50.85 % en 1843, et que cette proportion est descendue au-dessous de 16 % en 1890?

En aucune hypothèse, d'ailleurs, l'objection tirée de la proportion plus ou moins considérable des illettrés ne suffirait à justifier la condamnation du système de l'occupation; tout au plus s'expliquerait-on que ceux qui la formulent se rallient à l'avis de certains hommes politiques favorables à l'attribution du droit de suffrage en raison de l'habitation, mais qui voudraient y joindre le savoir lire et écrire comme condition seconde de l'électorat. Aussi bien, telle est l'attitude que semble avoir adoptée un des auteurs de la note.

Mais à l'égard des tenants de cette opinion, nous avons à faire remarquer, en présence des progrès constants de l'instruction, que le moment approche

(1) PAUL HYMANS, *op. cit.*, p. 50.

où l'obligation électorale du savoir lire et écrire n'aurait plus guère de raison d'être. Donc, quant aux effets salutaires qu'on s'en promet, elle serait presque sans objet, mais elle serait funeste, au moins à présent, quant aux résultats que produirait la représentation électorale de l'élément ouvrier. En effet, d'après le dernier recensement connu, celui de 1880, le nombre des illettrés est doublé selon qu'il s'agit d'hommes de 20 à 30 ans ou d'hommes ayant dépassé 30 ans. Personne ne soutient — la note de la minorité en fait foi (voir page 56) — que l'expérience ne compense chez ceux de cette dernière catégorie l'oubli ou l'ignorance du savoir lire et écrire. Pourquoi écarter *a priori* les citoyens en qui l'on est assuré de rencontrer le jugement le plus sain ?

Abordant l'examen de la *household franchise*, la note s'efforce de représenter cette base de la capacité électorale comme accessible seulement à une fraction relativement restreinte de la classe ouvrière :

« L'occupation d'une maison ou partie de maison ne confère le droit électoral que si la maison est soumise à la taxe des pauvres... Le droit électoral est rigoureusement subordonné au paiement de la taxe des pauvres. Cette taxe, établie sur le revenu net des immeubles, est due, non par le propriétaire, mais par l'occupant... Elle se monte à la somme énorme de 370 millions de francs. En Belgique, l'impôt foncier est de 23,867,741 francs. Il devrait être de 90 millions, eu égard au nombre des habitants dans les deux pays, pour équivaloir à la taxe des pauvres... Dans les bourgs, l'occupant doit avoir acquitté, outre la taxe des pauvres, toutes les taxes communales dont il est grevé... On admet que le bailleur peut payer à la décharge de l'occupant sa dette d'impôts, à moins qu'il n'agisse dans une intention frauduleuse et corruptrice. » (*Note de la minorité*, pp. 58 et 59).

Ce tableau, fortement poussé au noir, pêche par omission, contient des inexactitudes et ne tient aucun compte des facilités d'inscription de tous genres acquises à l'électeur soit en vertu du texte même de la loi, soit en raison de la jurisprudence aujourd'hui complètement fixée. On n'y fait mention ni de la *service franchise*, ni de la *lodger franchise*, deux modalités de la *household franchise* qui n'imposent à l'occupant le paiement d'aucune espèce de taxe (1); on n'y révèle pas que toutes les maisons sont imposées à la taxe des pauvres, quelque faible que soit leur revenu, et qu'en thèse générale, quand il s'agit de maisons de faible loyer, c'est le propriétaire qui paye la taxe et non le locataire occupant; c'est erronément qu'on y fait dépendre la capacité électorale des *householders*, dans les bourgs, du fait d'avoir acquitté toutes les taxes communales (*assessed rates*) dont ils sont grevés : cette obligation est imposée aux seuls occupants de terres ou de bâtiments ne servant pas d'habitation (2), c'est-à-dire à ceux dont le droit électoral ne découle pas de la *household franchise* et dont il n'y a pas lieu, dès lors, de s'occuper ici.

Une réflexion fort simple — celle que suggère tout naturellement l'étendue

(1) ROGERS, *On elections*. Part I, pp. 30 et 31.

(2) *Ibid.*, *op. cit.*, p. 130.

du corps électoral en Angleterre — aurait dû révéler aux auteurs de la note l'inanité de leur thèse. Comment une loi, énervée par toutes les restrictions que lui attribuent les auteurs de la note, eût-elle pu produire près de six millions d'électeurs, soit un électeur pour six habitants? La vérité, c'est que « le droit électoral a été étendu à l'immense majorité des classes ouvrières. Seuls, peut-on dire, les éléments instables et nomades ont été exclus. » (Annexe G, page 127).

Si probante que soit cette considération, nous tenons à donner encore plus de poids à nos affirmations en les appuyant sur des documents que leur caractère officiel abrite contre toute contestation, contre tout démenti. Nous reproduisons en note (1) un document de date toute récente, émanant du *Local Government Board* et dont l'original se trouve entre nos mains. Voici, d'autre part, la lettre adressée, il y a quelques semaines à peine, par sir Charles Dilke, l'ancien collègue de Gladstone dans le cabinet de 1884, à M. Aug. Couvreur :

« C'est une erreur communément répandue en Belgique, que notre principal droit de suffrage repose sur le paiement d'un loyer de 10 livres. Ce droit de suffrage existe bien chez nous: c'est le droit de suffrage créé par la loi de 1852 (2), mais il n'est plus qu'une base accessoire. La vraie base est le suffrage d'occupation (3), et le plus pauvre parmi les pauvres peut en bénéficier. Il suffit que son propriétaire paye pour lui la taxe des pauvres.

» Toutefois, celui-ci n'a pas le droit de payer ou de ne pas payer la taxe pour ses occupants. Cela entraînerait des abus. *En général, dans cette classe de petits propriétaires, ceux-ci font des arrangements avec les autorités locales, en vertu desquels ils payent toutes les taxes en une seule fois, avec un rabais de 20, 25 et même 30 %.* Il doivent fournir des relevés donnant les noms de tous leurs sous-tenanciers. Ce relevé sert à la rédaction de la liste des électeurs. Les sous-tenanciers y sont inscrits comme *rate-payers*, en vue des élections locales.

» Un manouvrier peut donc être électeur, pourvu qu'il occupe une maison appartenant à autrui; *il peut ne payer ni loyer, ni taxes, n'être ni propriétaire, ni locataire (4).* Expliquez cela à vos lecteurs, et dites-leur bien que notre suffrage est un *household suffrage* pur et simple très étendu, *sans base d'argent, puisqu'il s'applique aux occupants de locaux dont les taxes sont payées par d'autres.*

» N'oubliez pas que nous avons aussi la franchise des locataires (5). Nous

(1) « Ordinary workmen's houses are, like all other lands and houses, rated to the poor rate. In certain cases, however, of houses of small annual value the owner may be rated instead of the occupier, but the payment of the poor rates by the owner does not affect the claim of the occupier to the electoral franchise. For this purpose the rate though actually paid by the owner is deemed to be paid by the occupier. »

Local Government Board, Whitehall, London. 29 sept. 1891.

(2) *Occupation franchise.* Voir annexe G, p. 121.

(3) *Household franchise.* Voir annexe G, p. 122.

(4) *Service franchise.* Voir annexe G, p. 122.

(5) *Lodger franchise.* Voir annexe G, p. 122.

entendons par ce mot *lodger*, toute personne occupant un logis, lorsque le propriétaire ou le principal locataire habite les lieux ou se réserve un contrôle. Dans ce cas, le *lodger* doit payer un loyer de 4 shellings par semaine ou de 10 livres par an pour son logement (non garni). Si le propriétaire ou le principal locataire demeure, disons dans la maison à côté, les *lodgers* occupant les mêmes locaux deviennent des *householders* et, dans ce cas, il n'y a plus de base d'argent pour leur droit électoral (1). »

Cette lettre, qui émane d'un des principaux auteurs de la loi de 1884, est décisive et définit très nettement le caractère de la législation anglaise : un *household suffrage* pur et simple, dans le fonctionnement duquel l'impôt ne joue qu'un rôle tout à fait accessoire.

Les auteurs de la note semblent, au surplus, avoir perdu de vue que la vraie garantie présentée par le *household suffrage* réside dans la durée de l'occupation, c'est-à-dire dans la stabilité du foyer, bien plus que dans le paiement d'une taxe ne représentant, après tout, qu'une quotité relativement minime de la valeur du loyer. Cet aspect fort intéressant de la question a été parfaitement saisi par M. Hymans dans l'appréciation qu'il donne de la législation anglaise. (Annexe G, p. 127.)

Pour montrer clairement combien les auteurs de la note sont peu fondés à prétendre que, entre le système anglais et le système auquel la section centrale s'est ralliée, l'analogie n'existe que dans les mots, nous avons tenu à mettre en regard des dispositions de la loi anglaise la formule destinée à servir de base à la loi belge. Nous avons, à cet effet, dressé le tableau que voici :

(1) *Revue sociale et politique*, 1891, n° 5, p. 553.

Attribution de la capacité électorale en raison de l'habitation.
Household suffrage et ses dérivés.

ANGLETERRE.

Est électeur :

1° Celui qui occupe une maison ou une partie de maison, de n'importe quel loyer ou revenu, à titre de propriétaire ou de locataire principal (*household franchise*);

2° Celui qui occupe à titre gratuit, à raison de ses fonctions, une maison de n'importe quel revenu (*service franchise*);

3° Celui qui occupe une chambre ou appartement, d'un loyer net ⁽¹⁾ annuel d'au moins dix livres sterling, pris en location d'un propriétaire ou d'un locataire principal habitant la maison ou y ayant un gérant (*lodger franchise*);

A condition que l'occupation de la même maison ou partie de maison, ou du même appartement ⁽²⁾, ait eu une durée d'au moins un an à la date du 15 juillet.

Les électeurs à raison de la *service franchise* et de la *lodger franchise* ne sont tenus au paiement d'aucune taxe; pour jouir de la *household franchise*, il faut que la taxe des pauvres, s'il en existe dans la localité où est situé l'immeuble, ait été acquittée soit par le locataire, soit par le propriétaire, à moins que la maison n'appartienne à la Couronne ou ne soit, pour quelque autre motif, exempté de la taxe.

Les *lodgers* doivent avoir résidé d'une manière effective, pendant un an, dans l'appartement occupé par eux. Ils ne sont pas inscrits d'office sur les listes, mais doivent réclamer leur inscription.

(1) On entend par loyer net ce que peut rapporter l'appartement loué non garni, déduction faite de toutes charges locatives.

(2) Des appartements occupés successivement dans la même maison sont considérés comme un même appartement, à condition que chacun d'eux soit d'une valeur locative nette de 10 livres sterling.

BELGIQUE.

Serait électeur :

Celui qui occupe à un titre quelconque depuis un an au moins, au moment de la formation des listes électorales, une même maison ou une même partie de maison d'un revenu cadastral minimum de, ou d'une valeur vénale ⁽¹⁾ minimum de (Rapport, page 35).

(1) Si la valeur vénale était prise pour base, elle devrait se calculer, pour chaque habitation, sur le pied du revenu cadastral et du multiplicateur officiel.

On le voit, les deux systèmes s'inspirent exactement des mêmes principes : c'est le vote par ménage, par *home*, par *feu*, substitué au vote par tête; c'est l'exercice du droit de vote subordonné à la fixité, à la stabilité du foyer.

Certes, les détails diffèrent, mais ces différences découlent tout naturellement de celles que l'on constate dans le droit public et dans la législation fiscale des deux nations.

C'est ainsi que la puissante organisation de l'assistance publique en Angleterre dispense de la fixation d'un minimum de loyer ou de revenu : les secourus, tous ceux qui ne trouvent pas à vivre de leur travail, sont rigoureusement écartés des urnes.

En Belgique, au contraire, surtout dans l'état actuel de nos mœurs politiques, il ne serait pas bon de mettre aux mains des administrations charitables, lesquelles dépendent directement des communes et ne disposent pas, dans la plupart des cas, de ressources suffisantes, la faculté de faire ou de défaire des électeurs en refusant ou en octroyant des secours. C'est donc par voie de présomption qu'il convient de procéder, et, dès lors, quoi de plus rationnel que d'attribuer la capacité électorale à celui qui peut consacrer au paiement de son loyer un minimum à déterminer, dont l'évaluation légale serait fournie par le revenu cadastral de la maison ou de la partie de maison habitée?

Les conditions spéciales qui restreignent en Angleterre le droit de vote des sous-locataires de chambres ou d'appartements, méritent une mention spéciale; nous aurons à y revenir. Bornons-nous à dire ici que la sous-location n'a pas semblé présenter aux yeux du législateur anglais les mêmes garanties que l'occupation d'un foyer entièrement indépendant.

A tout prendre, le régime anglais, envisagé dans son ensemble, est, contrairement à ce que prétend la note, plus large que celui dont la section centrale préconise l'adoption; les *householders*, écartés des urnes pour cause de non-paiement de la taxe des pauvres, sont beaucoup moins nombreux que ne le sont chez nous les occupants de maisons d'un revenu cadastral inférieur à 30, 42 ou 60 francs. Mais le régime belge porte en lui-même le remède à ce que d'aucuns pourraient considérer comme une cause d'infériorité : c'est l'élimination successive des habitations à très faible revenu, par suite des progrès constants de l'aisance et d'une observance meilleure des lois de l'hygiène publique. Voici, à cet égard, des chiffres intéressants : au 31 décembre 1865, il y avait en Belgique, sur un total de 876,751 maisons, 295,154 maisons d'un revenu cadastral inférieur à 30 francs; au 31 décembre 1890, les chiffres étaient respectivement de 1,143,194 et de 266,560, c'est-à-dire que, dans l'espace de vingt-cinq ans, la proportion des maisons d'un revenu inférieur à 30 francs est descendue du tiers au quart, ou, pour être tout à fait exact, de 33.7 p. % à 23.5 p. %.

Nous nous reprocherions de clore cette courte étude du système de l'habitation sans reproduire quelques-unes des considérations si concluantes

développées sur le même sujet par M. Jottrand ⁽¹⁾, ancien député de Bruxelles :

« Le système de l'habitation, combiné avec l'occupation des terres, est surtout pratiqué dans les pays de race anglo-saxonne. Il convient admirablement aux pays où, comme en Belgique, la règle économique dominante est l'équation des maisons et des ménages, soit, en moyenne, une maison par famille.

» C'est le *household suffrage* (suffrage par ménage) que nous tenons, pour notre part, comme de beaucoup supérieur au *manhood suffrage* (suffrage par tête d'homme), le ménage, la famille étant, à notre sens, le véritable organe élémentaire, la cellule du corps social.

» Quant aux détails d'application, ils sont dictés par le principe même qui sert de justification au système. Le degré d'aisance atteint n'est réel et n'a de valeur que s'il a quelque durée et quelque fixité. Il faut donc qu'au moment où on l'invoque il existe au moins depuis une année et dans le même endroit.

» Le système de l'habitation, une fois bien établi, a l'avantage d'être susceptible d'extension graduelle, et de permettre — ce que la sagesse commande — d'arriver par étapes successives d'un suffrage trop restreint à un suffrage plus étendu. Il se prête à l'exigence, comme condition seconde, d'un certain degré d'instruction chez l'électeur.

» On reproche à ce système de n'être qu'un système censitaire déguisé.

» Si l'on appelle système censitaire, tout ce qui a pour but de subordonner l'exercice du droit de suffrage à la possession d'un certain degré de bien-être, on a raison; mais, pris dans ce sens, le système censitaire est une chose excellente. Et de nombreuses constitutions très démocratiques, qui excluent du droit de vote ceux qui ne peuvent suffire à leur propre subsistance ou à celle de leur famille sans l'aide de la bienfaisance, sont, à ce point de vue, des systèmes censitaires.

» Mais on a tort, absolument tort, si, par système censitaire, on entend le système belge actuel qui subordonne la qualité de *citoyen actif*, comme le dit la Constitution de 1791, fondatrice de la souveraineté du peuple, au paiement personnel et direct d'une certaine classe d'impôts.

» Ce système est vicieux, parce qu'il établit un lien intime entre deux choses qui n'en doivent pas avoir, qui doivent, au contraire, se mouvoir indépendantes l'une de l'autre : le système fiscal et le système électoral. Il faut, en effet, que l'on puisse, en tout temps, remanier l'impôt sans être influencé, dans l'accomplissement de ces réformes financières, par la crainte ou le désir d'une réaction sur la composition du corps électoral.

» Un autre reproche se fonde sur ce que les gens en état de domesticité ne pourraient obtenir l'électorat. Où est le mal? Il en est ainsi dans plusieurs pays de suffrage universel.

» Enfin, on invoque les fraudes auxquelles le système de l'occupation ouvrirait la porte. Ce grief ne peut être articulé que si l'occupation est basée

(1) *Revue sociale et politique*, 1891, n° 3, pp. 473 et suiv.

non sur la valeur officielle, légale de l'habitation, mais sur la valeur vénale ou locative que lui attribue l'occupant, et, si celui-ci est locataire, que lui attribue avec lui son bailleur.

» Mais dans un pays comme le nôtre, où un régime cadastral bien organisé fixe à chaque habitation un revenu impartialement déterminé et où des tables, dressées pour la perception des droits de succession, établissent périodiquement les modifications que les valeurs cadastrales primitives ont nécessairement subies par suite du développement économique, on a une base certaine d'appréciation à l'abri des fraudes et des collusions. Une évaluation spéciale n'est nécessaire que pour les parties de maison qui ne sont point évaluées d'une manière distincte. Cette évaluation se ferait aisément par *quotités* de la valeur cadastrale totale de la maison. Elle ne sera nécessaire, d'ailleurs, que dans les grandes villes et quelques agglomérations industrielles. En Belgique, en effet, le nombre des ménages ne dépasse, en moyenne, celui des maisons que de 12 $\frac{1}{2}$, p. %, et cette proportion n'était dépassée, en 1880, que pour vingt-sept communes dans l'ensemble du pays.

» Serait-il possible d'adopter comme condition de l'électorat l'occupation d'une habitation de même valeur, dans toute la Belgique?

» Évidemment non; car, à égalité de ressources, les ménages ne consacrent pas, dans toutes les parties du pays, la même portion de leur revenu à l'habitation. Cette portion est plus élevée dans les villes que dans les campagnes.

» Il est évident que le fait que l'habitation est, entièrement ou partiellement, exonérée de la contribution personnelle, ne devrait pas être pris en considération; 700,000 maisons (*) sont exemptées, en Belgique, et ne sont pas toutes, loin de là, habitées par des indigents. »

Les auteurs de la note se demandent quel nombre d'électeurs donnera le nouveau système. Ils établissent, d'après le Rapport, que 794,689 maisons permettront à leurs occupants d'atteindre au droit de suffrage, et ils en concluent que le corps électoral comprendra de ce chef, en nombre rond, 800,000 électeurs.

Un ménage par maison, un électeur par ménage : il n'est pas possible de simplifier davantage. Malheureusement, la simplicité de ce calcul n'est égalée que par son inexactitude. Les membres de la minorité, et l'on peut s'en étonner, traitent en quantités négligeables les conditions de l'indigénat, du sexe, de l'âge, du domicile et de la durée de l'habitation!

Certes, il n'est pas facile de traduire en chiffres exacts l'importance numérique de ces éléments, mais un document publié en annexe à la proposition de loi du 14 décembre 1881 relative à l'extension du droit de suffrage dans les limites constitutionnelles nous fournit à cet égard de précieuses indications.

Ce document (voir annexe H), extrait des annexes au projet de loi électorale de 1870-1871, montre, pour divers taux du cens, le rapport des élec-

(*) Le nombre des maisons exemptées de la contribution personnelle était, à la date du 31 décembre 1889, de 497,547; 68,395 exemptions nouvelles ont été accordées en 1890 en exécution de la loi du 9 août 1889 sur les habitations ouvrières. (NOTE DU RAPPORTEUR.)

teurs aux contribuables. Il prouve qu'en moyenne, de 100 contribuables payant un cens déterminé, 60 seulement remplissent les autres conditions : âge, sexe, indigénat, etc., requises pour l'exercice du droit de suffrage.

Certes, il y a lieu de tenir compte de la pluralité des cotes qui fait apparaître parfois le même contribuable sur plusieurs rôles, mais l'obligation d'habiter pendant douze mois le même immeuble est un élément nouveau qui compense bien certainement le double emploi résultant de la pluralité des cotes.

Tenons pour certain que l'écart entre le nombre des occupants et celui des électeurs ne sera pas inférieur à 30 p. %. C'est environ 240,000 électeurs à déduire du chiffre de 800,000. On admettra que la rectification valait la peine d'être signalée.

Il ne doit pas être perdu de vue non plus que les chiffres de 30, 42 et 60 francs représentent des minimums constitutionnels, et que la Législature pourra se tenir en deçà de ces limites.

Les considérations du Rapport ayant trait à la maison envisagée comme signe extérieur du degré d'aisance et, *par conséquent*, de l'esprit de prévoyance de la famille ouvrière, sont, aux yeux des auteurs de la note, une pure idylle; ils semblent ne point admettre l'importance du rôle que joue l'habitation au triple point de vue économique, hygiénique et moral.

Nous regrettons vivement de nous trouver sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, en dissentiment avec les auteurs de la note, mais nous ne pouvons leur faire le sacrifice d'une conviction raisonnée autant que sincère. « La maison ou l'appartement peuvent abriter un père de famille laborieux, économe, suffisamment instruit, remplissant tous ses devoirs, comme ces logements peuvent servir au paresseux, au débauché, à l'ignorant, à l'ivrogne, qui envoie ses enfants mendier pour le nourrir au lieu de les envoyer à l'école. » Sans doute, les deux cas *peuvent* se présenter, mais on ne légifère pas pour des exceptions. Observez dans une de nos villes deux chefs de ménage ayant les mêmes charges de famille et répondant au double signalement que nous venons de reproduire. L'un habite une maisonnette modeste, mais bien tenue; il remplit régulièrement ses obligations envers le propriétaire, peut-être même a-t-il acquis son habitation grâce au crédit qui lui a été consenti. L'autre loge en garni ou, s'il occupe une maison, il s'acquitte irrégulièrement de son loyer et est réduit à déménager constamment. Le premier est certainement inscrit sur les listes électorales; le second n'atteint pas à l'électorat, soit qu'il ne puisse se prévaloir d'une année d'occupation de la même maison, soit qu'il occupe une simple chambre ou partie de maison d'un revenu cadastral insuffisant. Choisissez dix, vingt, cent cas du même genre: est-ce l'ivrogne, le débauché, qui habitera d'une manière stable la maison d'au moins 30 francs de revenu cadastral et dont le nom figurera sur les listes électorales, ou sera-ce « le père de famille laborieux, économe, remplissant tous ses devoirs? »

Quel est celui d'entre nous qui, connaissant quelque peu la classe ouvrière, hésiterait un instant devant une pareille question? Nous n'avons pas d'autre réponse à faire sur ce point aux auteurs de la note.

« L'insuffisance et le déplorable état des petits logements, écrit M. Georges Picot ⁽¹⁾, produisent à la fois divers genres de maux : répulsion pour le foyer domestique, dispersion et destruction de la famille, corruption de l'enfance, attrait irrésistible du cabaret, sourdes colères contre la société, telles sont les conséquences directes et presque inévitables de l'habitation dans une chambre unique d'un père et d'une mère ayant plusieurs enfants. »

Et plus loin : « M. Jules Simon a dit que le logement hideux était le pourvoyeur du cabaret. Ce mot est admirablement vrai. Un tel intérieur détruit la famille, tandis qu'elle est naturellement reconstituée par un foyer attrayant. »

Or, les minimums de revenu cadastral auxquels s'est arrêtée la section centrale auront précisément pour résultat de priver du droit de suffrage ceux que le vice ou l'imprévoyance poussent ou retiennent dans ces logements qui offensent à la fois les lois de la morale et celles de l'hygiène.

*
**

Résumons une fois encore notre sentiment :

Nous croyons, avec un ancien constituant, M. Leclercq ⁽²⁾, qu' « il n'en est pas de l'exercice des droits politiques comme de l'exercice des droits civils. Celui qui exerce des droits civils traite exclusivement de ses intérêts. La loi, s'il est majeur, en âge de se protéger lui-même, ne peut lui imposer des conditions à cet égard; il doit en rester le maître; lui seul peut souffrir de l'usage qu'il en fait. Il en est autrement des droits politiques. Celui qui les exerce ne traite pas seulement de sa chose, il traite de la chose d'autrui; il traite les intérêts de tous, de la société tout entière, et la société a le droit de subordonner son action à des conditions qui soient la sauvegarde de tous. »

Voilà pour le principe.

En fait, et dans les circonstances présentes, nous sommes d'avis que les garanties auxquelles la société a le droit de subordonner l'action électorale des citoyens peuvent être déterminées, — et que, pouvant l'être, elles doivent l'être, — de telle façon qu'elles soient susceptibles d'être fournies dans une juste mesure par tous les groupes sociaux, par toutes les classes dont se compose la nation. Toutes ces classes ont intérêt à la bonne gestion des affaires publiques; aucune d'elles ne doit donc être écartée de l'électorat.

« Il y a, disait il y a vingt-cinq ans Gladstone au Parlement britannique, il y a dans le libre exercice des droits politiques un immense pouvoir de discipline et d'éducation pour le peuple. Donnez à ceux que vous en jugerez dignes, donnez-leur de nouveaux intérêts dans la communauté : ces nouveaux intérêts deviendront de nouveaux liens pour leur attachement à la Constitution et au trône. Cet attachement du peuple au trône et aux lois sous lesquels il vit vaut plus que tous vos trésors d'or et d'orgueil, plus que vos flottes et vos armées; car il est la force, la gloire et la sûreté de votre pays. »

⁽¹⁾ Rapports du jury international de l'Exposition universelle internationale de 1889, à Paris, publiés sous la direction de M. Alfred Picard. Économie sociale, section XI. Rapport de M. Georges Picot, p. 13.

⁽²⁾ *La vie et l'œuvre du Congrès national de 1830.*

Et l'éminent homme d'État ajoutait que « tout homme que son inaptitude personnelle (1) ou un *danger politique* ne rend point incapable a le droit de prendre part au Gouvernement du pays. » (Annexe G, p. 419.)

Les garanties que la société est maîtresse d'exiger doivent, comme le disait si bien Gladstone en 1866, être adéquates aux dangers auxquels elles ont pour but de parer. Or, le grand, le seul danger qui menace la société moderne, c'est le socialisme qui s'attaque à la fois à Dieu, au trône, à la famille et à la propriété individuelle.

Par une large extension du droit de suffrage, nous raffermirons les liens qui, en Belgique, unissent le peuple à la Couronne. La lutte contre l'athéisme doit se poursuivre sur un autre terrain et à l'aide d'autres armes; mais, pour ce qui est de la famille et de la propriété, il dépend de nous d'en faire un rempart contre les attaques mêmes dont elles sont l'objet.

Nous inspirant des idées si magistralement exposées par Le Play, habituons-nous à envisager la famille comme la vraie base de toute notre organisation, comme l'organe élémentaire, la cellule du corps social. Que tout chef de ménage, que tout homme possédant un foyer stable et jouissant de ce degré de bien-être auquel peut prétendre le travailleur probe et laborieux, doué d'une habileté technique ordinaire, soit investi désormais du droit de suffrage, et que son habitation soit la mesure — le *standard*, diraient les Anglais — de cette stabilité et de cette aisance; que nos lois civiles, à leur tour, en favorisant à la fois l'accession des classes laborieuses à la propriété et la stabilité du foyer ouvrier, s'attachent à encourager le développement d'une classe de plus en plus nombreuse de petits propriétaires. En transformant ainsi les positions menacées en citadelles de l'ordre, en fondant le droit électoral sur les larges et solides assises de la famille et de la propriété, nous servirons à la fois la cause de la vraie démocratie et de la liberté, et la cause de la conservation sociale sainement comprise.

Le Rapporteur,

P. DE SMET DE NAEYER.

Les observations du rapporteur furent remises, le 24 octobre, au Président de la section centrale qui les communiqua aux membres de la minorité.

(1) « Qu'entendait Gladstone par un citoyen capable? Ce n'était point le capacitaire, tel que nous le concevons en Belgique, tenu de subir un examen]ou de] produire un diplôme pour obtenir le bulletin de vote.

» Cette notion spéciale de la capacité, qui sert de fondement à un système électoral baptisé chez nous de l'épithète barbare de capacitarisme, n'a jamais été fort en faveur en Angleterre.

» Les Anglais, gens pratiques en politique comme en affaires, ne jugent pas qu'un citoyen sachant lire et écrire possède nécessairement les qualités d'ordre, de moralité et d'intelligence qui légitiment seules, à leurs yeux, l'attribution de la dignité électoral.

» La capacité électoral, dans l'esprit des législateurs anglais, se mesure au bien-être social, à l'aisance du ménage, et se traduit par des signes extérieurs que l'administration enregistre et contrôle, l'occupation et l'habitation qui n'en est qu'une modalité, — notions sœurs, mais cependant distinctes. » (PAUL HYMANS, *op. cit.*, pp. 32 et 33.)

Ceux-ci demandèrent l'insertion, à la suite de ces observations, de la déclaration suivante :

« La minorité, ne voulant donner aucun prétexte à de nouveaux retards »
» dans la publication du rapport, renonce à relever maintenant les erreurs »
» nombreuses que renferment les observations qui précèdent et se réserve »
» d'en faire justice ultérieurement. »

Le rapporteur, de son côté, maintient l'entière exactitude de ses observations.

27 octobre, 1891.

ANNEXE A.

**LOI DU 9 AOUT 1889 SUR LES HABITATIONS OUVRIÈRES.
EXPOSÉ DE SES RÉSULTATS.**

Aussitôt la loi sur les habitations ouvrières promulguée, et avant même que la Caisse générale d'épargne et de retraite eût fait connaître ses décisions relativement à l'exécution des articles 5 et 6 de cette loi, plusieurs groupes de personnes se formèrent dans le but d'en appliquer les dispositions.

De nombreuses demandes individuelles parvinrent à la Caisse d'épargne, et les comités de patronage, de leur côté, la pressèrent de déterminer le taux et les conditions générales des prêts qui seraient consentis par elle en vue de favoriser la construction d'habitations à bon marché et leur acquisition par la classe laborieuse.

Ces conditions furent arrêtées par le conseil général de la Caisse le 28 mars 1891, et approuvées par M. le Ministre des Finances le 31 du même mois.

L'arrêté du conseil général fixe à 3 p. % le taux des prêts et avances à accorder soit directement aux ouvriers dont la dette serait garantie par une caution agréée par le conseil d'administration de la Caisse, soit aux Sociétés anonymes ou coopératives constituées en vertu de la loi du 9 août 1889 et ayant pour objet la construction, l'achat, la vente ou la location d'habitations destinées aux classes ouvrières. Il stipule, en outre, qu'un taux de faveur fixé à 2 $\frac{1}{2}$ p. % sera appliqué aux sociétés de crédit qui, renonçant à posséder elles-mêmes des immeubles, auront pour objet exclusif de faciliter à la classe laborieuse, au moyen d'avances sur hypothèques, la construction et l'achat d'habitations à bon marché, et limiteront au maximum de 3 p. % du capital versé le dividende à distribuer à leurs actionnaires.

La Caisse est autorisée à faire des avances :

A. Aux sociétés anonymes de construction, à concurrence :

- a.* De la moitié du capital souscrit et non versé par les actionnaires;
- b.* De la moitié de la valeur des immeubles appartenant à la Société.

B. Aux sociétés anonymes de crédit, à concurrence :

- a.* De la moitié du capital souscrit et non versé;
- b.* Des trois cinquièmes de la valeur de toute garantie hypothécaire fournie à la Société, à la double condition : 1° que cette valeur excède d'un neuvième au moins le montant du prêt correspondant consenti à l'ouvrier par la Société; et 2° que l'avance ne dépasse en aucun cas le montant dudit prêt.

C. Aux sociétés coopératives, à concurrence des quotités mentionnées aux lettres *b.*

Il résulte de ces données qu'une société anonyme dont les actionnaires ont versé le dixième de leur souscription est en mesure d'appliquer à des constructions un capital d'emprunt égal au montant du capital souscrit, ou

d'utiliser en prêts sur garanties hypothécaires un capital d'emprunt au moins égal à une fois et demie le capital souscrit et, par conséquent, à quinze fois le capital versé. Il est à remarquer en outre que dans le cas d'une société faisant des prêts hypothécaires, le capital d'emprunt pourra dépasser cette dernière proportion à mesure que le solde dû par les emprunteurs se réduira aux trois cinquièmes de la valeur de chaque gage; à partir de cette quotité, en effet, la Caisse avance la totalité de la somme prêtée.

*
* *

D'autre part, grâce aux combinaisons de l'assurance mixte sur la vie (art. 8 de la loi du 9 août 1889. — Arrêté royal du 6 juillet 1891), l'ouvrier auquel des avances auront été consenties est à même de se libérer tout en garantissant à ses héritiers la pleine et entière propriété de son habitation, à quelque moment que survienne son décès.

Semblable contrat d'assurance n'impose pas à l'ouvrier une charge sensiblement plus lourde que celle qui résulterait de l'adoption du mode ordinaire de remboursement par voie d'annuités comprenant l'intérêt et l'amortissement de la somme empruntée.

*
* *

Ces décisions reçurent de toutes parts un accueil des plus favorables.

Un exemple fera mieux comprendre d'ailleurs les avantages dont l'ouvrier est appelé à profiter.

Pour être en mesure de construire ou d'acquérir une habitation, il lui suffira désormais de pouvoir disposer d'économies s'élevant au dixième du montant de l'acquisition projetée.

En effet si, possesseur de 300 francs et désireux d'acquérir ou de bâtir une maison d'une valeur de 3,000 francs, il s'adresse à une des sociétés de crédit dont le fonctionnement vient d'être décrit, il en obtiendra, moyennant hypothèque sur la maison, une avance de 2,700 francs qui lui permettra de solder le prix de son acquisition.

A quelles conditions pourra-t-il se libérer de la dette ainsi contractée ?

Ces sociétés prêtent à un taux qui varie de 3 $\frac{1}{2}$ à 4 %; celui de 3 $\frac{1}{2}$ p. % a donc été pris pour base des calculs qui vont suivre.

Voici le barème correspondant à cette base :

2,700 francs sont remboursés en 10 ans au moyen de 10 annuités égales, chacune de 524 63				
»	»	15	»	234 45
»	»	20	»	189 97
»	»	25	»	165 82

Ce qui répond, dans l'hypothèse du remboursement en vingt-cinq ans, à un paiement de fr. 3 15 par semaine. Si l'emprunt avait été conclu au taux de 4 %, le versement hebdomadaire correspondant s'élèverait à fr. 3 32.

*
* *

La substitution de l'assurance mixte au remboursement pur et simple par annuités n'entraîne, nous l'avons dit déjà, qu'un accroissement de charges peu sensible.

La charge annuelle se compose, dans ce cas, de l'intérêt de la somme empruntée et de la prime d'assurance. Celle-ci remplace l'amortissement.

L'arrêté royal du 6 juillet 1891, approuvant la délibération prise par le conseil général de la Caisse générale d'épargne et de retraite en date du 25 juin 1891, a établi comme suit le tarif des primes annuelles d'une assurance mixte sur la vie :

ASSURANCE DE MILLE FRANCS PAYABLES A L'EXPIRATION DE LA DURÉE DU CONTRAT
OU A LA MORT DE L'ASSURÉ SI ELLE SURVIENT AVANT CE TERME.

(Intérêts 3 %, *English Life Table n° 3 (Males)*, chargement 3 %.)

AGE AU PROCHAIN ANNIVERSAIRE.	DURÉE DU CONTRAT.			
	10 ans.	15 ans.	20 ans.	25 ans.
21 ans	fr. c. 01 85	fr. c. 58 80	fr. c. 42 84	fr. c. 53 50
22 —	01 02	58 99	42 96	53 69
23 —	02 01	59 10	43 08	53 88
24 —	02 10	59 21	43 21	54 00
25 —	02 19	59 32	43 34	54
26 —	02 29	59 44	43 49	54 33
27 —	02 38	59 56	43 66	54 51
28 —	02 50	59 70	43 80	54 70
29 —	02 61	59 84	43 97	54 91
30 —	02 74	59 99	44 15	55 13
31 —	02 87	60 15	44 35	55 37
32 —	03 00	60 32	44 56	55 63
33 —	03 15	60 51	44 78	55 91
34 —	03 31	60 71	45 03	56 21
35 —	03 49	60 92	45 30	56 53
36 —	03 67	61 15	45 58	56 88
37 —	03 87	61 40	45 90	57 26
38 —	04 09	61 67	46 23	57 67
39 —	04 32	61 96	46 60	58 12
40 —	04 57	62 28	46 99	580
41 —	04 84	62 63	47 41	
42 —	05 12	63 00	47 88	
43 —	05 44	63 40	48 38	
44 —	05 78	63 84	48 92	
45 —	06 15	64 32	49 51	
46 —	06 56	64 83		
47 —	07 01	65 39		
48 —	07 49	66 01		
49 —	08 03	66 68		
50 —	08 61	67 42		
51 —	09 26			
52 —	09 90			
53 —	100 60			
54 —	101 36			
55 —	102 20			

En conséquence, et en reprenant l'exemple dont nous nous sommes servi, l'hypothèse du contrat d'assurance mixte nous conduit aux différentes conclusions que voici :

1° L'ouvrier est âgé de 21 ans : il remboursera sa dette de 2,700 francs, capital et intérêt (celui-ci étant calculé au taux de 3 $\frac{1}{2}$ p. %), en

10 ans, au moyen de 10 paiements égaux, chacun de . . .	fr.	542 44	(intérêt 94 50 + prime 247 94).
15 — 15 — —		253 50	(" 94 50 + " 159 ")
20 — 20 — —		210 17	(" 94 50 + " 115 67)
25 — 25 — —		185 11	(" 94 50 + " 90 61)

Soit, dans cette dernière hypothèse, au moyen de paiements hebdomadaires de fr. 3 56 chacun.

2° L'ouvrier est âgé de 30 ans : la somme de 2,700 francs sera remboursée en vingt-cinq ans, au moyen de paiements hebdomadaires s'élevant à fr. 3 64 chacun.

Enfin, 3° l'ouvrier est âgé de 40 ans : il aura à payer fr. 3 82 par semaine, soit une augmentation bien légère — 18 centimes! — eu égard au risque supplémentaire résultant d'une différence d'âge de 10 années.

Il résulte de la comparaison des chiffres qui précèdent, que le remboursement d'une dette de 2,700 francs, au moyen d'une assurance mixte, n'impose à l'ouvrier qu'un sacrifice supplémentaire de 44 centimes par semaine s'il est âgé de 21 ans, de 49 centimes s'il est âgé de 30 ans et de 67 centimes s'il est âgé de 40 ans. Il assure à ce prix à ses héritiers la propriété de son habitation, quitte et libre de toutes charges, au cas où il décéderait avant l'expiration du terme de 25 ans assigné au remboursement intégral de sa dette.

Notons aussi qu'en cas de résiliation de l'assurance pour cause de non-paiement de la prime, il est tenu compte à l'assuré des primes payées antérieurement, et que celui-ci est, en outre, admis à demander éventuellement la remise en vigueur de son contrat (1).

(1) Extrait de l'arrêté royal du 6 juillet 1891, relatif aux assurances mixtes sur la vie :

ART. 10. — L'assurance peut être résiliée, avec l'agrément de l'assuré, sur la demande du bénéficiaire de la police; celui-ci aura droit à la valeur de rachat déterminée comme suit : le capital assuré est réduit dans la proportion du nombre de primes payées au nombre de primes stipulées au contrat, et le résultat est escompté, au taux de 5 %, pour la période qui sépare la dernière échéance de prime de l'époque fixée pour toucher le capital assuré en cas de vie.

ART. 11. — L'assurance est résiliée de plein droit, sans sommation judiciaire ni demande ou formalité quelconque, en cas de non-paiement d'une prime dans le mois de son échéance.

Le bénéficiaire de la police a droit à sa valeur de rachat déterminée comme il est dit à l'article 10.

Si le bénéficiaire, dans les cinq mois qui suivent le mois de l'échéance, demande la remise en vigueur du contrat, il doit produire une nouvelle déclaration et fournir à ses frais les certificats médicaux qui seront réclamés pour constater l'état actuel de la santé de l'assuré; l'assurance pourra être remise en vigueur moyennant paiement de la prime arriérée, majorée de ses intérêts moratoires à 5 % l'an et, éventuellement, restitution de la valeur de rachat augmentée des intérêts calculés au même taux.

La décision à prendre dépendra exclusivement du conseil d'administration, qui ne sera pas tenu de la motiver.

ART. 12. — Le bénéficiaire de la police est tenu de prévenir le directeur général de la Caisse de tout changement d'occupation ou de profession propre à exposer la vie ou la santé de l'assuré à un danger qui excède celui qui résultait de la profession renseignée dans la proposition.

Le conseil d'administration peut décider en pareil cas qu'il y a lieu à résiliation du contrat; le bénéficiaire a alors droit au remboursement de la valeur de rachat.

*
* *

Cet exposé suffira, pensons-nous, à démontrer aux plus incrédules qu'il est désormais au pouvoir de l'ouvrier de devenir propriétaire de son foyer sans avoir à s'imposer, de ce chef, d'autre charge que celle d'une annuité ne dépassant pas le taux ordinaire du loyer et souvent même inférieure à celui-ci; rappelons ici que la loi du 9 août 1889 a considérablement réduit, dans ce but, les droits d'enregistrement et de transcription des actes à passer par les ouvriers, et qu'elle a, d'autre part, exempté ceux-ci du paiement de la contribution personnelle afférente à leurs habitations.

La facilité toujours plus grande des communications leur permet aujourd'hui de bâtir ou d'acquérir là où le terrain est à un prix avantageux; c'est un nouvel élément, et non des moins importants, qui concourt à l'heureuse solution du problème consistant à mettre la propriété immobilière à la portée de la classe laborieuse.

*
* *

Plusieurs sociétés se sont constituées aux fins que nous venons d'indiquer. En voici l'énumération :

SOCIÉTÉS ANONYMES.

VILLE.	NOM.	CAPITAL francs.	DATE.	Observations.
Morlanwelz .	Saint-Éloy	50,000	17 octobre 1890.	Société de crédit.
Alost. . . .	Société anonyme Alostoise pour la construction d'habitations ouvrières.	24,000	20 janvier 1891.	Société de construction.
Gand. . . .	Eigen heard is goud weerd.	25,000	16 février 1891 .	Société de crédit.
Châtelet. . .	Union des cantons de Châtelet-Gosselies.	111,000	4 juin 1891 . .	Société de construction et de crédit.
Liège	Le Foyer de l'ouvrier . . .	207,500	16 juillet 1891 .	Cette société de crédit prête aux ouvriers au taux de 5 1/4 p. %.
Namur	Crédit Namurois pour la construction d'habitations ouvrières.	50,000	1 ^{er} août 1891. .	Cette société de crédit prête aux ouvriers au taux de 5 1/4 p. %.
Id.	Habitations ouvrières de Namur.	100,000	Id.	Société de construction.
Marcinelle. .	Le Foyer ouvrier	100,000	10 août 1891. .	Société de crédit.
Tournai. . .	Le Foyer ouvrier Tournaisien.	135,000	10 octobre 1891.	Id.
Bruges . . .	Brugsche naamloose Maatschappij voor het bouwen van werkmans woningen.	50,000	15 octobre 1891.	Société de construction.

ART. 13. — Le contrat d'assurance est nul de plein droit sans mise en demeure, et toutes les primes perçues sont remboursées ou portées en compte sans intérêt, sous déduction du chargement de 3 % :

A. Si, dans la proposition d'assurance ou dans les divers documents qui font partie intégrante du contrat et sur la foi desquels celui-ci a été conclu ou remis en vigueur, il a été fait par le preneur d'assurance ou par l'assuré de fausses déclarations, même sans mauvaise foi, ou des réticences qui soient de nature à diminuer l'appréciation du risque ou à en modifier le caractère ;

B. Si le bénéficiaire de la police a négligé de satisfaire à l'obligation inscrite à l'article 12;

C. En cas de décès à la suite d'excès habituels de boissons;

D. En cas de suicide;

E. Si le preneur d'assurance ou celui qui tire profit de l'assurance a été l'auteur de la mort de l'assuré ou a porté à la santé de celui-ci une atteinte de nature à abrégier ses jours.

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES.

VILLE.	NOM.	DATE.	Observations.
Bruxelles.	Le Foyer	21 juin 1891.	Société de crédit.
Id.	Société coopérative d'épargne, de crédit et de construction.	23 août 1891	Société de crédit et de construction.

La constitution de plusieurs autres sociétés est annoncée comme devant avoir lieu très prochainement; mentionnons notamment celles en voie de formation à

Mons-Lens-Pâturages (Société de crédit).

Liège 2^o idem.

Dour idem.

Dison idem.

Courtrai idem.

Turnhout idem.

Etterbeek idem.

Louvain idem.

Willebroeck idem.

Trazegnies idem.

Dinant idem.

Molenbeek-Saint-Jean (Société de construction).

Hal (Coopérative de crédit).

Les résultats acquis dès aujourd'hui par celles de ces sociétés qui fonctionnent comme crédits fonciers sont un sûr garant du succès auquel elles sont appelées et du rôle important qui leur est dévolu au point de vue de la diffusion de la propriété.

Aussi n'hésitons-nous pas à affirmer que la question vitale des habitations à bon marché et de l'accession à la propriété des classes laborieuses est entrée, en Belgique, dans une phase décisive; et, chose remarquable qui mérite d'être mise en lumière, c'est grâce aux capitaux provenant de l'épargne ouvrière elle-même, recueillie par la Caisse générale d'épargne et de retraite, que ce résultat si important a pu être atteint.

*
* *

Le vote de la proposition de loi portant dérogation à quelques articles du Code civil, en vue d'éviter, au cas de décès, la vente forcée des petits héritages (session de 1890-1891, proposition de loi n° 120), anéantira la dernière objection opposée à la thèse de « l'ouvrier propriétaire », en permettant d'empêcher que l'habitation, acquise des économies de l'ouvrier, ne soit, à sa mort, vendue sur licitation. Grâce à la faculté accordée à chacun des héritiers en ligne directe, de même qu'au conjoint survivant, de reprendre la maison sur estimation, un double résultat aura été atteint : la stabilité du foyer domestique sera mieux assurée, et les frais qui découlent de la mise en vente, et qui absorbent une fraction souvent importante de la valeur héréditaire, pourront être évités.

La même proposition de loi institue une procédure simple et peu coûteuse, pour le cas où le défunt n'aurait pas pris de dispositions contractuelles ou testamentaires et où un dissentiment viendrait à surgir entre ses héritiers.



ANNEXE B.

Revenu cadastral et valeur vénale des propriétés bâties.

Rapport moyen ou multiplicateur officiel pour l'évaluation de biens transmis en ligne directe (successions et donations).

MULTIPLICATEURS.	NOMBRE DES COMMUNES auxquelles étaient ou sont applicables les multiplicateurs fixés : a, par l'arrêté royal du 25 juillet 1867; b, par l'arrêté royal du 15 septembre 1886 (Moniteur du 25, n° 268).																				
	Anvers.		Brabant.		Fl. Occid.		Fl. Orient.		Hainaut.		Liège.		Limbourg.		Luxemb.		Namur.		LE ROYAUME.		
	1867	1886	1867	1886	1867	1886	1867	1886	1867	1886	1867	1886	1867	1886	1867	1886	1867	1886	1867	1886	
15	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»
19	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»
20	41	9	4	»	10	10	17	2	8	2	4	1	7	5	»	»	»	»	91	20	
21	2	»	2	»	2	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	»	
22	1	»	1	»	1	»	»	»	3	»	1	»	»	»	»	»	»	»	8	»	
23	2	»	2	»	1	»	»	»	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	»	
24	2	»	1	»	1	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»	1	7	»	
25	59	32	41	26	53	38	63	32	103	39	19	4	51	21	»	»	10	2	379	194	
26	»	»	1	»	2	»	1	»	1	»	1	»	2	»	»	»	1	»	9	»	
27	»	»	4	»	2	»	3	»	4	»	1	»	1	»	»	»	1	»	16	»	
28	1	»	1	»	1	»	»	»	5	»	2	»	»	»	»	»	»	»	8	»	
29	1	»	»	»	2	»	1	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	6	»	
30	31	59	127	102	121	66	169	111	180	143	89	28	62	39	15	3	56	25	830	376	
31	»	»	1	»	1	»	2	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	»	
32	»	»	»	»	1	»	»	»	4	»	1	»	»	»	»	»	»	»	6	»	
33	»	»	1	»	1	»	1	»	1	»	»	»	»	1	»	»	»	»	5	»	
34	»	»	»	»	1	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	»	
35	7	58	127	126	34	82	28	76	65	135	92	51	64	89	20	11	65	40	500	663	
36	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	
37	»	»	»	»	1	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	1	»	4	»	
38	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	1	»	»	»	3	»	
39	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	
40	»	12	20	65	13	41	4	59	36	70	86	107	29	45	52	25	101	132	341	554	
41	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	1	»	»	»	3	»	
42	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	
44	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1	»	
45	»	2	3	14	2	11	3	11	3	21	31	39	5	7	50	42	82	80	179	247	
47	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	
48	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	
50	»	»	4	7	»	3	»	4	1	7	6	66	»	1	44	54	35	52	90	194	
55	»	»	»	8	»	2	»	1	»	2	»	12	»	1	8	29	7	15	15	64	
60	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	12	»	»	8	26	5	6	13	46	
65	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	10	»	»	»	3	10	
70	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	6	1	1	1	1	8	
75	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	1	
80	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	1	
85	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	»	5	
TOTAUX.	149	152	340	342	251	254 (¹)	293	297	431	439 (¹)	333	341	203	206	205	211	348	353	2553	2591	

(¹) Dont 2 multiplicateurs pour chacune des communes de Heyst (83 et 40), Blankenberghe (60 et 45), Ostende (33 et 30), Charleroi (25 et 33);

N. B. — Multiplicateurs pour les 28 communes de plus de 20,000 habitants :

33 : Anvers, Bruxelles, Gand, Liège, Malines, Borgerhout, Louvain, Saint-Josse-ten-Noode, Ixelles, Roulers, Charleroi (25 et 33), Namur.
30 : Anderlecht, Laeken, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Schaerbeek, Bruges, Alost, Saint-Nicolas, Mons, Gilly, Jumet, Tournai, Ostende (33 et 30), Verviers.

40 : Courtrai.

25 : Seraing.

(98)

ANNEXE C.

Bruxelles, le 4 mai 1891.

*A Monsieur le Président de la section centrale chargée de l'examen
de la proposition de revision de la Constitution.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous adresser les renseignements demandés par la section centrale chargée de l'examen de la proposition de revision de la Constitution :

1° Un tableau présentant, pour chacun des 41 arrondissements administratifs et pour les années 1850, 1860, 1870, 1880 et 1890, les modifications subies par le corps électoral quant à la proportion des électeurs ruraux et des électeurs urbains. Cette statistique comprend dans la catégorie des électeurs ruraux ceux de plusieurs localités qui étaient des communes rurales il y a quarante ans, et qui ont perdu ce caractère par suite de l'accroissement de leur population. Toutefois, un second tableau renseigne, pour les arrondissements d'Anvers, de Bruxelles, de Gand et de Liège, le nombre des électeurs généraux : *a.* du chef-lieu ; *b.* des communes faisant actuellement partie de l'agglomération, et *c.* des autres communes de l'arrondissement ;

2° Les relevés, pour les neuf provinces, indiquant par commune et par catégorie du revenu cadastral le nombre des maisons imposées à la contribution foncière au 1^{er} janvier 1891. Les communes sont renseignées en sept catégories d'après la population au 31 décembre 1889, savoir :

Au-dessous de	1,000	habitants.	
de	1,000	à	5,000
			—
de	5,000	à	10,000
			—
de	10,000	à	20,000
			-
de	20,000	à	50,000
			—
de	50,000	à	60,000
			—
de	plus	de	60,000
			—

Les chiffres ou taux du revenu cadastral des maisons fixés par le tarif en vigueur sont au nombre de 154. Tous ceux inférieurs à 201 francs sont compris séparément dans les relevés; pour les autres, qui peuvent certainement être considérés comme sans intérêt au point de vue d'un nouveau système électoral, on a cru pouvoir se borner à la subdivision suivante: 201 à 285, 315 à 399, 429 à 486, 515 à 999, 1.029 à 1.485, 1.542 à 1.944, 2.001 à 2.856, 3.000 à 3.999, 4.145 à 4.857, 5.142 à 9.600, 10.200 à 14.400, 15.000 à 19.101, 20.100 et au-dessus.

Les relevés sont accompagnés d'un état récapitulatif pour le royaume.

Les maisons passibles de la contribution foncière au 1^{er} janvier 1891 étaient au nombre de 1,145,194, soit en plus 266,445 ou 30 p. % sur celui de 876,751 existant au 31 décembre 1865. Cet accroissement porte sur les maisons d'un revenu cadastral de 50 francs et au-dessus. Le nombre de celles au-dessous de ce chiffre est réduit, au contraire, de 295,154 à 266,560, soit 28,594 en moins;

3^o Conformément à la loi du 10 octobre 1860 décrétant la revision des évaluations cadastrales primitives, il a été procédé à l'expertise parcellaire de toutes les propriétés bâties, et leur revenu a été établi d'après leur valeur locative pendant la période décennale de 1849 à 1858 inclus, sous déduction d'un quart de cette valeur locative, en considération du dépérissement et des frais d'entretien et de réparations. (Loi du 5 frimaire an VII, art. 82.)

Les maisons construites ultérieurement et celles auxquelles il a été apporté des changements qui en ont augmenté ou diminué la valeur, ont été évaluées par comparaison avec le revenu attribué, lors de la revision, aux propriétés de même nature et de même situation.

On vient de voir que, suivant l'article 82 de la loi du 5 frimaire an VII, le revenu cadastral ne doit représenter que les trois quarts ou 75 p. % de la valeur locative des maisons.

Évidemment, ce rapport, rétabli par les évaluations de la revision, s'est modifié sensiblement et généralement par suite de l'augmentation du prix des locations depuis la période décennale de 1849 à 1858. D'après les renseignements que les fonctionnaires des contributions directes dans les provinces ont fournis l'année dernière à l'administration, le rapport moyen du revenu cadastral des maisons à leur prix de location en 1890, au lieu de trois quarts ou 75 p. %, était, pour la catégorie des revenus, de 102 francs et au-dessous :

De 36 p. % à Bruxelles et à Anvers,
de 33 p. % à Gand,
de 28 p. % à Liège.

Les mêmes rapports d'environ trois quarts existent dans un grand nombre de communes urbaines et rurales, notamment dans les provinces de Liège et de Luxembourg. Pour la plupart des autres villes et communes, le rapport moyen varie de 40 à 60. On ne signale de rapports supérieurs à 60 que pour un petit nombre de communes.

En résumé, il est incontestable que le revenu cadastral des maisons ne représente pas en moyenne la moitié ou 50 p. % de la valeur locative réelle.

Il résulte des mêmes renseignements qu'en ce qui concerne les maisons d'un revenu cadastral de 102 francs et au-dessous, ce revenu est tantôt supérieur et tantôt inférieur à la valeur locative fiscale imposée à la contribution personnelle. Certains écarts en plus ou en moins sont de 5, de 10, de 15 p. % et même au delà.

Aux termes de l'article 2 de la loi du 28 juin 1822, la première base de l'impôt personnel est assise sur la valeur locative brute des habitations, tandis que le revenu cadastral est déterminé d'après cette valeur locative, calculée sur 10 années (1849 à 1858), sous la déduction d'un quart pour déperissement, frais d'entretien et de réparations.

La valeur locative brute devrait donc être au revenu cadastral comme 4 est à 3, ou 100 à 75, ou 133³³ à 100. Ce rapport existait approximativement avant la revision cadastrale, mais il a été modifié avec le nouveau revenu cadastral constaté, dans des proportions différentes d'augmentation, par cette revision, et alors que les valeurs locatives pour la contribution personnelle n'ont pas été revisées, ont été maintenues et ont continué à servir de points de comparaison pour celles des nouvelles constructions, reconstructions, etc.

D'un autre côté, la loi du 29 décembre 1831 permet la référence aux cotisations de l'année précédente établies d'après les déclarations des contribuables ou les expertises, déclarations et expertises dont les inégalités sont nombreuses.

Telles sont les principales causes des écarts signalés.

Agrérez, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre des Finances,

A. BEERNAERT.



ÉLECTEURS

ARRONDISSEMENTS ADMINISTRATIFS.	1850.						1860.						
	Électeurs			Rapport p. %			Électeurs			Rapport p. %			
	urbains.	ruraux.	TOTAL.	urbains.	ruraux.	TOTAL.	urbains.	ruraux.	TOTAL.	urbains.	ruraux.	TOTAL.	
ANVERS	Anvers (A)	3,509	1,574	5,083	69.03	50.97	100. »	4,488	2,069	6,557	68.45	51.55	100. »
	Malines	1,052	915	1,967	55.49	46.51	100. »	1,541	1,127	2,468	54.54	45.60	100. »
	Turnhout	245	1,231	1,476	16.60	85.40	100. »	244	1,547	1,791	13.63	86.37	100. »
BRABANT	Bruxelles (A)	5,180	4,020	9,200	56.25	45.75	100. »	6,388	5,408	11,796	54.15	45.85	100. »
	Louvain	2,018	1,651	3,649	55.30	44.70	100. »	2,295	1,859	4,154	55.25	44.75	100. »
	Nivelles	453	1,752	2,165	20. »	80. »	100. »	508	2,295	2,803	18.12	81.88	100. »
FLANDRE OCCID.	Bruges	1,225	710	1,935	63.31	56.69	100. »	1,625	917	2,540	63.00	56.10	100. »
	Courtrai	688	1,574	2,062	55.37	66.65	100. »	908	1,749	2,657	54.18	65.82	100. »
	Dixmude	180	587	767	23.47	76.53	100. »	161	690	851	18.92	81.08	100. »
	Furnes	244	582	626	58.98	61.02	100. »	270	502	772	54.97	65.03	100. »
	Ostende	406	592	798	50.88	49.12	100. »	401	501	902	49.50	50.50	100. »
	Roulers	388	802	1,190	52.61	67.39	100. »	407	961	1,368	29.75	70.25	100. »
	Thielt	201	724	925	21.75	78.27	100. »	215	857	1,050	20.20	79.71	100. »
Ypres	888	977	1,865	47.61	52.39	100. »	949	1,077	2,026	46.84	53.16	100. »	
FLANDRE ORIENT.	Alost	824	1,550	2,374	34.71	65.29	100. »	986	1,854	2,820	34.90	65.04	100. »
	Audenarde	446	1,284	1,730	25.78	74.22	100. »	540	1,455	1,995	27.09	72.91	100. »
	Eecloo	173	722	895	19.53	80.67	100. »	212	878	1,090	19.45	80.55	100. »
	Gand (A)	3,056	2,553	5,389	56.54	45.66	100. »	3,642	2,678	6,320	57.63	42.37	100. »
	St-Nicolas	997	1,360	2,357	42.50	57.70	100. »	963	1,669	2,632	36.59	63.41	100. »
Termonde	261	1,555	1,796	14.53	85.47	100. »	303	1,758	2,041	14.85	85.15	100. »	
HAINAUT	Ath	383	1,162	1,545	24.79	75.21	100. »	598	1,570	1,777	22.40	77.60	100. »
	Charleroi	575	1,454	2,029	28.34	71.66	100. »	785	2,423	3,208	24.47	75.53	100. »
	Mons	1,029	1,958	2,987	54.68	65.32	100. »	1,196	2,691	3,887	50.77	69.23	100. »
	Soignies	617	1,078	1,695	36.40	63.60	100. »	729	1,445	2,172	33.56	66.44	100. »
	Thuin	481	1,057	1,538	31.27	68.75	100. »	560	1,471	2,031	27.57	72.43	100. »
	Tournai	1,263	1,581	2,664	48.16	51.84	100. »	1,457	1,658	3,095	47.08	52.92	100. »
LIÈGE	Huy	258	606	864	29.86	70.14	100. »	341	851	1,172	29.10	70.90	100. »
	Liège	2,451	1,718	4,169	58.79	41.21	100. »	3,040	2,458	5,478	55.49	44.51	100. »
	Verviers	717	1,578	2,095	34.22	65.78	100. »	886	1,624	2,510	35.30	64.70	100. »
	Waremme	»	825	825	»	100. »	»	977	977	»	100. »	100. »	
LIMBOURG	Hasselt	525	696	1,221	43. »	57. »	100. »	694	918	1,612	45.05	56.95	100. »
	Maeseyck	94	375	469	20.04	79.96	100. »	106	453	559	18.96	81.04	100. »
	Tongres	211	952	1,163	18.14	81.86	100. »	232	1,100	1,332	17.42	82.58	100. »
LUXEMBOURG	Arlon	157	403	560	28.04	71.96	100. »	165	428	593	27.82	72.18	100. »
	Bastogne	80	430	510	15.69	84.31	100. »	126	510	636	19.81	80.19	100. »
	Marche	88	357	445	19.78	80.22	100. »	108	478	586	18.43	81.57	100. »
	Neufchâteau	131	427	558	23.48	76.52	100. »	183	647	830	22.05	77.95	100. »
	Virton	75	566	641	11.70	88.30	100. »	89	743	832	10.70	89.30	100. »
NAMUR	Dinant	191	783	974	19.61	80.59	100. »	261	1,096	1,357	19.23	80.77	100. »
	Namur	898	1,583	2,281	59.57	60.63	100. »	1,061	1,835	2,896	36.64	63.36	100. »
	Philippeville	45	711	756	5.95	94.05	100. »	50	996	1,046	4.78	95.22	100. »

(A) La rubrique « électeurs urbains » ne comprend que les électeurs des communes ayant rang de ville. C'est ainsi que les électeurs de Schaerbeck, de Saint-Josse-ten-Noode, d'Ixelles, etc., dans l'agglomération bruxelloise; de Berchem et de Borgerhout, dans l'agglomération anversoise; de Ledeberg, de Gendbrugge et de Mont-Saint-Amand, dans l'agglomération gantoise, sont portés au présent tableau comme « électeurs ruraux ».

GÉNÉRAUX.

1870.						1880.						1890.					
Électeurs			Rapport p. %			Électeurs			Rapport p. %			Électeurs			Rapport p. %		
urbains.	ruraux.	TOTAL.	urbains.	ruraux.	TOTAL.	urbains.	ruraux.	TOTAL.	urbains.	ruraux.	TOTAL.	urbains.	ruraux.	TOTAL.	urbains.	ruraux.	TOTAL.
5,574	2,519	7,893	70.62	29.58	100. »	9,098	2,843	11,941	76.19	23.81	100. »	11,151	3,630	14,761	75.41	24.59	100. »
1,488	1,132	2,620	56.79	43.21	100. »	1,763	1,005	2,768	65.70	34.30	100. »	2,041	1,107	3,148	64.83	35.17	100. »
269	1,567	1,836	14.65	85.35	100. »	291	1,418	1,709	17.05	82.97	100. »	324	1,572	1,896	17.09	82.91	100. »
6897	7,087	14,584	47.29	52.71	100. »	7,057	11,555	18,592	37.85	62.15	100. »	8,126	15,522	23,648	34.36	65.64	100. »
2,245	1,919	4,164	55.91	44.09	100. »	2,389	1,895	4,284	55.77	44.23	100. »	2,549	1,959	4,488	56.80	43.20	100. »
602	2,827	3,429	17.56	82.44	100. »	671	2,732	3,403	19.71	80.29	100. »	746	2,689	3,435	21.72	78.28	100. »
1,820	1,128	2,948	61.74	38.26	100. »	1,917	942	2,859	67.05	32.95	100. »	1,955	1,065	3,020	64.74	35.26	100. »
1,060	1,679	2,739	38.70	61.30	100. »	1,166	1,541	2,707	43.07	56.93	100. »	1,278	1,783	3,061	41.75	58.25	100. »
102	779	971	19.78	80.22	100. »	167	655	822	20.37	79.63	100. »	184	651	835	22.04	77.96	100. »
305	621	926	32.94	67.06	100. »	292	509	801	36.45	63.55	100. »	284	477	761	37.52	62.48	100. »
525	602	1,127	46.58	53.42	100. »	670	502	1,172	57.17	42.83	100. »	934	565	1,499	62.31	37.69	100. »
476	904	1,380	34.40	65.60	100. »	525	839	1,364	38.49	61.51	100. »	616	916	1,532	40.21	59.79	100. »
203	742	945	21.48	78.52	100. »	177	666	843	21. »	79. »	100. »	194	694	888	21.85	78.15	100. »
1,074	1,139	2,213	48.55	51.45	100. »	1,108	1,016	2,124	52.17	47.83	100. »	1,107	1,121	2,228	49.69	50.31	100. »
1,057	1,756	2,813	57.57	42.43	100. »	1,028	1,434	2,462	41.75	58.25	100. »	1,085	1,533	2,618	41.40	58.60	100. »
564	1,569	1,953	29.18	70.82	100. »	567	1,190	1,757	52.27	47.73	100. »	624	1,125	1,749	35.68	64.32	100. »
225	854	1,059	21.25	78.75	100. »	214	689	903	23.70	76.30	100. »	238	735	973	24.46	75.54	100. »
4,045	2,704	6,749	59.95	40.05	100. »	5,245	2,756	8,001	65.85	34.15	100. »	6,014	3,041	9,055	66.42	33.58	100. »
938	1,755	2,693	34.83	65.17	100. »	984	1,621	2,605	57.77	42.23	100. »	1,068	1,676	2,744	38.92	61.08	100. »
312	1,707	2,019	15.45	84.55	100. »	531	1,568	1,899	17.43	82.57	100. »	531	1,650	1,981	16.71	83.29	100. »
440	1,567	2,007	21.92	78.08	100. »	461	1,530	1,991	23.15	76.85	100. »	487	1,544	2,031	23.98	76.02	100. »
1,035	5,567	4,600	22.46	77.54	100. »	1,335	4,150	5,485	24.34	75.66	100. »	1,511	4,455	5,966	25.33	74.67	100. »
1,264	5,199	4,463	28.32	71.68	100. »	1,246	2,838	4,084	30.51	69.49	100. »	1,488	3,041	4,529	32.85	67.15	100. »
764	1,731	2,495	30.62	69.38	100. »	855	1,804	2,659	31.64	68.36	100. »	949	1,919	2,868	33.09	66.91	100. »
586	1,946	2,532	23.15	76.85	100. »	612	1,850	2,462	24.86	75.14	100. »	685	1,892	2,577	26.58	73.42	100. »
1,760	1,784	3,544	49.66	50.34	100. »	1,755	1,682	3,437	51.06	48.94	100. »	1,958	1,712	3,670	53.35	46.65	100. »
422	1,070	1,492	28.28	71.72	100. »	395	902	1,297	30.45	69.55	100. »	463	950	1,413	32.77	67.23	100. »
5,735	2,815	6,550	57.02	42.98	100. »	4,358	2,866	7,224	60.33	39.67	100. »	5,058	3,191	8,249	61.22	38.78	100. »
1,101	1,877	2,978	36.97	63.03	100. »	1,543	2,924	4,467	43.26	56.74	100. »	1,907	2,295	4,202	45.38	54.62	100. »
»	1,196	1,196	»	100. »	100. »	»	1,167	1,167	»	100. »	100. »	»	1,268	1,268	»	100. »	100. »
713	922	1,635	43.61	56.39	100. »	715	859	1,554	46.01	53.99	100. »	768	824	1,592	48.24	51.76	100. »
105	445	550	19.09	80.91	100. »	90	12	502	17.95	82.07	100. »	84	470	554	15.16	84.84	100. »
266	1,227	1,493	17.82	82.18	100. »	268	1,087	1,355	19.78	80.22	100. »	292	1,143	1,435	20.35	79.65	100. »
107	399	506	53.05	46.95	100. »	249	362	611	40.75	59.25	100. »	304	322	626	48.56	51.44	100. »
109	418	527	20.68	79.32	100. »	74	353	427	17.33	82.67	100. »	98	330	428	22.90	77.10	100. »
142	540	682	20.82	79.18	100. »	132	393	525	25.14	74.86	100. »	165	392	557	29.62	70.38	100. »
170	583	753	22.58	77.42	100. »	162	482	644	25.16	74.84	100. »	169	529	698	24.21	75.79	100. »
97	712	809	11.90	88.10	100. »	73	544	617	11.83	88.17	100. »	93	608	701	13.27	86.73	100. »
254	1,223	1,477	17.20	82.80	100. »	256	1,137	1,393	18.38	81.62	100. »	290	1,195	1,485	19.53	80.47	100. »
237	2,142	2,379	36.61	63.39	100. »	1,272	1,965	3,237	39.30	60.70	100. »	1,559	2,370	3,929	39.68	60.32	100. »
61	1,162	1,223	4.99	95.01	100. »	64	1,130	1,194	5.36	94.64	100. »	72	1,289	1,361	5.29	94.71	100. »

ÉLECTEURS

ARRONDISSEMENTS ADMINISTRATIFS.	DÉSIGNATION DES VILLES ET COMMUNES.	1888 (A).	
ANVERS	Chef-lieu Anvers	4,005	
	Communes de l'agglomération	Berchem	122
		Borgerhout	153
	Autres communes de l'arrondissement. {	A. Communes de plus de 7000 hab. en 1890. {	177
		B. Communes de moins de 7000 habitants	43
Total de l'arrondissement	1,395	5,895	
BRUXELLES.	Chef-lieu Bruxelles.	5,619	
	Communes de l'agglomération	Anderlecht	110
		Etterbeek	54
		Ixelles	620
		Laeken	96
		Molenbeek-Saint-Jean	260
		Saint-Gilles	86
	Autres communes de l'arrondissement. {	A. Communes de plus de 7000 hab. en 1890. {	743
		B. Communes de moins de 7000 habitants	413
	Total de l'arrondissement	1,903	10,579
GAND	Chef-lieu Gand	3,236	
	Communes de l'agglomération	Gendbrugge	24
		Ledeberg	51
		Mont-Saint-Amand	(¹)
	Autres communes de l'arrondissement. {	A. Communes de plus de 7000 hab. en 1890. {	94
		B. Communes de moins de 7000 habitants	146
Total de l'arrondissement	2,333	5,884	
LIÈGE.	Chef-lieu Liège	2,805	
	Communes de l'agglomération	Ans	(²) 69
		Grivegnée et Bressoux	(³) 66
		Saint-Nicolas	14
		Herstal	132
	Autres communes de l'arrondissement. {	A. Communes de plus de 7000 hab. en 1890. {	61
		B. Communes de moins de 7000 habitants	26
Total de l'arrondissement	1,747	5,023	

(A) Il n'a pas été possible de fournir cette statistique pour 1880, le Département de l'Intérieur ne possédant plus le détail par commune pour

GÉNÉRAUX.

1860.		1870.		1880.		1890.		Accroissement du nombre des électeurs de 1855 à 1890.	OBSERVATIONS.
4,488	4,765	5,574	5,775	9,098	9,858	11,151	12,551	8,051	
121		172		241		546			
156		229		519		854			
168	1,702	174	1,918	212	2,085	246	2,150	815	
45		69		75		125			
1,579		1,675		1,798		2,061			
8,557		7,895		11,941		14,761		8,806	
6,061	8,942	6,705	11,571	6,806	15,479	7,856	19,760	11,779	
115		292		597		820			
47		78		305		589			
744		1,287		1,709		2,595			
115		256		515		658			
417		712		1,153		1,427			
124		307		1,246		1,841			
878		1,086		1,420		1,729			
443		880		1,750		2,465			
81		2,854		96		2,915			99	3,115	115	5,888	1,490
107	104		251	270					
98	59		180	268					
156	121		206	265					
2,372	2,403		2,597	2,974					
11,706		11,581		18,592		27,648		15,269	
5,535	5,597	5,917	4,021	5,115	5,174	5,810	6,509	2,998	
20		24		44		81			
54		80		211		210			
(¹)		(¹)		104		142			
96		96		82		97			
137	2,725	115	2,728	107	2,527	130	2,716	175	
2,490		2,517		2,558		2,518			
6,520		6,740		8,001		9,055			3,171
2,987	5,287	3,672	5,995	4,505	4,629	4,964	5,421	2,555	
(²) 77		(²) 74		54		56			
(³) 70		(³) 77		100		158			
14		21		12		20			
19		141		160		221			
50	2,191	83	2,537	115	2,505	15	2,808	871	
52		52		67		91			
140		25		288		310			
1,960	2,199		2,125		2,294		2,294		
5,178		6,550		7,224		8,220		5,216	

(106)

RELEVÉ

RÉCAPITULATIF, PAR PROVINCE, DES MAISONS IMPOSÉES

A LA CONTRIBUTION FONCIÈRE AU 1^{er} JANVIER 1891.



ANNEXE F.

RELEVÉ RÉCAPITULATIF, PAR PROVINCE, DES MAISONS

CATEGORIES de COMMUNES par province.	NOMBRE DE MAISONS D'UN																			
	6.	12.	18.	24.	30.	36.	42.	48.	54.	60.	66.	72.	78.	84.	90.	96.	102.	108.	114.	
ANVERS.																				
Au-dessous de 1,000 hab.	51	28	179	559	412	557	549	518	292	264	196	155	238	2	243	185	4	108	1	
1,000 à 5,000 —	105	644	2,055	3,585	4,744	4,471	4,099	3,762	3,215	2,558	1,945	1,503	2,119	65	1,875	80	28	1,027	20	
5,000 à 10,000 —	10	106	455	765	1,055	1,155	1,082	961	1,005	1,079	842	598	607	1	479	1	516	505	2	
10,000 à 20,000 —	5	51	195	352	670	1,060	1,259	1,255	1,055	881	705	610	957	9	755	3	564	462	4	
20,000 à 50,000 —	1	"	"	"	1	8	"	22	21	60	52	156	427	"	587	"	450	281	"	
50,000 à 60,000 —	1	"	21	82	150	258	579	456	449	408	474	548	759	"	655	1	467	578	4	
de plus de 60,000 —	1	"	5	11	26	15	47	79	42	90	229	278	878	"	777	"	989	755	"	
TOTAUX.	152	829	2,886	5,110	7,018	7,522	7,215	6,855	6,047	5,580	4,441	3,646	5,945	77	5,151	85	4,267	49	5,512	20
BRABANT.																				
Au-dessous de 1,000 hab.	120	450	1,879	2,619	2,428	1,875	1,584	1,162	800	644	475	257	421	18	524	17	246	6	222	6
1,000 à 5,000 —	194	2,299	7,253	10,405	10,670	8,151	6,499	4,878	3,664	2,787	2,592	1,056	2,556	46	1,790	29	1,546	51	1,175	17
5,000 à 10,000 —	15	164	627	1,050	1,551	1,501	1,106	1,117	815	701	566	400	899	75	563	40	462	116	416	52
10,000 à 20,000 —	6	51	321	540	625	690	728	658	614	551	544	515	605	45	607	121	521	121	580	7
20,000 à 50,000 —	1	6	19	74	99	92	125	106	71	97	99	40	85	"	95	"	98	"	100	1
50,000 à 60,000 —	7	10	66	241	514	606	811	791	695	607	925	449	1,104	4	887	258	444	346	492	6
de plus de 60,000 —	1	1	1	6	5	15	55	19	95	104	250	99	279	1	266	1	209	1	245	"
TOTAUX.	542	2,961	10,166	14,955	15,670	12,750	10,704	8,751	6,748	5,491	5,229	5,506	5,747	189	4,550	446	5,126	641	5,028	89
FL. OCCIDENTALE.																				
Au-dessous de 1,000 hab.	61	89	555	891	1,081	552	805	569	546	250	465	107	447	155	545	116	165	84	119	15
1,000 à 5,000 —	156	1,054	4,021	6,982	9,655	7,105	8,518	4,442	4,881	2,640	4,269	695	5,595	490	2,790	545	1,757	427	1,540	71
5,000 à 10,000 —	25	227	1,599	5,165	4,425	5,617	5,815	2,560	2,264	1,075	1,955	247	1,729	64	1,551	68	1,002	95	811	57
10,000 à 20,000 —	4	92	424	577	855	927	1,087	574	822	187	818	59	606	9	524	4	575	7	329	4
20,000 à 50,000 —	2	5	54	98	282	402	456	507	265	264	566	52	294	12	257	15	144	2	129	"
50,000 à 60,000 —	2	"	24	352	666	890	1,124	1,044	727	900	875	420	817	45	665	4	525	7	470	8
TOTAUX.	250	1,465	6,457	12,065	16,940	15,471	15,785	9,006	9,505	5,525	8,724	1,540	7,488	755	5,910	552	5,946	620	5,598	155
FL. ORIENTALE.																				
Au-dessous de 1,000 hab.	77	291	864	1,589	1,550	1,120	927	660	676	441	422	181	421	2	556	2	169	2	184	1
1,000 à 5,000 —	187	1,975	6,282	10,459	11,790	9,629	7,868	6,410	5,082	4,098	5,620	2,292	5,657	12	2,922	10	2,050	5	1,715	25
5,000 à 10,000 —	20	258	1,257	2,260	2,878	2,241	1,855	1,446	1,415	1,255	795	1,457	4	1,125	1	906	2	715	12	
10,000 à 20,000 —	10	62	712	1,775	2,991	2,895	2,569	2,224	1,460	1,547	1,060	759	1,541	4	1,185	1	1,116	4	914	6
20,000 à 50,000 —	2	"	117	191	655	760	952	1,197	1,141	892	602	551	465	"	377	"	548	"	258	"
de plus de 60,000 —	1	"	5	216	571	808	1,452	2,021	1,667	2,244	1,788	1,494	1,455	"	1,195	"	945	"	861	527
TOTAUX.	297	2,566	9,257	16,290	20,191	17,715	15,789	14,547	11,472	10,455	8,725	5,852	8,974	22	7,158	14	5,534	15	4,645	569
HAINAUT.																				
Au-dessous de 1,000 hab.	179	177	827	1,659	2,827	2,925	2,971	2,752	2,019	1,574	1,346	875	1,246	56	999	16	677	27	629	10
1,000 à 5,000 —	209	570	2,805	5,850	8,569	9,507	9,885	9,006	7,955	5,635	4,860	5,596	4,427	149	4,251	85	2,824	55	2,601	45
5,000 à 10,000 —	53	117	677	1,415	2,672	3,555	5,952	4,165	5,906	5,486	5,294	2,511	5,426	11	5,002	67	2,552	16	1,979	2
10,000 à 20,000 —	15	45	504	741	1,602	1,809	2,409	2,729	2,495	2,514	2,170	1,551	2,528	4	2,145	1	1,586	2	1,450	1
20,000 à 50,000 —	4	17	94	248	424	596	949	1,222	1,048	1,079	857	697	1,009	9	952	1	822	3	692	"
50,000 à 60,000 —	1	1	1	5	75	158	254	196	97	119	121	"	125	"	225	"	111	"	190	"
TOTAUX.	459	925	4,708	9,896	15,967	18,550	20,400	20,068	16,600	14,225	12,654	8,828	12,761	229	11,554	168	8,572	85	7,541	58
LIÈGE.																				
Au-dessous de 1,000 hab.	186	451	2,515	3,844	3,607	2,559	1,710	1,512	1,012	572	775	127	547	106	417	79	520	57	275	40
1,000 à 5,000 —	155	685	4,175	6,986	7,465	5,595	4,597	3,551	5,525	1,160	2,944	150	2,159	74	1,596	75	1,252	57	1,102	29
5,000 à 10,000 —	15	56	470	950	1,281	1,554	1,225	1,097	1,152	448	1,126	7	850	5	674	4	495	9	447	5
10,000 à 20,000 —	4	19	208	445	476	446	557	464	419	259	600	50	526	9	404	10	552	15	171	155
50,000 à 60,000 —	2	5	107	208	292	457	500	488	559	52	550	5	574	5	580	5	294	4	267	1
de plus de 60,000 —	1	"	24	79	126	159	255	228	526	507	505	259	494	205	458	564	248	215	291	205
TOTAUX.	541	1,196	7,499	12,490	15,245	10,278	8,624	6,940	6,795	2,758	6,500	598	5,150	598	5,929	555	2,959	555	2,555	455
LIMBOURG.																				
Au-dessous de 1,000 hab.	157	417	1,792	2,444	2,022	1,415	1,089	954	647	480	441	102	549	15	214	11	179	7	105	5
1,000 à 5,000 —	68	1,005	2,866	5,757	5,548	2,511	1,714	1,452	998	815	699	144	529	15	409	10	514	5	280	1
5,000 à 10,000 —	1	1	60	77	75	105	121	41	41	59	44	"	86	"	64	"	52	"	55	"
10,000 à 20,000 —	2	10	59	205	285	228	252	219	207	150	350	2	276	"	174	2	184	2	158	"
TOTAUX.	206	1,455	4,777	6,461	5,728	4,055	3,156	2,646	1,895	1,484	1,514	248	1,240	28	861	25	729	14	578	6
LUXEMBOURG.																				
Au-dessous de 1,000 hab.	129	1,552	2,750	2,824	2,057	1,805	1,429	1,518	1,096	567	750	115	521	41	589	51	159	155	141	25
1,000 à 5,000 —	82	1,548	5,259	5,415	2,790	2,288	2,005	1,845	1,519	474	1,166	90	748	3	655	11	276	224	592	15
5,000 à 10,000 —	1	7	29	27	54	24	56	46	24	"	44	"	56	"	48	"	19	"	20	"
TOTAUX.	212	2,907	6,018	6,264	4,899	4,115	3,468	3,207	2,659	841	1,940	205	1,525	44	1,092	42	454	559	465	40
NAMUR.																				
Au-dessous de 1,000 hab.	271	476	1,085	5,101	4,028	4,025	5,545	5,055	2,515	1,711	1,550	756	1,199	152	822	102	551	95	418	55
1,000 à 5,000 —	82	555	1,459	2,255	5,592	5,565	5,554	2,858	2,267	1,685	1,420	990	1,518	114	960	157	701	65	650	48
5,000 à 10,000 —	2	26	78	105	150	144														

IMPOSÉES A LA CONTRIBUTION FONCIÈRE AU 1^{er} JANVIER 1891.

REVENU CADASTRAL DE FRANCS :																			NOMBRE TOTAL d'articles à la contribution personnelle en			
120.	126.	152.	153.	144.	150.	171.	201	315	429	515	1029	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	TOTAL.	1889.	1890.
à	à	à	à	à	à	à	235.	599.	486.	999.	1435.	1944.	2856.	5999.	4857.	9600.	14400.	19101.	et au-			
dessus.																						
79	2	66	"	1	41	24	57	5	1	4	8	"	"	"	"	"	"	"	"	3,911	2,574	2,476
816	4	719	57	5	625	405	850	175	40	122	41	15	8	5	"	"	"	"	"	42,999	25,585	23,662
249	"	187	"	"	255	188	580	108	18	45	7	9	1	"	1	"	"	"	"	12,017	7,650	5,791
547	2	515	"	2	402	459	1,519	450	168	199	16	7	6	2	"	"	"	"	"	14,461	6,198	7,580
146	"	125	"	"	177	220	1,488	561	76	85	4	1	"	"	"	"	"	"	"	4,526	4,298	5,510
510	"	296	"	"	524	456	1,184	576	176	506	27	5	3	1	"	1	"	"	"	9,152	8,115	5,784
480	1	562	1	"	674	876	4,582	4,756	2,886	6,252	1,217	471	425	138	46	41	2	1	"	27,598	25,872	24,514
2,427	9	2,268	40	15	2,408	2,648	9,826	6,409	5,565	6,994	1,520	504	441	146	47	42	2	1	"	114,044	82,088	75,117
154	4	159	5	5	144	118	205	54	14	57	16	1	2	1	"	"	"	"	"	16,109	6,409	6,487
1,051	12	854	27	25	975	871	1,512	408	151	164	51	16	12	15	2	1	"	"	"	72,965	54,047	52,018
424	27	512	53	2	555	471	1,277	584	174	155	21	4	5	1	1	"	1	"	"	15,822	10,204	9,045
510	167	290	5	4	565	545	1,918	1,045	595	427	42	10	5	2	1	3	"	"	"	15,552	9,556	8,160
78	"	42	"	"	74	76	475	540	245	318	18	15	2	2	"	"	"	"	"	5,088	2,410	2,220
597	195	598	116	"	1,029	985	4,892	6,959	4,200	8,252	1,060	559	254	84	16	22	"	"	"	58,676	52,502	50,992
199	2	186	5	"	509	267	1,579	1,851	1,675	5,540	2,468	1,160	1,027	475	155	210	51	6	10	18,759	17,175	18,276
2,813	405	2,221	191	52	5,627	5,581	11,854	11,405	6,920	14,895	5,676	1,545	1,285	578	156	256	52	6	10	178,969	112,112	107,196
185	46	104	15	2	151	75	91	8	5	1	"	1	1	"	"	"	"	"	"	7,791	4,551	4,159
1,665	214	861	99	40	1,402	971	1,859	552	191	284	42	15	15	2	2	"	"	"	"	75,454	57,140	54,554
760	61	428	21	27	580	460	1,079	265	67	107	8	5	2	4	"	"	"	"	"	55,756	16,346	14,917
551	4	505	2	9	552	569	994	596	159	179	18	5	1	1	"	"	"	"	"	11,185	7,255	6,086
102	4	150	1	1	267	501	815	688	555	715	100	18	26	5	1	1	1	"	"	6,855	4,481	4,110
489	2	591	1	1	592	574	1,714	945	401	885	147	21	21	7	5	5	"	"	"	15,756	1,584	8,895
5,550	551	2,219	157	80	5,544	2,748	6,552	2,852	1,156	2,171	515	65	64	19	6	8	1	"	"	148,775	80,957	72,501
169	5	89	"	1	79	51	75	14	6	15	6	2	"	1	"	"	"	"	"	9,925	5,005	4,859
1,450	12	1,125	6	29	1,027	759	1,545	518	82	150	51	10	12	6	"	2	"	"	"	86,219	44,075	42,194
515	9	451	2	4	506	411	1,062	472	156	180	11	6	5	1	1	"	"	"	"	26,110	15,120	12,752
664	10	600	1	10	665	622	1,718	589	201	221	15	8	9	2	"	"	"	"	"	27,756	11,485	11,185
255	"	240	"	1	298	284	849	566	154	295	57	7	7	"	"	"	"	"	"	11,015	5,346	4,609
516	291	662	"	271	1,117	1,228	5,175	1,905	999	1,989	512	200	151	25	6	7	"	"	"	50,041	14,509	15,605
5,527	525	5,167	9	516	5,690	5,355	8,218	5,664	1,578	2,848	610	235	162	55	7	10	"	"	"	191,066	93,556	89,182
497	4	451	6	8	466	311	545	112	50	54	18	6	8	5	1	2	"	"	"	26,094	14,055	12,618
2,100	22	1,770	18	55	1,967	1,596	5,281	825	240	299	61	26	15	5	"	6	"	"	"	95,619	51,406	45,145
1,588	5	1,460	1	5	1,640	1,454	5,558	1,092	508	459	59	12	9	5	"	1	"	"	"	51,651	54,509	24,858
1,152	1	1,099	7	1	1,149	955	1,954	649	209	511	50	10	5	1	1	"	"	"	"	55,577	25,514	17,040
589	"	595	2	"	699	558	1,806	1,167	548	1,195	229	76	45	9	"	2	"	"	"	18,215	14,795	11,458
205	"	149	"	1	505	260	1,102	725	415	427	107	51	20	5	"	2	"	"	"	5,404	5,584	5,427
6,129	50	5,502	54	48	6,226	5,112	12,026	4,568	1,748	2,745	504	161	98	26	2	14	"	"	"	228,540	145,441	112,524
226	74	194	9	66	182	165	295	105	54	56	11	6	12	"	"	"	"	"	"	21,558	8,288	7,805
984	51	784	6	25	907	755	1,785	557	155	228	51	9	15	1	1	1	"	"	"	52,770	24,729	21,475
415	1	565	2	4	489	487	1,144	515	225	567	55	14	15	4	1	5	"	"	"	15,715	9,120	6,857
160	5	226	4	5	507	298	798	492	255	558	45	5	2	"	"	"	"	"	"	8,455	5,451	4,455
288	"	188	1	15	255	291	962	1,065	626	1,501	171	44	19	4	1	1	"	"	"	9,957	7,574	6,562
556	62	240	115	60	726	874	2,252	2,151	1,099	5,715	1,005	590	281	56	5	15	2	"	"	18,524	15,924	14,551
2,609	191	1,937	155	169	2,844	2,868	7,256	4,885	2,574	6,025	1,556	468	540	65	8	20	2	"	"	126,759	70,866	61,701
108	5	88	4	2	76	65	84	15	8	20	10	1	2	1	"	"	"	"	"	15,151	4,407	4,410
250	2	259	11	6	229	189	296	71	19	28	4	4	5	"	"	"	"	"	"	21,985	8,064	8,076
51	"	51	"	"	65	68	211	167	45	49	"	1	1	"	"	"	"	"	"	1,584	1,046	1,015
166	"	142	"	2	198	165	615	235	121	188	12	"	5	1	"	"	"	"	"	4,589	2,854	2,701
555	5	520	15	10	566	487	1,206	548	195	285	26	6	9	2	"	"	"	"	"	41,507	16,551	16,202
95	96	53	14	2	85	54	70	29	2	12	5	5	2	"	"	"	"	"	"	17,761	6,068	6,021
256	185	97	26	1	265	204	465	187	42	59	2	2	3	5	"	"	"	"	"	24,589	5,591	9,557
22	"	50	"	"	42	71	225	127	41	97	5	1	2	"	"	"	"	"	"	1,071	814	857
555	279	160	40	5	588	529	756	545	85	168	8	6	7	3	"	"	"	"	"	45,221	16,273	16,195
576	48	407	26	15	458	552	518	92	28	88	27	15	11	"	"	"	"	"	"	52,028	11,595	11,207
622	59	571	20	15	757	620	1,572	407	114	157	19	6	5	1	1	2	"	"	"	51,949	14,521	15,275
64	15	57	25	15	117	117	595	120	65	85	7	2	1	2	"	"	"	"	"	2,811	1,656	1,559
69	4	48	15	25	79	105	474	445	342	756	174	49	27	5	5	2	1	"	"	5,327	2,695	2,815
1,151	126	1,085	104	70	1,571	1,174	2,759	1,062	547	1,064	227	72	44	8	4	4						

ANNEXE G.

**LES RÉFORMES PARLEMENTAIRES EN ANGLETERRE ET LA LÉGISLATION
ÉLECTORALE ANGLAISE (¹).**

PREMIÈRE PARTIE.

LES RÉFORMES DE 1832 ET DE 1867 (²).

I.

Dans le Royaume-Uni, comme dans tous les pays de monarchie parlementaire, le pouvoir législatif est réparti en trois branches, la Couronne et deux Chambres.

La Chambre des lords est fondée presque exclusivement sur le privilège de la naissance; elle représente l'hérédité et la tradition. En elle se reflètent les gloires du passé. Elle est l'organe des intérêts de la grande propriété, la gardienne des éléments de conservation sociale.

A ses côtés se dresse la Chambre des communes, qui constitue la représentation directe et populaire de la nation. C'est d'elle que nous avons à nous occuper.

Les Communes émanent de trois groupes de collèges électoraux : les comtés, les bourgs, les universités.

Les deux facteurs principaux de la représentation nationale, la députation des bourgs et celle des comtés, se retrouvent à travers les siècles, à la naissance des institutions parlementaires.

A la fin du siècle dernier, les bourgs avaient aux Communes 467 députés. Les représentants des comtés étaient 186 seulement.

Le droit électoral, dans les comtés, avait à l'origine appartenu aux *chevaliers*. On appelait ainsi ceux qui avaient obtenu de la Couronne, après la confiscation du sol britannique par les Normands, une terre en tenure immédiate, sous la condition de servir personnellement le souverain en temps de guerre, et chaque année pendant un temps déterminé, ou de lui fournir un homme d'armes équipé à leurs frais. Ces prestations étaient désignées sous le nom de *knight service*.

Plus tard, les chevaliers se confondirent dans les rangs des francs-tenanciers (*freeholders*) jouissant d'une propriété libre, dégrevée de toutes charges. La

(¹) Résumé du travail publié par M. Paul Hymans dans la *Revue de Belgique*. Bruxelles, 1891.

(²) Voir *Revue de Belgique*, numéro du 13 avril 1891.

possession d'un *freehold* attribuait à elle seule, et quelle que fût la valeur de la terre, la capacité, ce que les Anglais appellent la « franchise » électorale.

Dès le XV^e siècle cependant, des édits royaux exigèrent une résidence effective dans le comté. Une condition nouvelle s'y ajouta ensuite : il fallut que le revenu annuel du bien tenu en *freehold* fût de 40 shillings au moins. Tel est le dernier état de l'électorat dans les comtés à la veille de la réforme de 1832.

Chose digne de remarque, de nos jours encore, ceux qui possèdent en pleine propriété un bien d'un revenu annuel de 40 shillings (30 francs) sont électeurs de ce chef (*ownership*). La règle séculaire s'est maintenue et a été transmise intacte, au travers des réformes, à la législation contemporaine qui l'a reçue comme un legs du passé et l'a conservée.

Tandis que la source du droit électorat dans les comtés était le *freehold*, la propriété franche et pleine, les bases de l'électorat dans les bourgs variaient suivant les coutumes et les chartes locales.

Dans beaucoup d'entre eux, la corporation municipale s'arrogeait le privilège d'élire les députés. A Leicester, celui-ci était monopolisé dans les mains du maire et de 24 notables. A Cambridge, dans celles d'un jury de 12 notables.

Certaines cités avaient un système plus large. A Bristol, par exemple, la franchise était attachée au droit de bourgeoisie. Dans d'autres villes, très nombreuses, étaient électeurs les habitants qui payaient *scot and lot*, soit l'ensemble des taxes municipales ; dans d'autres encore, les *potwallers*, c'est-à-dire, si l'on veut traduire exactement, ceux qui font bouillir le pot-au-feu, ou, en d'autres termes, les citoyens indépendants, vivant de leurs propres ressources et ne faisant point appel à la bienfaisance publique. Cinq villes avaient le suffrage universel. L'une, Preston, le pratiquait sans limites. Il suffisait d'y loger, ne fût-ce qu'en passage, à l'époque des élections, pour pouvoir prendre part au scrutin.

Si l'on veut s'arrêter au seuil de ce siècle, afin d'embrasser d'un coup d'œil le régime politique sous lequel vivait l'Angleterre, il apparaît hérissé de bizarreries, d'anomalies, d'injustices et d'abus criants.

L'une des plaies des mœurs électorales anglaises, c'était la corruption. Et non une corruption hypocrite, ayant gardé quelque pudeur et cherchant à se dissimuler, mais une corruption patente et impudente, qui s'affichait et s'étalait sans vergogne.

D'autre part, la répartition des sièges était inégale et injuste. C'est ainsi que de grandes villes industrielles et commerçantes, telles que Manchester, Birmingham et Leeds, étaient privées de représentants, tandis que 70 membres des Communes étaient nommés par 38 localités où il n'y avait point d'électeurs, 90 par 46 bourgs n'en ayant pas 50, 37 par 19 bourgs n'en ayant pas 100.

C'est ce que l'on appelait les *bourgs pourris*.

Les hommes d'État, soucieux de l'honneur des institutions anglaises, de leur force dans l'avenir, de la sincérité du régime représentatif, se préoccupaient des imperfections et des périls d'une telle organisation politique et songeaient à y porter remède.

Le 1^{er} mars 1831, lord John Russell présenta aux Communes un bill de réforme parlementaire. Pendant dix-huit mois, ce fut l'objet presque unique des

préoccupations publiques. Attendu avec impatience, salué avec joie par la foule, en dehors de l'enceinte des Chambres, il suscita dans celles-ci une formidable opposition. Le projet échoua finalement à la Chambre des communes. Une dissolution fournit au Gouvernement une majorité compacte qui en assura le vote. Mais la Chambre des lords, à son tour, s'obstinant dans un immobilisme aveugle, le repoussa. Le Gouvernement eut alors recours à la menace. Il annonça la création de quatre-vingts pairs. Guillaume IV néanmoins hésita devant cette mesure extrême, et le cabinet se retira; mais les tories ayant fait de vaines tentatives pour constituer un ministère, il reprit la direction des affaires. Les lords comprirent que, désormais, toute résistance était vaine, sinon périlleuse. Ils sanctionnèrent le bill le 4 juin 1832.

La première étape était franchie.

L'œuvre accomplie était, à proprement parler, une œuvre d'épuration et de correction plutôt qu'une réforme électorale. Le but poursuivi avait été principalement de supprimer les bourgs pourris et d'organiser une plus équitable répartition des sièges.

La réforme de 1832 supprima cinquante-six bourgs pourris, réduisit de moitié la représentation de trente autres, attribua une députation aux villes importantes qui en étaient privées, mais n'augmenta pas dans une proportion considérable le nombre des électeurs.

Les bases anciennes de la franchise électorale étaient en grande partie conservées, mais elles recevaient une extension importante dans les comtés.

Dans les villes, l'idée de l'occupation trouvait une première et partielle réalisation, qui devait servir de point de départ aux réformes ultérieures de 1867 et de 1884, et où reposait le germe de la législation électorale de l'avenir, de celle qui régit l'Angleterre contemporaine.

Dans les comtés, la loi, maintenant la franchise aux propriétaires de biens d'un revenu annuel de 40 shillings (*freeholders*), la confère à deux catégories d'électeurs nouveaux, les *copyholders*, dont le domaine produit un revenu annuel de 10 liv. st. (250 francs), les *leaseholders* dont le bail, d'une durée de 60 années au moins, s'élève à la même somme, soit 250 francs, et ceux dont le bail, d'une durée moindre, s'élève à 50 liv. st. (1,250 francs) annuellement.

Une explication est nécessaire pour faire saisir le sens précis de ces termes juridiques, qui ne correspondent exactement à aucune expression du langage de notre droit public ou privé.

Le *copyhold* est une institution d'origine coutumière immémoriale. On appelle ainsi la tenure domaniale concédée par le suzerain du manoir. Cette concession était inscrite sur le rôle de la cour. La copie de ce rôle — de là le mot : *copyhold* — constituait le titre du bénéficiaire. Le *copyholder*, suivant la coutume du manoir ou les conditions expressément stipulées, obtenait sur la terre concédée des droits égaux à ceux du propriétaire, quant à la jouissance et à l'usage, ou seulement une jouissance limitée dans son étendue ou sa durée. Il y avait des *copyholds* transmissibles héréditairement, aliénables et divisibles. Les *copyholders* étaient obligés à des prestations en argent ou en nature à l'égard du cédant, primitivement le seigneur du manoir.

Cette institution féodale, vestige des servitudes du moyen âge, a subsisté jusqu'à nos jours. Le législateur, toutefois, s'est attaché à en hâter la disparition

graduelle par diverses mesures. Une loi de 1841 a permis aux *copyholders* de demander la commutation des droits seigneuriaux en une rente déterminée, et a institué une commission chargée de fixer le montant de cette rente. Une loi de 1852 a complété la première. Enfin, une loi récente, de 1887, a décrété toutes les rentes rachetables et facilité l'affranchissement des *copyholds* et leur transformation en *freeholds*.

Le *leasehold* était, dans le début, une tenure dépendante concédée soit par le *freeholder*, soit par le *copyholder*. C'est, en somme, une location contractée pour un terme plus ou moins long.

On voit donc que l'act de 1852 développait dans les comtés le principe qui jusque-là avait servi de base à l'électorat. A la propriété franche viennent s'ajouter la possession dépendante du *copyholder* et la possession à terme du locataire (*leaseholder*).

Dans les bourgs, la portée capitale de la loi fut d'établir, en dehors de certains groupes d'électeurs conservés par respect pour d'antiques traditions communales, une règle électorale uniforme.

La franchise est octroyée à tous ceux qui occupent un immeuble, de quelque valeur qu'il soit, d'un revenu annuel de 10 livres (250 francs), à la seule condition d'avoir résidé effectivement dans le bourg pendant six mois et d'y avoir acquitté les taxes dont ils étaient frappés.

Un grand pas avait été fait. Dans les bourgs, les coutumes abolies et remplacées par un régime homogène, fondé sur l'idée de l'occupation; dans les comtés, la franchise cessant d'être le privilège exclusif de la pleine propriété. C'étaient là, certes, d'incontestables progrès.

Mais, ainsi que nous l'avons dit, la loi de 1832 fut essentiellement une loi de principe, un acte de moralité; elle ne produisit qu'une minime augmentation d'électeurs⁽¹⁾. Et bientôt l'opinion, à peine satisfaite et déjà impatiente de réformes nouvelles, réclama, avec une ardeur égale à celle qu'elle avait apportée à ses premières revendications, une extension plus considérable de l'électorat.

II.

On ne peut nier que la loi de 1832 n'ait réalisé dans la législation politique de l'Angleterre une amélioration considérable. Si elle « n'a eu nécessairement, dit un historien non suspect de partialité⁽²⁾, et on peut dire presque naturellement, qu'une portée restreinte, elle n'en a pas moins exercé une grande influence sur le régime constitutionnel de l'Angleterre. Par elle, on a évité une révolution qu'une résistance absolue eût rendue inévitable. Elle a, pour toujours, tranché la grave question, si vivement agitée pendant le mouvement chartiste, à savoir si la constitution reposait ou non sur le principe de la représentation nationale ».

Elle affirmait ce principe en ouvrant les comices électoraux aux classes

(1) WILLIAM HEATON, dans son ouvrage *The three reforms of Parliament* (Londres, 1885), estime que le corps électoral s'est accru d'environ 500,000 votants à la suite de la réforme de 1832 (NOTE DU RAPPORTEUR).

(2) MAG CARTHY, *Histoire contemporaine d'Angleterre*. Traduite par Goirand. 5 vol. Paris, 1885.

moyennes, à la bourgeoisie urbaine, aux détenteurs du sol rural ; mais elle ne lui donnait qu'une expression incomplète en excluant l'élément ouvrier, avide de prendre sa part de la gestion des intérêts publics, de faire entendre sa voix et de la faire écouter.

Des concessions sages, graduelles, laissant la porte ouverte aux progrès éventuels que l'avenir pourrait commander, s'imposaient aux esprits politiques. Ils le comprirent.

En 1832, lord John Russell, le promoteur de la réforme accomplie vingt ans auparavant, présenta à la Chambre des communes un projet nouveau destiné à la compléter et à l'étendre. Il essuya un échec, ne se découragea point et, en 1834, revint à la charge. Mais la guerre de Crimée absorbait l'attention. C'est vers l'Orient que se portaient les regards, distraits des problèmes politiques internes par les périls extérieurs. La question subit un ajournement forcé. Pendant quelques années, elle parut oubliée.

Mais le mouvement endormi se réveilla bientôt.

L'initiative du premier effort tenté, après ceux de Russell, pour achever et parfaire l'œuvre de 1832, appartient au parti conservateur. Elle date de 1839.

A cette époque, le pouvoir était aux mains de lord Derby, secondé par un lieutenant jeune, audacieux, entreprenant, dont la fortune politique avait été rapide et qui devait la porter aux plus hauts sommets, Disraëli. Celui-ci se préoccupait de la question électorale, qu'il voyait grossir et lentement mûrir. Il comprit qu'il fallait ou accaparer le mouvement à son profit et vaincre par lui, ou tenter de le contenir, au risque de se laisser écraser.

Il se décida pour la première alternative. Les circonstances semblaient favorables. Le cabinet déposa un projet qui tendait à asseoir le droit électoral sur une double base, le cens et la capacité.

Le projet attribuait la franchise à tous ceux qui possédaient 10 livres de rente en fonds d'État ou en valeurs des Indes, ou 60 livres dans les caisses d'épargne; aux fonctionnaires civils et militaires ou de la marine touchant une pension de 20 livres; à ceux qui exerçaient une profession libérale ou étaient porteurs de diplômes universitaires; enfin, aux ministres des cultes et à certaines catégories d'instituteurs.

L'idée capacitaire, qui a séduit le parti libéral belge, ne plut pas aux libéraux d'Angleterre. Ils ne lui reconnurent pas les vertus spécifiques qui lui ont été attribuées dans notre pays.

Et ce fut des rangs du parti libéral que jaillit l'opposition au projet de Disraëli, opposition vivace, active et finalement triomphante. Les whigs lui reprochaient de ne point donner satisfaction aux griefs qu'il avait précisément pour but de détruire. Il maintenait l'injustifiable exclusion des classes ouvrières. Il consacrait au profit des classes moyennes le privilège qu'on voulait leur enlever, ou tout au moins leur faire partager avec les éléments les plus éclairés et les plus sages du prolétariat. Lord John Russell mena la bataille. Il déposa un amendement déclarant qu'aucune mesure ne contenterait la Chambre ou le pays, si elle n'étendait le suffrage au delà des limites proposées par le Gouvernement. Gladstone, que les libéraux reconnaissaient déjà pour un de leurs chefs, l'appuya. Et l'amendement fut adopté à trente-neuf voix de majorité. Le cabinet fit appel au pays. Les élections lui procurèrent un appoint de forces nouvelles, mais il n'en put tirer parti. Dans une réunion fameuse, tenue à la

sallé *Willis*, les *leaders* des groupes libéraux, Palmerston, Bright et Russell, scellèrent une alliance solide dont lord Hartington se fit l'organe à la Chambre, en proposant, dès la réouverture de la session, une motion de défiance à l'égard du Gouvernement. La motion fut votée, et le cabinet tomba.

Après avoir si longtemps attendu et espéré une réforme, il fallut attendre encore et se contenter d'espérer.

C'est en 1866 seulement que le cabinet libéral jugea le moment opportun pour chercher à résoudre la question électorale. Le 12 mars, M. Gladstone présenta à la Chambre un projet dont les dispositions essentielles tendaient à réduire le cens de 10 à 7 livres dans les bourgs, de 50 à 14 livres dans les comtés.

Soit que la nécessité d'une réforme n'apparût point clairement encore à l'opinion, soit qu'elle jugeât le projet mal conçu — et beaucoup, en effet, lui reprochaient de ne reposer sur aucun principe et jugeaient dangereux un simple abaissement du cens, — l'accueil fait aux propositions ministérielles fut réservé, même hostile. Le débat à la Chambre dura huit nuits. Dans la discussion des articles, les amendements surgirent de toutes parts, des bancs de la majorité comme de ceux de l'opposition. Et ce fut l'adoption d'un amendement proposé par un membre de la majorité qui détermina l'effondrement du ministère.

Lord Derby et Disraëli ressaisirent le pouvoir. A eux incombait la tâche laborieuse et délicate de résoudre le problème pendant devant le pays. Les circonstances les contraignirent à agir sans retard.

La session de 1867 était à peine ouverte, que Disraëli saisissait la Chambre des communes de la question électorale. Mais, chose inattendue, il annonça l'intention de ne point déposer de projet. Il se borna à inviter la Chambre à fixer elle-même, dans un ordre du jour, les points fondamentaux de la nouvelle loi électorale.

Les partis, sur l'invitation du ministre, s'efforcèrent de trouver un terrain d'entente commune, mais en vain. Disraëli et Bright énumérèrent successivement devant la Chambre les conditions auxquelles ils subordonnaient toute réforme. Ces conditions étaient inconciliables.

Il fallait bien désormais que le Gouvernement prît une initiative, assumât la responsabilité de propositions personnelles et spontanées. Du 11 au 25 février, il proposa trois projets basés sur des principes différents. Il renonça aux deux premiers, maintint le troisième et le soumit à l'épreuve d'une discussion décisive.

La loi, votée enfin le 15 août 1867, sortit du débat amendée, transformée par des additions, des retranchements, des modifications de toute nature, et cependant limpide, claire, harmonique, pleine d'unité. Par un phénomène qui tenait à l'atmosphère au milieu de laquelle la discussion s'était déroulée, elle était imprégnée d'un esprit beaucoup plus démocratique que ne l'avaient voulu les auteurs du projet. Elle allait plus loin qu'on n'avait, même dans les rangs du libéralisme, osé l'espérer.

La loi de 1867 abaissa de moitié le cens dans les comtés. Sous l'empire de la loi de 1832, les biens tenus en *copyhold* et en *leasehold* (pour plus de soixante années) ne conféraient le droit de vote que pour autant que leur

revenu annuel ou le prix du fermage atteignit la somme de 10 livres (250 fr.). Ce chiffre fut réduit à 5 livres (125 francs).

De plus, le principe de l'occupation, établi par la loi de 1832 dans les bourgs seulement, fut étendu aux comtés. L'occupation d'un bâtiment ou d'un terrain d'un revenu annuel imposable de 12 livres (500 francs) devint une source d'électorat.

Dans les bourgs, le principe de l'occupation reçut des applications plus larges et plus libérales.

Les occupants d'une maison, d'un bâtiment ou d'une boutique, ou même d'un simple appartement d'un revenu de 250 francs, avaient été, par la loi de 1832, appelés à l'exercice du droit de vote.

A côté de l'occupation venait se placer une notion nouvelle, qui lui était étroitement apparentée, mais en différait cependant : l'habitation proprement dite.

L'habitant (*householder*) d'une maison entière était électeur, à la seule condition que la maison fût imposée à la taxe des pauvres.

L'habitation d'un appartement d'un loyer annuel de 250 francs conférait également au locataire (*lodger*) le droit de suffrage.

La loi renfermait, en outre, une série de dispositions qui corrigeaient la répartition défectueuse des sièges. Enfin, elle créait les collèges appelés *three cornered*.

En d'autres termes, dans le but d'assurer la représentation des minorités, elle stipulait que, dans les circonscriptions élisant trois députés, les électeurs ne pourraient voter valablement que pour deux candidats; dans la Cité de Londres, qui disposait de quatre mandats, pour trois candidats seulement.

Ainsi, de par la loi, la minorité était investie du troisième ou du quatrième siège.

Tels sont les traits principaux de la loi de 1867, que complétèrent deux bills, adaptant ses principes à la législation de l'Irlande et de l'Écosse.

L'Angleterre faisait, dans la voie des réformes démocratiques, un pas énorme.

Elle ouvrait les portes des comices aux éléments les plus éclairés, les plus moraux des classes ouvrières.

Elle appelait à la gestion des affaires publiques plus d'un million de citoyens jusque-là frappés d'ostracisme. Dans les bourgs, le nombre des électeurs s'élevait de 602,196 à 1,399,761; dans les comtés, de 764,622 à 1,048,491.

En présentant la loi à la Chambre des lords, lord Derby avait dit : « Nous faisons un saut dans l'inconnu (*a leap in the dark*), mais j'ai la plus grande confiance dans le bon sens de mes compatriotes, et j'espère sincèrement que l'extension de franchise que nous leur accordons consolidera la base de nos institutions. »

Les espérances du vieil homme d'État anglais ne furent pas un instant démenties.

La réforme de 1867 a été une œuvre de conservation autant que de progrès.

Le complément que lui apporta, moins de vingt ans plus tard, la réforme nouvelle de 1884 ne fit qu'en étendre et affermir les effets. C'est elle que nous nous proposons maintenant d'analyser et d'étudier.

DEUXIÈME PARTIE.

LA RÉFORME DE 1884 ET LA LÉGISLATION ÉLECTORALE DE L'ANGLETERRE (1).

I.

La loi du 6 décembre 1884 (*Representation of the People Act*) forme avec deux lois postérieures d'une année, l'une qui régit la confection et la revision des listes, l'autre qui répartit les sièges et délimite les circonscriptions, la charte électorale de l'Angleterre contemporaine.

La loi de 1884 a eu deux mérites.

C'est d'abord qu'elle ne renferme aucune de ces innovations brutales qui bouleversent toute l'économie d'une législation, brisent le lien traditionnel qui rattache les institutions présentes à celles du passé, troublent les mœurs politiques d'une nation et les forcent à se renouveler en un jour.

Elle procède par une filiation naturelle et directe des réformes de 1832 et de 1867, dont elle n'est qu'une ampliation. Elle constitue le troisième chapitre d'une œuvre homogène, imprégnée d'un même esprit, basée sur un même principe, dont les développements successifs et logiques forment trois phases historiques de presque égale étendue.

De là elle tient son second mérite, non le moins précieux. Elle est venue à son heure, à l'heure propice où les réformes longtemps débattues par les groupes extrêmes, ardemment revendiquées par l'un, systématiquement combattues par l'autre, ont conquis enfin la moyenne de l'opinion, ont pris possession de l'esprit public et s'accomplissent alors comme par la force des choses, avec facilité et avec sûreté, indemnes des exagérations de la veille, préventives des excès inévitables du lendemain.

La loi de 1867 avait donné satisfaction aux vœux démocratiques. Elle avait, dans les bourgs, appelé à la vie politique l'élite des classes laborieuses en attribuant le droit électoral à tout habitant d'une maison (*householder*), pourvu que celle-ci fût imposée à la taxe des pauvres, ainsi qu'à tout occupant d'un appartement d'un revenu annuel de 250 francs (*lodger*). Mais si, dans les villes, elle avait ainsi créé une franchise presque illimitée, l'extension du droit électoral dans les comtés était beaucoup moindre. Cette différence de régime ne se justifiait plus. Pourquoi un ouvrier habitant une maisonnette aux limites d'un bourg était-il électeur, et son voisin, domicilié sur le territoire du comté, en dehors des frontières urbaines, ne l'était-il point?

C'est en février 1884 que Gladstone présenta à la Chambre des communes le projet de loi tendant à réformer et à élargir les bases de l'électorat.

N'osant pas avouer une hostilité franche, la minorité conservatrice opposa

(1) Voir *Revue de Belgique*, numéro du 15 mai 1891.

aux propositions ministérielles des reproches indirects. Elle prétendit, sans contester la nécessité de la réforme, en faire dépendre l'adoption d'une répartition nouvelle des sièges parlementaires, laquelle, de l'avis de tous et du cabinet lui-même, devenait, à sa suite, indispensable.

Afin de désarmer l'opposition, Gladstone esquissa devant elle le plan suivant lequel le Gouvernement entendait régler la question de la répartition des sièges. A la Chambre des lords, lord Granville, au nom du cabinet, annonça que celui-ci était disposé à entrer en négociations avec le parti conservateur pour arriver à une solution amiable de ce problème capital.

L'invitation fut acceptée, et l'on vit — mémorable et instructif exemple d'entente féconde des partis sur une question d'intérêt national — trois ministres, Gladstone, lord Hartington et sir Charles Dilke, d'une part, sir Stafford Northcote et lord Salisbury, les leaders de l'opposition conservatrice à la Chambre des communes et à la Chambre des lords, d'autre part, délibérer, dans un esprit de conciliation patriotique, pour aboutir à un accord grâce auquel l'accomplissement de la réforme électorale fut définitivement assuré.

II.

Le régime établi par la loi de 1884 (*Representation of the People Act*) est voisin du suffrage universel. Il se rapproche de lui par ses effets, mais il en diffère essentiellement par ses principes. Les apôtres du suffrage universel le basent sur une sorte de déclaration de droit. Le droit de participer au gouvernement du pays est, disent-ils, un droit naturel qui appartient à tout citoyen, confondant ainsi avec les droits civils et personnels les droits politiques, fonction mobile et variable que la loi crée, décerne et retire à son gré.

Les hommes d'État de l'Angleterre ne se sont pas aventurés dans cette métaphysique. Et si Gladstone déclara un jour, à la Chambre des communes ⁽¹⁾, qu'un corps électoral nombreux était pour un État une source de vigueur et de vitalité, il ne songea jamais à le recruter que parmi les citoyens réunissant des conditions suffisantes de capacité (*capable citizens*).

« Tout homme », avait-il dit dès 1866, « que son inaptitude personnelle ou un danger politique ne rend point incapable, a le droit de prendre part au gouvernement du pays. »

Mais qu'entendait-il par un citoyen capable? Ce n'était point le capacitaire, tel que nous le concevons en Belgique, tenu de subir un examen ou de produire un diplôme pour obtenir le bulletin de vote.

Cette notion spéciale de la capacité qui sert de fondement à un système électoral baptisé chez nous de l'épithète barbare de capacitarisme, n'a jamais été fort en faveur en Angleterre.

Les Anglais, gens pratiques en politique comme en affaires, ne jugent pas qu'un citoyen sachant lire et écrire possède nécessairement les qualités d'ordre, de moralité et d'intelligence qui légitiment seules, à leurs yeux, l'attribution de la dignité électorale.

(1) Séance du 28 février 1884.

Un membre de la Chambre des communes, M. Stanley Leighton, proposa cependant, au cours de la discussion du projet de réforme, un amendement tendant à exiger de l'électeur la capacité d'écrire son bulletin. Il le justifia en plaidant la nécessité de balayer du corps électoral les illettrés; il dépeignit la profonde indigence morale, l'obscurité intellectuelle (*mental darkness*) de ces malheureux que leur ignorance isole du mouvement des idées et éloigne de toute lumière, et, apostrophant Gladstone, il lui demanda s'il considérerait comme un *capable citizen*, selon sa propre expression, quelqu'un qui ne parviendrait point à déchiffrer le moindre de ses éloquents discours.

Gladstone repoussa l'amendement et invoqua contre lui un argument d'une pertinence douteuse. Il alléguait que le bulletin écrit permettrait, en maintes occasions, la violation du secret du vote et deviendrait une source de fraudes.

L'amendement fut retiré après un bref débat. Il n'aurait eu d'ailleurs qu'une médiocre portée pratique. On estime, en effet, qu'en Angleterre la proportion des illettrés, par rapport au nombre total des électeurs, est, suivant les localités, de 2 à 5 p. % au plus (1). En Belgique, sous le régime du suffrage universel, qui nous donnerait en chiffre rond quinze cent mille électeurs environ, cette proportion s'éleverait au chiffre effrayant de 31 p. % au moins (2)!

La capacité électorale, dans l'esprit des législateurs anglais, se mesure au

(1) DE FRANQUEVILLE, *Le Gouvernement et le Parlement britanniques*, t. II, p. 456, note 2 — Aux élections de 1886, sur 4,603,597 votes exprimés, 186,542 émanaient d'électeurs illettrés (*Statesman's year Book*, 1891).

(2) D'après le dernier recensement général dont les résultats ont été publiés, celui de 1880, il y avait effectivement, à cette date, 51 % de Belges mâles et majeurs illettrés, c'est-à-dire ne sachant pas lire et écrire. Mais ce chiffre, outre qu'il ne saurait fournir d'indications exactes sur la situation de l'instruction primaire en 1880 sans être décomposé en ses divers éléments, est sans rapport aucun avec l'état de choses actuel. Pour se rendre compte des progrès accomplis, c'est à d'autres données qu'il faut avoir recours, et il ne sera peut-être pas sans utilité de les signaler ici.

En 1890, le nombre des jeunes gens appelés au tirage au sort pour le service militaire était de 56,424, mais on ne connaissait le degré d'instruction que de 55,868 d'entre eux. On en comptait : a) 7,289 ne sachant ni lire ni écrire, soit 13.05 %, et b) 4,605 sachant lire seulement, soit 2.87 %. Le nombre des illettrés était donc de 8,894, soit 15.92 %. D'autre part, la classe de milice de 1880 comprenait 21.66 % d'illettrés; celle de 1870, 29.25 %; celle de 1860, 59.41 %; celle de 1850, 44.15 %, et celle de 1843, 50.85 %. (*Annuaire statistique*, 1890, pp. 184 et 185.)

L'éloquence de ces chiffres rend tout commentaire inutile. Rapprochons-les toutefois de renseignements similaires qui nous sont fournis par le *Statesman's year Book* de 1891 :

En 1843, 52.7 % des individus mâles, mariés dans le courant de l'année en Angleterre et dans le pays de Galles, se montrèrent incapables d'apposer leur signature sur les registres; en 1865, à la veille de la grande réforme électorale qui allait accorder le droit de suffrage aux classes ouvrières, tout au moins dans les villes, la proportion des illettrés ayant contracté mariage dans l'année s'élevait encore à 23.8 %; elle est de 7.8 % pour l'année 1888. En Irlande, pour 1889, la proportion des nouveaux mariés illettrés s'élève à 21.2 %.

On se marie jeune en Angleterre, ce qui permet de comparer avec une approximation suffisante les données qui précèdent à celles de la statistique belge ayant trait au degré d'instruction des miliciens.

Il résulte de cette comparaison que la situation est bien meilleure en Belgique qu'elle ne l'est en Irlande, bien meilleure aussi qu'elle ne l'était en Angleterre au moment de la réforme électorale de 1867, et si, en Angleterre et dans le pays de Galles, on passe, de 1843 à 1888, pour ce qui concerne les nouveaux mariés, de 52.7 % d'illettrés à 7.8 %, nous pouvons, de notre côté, non sans quelque fierté, faire état de la proportion de 15.92 % de miliciens illettrés en 1890, comparée à celle de 50.85 % en 1843. (NOTE DU RAPPORTEUR.)

bien-être social, à l'aisance du ménage, et se traduit par des signes extérieurs que l'administration enregistre et contrôle, l'occupation et l'habitation, qui n'en est qu'une modalité, — notions sœurs, mais cependant distinctes.

L'étude de la loi de 1884 ne suffirait point à déterminer les diverses conditions dont dépend aujourd'hui l'octroi du droit de suffrage en Angleterre.

Des dispositions nombreuses, qui s'y rapportent, sont éparpillées dans diverses autres lois. La codification n'en a point été entreprise. Nous entreprenons d'en offrir le résumé succinct, aussi lucide que possible.

Le système électoral actuel en Angleterre se constitue de règles uniformes pour les comtés et les bourgs, placés désormais sur le même pied ⁽¹⁾.

En dehors de certaines catégories de privilégiés investis de la capacité électorale par d'anciennes coutumes, dont l'abolition a répugné aux tendances traditionnelles de la législation britannique, les électeurs tiennent leur droit de deux sources : l'occupation et l'habitation proprement dite. Ces deux bases uniques de l'électorat apparaissent sous quatre formes diverses : l'*occupation franchise*, la *household franchise*, la *service franchise*, la *lodger franchise*. Examinons-les successivement et analysons les éléments dont se compose chacune de ces formes du droit électoral.

Occupation franchise. — Est électeur toute personne, du sexe masculin, ayant atteint l'âge de la majorité (21 ans), que ne frappe aucune incapacité légale, et qui *occupe*, comme propriétaire ou comme locataire (*owner of tenant*), une propriété quelconque (*any land or tenement*), bâtiment ou terrain, de quelque nature qu'elle soit et à quelque usage qu'elle soit affectée, d'un revenu annuel de 250 francs (10 livres sterling).

S'il y a plusieurs occupants et que le revenu annuel total de l'immeuble ou de la portion d'immeuble occupé correspond au chiffre légal de 250 francs multiplié par le nombre des occupants, tous seront électeurs.

Il faut entendre par revenu annuel (*clear yearly revenue*) la rente nette due au bailleur si l'immeuble est donné en location, déduction faite des charges locatives imposées au preneur, ou, si l'immeuble est occupé par le propriétaire, le prix auquel celui-ci pourrait équitablement prétendre, en cas de location *bona fide*. La constatation de cette valeur locative réelle ou l'évaluation de celle-ci incombe aux fonctionnaires qui ont pour mission de lever et de percevoir la taxe des pauvres, dont nous expliquerons le mécanisme plus loin.

L'occupation d'un magasin, d'un dépôt, d'un cabinet d'affaires, de tout autre local suffit pour conférer le droit de vote.

L'occupation doit avoir, au 1^{er} juillet de l'année où l'inscription sur les listes électorales s'effectue, duré douze mois au moins.

Dans les bourgs, l'occupant doit en outre avoir résidé pendant six mois dans le bourg même, ou à une distance de sept milles du bourg ⁽²⁾. Aucune résidence effective n'est exigée dans les comtés.

L'immeuble occupé doit être imposé à la taxe des pauvres.

(1) Nous ne nous occupons ici que de l'Angleterre et du pays de Galles. Le régime électoral de l'Irlande et de l'Écosse ne diffère du leur que par des points secondaires.

(2) A Londres, l'occupant doit avoir résidé pendant ce délai à la distance de 25 milles de la Cité.

Dans les comtés, il suffit que l'occupant ait acquitté, le 20 juillet au plus tard, les termes de ladite taxe échus au 3 janvier précédent. L'occupant, dans les bourgs, doit avoir en outre acquitté à cette date toutes taxes communales dont il est grevé, dues au 3 janvier de l'année courante.

La loi érige en délit de corruption le fait, de la part de toute personne, de payer pour autrui le montant de ces contributions, dans le but soit de lui faire attribuer le droit électoral, soit d'exercer une pression sur son vote.

Mais on admet que le bailleur paye à la décharge de l'occupant sa dette d'impôts, à moins qu'il n'agisse dans une intention frauduleuse ou corruptrice (1).

Household franchise. — Est électeur toute personne mâle, majeure, ne rentrant dans aucun des cas d'incapacité édictés par la loi, qui *habite* séparément, comme propriétaire, locataire, employé ou agent, une maison (*dwelling house*) ou partie de maison, soit même un simple appartement.

L'habitation doit avoir duré pendant douze mois à la date du 15 juillet. Mais il n'est pas nécessaire qu'elle soit ininterrompue. Une absence temporaire ne prive point l'habitant du droit électoral. S'il occupe habituellement, même d'une manière discontinue, la même demeure, si sa famille y est installée, il est considéré comme *householder* et devient électeur ; il pourrait avoir d'autres lieux d'habitation ou de séjour, sans, par ce fait, perdre son droit.

La valeur de la maison ou partie de maison occupée importe peu. La seule condition nécessaire, c'est qu'elle soit imposée à la taxe des pauvres et que le montant de celle-ci, échu au 3 janvier, soit dûment acquitté à la date du 20 juillet.

Le paiement ne doit pas être effectué de la main de l'occupant. La jurisprudence est fixée en ce sens.

De la *household franchise* basée sur l'habitation dérive une franchise qui n'en est qu'une variété, celle que l'on nomme la *service franchise*. Est électeur tout homme qui habite une maison à raison de son office ou de ses fonctions, pourvu que la personne au service de laquelle il est employé n'y habite point elle-même. Cette disposition de la loi de 1884 a eu pour but de ne pas exclure du corps électoral une série nombreuse d'hommes estimés, aptes à exercer le droit de vote, employés, agents, gardes et régisseurs.

Lodger franchise. — La loi de 1884 ne renferme pas de définition de ce qu'il faut entendre par ce terme juridique et renvoie à la loi de 1867. On l'y trouve résumée en treize lignes. Encore faut-il la compléter à l'aide de trois autres lois, qui consacrent à cet objet complexe plus de quatre-vingts lignes d'explications passablement diffuses. La combinaison de ces textes ne permet guère de donner, dans notre langue, à l'expression *lodger franchise*, une traduction précise et concrète. Laissons donc les définitions et bornons-nous à déterminer la nature même du droit et à constater son étendue.

Est appelé *lodger*, dans la terminologie adoptée par la législation électorale, et est électeur à ce titre, tout homme qui, le 15 juillet, a depuis douze mois occupé, comme seul *locataire* (*as sole tenant*), un même logement d'un revenu annuel de 250 francs.

(1) ROGERS. *On elections*, part. I, pp. 116 et 117.

Ce logement peut ne consister qu'en une seule chambre. Il n'est pas nécessaire que le *lodger* ait habité pendant le délai légal la même chambre. Il suffit que les appartements qu'il a successivement occupés fassent partie de la même maison et qu'il ait continué de résider effectivement dans celle-ci.

Le même logement occupé par plusieurs personnes peut, si le prix de location total suffit pour attribuer à chacune d'elles le taux requis par la loi, conférer le droit de vote à deux occupants au plus.

Aucune condition fiscale relative à la taxe des pauvres ou au paiement d'autres taxes n'est exigée.

On voit que la base de la *household franchise* et de la *lodger franchise* est en réalité la même : c'est l'habitation. L'occupation d'un appartement peut conférer, moyennant des conditions accessoires différentes, soit l'une, soit l'autre. A quoi répondent ces règles dualistes? Les situations de fait auxquelles elles s'appliquent sont-elles réellement distinctes? En un mot, qu'est-ce, à proprement parler, qu'un *lodger*? En quoi se sépare-t-il d'un *householder*?

La jurisprudence, peu à peu, a déterminé les conditions dont la réunion entraîne pour l'occupant la qualification de *lodger*. Il a été admis que pour être *lodger*, au sens de la loi électorale, il fallait loger dans la maison d'un autre, et y loger avec lui (*).

Il n'est pas nécessaire toutefois que le *landlord* (propriétaire ou locataire principal) demeure lui-même dans la maison pour que les occupants des appartements qu'elle renferme soient qualifiés *lodgers*. Il suffit qu'il y exerce, fût-ce par personne interposée, par l'intermédiaire d'un employé, une surveillance, un contrôle (*some control*).

D'autre part, s'il y habite lui-même, mais s'est réservé une partie de la maison, sans accès avec la partie occupée par les locataires, de manière qu'en réalité il a une résidence séparée de celle des autres, que l'entrée de leurs logements est libre et ne leur est pas commune avec le *landlord*, en ce cas, les occupants locataires des chambres ne sont pas considérés comme des *lodgers*, mais comme des *householders*.

Il importe de noter que la *lodger franchise* n'a fourni qu'un nombre peu important d'électeurs. La source la plus abondante de l'électorat, celle dont le débit est en quelque sorte le plus copieux, c'est la *household franchise*, basée sur l'habitation proprement dite. On a vu plus haut qu'elle n'exige, en dehors de cette condition essentielle et primordiale, que le paiement de la taxe des pauvres, dont l'immeuble, siège de l'habitation, est grevé.

(*) Aux termes de nos lois fiscales, l'occupant d'un appartement ou d'une partie de maison est redevable de la contribution personnelle lorsque cet appartement ou cette partie de maison sont pris en location du propriétaire ou premier locataire *non habitant* (art. 8 de la loi du 28 juin 1822); lorsque, au contraire, la maison est habitée par le propriétaire ou par un occupant principal qui en louent ou cèdent une partie des chambres ou appartements, ceux-ci doivent la contribution personnelle pour la maison entière et ils sont seuls tenus vis-à-vis du fisc (art. 7, même loi). C'est une distinction identique qu'établit la législation électorale anglaise entre le *householder* et le *lodger*. On ne saurait mieux comparer le *householder* qu'à l'occupant redevable de la contribution personnelle, aux termes de l'article 8 de la loi belge du 28 juin 1822; le *lodger*, qu'au sous-locataire exempt de toute contribution en vertu de l'article 7 de cette loi. (NOTE DU RAPPORTEUR.)

Il nous reste à exposer le mode d'établissement et de recouvrement de cet impôt, étranger à notre système économique et fiscal.

La taxe des pauvres frappe le revenu annuel net de l'immeuble, c'est-à-dire le prix de la location, conclue à des conditions moyennes et équitables, déduction faite des contributions et de toutes autres charges qui grèvent le locataire.

L'occupant est le débiteur réel de l'impôt, mais le propriétaire peut l'acquitter en son lieu et place.

L'administration de la bienfaisance publique, ainsi que celle de l'hygiène, ressort au *Local government Board*, institué en 1871 dans le but de centraliser les intérêts multiples et épars qui en dépendent. Chaque paroisse, dans le principe, avait son organisation charitable indépendante et propre. Mais on a constitué des unions, de petites fédérations de paroisses, appelées *Poor-Unions*; chacune d'elles a un collège de fonctionnaires (*Board of guardians*) qui exercent la surveillance et le contrôle des institutions publiques de bienfaisance dans leur ressort et y gèrent les intérêts des pauvres.

Dans chaque paroisse, deux ou plusieurs agents, nommés *overseers*, sont chargés de dresser les rôles de la taxe des pauvres ⁽¹⁾. A cet effet, ils procèdent annuellement à l'évaluation du revenu annuel brut des immeubles, puis à l'évaluation du revenu imposable, qu'ils obtiennent en déduisant du revenu brut le montant des taxes et autres charges dues par le locataire. Le tableau ainsi dressé est soumis à l'inspection du public. Toutes personnes intéressées peuvent s'en faire délivrer des extraits. Il est transmis ensuite à un comité (*assessment committee*) nommé par les *guardians*. Celui-ci reçoit les réclamations et les juge. Lorsque le tableau des évaluations a reçu l'approbation du comité, il est renvoyé aux *overseers*, qui procèdent, sur la base des évaluations adoptées, à la répartition de l'impôt. Les rôles sont alors publiés. Les contribuables ont un recours devant les tribunaux de paix qui siègent quatre fois l'an (*quarter sessions*) ⁽²⁾.

Il nous reste, afin d'achever notre analyse des divers éléments qui constituent le corps électoral, à mentionner les catégories dont le droit dérive de textes anciens et de traditions locales, sur lesquels le législateur de 1884 n'a pas voulu porter la main.

Les franchises spéciales des comtés et des bourgs ne donnent qu'un contingent relativement insignifiant d'électeurs. Elles sont, en effet, généralement absorbées dans les franchises générales de l'occupation et de l'habitation.

Dans les bourgs, la capacité électorale est maintenue aux citoyens qui, selon la coutume urbaine, ont le droit de bourgeoisie (*freemen*); dans la Cité de Londres, aux *liverymen*, membres des antiques corporations municipales.

Les *freeholders* à 40 shillings, les *copyholders* et les *leaseholders* conservent, dans les comtés, la franchise électorale selon les conditions établies par la loi de 1867.

Ainsi se décompose le corps électoral, la nation active, qui gouverne, par l'intermédiaire de députés directement élus, les intérêts sociaux, économiques, moraux de l'Angleterre. A côté de cette vaste agrégation d'hommes doués de

(1) Les *overseers* sont également chargés de la formation des listes électorales.

(2) Voyez : *Encyclopaedia britannica*, v° *Poor laws*. — ASCHROTT, *The English Poor law system*. Londres, 1888, Knight and Co.

droits égaux, investis d'une part semblable dans la gérance des affaires nationales, un petit groupe de citoyens garde le privilège d'une représentation spéciale. Les universités du Royaume-Uni nomment neuf représentants. Les électeurs universitaires sont les dignitaires académiques, les professeurs et les gradués. La première, l'Université de Cambridge, il y a près de trois siècles, obtint le droit d'élire un mandataire au Parlement. Une charte de Jacques 1^{er} le lui octroya en 1603. C'est un honneur légitimement prisé dans le monde politique anglais que de recevoir l'investiture législative des premiers corps scientifiques du pays. Néanmoins, les universités anglaises ne paraissent pas avoir exercé des choix toujours heureux, dignes de leur rang et de leur prestige. Si l'on excepte Peel et Gladstone, qu'élut, puis que repoussa l'Université d'Oxford, et Palmerston, qui représenta celle de Cambridge, il leur est arrivé souvent de confier les grands intérêts dont on les considérait comme presque exclusivement dépositaires, à des hommes médiocres.

III.

Nous avons déterminé les bases de l'électorat. Quelle est l'étendue du droit de suffrage? Ici se présente une institution propre à l'Angleterre et qui ne se retrouve dans aucune législation européenne : le double vote. Le double vote peut être en réalité triple ou quadruple. Pour le définir, il suffit de dire : Tout citoyen peut voter dans chacune des circonscriptions où il réunit les éléments nécessaires pour l'attribution de la capacité électorale.

Le double vote peut être considéré comme une forme du vote plural. L'électeur qui a plusieurs sièges d'activité ou d'affection est muni d'une puissance deux fois ou trois fois plus grande que l'électeur ordinaire, placé dans des conditions normales et dont toutes les forces et les ressources sont établies sur un point unique. Ainsi, l'influence politique dont il jouit est proportionnée à la somme de ses intérêts et à l'importance qu'offre pour lui la bonne administration des affaires publiques.

Le principe du double vote est limité par une triple restriction. Tout d'abord, nul ne peut voter à raison d'un même immeuble, pour la nomination du député du bourg et pour celle du député du comté dans lequel est situé ce bourg. Ainsi, quelqu'un qui possède un immeuble en *freehold*, c'est-à-dire en pleine propriété, dans la Cité de Londres, laquelle forme un bourg, et qui y habite, votera seulement à titre de *householder* — du chef de l'habitation dans la Cité — et ne pourra, en outre, en qualité de propriétaire, voter dans le comté de Sussex, dont la Cité de Londres fait partie⁽¹⁾.

Nul ne pourra voter plus d'une fois dans la même circonscription d'un comté, ni dans plusieurs divisions d'un même bourg parlementaire.

Les conséquences de la règle du double vote sont aisées à concevoir.

(1) Les comtés sont divisés en circonscriptions. La circonscription du comté de Sussex, sur le territoire de laquelle est située la Cité, est celle de Hornsey. C'est donc dans la circonscription comtale de Hornsey que l'électeur supposé devrait voter, du chef de son droit de propriété, s'il n'habitait pas l'immeuble qu'il possède dans la Cité.

Un exemple saisissant en est donné par de Franqueville : « Un riche négociant, dit-il, votera dans la Cité de Londres, où sont situés ses bureaux ; dans le quartier de Kensington, où se trouve son domicile personnel ; dans celui de Battersea, où est placée son usine ; dans le comté de Surrey, où il possède un cottage, et dans toutes les villes ou comtés où il est propriétaire de terres ou de maisons ». S'il a obtenu ses grades universitaires, il votera, de plus, dans l'université qui les lui a décernés.

Le même auteur estime que, pour tenir compte des inscriptions multiples, il faut réduire le nombre des électeurs de 10 % dans les comtés, et de 1 % dans les bourgs.

Les citoyens investis du droit de double vote forment donc une fraction notable du corps électoral et peuvent exercer sur le scrutin une action sérieuse

Si les principes sur lesquels se fonde le régime nouveau portent l'empreinte d'un caractère sincèrement démocratique, ils reçoivent cependant des tempéraments qui, sans affaiblir leur portée, ont pour effet d'exclure de l'électorat les incapables et les indignes.

Les incapacités, qu'édicte une série de dispositions de date différente, frappent quatre catégories de personnes : les faibles d'esprit, les personnes condamnées pour délits de corruption électorale, les personnes condamnées pour délit de droit commun à une peine d'emprisonnement d'un an au moins, les personnes secourues par la bienfaisance publique.

En dehors de ces cas généraux d'incapacité, la loi écarte des urnes les agents électoraux des candidats et certains fonctionnaires. Mais une tendance se manifeste vers la suppression des restrictions qui s'appliquent à ces derniers.

Les condamnations n'entraînent qu'une incapacité temporaire ; celle-ci cesse à l'expiration de la peine.

La disposition qui décrète d'incapacité les indigents auxquels la bienfaisance est venue en aide a été violemment attaquée. Le parti radical a soutenu en Angleterre — et la thèse paraît en faveur chez les radicaux de tous pays — qu'il y a injustice à priver de sa part légitime d'intervention dans le gouvernement de son pays le malheureux que le manque de travail, une grève, une disette, un concours de circonstances désastreuses, ont jeté dans la misère et qui, pour sauver de la faim sa femme et ses enfants, a dû faire appel à la charité. C'est, déclarent-ils, le frapper d'une indignité imméritée.

Il n'est point ici question d'indignité. La condition que le législateur doit, préalablement à toutes autres, exiger du citoyen qui prétend à l'exercice du droit de suffrage, c'est l'indépendance. L'homme qui vit des secours d'autrui, qui a besoin de l'aide soit d'une administration charitable, soit de la charité privée, est à la merci de toutes les influences, de toutes les pressions, de toutes les entreprises de la corruption et de la fraude. Ces considérations de moralité et de logique justifient son exclusion du corps électoral.

La plupart des législations consacrent l'incapacité de l'indigent secouru ; elle est inscrite dans la loi électorale de l'empire d'Allemagne, qui établit le suffrage universel sur les bases les plus larges. Aux termes de celle-ci, les secours des

établissements particuliers entraînent la déchéance aussi bien que ceux des établissements publics (1).

En Angleterre, néanmoins, une concession a été faite aux revendications radicales. Et l'on a admis à l'électorat ceux qui n'ont obtenu des paroisses que des secours médicaux.

Ces restrictions rationnelles et sages éliminent les éléments de rebut, l'écume qui flotte à la surface des sociétés et les altère; ce sont des mesures d'épuration que toute législation électorale, quelque libérale qu'elle soit, comporte naturellement.

La loi anglaise n'écarte pas seulement de l'électorat les scories du corps social, tous ceux qui versent dans un des cas où l'incapacité et l'indignité s'attestent par des signes légaux, sous des formes patentes et irrécusables. Elle élève une barrière au delà de laquelle elle repousse ceux qui apparaissent comme ne présentant point des garanties sûres de moralité, d'indépendance et d'aptitude.

Elle trouve le criterium auquel ces garanties se mesurent dans l'aisance, le bien-être, la stabilité qu'exprime l'habitation d'une manière sincère et presque certaine.

Le citoyen qui, pendant une année, a vécu dans une même maison, dans un même appartement, avec les siens, que ne flétrit aucune condamnation déshonorante et qui subvient par son travail à ses propres besoins et à ceux de sa famille, peut être considéré comme assez laborieux, assez intelligent, assez probe pour mériter le droit d'intervenir dans le gouvernement de sa patrie. Il a, dans le fonctionnement régulier de l'administration publique, dans l'organisation sociale, dans le maintien de l'ordre et de la tranquillité générale, de sérieux intérêts engagés. Il est juste que, par l'exercice des droits politiques, il puisse exprimer sa volonté et collaborer à la gestion des intérêts de tous, aussi bien que des siens. Tel est l'esprit équitable et démocratique dans lequel a été conçu le système électoral de l'Angleterre.

Les résultats pratiques de la réforme de 1884 sont considérables. Le droit électoral a été étendu à l'immense majorité des classes ouvrières. Seuls, peut-on dire, les éléments instables et nomades en ont été exclus. Tandis que sous l'ancienne législation on comptait 1 électeur pour 14 habitants, cette proportion est aujourd'hui de 1 pour 6 (2).

Le tableau suivant en montrera, pour l'ensemble du Royaume-Uni, la progression énorme et en quelque sorte instantanée.

Nous prenons pour terme de comparaison l'année qui précède l'accomplissement de la réforme et celle qui la suit immédiatement, 1883 et 1885.

Comtés, 1883	1,232,368	électeurs.	
Bourgs, 1883	1,920,542		—
	TOTAL, 1883.	3,152,910	—
Comtés, 1885	3,410,055		—
Bourgs, 1885	2,301,270		—
	TOTAL, 1885.	5,711,325	— (3).

(1) Voir DEMONBYNES, *Les Constitutions européennes*, 1883, t. II, pp. 506 et suiv.

(2) Elle est, en Belgique, sous le régime de l'article 47, de 1 pour 42.

(3) *Statesman's year Book*, 1886. Londres, Macmillan and Co.

La *household franchise* fondée sur l'habitation d'une maison ou partie de maison imposée à la taxe des pauvres, sans condition de valeur locative, a fourni le plus gros contingent électoral. Les *householders* et les *occupiers* (ceux dont le droit découle de l'occupation proprement dite) entrent dans le chiffre électoral total pour la part la plus élevée. En 1886, ils étaient au nombre de 4,965,688.

Les *lodgers* forment une catégorie beaucoup moins importante. On en comptait, en 1886, 72,259 seulement.

Les *owners* (propriétaires) se chiffraient, à la même époque, par 567,036.

L'augmentation du corps électoral s'est poursuivie encore d'année en année, et, en 1890, le chiffre total des électeurs dans l'ensemble du Royaume-Uni s'élevait à 6,067,135, sur une population générale de 38,227,521 âmes, soit, dans l'intervalle de cinq ans, un accroissement de plus de 350,000 électeurs (*).

C'est en effet l'un des mérites les moins contestables du système de l'occupation, que sa souplesse et son élasticité. Il se prête par sa nature même à une extension indéfinie de l'électorat.

IV.

Nous avons vu que l'opposition conservatrice de 1884 n'avait accédé au projet réformiste du gouvernement libéral qu'au prix de l'engagement formel contracté par celui-ci, de présenter sans retard une proposition tendant à une répartition nouvelle des sièges parlementaires.

La loi de 1885 (*Redistribution Act*) a porté le nombre des membres des Communes à 670, dont 377 élus par les comtés, 284 par les bourgs, 9 par les universités. Elle n'établit point de rapport fixe entre le nombre des députés et celui de la population, comme notre Constitution (**).

Les divisions territoriales de l'Angleterre sont des divisions historiques, auxquelles le respect des choses du passé n'a pas permis que l'on touchât. Les comtés et les bourgs ont été maintenus, mais pour la plupart subdivisés en circonscriptions, et leur représentation a été modifiée au gré des nécessités créées par l'accroissement des électeurs.

C'est toujours une entreprise périlleuse et délicate que de porter la main sur l'organisation représentative d'un pays. Il semble qu'elle doive soulever les plus violentes colères, provoquer les accusations et les soupçons les plus amers. Il paraît impossible qu'un gouvernement s'y aventure sans s'exposer au reproche de faire œuvre de parti. En Belgique, il ne pourrait en être autrement. En Angleterre, la loi de 1885 n'a pas eu ce sort difficile. C'est qu'elle y est précisément issue de l'accord du Gouvernement et de la minorité. Lord Salisbury et sir Stafford Northcote y collaborèrent avec Gladstone, lord Hartington et sir Charles Dilke. De leurs conférences sortit une œuvre loyale et sincère, dépourvue des ordinaires faiblesses de toute législation de ce genre.

(*) *Statesman's year Book*, 1891.

(**) La proportion varie, selon les régions, de 1 député pour 23,464 habitants à 1 député pour 76,482.

L'acte de 1885 subdivise les 117 comtés d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande en 577 circonscriptions nommant chacune un député. Il ne touche point à la représentation de tous les bourgs, mais modifie celle d'un grand nombre d'entre eux et partage ces derniers en circonscriptions ayant également chacune droit à un siège. On peut conclure de l'ensemble de ces mesures que la loi de 1885 a établi, ou à peu de chose près, le système du scrutin uninominal, puisque les 670 députés² qui forment la Chambre des communes sont nommés par 643 collèges électoraux⁽¹⁾.

Dans ce système, l'institution des collèges *three cornered*, où la minorité était, en vertu d'une clause formelle de la loi de 1867, mise en possession d'un siège sur trois, a disparu. La division du pays en circonscriptions dotées d'une même représentation, quoique inégalement peuplées, peut être considérée cependant comme pourvoyant aux nécessités en vue desquelles on préconise le système de la représentation proportionnelle⁽²⁾, à condition, bien entendu, que cette division soit basée sur des groupements naturels d'intérêts.

Séparer les villes des campagnes, les régions industrielles des régions agricoles, délimiter avec précision les collections diverses d'intérêts et leur attribuer une représentation indépendante et distincte par le partage du territoire en circonscriptions qui répondent à ces divisions, c'est, en réalité, la forme combinée la plus pratique et la plus équitable des deux principes qui servent de fondement aux systèmes exclusifs de la représentation des intérêts et de la représentation proportionnelle.

La loi sur la formation et la revision des listes électorales (*Registration Act*), votée en 1885 comme la loi de répartition des sièges, achève le vaste édifice législatif érigé par les mains robustes, et que l'âge ne semble point avoir affaiblies, de Gladstone, en l'espace de deux années.

L'un des vices reprochés au système censitaire dans notre pays, c'est la complication des règles fiscales qui président à la formation de la quotité d'impôts exigibles, et, de là, la multiplicité des contestations que soulève l'inscription sur les listes électorales, et les obstacles créés au fonctionnement de la justice civile par la décision des conflits qui en découlent.

Le système électoral de l'Angleterre, quoique infiniment plus étendu que le nôtre, n'est qu'une forme très large et très démocratique de l'idée du cens, et il serait difficile de lui reconnaître des mérites de clarté et de simplicité.

Cependant, le mécanisme parfois bizarre, toujours complexe qu'il met en mouvement, — grâce peut-être à des mœurs politiques plus pacifiques et plus sages, — marche avec aisance et régularité.

Les électeurs sont répartis en trois listes. Sur la première, figurent les *owners* : ce sont les propriétaires et ceux qui leur sont assimilés (*copyholders* et *leaseholders*); sur la seconde, les *householders* et les *occupiers* (ceux qui

(1) Londres nomme 61 députés. L'immense agglomération est subdivisée comme suit : la Cité nommant 2 députés, 14 bourgs nommant chacun 1 député, 15 bourgs divisés en circonscriptions nommant chacune 1 député.

(2) Le principe de la représentation proportionnelle a été rejeté par la Chambre des communes dans la séance du 3 mars 1885, par 154 voix contre 31. Gladstone s'y déclara hostile et le combattit au nom du Gouvernement.

occupent des biens d'un revenu de 250 francs); sur la troisième, les *lodgers*. Une quatrième liste énumère les personnes déchuës du droit de vote, à la suite de condamnations pour fraudes ou corruption. Enfin, dans les bourgs, une liste spéciale porte les noms des citoyens titulaires d'anciens droits (*freemen, liverymen, etc.*).

La confection des listes rentre dans les attributions des *overseers*. Ces fonctionnaires, ainsi que nous l'avons dit plus haut, dressent dans chaque paroisse les rôles de la taxe des pauvres; ils relèvent, à l'aide de ceux-ci, les noms des occupants, s'enquièreent du payement des taxes, s'informent auprès des propriétaires ou gérants des immeubles servant à l'habitation de plus d'une famille, du nombre et de la qualité des occupants, adressent un avertissement aux contribuables qui ont négligé de payer les impôts dus; après avoir ainsi formé les listes, ils les font afficher. Leurs opérations se terminent au 1^{er} août.

La revision des listes est confiée à des avocats que nomme annuellement en juillet, pour chaque comté, le plus âgé des magistrats qui composent la cour d'assises, siégeant en session d'été. Ils doivent avoir sept ans de pratique professionnelle et reçoivent une indemnité de 5,300 francs. On les appelle *revising barristers* (avocats reviseurs). Leurs travaux s'étendent de septembre à la Toussaint.

Les *revising barristers* vérifient le travail des *overseers* et corrigent les erreurs commises dans la confection des listes. Si un même électeur figure sur plusieurs listes, ils ne maintiennent son nom que dans l'une d'elles, au choix de l'intéressé, et, sinon, de préférence dans la liste des propriétaires ou sur celle de la circonscription où il possède son domicile effectif. Les avocats reviseurs ont compétence pour recevoir toutes réclamations et statuer en dernier ressort sur les questions de fait qu'elles soulèvent. Les parties sont publiquement entendues en leurs explications et défenses. Un recours est ouvert devant la cour du Banc de la Reine (*Queen's bench division of the High Court*) contre toutes décisions en droit, ou en cas de décisions contradictoires. Enfin la Haute Cour de Justice peut être en dernier degré saisie des arrêts de la cour du Banc de la Reine, mais les appels portés devant cette juridiction suprême sont rares. En dix ans, on n'en a pas relevé plus de quatre-vingts.

La jurisprudence est aujourd'hui définitivement établie sur la plupart des difficultés qu'ont suscitées, dans le début, les innovations de la loi de 1884. « C'est un vrai labyrinthe, dans lequel on s'égaré souvent », a écrit un *revising barrister*, de la multiplicité des mesures législatives, fiscales, administratives, qui régissent l'électorat anglais. La lumière aujourd'hui y a été portée. Le labyrinthe s'est éclairé et l'on a trouvé le fil d'Ariane qui dirige les pas et aide à en sortir.



ANNEXE H.

Rapports des électeurs aux censitaires.

Extraits des annexes au projet de loi électorale de 1870-71.

Population de 1867. — Rôles de 1869. — Listes de 1868-69.

CENS à	NOMBRE		Rapport p. % des électeurs aux censitaires.	Électeurs par mille habitants.	DIFFÉRENCES du nombre de censitaires	
	de censitaires.	d'électeurs.			nombre total.	par franc d'impôt.
10 francs	583,714	353,153	60.84	72.50		
12 francs 50 cent. .	528,719	319,329	60.78	63.2	57,993	23,210
15 francs	467,727	284,003	60.72	57.9	57,992	23,208
20 francs	382,237	251,492	60.56	47.2	88,490	17,098
25 francs	324,702	196,193	60.42	40 »	37,333	11,507
42 francs 33 cent. .	168,743	103,931	55.50	21.6	123,939	7,330

N. B. Les chiffres intermédiaires de 30 et de 40 francs ne sont donnés que pour deux groupes, savoir :

	Cens.	Populations.	Censitaires.	Électeurs.
Communes de 3 à 10,000 habitants . . . fr.	39 »	623,503	52,876	22,020
— de 10 à 13,000 —	40 »	207,773	9,722	6,323

(132)

TABLE DES MATIÈRES.

RAPPORT.

	Pages.
CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES	1
EXAMEN EN SECTIONS	11
EXAMEN EN SECTION CENTRALE	23
Note du Gouvernement	<i>id.</i>
Procédure adoptée par la section centrale.	29
Droit électoral	31
Représentation des minorités	34
Sénat	<i>id.</i>
Suppléants	36
Vote à la commune.	<i>id.</i>
Vote obligatoire.	<i>id.</i>
Remaniement de certaines circonscriptions électorales	<i>id.</i>
Droit de consultation directe, par le Roi, du corps électoral.	38
Mariage des Princes	44
Possessions coloniales	<i>id.</i>
Organisation de la police générale	<i>id.</i>
Zone, autour du Palais de la Nation, à soumettre à un droit de police spécial	45
Rédaction du nouvel article 47.	<i>id.</i>
Procédure revisionniste en matière électorale	<i>id.</i>
Conclusions	<i>id.</i>
Note de la minorité	47
Observations du rapporteur en réponse à la note de la minorité	62

ANNEXES.

A. — Résultats de la loi du 9 août 1889 sur les habitations ouvrières	91
B. — Tableau indiquant, par groupes de communes, le rapport moyen entre le revenu cadastral et la valeur vénale des propriétés bâties.	97
C. — Lettre de M. le Ministre des Finances à M. le Président de la section centrale	99
D. — Tableau renseignant, pour les 41 arrondissements administratifs, le nombre des électeurs généraux classés en électeurs urbains ou ruraux, suivant qu'ils appartiennent ou non aux communes ayant rang de ville	102
E. — Tableau renseignant pour les arrondissements d'Anvers, de Bruxelles, de Gand et de Liège, et pour chacune des années 1855, 1860, 1870, 1880 et 1890, le nombre des électeurs généraux: a) du chef-lieu; b) des communes faisant actuellement partie de l'agglomération, et c) des autres communes de l'arrondissement.	104
F. — Relevé récapitulatif, par province, des maisons imposées à la contribution foncière au 1 ^{er} janvier 1891.	107
G. — Les réformes parlementaires en Angleterre et la législation électorale anglaise	111
H. — Tableau indiquant, pour différents taux du cens, le rapport entre le nombre des électeurs et celui des censitaires.	131

ERRATA.

Page 35, ligne 2, au lieu de *seraient*, lisez *serait*.
 » 40, » 12, » » *l'aient*, » *l'aît*.

Suite de l'Errata :

Page 49, ligne 33, au lieu de page 7, lisez page 1.
 » 56, » 12, » » » 77, » » 55.
 » 57, » 10, » » » 69, » » 0.

(134)

(135)

(ANNEXE AU N° 261.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1890-1891.

Revision des articles 47, 53 et 56 de la Constitution.

ANNEXE I.

RELEVÉ,

PAR COMMUNE, DES MAISONS IMPOSÉES A LA CONTRIBUTION FONCIÈRE

AU 1^{er} JANVIER 1891.

PROVINCE

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

ARRONDISSEMENT

1° Communes au-dessous

Austruweel	»	2	5	5	16	5	14	10	6	8	3	5	2	6	»	1	»	2	»
Borsbeek	»	»	4	7	11	10	17	12	21	16	2	12	»	10	»	15	»	11	»
Halle	1	4	19	26	11	14	10	12	9	6	6	8	»	8	»	6	»	2	»
Hove	»	»	2	2	14	11	25	13	13	6	8	9	»	8	»	8	»	9	»
Massenhoven	»	2	2	3	6	10	15	4	3	5	1	3	»	7	»	2	»	4	»
Pulderbosch	»	5	16	18	19	17	12	10	6	5	6	6	»	12	»	6	»	2	»
Pulle	2	10	6	9	13	9	10	6	12	6	11	8	»	11	»	9	»	5	»
Sint-Job-in-'t Goor	»	»	18	10	6	11	6	7	7	4	»	8	»	6	»	3	»	»	»
s'Gravenwezel	»	1	5	27	22	17	10	14	23	3	8	4	»	7	»	7	1	2	»
Viersel	»	1	7	11	6	6	8	8	4	5	8	9	»	10	»	7	»	6	»
Vremde	»	1	»	2	3	16	12	13	14	10	12	16	»	9	»	12	»	2	»
Waerloos	»	»	1	»	9	17	16	16	17	19	3	9	»	10	»	15	1	8	»
TOTAUX	3	26	83	120	156	143	151	125	155	91	68	97	2	114	»	89	2	51	»

2° Communes de 1,000

Aerislaer	»	»	»	17	47	28	30	46	31	52	21	17	»	18	»	35	»	10	»
Beirendrecht	»	1	42	101	59	30	24	31	17	11	19	13	1	25	»	13	1	10	1
Bouchout	»	1	8	24	40	38	40	31	41	35	20	31	»	46	»	32	»	33	»
Brasschaet	»	2	26	65	95	64	63	56	44	35	44	44	»	53	»	16	»	11	»
Brecht	»	13	28	69	70	55	31	34	26	28	15	37	»	34	»	21	»	26	»
Broechem	»	3	9	20	39	38	29	20	14	18	16	27	»	20	»	21	»	13	»
Calmpthout	»	27	122	90	56	39	34	36	20	31	36	54	3	43	1	30	3	15	1
Cappellen	»	7	23	119	128	61	35	38	36	29	22	40	3	28	4	21	1	15	2
Contich	»	3	10	44	76	37	96	65	80	60	29	45	»	43	»	31	»	31	»
Edegem	»	»	7	8	18	14	35	41	16	12	4	11	»	26	»	19	»	4	»
Eeckeren	»	»	10	67	194	155	121	51	40	44	37	49	3	51	1	24	1	19	1
Emblehem	»	16	4	12	20	28	27	23	10	15	11	15	»	17	»	12	»	10	»
Esschen	»	21	86	88	51	39	46	37	37	33	41	35	4	35	2	19	4	9	1
Hemixem	»	»	4	32	73	92	122	32	29	13	18	25	»	24	»	24	»	15	»
Hoevenen	»	»	22	37	42	29	13	18	11	15	4	15	2	25	»	10	»	10	1
Lillo	»	»	3	21	54	43	23	6	19	9	6	12	2	13	»	3	1	7	2

D'ANVERS.

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201	313	429	513	1029	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890	
							à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.					
							285	309	486	999	1485	1944	2856	5999	4857	9600	14400	19101					

D'ANVERS.

de 1,000 habitants.

1	•	•	•	•	•	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	91	74	74
7	•	7	•	•	•	2	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	103	135	110
5	•	•	•	•	•	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	149	94	93
5	•	15	•	•	•	7	6	4	•	•	2	1	•	•	•	•	•	•	•	•	164	154	123
2	•	•	•	•	•	2	•	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	68	61	59
•	•	1	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	142	79	78
1	•	•	•	•	•	1	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	128	94	94
•	1	1	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	89	60	59
5	•	1	•	•	•	2	1	3	2	•	2	1	•	•	•	•	•	•	•	•	106	120	103
3	•	•	•	•	•	3	1	2	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	106	81	78
9	•	10	•	•	•	7	2	7	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	167	141	137
4	•	6	•	•	•	6	3	3	2	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	166	139	128
40	1	59	•	•	•	31	16	21	5	•	6	4	•	•	•	•	•	•	•	•	1599	1212	1136

à 5,000 habitants.

12	•	9	•	•	•	2	11	12	•	2	•	5	•	•	•	•	•	•	•	•	383	316	297
8	•	6	4	•	•	5	•	17	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	431	193	183
12	•	6	•	•	•	14	5	36	13	•	8	1	•	•	•	•	•	•	•	•	515	388	353
15	•	9	•	•	•	11	8	30	7	4	5	•	2	5	1	•	•	•	•	•	711	422	341
12	•	•	22	•	•	16	6	14	2	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	559	529	328
16	•	21	•	1	•	11	5	12	2	2	3	1	•	•	•	•	•	•	•	•	361	237	220
9	•	9	2	•	•	14	2	11	1	•	6	•	•	•	•	•	•	•	•	•	695	415	403
10	2	9	1	5	•	14	14	25	8	3	7	•	2	•	•	•	•	•	•	•	708	407	380
30	•	35	•	•	•	29	26	51	16	3	4	5	•	2	•	•	•	•	•	•	856	633	546
10	•	6	•	•	•	5	4	9	•	•	6	•	1	•	•	•	•	•	•	•	256	221	165
18	1	16	5	2	•	25	20	24	8	1	4	4	•	1	•	•	•	•	•	•	977	509	460
7	•	6	•	•	•	3	3	3	1	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	241	140	139
10	•	9	•	•	•	14	5	17	7	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	692	441	429
13	•	13	•	•	•	12	12	25	4	•	3	2	1	•	•	•	•	•	•	•	586	394	301
3	1	1	1	1	1	1	1	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	265	139	135
14	•	7	•	•	•	3	4	4	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	238	169	137

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

2° Communes de 1,000

Lintb.	•	1	3	4	14	11	49	35	22	12	4	17	•	3	•	7	•	8	•
Loenhout	2	8	28	28	25	23	19	24	33	24	9	25	•	19	•	17	1	13	•
Mortsel	•	2	1	15	32	45	75	42	26	50	16	24	•	56	•	26	•	27	•
Oelegheem	•	•	6	12	19	26	29	18	19	12	22	20	•	18	•	18	•	7	•
Oorderen	1	1	20	47	30	32	19	8	11	19	8	11	1	9	10	•	•	12	•
Oostmalle	•	14	22	15	11	14	14	17	12	6	4	13	•	15	•	10	•	13	•
Ranst	•	•	4	12	23	29	41	25	26	20	17	16	•	29	•	14	•	8	•
Reeth	•	•	•	21	15	20	31	45	32	15	18	11	•	17	•	15	•	21	•
Rumpst	•	5	20	73	101	145	35	49	60	56	26	32	•	23	•	20	•	16	•
Saint-Léonard	•	5	25	58	31	20	21	13	11	11	8	20	•	14	•	3	•	7	•
Santhoven	•	1	20	27	20	18	13	12	10	7	9	11	•	12	•	12	•	10	•
Santvliet	2	24	58	118	54	21	25	20	12	12	6	12	1	10	1	9	•	12	•
Schelle	•	1	2	22	19	37	78	47	24	15	14	19	•	53	•	14	•	24	•
Schilde	•	11	21	54	42	32	26	25	21	18	15	27	•	9	•	5	•	6	•
Schooten	•	•	9	38	87	55	77	128	56	35	19	20	•	25	1	9	1	15	•
Stabroeck	•	•	66	102	80	45	30	30	16	22	13	24	2	38	•	20	1	10	•
Terhaegen	•	1	18	28	110	144	22	11	12	11	16	9	•	3	•	1	•	10	•
Westmalle	•	12	27	25	51	25	19	14	14	13	7	17	•	19	•	15	•	9	•
Wilmarsdonck	•	•	16	36	58	27	14	16	21	10	5	14	•	10	1	9	•	12	1
Witryck	•	1	4	19	62	98	144	179	69	32	30	37	•	40	•	31	•	24	•
Wommelghem	•	2	1	6	10	37	86	39	30	24	22	27	•	26	•	31	•	16	•
Wuestwezel	•	22	42	63	36	41	37	40	33	22	16	32	1	37	•	19	•	6	•
Wyneghem	•	•	7	19	49	69	81	23	20	20	15	27	•	32	•	15	•	12	•
Zoersel	1	8	21	32	25	21	11	10	7	7	7	14	•	10	•	4	•	8	•
TOTAUX	6	213	845	1728	2026	1841	1780	1435	1074	849	676	674	25	979	21	660	14	544	10

3° Communes de 5,000

Deurne	•	•	•	14	32	65	22	112	263	168	46	112	•	54	•	34	•	45	•
Hoboken	•	4	20	75	79	121	240	187	79	78	45	48	•	46	•	30	•	45	•
Merxem	•	•	7	19	39	60	55	72	287	225	47	89	•	77	1	72	•	54	•
Niel	•	2	16	79	223	189	102	106	46	42	45	57	•	45	•	17	•	14	•
TOTAUX	•	6	45	185	378	435	419	477	675	511	181	306	•	222	1	153	•	158	•

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en				
120	130	152	138	144	150	171	201	315	429	515	1029	1512	2001	5000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	599	486	999	1485	1944	2850	3999	4857	9000	14400	19101				

à 5,000 habitants (suite.)

3	•	1	•	•	4	4	5	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	208	177	148	
7	»	5	•	•	1	»	4	1	•	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	•	317	210	208
18	•	22	•	•	8	14	55	16	3	8	4	»	»	1	•	•	•	•	•	•	524	417	347	
5	•	4	•	•	8	2	5	•	•	1	»	»	»	•	•	•	•	•	•	•	•	251	180	168
3	•	1	•	•	2	1	3	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	250	127	127
2	•	3	•	•	5	2	7	2	•	1	»	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	209	138	136
15	•	12	•	•	7	7	8	•	1	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	313	210	202
9	•	5	•	•	11	5	5	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	294	266	256
11	•	7	•	•	8	5	16	4	•	3	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	605	338	305
6	•	10	•	•	4	4	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	252	151	143
6	•	4	•	•	2	4	12	2	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	220	154	150
8	•	8	•	•	6	4	5	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	428	210	107
10	•	16	•	•	7	3	17	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	399	266	223
5	•	4	•	•	6	1	6	5	•	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	330	248	224
11	•	21	•	1	12	12	16	1	5	5	3	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	668	538	339
8	•	14	•	•	2	5	8	2	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	599	296	279
2	•	4	•	•	3	3	7	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	417	152	97
3	•	4	•	•	5	2	5	2	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	263	165	158
9	•	1	•	•	5	1	7	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	251	150	154
50	•	22	•	•	51	17	34	4	1	5	7	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	941	821	586
17	•	8	•	•	18	7	10	5	•	2	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	424	256	241
12	•	5	1	•	4	6	5	2	•	5	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	484	286	273
17	•	7	•	•	3	11	23	4	1	6	2	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	465	369	256
•	•	5	•	•	1	1	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	192	111	106
425	4	551	56	8	556	247	518	120	28	91	34	11	7	3	•	•	•	•	•	•	17893	11569	10120	

à 10,000 habitants.

30	•	50	•	•	40	11	38	10	2	8	1	2	•	•	1	•	•	•	•	•	1140	1091	605	
20	•	51	•	•	19	17	34	4	4	6	•	4	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1243	1058	623
65	•	17	•	5	55	52	96	26	5	9	5	2	1	•	•	•	•	•	•	•	•	1458	1291	747
12	•	15	•	•	18	16	18	7	2	2	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1072	435	386
156	•	95	•	3	152	96	186	47	13	25	6	9	1	•	1	•	•	•	•	•	•	4893	3875	2361

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																			
	0	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114	

4° Communes de 10,000

Berchem	•	•	•	•	1	10	•	16	9	24	63	353	•	256	•	210	1	148	•
Boom	4	16	40	191	464	506	202	152	102	71	65	55	•	67	•	44	•	54	•
TOTAUX	4	16	40	191	465	516	202	168	111	95	128	408	•	323	•	254	1	202	•

5° Communes de 20,000

Borgerhout	•	•	•	1	8	•	22	21	60	52	156	427	•	387	•	450	•	281	•
----------------------	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	-----	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---

6° Communes de 30,000

(NÉANT).

7° Communes de plus

Anvers	•	3	11	26	15	47	79	42	90	229	278	878	•	777	•	989	14	753	•
------------------	---	---	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	---	-----	---	-----	----	-----	---

RÉCAPI

Communes de :	0	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114
1° moins de 1,000 habitants	3	26	85	120	156	145	151	125	135	91	68	97	2	114	•	89	2	51	•
2° 1,000 à 5,000 —	6	213	845	1728	2026	1841	1760	1435	1074	849	676	974	25	979	21	660	14	544	10
3° 5,000 à 10,000 —	•	6	45	185	575	435	419	477	675	511	181	306	•	222	1	153	•	158	•
4° 10,000 à 20,000 —	4	16	49	191	465	516	202	168	111	95	128	408	•	323	•	254	1	202	•
5° 20,000 à 30,000 —	•	•	•	1	8	•	22	21	60	52	156	427	•	387	•	450	•	281	•
6° 30,000 à 60,000 —	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
7° plus de 60,000 —	•	3	11	26	15	47	79	42	90	229	278	878	•	777	•	989	14	753	•
TOTAUX	15	264	1031	2251	3021	2082	2633	2266	2145	1827	1487	5090	25	2802	22	2575	31	1989	10

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	125	132	138	144	150	171	201	515	420	515	1020	1542	2001	5000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.			
							à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.		1889	1890
							285	599	486	909	1485	1944	2856	5999	4857	9600	14400	19101					

à 20,000 habitants.

65	*	64	*	*	105	126	564	146	52	57	12	6	6	2	*	*	*	*	*	*	2274	2074	1568
47	*	51	*	*	49	55	114	31	20	19	2	*	*	*	*	*	*	*	*	*	2450	1008	914
110	*	115	*	*	154	181	678	177	52	76	14	6	6	2	*	*	*	*	*	*	4704	5082	2484

à 50,000 habitants

146	*	125	*	*	177	220	1488	561	76	85	4	1	*	*	*	*	*	*	*	*	4526	4298	3510
-----	---	-----	---	---	-----	-----	------	-----	----	----	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	------	------	------

à 60,000 habitants.

de 60,000 habitants.

480	1	562	1	*	674	876	4582	4736	2886	6252	1217	471	425	138	46	41	2	1	*	27598	25872	24514
-----	---	-----	---	---	-----	-----	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	----	----	---	---	---	-------	-------	-------

TULATION.

40	1	39	*	*	51	16	21	5	*	6	4	*	*	*	*	*	*	*	*	*	1599	1212	1136	
425	4	551	36	8	556	247	518	120	28	91	54	11	7	3	*	*	*	*	*	*	17895	11569	10120	
136	*	95	*	5	152	96	186	47	13	25	6	9	1	*	1	*	*	*	*	*	4895	3875	2361	
110	*	115	*	*	154	181	678	177	52	76	14	6	6	2	*	*	*	*	*	*	4704	5082	2482	
146	*	125	*	*	177	220	1488	561	76	85	4	1	*	*	*	*	*	*	*	*	4526	4298	3510	
*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
480	1	562	1	*	674	876	4582	4736	2886	6252	1217	471	425	138	46	41	2	1	*	27598	25872	24514		
1555	6	1285	37	11	1504	1636	7478	5446	5055	6515	1279	408	457	145	47	41	2	1	*	61215	49908	44125		

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

ARRONDISSEMENT

1° Communes au-dessous

Bevel	5	7	9	19	12	5	6	8	6	6	5	8	5	5	5	5	5	5	5
Gestel	2	2	2	5	1	2	5	1	1	5	2	2	2	1	3	3	3	3	3
Hallaer	2	17	18	21	19	24	12	7	6	7	8	7	9	5	3	3	3	3	3
Heyndonck	14	12	12	11	8	18	11	6	1	8	5	5	2	2	2	2	2	2	2
Lippeloo	4	4	8	9	12	18	15	11	9	6	8	4	3	3	3	3	3	3	3
Weert	8	29	27	19	5	9	4	6	2	5	6	7	4	4	1	1	1	1	1
TOTAUX	2	34	72	70	83	65	54	51	43	51	26	30	35	19	1	14	14	14	14

2° Communes de 1,000

Beersel	5	26	54	39	37	39	31	24	13	20	5	10	8	9	7	7	7	7	7
Berlaer	26	55	124	91	72	55	41	42	31	24	46	28	30	38	38	38	38	38	38
Blaesveld	2	12	30	33	26	36	24	18	16	8	14	5	7	5	5	5	5	5	5
Boisschot	5	66	67	51	57	40	28	29	17	13	16	32	28	18	15	15	15	15	15
Bonheyden	11	16	31	35	36	30	45	18	32	15	16	26	9	7	7	7	7	7	7
Breendonck	1	13	26	34	56	39	45	37	26	13	12	10	19	9	4	4	4	4	4
Heffen	1	4	14	18	25	23	24	22	7	8	6	10	6	2	2	2	2	2	2
Hingene	6	35	98	105	89	61	58	65	69	38	25	30	27	34	19	19	19	19	19
Hombeek	7	55	77	39	20	59	37	24	22	11	18	15	1	3	4	4	4	4	4
Itegem	6	35	47	48	35	37	33	28	15	18	17	15	23	9	9	9	9	9	9
Kessel	11	29	76	49	57	18	22	29	18	16	24	17	17	9	9	9	9	9	9
Koningshoyckt	6	22	52	52	50	59	46	24	34	25	27	16	20	10	10	10	10	10	10
Leest	2	10	24	27	27	41	24	18	27	16	11	11	9	4	8	8	8	8	8
Liezele	11	21	12	19	17	21	25	19	13	6	7	5	8	2	2	2	2	2	2
Nariekerke	4	42	40	47	28	22	17	8	6	5	2	1	1	1	1	1	1	1	1
Nylen	8	29	84	49	48	27	21	32	21	19	22	20	13	12	5	5	5	5	5
Oppuers	4	12	19	27	21	25	17	12	11	4	14	12	5	5	5	5	5	5	5
Puers	1	12	45	70	70	83	96	69	31	35	33	32	29	1	21	21	21	21	21
Putte	4	27	65	70	75	63	68	83	36	28	37	32	41	20	23	23	23	23	23
Ruysbroeck	10	50	47	33	46	25	27	23	20	10	19	13	11	4	4	4	4	4	4
Rymenam	1	18	25	59	45	53	47	44	32	21	20	29	20	15	6	6	6	6	6
Saint-Amand	16	41	65	67	35	61	42	54	25	10	34	31	21	10	10	10	10	10	10

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en				
120	126	132	138	144	150	171	201	515	429	515	1029	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1800
							à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	399	486	999	1485	1944	2856	3999	4857	9600	14400	19101				

DE MALINES.

de 1,000 habitants.

2	»	2	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	111	62	60
2	»	2	»	1	»	1	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	36	32	29
4	»	4	»	»	1	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	177	95	95
2	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	113	81	78
3	»	5	»	»	2	»	2	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	123	90	85
2	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	134	60	63
15	»	15	»	1	3	4	5	»	1	2	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	696	420	410

à 5,000 habitants.

3	»	3	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	335	148	143
21	»	18	»	»	12	7	10	3	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	777	406	404
5	»	2	»	»	5	2	1	»	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	251	173	150
4	»	6	»	»	3	6	6	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	488	256	253
12	»	6	»	»	6	2	3	2	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	367	238	228
2	»	5	»	»	»	»	5	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	375	262	243
2	»	3	»	»	4	1	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	180	133	136
11	»	16	»	»	15	3	15	3	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	822	421	400
6	»	4	»	»	5	7	4	1	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	380	237	226
10	»	6	»	»	7	4	10	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	414	210	208
9	»	9	»	»	9	5	5	»	»	3	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	411	216	211
15	»	15	»	»	16	13	8	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	473	292	289
3	»	5	»	»	3	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	268	197	193
4	»	2	»	»	7	2	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	202	142	135
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	222	50	56
11	»	10	»	»	3	5	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	442	209	209
3	»	1	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	194	123	121
22	»	15	»	»	23	19	33	7	2	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	816	482	460
11	»	17	»	»	7	13	17	3	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	770	476	465
7	»	15	»	»	5	5	6	2	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	379	102	188
9	»	2	»	»	3	6	4	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	441	271	268
11	»	7	»	»	9	9	22	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	560	553	530

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

2° Communes de 1,000

Schriek	5	23	38	56	40	37	28	17	25	22	25	18	•	9	•	10	•	4	•
Thisselt	•	5	24	55	37	44	45	57	26	19	8	15	•	15	•	13	•	8	•
Waelhem	•	1	2	18	52	51	26	26	19	14	7	11	•	11	•	5	•	6	•
Wavre-Notre-Dame	2	16	30	58	50	48	51	45	38	33	28	38	•	31	•	21	•	11	•
Wavre-Sainte-Catherine	1	4	19	55	65	90	96	85	70	67	38	58	1	30	•	25	•	26	•
Wiekevorst	13	55	57	55	19	17	22	6	18	11	5	7	•	9	•	8	•	8	•
TOTAUX	64	502	1020	1568	1255	1153	1111	909	812	615	448	591	28	472	45	343	1	274	1

3° Communes de 5,000

Bornhem	12	94	190	165	124	77	75	62	55	41	27	44	•	25	•	24	•	14	•
Duffel	•	15	46	95	120	92	152	159	85	84	52	55	•	56	•	22	•	27	•
Heyst-op-den-Berg	24	99	112	126	98	92	70	53	56	45	52	44	•	44	•	21	•	50	•
Willebroeck	2	10	78	167	94	128	98	161	154	98	59	80	•	55	•	50	•	58	•
TOTAUX	38	216	426	553	436	589	402	415	530	268	170	225	•	178	•	117	•	109	•

4° Communes de 10,000

Lierre	1	5	24	61	95	180	255	353	231	567	297	518	5	228	•	164	•	159	1
------------------	---	---	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---

5° Communes de 20,000

NEANT.

6° Communes de 30,000

Malines	•	21	82	130	258	370	436	449	468	474	548	759	•	655	1	467	•	578	4
-------------------	---	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---

7° Communes de plus

NEANT.

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en								
120	126	132	138	144	150	171	201	315	429	515	1029	1512	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890			
							à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.				
							285	399	486	999	1485	1944	2856	3999	4857	9600	14400	19101							

à 5,000 habitants (*suite*).

6	9	2	2	6	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	380	206	210
9	16	5	5	10	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	392	234	228
5	8	1	7	11	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	244	151	118
22	16	12	8	6	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	522	379	369
17	15	21	7	10	1	2	4	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	788	599	563
4	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	254	138	138
244	231	187	159	196	40	10	24	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	12156	7176	6946	

à 10,000 habitants.

21	10	21	7	20	6	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1113	504	500
21	15	18	16	30	13	2	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1158	816	709
20	13	10	17	17	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1035	497	497
33	25	33	11	40	24	2	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1421	860	655
95	61	82	51	107	44	5	11	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	4727	2677	2561

à 20,000 habitants.

121	1	115	1	148	165	398	156	49	46	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	5886	2541	2117
-----	---	-----	---	-----	-----	-----	-----	----	----	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	------	------	------

à 30,000 habitants.

à 60,000 habitants.

510	296	324	436	1184	576	176	306	27	3	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	9132	8113	5784
-----	-----	-----	-----	------	-----	-----	-----	----	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	------	------	------

de 60,000 habitants.

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

RÉCAPI

Communes de :	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114
1° moins de 1,000 habitants . . .	2	34	72	79	83	85	54	51	43	31	26	39	»	35	»	19	1	14	»
2° 1,000 à 5,000 — . . .	64	502	1020	1368	1253	1155	1111	999	812	615	448	501	28	472	45	543	1	274	1
3° 5,000 à 10,000 — . . .	38	216	426	555	436	389	402	415	530	268	170	225	»	178	»	117	»	109	»
4° 10,000 à 20,000 = . . .	1	5	24	61	95	180	255	335	251	507	207	318	5	228	»	164	»	130	1
5° 20,000 à 30,000 — . . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
6° 30,000 à 60,000 — . . .	»	21	82	130	258	379	456	449	468	474	548	759	»	655	1	407	»	378	4
7° plus de 60,000 — . . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
TOTAUX	105	778	1624	2191	2105	2166	2258	2247	1884	1755	1489	1910	35	1568	44	1110	2	914	6

ARRONDISSEMENT

1° Communes au-dessous

Baer-le-Duc	»	8	24	35	15	12	15	10	6	13	7	13	»	17	»	13	»	5	»
Bouwel	2	9	25	26	11	15	4	4	4	2	5	6	»	8	»	10	»	1	»
Houtvenne	3	20	14	16	8	5	15	5	5	4	8	16	»	6	»	»	»	1	»
Minderhout	»	5	12	26	6	10	11	8	4	10	8	14	»	4	»	6	»	3	»
Morckhoven	5	7	12	15	8	12	5	8	8	1	6	6	»	9	»	6	»	5	»
Poederlé	3	11	10	12	12	22	8	19	9	5	5	3	»	2	»	3	»	4	»
Poppel	3	5	12	10	27	18	13	11	12	8	7	6	»	5	»	11	»	4	»
Vaerendonck	»	7	4	3	1	2	4	5	2	2	3	»	»	»	»	2	»	»	»
Vlimmeren	»	3	9	6	6	3	8	1	3	3	4	9	»	13	»	4	»	3	»
Wechelderzande	1	10	11	12	12	16	6	4	10	9	3	8	»	5	»	4	»	1	»
Westmeerbeek	3	14	22	16	12	6	8	5	7	5	1	8	»	8	»	6	»	2	»
Wortel	1	8	11	21	13	13	9	5	8	5	1	4	»	9	»	8	1	8	»
Zoerle-Parwys	2	12	18	17	7	7	7	3	8	9	1	9	»	8	»	4	»	6	1
TOTAUX	23	119	184	213	158	141	113	86	86	74	59	102	»	94	»	77	1	43	1

2° Communes de 1,000

Arendonck	10	44	94	109	99	75	47	49	17	26	22	21	»	13	»	14	»	4	»
Baelen	84	135	148	87	62	44	47	40	17	25	7	12	2	11	2	7	»	4	»
Beersse	2	9	45	27	48	37	14	18	16	11	5	11	»	18	3	8	9	»	»

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201	315	429	513	1029	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à		et au-dessus.	
							285	399	486	990	1485	1944	2856	3999	4857	9800	14400	19101				

TULATION.

15	•	15	•	1	3	4	5	•	1	2	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	696	420	410
244	•	251	•	•	187	139	196	40	10	24	5	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	12156	7176	6946
95	•	61	•	•	82	51	107	44	5	11	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	4727	2677	2361
121	1	115	•	1	148	165	308	136	49	46	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	3886	2341	2117
•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
310	•	206	•	•	524	456	1184	376	176	306	27	3	3	1	•	1	•	•	•	•	•	9152	8115	5784
•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
785	1	718	•	2	744	795	1890	796	241	389	36	3	4	1	•	1	•	•	•	•	•	30597	20727	17618

DE TURNHOUT.

de 1,000 habitants.

7	•	4	•	•	3	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	208	113	114	
•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	134	66	61
•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	126	75	74
6	•	2	•	•	•	•	2	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	155	80	82
•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	111	79	77
•	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	128	85	81
5	•	1	•	•	•	1	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	161	76	80
1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	34	19	19
•	•	1	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	77	48	48
2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	114	71	72
•	•	•	•	•	•	2	1	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	127	70	78
2	•	1	•	•	3	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	132	69	68
4	1	•	•	•	•	•	5	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	129	84	76
•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
24	1	12	•	•	7	4	11	•	•	1	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1616	942	930

à 5,000 habitants.

3	•	10	•	•	10	8	8	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	683	218	228
3	•	1	•	•	4	3	8	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	753	300	294
10	•	7	•	•	4	1	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	305	128	126

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

2° Communes de 1,000

Casterlé	5	50	48	50	29	41	52	16	27	11	0	6	.	5	.	7	.	6	.
Desschel	14	47	51	64	39	45	22	15	13	6	4	14	.	9	.	5	.	6	.
Eynthout	12	55	44	18	12	15	15	7	6	6	9	4	.	5	.	5	.	.	.
Gierle	4	9	25	18	15	10	11	17	15	18	14	15	0	.	10	.	4	.	.
Grobbendonck	14	55	51	55	50	22	15	12	8	8	10	25	.	15	.	6	.	3	.
Herenthout	12	62	85	69	51	54	18	20	18	15	19	51	.	22	.	16	.	15	.
Hersselt	95	55	45	91	55	29	56	40	57	11	9	18	.	11	.	7	.	.	.
Hoogstraeten . . . . .	.	15	14	72	52	45	47	57	17	22	19	21	.	20	.	20	.	17	.
Hulshout	16	52	58	17	20	19	15	15	5	12	8	5	.	2	.	2	.	2	.
Lichtaert	4	22	50	28	30	54	26	32	55	15	12	5	.	7	.	7	.	6	.
Lille	5	14	28	22	14	25	51	27	18	6	8	10	.	6	.	7	.	4	.
Meir	4	20	45	46	55	37	26	18	22	17	4	22	.	16	.	14	.	8	.
Meerhout	67	144	156	92	66	57	54	59	28	26	20	20	1	20	1	15	.	12	8
Meerle	2	11	27	45	25	14	20	14	16	21	7	52	.	19	.	11	.	9	.
Merxplas	2	15	40	46	52	28	11	17	20	14	15	21	.	16	.	10	.	10	.
Norderwyck	19	16	50	25	12	15	11	15	11	5	12	19	.	17	.	7	.	11	.
Oevel	2	17	55	25	25	16	15	16	18	9	9	15	.	5	.	.	.	.	.
Olmen	50	40	57	27	21	17	19	10	8	4	12	8	.	5	.	6	.	2	.
Oolen	6	50	49	44	48	45	45	29	22	12	11	20	1	20	.	6	.	5	.
Raevels	5	12	55	54	15	9	15	10	12	9	8	8	.	8	.	9	.	7	.
Ramsel	25	60	59	47	35	17	22	20	11	6	5	4	.	7	.	1	.	.	.
Rethy	7	45	52	55	49	46	46	50	42	21	15	18	.	14	.	9	.	6	.
Ryckevorsel	2	19	68	48	55	15	19	26	22	25	15	24	.	29	.	26	.	15	.
Thielen	4	15	12	21	18	26	24	21	10	8	6	8	.	6	.	8	.	3	.
Tongerloo	12	65	64	44	25	55	27	19	24	14	11	8	.	7	.	6	.	6	.
Veerle	20	54	42	28	19	20	19	17	10	7	10	9	.	10	.	4	.	1	.
Vieux-Turnhout	1	4	22	65	76	102	45	28	29	25	22	59	.	28	.	14	.	15	.
Vorselaer	14	54	44	42	55	26	39	52	29	15	15	14	.	8	.	6	.	3	.
Vorst	40	73	55	58	50	22	50	22	22	18	12	14	.	15	.	7	.	7	.
Vosselaer . . . . .	.	9	25	41	21	42	16	14	7	9	5	6	.	8	.	5	.	2	.
Weelde . . . . .	.	7	29	57	24	20	9	12	10	15	9	25	.	19	.	11	.	9	.
Westerloo	50	74	92	75	56	45	20	24	32	15	5	21	1	11	.	10	.	11	1
TOTAUX	574	1540	1718	1648	1212	1165	891	785	632	479	579	554	14	424	16	515	15	209	9

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	152	158	144	150	171	201	515	429	515	1029	1542	2001	5000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	599	486	999	1485	1044	2856	5999	4857	9600	14400	19101				

à 5,000 habitants (suite).

4	»	4	»	»	»	4	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	357	211	208
7	»	5	»	»	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	367	208	201
»	»	2	»	»	»	1	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	188	94	94
2	»	10	»	»	5	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	206	144	141
4	»	2	»	»	2	1	2	2	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	295	128	127
7	»	5	»	»	2	8	4	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	515	237	228
4	»	5	»	»	»	6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	557	285	281
11	»	19	»	»	14	6	21	4	1	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	495	285	282
»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	225	91	91
5	»	1	»	»	1	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	998	202	208
5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	928	144	147
7	»	4	»	»	1	2	5	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	348	167	169
8	»	8	»	»	9	12	10	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	824	454	435
2	»	6	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	281	150	155
8	»	10	»	»	8	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	551	188	200
4	»	5	»	»	6	2	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	258	156	156
1	»	»	»	»	11	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	215	108	106
»	»	2	»	»	1	2	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	254	158	150
5	»	1	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	401	220	226
»	»	2	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	198	80	81
»	»	4	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	292	121	119
5	»	1	»	»	5	2	8	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	472	306	295
2	»	6	»	»	1	2	2	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	398	229	221
4	»	1	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	194	146	137
2	»	3	»	»	2	»	4	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	375	192	188
1	»	»	»	»	»	2	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	277	159	165
11	»	10	»	»	8	1	9	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	554	228	225
1	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	377	201	188
1	»	»	1	»	»	3	1	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	440	241	239
7	»	1	»	»	1	»	2	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	219	65	65
6	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	259	122	124
9	»	7	»	»	7	8	19	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	571	316	318
140	»	137	1	»	102	79	122	15	2	7	2	1	»	2	»	»	»	»	»	»	»	12950	8638	6596	

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

3° Communes de 5,000

Herenthals	1	25	63	123	219	169	81	57	35	39	31	54	1	44	"	34	"	27	"
Moll	67	100	231	174	127	89	59	56	39	24	16	24	"	35	"	12	"	9	"
TOTAUX	68	215	294	297	346	258	140	113	74	63	47	78	1	79	"	46	"	36	"

4° Communes de 10,000

Gheel	46	159	201	215	200	180	158	114	100	80	90	106	3	93	3	81	2	52	3
Turnhout	"	13	58	203	300	383	640	438	439	165	95	105	1	91	"	65	"	69	"
TOTAUX	46	172	259	418	500	563	798	552	539	245	185	211	4	184	3	146	2	121	3

5° Communes de 20,000

NÉANT.

6° Communes de 30,000

NÉANT.

7° Communes de plus

NÉANT.

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201	315	429	513	1029	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.			
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.		1889	1890
							285	599	486	999	1485	1944	2856	3999	4857	9600	14400	19101					

à 10,000 habitants.

12	•	28	•	•	27	29	56	16	•	7	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1176	557	532
6	•	5	•	•	14	12	31	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1221	541	537
18	•	55	•	•	41	41	87	17	•	7	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	2397	1098	1069

à 20,000 habitants.

50	1	31	2	2	35	31	81	28	2	5	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	2154	1561	1582
66	•	52	•	•	65	62	162	109	65	72	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	3717	1214	1199
116	1	85	2	2	100	95	245	137	67	77	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	5871	2775	2781

à 30,000 habitants.

à 60,000 habitants.

de 60,000 habitants.

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

RÉCAPI

Communes de :	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114
1 ^e moins de 1,000 habitants . . .	23	119	184	213	158	141	113	86	86	74	50	102	•	94	•	77	1	43	1
2 ^e 1,000 à 5,000 — . . .	574	1540	1718	1648	1212	1105	891	783	652	479	379	554	14	424	16	313	13	209	9
3 ^e 5,000 à 10,000 — . . .	68	213	294	297	346	258	140	113	74	63	47	78	1	79	•	46	•	36	•
4 ^e 10,000 à 20,000 — . . .	46	172	259	418	500	563	708	552	539	243	185	211	4	184	3	146	2	121	3
5 ^e 20,000 à 50,000 — . . .	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
6 ^e 50,000 à 60,000 — . . .	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
7 ^e plus de 60,000 — . . .	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
TOTAUX	711	1844	2455	2576	2196	2067	1942	1554	1351	859	670	945	19	781	19	582	16	409	13

RÉCAPITULATION PAR

Arrondissements :	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114
Anvers	13	264	1031	2251	3021	2982	2633	2266	2145	1827	1487	5090	25	2802	22	2575	31	1980	10
Malines	105	778	1624	2191	2105	2166	2258	2247	1884	1755	1489	1910	35	1568	44	1110	2	914	6
Turnhout	711	1844	2455	2576	2196	2067	1942	1554	1351	859	670	945	19	781	19	582	16	409	13
TOTAUX POUR LA PROVINCE . . .	829	2886	5110	7018	7322	7215	6833	6047	5380	4441	3646	5945	77	5151	85	4267	49	3312	29

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en						
120	126	132	138	144	150	171	201	315	429	515	1020	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890	
							à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.				
							285	399	486	909	1485	1044	2856	3909	4857	9600	14400	19101					

TULATION.

24	1	12	"	"	7	4	11	"	"	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1616	942	930
149	"	157	1	"	102	79	122	15	2	7	2	1	"	2	"	"	"	"	"	"	12950	6638	6590
18	"	53	"	"	41	41	87	17	"	7	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2597	1098	1069
116	1	85	2	2	100	95	245	157	67	77	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	5871	2775	2781
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
307	2	265	3	2	250	217	465	167	69	92	5	1	"	2	"	"	"	"	"	"	22854	11453	11376

ARRONDISSEMENT.

1355	6	1283	37	11	1504	1656	7475	5446	3055	6513	1270	498	457	145	47	41	2	1	"	61213	49008	44123	
785	1	718	"	2	744	795	1890	796	241	389	50	5	4	1	"	1	"	"	"	"	50597	20727	17614
307	2	265	3	2	250	217	465	167	69	92	5	1	"	2	"	"	"	"	"	"	22854	11453	11376
2427	9	2268	40	15	2498	2648	9826	6409	3565	6994	1320	504	441	146	47	42	2	1	"	114644	82088	73117	

PROVINCE

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

ARRONDISSEMENT ADMINIS

Communes au-dessous

Audenaeken	•	17	12	9	•	2	3	•	2	•	•	3	•	•	•	3	•	4	•
Beckerzeel	5	4	9	11	5	8	•	•	5	•	3	•	3	•	3	•	•	•	•
Bellinghen	2	15	21	27	18	7	10	2	6	2	•	4	•	3	•	1	•	•	•
Berchem-Saint-Laurent	1	10	10	3	2	•	2	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	1	•
Beyghem	•	2	8	17	9	16	13	4	6	0	•	4	10	•	•	2	•	1	•
Bogaerden	1	7	13	8	12	12	8	6	2	5	2	5	•	3	•	8	•	2	•
Brages	•	13	18	13	8	10	7	6	6	•	2	2	•	•	•	•	1	•	•
Beuken	•	6	17	13	7	9	10	4	4	6	•	2	•	5	•	•	•	1	•
Capelle Saint-Ulric	4	4	22	30	27	14	17	5	0	5	5	2	•	6	•	3	•	9	•
Cobbeghem	3	7	9	14	5	5	•	4	•	•	•	4	•	1	•	1	•	•	•
Elinghen	•	1	13	9	11	5	•	5	5	2	•	1	•	1	•	1	•	3	•
Gaesbeek	3	16	18	6	6	2	2	4	1	2	1	1	•	3	•	1	•	1	•
Grand-Bigard	•	2	2	18	29	12	20	15	9	7	4	8	•	1	•	3	•	4	•
Hamme	1	•	7	6	8	5	•	7	•	•	•	4	•	•	•	•	•	•	•
Itterbeek	3	13	23	29	14	12	19	2	6	5	•	5	•	9	•	•	•	11	•
Leerbeek	2	13	23	12	12	7	5	3	3	3	2	5	•	7	•	1	•	1	•
Lombeek-Notre-Dame	7	8	28	22	11	18	6	8	2	6	•	3	•	2	•	2	•	3	•
Maxenzeel	6	20	28	18	24	17	18	7	11	8	•	4	•	4	•	•	•	6	•
Molhem-Bollebeek	11	13	19	33	16	18	16	6	8	3	5	7	•	6	•	1	•	3	•
Nosseghem	•	11	21	11	13	5	7	3	3	9	•	4	•	10	•	3	•	6	•
Peuthy	•	4	15	23	26	19	22	2	9	4	•	3	•	3	•	4	•	•	•
Ramsdonck	1	6	18	9	14	11	18	6	10	3	•	6	•	4	•	2	•	3	•
Releghem	•	7	19	18	12	10	6	3	2	2	3	•	•	2	•	2	•	•	•
Strythem	8	60	14	16	15	11	18	7	6	1	4	2	•	3	•	3	•	3	•
Weerde	•	•	9	20	16	17	15	3	3	10	•	6	•	5	•	•	•	2	•
Zellick	•	5	20	22	35	14	12	9	10	6	2	3	•	4	•	2	•	1	•
Totaux	58	264	495	417	355	264	293	101	113	101	22	88	10	85	•	46	1	65	•

DE BRABANT.

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201	315	429	515	1029	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	300	486	990	1485	1944	2856	3999	4857	9600	14400	19101				

TRATIF DE BRUXELLES.

de 1,000 habitants.

•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	55	28	27	
•	•	•	•	•	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	57	36	37
•	•	•	•	•	1	•	3	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	123	32	33
•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	40	19	19
•	•	1	•	•	3	1	•	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	105	84	83
5	•	5	•	•	1	2	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	106	50	51
4	•	1	•	•	1	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	94	40	38
1	•	•	•	•	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	87	43	42
•	•	4	•	•	•	•	•	•	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	165	87	89
•	•	2	•	•	2	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	58	30	30
2	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	60	41	43
1	•	•	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	70	38	39
•	•	1	•	•	3	3	8	3	•	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	154	98	103
•	•	1	•	•	•	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	39	26	26
4	•	5	•	•	•	•	2	1	•	4	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	169	113	120
3	•	2	•	•	2	2	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	110	55	52
2	•	•	•	•	2	3	3	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	137	72	73
•	•	5	•	•	•	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	178	104	107
3	•	2	•	•	•	3	3	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	176	115	117
•	•	2	•	•	5	1	8	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	122	108	175
2	•	2	•	•	4	1	4	•	•	4	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	151	81	80
5	•	2	•	•	3	•	2	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	124	86	85
1	•	•	•	•	•	2	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	90	62	61
•	•	2	•	•	•	2	2	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	178	80	78
2	•	•	•	•	6	1	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	117	89	89
3	•	2	•	•	4	7	8	•	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	171	102	126
38	•	38	•	•	38	32	53	0	3	14	5	•	1	•	•	•	•	•	•	•	2930	1719	1823	

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 1,000

Alseberg	12	26	58	68	32	59	72	28	21	15	14	11	•	24	•	14	•	30	•
Auderghem	17	31	15	53	49	44	33	28	37	30	21	18	•	19	•	26	•	18	•
Beersel	15	30	53	57	25	27	6	12	7	15	13	5	•	7	•	14	•	8	•
Berchem-Sainte-Agathe	•	3	14	11	24	34	17	15	6	12	3	8	•	14	•	2	•	8	•
Bergh	1	11	26	29	31	28	29	6	16	7	•	15	•	9	•	6	•	•	•
Bierghes	3	37	42	57	23	13	12	6	13	10	1	2	•	3	•	5	•	5	•
Bodegem-Saint-Martin	4	10	21	32	20	16	9	5	7	6	•	8	•	4	•	2	•	3	•
Borgt-Lombeek	14	55	40	42	32	28	17	19	6	•	3	1	•	5	•	3	•	3	•
Brusseghem	7	30	43	62	61	45	45	18	16	10	3	12	•	12	•	9	•	7	•
Buysinghen	5	12	50	28	23	25	8	9	10	5	•	6	•	2	•	1	•	5	•
Campenbout	9	39	54	73	69	82	69	35	25	29	•	30	•	20	•	13	•	9	•
Capelle-au-Bois	•	11	30	55	42	46	30	22	22	11	9	15	•	14	•	9	•	8	•
Castre	19	45	61	66	51	22	14	17	5	2	2	8	3	10	•	7	•	8	•
Crainhem	•	5	33	42	26	26	18	10	15	4	4	9	•	•	•	7	•	1	•
Dieghem	•	8	30	87	79	35	30	20	3	26	11	4	•	11	•	2	•	4	•
Dilbeek	2	11	48	66	34	38	26	21	11	16	7	12	•	8	•	6	•	9	•
Droogenbosch	•	•	7	20	17	5	16	18	10	15	3	5	•	8	•	4	•	5	•
Elewyt	•	7	21	30	46	33	38	11	19	15	•	10	•	7	•	5	•	•	•
Epegghem	2	15	25	25	33	19	17	10	10	11	•	72	•	4	•	8	•	1	•
Esschenc	22	45	48	65	35	45	25	15	18	•	•	15	•	5	•	5	•	•	•
Evere	•	1	10	34	94	70	45	38	25	1	26	20	•	20	•	11	•	3	•
Gammerages	59	77	82	67	47	45	15	25	7	10	1	11	•	11	•	5	1	5	•
Ganshoren	1	8	56	66	42	53	34	19	14	3	19	3	•	20	•	5	•	3	•
Goyck	21	79	91	98	64	55	22	25	23	21	11	18	•	6	•	8	•	5	•
Grimberghen	6	33	74	106	95	91	64	32	26	24	•	27	•	18	•	9	•	16	•
Haeren	•	5	12	30	55	25	22	24	19	14	1	6	•	1	•	4	•	7	•
Haute-Croix	7	26	35	29	15	18	9	1	6	9	1	6	•	5	•	3	•	4	•
Hekelghem	9	41	55	91	55	55	23	16	10	11	12	10	•	13	•	10	•	4	•
Herfelingen	7	58	71	43	33	12	19	18	14	19	2	15	1	13	•	9	3	9	1
Hérinnes	22	113	132	111	79	47	41	32	18	34	1	15	1	18	1	13	2	10	•
Hoeylaert	16	23	42	66	43	39	13	34	•	28	•	27	•	19	•	•	•	10	•
Hofstade	•	6	22	49	34	19	17	10	4	14	•	6	•	8	•	5	•	3	•
Humbeek	4	21	35	47	52	38	44	30	24	15	•	18	2	13	2	2	•	8	1
Huyssinghen	•	10	28	46	16	9	9	12	23	0	2	11	•	4	•	1	•	4	•

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	158	144	130	171	201	515	420	513	1029	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1880	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à		et au-dessus.	
							285	509	486	090	1485	1944	2856	5090	4857	0600	14400	10101				

à 5,000 habitants.

25	°	12	°	°	14	18	45	24	4	7	4	°	°	°	°	°	°	°	°	°	613	150	128
14	°	18	°	°	10	°	11	°	2	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	485	468	309
5	°	°	°	°	2	3	11	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	277	174	105
10	°	2	°	°	11	5	11	4	2	5	1	°	°	°	°	°	°	°	°	°	218	199	148
3	°	4	°	°	7	2	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	250	114	112
2	°	1	°	°	2	1	2	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	216	91	91
1	°	2	°	°	6	5	2	°	°	°	1	1	°	°	°	°	°	°	°	°	174	95	94
6	°	6	°	°	1	2	5	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	286	159	154
7	°	6	°	°	5	6	5	2	1	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	408	258	255
2	°	1	°	°	4	2	5	1	°	2	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	182	64	51
10	°	2	°	°	4	11	10	2	°	5	°	°	1	°	°	°	°	°	°	°	601	551	352
5	°	7	°	°	1	0	7	4	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	360	208	197
5	1	5	°	°	7	°	7	1	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	544	152	127
2	°	2	°	°	°	°	1	5	°	2	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	210	99	89
4	°	3	°	°	4	7	25	5	°	1	1	°	°	°	°	°	°	°	°	°	400	251	216
6	°	11	°	°	6	5	5	1	2	4	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	555	260	255
°	°	4	°	°	2	1	4	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	155	173	101
9	°	3	°	°	°	3	4	°	1	1	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	263	184	181
5	°	5	°	°	5	2	8	°	°	1	1	°	°	°	°	°	°	°	°	°	275	154	155
°	°	5	°	°	2	5	2	1	1	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	347	170	180
7	1	15	°	°	4	0	21	15	1	1	2	1	°	1	°	°	°	°	°	°	474	543	327
5	°	°	°	°	1	8	9	8	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	477	159	141
2	°	4	°	°	2	6	8	5	°	2	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	555	254	186
5	°	6	°	°	6	4	9	1	5	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	581	310	310
10	°	8	°	°	7	15	15	5	5	5	1	°	°	°	°	°	°	°	°	°	686	567	547
4	°	4	°	°	5	5	5	6	°	1	°	1	°	°	°	°	°	°	°	°	248	171	145
3	°	5	°	1	4	5	5	1	°	1	°	1	°	°	°	°	°	°	°	°	192	70	68
9	°	5	°	°	8	5	5	°	°	2	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	449	255	254
10	°	5	°	°	5	1	2	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	366	153	154
12	°	4	°	°	12	9	6	4	°	2	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	759	268	269
16	°	6	°	°	4	6	8	5	°	2	°	°	°	1	°	°	°	°	°	°	408	248	257
2	°	4	°	°	6	1	2	°	1	1	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	214	104	95
9	1	6	1	°	1	0	8	5	1	1	1	°	°	°	°	°	°	°	°	°	379	208	208
4	°	5	°	°	4	2	2	°	2	1	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	205	101	71

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 1,000

Lembecq	6	59	143	124	81	48	35	50	31	25	19	22	2	18	4	7	•	9	•
Lennick-Saint-Martin	1	11	44	59	38	17	15	11	7	7	•	10	•	5	•	8	•	8	•
Lennick-Saint-Quentin	25	62	96	67	60	50	21	21	18	13	1	22	•	13	•	16	•	15	•
Liedekerke	46	145	126	95	85	40	33	15	10	7	10	7	•	10	•	3	•	1	•
Linkebeek	12	29	49	37	12	23	15	10	7	15	16	7	•	11	•	7	•	5	•
Lombeek-Sainte-Catherine	10	49	47	64	62	42	30	18	22	20	•	11	•	15	•	6	•	6	•
Londerzeel	53	63	80	106	106	89	84	64	55	59	•	53	•	32	1	20	14	•	•
Machelen	•	19	37	37	29	45	23	3	9	2	•	17	•	6	•	6	•	8	•
Malderen	5	27	50	49	33	54	46	16	16	18	8	19	•	20	•	16	•	5	•
Melsbroeck	•	5	15	40	36	25	29	1	8	10	•	10	•	6	•	13	•	•	•
Merchtem	49	120	109	102	76	75	52	45	24	13	27	24	•	18	•	15	•	20	•
Meysse	•	6	39	49	43	36	47	10	24	14	•	13	•	13	•	12	•	7	•
Muysen	•	8	20	58	37	60	25	12	20	15	•	55	•	9	•	15	•	•	•
Nederockerzeel	9	35	42	21	19	18	16	15	12	5	2	5	•	12	•	7	•	4	•
Neder-over-Heembeek	•	4	58	77	63	61	36	26	7	19	5	13	•	9	•	8	•	4	•
Nieuwenrode	•	5	12	23	22	30	39	18	6	11	•	5	•	6	•	4	•	2	•
Oetinghen	19	39	57	51	25	27	26	17	14	13	8	7	1	5	1	2	•	1	1
Opwyck	34	124	114	118	106	86	78	59	20	33	•	35	•	14	•	15	•	11	•
Pamel	37	102	122	109	64	45	42	25	25	4	0	7	•	10	•	4	•	10	•
Pepinghen	7	55	45	50	27	16	16	10	8	8	2	5	•	11	•	2	•	3	•
Perck	1	9	17	34	26	29	28	10	11	12	•	13	•	5	•	7	•	3	•
Rhode-Saint-Genèse	12	60	111	71	40	29	31	38	22	17	5	24	•	16	•	14	•	14	•
Ruysbroeck	•	10	102	48	16	34	75	56	•	36	7	18	•	28	•	20	•	•	•
Saintes	5	71	83	87	52	26	26	14	11	7	7	16	•	11	•	6	•	6	•
Saventhem	1	26	63	107	69	62	26	18	30	9	11	17	•	6	•	6	•	14	•
Schepdael	6	21	38	61	41	40	20	5	9	•	9	1	•	8	•	2	•	7	•
Sempst	4	26	47	69	61	80	66	25	16	19	•	19	•	15	•	8	•	4	•
Steenuffel	25	30	42	48	42	36	23	35	18	9	5	14	•	8	•	7	•	9	•
Steenockerzeel	•	18	48	31	36	28	43	18	22	9	8	21	•	6	•	17	•	8	•
Sterrebeek	3	34	55	41	22	17	12	6	10	5	6	7	•	4	•	3	•	3	•
Strombeek-Bever	2	4	13	31	34	20	33	8	21	21	•	7	•	6	•	4	•	5	•
Teralphene	16	28	42	41	28	33	23	14	15	10	10	17	•	5	•	5	•	3	•
Ternath	4	18	44	43	55	55	37	22	21	17	4	20	•	18	•	16	•	11	•
Thollebeek	16	59	65	77	36	29	33	23	30	22	4	24	1	9	1	11	•	9	•

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en				
120	126	132	158	144	150	171	201	515	429	515	1020	1542	2001	5000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1880	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	590	486	999	1485	1944	2856	5099	4857	9600	14400	19101				

à 5,000 habitants (suite).

8	»	6	2	»	5	3	10	2	2	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	721	258	207
6	»	10	»	»	4	3	8	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	271	173	170
10	»	6	»	1	11	10	11	5	»	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	535	283	285
7	»	»	»	»	»	5	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	641	246	235
7	»	»	»	»	»	2	6	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	260	135	125
5	»	»	»	»	5	4	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	418	226	221
26	»	17	»	»	8	20	16	16	4	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	905	570	568
2	»	2	»	»	4	4	11	5	4	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	275	147	142
8	»	7	»	»	6	4	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	392	242	234
4	»	4	»	»	4	1	2	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	214	106	102
19	»	11	»	»	22	15	40	8	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	884	562	556
2	»	5	»	»	5	7	8	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	538	203	203
7	»	»	3	»	9	1	5	1	2	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	347	216	158
5	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	224	108	106
7	»	7	»	»	7	7	11	4	1	5	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	420	288	231
»	»	5	»	»	2	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	190	133	129
5	»	4	»	»	3	2	2	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	329	128	130
14	»	»	»	»	4	5	14	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	867	512	511
1	»	»	»	»	6	2	5	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	650	269	258
5	»	5	1	»	2	5	2	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	285	128	122
2	»	4	»	»	5	5	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	220	114	113
17	»	7	»	»	15	12	15	»	»	7	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	577	265	265
5	»	5	»	»	57	9	17	4	5	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	535	500	260
8	»	6	1	»	8	13	15	5	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	484	229	186
5	»	5	»	»	5	8	19	12	4	5	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	525	244	229
1	»	9	»	»	5	6	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	295	211	207
5	»	7	»	»	4	9	8	4	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	498	313	304
5	»	4	»	»	2	3	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	369	183	182
12	»	5	»	»	7	6	6	2	1	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	354	164	163
1	»	»	»	»	3	7	5	2	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	248	107	102
5	»	4	»	»	6	2	7	5	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	241	150	129
2	»	2	»	»	4	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	300	154	146
9	»	6	»	»	6	14	15	5	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	440	201	236
4	1	4	»	»	3	6	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	472	186	188

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 1,000

Tournepe	54	138	282	118	85	56	30	42	27	14	7	11	»	12	1	15	»	8	»
Ylesenbeek	10	44	07	24	17	9	12	8	9	4	3	5	»	4	»	5	»	1	»
Vollezeele	32	79	52	54	20	19	11	14	3	5	2	10	»	4	»	5	»	2	»
Wambeek	9	18	42	59	42	35	34	15	11	10	»	5	»	5	»	2	»	3	»
Wemmel	»	6	15	38	38	42	42	11	7	13	»	10	»	16	»	7	»	7	»
Wesembeek	5	30	02	36	19	17	17	6	3	6	1	2	»	4	»	3	»	2	»
Woluwe-Saint-Étienne	»	10	31	45	48	30	25	13	10	1	6	5	»	2	»	7	»	1	»
Woluwe-Saint-Pierre	5	65	71	51	36	14	18	11	16	11	52	8	»	4	»	5	»	4	»
Woluwe-Saint-Lambert	4	37	55	60	40	20	16	15	24	14	18	16	»	16	1	8	»	8	»
Wolverthem	2	31	51	94	91	101	63	44	34	36	1	31	»	25	1	15	»	7	»
TOTAUX	782	2767	4153	4451	3457	2970	2519	1544	1210	1036	456	1111	11	827	13	613	20	477	3

Communes de 5,000

Assche	37	99	128	166	154	168	118	74	50	71	»	38	»	19	»	21	»	21	»
Forest	»	38	83	79	97	68	51	40	37	37	»	108	»	55	»	39	»	28	»
Jette-Saint-Pierre	»	7	41	70	77	67	74	63	55	70	24	75	»	34	»	45	3	39	»
Koekelberg	»	»	»	5	12	25	35	27	36	47	»	60	»	32	»	48	»	17	»
Leeuw-Saint-Pierre	4	95	173	166	132	75	65	57	59	28	16	56	»	40	»	26	»	27	»
Overyssche	41	48	95	121	108	132	94	51	49	41	44	33	»	28	»	47	»	57	»
Watermael-Boitsfort	1	36	58	80	92	75	67	44	38	29	26	28	41	41	»	27	»	36	»
TOTAUX	83	323	578	687	672	608	504	356	344	325	110	378	41	249	»	253	3	205	»

Communes de 10,000

Etterbeek	»	1	5	8	20	18	99	39	111	66	8	50	»	91	2	37	4	75	»
Hal	7	98	146	177	205	135	97	112	108	66	70	63	5	65	2	39	5	46	3
Uccle	18	188	225	167	77	179	76	158	77	102	27	45	»	67	»	53	4	50	1
Vilvorde	5	23	105	200	217	257	145	65	74	53	1	75	»	16	»	68	1	44	1
TOTAUX	30	310	481	552	517	589	415	354	370	287	106	239	5	239	4	197	14	215	5

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201	515	420	513	1020	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
a	a	a	a	a	a	a	a	a	a	a	a	a	a	a	a	a	a	a	et au-dessus.			
							285	399	486	999	1485	1944	2856	3099	4857	9600	14400	19101				

à 5,000 habitants (suite).

11	•	14	•	•	10	12	5	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	953	283	257
4	•	5	•	•	1	1	1	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	242	125	128
5	•	5	•	•	8	4	3	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	307	118	113
5	•	5	•	•	5	1	5	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	304	162	156
2	•	4	•	•	5	1	9	2	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	275	150	157
5	•	•	•	•	5	2	•	•	•	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	225	112	110
6	•	2	•	•	5	7	8	4	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	266	129	134
•	•	2	•	•	2	2	•	5	1	1	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	366	187	158
18	•	1	•	•	9	9	7	3	1	4	7	•	•	1	•	•	•	•	•	•	410	321	248
14	1	9	•	•	•	4	10	2	•	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	667	377	379
500	5	362	8	5	428	402	598	190	60	84	35	8	5	7	•	1	•	•	•	30894	10668	15380	

à 10,000 habitants.

29	•	21	•	•	24	•	25	75	19	5	7	1	•	•	•	•	•	•	•	•	1368	830	890
52	•	15	•	•	22	36	95	45	21	42	4	1	•	•	•	•	•	•	•	•	1089	895	606
48	•	47	1	1	70	75	140	75	15	12	2	•	1	•	•	•	1	•	•	•	1232	894	785
50	•	18	•	•	43	58	169	75	19	11	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	747	452	595
21	•	14	•	•	19	10	45	6	1	4	2	•	2	•	•	•	•	•	•	•	1121	731	597
28	•	18	•	•	21	18	91	15	10	•	5	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1171	575	572
21	•	19	•	•	52	41	95	49	19	15	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1026	775	623
200	•	150	1	1	251	218	654	356	104	87	20	2	3	•	•	•	1	•	•	•	7754	5152	4668

à 20,000 habitants.

75	•	66	•	•	112	152	478	400	156	160	12	4	•	•	1	•	•	•	•	•	2216	945	785
60	1	45	5	2	58	75	245	107	27	25	6	•	1	•	•	•	•	•	•	•	2098	1119	293
25	•	47	•	1	54	69	251	112	79	50	10	3	3	2	•	1	•	•	•	•	2181	1756	1266
64	•	70	•	1	79	71	241	87	56	25	3	•	1	•	•	1	•	•	•	•	2027	1558	1161
224	1	226	5	4	305	547	1195	706	278	258	31	7	5	2	1	2	•	•	•	•	8522	6358	5205

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																			
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114	

Communes de 20,000

Laeken	6	19	74	99	92	123	106	71	97	99	40	85	•	95	•	98	•	100	1
------------------	---	----	----	----	----	-----	-----	----	----	----	----	----	---	----	---	----	---	-----	---

Communes de 30,000

Anderlecht	2	11	65	151	125	140	117	185	105	159	56	139	1	150	•	125	•	61	•
Ixelles	•	7	21	47	27	79	55	51	86	101	56	124	1	99	4	77	16	69	•
Molenbeek-Saint-Jean	•	5	8	23	89	88	67	67	50	71	55	171	•	204	•	105	•	111	•
Saint-Gilles	8	51	25	20	22	24	52	71	51	91	42	152	•	72	•	49	•	121	•
Saint-Josse-ten-Noode	•	•	1	2	9	5	6	5	11	34	55	23	•	20	•	17	1	22	1
Schaerbeek	•	•	7	42	67	96	102	56	119	118	56	89	1	94	•	55	2	95	4
TOTAUX	10	52	125	265	339	432	599	455	582	574	278	698	5	648	4	426	19	479	5

Communes de plus

Bruxelles	1	1	6	3	15	55	19	95	104	250	99	279	1	266	1	209	1	245	•
---------------------	---	---	---	---	----	----	----	----	-----	-----	----	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---

RÉCAPITULATION POUR L'ARRONDISSE

Communes au-dessous de 1,000 hab.	58	264	425	417	355	264	293	101	115	101	22	88	10	85	•	46	1	65	•
Id. de 1,000 à 5,000 —	782	2767	4155	4451	5457	2970	2519	1544	1210	1056	456	111	11	827	13	603	20	477	3
Id. de 5,000 à 10,000 —	85	525	578	687	672	608	564	556	544	525	110	578	41	249	•	253	3	205	•
Id. de 10,000 à 20,000 —	30	310	481	552	517	589	415	554	570	287	106	239	5	259	4	197	14	215	5
Id. de 20,000 à 50,000 —	6	19	74	99	92	123	106	71	97	99	40	85	•	95	•	98	•	100	1
Id. de 50,000 à 60,000 —	10	52	125	265	339	432	599	455	582	574	278	698	5	648	4	426	19	479	5
Id. de plus de 60,000 —	1	1	6	3	15	55	19	95	104	250	99	279	1	266	1	209	1	245	•
TOTAUX	970	5750	5842	6474	5447	5039	4055	2954	2620	2650	1001	2878	71	2407	22	1842	58	1786	14

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en			
120	126	152	138	144	150	171	201	515	429	515	1029	1542	2001	5000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.		
							285	599	486	999	1485	1944	2856	5099	4857	9600	14400	19101		1889	1890

à 30,000 habitants.

78	»	42	»	»	74	76	475	546	245	518	18	15	2	2	»	»	»	»	»	»	3088	2419	2220
----	---	----	---	---	----	----	-----	-----	-----	-----	----	----	---	---	---	---	---	---	---	---	------	------	------

à 60,000 habitants.

108	»	48	»	»	90	118	407	496	210	700	66	4	4	5	»	1	»	»	»	»	5832	5095	2710
62	»	77	1	»	158	105	698	951	754	1952	544	122	100	45	6	15	»	»	»	»	6290	5850	5657
118	»	122	»	»	186	208	1095	1126	500	611	48	14	9	1	1	1	»	»	»	»	5152	5665	4200
98	»	58	»	»	92	151	610	1510	620	860	102	42	22	6	»	»	»	»	»	»	4762	5057	4184
15	»	20	»	»	48	52	541	858	679	1475	282	99	60	21	6	4	»	»	»	»	4146	5767	5115
77	»	71	»	»	115	81	687	1614	1165	2054	155	45	28	7	2	1	»	»	»	»	7081	5790	6152
478	»	596	1	»	698	695	5858	6555	5928	7650	995	524	252	85	15	22	»	»	»	»	51245	26104	25996

de 60,000 habitants.

199	2	186	5	»	509	267	1579	1851	1675	5540	2468	1160	1027	475	155	210	51	6	10	18759	17175	18276
-----	---	-----	---	---	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	----	---	----	-------	-------	-------

MENT ADMINISTRATIF DE BRUXELLES.

58	»	58	»	»	58	52	55	6	5	14	5			1	»	»	»	»	»	»	2956	1719	1825
500	5	562	8	5	428	402	598	190	60	84	55	8	5	7	»	1	»	»	»	»	50891	16668	15580
209	»	150	1	1	251	218	654	556	104	87	20	2	5	»	»	»	1	»	»	»	7754	5152	4668
224	1	226	5	4	505	547	1195	706	278	258	51	7	5	2	1	2	»	»	»	»	8522	6558	5205
78	»	42	»	»	74	76	475	546	245	518	18	15	2	2	»	»	»	»	»	»	5088	2419	2220
478	»	596	1	»	698	695	5858	6555	5928	7650	995	524	252	85	15	22	»	»	»	»	51245	26104	25996
199	2	186	5	»	509	267	1579	1851	1675	5540	2468	1160	1027	475	155	210	51	6	10	18759	17175	18276	
1726	8	1400	20	8	2101	2057	8588	9970	6280	15951	5570	1514	1275	569	151	255	52	6	10	103106	75575	75577	

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	0	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

ARRONDISSEMENT ADMI

Communes au-dessous

Attenrode-Wever	10	25	22	29	14	13	9	3	5	1	"	7	1	"	"	"	"	"	"
Bauterssem	10	25	55	28	18	8	5	12	6	0	5	6	"	3	4	"	"	"	"
Binckom	15	28	40	20	9	14	11	8	8	8	3	6	"	5	1	4	"	4	1
Blanden	2	20	26	20	4	11	10	2	7	1	2	5	"	5	"	2	"	"	"
Bost.	2	16	24	14	15	0	5	6	6	8	2	1	"	"	"	1	"	"	"
Cappellen	4	55	15	19	16	5	18	2	5	"	4	4	"	4	1	1	"	5	"
Corbeek-Dyle	10	26	28	14	12	5	15	6	8	5	2	4	"	4	"	2	"	1	"
Deurne	8	10	13	11	8	4	3	5	5	7	"	"	"	2	1	1	"	"	1
Dormael	5	11	12	11	12	6	10	4	9	4	3	2	"	1	"	1	"	"	"
Esemael	3	9	13	9	8	6	5	7	"	"	1	1	"	"	"	1	"	"	"
Gelrode	"	20	31	43	15	10	10	4	7	4	"	14	"	"	"	"	"	5	"
Glabbeek	1	24	11	21	15	10	8	13	5	1	1	9	"	4	"	1	"	"	"
Gossoncourt	5	59	32	29	10	15	10	5	0	4	1	8	"	2	"	7	"	"	"
Graesen	5	6	14	14	13	1	6	6	"	3	"	"	"	3	"	1	"	1	"
Haackendover	4	25	40	19	16	6	10	11	8	5	6	4	"	1	"	3	"	1	"
Hauthem-Sainte-Marguerite	8	50	18	10	6	5	4	5	5	4	2	"	"	1	"	2	"	"	"
Hauwaert	19	35	49	15	14	13	8	10	7	5	4	0	"	3	"	2	"	3	"
Heelenbosch	"	8	12	1	6	2	2	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"
Kerckom	9	29	45	21	12	12	8	9	1	3	1	6	"	"	"	2	"	3	"
L'Écluse	5	15	24	14	2	3	"	9	9	5	1	2	"	"	"	3	"	"	"
Lombeek	5	35	11	2	10	2	5	2	2	1	"	1	"	"	"	"	"	1	"
Lovenjoul	4	17	31	20	13	9	7	9	5	6	2	"	"	"	"	2	"	4	"
Meensel-Kieseghem	4	25	18	18	12	12	8	7	5	2	"	1	1	4	"	1	"	1	"
Meerbeek	"	4	20	25	14	6	6	1	13	"	6	11	"	9	"	5	"	6	"
Melckwezer	2	10	9	5	8	13	7	2	1	1	3	2	"	2	"	1	"	1	"
Messelbroeck	15	20	16	13	7	7	2	1	8	14	"	2	"	1	"	"	"	"	"
Molenbeek-Wersbeek	7	23	25	29	20	13	7	11	0	5	"	7	"	8	"	2	"	4	"
Neervelp	1	10	15	17	12	11	2	6	3	5	4	3	"	2	"	5	"	1	"
Oirbeek	"	7	12	9	3	5	3	2	2	"	1	5	"	"	"	"	"	4	"
Opheysssem	3	22	30	49	15	13	8	9	2	3	4	0	"	4	"	1	"	"	"
Opvelp	7	35	23	21	14	12	15	5	7	2	5	3	"	2	"	1	"	5	"
Orsmael-Gussenhoven	13	25	27	19	11	10	8	3	5	5	4	0	"	7	"	4	1	1	"
Pellenberg	7	21	29	25	9	13	12	13	1	3	"	2	"	"	"	5	"	1	"

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201	315	429	515	1029	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
a	a	a	a	a	a	a	a	a	a	a	a	a	a	a	a	a	a	a	et au-dessus			
							285	399	480	999	1485	1944	2850	3909	4857	9600	14400	19101				

NISTRATIF DE LOUVAIN.

de 1,000 habitants.

1	»	2	»	»	»	1	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	144	40	49
»	»	2	»	»	»	1	6	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	180	77	77
»	»	2	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	189	78	79
2	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	117	56	57
»	»	4	»	»	2	»	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	118	40	56
1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	134	47	48
»	»	»	»	»	»	»	3	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	144	83	83
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	77	52	52
»	»	»	»	»	»	»	5	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	95	45	44
1	»	1	»	»	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	68	23	24
»	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	160	49	52
3	»	1	»	»	1	1	4	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	135	59	61
»	»	4	»	»	2	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	184	67	67
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	72	16	16
5	»	5	»	»	»	1	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	166	70	69
»	»	»	»	»	3	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	100	33	33
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	195	78	74
1	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	38	11	12
»	»	»	»	»	»	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	162	44	44
1	»	1	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	94	57	40
1	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	75	31	31
»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	152	65	62
»	»	1	2	»	1	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	124	59	51
»	»	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	130	72	73
»	»	»	»	»	»	»	1	1	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	71	32	33
»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	103	42	44
»	»	1	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	171	69	69
»	»	1	»	»	»	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	99	48	45
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	52	15	15
1	»	2	»	»	2	»	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	188	42	43
»	»	2	»	»	1	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	158	59	58
»	»	»	»	»	»	1	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	154	45	44
2	»	»	»	»	2	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	147	68	67

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	30	42	48	54	60	60	72	78	84	90	90	102	108	114

Communes au-dessous

Rhode-Sainte-Agathe	11	47	54	25	17	14	7	15	3	2	1	0	0	1	0	2	2	1	0
Rhode-Saint-Pierre	9	19	21	30	25	18	15	7	5	4	0	0	5	0	5	0	0	4	2
Roosbeek-Neerbutsel	4	30	17	12	21	8	0	10	5	4	4	3	0	5	0	1	0	1	0
Vaelbeek	4	6	12	4	4	0	1	0	1	1	0	1	0	1	0	0	0	0	0
Vertryck	1	15	29	10	12	5	2	11	2	0	4	0	0	1	0	5	0	1	0
Vissenaeken	0	39	31	22	22	7	0	5	0	15	5	4	0	2	0	4	0	5	0
Vossem	9	40	46	25	14	0	0	2	0	0	10	2	0	3	0	2	0	0	0
Waenrode	8	40	44	20	22	14	14	13	8	4	5	0	1	2	0	4	0	0	0
Webbecom	3	2	18	10	13	14	0	0	5	1	0	7	0	10	0	1	0	2	0
Weert-Saint-Georges	0	49	53	16	13	12	12	10	5	0	1	3	0	0	0	3	0	2	0
Willebringen	5	24	20	12	7	12	0	8	7	4	1	1	0	1	0	3	0	0	0
Wommersom	7	30	41	27	5	4	7	15	0	2	1	4	0	0	0	1	0	0	0
TOTAUX	202	1034	1144	825	548	400	331	290	223	163	97	170	8	101	12	39	3	65	4

Communes de 1,000

Bael	50	40	05	51	11	8	10	3	7	5	5	0	0	2	0	5	0	1	0
Becquevoort	31	79	45	40	25	11	14	9	5	5	1	9	2	12	1	6	2	1	0
Begynnoendyck	17	54	51	35	16	17	15	15	15	0	6	0	3	0	1	0	1	0	0
Berthem	14	105	95	52	23	15	12	10	7	4	5	7	0	0	0	5	0	1	0
Betecom	28	50	06	36	45	33	31	10	13	12	18	0	0	4	0	0	0	5	0
Bierbeek	8	06	170	114	33	22	20	28	22	18	12	9	0	2	0	3	0	8	0
Boortmeerbeek	3	14	29	43	33	30	41	20	16	32	0	30	0	13	0	12	0	5	0
Budingen	21	30	00	42	29	18	10	16	5	9	0	1	0	2	0	1	1	0	1
Bunsbeek	11	29	48	30	32	12	11	10	0	11	5	3	0	4	0	1	4	0	0
Caggerinne-Assent	42	80	45	36	29	12	21	15	11	15	1	12	1	9	0	0	0	6	0
Corbeek-Loo	3	25	32	37	27	13	12	0	4	0	2	5	0	5	0	3	0	3	0
Cortenaeken	20	37	34	22	29	22	9	10	0	10	0	5	0	1	0	7	1	0	1
Cortenbergh	0	16	39	26	13	9	28	0	11	5	9	5	0	18	0	5	0	3	0
Cortryck-Dutzel	38	35	51	22	10	10	10	0	10	3	6	4	0	8	0	3	0	3	0
Cumplich	15	39	48	39	15	10	9	17	9	8	6	3	0	3	0	3	0	0	0
Duysbourg	7	30	03	41	15	12	11	13	11	10	0	4	0	2	0	8	0	0	0
Erys-Querbs	13	32	30	37	02	20	27	28	10	7	11	14	0	12	0	3	0	11	0

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	152	158	144	150	171	201	315	429	513	1029	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	509	480	999	1485	1944	2856	3099	4857	9000	14400	19101				

de 4,000 habitants (suite).

1										1											204	61	57
2																					171	73	74
2							4				1										158	50	50
2																					41	18	18
2		1					4	1			1										110	57	56
2		3					2	1	2												186	61	62
1						2	2	1	1	1											186	74	74
2		2	1			1	2			1											212	70	68
2		4				1															97	43	42
1						2	2			1											173	73	72
2						1	1														122	44	48
2		1				1	3	1													150	43	43
25		43	3	1	35	18	55	13	6	10	5	1		1						5983	2295	2296	

à 5,000 habitants.

2										1											226	79	78
1		2				1	2			1											303	85	85
2																					248	86	89
2		1				2	5	2													341	135	131
2						3				1											393	161	159
7		2				8	5	6													595	194	191
2		10				1	5	5		2											342	252	227
1						3		1	1												264	56	59
2						3	1	1		1											221	81	85
3		3				5		2													346	124	126
6		2	1			4		10	4		2			1							207	120	105
2						4	2	2		1											243	63	62
6						5	10	12	6			1		1							232	134	158
2						1	3	2													245	90	86
1						1		1	3												238	103	103
3						1		1													246	111	116
2		4				5		11	4	1	5										394	230	231

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 1,000

Everberg	4	21	46	55	39	21	16	13	10	9	2	7	•	5	•	7	•	3	•
Geet-Betz	31	59	58	45	57	25	25	15	20	9	1	3	1	8	1	4	•	6	•
Haecht	10	42	45	55	48	29	40	31	13	24	•	18	•	25	•	9	•	12	•
Halle-Boyenhoven	12	26	43	46	20	30	23	19	12	8	1	6	•	7	•	4	•	4	•
Herent	6	50	70	80	94	87	57	85	30	26	•	40	•	27	•	•	10	15	•
Hever	2	12	19	25	41	36	41	22	53	35	•	20	•	10	•	6	•	4	•
Hoegaerde	19	82	99	84	86	47	43	59	51	25	16	32	1	22	•	21	•	23	•
Hoeleden	30	25	46	26	16	7	12	•	5	5	•	11	•	•	•	2	•	1	•
Holsbeek	11	48	54	51	25	15	15	9	10	8	•	11	•	6	•	2	1	2	•
Huldenberg	14	66	75	43	23	18	7	5	6	5	5	5	•	4	•	3	•	3	•
Keerbergen	49	78	80	56	50	38	24	40	28	15	•	21	•	10	•	•	•	7	•
Kersbeek-Miscom	15	34	27	28	23	11	17	10	4	3	•	10	•	2	•	4	•	2	•
Langdorp	54	67	64	94	43	31	26	24	22	16	•	10	•	•	•	4	•	•	•
Léau	6	43	50	50	41	37	18	20	14	16	8	9	•	3	1	7	•	9	•
Leefdael	11	54	67	60	47	23	9	5	6	2	7	•	•	9	•	2	•	6	•
Linden	29	55	28	18	10	11	9	2	7	1	6	6	1	3	•	2	•	4	•
Lubbeek	36	137	114	72	28	27	17	18	4	5	6	4	•	2	•	5	•	6	•
Meldert	5	33	56	24	15	12	7	4	6	6	7	3	•	3	•	4	•	3	•
Montaigu	51	118	85	90	43	35	32	23	30	23	4	14	•	7	•	8	•	6	•
Neerheysssem	13	60	91	63	42	15	10	14	9	2	4	5	•	4	•	5	•	2	•
Neerlinter	31	84	89	77	41	39	22	15	10	5	1	13	1	7	•	3	•	3	1
Neeryssche	7	19	49	32	14	16	13	10	11	5	2	5	•	9	•	3	•	7	•
Nieuw-Rhode	17	32	53	50	43	17	15	6	4	4	•	12	•	•	•	•	•	3	•
Oplinter	8	55	49	26	10	13	5	5	5	3	2	2	•	1	•	1	•	3	•
Ottenbourg	9	19	29	60	36	16	13	7	6	•	4	4	•	3	•	8	•	4	•
Rillaer	53	114	84	58	25	7	18	12	8	11	•	5	•	7	•	5	•	9	•
Rotselaer	6	28	66	72	40	46	33	20	26	15	•	18	•	19	•	6	•	4	•
Rummen	2	18	37	30	19	26	20	10	9	21	10	4	•	•	•	1	•	2	•
Schaffen	11	63	70	60	52	33	30	23	12	20	2	17	3	15	1	5	1	8	•
Sichem	48	113	101	57	42	46	24	13	9	7	2	10	1	7	•	10	1	7	•
Tervueren	1	30	43	90	79	65	47	52	12	20	•	16	•	17	•	15	•	•	•
Testelt	50	48	45	21	13	7	7	8	6	8	•	•	•	•	1	1	•	2	1
Thielt	51	56	62	51	32	24	19	27	23	•	20	•	•	8	•	8	•	1	•
Tbildonek	5	21	20	29	24	26	20	18	23	8	•	3	•	4	•	1	1	6	•

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	158	144	150	171	201	315	429	515	1029	1542	2001	5000	4143	5142	10200	15000	20100	Total	1889	1800
a	a	à	a	a	a	a	a	à	a	a	à	a	a	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	399	486	999	1485	1944	2850	3999	4857	9600	14400	10101				

à 5,000 habitants (suite).

4	•	1	•	•	1	6	•	•	•	•	1	•	•	1	•	•	•	•	•	•	252	106	107
4	•	4	1	5	1	1	7	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	371	115	116
5	•	8	•	•	5	5	10	5	2	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	437	271	273
1	•	1	•	•	•	1	•	•	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	266	110	109
6	•	5	•	•	9	9	14	•	4	3	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	705	372	347
2	•	4	•	•	1	4	2	2	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	521	226	224
12	•	12	•	•	14	18	29	4	•	4	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	764	360	361
•	•	•	1	•	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	185	44	43
•	•	•	•	•	•	•	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	246	82	81
•	•	•	•	•	1	1	3	•	•	•	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	291	94	97
3	•	•	•	•	3	1	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	485	249	250
1	•	•	•	•	1	•	6	•	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	198	59	60
3	•	•	1	•	•	3	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	451	190	189
7	•	7	•	3	10	6	34	3	•	2	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	406	165	166
3	1	•	•	•	1	5	1	•	4	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	325	136	134
1	•	•	•	•	1	1	2	•	•	•	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	197	71	68
2	•	2	•	•	5	4	3	2	2	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	501	206	207
4	•	1	•	•	1	3	4	•	•	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	204	76	75
7	•	2	2	1	10	6	19	9	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	625	180	178
•	•	•	•	3	•	•	7	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	351	81	83
2	•	1	•	•	3	1	4	4	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	466	113	111
5	•	•	•	•	2	2	8	1	•	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	227	114	118
•	•	•	•	•	•	1	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	259	81	82
4	•	1	•	•	1	2	3	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	199	42	45
7	•	•	•	•	2	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	228	61	60
1	•	2	•	•	4	4	6	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	413	135	135
1	•	2	•	•	•	5	•	2	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	410	231	234
1	1	2	•	•	1	2	6	1	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	225	79	81
8	•	4	1	•	4	2	6	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	452	186	101
2	•	3	•	•	•	3	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	506	157	161
18	•	0	•	•	18	17	15	7	2	2	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	576	250	252
1	•	3	•	•	1	1	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	226	62	62
•	•	•	2	•	•	5	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	378	172	175
5	•	2	•	•	3	6	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	226	145	146

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 1,000

Trameloo	37	56	89	47	28	20	19	17	11	6	9	11	»	6	»	5	»	4	»
Velthem-Beysem	23	38	46	50	11	21	17	10	8	8	7	8	»	4	»	5	»	1	»
Vieux-Heverlé	15	35	54	42	21	12	4	5	2	6	1	3	»	»	»	»	»	»	»
Werchter	5	39	45	67	22	42	31	28	24	32	»	21	»	24	»	16	»	10	»
Wesemael	12	48	55	47	28	31	19	22	15	11	»	9	»	14	»	5	»	8	»
Wespelaer	3	10	18	17	18	17	20	24	21	10	»	8	»	19	»	»	»	5	»
Wilsele	9	24	40	54	22	53	31	32	49	16	»	14	»	14	»	8	»	15	»
Winghe-Saint-Georges	34	61	24	21	12	15	15	10	7	7	»	»	»	9	»	»	»	5	»
Winxèle	5	7	14	34	26	26	27	25	24	14	10	9	»	9	»	»	»	6	»
Zetrud-Lumay	14	57	55	41	51	18	18	22	10	7	5	6	»	5	»	16	»	6	»
TOTAUX	1155	2934	3476	2849	1906	1443	1240	1051	800	645	258	551	16	455	6	287	20	291	7

Communes de 5,000

Aerschot	7	35	41	70	80	80	85	78	46	55	45	85	51	»	56	»	50	»	52
Diest	1	2	57	119	147	129	117	104	75	55	55	90	1	60	1	76	»	55	»
Heverlé	1	14	20	52	64	72	115	56	54	55	17	65	2	62	»	58	»	54	»
Kessel-Loo	17	47	73	102	75	28	26	42	70	28	107	146	»	92	5	»	63	26	»
TOTAUX	25	98	191	343	364	309	341	280	245	149	224	586	54	214	40	154	113	115	52

Communes de 10,000

Tirlemont	»	1	44	49	105	47	144	152	85	180	154	249	40	160	117	»	107	85	2
---------------------	---	---	----	----	-----	----	-----	-----	----	-----	-----	-----	----	-----	-----	---	-----	----	---

Communes de 30,000

Louvain	»	14	116	249	267	379	392	258	225	549	171	406	1	259	254	18	327	13	1
-------------------	---	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	---	-----	-----	----	-----	----	---

revenu cadastral de francs :																			Nombre total d'articles à la contribution personnelle en			
120	126	132	138	144	150	171	201	313	429	513	1029	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	390	486	909	1485	1944	2850	5999	4857	9600	14400	19101				

à 3,000 habitants (suite).

1	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	367	152	154
1	"	4	"	"	5	1	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	245	123	121
2	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	199	92	87
5	"	5	"	"	7	2	1	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	429	234	236
3	"	2	"	"	1	4	2	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	357	166	167
3	"	"	"	"	5	1	11	1	"	1	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	213	145	142
6	"	2	"	"	2	6	4	3	4	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	300	235	198
2	"	"	"	"	1	"	8	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	250	85	87
"	"	4	"	"	"	1	2	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	245	120	120
6	"	1	"	"	3	2	6	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	326	138	138
183	4	116	9	12	167	100	298	75	29	55	8	4	5	3	1	"	"	"	"	20433	8613	8549	

à 10,000 habitants.

"	27	"	31	"	50	50	69	27	5	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1097	713	647
49	"	46	1	1	59	95	208	102	38	25	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1764	1086	1005
42	"	12	"	"	29	14	55	9	5	4	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	888	573	554
57	"	27	"	"	50	24	60	1	4	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	1168	903	616
148	27	85	32	1	188	165	390	139	52	34	1	1	"	"	"	"	"	"	"	4017	3275	2802	

à 20,000 habitants.

"	166	1	"	"	175	118	462	226	74	122	9	5	"	"	"	1	"	"	"	3074	1610	1536
---	-----	---	---	---	-----	-----	-----	-----	----	-----	---	---	---	---	---	---	---	---	---	------	------	------

à 60,000 habitants.

110	195	2	115	"	331	288	1054	604	362	622	65	15	2	1	1	"	"	"	"	7433	6198	4996
-----	-----	---	-----	---	-----	-----	------	-----	-----	-----	----	----	---	---	---	---	---	---	---	------	------	------

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

RÉCAPITULATION POUR L'ARRONDISSE

Communes au-dessous de 1,000 hab.	263	1054	1144	825	548	400	331	290	223	163	97	170	8	101	12	89	3	65	4
Id. de 1,000 à 5,000 —	1135	2954	3476	2840	1906	1443	1240	1054	800	645	258	551	16	455	6	287	20	201	7
Id. de 5,000 à 10,000 —	25	98	191	343	364	509	341	280	243	149	224	386	34	214	40	154	113	115	52
Id. de 10,000 à 20,000 —	"	1	44	40	105	47	144	152	85	180	154	240	10	160	117	"	107	85	2
Id. de 20,000 à 50,000 —	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id. de 50,000 à 60,000 —	"	14	116	249	267	379	302	258	225	349	171	406	1	259	254	18	327	15	1
Id. de plus de 60,000 —	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
TOTAUX	1492	4081	4071	4315	3188	2578	2443	2011	1576	1484	884	1762	99	1169	409	528	570	567	66

ARRONDISSEMENT ADMI

Communes au-dessous

Archennes	4	"	16	25	25	24	"	13	8	8	"	"	"	5	"	1	"	"	"
Autre-Église	6	12	55	45	42	15	16	3	17	7	"	1	"	4	"	"	"	1	"
Baulers	"	3	12	10	29	17	15	9	7	6	5	3	"	"	"	2	"	2	"
Biez	"	2	9	10	31	28	17	14	7	1	"	4	"	10	"	5	1	1	"
Bomal	3	14	15	8	6	9	4	4	6	3	1	2	"	3	"	3	"	1	"
Bonlez	5	2	11	37	24	9	15	10	1	3	5	"	"	2	"	3	"	"	"
Bornival	1	10	10	10	8	15	11	4	2	4	1	3	"	5	"	2	"	2	"
Corbais	2	7	10	31	20	26	10	12	4	4	"	3	"	1	"	"	"	"	"
Couture-Sainte-Germaine	"	15	36	33	18	17	7	5	12	2	"	5	"	3	"	6	"	1	"
Dion-le-Mont	3	8	22	28	16	15	10	11	2	6	"	2	"	1	"	5	"	5	"
Dion-le-Val	"	4	9	20	21	15	6	5	"	2	"	4	"	"	"	2	"	"	"
Dongelberg	2	14	17	10	14	14	6	6	8	7	5	5	"	4	"	2	"	"	"
Énines	4	9	25	20	20	8	"	8	6	1	3	1	"	1	"	"	"	"	"
Folx les-Caves	6	14	22	26	26	11	9	7	4	2	2	5	"	6	"	3	"	1	2
Geest-Gerompont	3	22	23	34	20	35	13	6	7	8	1	3	"	1	"	"	"	3	"
Gentines	"	2	5	21	27	21	25	11	10	12	"	7	"	3	1	1	"	1	"
Glabais	2	19	47	32	21	15	19	7	1	6	5	6	"	"	"	1	"	"	"
Glimes	1	8	19	7	9	18	13	8	6	6	1	2	"	2	"	1	"	6	"
Grand-Rosière	2	16	15	28	18	6	8	12	8	3	3	2	"	7	"	2	"	2	"
Haut-Ittre	1	7	10	33	19	23	13	9	3	"	2	3	"	"	"	1	"	1	"

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en				
120	126	132	138	144	150	171	201	515	429	513	1029	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total	1889	1890
							à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							283	309	486	999	1485	1044	2856	3099	4857	9600	14400	19101				

MENT ADMINISTRATIF DE LOUVAIN.

25	"	45	3	1	33	18	55	13	6	10	5	1	"	1	"	"	"	"	"	5983	2295	2296
183	4	116	9	12	107	160	298	75	29	53	8	4	3	3	1	"	"	"	"	20455	8013	8549
48	27	85	52	1	188	165	390	139	32	34	1	1	"	"	1	"	"	"	"	4917	3275	2802
"	166	1	"	"	175	118	462	226	74	122	0	5	"	"	"	1	"	"	"	3074	1610	1536
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
119	193	2	115	"	331	288	1054	604	362	622	65	13	2	1	1	"	"	"	"	7433	6198	4996
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
475	590	247	159	14	894	747	2259	1057	525	821	88	24	5	5	3	1	"	"	"	41840	21991	20179

NISTRATIF DE NIVELLES.

de 1,000 habitants.

"	"	1	"	"	1	"	"	1	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	132	42	42
1	"	1	"	"	4	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	212	56	57
2	"	4	"	"	4	3	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	134	01	55
3	"	2	"	"	"	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	148	47	47
1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	84	28	29
"	"	5	"	"	1	"	4	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	136	42	47
"	"	"	"	"	3	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	99	46	46
"	"	1	"	"	2	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	136	42	41
4	"	1	"	"	1	"	1	"	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	166	55	32
"	"	"	"	"	1	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	156	40	40
"	"	"	"	"	"	"	2	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	89	16	16
"	"	1	"	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	118	50	51
"	"	2	"	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	110	50	30
"	"	"	"	"	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	149	35	36
1	"	1	"	"	1	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	187	51	50
5	"	1	1	"	3	3	5	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	175	78	80
1	"	5	"	"	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	188	51	48
2	"	2	"	"	2	2	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	120	54	54
3	4	"	"	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	139	50	50
3	"	1	"	"	2	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	141	43	42

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes au-dessous

Hevillers	•	2	17	52	33	16	13	20	9	8	•	0	•	1	•	3	•	5	•
Houtain-le-Val	1	13	24	53	37	19	18	15	4	11	2	7	•	11	•	6	•	7	•
Incourt	6	22	19	39	17	9	7	13	6	3	11	5	•	6	•	5	•	4	•
Jauchelette	5	26	19	10	7	10	8	1	2	2	1	4	•	2	•	•	•	1	•
Jodoigne-Souveraine	4	23	24	21	9	12	11	11	5	5	1	4	•	4	•	1	•	•	•
Lathuy	3	21	31	25	17	21	8	8	8	3	4	1	•	•	•	1	•	2	•
Limelette	•	5	13	5	32	14	18	11	•	15	2	3	•	•	•	7	•	1	•
Longueville	13	6	15	20	27	11	10	8	2	7	1	6	•	9	•	3	•	4	•
Malèves-Sainte-Marie	3	17	17	34	16	29	11	9	13	5	6	4	•	•	•	4	•	4	•
Maransart	•	4	33	17	16	11	5	7	2	2	2	4	•	2	•	5	•	•	•
Marilles	11	44	39	37	19	12	10	14	10	4	5	3	•	3	•	•	•	•	•
Mellery	1	4	10	19	21	19	11	9	8	2	6	8	•	3	•	5	•	3	•
Monstrueux	•	1	2	6	11	3	8	4	4	1	5	4	•	2	•	4	•	1	•
Mont-Saint-André	3	17	34	29	19	16	9	13	10	5	4	2	•	•	3	•	•	•	•
Nodebais	3	13	31	17	15	15	8	3	14	10	5	3	•	5	•	1	•	2	•
Novilli-sur-Melaigne	•	13	31	33	17	14	15	4	4	1	4	2	•	10	•	•	•	3	•
Oisquercq	•	11	25	17	17	4	11	6	2	2	2	5	•	3	•	1	•	5	•
Orbais	2	15	34	38	17	12	15	11	5	2	1	3	•	2	•	•	•	2	•
Placenoit	•	18	30	24	19	11	11	15	11	5	4	7	•	3	•	3	•	0	•
Ramilles-Offres	6	14	31	33	20	8	9	9	9	2	4	2	•	1	•	1	1	5	•
Rosières	3	15	22	32	21	14	8	5	•	•	•	1	•	1	•	3	•	•	•
Roux-Niroir	7	22	28	23	12	6	7	9	4	1	5	2	•	1	•	•	•	1	•
Saint-Géry	•	4	12	16	17	14	9	6	17	1	5	2	•	1	•	2	•	1	•
Saint-Jean-Geest	8	19	31	26	22	10	8	8	5	3	•	4	•	2	•	4	•	2	•
Saint Remy-Geest	3	7	28	34	14	8	14	12	4	3	3	3	•	2	1	1	•	•	•
Tbines	•	2	2	7	20	6	8	3	•	2	•	3	•	1	•	2	•	•	•
Thorembais-les-Béguines	2	23	32	27	20	11	11	11	6	7	1	3	•	3	•	2	•	•	•
Tilly	•	5	11	36	29	32	32	•	16	7	4	•	•	•	•	2	•	2	•
Ways	1	7	23	28	17	19	12	2	2	1	•	3	•	2	•	7	•	1	•
TOTAUX	130	581	1050	1186	972	720	538	409	308	211	118	163	•	138	5	111	2	92	2

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201 à 285	315 à 399	420 à 486	515 à 999	1020 à 1485	1542 à 1944	2001 à 2850	3000 à 3999	4143 à 4857	5142 à 9800	10200 à 14400	15000 à 19101	20100 et au- dessus.	Total.	1889	1890

de 1,000 habitants (suite).

1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	172	75	71
1	7	5	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	220	79	75
1	1	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	184	65	65
1	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	106	20	25
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	138	42	42
2	3	1	8	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	162	57	55
1	3	1	8	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	141	78	88
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	148	53	53
4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	179	66	68
1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	113	26	26
1	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	219	60	60
5	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	140	67	67
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	58	35	31
4	2	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	172	48	48
7	13	8	4	12	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	187	25	24
5	2	2	1	5	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	166	61	60
3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	115	40	42
3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	159	41	42
11	1	3	3	1	3	3	1	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	180	71	70
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	161	52	52
2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	129	21	23
3	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	136	33	32
1	2	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	115	62	53
2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	160	42	43
1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	141	54	60
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	64	26	25
5	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	176	73	70
1	5	2	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	191	76	68
4	1	4	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	141	45	40
91	78	2	2	73	08	95	15	5	13	6	1	1	1	1	1	1	1	1	7190	2395	2368	

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 1,000

Baisy-Thy.	7	30	77	86	72	54	45	49	26	14	9	16	•	17	•	10	•	18	•
Bauvechain	8	42	76	60	41	45	21	19	8	10	6	12	•	•	•	5	•	•	•
Bierges.	5	17	45	57	34	20	11	14	5	5	8	8	•	4	•	5	•	2	•
Bossut-Gottechain	6	22	70	64	40	15	19	6	8	5	1	•	•	4	•	2	•	3	•
Bousval.	1	28	43	41	27	25	21	14	22	6	8	15	•	9	•	7	•	11	•
Braine-le-Château	8	54	90	121	98	67	55	54	21	19	7	9	1	20	2	17	2	7	•
Céroux-Mousty	2	18	28	38	42	42	32	18	16	8	9	9	1	2	•	7	•	4	•
Chastre-Villeroux-Blanmont	1	21	52	58	47	57	22	21	20	22	•	15	•	10	•	6	•	4	•
Chaumont-Gistoux	4	23	39	62	50	40	18	21	8	11	5	17	•	9	•	7	•	7	•
Clabecq	•	4	14	16	5	17	12	12	25	22	2	8	2	9	•	6	1	12	1
Corroy-le-Grand.	8	26	38	61	45	27	13	13	7	8	•	8	•	9	•	5	•	•	•
Cortil-Noirmont.	13	25	58	54	57	25	11	20	0	4	15	•	6	•	5	•	7	•	•
Court-Saint-Étienne	9	46	59	102	123	108	62	47	21	24	18	11	•	10	•	9	•	21	•
Genappe	•	6	4	20	46	55	54	25	10	16	6	18	•	12	1	18	•	19	•
Genval.	9	•	34	60	59	22	9	26	•	•	•	20	•	•	•	9	•	4	•
Grex-Doiceau	13	52	66	85	75	54	47	57	27	25	9	34	•	9	•	12	•	9	•
Hamme-Nille.	9	36	28	28	28	15	8	5	2	5	6	8	•	4	•	•	•	5	•
Huppaye	10	37	46	55	9	7	7	6	6	5	2	2	•	1	•	5	•	5	•
Ittre	3	15	57	64	75	69	51	57	32	55	8	18	•	11	1	16	•	11	1
Jandrin-Jandrenouille	8	20	47	56	45	22	24	11	4	8	2	6	•	4	•	7	•	•	•
Jauche	5	11	51	50	51	19	21	12	15	12	10	15	1	12	•	7	•	8	•
Jodoigne	10	60	70	85	68	55	27	37	23	37	43	62	•	40	•	45	•	52	•
La Hulpe	2	20	58	76	83	46	25	25	25	10	7	16	•	17	•	9	•	21	•
Lasne-Chapelle-Saint-Lambert	8	41	62	95	66	40	15	•	19	•	•	7	•	10	•	•	•	8	•
Lillois-Witterzee.	•	7	25	59	55	25	21	8	8	19	5	4	•	9	•	10	•	3	•
Limal	15	24	57	89	62	52	19	20	•	17	5	12	•	5	•	4	•	•	•
Loupoigne	1	8	38	37	37	31	36	21	11	4	5	6	•	7	•	1	•	5	•
Marbais	5	6	31	48	62	12	27	52	9	10	13	15	•	12	•	19	•	4	•
Melin	17	58	61	46	55	27	16	9	8	6	9	5	•	2	•	5	•	1	•
Mont-Saint-Guibert.	•	6	28	41	50	32	25	18	6	15	9	17	•	14	•	20	•	9	•
Nethen.	5	49	55	53	54	52	9	8	2	5	•	2	•	2	•	6	•	3	•
Nil-Saint-Vincent	•	9	35	61	40	57	28	14	6	11	1	12	•	2	•	4	•	5	•
Noduwez-Linsmeau.	11	56	62	52	57	30	15	12	12	4	4	7	•	9	•	3	•	2	•
Ohain	5	27	72	116	81	68	35	25	19	9	6	25	•	11	•	5	•	9	•

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en						
120	126	152	158	144	150	171	201	515	429	515	1029	1542	2001	5000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890	
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.				
							285	599	486	999	1485	1944	2856	5999	4857	9600	14400	19101					

à 5,000 habitants.

8	•	5	•	•	4	5	6	2	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	359	236	200
1	•	4	•	•	1	4	5	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	566	106	106
2	•	2	•	•	4	•	5	1	1	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	252	78	71
•	•	4	•	•	6	1	7	•	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	281	81	70
4	•	8	•	•	4	4	6	•	1	3	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	308	151	117
10	•	5	1	•	8	11	12	4	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	665	109	181
5	•	0	•	•	7	4	9	1	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	510	101	97
4	•	1	•	•	9	5	4	•	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	339	140	150
4	•	5	•	•	2	2	2	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	556	150	126
15	•	4	•	•	9	15	22	1	2	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	256	169	121
5	•	3	•	•	2	1	•	•	•	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	278	82	79
1	•	3	•	•	2	5	3	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	255	96	97
8	•	6	•	•	9	9	22	5	•	1	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	750	275	254
25	•	19	•	•	20	23	40	14	4	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	453	306	276
5	•	4	•	•	6	2	4	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	271	70	87
9	•	3	•	•	11	8	19	4	•	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	588	250	224
5	•	4	•	•	4	•	•	•	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	199	64	64
4	•	1	•	•	2	5	5	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	180	46	44
12	•	13	2	•	10	9	18	7	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	605	221	217
2	•	1	•	•	5	2	3	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	277	65	65
3	•	4	1	•	7	7	25	6	•	5	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	515	168	171
50	•	44	1	2	44	45	129	48	10	16	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	1098	629	623
11	•	17	•	•	20	6	6	1	4	2	1	•	•	2	•	•	•	•	•	•	488	196	204
5	•	4	•	•	4	•	2	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	388	76	76
6	•	2	•	•	5	8	8	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	243	130	125
3	•	6	•	•	4	2	5	•	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	394	98	94
2	•	4	•	•	1	5	4	4	2	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	271	123	113
7	•	8	•	•	10	1	•	3	1	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	353	250	224
2	•	1	•	•	5	2	5	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	316	99	101
6	•	12	•	•	5	4	4	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	302	176	162
3	•	1	•	•	2	1	2	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	273	64	64
•	•	4	•	•	5	6	2	3	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	293	86	86
1	•	•	•	•	•	•	3	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	319	104	98
7	•	10	•	•	6	4	5	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	546	175	173

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 1,000

Ophain-Bois-Seigneur Isaac . . .	4	16	68	67	50	27	26	8	8	8	5	10	"	10	"	2	"	7	"
Opprebais	6	41	50	45	39	34	19	19	15	14	4	10	"	4	"	5	"	1	"
Orp-le-Grand	16	59	75	52	38	22	20	11	10	5	18	11	"	7	"	6	"	1	"
Ottignies	2	26	38	54	59	39	35	20	15	6	7	5	"	4	"	5	"	6	"
Perwez	10	48	87	70	47	34	22	29	15	12	11	18	"	24	"	22	"	27	"
Piétrain	5	55	66	51	28	17	9	12	9	8	4	4	"	4	"	5	"	"	"
Pièrebais	15	5	23	65	22	24	11	22	4	1	7	1	"	4	"	5	"	"	"
Quenast	1	10	53	45	65	151	23	28	9	20	5	6	"	14	"	5	"	5	"
Rebecq-Rognon	9	84	123	95	75	54	44	38	51	25	10	24	2	59	2	11	"	18	5
Rixensart	4	25	60	87	45	35	22	15	9	7	1	6	"	1	"	"	"	2	"
Sart-Dames-Avelines	6	24	64	67	67	52	17	27	26	19	"	24	"	11	"	20	"	9	"
Thorembais-Saint-Trond	10	35	60	52	19	12	12	10	7	5	4	9	"	4	"	5	"	2	"
Tourinnes-la-Grosse	55	54	40	42	22	12	12	6	12	"	"	5	"	2	"	1	"	5	"
Tourinnes-les-Ourdons	27	25	45	64	69	19	22	19	9	14	2	6	"	7	"	2	"	2	"
Tubize	5	58	70	111	116	69	56	48	49	62	27	29	"	20	"	27	"	19	"
Vieux-Genappe	1	15	42	42	54	15	16	11	14	7	6	6	6	"	"	11	"	7	"
Villers-la-Ville	1	6	25	57	52	25	15	9	12	14	6	4	"	"	"	11	"	2	"
Virginal-Samme	"	27	41	46	55	45	20	25	54	16	9	16	"	6	"	10	"	7	"
Walhain-Saint-Paul	20	7	43	80	79	59	25	15	5	18	"	11	"	7	"	2	"	5	"
Waterloo	4	21	99	103	77	79	54	55	51	28	14	45	"	42	"	16	"	12	"
Wauthier-Braine	1	14	50	59	48	36	22	12	11	14	5	15	"	4	1	2	"	4	"
TOTAUX	382	1552	2774	3570	2788	2086	1519	1089	777	715	382	694	19	508	10	446	11	405	7

Communes de 5,000

Braine-l'Alleud	8	87	198	184	219	129	118	95	64	50	56	55	"	59	"	35	"	39	"
Wavre	48	119	85	117	46	60	154	84	50	44	50	82	"	61	"	40	"	57	"
TOTAUX	56	206	281	301	265	189	272	177	114	94	66	135	"	100	"	75	"	96	"

Communes de 10,000

Nivelles	1	10	15	24	70	92	99	108	96	77	55	115	"	208	"	124	"	82	"
--------------------	---	----	----	----	----	----	----	-----	----	----	----	-----	---	-----	---	-----	---	----	---

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en							
120	126	132	138	144	150	171	201 à 285	515 à 599	429 à 486	513 à 990	1029 à 1485	1542 à 1944	2001 à 2856	3000 à 3999	4143 à 4857	5142 à 9600			10200 à 14400	15000 à 19101	20100 et au-dessus.	Total.	1889	1800

à 5,000 habitants (suite).

5	3	1	6	26	5	5	5	18	1	4	1	4	5	20	3	7	5	22	1	568	94	88
3	1	6	2	8	2	3	2	17	1	3	2	1	2	25	8	1	9	25	1	525	103	113
1	6	2	6	1	16	9	25	8	1	1	2	1	2	25	8	1	9	25	1	365	122	119
6	26	5	5	1	1	4	1	4	1	4	1	4	1	4	1	4	1	4	1	352	85	87
5	5	1	4	1	1	4	1	4	1	4	1	4	1	4	1	4	1	4	1	586	276	266
5	5	1	4	1	1	4	1	4	1	4	1	4	1	4	1	4	1	4	1	289	74	76
5	5	1	4	1	1	4	1	4	1	4	1	4	1	4	1	4	1	4	1	217	75	74
5	5	1	4	1	1	4	1	4	1	4	1	4	1	4	1	4	1	4	1	419	264	127
18	2	11	5	25	10	55	5	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	810	419	369
1	4	1	3	2	7	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	330	63	64
4	1	1	2	2	6	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	466	105	152
1	4	1	3	2	7	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	236	80	77
4	1	1	2	2	6	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	254	59	62
5	5	1	4	1	1	4	1	4	1	4	1	4	1	4	1	4	1	4	1	352	99	95
20	3	7	5	20	25	41	9	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	890	596	418
3	7	1	4	2	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	255	100	90
7	1	4	1	4	7	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	221	86	80
5	1	9	1	4	3	6	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	581	182	175
2	1	3	1	6	5	7	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	397	111	110
22	1	25	1	25	17	22	4	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	772	413	309
1	1	4	1	1	3	5	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	294	97	85
568	3	556	10	8	380	309	616	143	42	47	10	4	4	3	1	1	1	1	1	21656	8766	8080

à 10,000 habitants.

18	49	67	94	90	253	109	18	34	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1504	671	650	
49	1	52	1	67	66	190	96	16	34	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1647	1126	943
67	1	77	1	94	90	253	109	18	34	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	3151	1797	1573

à 20,000 habitants.

86	1	63	1	85	80	263	111	43	47	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1956	1588	1419
----	---	----	---	----	----	-----	-----	----	----	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	------	------	------

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

RÉCAPITULATION POUR L'ARRONDISSE

Communes au-dessous de 1,000 hab.	130	581	1050	1186	972	720	538	409	308	211	118	163	»	138	5	111	2	92	2
Id. de 1,000 à 5,000 —	382	1552	2774	3370	2788	2086	1310	1089	777	715	382	694	19	508	10	446	11	405	7
Id. de 5,000 à 10,000 —	56	206	281	301	265	189	272	177	114	94	66	155	»	100	»	75	»	96	»
Id. de 10,000 à 20,000 —	1	10	15	24	70	92	99	108	96	77	55	115	»	208	»	124	»	82	»
Id. de 20,000 à 50,000 —	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Id. de 50,000 à 60,000 —	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Id. de plus de 60,000 —	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
TOTAUX	569	2349	4120	4881	4095	3087	2228	1783	1293	1093	621	1107	19	954	15	756	13	675	9

RÉCAPITULATION

Arrondissement de Bruxelles . . .	070	3736	5842	6474	5447	5039	4055	2954	2620	2650	1091	2878	71	2407	22	1842	58	1786	14
Id. Louvain	1423	4081	4071	4315	3188	2578	2448	2011	1576	1484	884	1762	99	1160	409	528	570	567	66
Id Nivelles	569	2349	4120	4881	4095	3087	2228	1783	1293	1093	621	1107	19	954	15	756	13	675	9
TOTAL GÉNÉRAL POUR LA PROVINCE DE BRABANT	2061	40166	44933	45670	42750	40704	3731	6748	5491	5229	2596	5747	189	4530	446	3126	641	3028	89

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en				
120	126	132	138	144	150	171	201	315	429	515	1020	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.		
							285	599	486	999	1485	1944	2850	3099	4857	9600	14400	19101				

MENT ADMINISTRATIF DE NIVELLES.

01	4	78	2	2	73	08	95	15	5	13	6	*	1	*	1	*	*	*	*	7190	2395	2368	
308	3	356	10	8	380	300	010	143	42	47	10	4	4	3	1	*	*	*	*	21636	8706	8080	
07	*	77	*	*	94	90	253	109	18	34	*	1	*	1	*	*	*	*	*	5151	1797	1573	
86	*	65	*	*	85	80	265	111	45	47	2	*	*	*	*	*	*	*	*	1056	1588	1419	
*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
012	7	574	12	10	632	547	1207	378	108	141	18	5	5	4	2	*	*	*	*	35935	14546	13440	

GÉNÉRALE.

1720	8	1400	20	2	2101	2057	8388	9970	0280	13 931	3570	1514	1275	569	151	235	52	6	10	105196	75575	73577
475	390	247	159	14	804	747	2250	1057	525	821	88	24	5	5	3	1	*	*	*	41840	21991	20179
012	7	574	12	10	632	547	1207	378	108	141	18	5	5	4	2	*	*	*	*	35935	14546	13440
2815	405	2221	101	52	3027	3551	11 854	11 405	6920	14 893	5076	1545	1285	578	156	256	32	6	10	178069	112112	107196

PROVINCE DE LA

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	0	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

ARRONDISSEMENT

1^o Communes au-dessous

Houcke	»	1	»	»	»	3	5	5	5	4	»	4	»	4	»	»	»	2	»
Houttale	»	2	11	47	»	30	»	18	1	8	»	4	»	5	»	3	1	5	»
Lapscheure	»	»	»	7	23	14	14	7	18	14	3	4	»	10	»	1	»	1	»
Meetkerke	»	»	4	6	16	14	9	8	4	10	»	5	»	4	»	2	»	7	»
Nieuwmunster	»	»	8	14	»	9	»	11	»	12	1	10	»	3	»	2	»	4	»
Oostkerke	»	1	1	2	22	23	12	20	8	12	4	20	»	19	»	6	»	11	»
Ramscappelle	»	»	2	»	2	12	17	13	3	8	5	10	»	4	»	3	»	»	»
Stalbille	»	»	6	31	»	19	»	11	»	16	»	18	»	15	»	5	»	9	»
Wenduyne	»	4	3	6	»	7	»	3	»	5	»	3	»	14	»	2	»	4	»
TOTAUX de la 1 ^{re} catégorie . .	»	8	35	113	63	131	57	96	37	89	13	78	»	76	»	24	1	43	»

2^o Communes de 1,000

Aertrycke	34	58	77	107	101	64	47	34	34	33	16	37	1	32	»	14	»	19	»
Assebroeck	»	»	6	24	46	42	39	27	22	15	6	15	1	15	»	9	»	16	1
Beernem	1	11	30	70	90	84	97	74	63	45	33	50	3	27	3	29	2	19	1
Blankenberghe	»	2	6	6	15	112	45	50	40	78	3	44	»	42	»	17	1	28	»
Coolkerke	»	2	5	8	34	38	20	23	18	9	5	17	»	30	»	6	1	20	»
Damme	»	»	3	11	23	24	25	11	8	15	2	18	»	13	1	2	»	6	»
Dudzele	»	»	1	24	42	45	46	28	28	29	11	25	»	19	»	25	1	10	2
Heyst-sur-Mer	»	4	6	30	37	74	41	36	33	19	5	13	»	14	2	9	1	8	»
Jabbeke	»	6	25	87	»	71	»	31	»	32	»	15	»	24	»	10	»	9	»
Knoeke	5	12	20	29	36	51	30	16	27	21	3	9	»	5	»	1	»	11	»
Lisseweghe	»	»	2	15	28	60	56	28	20	23	14	29	»	16	»	16	»	10	»
Lophem	»	1	4	11	31	44	36	33	31	20	13	12	2	25	2	5	»	10	»
Moerkerke	»	»	4	37	101	97	90	14	47	43	5	40	1	36	»	19	»	22	»
Saint-André	»	»	3	9	51	43	55	22	73	44	27	44	4	45	»	28	1	18	2
Sainte-Croix	»	»	5	26	47	51	52	37	21	10	12	34	»	25	»	43	2	36	1
Saint-Georges	»	2	7	17	39	38	25	30	19	24	12	9	1	17	»	11	»	9	»

FLANDRE OCCIDENTALE.

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en				
120	126	152	158	144	150	171	201	315	429	515	1029	1512	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1859	1800
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à		et au-dessus.	
							285	599	486	990	1485	1944	2856	3999	4857	9600	14400	19101				

DE BRUGES.

de 1,000 habitants.

2	»	1	»	»	1	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	58	30	29
8	»	10	»	»	4	1	6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	164	71	71
5	»	1	»	»	10	5	15	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	150	85	87
5	»	1	»	»	5	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	100	64	60
5	»	4	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	85	44	45
9	»	»	»	»	8	7	8	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	195	120	114
2	»	5	»	»	5	7	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	95	65	63
10	»	5	»	»	7	5	12	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	169	110	102
1	»	1	»	»	5	1	8	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	70	49	47
47	»	26	»	»	44	29	49	4	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1064	658	618

à 5,000 habitants.

18	2	5	»	»	7	4	7	»	»	2	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	777	356	344
19	2	5	»	»	7	9	16	7	4	8	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	358	199	189
22	»	10	»	»	18	14	50	6	1	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	848	499	469
45	»	19	»	2	32	45	175	111	55	125	17	6	5	»	2	2	»	»	»	»	1126	762	737
7	»	»	»	»	6	7	19	10	6	8	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	300	165	153
10	»	4	»	»	10	4	12	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	200	105	105
56	1	5	»	»	27	14	25	6	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	455	245	253
9	»	5	1	»	11	29	62	68	15	12	1	2	»	1	»	»	»	»	»	»	586	359	325
14	»	15	»	»	17	15	9	2	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	380	190	182
8	»	»	»	»	12	4	15	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	297	141	147
26	»	5	»	»	12	11	15	2	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	588	201	197
16	»	6	»	»	11	5	12	5	1	4	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	340	166	160
21	»	7	»	»	26	20	12	1	»	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	666	280	276
15	»	10	2	»	11	7	22	15	8	5	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	574	364	254
50	»	10	»	»	25	16	21	10	5	6	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	554	540	519
2	»	4	»	»	6	6	5	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	286	141	137

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	0	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

2° Communes de 1,000

Saint-Michel	»	1	»	1	17	32	34	37	03	20	45	19	»	11	»	12	»	10	»
Saint-Pierre-sur-la-Digue	»	1	»	4	12	32	9	12	7	28	2	15	1	16	»	9	»	7	1
Snelleghem	2	3	8	19	»	26	1	35	4	28	1	7	»	12	»	8	»	12	»
Syssele	»	8	12	47	59	46	56	30	21	35	9	26	»	25	2	9	»	20	»
Uykerke	»	1	4	8	43	56	52	19	24	20	3	11	»	9	1	6	»	8	»
Varsenaere	»	2	2	16	»	27	»	15	»	23	»	19	»	7	»	11	»	8	»
Waerdamme	2	5	15	29	15	15	11	17	1	20	6	14	2	»	6	»	2	»	6
Westcappelle	»	»	»	12	22	26	31	35	25	25	6	14	»	21	1	9	»	9	»
Zedelghem	2	14	56	195	»	154	»	120	»	88	»	51	»	33	»	16	»	33	»
Zerkeghem	»	5	21	56	»	41	»	34	»	23	»	14	»	12	»	14	»	4	»
Zuyenkerke	»	»	10	7	41	35	12	10	10	13	7	8	»	5	»	7	»	6	»
TOTAUX de la 2° catégorie	46	158	532	925	950	1406	868	884	659	794	248	605	16	534	18	345	11	577	13

3° Communes de 5,000

Oedelem	»	11	18	48	61	85	101	93	76	51	35	98	»	54	»	43	1	29	»
Oostcamp	1	12	23	93	141	156	155	93	69	54	44	51	2	69	»	48	»	37	»
Ruddervoorde	16	78	88	127	120	91	84	53	42	58	14	55	2	56	1	22	»	29	2
Thourout	12	72	164	259	218	230	130	100	66	105	1	95	»	86	2	61	2	48	»
TOTAUX de la 3° catégorie	29	173	293	527	546	542	470	339	233	268	94	299	4	265	3	174	3	143	2

4° Communes de 10,000

NÉANT.

5° Communes de 20,000

NÉANT.

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	130	132	158	144	150	171	201	315	429	515	1029	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							283	599	486	999	1485	1944	2856	5909	4857	9600	14400	19101				

à 5,000 habitants (suite).

11	"	5	"	"	8	3	13	9	4	9	"	1	1	"	"	"	"	"	"	366	210	157
11	"	1	1	"	6	4	22	9	6	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	217	142	140
11	"	7	"	1	4	2	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	192	119	117
15	"	1	"	"	9	9	5	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	445	205	205
8	"	5	"	"	9	5	9	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	281	136	117
10	"	6	"	"	9	4	9	1	"	1	2	1	"	"	"	"	"	"	"	171	117	104
1	5	"	"	"	"	4	5	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	178	103	105
7	"	1	1	"	20	10	16	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	291	173	164
19	"	15	"	"	15	2	5	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	815	310	299
9	"	6	"	"	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	242	124	118
11	"	2	"	"	10	7	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	206	117	115
427	8	147	5	3	526	259	547	269	115	192	51	12	6	1	2	2	"	"	"	11517	6254	5864

à 10,000 habitants.

57	"	7	"	"	35	13	31	7	5	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	965	547	523
33	"	19	"	"	30	12	55	10	5	10	1	1	"	"	"	"	"	"	"	1182	648	545
17	1	7	"	"	5	8	4	2	2	5	"	1	"	"	"	"	"	"	"	990	501	463
34	1	19	1	3	27	46	96	20	4	8	1	"	"	2	"	"	"	"	"	1913	839	822
141	2	52	1	3	97	79	166	59	12	24	3	2	"	2	"	"	"	"	"	5050	2555	2351

à 20,000 habitants.

à 30,000 habitants.

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

6° Communes de 50,000

Bruges	•	6	69	114	240	574	751	525	482	425	377	415	35	595	1	294	1	514	5
------------------	---	---	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	----	-----	---	-----	---	-----	---

RÉCAPI

1 ^{re} catégorie	•	8	35	115	65	131	57	96	37	89	15	78	•	76	•	24	1	45	•
2 ^e —	40	158	552	925	950	1406	868	884	659	794	248	605	16	534	18	545	11	577	15
5 ^e —	20	175	295	527	546	542	470	559	255	268	94	299	4	265	5	174	5	145	2
4 ^e —	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
5 ^e —	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
6 ^e —	•	6	69	114	240	574	751	525	482	425	377	415	35	595	1	294	1	514	5
TOTAUX de l'arrondissement	75	525	729	1679	1799	2655	2126	1844	1451	1574	752	1595	55	1268	22	857	16	877	20

ARRONDISSEMENT

1° Communes au-dessous

Bossuyt	7	8	10	15	16	16	8	8	4	1	•	7	•	10	•	2	•	2	•
Gyselbrechteghem	1	17	21	9	5	6	2	5	1	5	•	•	•	•	•	2	•	•	•
Kerkhove	5	9	32	29	27	25	14	11	10	8	2	16	•	5	•	5	•	5	•
Waermaerde	•	15	26	51	52	27	15	8	10	12	•	8	•	4	•	5	•	•	•
TOTAUX de la 1 ^{re} catégorie	11	47	80	84	80	74	57	25	25	24	2	31	•	19	•	14	•	5	•

2° Communes de 1,000

Aelheke	4	27	42	54	42	52	32	16	20	34	•	6	•	9	1	20	•	7	•
Anseghem	15	52	105	92	92	86	58	58	58	37	4	20	5	29	•	6	5	6	•
Autryve	5	19	36	35	39	24	12	9	9	7	•	7	•	5	•	1	•	5	•
Avelghem	8	72	100	149	105	80	41	40	29	45	4	28	•	10	•	19	•	11	•
Bavichove	•	5	25	27	40	54	27	24	9	14	•	12	•	9	•	7	•	5	•
Belleghem	1	15	52	154	118	71	37	27	25	15	•	41	2	26	•	10	•	11	•
Keveren	2	3	9	9	28	40	42	30	17	21	•	29	5	7	•	10	•	1	•
Bisseghem	1	10	20	32	16	27	41	24	5	11	•	6	•	11	•	10	•	9	•

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	152	158	144	150	171	201	515	429	515	1029	1542	2001	5000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	390	486	990	1485	1944	2856	5990	4837	9600	14500	10101				

à 60,000 habitants.

531	1	276	*	*	402	396	1159	606	267	607	98	15	17	6	5	4	*	*	*	9165	7185	5442
-----	---	-----	---	---	-----	-----	------	-----	-----	-----	----	----	----	---	---	---	---	---	---	------	------	------

TULATION.

47	*	26	*	*	44	29	49	4	*	*	*	*	1	*	*	*	*	*	*	1064	658	618
427	8	147	5	5	326	259	547	260	115	102	51	12	6	1	2	2	*	*	*	11517	6254	5864
141	2	52	1	5	97	79	166	50	12	24	5	2	*	2	*	*	*	*	*	5050	2535	2351
*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
531	1	276	*	*	402	396	1150	606	267	607	98	15	17	6	5	4	*	*	*	9165	7185	5442
046	11	501	6	6	869	765	1901	918	592	825	152	20	24	9	5	6	*	*	*	26796	16612	14275

DE COURTRAI.

de 4,000 habitants.

2	*	*	*	*	5	2	1	1	*	*	*	1	*	*	*	*	*	*	*	119	61	57
*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	70	28	26
2	*	1	*	*	4	4	2	1	1	*	*	*	*	*	*	*	*	*	214	114	106	
5	*	*	*	*	5	2	2	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	199	110	98	
7	*	1	*	*	10	8	5	2	1	*	*	1	*	*	*	*	*	*	602	515	287	

à 5,000 habitants.

15	*	4	*	*	5	9	5	2	1	1	*	*	*	*	*	*	*	*	382	168	151
9	*	8	*	*	8	4	6	*	*	*	1	*	*	*	*	*	*	*	720	352	329
2	*	4	*	*	2	2	2	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	225	95	80
8	*	6	4	*	31	17	50	9	5	1	*	*	*	*	*	*	*	*	879	504	467
5	*	1	*	*	4	4	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	266	144	151
9	*	9	*	1	5	7	16	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	650	278	245
11	*	*	*	*	5	10	2	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	279	132	125
5	*	5	*	*	11	4	5	1	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	255	145	116

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

2^o Communes de 1,000

Caster	2	12	23	24	35	26	16	10	5	9	•	5	•	1	•	7	•	10	•
Coyghem	•	2	8	27	17	34	11	12	5	6	•	7	•	6	•	5	•	1	•
Cuerne	3	25	70	123	69	91	77	49	53	56	4	53	•	38	1	19	•	16	1
Desselghem	4	5	16	26	34	46	46	34	21	19	•	53	1	10	•	20	•	2	•
Dottignies	2	26	73	130	127	75	62	52	38	46	7	40	•	28	•	25	•	15	•
Espierres	1	•	14	26	47	47	20	24	6	12	•	10	1	6	•	5	•	5	•
Gulleghem	•	3	30	142	201	107	69	46	31	23	1	21	•	25	•	15	•	15	1
Hceestert	7	41	80	92	69	48	30	23	15	25	•	18	•	10	•	5	•	4	•
Helchin	•	5	9	24	35	41	24	19	8	12	•	4	•	7	•	8	•	6	•
Herseaux	•	10	54	72	76	95	48	18	9	20	•	17	2	11	•	22	1	11	1
Heule	•	30	72	132	132	113	25	47	27	46	•	27	1	27	1	25	•	10	•
Hulste	•	16	45	55	69	82	38	27	26	24	•	20	•	15	•	18	•	7	•
Ingoyghem	2	11	31	53	41	38	32	31	12	18	•	13	•	7	•	6	•	1	•
Lauwe	1	28	92	85	54	52	33	53	29	30	3	40	•	26	•	12	•	13	•
Lendelede	•	22	77	140	119	52	48	39	20	47	•	38	•	26	•	15	•	1	•
Luingne	•	5	22	40	68	39	49	21	18	24	•	22	•	10	•	9	•	9	•
Marcke	1	28	47	57	44	45	42	18	27	31	•	8	•	15	2	8	•	3	•
Moen	8	32	57	58	50	44	33	9	9	20	1	23	•	15	•	8	•	9	•
Moorseele	•	5	28	117	160	144	97	68	36	42	4	40	2	34	1	31	1	21	•
Ooteghem	5	15	61	73	45	48	28	25	25	18	•	14	•	11	•	5	•	3	1
Reckem	•	15	61	86	68	80	30	29	25	27	1	28	•	22	•	18	•	9	1
Rolleghem	1	21	45	85	98	95	45	30	19	12	1	18	•	6	•	6	•	11	•
Saint-Genois	4	27	45	89	120	77	44	43	28	41	•	31	•	24	•	15	•	8	•
Sweveghem	10	33	108	149	105	114	78	63	47	49	7	45	6	36	1	17	1	17	1
Tieghem	3	30	65	74	57	45	30	24	11	18	2	12	2	6	•	2	•	4	•
Vichte	2	7	21	22	38	23	25	13	20	17	1	12	2	8	•	4	•	•	•
Vive-Saint-Éloi	•	14	22	28	32	39	26	24	10	16	1	12	1	3	•	5	•	7	•
TOTAUX de la 2^e catégorie . . .	90	659	1652	2579	2510	2172	1419	1081	711	908	41	738	28	356	8	410	6	200	6

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	120	132	138	144	150	171	201	315	420	515	1020	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	390	486	990	1485	1944	2858	3999	4857	9600	14400	19101			1889	1890

à 5,000 habitants (suite).

3	"	2	"	"	3	1	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	197	97	94
1	"	2	"	"	8	6	10	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	168	84	73
15	"	15	"	"	14	5	15	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	766	307	337
14	"	7	"	"	5	10	8	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	388	202	188
14	"	12	1	"	20	14	44	12	2	2	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	888	488	420
1	"	1	"	"	3	5	7	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	244	111	107
14	"	15	"	"	5	12	14	19	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	814	288	255
6	"	2	"	"	3	5	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	485	235	225
9	"	1	1	"	5	6	13	2	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	240	134	110
12	"	3	"	"	13	10	33	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	525	316	230
21	"	14	"	"	13	7	20	1	2	1	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	804	539	512
7	"	5	"	"	4	3	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	473	107	192
3	"	3	"	"	2	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	308	192	187
3	"	16	1	"	11	11	18	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	635	313	260
9	"	3	"	"	8	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	605	365	322
18	"	2	"	"	6	7	12	2	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	402	209	166
5	1	7	"	1	9	2	5	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	405	175	144
6	"	"	"	"	2	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	384	186	168
14	"	8	"	"	10	12	18	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	805	385	336
10	"	2	"	"	"	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	389	193	185
14	"	17	"	"	11	5	11	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	577	269	224
8	"	5	"	"	5	5	5	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	520	184	160
6	"	4	"	"	14	15	22	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	657	293	270
15	"	14	1	1	16	2	24	1	1	2	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	965	498	469
3	"	2	"	"	7	6	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	404	214	201
6	1	2	"	"	3	2	1	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	237	180	150
6	"	1	"	"	6	1	12	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	266	131	113
209	2	196	8	6	284	213	395	40	15	15	2	1	2	1	"	"	"	"	"	"	17368	8457	7572

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

3° Communes de 5,000

Deerlijk	4	32	81	115	105	105	115	106	61	85	5	75	»	46	1	29	1	22	»
Harlebeke	10	67	144	158	155	169	115	89	15	51	6	55	2	39	1	39	»	30	»
Waereghem	16	78	245	217	157	124	76	97	77	121	5	59	»	39	5	34	2	18	2
Wevelghem	»	35	85	159	178	115	80	53	67	65	»	51	»	42	»	44	»	35	»
Totaux de la 3 ^e catégorie . .	50	212	555	627	571	511	382	345	220	320	16	216	2	166	5	146	5	105	2

4° Communes de 10,000

Menin	»	22	150	194	194	555	20	510	15	272	8	181	3	166	2	105	2	95	2
Mouscron	»	22	77	210	557	408	511	158	144	170	8	125	1	109	»	66	»	85	»
Totaux de la 4 ^e catégorie . .	»	44	207	404	551	763	337	468	159	442	16	304	4	275	2	169	2	178	2

6° Communes de 30,000

Courtrai	»	18	285	552	650	550	513	202	418	450	43	404	10	270	5	231	6	156	5
--------------------	---	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	----	-----	----	-----	---	-----	---	-----	---

RÉCAPI

1 ^{re} catégorie	11	47	89	84	80	74	37	25	25	24	2	31	»	19	»	14	»	5	»
2 ^e —	90	659	1652	2579	2510	2172	1419	1081	711	908	41	758	28	556	8	410	6	290	6
3 ^e —	50	212	555	627	571	511	382	345	220	320	16	216	2	166	5	146	5	105	2
4 ^e —	»	44	207	404	551	763	337	468	159	442	16	304	4	275	2	169	2	178	2
6 ^e —	»	18	285	552	650	550	513	202	418	450	43	404	10	270	5	231	6	156	5
Totaux de l'arrondissement . .	151	980	2784	4246	4562	4070	2488	2121	1555	2144	118	1715	44	1286	18	970	17	734	15

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en				
120	126	152	158	114	150	171	201	515	429	515	1029	1542	2001	5000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1880	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à		et au-dessus.	
							285	399	482	999	1485	1944	2856	5979	4857	9600	14400	19101				

à 10,000 habitants.

29	•	15	•	•	17	11	15	2	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1008	537	485
27	•	11	•	1	24	19	40	15	•	12	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1288	585	525
41	•	52	•	•	18	35	50	18	5	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1555	758	718
56	•	25	•	•	18	15	52	6	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1116	582	499
155	•	85	•	1	77	78	145	41	4	14	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	5007	2462	2225

à 20,000 habitants.

74	2	70	1	2	85	84	205	77	25	24	1	1	•	1	•	•	•	•	•	•	2752	1595	1187
75	1	70	•	•	70	89	210	47	18	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	2842	1787	1548
149	5	152	1	2	159	175	419	124	38	24	1	1	•	1	•	•	•	•	•	•	5574	3180	2555

à 60,000 habitants.

158	1	115	1	1	100	178	575	537	134	278	49	6	4	1	•	1	•	•	•	•	6591	4199	5455
-----	---	-----	---	---	-----	-----	-----	-----	-----	-----	----	---	---	---	---	---	---	---	---	---	------	------	------

TULATION.

7	•	1	•	•	10	8	5	2	1	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	602	513	287
299	2	196	8	6	284	215	395	49	15	15	2	1	2	1	•	•	•	•	•	•	17568	8457	7672
155	•	85	•	1	77	78	145	41	4	14	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	5007	2462	2225
149	5	152	1	2	159	175	419	124	38	24	1	1	•	1	•	•	•	•	•	•	5574	3180	2555
158	1	115	1	1	100	178	575	537	134	278	49	6	4	1	•	1	•	•	•	•	6591	4199	5455
740	6	547	10	10	720	650	1555	553	192	529	55	9	6	5	•	1	•	•	•	•	55142	18611	16072

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

ARRONDISSEMENT

1^{re} Communes au-dessous

Caeskerke	1	15	21	14	6	7	3	2	8	2	5	8	7	5	»	2	4	»	»
Lampernisse	»	13	12	13	7	3	»	4	»	7	4	»	2	7	6	»	4	»	»
Nieuwcappelle	4	26	18	18	15	19	12	6	14	10	4	4	9	9	4	9	»	»	»
Noordschote	5	9	19	13	6	8	3	6	4	5	8	9	6	6	2	5	»	»	»
Oostkerke	»	6	6	12	1	9	1	5	2	1	2	4	2	2	5	»	1	»	»
Oudecappelle	5	10	7	11	5	»	7	»	1	5	1	3	»	4	6	»	»	»	»
Saint-Jacques-Cappelle	1	8	2	5	»	3	1	»	»	5	»	1	»	1	6	»	»	»	»
Stuyvekenskerke	»	5	12	5	7	8	5	»	5	»	»	4	5	7	»	5	3	»	»
Totaux de la 1 ^{re} catégorie	14	92	97	89	47	57	32	23	54	51	24	55	29	44	29	17	12	»	»

2^o Communes de 1,000

Beert	»	»	29	73	»	58	»	52	1	29	»	16	»	11	»	11	»	12	»
Bodekerke	»	1	37	60	»	56	»	56	»	16	»	20	»	12	»	8	»	11	»
Clercken	157	192	91	80	54	51	24	27	35	20	17	18	11	18	12	4	6	10	»
Cortemarck	»	»	24	151	2	214	»	147	»	80	»	75	»	70	»	24	»	34	»
Dixmude	»	7	29	54	45	54	41	48	47	44	25	24	27	25	28	12	31	10	9
Eessen	19	72	47	57	25	33	23	23	12	14	20	25	17	14	8	18	7	5	5
Handzaeme	»	2	24	79	»	167	1	100	»	42	»	32	»	57	»	29	»	28	»
Keyem	»	2	15	79	1	76	»	25	1	19	»	17	»	20	»	6	»	14	»
Leke	»	4	52	55	5	46	»	25	1	26	1	20	»	10	1	16	»	17	»
Loo	5	28	61	54	25	17	22	16	19	13	18	26	17	17	»	16	2	8	»
Merchem	80	164	115	65	57	41	34	22	20	26	19	18	16	15	15	14	5	7	»
Pollinchove	22	46	42	40	22	6	14	15	15	22	16	12	15	14	»	16	»	10	»
Reninghe	45	68	56	31	22	24	18	15	13	18	19	18	18	7	4	4	»	4	5
Vladsloo	2	7	50	88	6	75	5	42	»	58	»	38	»	29	»	9	2	25	»
Wercken	»	1	27	58	»	55	»	42	»	26	»	16	»	24	»	19	»	20	»
Woumen	48	109	111	69	56	55	55	50	26	17	45	22	22	10	14	11	7	6	2
Zarren	1	12	80	106	1	94	»	61	»	56	»	45	»	29	»	25	»	32	»
Totaux de la 2 ^e catégorie	577	715	808	1159	270	1078	213	704	190	506	178	442	143	580	80	242	58	251	21

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201 à 285	315 à 300	429 à 486	515 à 000	1029 à 1485	1542 à 1044	2001 à 2856	3000 à 3990	4143 à 4857	5142 à 0600	10200 à 14400	15000 à 19101	20100 et au-dessus.	Total.	1880	1890

DE DIXMUDE.

de 1,000 habitants.

"	2	"	"	"	3	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	116	70	69
"	1	4	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	88	54	53
8	"	"	"	"	4	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	196	108	108
1	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	117	60	68
1	"	2	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	61	55	55
"	"	"	2	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	65	54	55
4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	55	21	20
4	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	68	59	59
18	5	8	2	"	11	1	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	746	428	425

à 5,000 habitants.

18	"	4	"	"	11	5	6	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	515	128	125
6	"	5	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	270	79	79
"	7	"	2	"	4	2	1	1	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	837	316	305
29	"	20	"	"	15	11	20	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	916	428	422
11	12	6	8	8	46	59	120	48	12	53	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	005	550	528
"	7	"	5	5	10	5	15	2	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	471	248	245
24	"	6	"	"	10	8	10	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	625	275	262
15	"	1	"	"	4	1	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	500	152	126
16	"	9	"	"	5	4	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	295	153	149
17	"	15	"	6	21	9	11	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	425	248	241
4	2	"	2	"	7	7	7	4	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	741	314	308
2	4	"	"	1	6	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	345	185	174
"	7	11	4	"	1	"	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	418	252	224
51	"	8	"	"	3	6	5	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	464	185	185
15	"	9	"	"	2	5	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	321	154	129
12	6	5	3	1	5	4	6	2	1	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	605	321	308
17	"	5	"	"	8	5	4	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	582	228	225
215	45	102	24	21	158	107	226	69	14	40	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	8005	4132	4027

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

3° Communes de 5,000

Couckelaere	1	30	95	205	1	200	5	120	•	84	•	75	•	50	•	35	•	52	•
-----------------------	---	----	----	-----	---	-----	---	-----	---	----	---	----	---	----	---	----	---	----	---

RÉCAPI

1 ^{re} catégorie	14	92	97	89	47	57	32	23	54	51	24	33	20	44	24	17	12	•	•
2 ^e —	577	715	868	1159	279	1078	213	704	190	506	178	442	145	380	80	242	58	251	21
3 ^e —	1	50	95	205	1	200	5	120	•	84	•	75	•	50	•	35	•	52	•
TOTAUX de l'arrondissement . .	392	846	1060	1455	327	1355	248	847	224	621	202	548	172	474	104	294	70	503	21

ARRONDISSEMENT

1° Communes au-dessous

Avecappelle	2	15	48	22	11	10	8	4	4	7	4	2	5	7	6	•	5	•	•
Boitsboucke	•	7	6	3	3	3	3	•	•	4	2	•	•	•	3	•	•	•	•
Bulscamp	5	31	58	25	15	7	•	24	10	5	5	11	8	9	10	1	4	•	•
Eggewaertscappelle	1	4	25	9	7	9	5	•	4	4	•	•	5	6	5	•	4	•	•
Gyverinchove	4	16	17	18	14	5	10	10	4	5	7	8	7	•	7	•	5	6	•
Hoogstaede	9	23	13	9	6	14	2	•	10	6	6	7	15	3	•	4	•	2	•
Isenberghe	6	36	19	27	6	4	12	11	5	15	6	17	8	12	•	9	1	•	7
Moëres	•	3	2	7	6	1	2	•	2	•	2	4	6	•	4	2	1	•	•
Oeren	•	•	9	2	•	6	•	•	2	2	•	5	1	3	•	•	2	•	•
Ramsappelle	1	9	18	15	12	4	14	4	13	4	6	6	8	7	9	10	•	•	•
Saint-Georges	•	•	4	20	•	6	2	9	•	2	•	6	•	2	•	3	•	5	•
Saint-Ricquiers	2	1	2	4	2	8	2	2	3	•	7	•	4	4	3	1	•	•	•
Steenkerke	1	25	53	24	10	15	•	16	•	9	6	13	9	7	1	5	3	•	•
Vinchem	2	17	18	14	13	5	15	6	4	1	8	12	6	5	9	•	•	•	•
Wulpen	2	14	36	39	21	16	13	7	6	15	•	9	9	6	•	•	4	•	•
Zoutenaye	•	•	•	•	2	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
TOTAUX de la 1 ^{re} catégorie . .	35	201	288	236	120	112	89	95	67	77	59	100	70	71	57	35	27	13	7

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	152	138	144	150	171	201	315	420	513	1020	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.		
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.		1889	1890
							285	309	486	999	1485	1944	2856	3999	4857	9600	14400	19101		1889	1890	

à 10,000 habitants.

28	20	20	4	17	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	1050	448	456
----	----	----	---	----	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	------	-----	-----

TULATION.

18	5	8	2	11	1	4	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	746	428	423
215	45	102	21	21	158	107	226	69	14	40	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	8095	4132	4027
28	20	20	4	17	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	1050	448	456
259	48	150	26	21	189	112	247	79	14	42	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	10701	5008	4886

DE FURNES.

de 1,000 habitants.

2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	164	72	70
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	34	19	19
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	215	129	115
4	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	100	58	55
2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	149	87	89
10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	144	78	76
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	205	116	114
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	44	55	54
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	52	20	19
1	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	160	111	105
8	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	68	40	58
3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	49	58	56
6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	183	92	89
2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	145	86	85
4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	206	109	104
5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	4
27	18	12	7	2	25	15	12	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	1899	1095	1048

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

2° Communes de 1,000

Adinkerke	8	86	118	74	68	28	52	•	25	17	14	10	10	7	10	•	8	•	•
Alveringhem	7	04	68	50	40	32	25	26	24	30	23	26	41	26	25	•	19	16	•
Beveren	15	36	27	35	20	14	7	11	20	23	17	20	20	15	9	5	18	1	•
Coxyde	5	43	67	30	17	7	6	7	6	6	7	2	5	•	6	•	•	•	•
Houthem	15	55	60	46	32	16	12	14	21	12	11	20	16	5	16	•	7	2	•
Leysede	2	31	66	35	14	22	21	5	17	16	17	24	20	17	7	17	10	•	•
Nieuport	•	2	7	8	37	38	34	28	41	42	•	49	•	40	•	45	1	36	1
Oostduinkerke	5	53	73	65	30	22	15	8	10	8	7	8	4	8	4	•	4	•	1
Pervyse	1	32	47	51	16	12	16	2	10	3	8	10	8	12	•	13	17	•	•
Stavele	8	40	37	32	11	17	11	9	15	10	12	14	10	10	12	8	•	8	•
Wulveringhem	3	21	34	26	14	14	12	3	8	6	7	13	14	14	7	3	5	•	•
TOTAUX de la 2° catégorie	65	463	613	461	299	222	191	111	197	173	123	196	148	154	96	102	89	63	2

Communes de 5,000

Furnes	7	24	80	90	99	69	47	47	23	28	42	42	18	24	33	20	38	•	12
------------------	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	---	----

RÉCAPI

1 ^{re} catégorie	35	201	288	236	126	112	89	93	67	77	59	100	90	71	57	35	27	13	7
2 ^e —	65	463	613	461	299	222	191	111	197	173	123	196	148	154	96	102	89	63	2
3 ^e —	7	24	80	90	99	69	47	47	23	28	42	42	18	24	33	20	38	•	12
TOTAUX de l'arrondissement	107	688	990	787	524	403	327	251	287	278	224	538	256	240	186	157	154	76	21

ARRONDISSEMENT

Communes au-dessous

Bekeghem	•	5	24	37	1	22	•	19	•	13	•	0	•	4	•	6	•	3	•
Lombartzyde	•	•	7	57	•	26	•	28	•	14	•	22	•	8	•	2	•	3	•
Mannekensvere	•	2	4	17	•	9	•	12	•	7	•	6	•	7	•	1	•	6	•
Roxem	•	•	15	19	•	36	•	17	•	20	•	6	•	3	•	2	•	2	•

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	120	132	138	144	150	171	201	515	420	513	1020	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1800	
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	599	486	999	1485	1944	2856	3099	4857	9000	14400	19101					

de 5,000 habitants.

9	16	15	2	7	9	9	5	1	3	3	3	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	540	224	222
4	7	10	2	3	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	655	457	404
15	6	2	3	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	342	208	206
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	829	75	73
3	7	7	9	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	304	187	170
5	1	6	9	1	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	371	220	200
29	51	1	25	30	57	16	4	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	608	440	452
10	2	6	9	5	14	1	6	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	380	186	186
12	7	6	8	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	292	156	158
4	5	4	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	270	166	165
5	7	12	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	251	145	141
72	56	51	52	1	87	74	100	56	10	8	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	4299	2440	2366

à 10,000 habitants.

9	26	8	18	42	62	150	43	15	22	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1156	675	676
---	----	---	----	----	----	-----	----	----	----	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	------	-----	-----

TULATION.

27	18	12	7	2	25	15	12	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1899	1095	1048
72	56	51	52	1	87	74	100	56	10	8	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	4299	2440	2366
9	26	8	18	42	62	150	43	15	22	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1156	675	676
108	100	71	59	21	152	151	271	79	25	30	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	7354	4210	4090

D'OSTENDE.

de 1,000 habitants.

7	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	153	50	59
2	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	175	79	82
4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	80	44	44
4	5	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	131	61	59

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	16	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

1° Communes au-dessous

Saint-Pierre Cappelle	•	•	4	9	•	12	•	7	•	2	•	4	•	1	•	5	•	4	•
Schoore	•	•	12	30	•	19	•	7	•	6	•	5	•	6	•	4	•	4	•
Snaeskerke	•	4	10	18	2	28	•	20	•	10	•	5	•	8	•	11	•	8	•
Westende	•	1	12	38	•	28	•	36	•	22	•	12	•	5	•	5	•	3	•
Wilskerke	•	•	5	1	•	16	•	6	•	5	•	3	•	3	•	1	•	1	•
Zande	•	•	14	34	•	22	•	11	•	7	•	5	•	5	•	5	•	5	•
Zandvoorde	•	•	15	28	•	32	•	11	1	14	•	8	•	9	•	5	•	3	•
Zevécote	•	2	11	19	•	11	•	12	•	17	•	8	•	11	•	7	•	6	•
TOTAUX de la 1^{re} catégorie . . .	•	14	137	507	3	261	•	186	1	137	•	90	•	68	•	52	•	48	•

2° Communes de 1,000

Breelene	•	15	59	108	•	186	•	125	3	71	•	66	•	40	•	22	•	24	•
Clemskerke	•	4	28	46	•	44	•	17	•	17	•	12	•	17	•	5	•	15	•
Eerneghem	•	10	54	148	3	166	4	87	6	70	•	38	•	39	•	18	•	53	•
Etteghem	•	16	15	57	•	30	•	22	1	14	•	5	•	14	•	7	•	8	•
Ghistelles	•	4	89	102	2	117	1	80	•	52	3	41	1	21	•	26	•	22	•
Leflinghe	•	8	25	63	1	49	•	39	•	21	•	21	•	15	•	20	•	25	•
Mariakerke	•	5	26	52	•	63	•	39	•	16	•	19	•	5	•	4	•	8	•
Middelkerke	•	1	5	25	•	24	•	34	•	27	•	22	•	16	•	22	•	8	•
Moere	•	2	18	61	•	41	•	32	•	22	•	14	•	12	•	10	•	8	•
Oudenbourg	2	14	35	66	•	80	•	45	•	39	•	34	•	19	•	10	•	15	•
Slype	•	4	14	66	1	42	2	27	1	25	1	15	•	3	•	8	•	7	•
Steene	•	•	4	39	•	69	•	31	•	40	•	18	•	9	•	9	•	15	•
Ylissegem	•	•	7	28	•	49	•	31	•	10	•	8	•	2	•	10	•	12	•
Westkerke	•	7	23	47	•	50	•	30	•	17	•	18	•	15	•	3	•	11	•
TOTAUX de la 2^e catégorie . . .	2	88	382	868	7	1010	7	639	11	441	4	331	1	237	•	172	•	209	•

3° Communes de 3,000

Ichteghem	•	19	55	180	3	195	1	103	1	98	•	64	•	40	•	39	•	35	•
---------------------	---	----	----	-----	---	-----	---	-----	---	----	---	----	---	----	---	----	---	----	---

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	152	158	144	150	171	201	315	429	515	1029	1542	2001	5000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.		
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.		1880	1890
							285	599	486	999	1485	1044	2856	5099	4857	9000	14400	19101				

à 1,000 habitants (suite).

2	"	0	"	"	4	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	62	59	37
7	"	5	"	"	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	107	46	45
10	"	2	"	"	9	1	5	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	157	97	83
5	"	1	"	"	8	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	175	79	79
6	"	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	40	50	50
7	"	6	"	"	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	125	59	57
6	"	4	"	"	7	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	142	75	75
10	"	8	"	"	4	5	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	150	80	79
66	"	47	"	"	42	12	8	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1482	748	727

à 5,000 habitants.

21	"	9	"	"	19	8	25	2	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	810	272	280
24	"	12	"	"	4	1	9	"	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	255	121	118
50	"	17	"	"	21	8	20	3	7	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	704	400	389
4	"	3	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	177	94	91
20	"	27	1	"	20	17	40	15	1	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	705	561	545
20	"	14	"	"	14	15	17	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	508	216	208
10	"	8	"	"	8	5	22	8	5	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	288	127	132
9	"	5	"	"	10	4	44	55	5	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	295	195	190
10	"	7	"	"	12	8	5	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	264	157	125
9	"	10	"	"	9	14	56	9	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	450	506	284
25	"	19	"	"	15	6	7	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	284	145	141
6	"	6	"	"	2	5	5	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	258	148	111
11	"	11	"	"	7	"	4	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	191	118	115
6	"	3	"	"	4	2	5	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	244	121	116
213	"	149	1	"	143	92	257	78	22	15	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	5568	2757	2652

de 10,000 habitants.

29	"	9	"	"	7	7	15	5	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	911	374	506
----	---	---	---	---	---	---	----	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	-----	-----	-----

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

4° Communes de 10,000

NÉANT.

5° Communes de 20,000

Ostende	1	3	15	34	25	57	16	41	8	28	5	16	»	31	»	24	»	33	»
-------------------	---	---	----	----	----	----	----	----	---	----	---	----	---	----	---	----	---	----	---

RÉCAPI

1 ^{re} catégorie	»	14	137	307	5	261	»	186	1	137	»	90	»	68	»	52	»	48	»
2 ^e —	2	88	382	868	7	1010	7	639	11	441	4	331	1	237	»	172	»	209	»
3 ^e —	»	19	53	180	3	195	1	103	1	98	»	64	»	40	»	39	»	35	»
4 ^e —	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
5 ^e —	1	3	15	34	25	57	16	41	8	28	5	16	»	31	»	24	»	33	»
TOTAUX de l'arrondissement . .	3	124	587	1308	58	1523	24	969	21	704	9	501	1	376	»	287	»	325	»

ARRONDISSEMENT

1° Communes au-dessous

(NÉANT).

2° Communes de 1,000

Beveren	2	28	60	90	70	62	54	43	21	30	2	7	38	2	14	2	»	12	»
Cachtem	3	11	45	63	56	35	30	16	1	13	»	17	»	7	»	7	»	5	»
Dadizeele	1	11	39	46	47	51	34	20	18	24	»	16	»	12	»	15	1	9	»
Emelghem	2	5	21	69	85	54	59	32	5	29	2	25	3	17	3	5	1	11	1
Gits	3	22	98	97	64	80	34	62	5	41	3	10	47	5	25	6	16	2	1
Hoogbledé	2	28	71	145	127	102	55	66	10	66	7	68	4	40	2	31	3	29	»
Ledelehem	21	55	80	115	92	77	44	42	24	42	»	27	»	28	»	10	»	4	»
Oostnieuwkerke	1	25	67	74	57	89	52	39	26	15	5	28	1	19	»	14	1	11	2
Ouckene	»	2	17	37	50	59	45	35	7	25	4	13	1	12	2	0	1	7	1

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en				
120	126	132	138	144	150	171	201	315	429	515	1029	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.		
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.		1889	1800
							285	399	486	999	1485	1944	2856	3009	4857	6600	14400	19101				

à 20,000 habitants.

à 30,000 habitants.

27	*	59	*	*	151	165	539	542	298	656	94	14	24	5	1	1	1	*	*	2802	2205	2504
----	---	----	---	---	-----	-----	-----	-----	-----	-----	----	----	----	---	---	---	---	---	---	------	------	------

TULATION.

66	*	47	*	*	42	12	8	2	1	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	1482	748	727
215	*	149	1	*	143	92	237	78	22	13	1	*	*	*	*	*	*	*	*	*	5358	2757	2652
20	*	9	*	*	7	7	13	3	1	1	1	*	*	*	*	*	*	*	*	*	911	374	366
*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
27	*	59	*	*	151	165	539	542	298	656	94	14	24	5	1	1	1	*	*	2802	2205	2504	
535	*	264	1	*	345	274	797	625	322	650	96	14	24	5	1	1	1	*	*	10645	6174	6139	

DE ROULERS.

de 1,000 habitants.

à 5,000 habitants.

1	7	2	1	2	7	3	9	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	509	277	254
4	*	4	*	*	2	1	1	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	321	172	153
8	*	10	*	*	4	4	13	1	*	2	*	1	*	*	*	*	*	*	*	*	385	189	177
3	*	5	*	*	4	2	2	1	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	424	218	171
18	*	4	7	*	9	5	10	1	1	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	674	350	304
32	*	11	2	2	14	7	22	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	944	500	455
11	*	14	*	*	7	5	9	2	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	689	286	266
5	5	3	*	*	5	1	3	1	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	547	236	217
8	2	4	*	*	*	2	1	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	347	164	44

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

2° Communes de 1,000

Rolleghem-Cappelle	•	2	8	26	65	31	16	16	13	21	•	11	1	9	•	5	•	11	•
Westroosbeke	2	25	60	61	50	51	33	28	5	41	6	43	1	18	•	8	•	10	•
Winckel-Saint-Éloi	1	10	38	85	155	111	48	27	22	35	•	27	•	27	•	26	•	9	•
TOTAUX de la 2 ^e catégorie . .	38	213	604	906	016	702	484	424	157	582	20	285	06	106	46	136	25	113	5

3° Communes de 5,000

Ardoye	8	56	163	220	178	127	84	85	12	46	8	60	9	52	5	28	4	35	•
Ingelmunster	8	22	121	190	175	148	117	87	50	69	4	50	•	44	5	30	1	26	•
Iseghem	•	22	105	242	281	167	191	120	103	155	8	99	5	91	5	80	2	63	2
Lichterveelde	3	8	26	34	155	162	165	150	09	98	45	86	1	64	•	55	1	44	•
Moorslede	5	88	219	243	185	125	72	60	46	61	5	60	4	41	2	30	1	22	•
Rumbeke	4	13	85	170	156	175	114	86	17	65	12	53	12	51	2	45	1	39	•
Staden	6	95	169	146	108	96	77	84	18	66	4	30	4	30	4	26	•	20	•
TOTAUX de la 3 ^e catégorie .	34	502	886	1254	1216	1000	820	650	525	540	84	447	35	382	17	209	10	240	2

4° Communes de 10,000

NÉANT.

5° Communes de 20,000

Roulers	2	31	85	248	377	379	291	224	256	338	27	278	12	206	15	120	2	96	•
-------------------	---	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	----	-----	----	-----	----	-----	---	----	---

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en				
120	126	132	138	144	150	171	201	315	420	515	1020	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	309	486	090	1485	1944	2856	3099	4857	9600	14400	19101				

à 5,000 habitants (suite).

1	*	2	*	*	2	*	1	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	259	107	105
6	*	5	1	*	4	4	3	1	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	446	260	237
12	*	*	*	*	4	7	5	1	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	657	254	210
100	12	64	11	4	57	59	79	8	1	2	*	1	*	*	*	*	*	*	*	6242	2079	2605	

de 10,000 habitants.

30	3	10	4	*	11	*	26	2	*	2	*	1	*	*	*	*	*	*	*	*	1276	628	550
36	*	18	*	1	25	15	24	2	1	1	*	*	*	1	*	*	*	*	*	*	1256	632	508
60	*	21	*	1	55	51	116	27	11	0	1	1	1	1	*	*	*	*	*	*	2074	1102	905
56	1	28	1	*	34	11	28	6		1	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	1322	505	550
12	*	16	*	*	11	6	17	2	1	1	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	1331	539	530
25	2	16	1	*	21	12	26	6	1	2	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	1215	569	515
17	*	12	*	*	9	8	13	1	1	1	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	1061	553	528
254	6	121	6	2	164	114	250	46	17	17	1	2	1	2	*	*	*	*	*	9535	4708	4104	

à 20,000 habitants.

à 30,000 habitants.

75	4	71	1	1	116	138	276	146	57	79	6	4	2	*	*	*	*	*	*	3941	2186	1716
----	---	----	---	---	-----	-----	-----	-----	----	----	---	---	---	---	---	---	---	---	---	------	------	------

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

RÉCAPI

1 ^{re} catégorie	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
2 ^e —	38	213	604	906	916	792	484	424	157	382	29	285	96	196	46	136	23	115	5
3 ^e —	34	302	886	1254	1216	1000	820	630	325	540	84	447	35	382	17	299	10	240	2
4 ^e —	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
5 ^e —	2	31	85	248	377	379	201	224	256	338	27	278	12	206	15	120	2	96	"
TOTAUX de l'arrondissement . .	74	546	1573	2408	2509	2171	1595	1298	738	1260	140	1010	143	784	78	555	35	458	7

ARRONDISSEMENT

1^o Communes au-dessous

Narckeghem	"	3	10	13	18	14	34	21	7	19	1	18	"	4	"	4	"	2	"
Oesselghem	"	4	8	24	27	28	25	19	9	11	"	16	"	2	1	5	"	2	"
TOTAUX de la 1 ^{re} catégorie . .	"	7	18	37	45	42	59	40	16	30	1	34	"	6	1	7	"	4	"

Communes de 1,000

Aerseele	"	9	67	102	74	74	57	62	2	41	"	41	"	30	"	19	"	11	"
Caneghem	"	3	15	42	30	61	35	37	6	29	1	26	"	15	"	11	"	11	1
Coolscamp	"	31	87	108	55	51	26	29	"	26	2	25	"	16	"	14	"	16	"
Denterghem	2	14	52	49	86	56	45	18	22	31	"	35	"	22	"	19	"	11	"
Eeghem	1	16	62	66	54	33	24	25	"	19	"	24	"	7	"	15	"	5	"
Oostroosebeke	6	28	81	175	137	123	67	58	6	48	1	44	"	30	5	24	1	19	"
Oyghem	"	4	15	16	38	49	20	19	14	12	"	25	"	13	"	9	"	6	"
Pitthem	"	43	97	165	128	128	85	53	9	44	"	46	"	52	2	29	"	33	2
Schuyfferscappelle	"	5	16	41	53	39	18	12	17	20	"	12	"	13	"	9	"	9	"
Vive-Saint-Bavon	1	6	54	58	64	32	18	8	16	12	1	20	"	9	"	10	"	6	"
Wacken	1	8	36	41	66	72	56	40	34	34	"	33	"	28	"	25	"	"	"
Wielsbeke	11	34	46	57	63	29	14	19	26	21	"	14	"	4	"	6	"	6	"
TOTAUX de la 2 ^e catégorie . .	32	201	628	920	846	727	445	580	132	547	5	545	"	239	5	190	1	133	3

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201	315	429	515	1020	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.		
							à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.		1889	1890
							285	399	486	999	1485	1044	2856	3990	4857	9600	14400	10101				

TULATION.

109	12	64	67	39	79	8	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	6242	2979	2695
234	6	121	6	164	114	250	40	17	1	2	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	9535	4708	4104
75	4	71	1	116	138	276	146	79	0	4	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3941	2186	1716
418	22	250	7	347	291	605	200	98	7	7	3	2	2	2	2	2	2	2	2	2	19718	9873	8513

DE THIELT.

de 1,000 habitants.

1	3	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	174	101	86
2	2	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	192	75	70
3	3	6	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	366	176	156

à 5,000 habitants.

15	6	2	0	10	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	609	318	297
5	2	4	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	340	181	165
12	5	6	1	3	1	3	1	3	1	3	1	3	1	3	1	3	1	3	1	3	494	220	202
8	2	10	6	7	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	496	205	195
5	3	3	2	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	371	151	145
17	12	1	11	10	11	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	919	427	351
3	2	1	1	6	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	255	134	126
20	20	2	1	10	12	15	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	907	417	405
3	4	2	3	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	278	113	108
11	1	2	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	333	140	122
14	7	17	11	25	3	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	553	230	217
5	5	5	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	365	136	126
118	66	3	5	74	56	76	15	4	5	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	6010	2672	2459

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

3° Communes de 5,000

Neulebeke	19	105	509	298	266	193	124	80	82	70	7	86	2	58	7	40	3	23	1
Ruyselede	15	65	102	170	160	212	146	109	1	117	»	87	»	57	»	48	»	52	»
Swevezele	14	76	124	140	109	120	80	61	1	64	»	58	3	47	»	41	»	29	1
Thielt	»	59	150	350	269	240	145	90	65	92	3	131	»	69	1	58	1	67	»
Wyngene	14	79	176	258	220	256	110	112	»	90	»	57	»	60	»	57	1	41	»
TOTAUX de la 3° catégorie . .	62	384	841	1216	1024	1001	605	458	147	433	10	419	5	291	8	244	5	102	2

RÉCAPI-

1 ^{re} catégorie	»	7	18	37	45	42	59	40	16	50	1	54	»	6	1	7	»	4	»
2 ^e —	22	201	628	920	840	727	445	380	152	347	5	543	»	259	6	190	1	153	3
3 ^e —	62	384	841	1216	1024	1001	605	458	147	433	10	419	5	291	8	244	5	102	2
TOTAUX de l'arrondissement . .	84	592	1487	2173	1915	1770	1109	873	515	810	16	796	5	556	15	441	6	529	5

ARRONDISSEMENT

1° Communes au-dessous

Bas-Warneton	2	19	27	19	17	21	3	6	2	8	»	5	»	5	10	»	5	»	»
Bixschote	4	23	20	12	16	11	16	19	7	0	»	5	»	8	9	»	9	»	»
Brielen	3	8	17	24	17	14	17	3	7	7	1	12	»	5	»	1	6	»	»
Crombeke	4	39	42	27	21	9	13	18	16	10	7	7	9	6	1	»	1	»	»
Hollebeke	4	19	22	22	35	10	11	7	6	7	»	5	»	4	5	»	»	5	»
Locre	5	20	22	23	18	11	7	6	3	5	»	11	1	6	4	»	10	»	»
Saint-Jean	»	5	22	36	16	15	15	5	11	8	»	15	»	5	1	»	6	»	1
Wulverghem	2	5	13	12	7	12	3	»	8	8	»	9	»	9	1	1	5	»	2
Zantvoorde	3	28	27	27	14	17	10	11	6	10	»	10	»	4	»	1	4	»	5
Zuydschote	2	20	15	15	7	10	2	8	4	6	»	4	4	9	5	13	»	1	»
TOTAUX de la 1^{re} catégorie . .	29	186	227	215	168	128	95	83	70	75	8	81	14	61	54	16	44	6	8

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en				
120	126	132	138	144	150	171	201	315	429	513	1029	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1880	1800
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à		et au-dessus.	
							285	399	486	999	1485	1044	2456	3099	4877	9660	14400	19101				

à 10,000 habitants.

90	22	1	16	11	32	3	2	4												1800	907	751
25	11		22	9	14	7			1											1410	650	626
21	8	2	12	7	22	4	1	1												1046	508	495
40	29	1	55	50	126	48	8	10		1	1									2127	946	907
40	22		21	15	25	4		4	1											1640	664	634
155	92	4	2	106	90	217	66	11	19	2	1	1								8113	3675	3413

TULATION.

3	5		6	4	1															386	176	156
118	66	3	74	56	76	15	4	5	2											6010	2672	2459
155	92	4	2	106	90	217	66	11	19	2	1	1								8113	3675	3413
276	163	7	3	186	150	394	81	15	24	4	1	1								14489	6523	6028

D'YPRES.

de 1,000 habitants.

3			5																	155	81	69
1	8				1															175	122	125
6			5	2	2		1													158	87	82
3	1		1																	255	151	128
	2	2			2		1													167	109	101
	3		1		4															160	95	88
	9	1	2	1	1	2														173	91	85
	5				1															103	59	55
2	1																			180	109	103
2				2	1															126	71	66
17	92	5	4	15	4	12		1	1											1632	913	900

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

2° Communes de 1,000

Becelaere	2	51	80	102	63	55	48	38	26	22	•	16	•	24	2	18	•	1	•
Boesinghe	15	75	45	61	44	42	17	16	22	26	5	24	1	22	3	•	14	5	•
Comines	11	76	166	124	92	117	77	29	48	47	•	27	•	25	1	•	33	1	•
Dickebusch	5	21	55	45	58	12	24	•	8	16	•	20	•	14	1	•	17	•	•
Dranoutre	16	45	26	20	19	8	11	20	15	14	•	6	•	6	•	•	4	1	4
Elverdinghe	7	58	55	60	19	24	10	12	6	19	5	27	•	11	1	1	14	•	•
Gheluvelt	11	45	65	45	44	24	17	8	9	9	•	9	•	5	•	•	3	•	•
Gheluwe	•	35	106	141	112	119	66	54	55	45	•	40	•	36	•	19	•	18	•
Houthem	2	24	47	31	54	18	12	16	5	10	•	11	•	11	5	•	6	•	1
Kemmel	25	81	42	55	20	16	28	15	12	21	1	9	1	7	4	•	7	•	2
Messines	5	15	29	50	29	25	15	7	15	20	1	20	•	20	2	3	15	•	•
Neuve-Église	19	89	80	57	41	25	25	52	22	54	1	51	3	19	15	•	8	•	•
Oostvleteren	21	50	40	52	22	20	16	11	19	23	22	14	7	10	1	11	1	11	5
Passchiendaele	11	44	86	115	82	86	47	49	5	49	1	43	5	19	1	17	1	11	1
Ploegsteert	7	64	80	79	59	55	95	34	54	35	•	31	•	29	•	1	14	2	•
Proven	18	60	59	37	28	28	11	16	12	19	1	32	•	11	•	15	•	5	1
Reninghelst	20	88	71	55	57	20	25	25	25	27	6	50	•	20	5	5	11	•	•
Rousbrugge-Haringhe	•	17	36	35	25	21	50	26	16	34	•	36	20	9	17	•	9	•	•
Vlamertinghe	9	58	96	115	95	59	36	21	15	58	2	50	1	30	•	2	21	1	•
Voormezele	2	6	21	44	29	25	12	15	52	18	•	12	•	11	8	•	11	•	•
Warneton	•	21	46	49	114	114	•	64	58	56	•	50	•	44	•	31	•	18	•
Watou	24	125	108	104	48	55	54	55	56	58	5	50	2	28	•	12	1	15	1
Westoutre	45	60	49	52	19	15	25	14	12	16	2	14	•	9	•	•	5	•	4
Westvleteren	7	45	61	55	25	26	21	14	18	15	12	17	10	5	9	7	5	1	•
Woesten	55	55	54	56	9	4	16	5	14	11	•	5	6	9	8	•	3	•	•
Wyschaete	59	92	114	96	56	40	51	19	16	28	7	41	2	27	•	2	16	4	2
Zillebeke	11	52	72	56	26	44	45	12	14	25	•	11	•	11	10	•	7	•	•
Zonnebeke	35	120	140	114	65	58	27	24	25	29	•	21	•	17	•	•	15	•	•
TOTAUX de la 2 ^e catégorie	414	1544	1903	1815	1296	1111	815	658	572	718	67	657	58	494	91	140	259	104	21

3° Communes de 5,000

Langemarck	61	221	259	189	105	90	79	56	49	53	•	67	•	49	2	•	54	•	17
Wervicq	5	25	96	126	52	207	153	146	57	111	1	102	•	84	•	45	•	55	•
TOTAUX de la 3 ^e catégorie	64	246	355	315	157	207	232	202	106	164	1	169	•	135	2	45	54	55	17

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201 à 285	315 à 599	429 à 486	515 à 999	1029 à 1485	1542 à 1944	2001 à 2850	3000 à 3999	4143 à 4857	5142 à 9600	10200 à 11400	15000 à 19101	20100 et au-dessus.	Total.	1880	1890

à 5,000 habitants.

20	•	5	•	•	6	1	5	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	585	272	256
9	•	•	2	•	6	4	5	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	458	253	242
•	32	8	•	•	23	16	22	6	2	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	982	658	428
•	•	1	•	•	6	2	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	270	135	126
•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	213	118	119
8	1	•	•	•	10	6	5	1	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	517	163	156
3	•	1	•	•	2	2	2	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	308	174	156
16	•	18	•	1	16	10	14	•	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	897	402	359
6	•	•	2	•	1	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	952	155	145
9	•	•	•	•	8	4	4	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	546	178	175
•	12	1	•	•	17	15	17	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	521	194	179
16	2	1	1	1	15	5	10	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	549	511	308
•	5	5	7	•	14	3	9	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	577	237	226
14	•	5	•	•	7	5	6	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	708	345	319
18	1	3	•	•	15	7	15	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	708	501	375
4	•	•	1	•	5	•	4	•	•	1	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	376	211	201
11	2	•	•	•	9	2	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	488	282	262
•	14	10	•	•	20	14	19	2	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	410	269	260
22	•	1	•	•	11	7	6	1	2	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	681	267	260
•	7	•	•	•	3	2	2	2	1	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	263	164	152
27	•	16	•	•	31	14	50	8	5	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	775	480	400
11	•	2	1	•	10	5	12	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	751	408	384
1	•	1	•	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	521	147	140
4	•	•	•	•	5	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	356	171	169
4	•	•	•	•	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	204	106	103
1	14	2	1	•	9	2	10	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	671	512	310
•	3	•	•	•	3	•	5	•	1	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	388	225	197
8	•	6	•	•	10	8	2	1	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	712	351	296
212	91	86	15	2	265	131	201	28	12	11	2	•	4	•	•	•	•	•	•	•	13755	7449	6701

à 10,000 habitants.

•	27	•	10	•	18	5	12	•	5	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1404	712	664
31	•	45	•	1	40	23	102	26	4	8	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1550	757	682
31	27	45	10	1	67	26	114	26	7	8	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	2954	1460	1346

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

4^e Communes de 10,000

Poperinghe	92	551	516	350	195	170	15	155	6	150	6	155	2	112	•	92	5	66	2
Ypres	•	29	54	201	181	154	24	219	22	226	17	167	3	137	2	112	2	85	•
TOTAUX de la 4^e catégorie . . .	92	580	570	451	376	324	57	354	28	376	23	302	5	249	2	204	5	151	2

RÉCAPI

1 ^{re} catégorie	29	186	227	215	168	128	95	83	70	75	8	81	14	61	54	16	44	6	8
2 ^e —	414	1544	1005	1815	1296	1111	815	658	572	718	67	657	58	494	91	140	239	104	21
3 ^e —	64	216	335	335	157	297	252	202	106	104	1	160	•	135	2	45	54	35	17
4 ^e —	92	580	570	451	376	324	57	354	28	376	23	302	5	249	2	204	5	151	2
TOTAUX de l'arrondissement. . .	599	2556	2855	2796	1907	1860	1179	1207	776	1353	99	1189	77	957	129	405	322	296	48

RÉCAPITULATION

Arrondissement de Bruges	75	525	729	1679	1799	2655	2126	1844	1451	1574	732	1393	55	1268	22	837	16	877	20
— Courtrai	131	980	2784	4246	4362	4070	2488	2121	1535	2144	118	1713	44	1286	18	970	17	734	13
— Dixmude	392	846	1090	1455	327	1335	248	847	224	621	202	548	172	474	104	294	70	303	21
— Furnes	107	688	990	787	524	405	527	251	287	278	224	358	256	240	186	157	154	76	21
— Ostende	5	124	587	1598	58	1523	24	969	21	704	9	501	1	376	•	287	•	525	•
— Roulers	74	546	1375	2408	2509	2171	1595	1298	758	1260	140	1010	143	784	78	555	35	458	7
— Thielt	84	592	1487	2175	1915	1770	1109	878	315	810	16	796	5	556	15	441	6	329	5
— Ypres	599	2556	2855	2796	1997	1860	1179	1207	776	1353	99	1189	77	957	129	405	322	296	48
TOTAUX de la province.	1465	6457	12 063	16 940	13 471	15 785	9096	9505	5325	8724	1540	7488	755	5910	552	3946	620	3398	135

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en				
120	126	132	138	144	150	171	201	315	420	515	1020	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.		
							à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-		1889	1800
							285	309	480	990	1485	1944	2858	3009	4857	9600	14400	19101	dessus.			

à 20,000 habitants.

54	•	38	1	6	55	61	128	44	10	5	5	•	•	•	•	•	•	•	•	•	2501	1535	1272
128	1	115	•	1	140	135	447	228	111	150	12	4	1	•	•	•	•	•	•	•	3108	2700	2279
182	1	153	1	7	103	106	575	272	121	155	17	4	1	•	•	•	•	•	•	•	5609	4055	3551

TULATION.

17	25	5	4	•	15	4	12	•	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1652	955	900
212	91	86	13	2	203	151	201	28	12	11	2	•	4	•	•	•	•	•	•	•	•	15755	7440	6701
31	27	45	10	1	67	26	114	26	7	8	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	2954	1460	1346
182	1	153	1	7	103	106	575	272	121	155	17	4	1	•	•	•	•	•	•	•	•	5609	4055	3551
442	144	287	30	10	538	357	902	326	141	175	19	4	5	•	•	•	•	•	•	•	•	25950	15926	12498

GÉNÉRALE.

946	11	501	6	6	860	763	1001	918	392	823	132	29	24	9	5	6	•	•	•	•	•	26706	16612	14275
746	6	547	10	10	720	650	1535	553	192	329	53	9	6	3	•	1	•	•	•	•	•	55142	18611	16072
259	48	130	26	21	189	112	217	70	14	42	1	•	1	•	»	•	•	•	•	•	•	10701	5008	4886
108	100	71	39	21	152	151	271	79	25	50	3	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	7554	4210	4080
353	•	264	1	•	543	274	797	625	322	650	96	14	24	5	1	1	1	•	•	•	•	10643	6174	6159
418	22	256	18	7	547	201	605	200	55	98	7	7	3	2	•	•	•	•	•	•	•	19718	9873	8513
278	•	165	7	5	186	150	294	81	13	24	4	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	14480	6523	6028
442	144	287	30	10	538	357	902	326	141	175	19	4	5	•	•	•	•	•	•	•	•	25950	15926	12498
3550	331	2219	137	80	3544	2748	6552	2852	1156	2171	315	65	64	19	6	8	1	•	•	•	•	148773	80937	72501

PROVINCE DE LA

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un.																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

ARRONDISSEMENT

Communes au-dessous

Bambrugge	7	14	30	14	18	0	19	7	14	3	1	11	•	84	•	3	•	•	•
Burst	•	23	28	25	14	17	12	15	6	5	2	14	•	6	•	•	•	3	•
Elene	7	17	24	22	21	7	10	6	2	9	•	4	•	5	•	2	•	1	•
Godveerdeghem	4	15	23	17	12	7	8	10	1	7	1	4	•	2	•	2	•	5	•
Goefferdigen	•	18	24	15	20	5	12	7	5	1	5	•	•	3	•	•	•	2	•
Grimmingen	•	10	23	21	11	11	10	3	2	•	1	2	•	1	•	1	•	1	•
Iddergem	17	31	40	25	13	11	10	9	3	4	•	4	•	2	•	1	•	4	•
Impe	11	15	15	11	17	11	12	10	•	15	•	10	2	5	•	3	•	•	•
Lecuwergem	5	11	15	27	19	16	2	12	•	2	•	5	•	•	•	2	•	•	•
Lieferinge	2	12	12	6	0	7	1	•	5	•	2	•	•	1	•	•	•	•	•
Nederboulaere	2	1	7	15	15	26	20	7	11	0	1	3	•	3	•	10	•	3	•
Neygem	•	7	19	12	0	3	5	2	2	2	2	9	•	1	•	1	•	1	•
Nieuweuhove	1	8	26	28	15	4	9	3	4	1	1	3	•	2	•	•	•	3	•
Okegem	10	30	43	38	32	8	3	5	7	2	2	•	•	•	•	1	•	•	•
Oombergen	12	11	25	18	8	16	4	15	1	10	2	5	•	1	•	5	•	2	•
Ottergem	3	12	18	17	6	6	12	5	1	4	•	2	•	4	•	2	•	•	•
Pollaere	17	35	35	25	9	4	•	5	7	•	1	3	•	8	•	•	•	2	•
Ressegem	12	22	27	16	21	12	14	1	18	5	11	12	•	3	•	5	•	4	•
St-Antelinckx	13	20	34	32	24	15	7	6	6	2	4	3	•	1	•	•	•	1	•
Smeerhebbe-Vloersegem	4	10	12	18	20	7	•	10	•	•	•	4	•	1	•	1	•	1	•
Smellede	15	18	25	20	20	12	10	22	•	16	•	5	•	9	•	8	•	2	•
Vleekem	2	6	6	5	6	•	6	2	1	8	1	3	•	3	•	1	•	•	•
Waerbeke	•	4	9	12	11	6	1	3	4	5	•	3	•	1	•	•	•	•	•
Wanzele	5	35	19	17	21	12	8	3	5	2	•	2	•	2	•	•	•	1	•
Woubrechtgem	9	41	30	26	25	9	4	6	2	6	•	3	•	1	•	2	•	2	•
Zonnegem	4	15	12	10	6	13	3	3	2	6	1	4	•	3	•	2	•	2	•
TOTAUX	160	430	581	488	597	251	200	180	111	120	36	120	2	72	•	50	•	42	•

FLANDRE ORIENTALE.

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201 à	515 à	429 à	513 à	1029 à	1542 à	2001 à	5000 à	4143 à	5142 à	10200 à	15000 à	20100 et au- dessus	Total.	1889	1890
							285	309	486	990	1485	1944	2856	5990	4857	9600	14400	19101				

D'ALOST.

de 1000 habitants.

					2	2															135	57	59
2	"	2	"	"	2	2	5	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	181	81	82
5	"	"	"	"	1	1	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	145	70	65
1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	121	59	60
"	"	2	"	"	1	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	121	55	53
1	"	3	"	"	2	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	104	48	45
2	"	"	"	"	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	181	91	87
1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	132	77	79
1	"	2	"	"	"	2	2	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	122	57	57
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	54	51	29
3	"	2	"	"	4	2	1	"	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	147	60	52
2	"	1	"	"	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	78	51	46
1	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	109	52	51
1	"	"	"	"	1	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	187	97	97
5	"	1	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	142	61	60
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	92	43	41
3	"	"	"	"	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	155	59	57
1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2	"	"	"	"	182	88	88
"	"	1	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	170	65	65
1	"	1	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	91	44	45
1	"	"	"	"	1	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	185	98	93
2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	52	54	53
1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	58	56	33
"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	155	60	56
3	"	2	"	"	"	"	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	175	60	61
2	"	1	"	"	2	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	97	40	41
39	"	20	"	"	19	17	15	2	2	3	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3369	1574	1533

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 1,000

Appelterre-Eychem	15	57	41	44	38	12	12	8	15	5	4	5	•	7	•	8	•	3	•
Aspeiaere	11	60	48	38	20	29	10	7	7	6	2	4	•	4	•	2	•	5	•
Audenhove-Saint-Gery	4	22	31	26	25	16	12	16	5	8	2	4	•	3	•	4	•	4	•
Audenhove-Sainte-Marie	34	62	60	48	40	25	27	25	10	19	3	21	•	10	•	8	•	9	•
Aygem	24	54	54	41	48	20	26	16	17	8	•	17	•	12	•	9	•	9	•
Baerdegem	10	39	31	36	30	23	9	9	9	9	2	5	•	5	•	4	•	1	•
Davegem	5	18	41	42	28	19	15	17	1	11	•	6	•	2	•	4	•	2	•
Borsbeke	9	28	42	15	19	14	15	15	15	18	2	11	•	3	•	8	•	1	•
Denderbautem	73	126	144	110	95	65	48	26	15	26	•	15	•	9	•	8	•	10	•
Denderleeuw	35	62	80	97	48	55	50	21	10	15	•	17	•	14	•	9	•	6	•
Denderwindeke	34	115	86	118	46	31	21	12	25	17	6	12	•	10	•	2	•	2	•
Erembodegem	6	53	150	150	127	103	68	50	25	38	1	25	•	24	•	10	•	11	•
Frondegem	9	25	51	35	27	21	25	18	2	18	1	13	•	3	•	4	•	1	•
Erpe	17	56	92	85	69	29	24	17	10	24	•	13	•	11	•	8	•	3	•
Erwetegem	14	52	58	56	42	33	29	17	18	19	6	14	•	11	•	6	•	0	•
Essche-Saint-Liévin	24	79	65	57	68	47	34	21	19	22	4	7	•	10	•	6	•	6	•
Grootenberge	8	14	21	30	17	12	25	3	8	12	•	4	•	7	•	2	•	6	•
Gysegem	7	18	24	48	35	24	25	12	6	9	7	2	•	6	•	1	•	1	•
Haeltert	19	90	84	119	72	66	53	52	5	54	•	28	•	15	•	16	•	0	•
Hauthem-Saint-Liévin	45	66	50	54	42	49	8	37	6	28	•	13	•	16	•	3	•	6	•
Heldergem	12	27	44	41	24	25	7	7	•	7	•	6	•	3	•	1	•	6	•
Herdersem	5	10	26	34	37	21	26	21	18	9	7	12	•	8	•	5	•	3	•
Herzele	30	43	55	48	42	26	25	23	12	13	13	16	•	13	•	4	•	11	•
Hillegem	17	26	56	44	31	15	13	13	14	11	2	4	•	7	•	•	•	7	•
Hofstade	4	31	47	65	91	67	36	27	16	9	11	9	•	15	•	7	•	2	•
Idegem	8	30	29	25	23	16	14	11	4	5	1	3	•	9	•	7	•	3	•
Kerkiken	24	33	36	60	36	21	27	18	1	15	•	13	•	7	•	4	•	2	•
Lede	49	73	146	127	126	77	78	50	50	28	15	29	•	22	•	25	•	17	•
Letterhouten	16	25	28	26	31	2	33	2	21	1	1	6	•	4	•	•	•	5	•
Meerbeke	15	66	107	92	50	70	25	26	16	16	16	25	•	3	•	6	•	8	•
Meire	21	55	110	96	64	47	36	36	11	25	•	17	•	8	•	12	•	3	•
Meldert	26	59	66	64	36	37	40	20	12	16	6	8	•	6	•	3	•	3	•
Moerbeke	7	41	58	50	38	20	11	11	7	2	6	5	•	4	•	2	•	1	•
Moorsel	15	48	45	87	97	71	80	39	39	31	21	19	1	16	•	9	•	6	•

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en				
120	126	152	158	144	150	171	201	515	420	515	1029	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à		et au-dessus.	
							285	509	480	909	1485	1044	2856	3999	4857	9000	14400	19101			1889	1890

à 5,000 habitants.

3	•	5	•	•	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	284	116	125	
2	•	2	•	•	5	1	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	271	91	89
1	•	•	•	•	2	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	185	99	99
7	•	2	•	•	1	4	2	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	425	179	180
7	•	3	•	•	7	•	1	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	554	159	158
0	•	•	•	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	250	150	124
•	•	2	•	•	1	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	214	106	101
4	•	•	•	•	1	1	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	219	98	97
4	•	4	•	•	2	2	5	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	784	584	559
3	•	1	•	•	0	5	10	4	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	532	261	240
9	•	5	•	•	5	2	0	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	560	274	265
9	•	7	•	•	10	5	11	5	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	862	470	445
5	•	2	•	•	5	•	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	245	112	105
2	•	4	•	•	2	2	5	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	474	252	254
8	•	5	•	•	•	2	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	560	205	194
6	•	6	•	•	5	5	4	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	489	200	204
0	•	2	•	•	1	•	1	•	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	180	99	90
1	•	1	•	•	4	7	4	2	•	1	1	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	247	128	125
11	•	5	•	•	10	4	11	8	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	752	430	390
7	•	5	•	•	9	4	5	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	415	190	192
2	•	1	•	•	•	•	2	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	214	98	88
•	•	3	•	•	1	1	5	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	260	155	143
1	•	8	•	•	11	8	10	5	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	417	225	226
•	•	1	•	•	5	•	5	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	267	87	86
6	•	3	•	•	4	1	7	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	457	291	266
4	•	2	•	•	•	1	5	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	194	80	77
2	•	5	•	•	4	4	5	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	510	175	155
11	•	20	•	•	7	9	22	5	6	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	995	577	522
1	•	•	•	•	•	5	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	205	80	80
7	•	6	•	•	2	•	9	4	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	571	289	275
4	•	4	•	•	3	3	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	551	245	219
4	•	5	•	•	5	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	415	146	144
1	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	205	88	87
4	•	4	•	•	3	•	12	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	656	408	591

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 1,000

Nederhasselt	11	23	39	54	54	17	10	12	•	7	6	•	•	8	•	1	•	5	•
Nieuwerkerken	11	53	111	102	80	58	26	26	15	17	•	15	•	12	•	1	1	4	•
Onkerzele	6	45	81	45	39	26	11	4	9	7	6	5	•	•	•	7	•	3	•
Oordegem	40	32	64	44	44	28	28	38	18	29	•	14	•	10	•	9	•	2	•
Ophasselt	18	19	37	40	44	14	10	9	10	4	7	7	•	4	•	7	•	2	•
Oultre	53	58	76	56	48	31	29	9	10	•	8	6	•	8	•	4	•	•	•
Overboulare	3	11	35	79	56	60	41	33	24	10	19	6	•	4	•	5	•	7	•
Santbergen	25	48	39	46	20	17	11	10	5	•	11	7	•	7	•	2	•	1	•
Sarlaringe	17	28	54	47	52	24	20	15	6	•	12	5	•	4	•	3	•	4	•
Schendelbeke	5	31	48	29	36	22	12	10	12	5	4	3	•	3	•	4	•	1	•
Sottegem	•	9	60	64	44	34	21	25	33	24	37	47	•	32	1	20	•	23	•
Steenbuyze-Wynhuyze	6	40	57	45	34	32	25	10	14	12	7	16	•	9	•	8	•	4	•
Strypen	2	21	33	51	34	31	16	14	16	1	9	9	•	14	•	•	•	7	•
Velsique-Ruddershove	24	47	82	75	65	42	34	29	13	17	2	16	•	12	•	2	•	10	•
Viane	4	48	59	70	52	17	17	7	5	1	4	10	•	11	•	6	•	4	•
Vlierzele	32	67	62	57	39	28	28	21	8	10	•	10	•	6	•	6	•	5	•
Voorde	10	23	31	27	18	23	15	6	9	7	3	6	•	5	•	4	•	3	•
Welle	20	33	50	32	32	23	16	13	11	13	•	7	•	1	•	5	•	6	•
TOTAUX	919	2283	3066	3009	2450	1713	1342	997	648	712	274	597	1	455	1	301	1	268	•

Communes de 5,000

Ninove	1	4	30	83	164	147	145	76	83	35	41	60	•	53	•	39	•	52	•
------------------	---	---	----	----	-----	-----	-----	----	----	----	----	----	---	----	---	----	---	----	---

Communes de 10,000

Grammont	•	14	31	123	191	159	188	132	156	125	50	211	•	113	•	102	•	66	•
--------------------	---	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	----	-----	---	-----	---	-----	---	----	---

Communes de 20,000

Alost	•	30	105	304	330	404	311	383	312	329	121	238	•	202	•	194	•	146	•
-----------------	---	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	120	132	138	144	150	171	201	315	429	515	1029	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
							à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.		
							285	509	480	999	1485	1044	2850	5099	4857	9600	14400	19101				

à 5,000 habitants (suite).

2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	208	108	105
2	»	11	»	»	3	5	4	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	556	280	245
1	»	3	»	»	2	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	301	81	80
10	»	5	»	»	9	2	14	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	442	261	271
4	»	3	»	»	7	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	247	106	106
3	»	4	»	»	1	1	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	388	100	175
5	»	5	»	»	6	2	2	1	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	416	226	217
»	»	1	»	»	2	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	261	07	95
»	»	3	»	»	4	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	506	122	118
»	»	3	»	»	4	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	253	88	88
28	»	33	1	»	44	58	75	16	2	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	711	468	477
5	1	4	»	»	2	2	7	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	548	170	181
7	»	4	»	»	3	2	4	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	279	150	125
7	»	5	»	»	4	0	6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	498	205	200
»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	518	104	105
2	»	2	»	»	»	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	384	160	155
4	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	196	88	87
2	»	2	»	»	1	3	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	291	151	128
228	1	208	1	»	209	134	266	59	12	15	7	»	1	1	»	»	»	»	»	»	20179	9035	9503	

à 10,000 habitants.

39	»	55	»	»	31	53	100	60	12	10	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1440	738	688
----	---	----	---	---	----	----	-----	----	----	----	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	------	-----	-----

à 20,000 habitants.

74	»	88	1	»	74	61	209	89	35	31	4	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	2332	951	916
----	---	----	---	---	----	----	-----	----	----	----	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	------	-----	-----

à 30,000 habitants.

148	»	116	»	»	162	168	459	199	68	130	15	3	2	»	»	»	»	»	»	»	»	4967	5173	2497
-----	---	-----	---	---	-----	-----	-----	-----	----	-----	----	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	------	------	------

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

RÉCAPITULATION DE L'AR

Moins de 1,000 habitants	160	459	581	488	597	251	200	180	111	120	36	120	2	72	•	50	•	42	•
1,000 à 5,000 —	919	2285	5066	5009	2450	1715	1542	997	648	712	274	597	1	455	1	301	1	268	•
5,000 à 10,000 —	1	4	59	85	164	147	145	70	85	35	41	60	•	53	•	30	•	52	•
10,000 à 20,000 —	•	14	51	125	191	159	188	152	156	125	50	211	•	115	•	102	•	66	•
20,000 à 30,000 —	•	30	105	504	550	404	511	385	512	520	181	258	•	202	•	194	•	145	•
TOTAUX	1080	2770	5822	4011	5552	2674	2186	1770	1510	1521	582	1226	5	805	1	686	1	574	•

ARRONDISSEMENT

Communes de moins

Ainougies	1	7	55	25	21	16	10	7	15	6	3	3	•	4	•	2	•	2	•
Beirlegem	•	1	5	11	8	6	5	5	8	1	•	7	•	2	•	•	•	•	•
Boucle-Saint-Blaise	15	20	36	9	19	7	9	2	5	7	•	7	•	7	•	•	•	3	•
Dickele	•	6	11	5	4	5	1	0	4	•	1	1	•	2	•	•	•	3	•
Edelaere	•	1	12	5	9	6	5	7	2	5	2	2	•	2	•	2	•	5	•
Eenaeme	•	5	19	22	15	27	15	9	15	5	6	7	•	6	•	4	•	8	•
Hemelverdegem	5	10	10	7	9	7	9	5	5	5	2	4	•	5	•	1	•	2	•
Heurne	•	1	10	25	14	12	4	5	5	10	5	7	•	5	•	1	•	2	•
Hoorebeke-Saint-Corneille	12	12	25	15	6	10	5	4	7	5	•	8	•	8	•	4	•	2	•
Hundelgem	5	15	15	8	10	10	2	12	1	5	•	5	•	5	•	•	•	2	•
Laethem-Sainte-Marie	6	15	20	16	10	4	8	10	5	5	•	5	•	5	•	2	•	5	•
Meylegem	2	4	7	7	9	2	11	5	5	6	1	5	•	1	•	5	•	•	•
Michelbeke	5	22	15	28	5	11	5	12	•	3	•	12	•	5	•	5	•	8	•
Mooregem	1	2	10	24	7	22	15	9	8	9	1	5	•	4	•	2	2	2	•
Mullem	•	2	9	27	10	21	12	10	6	7	•	5	•	5	•	3	•	3	•
Neder-Eenaeme	1	15	16	24	16	9	5	12	1	8	1	5	•	6	•	2	•	•	•
Nederzwalm-Hermelgem	2	25	52	59	55	21	12	21	5	20	2	10	•	14	•	5	•	7	•
Orroir	1	10	22	25	12	16	9	6	8	4	2	3	•	4	•	•	•	2	•
Paricke	16	32	21	24	14	15	9	5	1	4	2	2	•	2	•	•	•	5	•
Paulaethem	•	5	9	1	1	3	2	2	2	5	1	2	•	•	•	1	•	2	•
Rooborst	5	8	15	15	14	15	1	15	4	5	2	4	•	•	•	4	•	6	•
Roosebeke	•	9	6	15	12	•	7	4	5	2	3	5	•	4	•	•	•	2	•

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	120	132	138	144	150	171	201	315	420	515	1020	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.		
							à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.		1889	1890
							285	399	486	999	1485	1944	2856	3999	4857	9600	14400	19101				

RONDISSEMENT D'ALOST.

59	20	19	17	15	2	2	3	3												3369	1574	1533
228	1 208	1	209	134	266	59	12	15	7	1	1									20179	9933	9503
59	55		31	53	160	60	12	10	2											1446	738	688
74	88	1	74	61	209	89	35	31	4	1	2									2332	951	916
148	116		162	168	459	199	68	136	15	3	2									4967	3173	2407
528	1 487	2	405	433	1109	409	120	195	31	4	3	1								32293	16340	15137

D'AUDENARDE.

de 1,000 habitants.

3	5			1	1	2														165	80	80
	2		4		2				1											65	45	38
7	1 4		1		1			1												161	75	71
2					1															51	27	27
1	1				1															62	42	42
5			3	3	5	2														179	80	80
																				78	48	50
4				2	1															109	54	53
10	4		2	1	1															141	77	74
1	1		2																	95	55	53
1					1															112	50	48
1	1																			72	37	38
2				1	1	1														139	67	67
					1					1										123	59	58
1	1																			120	51	50
2				2	1															124	68	57
14	5		9	3	6	1														291	108	105
1	1		1	1	1															120	61	60
6	1		2	1																160	64	63
				1																35	21	18
2	2			1	1	2			2											119	70	79
2																				72	36	35

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de moins

Russeignies	»	7	21	25	21	19	11	7	8	5	5	11	»	4	»	2	»	5	»
Sulsique	»	10	41	26	19	27	18	7	8	13	4	3	»	6	»	5	»	6	»
Volkegem	»	1	12	20	14	17	14	9	6	10	6	5	»	»	»	1	»	1	»
TOTAUX	75	248	432	458	314	502	194	195	135	146	47	136	»	106	»	40	2	77	»

Communes de 1,000

Auwegem	»	6	25	50	24	21	25	18	14	20	7	21	»	8	»	8	»	1	»
Berchem	»	17	70	70	48	35	34	16	28	14	11	10	»	18	»	15	»	13	»
Bevere	»	9	15	55	28	31	30	22	25	32	5	8	»	9	»	10	»	13	»
Boucle-Saint-Denis	13	18	31	20	24	10	14	17	2	8	7	8	»	1	»	3	»	4	»
Destinge	16	51	50	41	36	12	14	7	8	1	20	8	»	6	»	3	»	4	»
Elaegem	2	15	34	28	31	36	18	18	19	13	6	7	»	22	»	10	»	5	»
Elst	43	21	21	28	17	16	10	16	6	16	»	15	»	10	»	1	»	1	»
Etichove	2	22	64	88	50	39	29	54	22	22	9	14	»	24	»	8	»	8	»
Eyne	»	10	57	83	80	71	42	70	24	15	13	18	»	20	»	13	»	8	»
Hoorebeke-Sainte-Marie	51	38	35	42	30	25	15	14	15	22	1	12	»	9	»	3	»	6	»
Huyse	1	14	41	86	75	61	67	50	22	37	12	41	»	34	»	12	»	14	»
Leupegem	»	1	2	18	24	32	9	17	7	6	10	12	»	19	»	4	»	11	»
Lierde-Sainte-Marie	20	39	71	51	32	10	14	40	8	9	2	10	»	»	»	7	»	10	»
Lierde-Saint-Martin	11	30	41	24	22	9	2	25	9	8	3	9	»	9	»	»	»	2	»
Maercke-Kerkhem	1	35	54	32	27	25	23	11	10	9	15	7	»	5	»	2	»	2	»
Macter	37	68	87	62	49	46	32	28	27	16	15	12	»	10	»	3	»	8	»
Melden	3	20	51	44	29	25	27	23	19	7	9	5	»	10	»	5	»	3	»
Munckzwalm	16	16	55	24	26	13	27	15	2	15	1	6	»	5	»	1	»	4	»
Nederbrakel	72	108	129	95	47	63	37	35	31	9	30	25	»	14	»	0	»	6	»
Nokere	1	8	35	58	28	36	21	22	8	18	1	18	»	9	1	2	»	6	1
Nukerke	8	28	59	85	47	35	33	15	19	14	9	12	»	13	»	15	»	5	»
Opbrakel	30	75	66	43	34	12	17	9	12	13	»	17	»	4	»	»	»	5	»
Oycke	»	5	25	40	28	26	18	12	13	14	3	8	»	8	»	5	»	9	»
Peteghem	»	25	50	61	59	33	27	21	25	24	14	15	»	19	»	11	»	9	»
Quaremont	6	25	56	41	31	31	32	27	18	8	7	5	»	9	»	4	»	5	»
Ruyen	4	48	73	73	42	46	36	22	14	12	7	6	»	7	»	3	»	4	»

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en				
120	126	152	158	144	150	171	201	315	429	515	1020	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1880	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	599	486	999	1485	1944	2856	5990	4857	9600	14400	19101				

de 1,000 habitants (suite).

1	»	1	»	»	3	1	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	157	74	71
»	»	4	»	»	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	208	96	91
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	117	65	62
67	1	51	»	»	56	10	26	6	1	5	1	1	»	1	»	»	»	»	»	»	3084	1526	1470

à 3,000 habitants.

3	»	8	»	1	2	2	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	268	174	168
6	»	5	»	»	8	5	17	»	1	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	460	268	262
10	»	3	»	1	14	9	31	13	5	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	361	217	206
9	»	6	»	»	4	1	2	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	201	157	132
2	»	4	»	»	»	2	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	296	143	136
5	»	2	»	»	»	3	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	276	117	114
4	»	1	»	»	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	251	95	91
2	»	2	»	»	5	4	12	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	405	218	208
11	»	2	»	»	6	3	5	2	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	555	255	234
10	»	3	»	»	6	5	5	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	327	195	184
6	»	4	»	»	5	5	2	1	1	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	591	299	293
12	»	7	»	»	17	8	22	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	242	149	135
5	»	7	»	»	2	5	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	301	155	156
8	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	214	115	111
2	»	3	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	203	138	129
12	»	3	»	»	4	»	10	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	550	296	295
1	»	5	»	»	7	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	294	126	123
6	»	2	»	»	»	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	211	121	117
28	»	11	1	»	16	13	50	10	2	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	817	578	366
6	»	1	»	»	1	»	2	»	»	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	286	152	144
2	»	4	»	»	3	9	8	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	422	189	187
3	»	1	»	»	3	»	2	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	347	117	115
8	1	3	»	»	5	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	229	101	97
2	»	4	»	»	5	5	6	1	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	413	202	144
1	»	2	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	310	141	137
7	»	2	»	»	»	»	1	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	411	158	152

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	8	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 1,000

Schoorisse	48	69	60	50	41	42	12	17	18	20	•	14	•	21	•	7	•	11	•
Segelsem	37	50	45	57	22	17	22	7	9	15	•	7	•	7	•	5	•	15	•
Syngem	2	14	06	75	80	58	40	50	23	27	3	12	•	17	•	7	•	6	•
Wannegem-Lede	5	10	49	49	26	14	15	10	7	11	1	8	•	10	•	7	•	4	•
Welden	8	30	23	56	25	21	17	26	5	10	1	9	•	10	•	4	•	•	•
Wortegem	3	22	86	86	65	40	35	50	26	22	20	12	•	19	•	13	•	6	•
TOTAUX	420	965	1620	1655	1205	1020	794	722	495	485	240	598	•	586	1	204	•	206	•

Communes de 5,000

Audensarde	•	1	3	71	75	37	27	37	35	34	11	32	•	60	•	42	•	48	•
Cruyshautem	20	81	244	178	128	98	78	69	55	54	5	45	•	21	•	24	•	2	•
TOTAUX	20	82	247	249	203	135	105	106	90	88	16	77	•	81	•	66	•	50	•

Communes de 10,000

Renaix	6	106	208	401	333	334	346	245	217	125	109	117	1	62	•	103	•	94	•
------------------	---	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	---	----	---	-----	---	----	---

RÉCAPITULATION DE L'ARRON

Moins de 1,000 habitants	75	248	452	458	314	302	194	105	133	146	47	156	•	106	•	40	2	77	•
1,000 à 5,000 —	420	965	1620	1655	1205	1020	794	722	495	485	240	598	•	586	1	204	•	206	1
5,000 à 10,000 —	20	82	247	249	203	135	105	106	90	88	16	77	•	81	•	66	•	50	•
10,000 à 20,000 —	6	106	208	401	333	334	346	245	217	125	109	117	1	62	•	103	•	94	•
TOTAUX	521	1401	2507	2745	2055	1791	1439	1268	953	844	412	728	1	655	1	422	2	427	1

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201	515	429	515	1029	1542	2001	5000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.		
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.		1880	1890
							285	399	486	999	1485	1944	2856	5999	4857	9600	14400	19101				

à 5,000 habitants (suite).

7	•	•	•	•	5	1	4	1	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	450	223	216
4	•	5	•	•	5	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	307	121	120
•	•	6	•	•	5	1	5	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	478	233	223
5	•	•	•	•	1	3	1	•	•	1	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	238	110	108
5	•	3	•	•	3	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	233	130	120
6	•	4	•	•	1	1	4	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	509	242	257
196	1	111	1	2	152	85	181	39	11	13	5	1	4	1	•	•	•	•	•	11594	5711	5500	

à 10,000 habitants.

48	1	35	•	•	45	65	163	79	49	55	1	2	•	•	•	•	•	•	•	1056	716	710	
19	•	15	•	•	11	14	28	4	•	2	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	1196	586	576
67	1	50	•	•	56	79	191	85	49	57	1	3	•	•	•	•	•	•	•	2252	1302	1286	

à 20,000 habitants.

64	•	82	•	•	73	113	264	86	45	44	1	•	•	2	•	•	•	•	•	3581	1408	1354
----	---	----	---	---	----	-----	-----	----	----	----	---	---	---	---	---	---	---	---	---	------	------	------

DISSEMENT D'AUDENARDE.

67	1	31	•	•	36	16	26	6	1	5	1	1	•	1	•	•	•	•	•	3084	1326	1470
196	1	111	1	2	132	85	181	39	11	13	5	1	4	1	•	•	•	•	•	11594	5711	5506
67	1	50	•	•	56	79	191	85	49	57	1	3	•	•	•	•	•	•	•	2252	1302	1286
64	•	82	•	•	73	113	264	86	45	44	1	•	•	2	•	•	•	•	•	3581	1408	1354
394	3	274	1	2	297	293	662	214	106	117	6	5	4	4	•	•	•	•	•	20511	9947	9816

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

ARRONDISSEMENT

Communes de moins

Middelbourg	5	5	44	18	14	12	10	17	10	5	5	8	»	10	»	4	»	5	»
Saint-Jean in Eremo	10	21	21	23	16	17	15	8	8	6	4	1	»	8	»	5	»	2	»
Sainte-Marguerite	10	32	50	23	12	17	5	12	7	4	2	15	»	6	»	5	»	»	»
Waterland-Oudeman	16	23	22	28	10	14	5	10	2	8	6	7	»	10	»	3	»	8	»
TOTAUX	41	81	123	92	52	60	35	47	27	23	17	29	»	34	»	17	»	15	»

Communes de 1,000

Adegem	28	81	115	104	58	65	50	44	46	27	15	31	»	32	»	27	»	6	»
Assenede	2	70	144	139	104	77	74	31	39	34	32	31	»	43	1	32	»	43	»
Bassevelde	8	61	81	74	89	52	30	52	25	21	32	33	»	32	»	18	»	15	»
Bouchaute	24	84	95	59	31	30	30	29	26	19	17	17	»	16	»	13	»	3	»
Caprycke	6	41	70	53	108	56	62	46	31	30	26	42	»	22	»	12	»	16	2
Cluysen	»	13	52	48	33	30	31	22	24	7	10	13	»	7	»	11	»	11	»
Ertvelde	7	50	80	72	82	53	57	59	43	35	22	20	»	21	»	18	»	12	»
Lembeke	16	56	64	62	86	59	58	41	30	24	22	18	»	18	»	7	»	7	»
Oost-Eecloo	25	42	47	35	26	49	34	26	16	10	15	9	»	14	»	4	»	15	»
Saint-Laurent	20	78	107	84	52	41	48	30	40	24	18	27	»	26	»	31	»	16	1
Watervliet	22	70	80	56	30	28	18	22	17	26	18	18	»	24	»	12	»	11	»
TOTAUX	158	646	939	786	699	540	492	402	337	257	225	259	»	255	1	185	»	155	3

Communes de 5,000

Maldegem	44	164	517	253	171	143	118	109	79	80	75	45	»	52	»	36	»	42	1
Selzaete	3	121	143	166	75	73	47	57	45	48	44	40	»	58	»	30	»	18	»
TOTAUX	47	285	460	419	246	216	165	166	122	128	119	91	»	90	»	66	»	60	1

Communes de 10,000

Eecloo	26	115	282	413	374	270	153	95	75	66	34	81	»	46	»	44	»	39	»
------------------	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	----	----	----	----	----	---	----	---	----	---	----	---

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en				
120	126	132	138	144	150	171	201	315	420	513	1020	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	309	486	099	1485	1944	2856	3009	4857	0600	14400	19101				

D'EECLOO.

de 1,000 habitants.

5	•	•	•	•	2	1	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	182	86	83
1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	167	89	85
5	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	190	98	86
2	1	2	•	•	1	1	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	181	92	89
13	1	4	•	•	3	2	4	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	720	365	343

à 5,000 habitants.

8	•	12	•	•	2	5	4	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	750	358	349
42	•	19	•	•	12	13	18	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1002	532	506
11	•	2	•	•	6	8	5	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	657	404	394
3	•	5	•	•	3	2	8	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	513	270	259
18	•	4	•	•	10	6	9	3	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	679	423	374
5	•	6	•	•	2	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	326	172	163
17	•	7	•	•	3	5	4	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	667	367	354
4	•	3	•	•	5	3	6	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	590	317	299
3	•	5	•	•	1	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	378	188	191
9	•	4	•	•	8	4	3	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	673	404	388
6	•	6	•	2	•	3	9	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	479	237	225
126	•	73	•	2	32	47	68	9	•	4	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	6720	3681	3502

à 10,000 habitants.

27	•	19	•	•	14	17	40	6	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1854	943	917
19	•	14	•	•	16	7	20	8	•	2	•	•	•	•	1	1	•	•	•	•	1051	571	515
46	•	35	•	•	30	24	69	14	•	4	•	•	•	•	1	1	•	•	•	•	2905	1514	1430

à 20,000 habitants.

36	•	26	•	2	36	30	133	42	11	12	1	•	•	1	•	•	•	•	•	•	2427	930	903
----	---	----	---	---	----	----	-----	----	----	----	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	------	-----	-----

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

RÉCAPITULATION DE L'AR

Moins de 1,000 habitants . . .	41	81	123	92	52	60	35	47	27	23	17	29	»	34	»	17	»	15	»
1,000 à 5,000 — . . .	158	646	939	786	600	540	492	402	337	257	225	250	»	255	1	185	»	155	3
5,000 à 10,000 — . . .	47	285	460	410	246	218	165	166	122	128	110	91	»	90	»	66	»	60	1
10,000 à 20,000 — . . .	26	115	282	415	374	276	133	95	75	66	54	81	»	46	»	44	»	39	»
TOTAUX	272	1127	1804	1710	1571	1001	825	710	550	474	305	460	»	425	1	312	»	269	4

ARRONDISSEMENT

Communes de moins

Afsné	»	»	9	3	6	4	6	6	1	10	»	4	»	0	»	»	»	3	»
Baeygem	3	10	18	14	10	9	15	10	6	10	»	5	»	5	»	1	»	1	»
Bottelaere	»	14	27	21	23	13	7	17	4	8	2	4	»	16	»	4	»	7	»
Gontrode	»	1	10	8	0	14	6	11	10	4	1	5	»	5	»	4	»	1	»
Gottbem	»	1	14	31	35	21	20	10	12	7	4	10	»	10	»	3	»	1	1
Grammene	»	1	8	18	29	18	15	7	5	4	5	2	»	1	»	4	»	2	»
Gysenzele	1	8	5	18	16	23	6	11	4	1	2	»	»	3	»	1	»	»	»
Landscauter	2	7	11	14	13	4	9	3	9	4	2	8	»	3	»	»	»	»	»
Leerne-Saint-Martin	1	5	18	16	16	5	5	13	9	6	6	9	»	3	»	»	»	6	»
Lemberge	»	»	9	5	4	9	5	8	4	7	2	4	»	7	»	4	»	5	»
Nelsen	»	8	15	31	24	11	13	12	9	7	»	8	»	4	»	2	»	3	»
Mendonck	»	5	4	4	9	6	6	11	10	5	1	3	»	4	»	»	»	»	»
Moortzeele	1	4	19	12	11	16	8	14	10	8	4	5	»	5	2	3	»	»	»
Munte	2	10	18	19	19	11	14	23	7	16	3	9	»	9	»	3	1	2	»
Poesele	»	1	6	12	13	16	9	23	15	3	2	6	»	4	»	4	»	»	»
Ronsele	»	1	4	7	13	9	10	8	5	3	6	4	»	4	»	2	»	3	»
Vinterhaute	1	»	1	6	10	17	10	14	23	2	20	9	»	4	»	2	»	4	»
Vosselaere	»	3	12	10	11	16	20	15	8	5	12	7	»	8	»	2	»	4	»
Wongerem	»	1	10	26	43	38	19	7	4	10	1	10	»	6	»	5	»	2	»
Zeveren	»	4	14	26	21	15	7	16	7	4	3	8	»	4	»	1	»	1	»
TOTAUX	11	84	241	294	335	275	208	239	162	124	76	120	»	112	2	45	1	43	1

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201	315	429	515	1029	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
							à	a	à	à	à	à	à	a	à	à	à	à	et au- dessus.			
							285	509	486	090	1485	1944	2856	3999	4857	0600	14400	19101				

RONDISSEMENT D'EECLOO.

13	1	4	•	•	3	2	4	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	730	305	345
126	•	73	•	2	52	47	68	9	•	4	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	6720	3681	3502
46	•	35	•	•	30	24	69	14	•	4	•	•	•	•	1	1	•	•	•	•	2905	1514	1430
36	•	26	•	2	36	30	133	42	11	12	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	2427	950	905
921	1	136	•	4	121	103	274	65	11	20	1	•	1	•	1	1	•	•	•	•	12772	6490	6178

DE GAND.

de 1,000 habitants.

2	•	3	•	•	2	1	1	3	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	73	53	48
3	•	2	•	•	2	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	125	80	79
6	•	4	•	•	1	7	6	1	•	1	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	195	115	112
5	•	1	•	1	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	98	50	58
3	•	3	•	•	2	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	198	80	76
•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	117	58	56
3	•	1	•	•	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	105	51	49
•	•	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	90	49	46
5	•	3	•	•	2	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	120	79	80
3	•	1	•	•	1	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	80	55	56
1	•	1	•	•	•	•	3	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	153	66	65
•	•	1	•	•	•	•	•	•	1	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	71	56	56
3	•	•	•	•	2	1	2	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	129	81	75
1	•	•	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	160	95	94
3	1	•	•	•	•	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	119	71	71
•	•	2	•	•	•	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	82	47	44
4	•	3	•	•	2	2	6	2	2	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	145	85	75
1	•	4	•	•	5	1	1	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	146	92	89
4	•	1	•	•	•	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	198	74	76
•	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	133	73	71
47	1	32	•	1	21	15	27	6	3	7	2	1	•	•	•	•	•	•	•	•	2537	1417	1373

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 1,000

Asper	»	6	41	62	63	36	33	24	28	21	7	12	»	12	»	6	»	5	»
Astene	5	13	32	50	41	37	27	18	15	11	6	10	»	11	»	11	»	5	»
Bachte-Maria-Leerne	4	15	24	27	24	38	25	18	16	9	13	19	»	4	»	0	»	5	»
Baelegem	15	67	86	72	48	40	29	31	20	32	3	24	»	15	»	7	»	14	»
Bellem	1	20	63	75	42	57	21	21	11	17	11	13	»	16	»	12	»	13	»
Destelbergen	»	5	58	117	99	74	53	50	50	42	39	47	1	35	»	41	»	23	»
Desteldonck	»	2	18	19	12	17	25	20	23	30	12	18	»	15	»	8	»	6	»
Deurle	»	10	17	28	29	21	20	31	16	1	12	15	»	7	»	4	»	7	»
Deynze	3	15	29	76	75	75	65	50	70	27	24	72	»	41	»	35	»	41	»
Dickelvenne	5	39	46	37	45	23	18	19	18	11	1	14	»	9	»	7	»	7	»
Eecke	»	9	30	65	46	47	27	23	23	23	3	33	»	20	»	19	»	14	»
Gavre	»	3	28	52	15	17	23	11	14	25	7	22	»	14	»	16	»	10	»
Hansbeke	»	20	38	65	66	59	37	30	20	14	15	12	»	12	»	19	»	11	»
Heusden	1	29	62	127	81	65	58	52	25	29	4	30	»	20	»	3	»	10	»
Knesselaere	13	74	91	124	122	95	68	39	29	20	27	37	»	23	»	16	»	15	1
Laethem-Saint-Martin	»	26	40	25	21	29	35	24	21	33	11	15	»	6	»	4	»	4	»
Landegem	»	17	29	57	38	35	29	30	27	11	10	27	1	6	3	6	4	8	1
La Pinte	»	6	29	35	30	23	23	28	15	12	8	14	»	17	»	5	»	»	»
Loochristy	»	17	40	89	66	75	85	60	30	26	43	35	»	34	»	23	»	26	»
Lootenhulle	2	32	79	114	99	64	60	36	20	14	18	17	»	16	2	9	»	10	»
Lovendegem	»	29	81	102	124	100	57	58	30	35	22	36	»	30	»	19	»	9	»
Machelen	1	27	113	116	74	56	45	29	19	20	6	10	1	14	»	8	»	0	»
Mariakerke	»	1	1	11	39	68	61	19	24	21	16	24	»	10	»	4	»	10	»
Meerendré	»	16	25	47	58	59	42	25	35	13	15	17	»	19	»	20	»	7	»
Meirelbeke	»	24	90	155	103	91	60	67	41	33	22	38	3	33	»	12	»	20	»
Melle	1	15	68	96	66	74	30	34	45	33	11	40	»	33	»	15	»	15	1
Neygem	1	11	18	33	52	30	26	25	10	8	11	9	»	8	»	7	»	3	»
Nazareth	13	89	172	124	80	78	62	57	43	29	23	26	»	30	»	24	»	5	»
Nevele	4	17	75	66	65	60	31	32	28	32	32	24	2	41	2	25	»	21	1
Olsene	11	28	79	64	64	43	15	17	13	7	9	5	»	7	»	12	»	4	»
Oostacker	»	9	58	92	83	103	125	72	60	55	46	37	»	40	»	19	»	28	»
Oosterzeele	15	33	79	69	53	45	29	25	25	24	7	27	»	19	»	9	»	17	»
Oostwinckel	2	5	24	24	20	25	17	16	11	14	8	5	»	8	»	3	»	7	»
Petegem	»	12	62	84	68	38	25	25	10	18	15	18	»	17	»	6	»	14	»
Pouques	»	2	7	33	34	27	20	18	7	12	6	14	»	7	»	3	»	4	»

revenu cadastral de francs :																Nombre total d'articles à la contribution personnelle en						
120	126	132	138	144	150	171	201	315	429	513	1029	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1880	1800
							à	à	à	à	a	a	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.		
							285	390	486	999	1485	1944	2856	3990	4857	9800	14400	19101				

à 5,000 habitants.

4	»	5	»	»	5	1	4	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	577	179	167
2	»	1	»	1	2	2	1	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	305	148	149
1	»	6	»	»	2	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	261	152	146
3	»	2	»	»	2	1	5	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	524	239	229
4	»	»	»	2	5	5	6	»	»	2	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	304	151	154
14	»	1	»	»	8	14	10	4	5	5	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	795	440	418
4	»	1	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	232	175	176
2	»	»	»	»	1	1	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	223	141	132
26	»	20	»	4	25	37	85	47	9	9	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	971	541	545
5	»	2	»	»	2	4	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	333	138	135
7	»	2	»	»	10	6	4	1	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	437	227	219
13	»	18	»	»	5	13	24	6	»	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	319	215	200
3	»	5	»	»	4	4	5	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	441	231	227
8	»	4	»	»	2	4	18	2	»	4	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	637	255	252
16	»	7	»	»	8	4	6	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	843	429	419
6	»	5	»	»	5	2	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	312	185	180
4	3	4	»	»	3	3	10	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	367	209	202
»	»	2	»	»	»	2	2	1	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	254	166	161
20	»	20	»	»	14	9	17	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	775	542	530
7	»	4	»	»	1	1	6	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	621	267	266
14	»	12	»	2	18	10	15	2	»	4	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	829	375	369
7	»	4	»	1	4	4	4	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	575	256	259
7	»	6	»	»	5	12	19	5	1	8	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	380	190	164
8	»	12	»	»	5	5	7	1	2	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	434	246	230
12	»	11	»	»	4	10	21	7	2	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	865	380	366
15	»	17	»	»	15	12	48	5	4	7	2	»	1	»	»	1	»	»	»	»	753	341	312
»	»	2	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	256	110	113
4	»	9	»	»	5	9	12	2	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	897	463	460
21	1	12	»	»	19	15	24	4	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	685	353	349
11	»	5	»	»	3	3	8	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	415	212	210
24	»	14	»	»	18	9	15	3	1	5	3	»	1	»	»	»	»	»	»	»	919	556	534
5	»	3	»	1	5	9	8	3	»	1	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	511	202	198
5	»	3	»	»	1	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	202	107	104
7	»	6	»	»	11	3	5	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	455	180	173
2	»	1	»	»	2	1	1	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	206	94	91

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 1,000

Saffelaere	•	12	57	08	55	78	07	53	52	41	40	43	•	29	•	18	•	17	•
Saint-Denis-Westrem	•	5	14	26	05	55	27	25	35	23	20	19	•	19	•	15	•	5	•
Schelderode	•	7	28	24	19	17	14	21	18	10	7	4	•	8	•	7	•	3	•
Scheldewindeke	8	30	55	47	38	24	20	24	16	23	13	20	•	10	•	7	•	9	•
Seevergem	•	8	20	38	25	37	20	24	11	11	2	18	•	15	•	12	•	7	•
Semmerzake	•	11	32	37	28	15	11	19	12	13	4	10	•	8	•	5	•	1	•
Sevencreeken	•	10	30	49	54	58	57	54	33	20	29	27	•	25	•	19	•	7	•
Sleydinge	•	26	86	107	145	95	80	82	62	56	72	71	•	58	•	50	•	27	•
Swynaerde	•	3	35	69	52	107	63	30	20	20	26	26	•	30	•	15	•	13	•
Tronchiennes	•	7	54	88	80	81	85	79	107	59	59	58	•	48	•	28	•	31	•
Ursel	18	26	64	07	54	49	38	29	25	19	12	17	•	21	•	19	•	4	•
Vurste	7	14	20	34	15	13	20	11	18	21	7	8	•	4	•	9	•	9	•
Vynckt	3	16	61	06	52	40	33	25	9	8	14	11	•	15	•	10	•	6	2
Wondelghem	•	1	6	18	35	68	60	49	50	20	18	14	•	10	•	14	•	16	•
Wynkel	12	89	29	57	19	44	51	30	18	23	10	19	•	22	•	13	•	9	1
Zulte	26	50	85	69	61	43	18	14	7	12	2	14	•	5	•	7	•	4	•
TOTAUX	171	1060	2515	3276	2818	2501	2059	1723	1454	1152	856	1220	8	972	7	676	4	577	7

Communes de 5,000

Aelre	49	153	154	173	152	125	92	80	65	59	28	49	•	57	•	49	•	31	•
Evergem	•	53	74	111	110	163	117	139	117	92	88	83	•	63	•	70	•	49	•
Gentbrugge	•	1	15	22	40	33	35	72	108	82	69	350	•	253	•	188	•	111	1
Moerbeke-Waes	2	50	108	151	95	146	81	66	70	48	53	54	•	38	•	59	•	11	2
Somergem	3	19	76	100	127	136	141	86	79	71	71	69	•	43	•	56	•	26	•
Wachtebeke	10	174	134	117	73	73	56	72	53	53	54	56	2	29	•	19	•	18	•
Waarschoot	2	20	74	78	107	169	116	80	65	65	48	41	•	36	•	22	•	26	1
TOTAUX	66	412	635	752	764	845	638	593	355	470	411	702	2	519	•	423	•	272	4

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201	315	420	515	1020	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total	1889	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	399	486	990	1483	1944	2856	3999	4857	9600	14400	19101				

à 3,000 habitants (suite).

8	•	2	•	•	4	2	7	5	•	1	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	600	485	476
1	•	15	•	•	6	5	22	5	1	8	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	392	234	212
1	•	•	•	•	2	•	2	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	195	95	91
7	•	5	•	•	5	5	8	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	392	235	223
4	•	2	•	•	2	2	2	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	258	153	152
4	•	2	•	•	1	1	5	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	210	111	99
5	•	3	•	•	5	2	7	2	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	422	275	235
24	1	17	•	•	7	12	19	2	2	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1062	505	531
18	•	9	•	•	4	1	5	5	2	4	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	561	269	253
50	•	22	•	•	20	18	25	7	4	7	2	1	•	•	•	1	•	•	•	•	•	972	640	589
5	•	1	•	•	1	2	1	•	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	474	268	253
5	•	•	•	•	1	1	•	2	1	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	219	112	102
7	2	1	•	•	1	5	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	584	158	155
6	•	12	•	•	11	8	7	5	3	6	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	436	267	194
11	•	2	•	•	4	1	5	2	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	459	235	227
5	•	8	•	•	1	2	1	4	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	457	200	185
426	9	335	•	15	291	274	310	136	59	105	18	6	6	3	•	2	•	•	•	•	•	25317	15355	12774

à 10,000 habitants.

24	•	12	•	•	15	20	31	6	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1402	750	737
24	•	20	•	•	22	24	26	14	•	15	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1454	822	790
70	1	86	•	•	84	45	70	20	12	12	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1787	641	589
18	1	17	•	•	18	7	17	2	1	1	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	1075	501	494
20	2	14	•	•	18	14	32	2	•	1	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	1187	625	591
8	•	15	•	•	9	4	9	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1040	500	502
15	•	11	•	•	16	10	28	6	2	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1099	467	448
188	4	175	•	•	180	122	215	52	16	29	•	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	9044	4515	4151

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 10,000

Ledeberg	•	•	7	9	47	87	51	92	118	126	47	256	•	235	•	205	•	309	•
Mont-Saint-Amand	•	4	8	87	145	180	303	65	109	87	79	215	•	198	•	205	•	97	•
TOTAUX	•	4	15	96	102	273	354	157	227	213	126	471	•	413	•	408	•	406	•

Communes de plus

Gand	•	5	216	571	808	1452	2021	1667	2244	1788	1494	1455	•	1105	•	945	•	861	327
----------------	---	---	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	---	------	---	-----	---	-----	-----

RÉCAPITULATION DE L'AR

Moins de 1,000 habitants	11	84	241	204	335	275	208	239	162	124	76	120	•	112	2	45	•	45	1
1,000 à 5,000 —	171	1060	2515	5276	2818	2591	2059	1723	1454	1152	856	1220	8	672	7	676	4	577	7
5,000 à 10,000 —	66	412	635	752	764	845	638	595	555	470	411	702	2	519	•	423	•	272	4
10,000 à 20,000 —	•	4	15	96	192	273	354	157	227	213	126	471	•	451	•	468	•	406	•
Plus de 60,000 —	•	5	216	571	808	1452	2021	1667	2244	1788	1494	1455	•	1105	•	945	•	861	327
TOTAUX	248	1565	3022	4989	4917	5410	5280	4581	4642	3747	2963	3948	10	3220	9	2557	4	2161	339

ARRONDISSEMENT

Communes de moins

Dackman	•	4	8	15	12	28	12	11	5	6	4	14	•	11	•	7	•	4	•
-------------------	---	---	---	----	----	----	----	----	---	---	---	----	---	----	---	---	---	---	---

Communes de 1,000

Basele	•	11	48	64	126	53	29	55	42	24	25	53	•	34	•	50	•	10	•
Belcele	•	14	56	68	80	75	72	55	51	29	25	29	•	56	•	51	•	28	•
Burght	•	9	56	71	122	79	25	21	55	12	7	25	•	12	•	15	•	10	•
Calloo	1	45	66	91	58	42	19	25	22	28	14	20	•	28	•	16	•	21	•
Cruybeke	•	23	76	100	74	53	46	55	55	52	14	48	•	17	•	20	•	21	•
Doel	12	65	63	59	26	20	19	16	12	9	11	24	•	12	•	18	•	4	•

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	152	158	144	150	171	201	315	420	515	1020	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1800	
							à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	509	486	949	1485	1944	2856	5900	4857	9600	14400	19101					

à 20,000 habitants.

162	1	144	»	»	170	150	569	93	51	27	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	2776	1284	1290
78	»	45	»	1	60	67	140	41	8	28	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	2262	909	961
240	1	180	»	1	250	107	515	154	59	55	1	1	2	»	»	»	»	»	»	»	5058	2285	2251

de 60,000 habitants.

516	291	662	»	271	1117	1228	5175	1905	999	1989	512	200	151	25	6	7	»	»	»	»	50041	14509	15605
-----	-----	-----	---	-----	------	------	------	------	-----	------	-----	-----	-----	----	---	---	---	---	---	---	-------	-------	-------

RONDISSEMENT DE GAND.

47	1	32	»	1	21	15	27	6	3	7	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	2557	1417	1575
426	9	555	»	15	291	274	510	156	39	103	18	6	6	3	»	2	»	»	»	»	25517	15555	12774
188	4	175	»	»	180	122	215	52	16	20	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	9044	4313	4151
240	1	180	»	1	250	197	515	154	59	55	1	1	2	»	»	»	»	»	»	»	5058	2285	2251
516	291	662	»	271	1117	1228	5175	1905	999	1989	512	200	151	25	6	7	»	»	»	»	50041	14509	15605
1417	306	1591	»	286	1859	1856	4458	2235	1096	2185	555	208	141	28	6	9	»	»	»	»	71977	35877	54152

DE SAINT-NICOLAS.

de 1,000 habitants.

5	»	2	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	145	80	80
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	-----	----	----

à 5,000 habitants.

11	»	17	»	»	3	3	4	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	626	320	298
17	»	15	»	»	7	11	13	2	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	678	585	575
8	»	9	»	»	12	5	19	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	528	205	186
20	»	24	»	»	19	5	16	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	581	277	284
20	»	17	»	»	7	6	4	2	2	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	652	320	506
14	»	12	»	»	14	12	8	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	450	182	185

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 1,000

Elversele	»	3	15	52	25	25	14	9	15	17	16	25	»	17	»	12	»	7	1
Exaerde	1	51	75	110	64	60	91	72	62	68	51	70	»	46	»	20	»	22	1
Haesdonck	»	6	40	100	101	48	24	25	20	20	11	28	»	28	»	14	»	21	»
Kemseke	»	39	41	65	56	40	20	22	25	8	11	20	1	15	»	8	»	17	»
Kieldrecht	14	125	98	97	50	54	46	25	18	21	15	35	»	14	»	10	»	14	1
La Clinge	15	54	54	74	52	45	50	26	24	15	6	15	2	5	»	7	»	5	»
Merdonck	15	66	65	55	59	56	26	15	25	19	15	18	»	15	»	19	»	9	»
Melsele	»	28	55	95	81	54	45	42	52	19	14	29	»	26	»	26	»	21	»
Nieukerken	»	7	12	54	80	64	61	44	45	52	21	40	»	27	»	25	»	16	»
Rupelmonde	»	9	20	29	105	110	120	18	21	37	51	58	»	28	»	22	»	12	»
Saint-Paul	»	3	21	55	67	60	49	51	45	24	52	25	»	22	»	12	»	9	»
Sinay	1	15	48	107	88	82	108	78	65	55	57	47	»	52	»	40	»	34	5
Steendorp	»	15	85	164	74	24	28	28	25	52	24	22	»	20	»	12	»	7	»
Thielrode	»	6	25	54	49	41	17	24	25	15	11	25	»	19	»	16	»	8	2
Verrebroeck	»	20	51	25	22	17	19	15	20	16	6	14	»	10	»	15	»	12	»
Vracene	»	25	47	129	86	62	57	47	65	60	51	57	»	44	»	56	»	17	»
Zwyndrecht	»	17	65	145	94	50	65	44	46	37	25	50	»	28	»	25	»	21	1
TOTAUX	59	614	1152	1841	1575	1174	1028	727	752	605	447	755	3	553	»	448	»	546	11

Communes de 5,000

Beveren (Waes)	»	29	144	386	253	152	95	67	75	55	40	97	»	71	»	44	»	54	1
Saint-Gilles (Waes)	4	26	49	121	110	105	55	62	57	52	54	55	»	45	»	46	»	58	»
Stekene	11	107	188	179	162	121	118	62	76	60	51	66	»	48	»	35	»	28	5
TOTAUX	15	162	381	686	525	358	268	191	208	165	125	216	»	164	»	125	»	120	6

Communes de 10,000

Lokeren	1	57	255	515	478	478	446	517	207	175	104	229	»	176	»	120	»	77	5
Tamise	»	27	115	285	320	227	210	162	151	95	51	86	1	92	»	75	5	72	1
TOTAUX	1	64	370	796	796	705	656	479	358	266	245	315	1	268	»	195	5	149	6

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en						
120	126	132	138	144	150	171	201	315	420	515	1020	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890	
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.				
							285	500	486	990	1485	1044	2850	3000	4857	9600	14400	19101					

à 5,000 habitants (suite).

2	3	5	2	6	8	9	9	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	245	141	151
11	8	5	10	6	9	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	899	571	568
18	15	15	10	12	4	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	564	285	286
9	5	3	1	5	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	585	207	210
28	21	10	11	5	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	692	271	262
7	5	3	5	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	402	103	102
7	1	8	5	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	446	217	215
24	35	2	17	0	7	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	657	348	346
10	14	1	15	12	11	5	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	594	307	300
16	12	7	7	19	5	5	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	666	287	274
11	5	5	5	4	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	484	318	305
12	17	2	5	12	6	18	4	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	912	574	562
6	3	8	1	5	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	581	176	175
9	8	1	1	2	2	7	5	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	568	209	201
6	4	2	3	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	256	150	141
16	24	10	6	10	6	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	854	474	447
19	17	1	22	10	17	5	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	780	374	537
301	285	4	10	212	134	104	45	15	8	2	1	2	1	2	2	2	2	2	2	2	13258	6795	6584

à 10,000 habitants.

27	1	59	51	24	66	29	10	12	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	1782	811	796
17	1	5	10	6	12	8	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	918	567	575
15	1	20	29	25	55	11	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	1462	759	724
59	5	71	70	55	115	48	12	14	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	4162	2117	2095

à 20,000 habitants.

59	6	65	1	54	71	218	88	55	44	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	4348	1815	1805
50	1	48	55	55	98	55	16	10	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2515	944	926
109	7	111	107	106	316	121	51	54	5	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	6661	2759	2751

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 20,000

Saint-Nicolas.	»	87	86	331	410	548	886	750	580	273	150	225	»	175	»	154	»	112	»
------------------------	---	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---

RÉCAPITULATION DE L'ARRON

Moins de 1,000 habitants	»	4	8	15	12	28	12	11	5	6	4	14	»	11	»	7	»	4	»
1,000 à 5,000 —	50	614	1152	1841	1575	1174	1028	727	732	605	447	733	3	535	»	448	»	346	11
5,000 à 10,000 —	15	162	381	686	525	358	268	101	208	165	125	216	»	164	»	125	»	120	6
10,000 à 20,000 —	1	64	370	796	796	705	656	479	558	266	245	315	1	268	»	195	3	149	6
20,000 à 30,000 —	»	87	86	331	410	548	886	756	580	273	150	225	»	175	»	154	»	112	»
TOTAUX.	75	951	1977	3667	3518	2813	2859	2164	1903	1315	971	1565	4	1171	»	927	3	731	25

ARRONDISSEMENT

Communes de moins

Mespelaere	4	8	4	5	10	11	11	4	3	3	1	2	»	1	»	1	»	1	»
----------------------	---	---	---	---	----	----	----	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

Communes de 1,000

Appels.	8	31	33	57	41	31	29	25	13	5	12	17	»	8	»	8	»	8	»
Audegem	8	32	52	50	50	24	34	32	18	18	2	50	»	26	»	14	»	4	»
Baesrode	45	85	124	90	60	57	58	35	15	26	17	26	»	36	»	21	»	11	»
Berlaere.	31	104	129	109	75	64	61	30	45	51	55	32	»	26	»	30	»	13	»
Cherscamp	11	37	71	55	35	46	15	8	5	15	1	10	»	2	»	3	»	1	»
Denderbelle	2	9	16	47	32	27	29	18	21	23	2	22	»	7	»	11	»	8	»
Grembergen	2	45	74	77	56	58	36	46	15	25	14	36	»	12	»	15	»	10	»
Laerne.	6	29	81	101	59	64	70	52	62	48	41	61	»	35	»	36	»	13	»
Massemen-Westrem.	20	37	42	59	46	54	34	26	14	6	»	10	»	3	»	3	»	7	»
Moerzeke	7	79	134	127	74	41	51	30	30	32	2	32	»	27	»	16	»	14	»
Opdorp.	8	11	25	21	14	22	19	18	19	25	9	18	»	10	»	7	»	8	»
Overmeire.	10	24	73	72	57	40	48	38	35	40	36	41	»	50	»	28	»	16	»
Saint-Gilles (Termonde)	1	35	73	115	77	85	66	51	44	30	35	30	»	51	»	20	»	10	»

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en				
120	126	152	138	144	150	171	201	515	429	315	1029	1542	2001	5000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.		
							à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.		1859	1890

à 30,000 habitants.

85	*	124	*	1	136	116	390	187	66	159	22	4	5	*	*	*	*	*	*	6048	2175	2112
----	---	-----	---	---	-----	-----	-----	-----	----	-----	----	---	---	---	---	---	---	---	---	------	------	------

DISSEMENT DE SAINT-NICOLAS.

3	*	2	*	*	*	1	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	145	80	80
301	*	285	4	10	212	154	104	45	13	8	2	1	*	1	*	*	*	*	15258	6705	6584	
59	5	71	*	2	70	53	113	48	12	14	2	*	*	*	*	*	*	*	4162	2117	2095	
109	7	111	*	1	107	100	316	121	51	54	3	2	2	*	*	*	*	*	6661	2759	2751	
85	*	124	*	1	136	116	390	187	66	159	22	4	5	*	*	*	*	*	6048	2175	2112	
557	10	595	4	14	525	410	1013	581	142	235	29	7	7	1	*	*	*	*	30274	13924	13600	

DE TERMONDE.

de 1,000 habitants.

*	*	*	*	*	*	1	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	70	41	40
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----

de 5,000 habitants.

10	*	8	*	1	9	1	4	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	357	164	157
6	*	6	*	*	9	5	8	2	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	428	225	211
11	*	12	*	*	9	11	21	6	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	776	325	309
8	*	6	*	*	11	6	15	1	*	2	*	*	*	*	*	*	*	*	*	862	540	514
2	*	1	*	*	*	1	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	315	169	159
2	*	2	*	*	1	1	2	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	282	168	162
14	*	5	*	*	15	7	6	1	1	*	*	1	*	*	*	*	*	*	*	555	267	245
15	*	10	*	*	10	5	11	2	2	2	*	*	*	*	*	*	*	*	*	815	451	437
4	*	7	*	*	4	1	3	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	380	200	187
11	*	14	*	*	9	4	12	5	2	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	751	298	285
12	*	3	*	*	2	1	4	*	*	*	*	1	*	*	*	*	*	*	*	255	152	153
18	*	7	*	*	10	7	8	4	5	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	666	362	340
15	1	17	*	*	15	9	10	5	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	792	474	416

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	0	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 1,000

Schellebelle	10	39	85	76	52	52	28	22	15	16	2	10	•	19	•	4	•	•	•
Schoonaerde	18	14	48	42	45	41	35	17	13	21	12	5	•	5	•	5	•	2	•
Uytbergen.	14	25	27	33	25	22	15	14	15	11	8	14	•	5	•	6	•	5	•
Wichelen	57	54	62	58	49	47	55	25	22	20	9	25	•	7	•	4	•	9	•
Wieze	10	28	42	56	57	48	36	28	15	14	17	21	•	12	•	7	•	7	1
TOTAUX	248	714	1187	1225	884	850	695	511	414	409	250	450	•	501	•	256	•	161	1

Communes de 5,000

Buggenhout	42	122	111	100	112	85	79	62	55	52	7	55	1	20	•	22	•	19	•
Calcken	4	55	115	119	85	76	95	74	75	87	4	91	•	49	1	48	•	26	•
Lebbeke	21	55	136	257	150	99	105	73	59	65	4	75	•	44	•	57	•	40	•
Termonde.	5	15	36	89	122	169	145	51	107	80	18	54	•	50	•	48	•	46	•
Waesmunster.	19	65	102	122	154	111	92	52	61	65	50	58	1	55	•	32	2	50	1
TOTAUX.	89	512	498	687	601	558	514	512	555	547	85	511	2	216	1	187	2	161	1

Communes de 10,000

Hamme.	5	51	175	515	451	252	255	106	124	97	51	115	•	99	•	75	1	51	•
Wetteren	18	158	294	279	261	206	167	140	89	93	65	104	2	82	1	56	•	59	•
Zele	6	200	400	566	517	184	147	106	105	75	81	127	•	84	•	77	•	70	•
TOTAUX.	29	409	869	1160	1009	622	547	552	516	265	195	546	2	265	1	206	1	160	•

RÉCAPITULATION DE L'ARRON

Moins de 1,000 habitants	4	8	4	5	10	11	11	4	5	5	1	2	•	1	•	1	•	1	•
1,000 à 5,000 —	248	714	1187	1225	884	850	695	511	414	409	250	450	•	501	•	256	•	161	1
5,000 à 10,000 —	89	512	498	687	601	558	514	512	555	547	85	511	2	216	1	187	2	161	1
10,000 à 20,000 —	29	409	869	1160	1009	622	547	552	516	265	195	546	2	265	1	206	1	160	•
TOTAUX.	570	1445	2558	5075	2504	2001	1707	1179	1088	1024	529	1109	4	785	2	650	3	483	2

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en				
120	126	132	138	144	150	171	201	515	429	513	1029	1542	2001	5000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
							à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	599	486	909	1485	1044	2856	5999	4857	9600	14400	19101				

de 5,000 habitants (suite).

2	"	3	"	"	3	3	4	2	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	444	199	189
4	"	7	"	"	5	1	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	545	210	199
9	"	"	"	"	3	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	245	85	87
10	"	5	"	"	6	6	6	3	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	492	276	252
7	"	2	"	1	3	1	4	3	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	421	257	225
155	1	115	"	2	151	65	124	50	7	7	1	2	1	"	"	"	"	"	"	9151	4600	4525	

à 10,000 habitants.

21	"	9	1	"	10	5	14	5	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	988	429	450
24	"	15	"	"	17	9	14	6	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1085	621	616
26	"	14	"	1	22	10	50	6	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1312	592	500
21	"	27	"	1	78	45	235	191	60	61	5	3	1	1	"	"	"	"	"	"	1760	979	961
24	1	6	1	"	12	5	23	7	4	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1156	515	507
116	1	69	2	2	159	80	316	215	67	66	6	3	1	1	"	"	"	"	"	"	6501	3156	3104

à 20,000 habitants.

70	1	55	"	5	49	45	81	59	6	10	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2438	1000	960
50	1	41	"	"	40	48	128	43	9	12	2	4	2	"	"	"	"	"	"	"	2418	1045	1016
41	"	50	"	1	48	22	72	55	5	5	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2801	1127	1054
141	2	104	"	6	145	115	281	117	20	25	5	4	2	"	"	"	"	"	"	"	7717	5172	5050

DISSEMENT DE TERMONDE.

"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	70	41	40
155	1	115	"	2	151	65	124	50	7	7	1	2	1	"	"	"	"	"	"	"	9151	4000	4525
116	1	69	2	2	159	80	316	215	67	66	6	3	1	1	"	"	"	"	"	"	6501	3156	3104
141	2	104	"	6	145	115	281	117	20	25	5	4	2	"	"	"	"	"	"	"	7717	5172	5050
410	4	286	2	10	415	260	722	562	94	98	10	9	4	1	"	"	"	"	"	"	25250	10340	10499

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

RÉCAPITULATION

Arrondissement d'Alost	1080	2770	3822	4011	3552	2674	2180	1770	1310	1521	582	1220	3	895	1	088	1	574	»
— d'Audenarde	521	1401	2507	2743	2055	1791	1459	1268	953	844	412	728	1	655	1	422	2	427	1
— d'Eecloo	272	1127	1804	1710	1371	1094	825	710	559	474	305	460	»	425	1	512	»	269	4
— de Gand	248	1505	3622	4989	4917	5416	5280	4581	4042	5747	2965	3948	10	3229	9	2557	4	2161	359
— de Saint-Nicolas	75	931	1977	3667	3318	2815	2850	2164	1903	1515	971	1503	4	1171	»	927	3	731	25
— de Termonde	570	1443	2538	3075	2504	2001	1767	1179	1088	1024	529	1109	4	785	2	650	3	485	2
TOTAUX GÉNÉRAUX	2566	9237	16 290	20 495	17 715	15 789	14 547	11 472	10 435	8725	5852	8974	22	7138	14	5554	15	4545	569

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201	315	420	515	1020	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
							à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	309	486	999	1485	1844	2856	3099	4857	9600	14400	19101				

GÉNÉRALE.

528	1	487	2	•	495	458	1109	400	129	195	31	4	5	1	•	•	•	•	•	•	32295	16349	15157
394	3	274	1	2	297	298	662	214	106	117	6	5	4	4	•	•	•	•	•	•	20511	9947	9616
221	1	136	•	4	121	103	274	65	11	20	1	•	1	•	1	•	•	•	•	•	12772	6490	6178
1417	300	1391	•	286	1839	1856	4458	2235	1006	2183	553	208	141	28	6	9	•	•	•	•	71977	35877	34152
557	10	593	4	14	525	410	1013	381	142	235	29	7	7	1	•	•	•	•	•	•	30274	15924	15000
410	4	286	2	10	413	260	722	362	94	98	10	9	4	1	•	•	•	•	•	•	25250	10949	10409
5527	325	5167	9	316	3690	3355	8218	3664	1578	2848	610	235	162	55	7	10	•	•	•	•	191066	95556	89182

PROVINCE

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

ARRONDISSE

Communes au-dessous

Arbres	•	5	11	17	24	22	15	12	13	6	3	7	•	3	2	5	1	2	•
Attres	•	2	9	15	16	12	22	1	6	7	3	4	1	8	•	4	2	4	•
Aubechies	•	•	1	6	2	3	9	14	1	5	1	2	•	4	•	•	•	1	•
Bouvignies	4	6	24	24	16	21	18	8	6	5	•	2	•	4	•	1	•	1	•
Cordes	2	9	11	14	7	5	11	4	3	7	3	4	•	2	•	•	•	2	1
Dergneau	1	9	16	14	15	21	6	8	6	7	4	7	9	•	5	•	6	•	•
Ellignies-lez-Frasnes	•	•	•	2	4	•	2	3	2	3	1	2	1	2	•	•	•	•	•
Forest	11	14	31	16	15	8	19	20	8	6	1	0	•	4	•	6	•	3	•
Fouleng	•	4	6	17	11	16	8	2	4	5	•	•	•	4	•	1	•	7	•
Gages	•	2	13	9	21	17	8	3	9	7	•	8	•	3	•	3	1	1	•
Ghislenghien	1	4	14	28	28	15	20	10	7	4	4	6	•	3	•	7	•	1	•
Gibecq	•	3	8	16	10	12	9	3	10	13	•	5	•	9	•	•	•	2	•
Gondregnies	•	4	3	3	9	6	6	•	4	3	1	5	•	6	•	4	•	•	•
Grosages	•	3	4	9	6	9	7	6	11	6	•	13	•	4	•	1	•	9	1
Hacquegnies	4	11	16	21	15	18	23	11	11	8	7	11	5	4	•	3	•	2	•
Hellebecq	•	6	22	33	34	17	21	7	6	•	3	6	•	2	•	3	•	•	•
Herquegies	1	16	22	10	13	9	6	4	4	4	•	3	1	1	•	2	•	2	•
Houtaing	•	5	21	27	37	24	23	14	16	3	5	4	•	5	•	1	•	1	•
Irchonwelz	•	5	18	16	24	32	23	10	13	16	2	11	•	11	•	•	•	5	•
Lanquesaint	•	4	14	13	14	13	9	14	4	4	3	4	•	•	•	•	1	•	•
Mouibaix	2	8	13	13	26	17	19	12	3	8	8	12	•	10	•	5	•	3	•
Ostiches	3	8	28	39	30	24	15	13	4	6	6	6	•	6	•	1	•	3	•
Rameignies-lez-Quevaucamps	•	•	1	5	11	5	2	8	1	•	3	3	•	4	•	3	•	2	•
Thumaide	2	11	8	22	21	25	18	13	13	10	5	9	•	8	•	2	•	•	•
Tongre-Notre-Dame	1	•	3	14	19	13	20	12	9	13	4	18	3	6	•	7	•	6	•
Tongre-Saint-Martin	•	2	1	6	2	2	3	4	•	3	1	2	•	•	•	2	1	1	1
Ville-Pommerœul	•	6	19	22	25	26	25	9	19	16	9	5	•	15	•	7	•	6	•
Villers-Notre-Dame	•	3	4	5	9	11	7	2	•	5	•	7	•	3	•	•	•	1	•
Villers-Saint-Amand	2	11	12	15	16	16	14	4	8	11	•	8	•	7	•	•	•	4	•
Wadelincourt	•	3	4	7	9	5	17	10	8	3	7	3	•	5	•	1	•	•	•
TOTAUX	34	162	357	463	487	424	403	243	213	198	84	188	22	145	5	69	12	69	5

DE HAINAUT.

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en						
120	126	132	138	144	150	171	201	515	429	515	1029	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890	
							à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.				
							285	500	486	999	1485	1944	2856	3000	4857	0600	14400	10101					

MENT D'ATH.

de 1,000 habitants.

•	•	2	•	•	2	5	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	153	66	57
1	•	6	•	1	6	•	0	•	•	1	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	141	70	66
•	•	•	•	•	•	2	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	52	32	32
•	•	3	•	•	1	1	3	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	149	76	77
•	•	•	2	•	2	4	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	96	48	46
1	•	•	•	•	2	4	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	140	75	75
2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	24	19	19
•	•	1	•	•	2	1	5	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	181	77	76
•	•	1	•	•	1	1	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	87	25	26
5	•	2	•	1	2	•	3	•	•	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	117	45	40
2	•	6	•	•	6	3	5	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	177	114	99
1	•	2	•	•	4	2	6	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	117	65	64
2	•	4	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	64	30	51
2	1	5	•	•	2	3	5	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	108	70	67
•	•	1	•	•	1	•	4	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	174	80	80
•	•	•	•	•	4	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	170	77	78
3	•	1	•	•	5	1	1	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	115	50	48
2	•	•	•	•	•	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1	•	•	•	193	10	100
8	•	1	•	•	3	2	4	4	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	210	86	91
•	•	•	•	•	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	99	60	62
1	•	3	•	•	3	2	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	173	82	78
5	•	1	•	•	2	2	3	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	205	97	95
•	•	1	•	•	1	•	1	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	54	33	33
•	•	3	•	•	1	•	5	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	177	84	78
3	•	3	•	•	4	4	3	1	•	4	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	172	89	87
3	•	•	•	•	3	•	1	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	42	29	30
2	•	5	•	•	3	3	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	220	124	114
•	•	•	•	•	•	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	54	22	21
2	•	3	•	•	4	1	1	•	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	140	62	59
4	•	1	•	•	1	2	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	94	36	53
47	1	53	2	2	64	44	70	14	1	9	1	•	1	3	•	1	•	•	•	3806	1945	1880	

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 1,000

Anraing	5	40	28	58	28	28	35	10	15	10	12	7	"	7	1	10	"	9	"
Arc-Ainières	9	34	45	56	22	20	22	15	17	10	6	7	"	2	"	2	"	8	"
Basècles	5	20	85	140	120	150	95	60	25	38	52	53	"	50	2	22	"	16	"
Belœil	2	15	48	80	105	80	65	25	43	27	2	58	1	26	4	18	1	13	5
Bernissart	5	5	10	50	42	50	45	50	90	50	22	27	"	25	"	16	"	11	"
Blicquy	1	4	15	28	25	43	41	20	12	22	4	22	1	13	"	4	1	5	"
Bruglette	"	7	21	31	51	50	41	10	26	15	7	15	5	21	1	11	1	15	4
Buissenal	4	9	20	31	31	58	18	15	10	5	2	7	1	8	"	5	"	4	"
Chièvres	1	6	19	28	52	81	90	57	49	38	29	40	4	38	"	28	4	52	5
Ellignies-Sainte-Anne	"	10	20	42	41	50	21	26	50	20	2	20	"	20	"	2	"	22	"
Everbecq	45	146	145	95	62	46	27	18	21	18	11	9	"	10	"	18	"	11	"
Flobecq	41	147	178	135	95	61	47	57	24	20	19	20	"	37	"	19	"	15	"
Frasnes-lez-Buissenal	20	91	120	90	75	60	57	53	24	59	25	25	7	50	1	19	"	6	"
Grandglise	"	8	16	56	35	26	17	18	25	15	"	16	"	18	"	5	"	15	"
Harchies	1	7	15	18	50	46	51	23	22	20	16	17	"	21	"	7	"	9	"
Huissignies	1	16	24	28	59	42	54	24	27	27	12	18	2	15	3	5	1	11	1
Isières	4	22	49	50	21	16	27	15	5	10	2	7	"	2	"	4	"	1	"
Ladeuze	1	8	11	25	24	19	25	11	28	14	5	15	"	17	"	5	"	6	"
Lahamarde	22	29	40	31	24	17	25	4	7	15	4	6	"	6	"	2	"	2	"
Maffles	"	"	15	35	32	55	56	22	26	25	"	19	"	19	1	8	3	6	2
Mainvault	2	15	65	75	52	48	42	29	19	12	11	17	"	11	"	8	"	6	"
Meslin-l'Évêque	2	21	56	66	59	56	28	16	7	9	8	10	1	3	"	3	"	"	"
Mévergnies	"	8	15	21	59	54	25	17	15	8	"	8	"	6	1	"	1	5	"
Moustier	5	14	30	27	50	17	41	19	8	7	12	4	"	10	"	8	"	4	"
Ormeignies	2	5	14	21	23	52	25	16	25	15	7	15	"	7	"	4	2	14	"
Pommerœul	2	6	41	59	51	48	27	45	8	18	"	27	"	16	"	14	"	15	"
Quevaucamps	9	28	48	64	85	67	65	36	40	36	15	25	"	16	"	15	"	14	"
Rebaix	2	12	28	41	58	19	14	12	9	9	6	5	"	5	2	2	"	5	"
Saint-Sauveur	8	51	46	55	46	59	41	12	14	9	9	12	"	11	"	9	"	5	"
Stambruges	8	22	67	66	50	54	40	25	14	23	5	11	"	16	"	11	"	9	"
Tourpes	2	10	9	21	26	40	57	21	15	18	11	15	5	12	3	9	"	10	"
Wodecq	27	45	65	75	54	59	24	25	16	25	14	11	"	16	"	10	"	3	"
TOTAL	256	857	1404	1590	1485	1598	1220	772	714	601	506	520	25	488	19	207	14	505	13

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en						
120	120	132	138	144	150	171	201	315	429	515	1029	1542	2001	3000	4143	5142	10200	13000	20100	Total.	1880	1890	
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.				
							285	309	486	090	1485	1044	2850	3009	4857	9600	14400	19101					

à 5,000 habitants.

4	•	7	1	•	4	2	7	•	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	306	155	155	
3	•	5	•	•	9	5	7	•	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	284	158	138
8	•	9	•	•	9	7	17	3	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	908	507	288
13	2	10	1	•	14	15	30	0	1	•	•	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	691	209	294
11	•	7	•	•	11	8	8	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	485	200	219
4	•	3	•	1	•	1	6	•	•	•	1	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	280	122	121
11	1	3	•	3	5	11	20	8	4	5	1	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	406	215	199
1	•	2	•	•	1	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	212	83	85
29	2	25	•	•	10	20	46	10	5	7	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	759	570	369
6	•	•	•	1	5	5	8	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	324	167	167
6	•	0	•	•	8	8	16	2	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	750	202	197
15	•	12	•	•	15	19	39	6	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	999	398	302
14	•	6	•	•	8	19	26	10	2	5	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	858	594	392
8	•	•	•	•	2	1	6	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	265	88	81
10	•	4	•	•	5	3	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	324	184	160
6	1	3	3	•	2	1	2	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	347	144	158
3	•	6	•	•	4	4	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	252	95	94
2	•	2	•	•	0	7	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	256	114	121
•	•	6	•	•	•	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	242	82	80
5	•	5	•	•	5	5	9	3	1	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	555	150	115
2	•	5	•	•	•	2	5	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	420	190	187
4	•	7	•	•	1	1	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	559	156	155
3	•	3	•	•	3	•	5	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	216	75	71
4	•	2	•	•	3	6	6	•	•	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	259	137	124
6	•	5	•	•	5	5	15	1	•	1	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	256	125	153
18	•	5	•	•	8	6	15	16	5	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	427	217	180
14	•	6	•	•	8	7	17	4	3	3	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	619	224	226
5	•	6	•	•	6	2	6	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	253	98	102
5	•	5	•	•	7	4	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	585	146	145
4	2	5	•	•	15	11	20	7	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	461	195	188
5	•	4	•	•	8	•	4	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	284	164	156
6	•	2	•	•	19	6	18	1	2	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	500	185	186
253	8	175	5	5	215	188	570	85	25	31	6	1	2	1	•	2	•	•	•	•	•	•	•	15620	5885	5654

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 5,000

Atb	1	17	96	146	165	128	102	105	55	55	45	57	•	65	•	80	•	62	•
Ellezelles	65	207	216	185	127	77	59	45	50	20	17	26	•	20	•	19	•	8	•
Totaux	66	224	312	331	292	205	161	150	65	81	62	83	•	91	•	99	•	70	•

Communes de 10,000

— de 20,000

— de 30,000

— de plus

RÉCAPITULATION POUR L'AR

Communes au-dessous de 1,000 hab.	54	102	357	465	487	424	405	245	215	198	84	188	22	145	5	69	12	69	5
Id. de 1,000 à 5,000 —	256	857	1404	1590	1483	1398	1226	772	714	601	506	520	25	488	19	297	14	505	15
Id. de 5,000 à 10,000 —	66	224	312	331	292	205	161	150	65	81	62	83	•	91	•	99	•	70	•
Id. de 10,000 à 20,000 —	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
Id. de 20,000 à 30,000 —	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
Id. de 30,000 à 60,000 —	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
Id. de plus de 60,000 —	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
Totaux	556	1245	2073	2586	2262	2027	1700	1165	990	880	452	791	47	724	24	465	26	444	16

ARRONDISSEMENT

Communes au-dessous

Bellecourt	•	•	5	8	15	18	46	37	39	20	12	2	•	7	•	4	•	7	•
Boignée	2	2	2	24	22	20	21	18	12	9	5	7	•	2	•	5	•	5	•
Brye	•	•	1	8	11	9	13	8	4	14	•	•	•	5	•	2	•	1	•
Gougnies	•	•	1	10	12	17	18	20	15	6	12	7	•	7	•	8	•	1	•
Joncret	•	•	4	4	5	11	17	4	9	15	7	9	•	2	•	6	•	5	•
Liberchies	•	5	11	24	31	27	51	21	12	25	2	7	•	6	•	6	•	6	•

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	152	158	144	150	171	201	515	4:9	515	1029	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.		
							à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.		1889	1890
							285	309	480	090	1485	1944	2856	5999	4857	9600	14400	19101				

à 10,000 habitants.

52	1	88	•	•	83	102	336	123	34	53	2	1	•	•	•	•	•	•	•	•	2012	1346	1206
15	•	11	•	•	16	15	15	5	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1208	346	354
67	1	99	•	•	99	115	351	128	34	33	2	1	•	•	•	•	•	•	•	•	3220	1692	1540

à 20,000 habitants.

à 30,000 —

à 60,000 —

de 60,000 —

} NÉANT.

RONDISSEMENT D'ATH.

47	1	53	2	2	64	44	70	14	1	9	1	•	1	3	•	1	•	•	•	•	3896	1945	1880
233	8	175	5	5	215	188	370	85	25	51	6	1	2	1	•	2	•	•	•	•	13620	5885	5654
67	1	99	•	•	99	115	351	128	34	33	2	1	•	•	•	•	•	•	•	•	3220	1692	1540
•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
547	10	327	7	7	378	347	791	227	60	73	9	2	3	4	•	3	•	•	•	•	20736	9592	9074

DE CHARLEROI.

de 1,000 habitants.

8	•	2	•	•	5	2	3	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	240	190	108
2	•	1	•	•	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	159	81	76
2	•	•	•	•	3	3	3	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	87	51	45
6	•	5	•	•	7	•	4	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	155	151	85
6	•	2	•	•	5	3	4	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	116	66	66
5	•	1	•	•	4	•	7	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	229	111	92

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	0	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes au-dessous

Loverval	4	1	8	7	11	11	23	25	7	11	0	10	•	8	•	2	•	1	•
Petit-Rœulx-lez-Nivelles	5	2	5	11	6	16	8	4	2	1	3	2	•	3	•	1	•	2	•
Presles	•	3	7	11	19	28	32	20	19	20	8	7	•	7	•	7	•	7	•
Roselies	•	3	5	20	30	17	15	16	10	6	5	4	•	3	•	1	•	3	•
Villers-Potteries	1	1	3	4	10	14	17	14	14	15	15	17	•	9	•	4	•	3	•
Wagnelée	•	1	5	24	25	25	21	15	15	10	4	1	•	9	•	3	1	1	•
Wagaux	•	3	1	5	14	24	9	18	9	7	•	5	•	5	•	3	•	2	•
TOTAUX	12	19	58	160	211	257	271	220	165	157	73	76	•	75	•	52	1	42	•

Communes de 1,000

Acoz	1	4	14	20	17	25	22	26	19	21	16	20	•	19	•	15	•	7	•
Aiseau	•	1	7	6	20	38	65	57	61	50	52	30	•	19	•	12	•	15	•
Arquennes	•	2	14	47	52	63	66	76	43	27	92	29	•	19	•	17	•	7	•
Bois-d'Haine	1	4	10	17	31	50	58	71	55	42	18	26	•	14	•	5	•	8	•
Bouffloux	2	16	28	49	57	86	87	87	57	54	58	64	•	59	•	30	•	31	•
Buzet	•	6	15	24	29	49	29	20	17	15	7	5	2	5	•	5	•	2	•
Familleureux	•	5	8	25	26	39	42	47	42	42	25	38	•	24	•	13	•	13	•
Fayt-lez-Seneffe	•	6	5	16	29	54	65	98	105	71	73	52	•	45	•	40	•	35	•
Feluy	•	3	18	39	68	105	87	70	54	38	24	32	•	25	•	20	•	16	•
Forchies-la-Marche	2	2	18	30	41	81	76	75	70	78	72	95	•	97	•	44	•	23	•
Frasnes-lez-Gosselies	•	5	11	28	52	67	59	69	54	27	19	35	4	19	2	14	•	12	•
Gerpennes	2	7	20	43	50	61	64	50	43	27	24	20	•	22	•	15	•	11	•
Godarville	1	6	9	36	26	38	40	36	25	21	25	15	•	19	•	17	•	11	•
Gouy-lez-Piéton	4	26	30	69	79	89	72	80	65	55	23	27	•	18	•	11	•	14	•
Heppignies	1	1	11	25	34	46	34	38	28	16	15	15	•	5	•	10	•	8	•
La Hestre	•	2	10	11	28	72	75	84	79	88	72	86	•	56	•	24	•	21	•
Lambusart	•	5	18	32	26	30	18	20	16	19	14	12	•	11	•	4	•	11	•
Landelies	6	32	29	30	30	19	35	22	12	12	13	17	•	28	•	17	•	14	•
Leernes	1	1	11	18	31	47	46	53	52	24	24	26	•	19	•	8	•	10	•
Luttre	•	4	11	17	32	50	25	32	26	18	15	23	11	42	4	26	•	30	•
Manage	•	2	6	16	30	24	61	76	64	40	31	41	•	51	•	46	•	29	•
Mellet	•	2	4	16	43	56	65	46	45	26	11	15	1	13	•	•	•	7	•

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	130	132	138	144	150	171	201 à 285	515 à 599	429 à 486	515 à 999	1029 à 1485	1512 à 1944	2001 à 2856	5000 à 5999	4143 à 4857	5142 à 6000	10200 à 14400	15000 à 19101	20100 et au-dessus.	Total.	1889	1890

de 1,000 habitants (suite).

4	1	1	1	3	1	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	146	82	61
1	1	1	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	76	28	29
7	3	3	3	5	1	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	212	152	107
1	1	1	1	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	140	87	54
5	5	5	5	4	2	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	155	118	92
1	1	1	1	1	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	164	65	55
1	1	1	1	1	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	100	52	28
45	19	19	19	38	17	35	3	2	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1988	1217	896

à 5,000 habitants.

6	10	8	6	10	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	288	241	181
11	13	12	15	20	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	488	462	265
8	7	7	4	22	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	556	281	235
4	1	9	6	6	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	437	268	183
20	27	33	18	43	6	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	905	693	414
2	7	1	2	8	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	246	101	92
7	1	6	1	8	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	415	246	189
26	15	17	14	54	11	11	8	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	829	626	390
17	10	21	16	40	6	1	4	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	717	407	327
28	12	27	18	19	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	912	562	306
17	14	12	16	17	7	9	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	570	287	255
16	9	13	11	28	7	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	537	390	343
2	4	5	5	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	346	216	175
12	6	10	14	23	13	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	723	423	320
5	5	8	3	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	311	144	115
29	20	17	12	58	17	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	845	626	387
5	5	5	2	10	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	261	168	115
8	11	7	8	8	5	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	363	247	171
8	6	10	11	7	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	398	273	207
7	5	11	7	20	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	305	252	186
17	15	18	11	52	16	2	7	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	653	509	369
9	8	9	7	13	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	397	186	164

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 1,000

Montignies-le-Tilleul	2	7	17	14	23	66	88	75	64	42	52	•	•	38	•	30	•	25	•
Obaix	5	2	14	29	50	42	31	24	15	27	1	23	1	5	1	15	•	5	•
Piéton	2	3	10	31	32	26	22	23	26	52	13	11	•	28	•	10	•	8	•
Pironchamps	1	10	20	32	23	38	70	45	43	41	35	53	•	58	•	14	•	13	•
Pont-à-Celles.	7	21	28	77	107	97	106	81	62	60	52	54	•	62	•	41	•	26	•
Pont-de-Loup	•	1	5	9	16	34	25	28	20	30	24	40	•	22	•	8	•	15	•
Réves	1	9	26	50	46	42	41	34	19	25	5	15	1	14	•	3	1	7	•
Saint-Armand	1	•	10	22	47	38	20	17	15	14	7	8	•	6	2	7	•	8	•
Senefc	•	15	18	17	43	61	79	45	42	56	20	64	•	36	•	34	•	18	•
Souvret.	1	6	9	10	34	76	63	35	51	28	30	18	•	15	•	7	•	13	•
Thiméon	•	6	20	38	38	65	52	22	28	19	9	16	•	3	1	12	•	7	•
Trazegnies	3	11	17	31	79	55	102	128	94	72	53	56	•	27	26	26	•	20	•
Viesville	•	9	18	41	64	80	55	31	23	28	7	19	•	7	•	7	•	6	•
Villers-Perwin.	•	2	7	18	20	32	28	21	18	15	9	11	•	20	•	8	•	2	•
Wangnies	2	•	6	13	35	28	30	35	23	13	11	3	2	5	1	3	•	8	•
TOTAUX.	46	244	530	1028	1497	1935	2006	1877	1351	1280	919	1094	22	955	37	618	1	512	•

Communes de 5,000

Chapelle-lez-Herlaimont	•	4	24	59	110	172	150	250	82	74	39	49	•	59	•	26	•	29	•
Châtelineau	1	19	38	99	93	118	166	184	140	126	88	148	•	116	•	67	•	84	•
Couillet	8	51	73	70	75	70	84	114	108	78	72	109	•	122	•	74	•	92	•
Dampremy	5	14	33	63	55	95	151	168	155	132	93	120	•	135	•	123	•	109	•
Farciennes	9	43	76	114	134	114	84	86	86	46	68	76	•	44	•	31	•	20	•
Fleurus.	•	9	17	24	19	67	70	35	70	68	65	66	2	57	4	59	1	54	•
Fontaine-l'Évêque	•	4	5	21	62	82	83	54	68	88	85	142	•	72	•	64	•	62	•
Gosselies	5	18	41	85	101	104	130	86	110	92	96	110	1	140	49	99	13	74	•
Lodelinsart	2	1	12	20	34	46	76	85	81	95	93	127	•	136	•	101	•	125	•
Monceau-s/Sambre	2	4	8	20	28	36	84	84	78	91	76	93	1	177	•	150	•	142	•
Mont-s/Marchienne.	•	15	29	64	97	132	143	151	147	131	90	107	•	93	•	71	•	40	•
Ransart	1	19	35	87	120	125	164	152	139	96	81	88	1	85	3	62	1	49	•
Roux	3	19	36	103	136	145	133	179	156	134	88	100	3	98	2	72	•	90	•
Wanfercée-Baulet	4	10	11	70	117	154	158	106	91	71	43	37	•	28	3	22	•	21	•
TOTAUX.	37	211	400	800	1088	1342	1340	1350	1369	1196	989	1224	8	1244	61	954	15	907	•

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	152	158	144	150	171	201	315	429	515	1029	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1809	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	399	486	999	1485	1944	2856	3909	4857	9600	14400	19101				

à 5,000 habitants (suite).

24	•	11	•	•	16	13	50	2	5	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	860	582	433		
1	•	2	•	•	1	3	5	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	300	141	115	
7	•	4	•	•	5	•	11	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	505	147	106	
•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	456	357	165
15	•	16	•	•	14	10	14	4	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	935	499	355	
13	•	6	•	•	10	6	8	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	318	269	150	
11	•	5	•	2	4	4	7	1	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	355	155	148	
1	•	5	•	•	7	4	2	1	•	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	255	109	92	
27	•	29	•	•	54	21	37	19	•	9	5	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	700	424	400	
9	•	5	•	•	10	5	13	•	•	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	438	260	190	
4	•	•	•	•	4	3	6	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	354	177	113	
18	•	7	•	•	14	21	28	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	800	735	467	
4	•	4	•	•	5	2	5	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	416	179	123	
5	•	2	•	•	3	2	4	•	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	229	120	105	
1	•	1	•	•	8	1	2	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	254	117	91	
409	•	508	•	2	599	500	605	138	41	44	15	8	1	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	18424	11897	8445	

à 10,000 habitants.

17	•	12	•	•	17	11	15	7	1	4	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1191	705	470	
90	•	84	•	•	69	55	106	44	12	21	2	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1972	1572	994
76	•	55	•	•	57	45	87	42	11	12	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1581	1204	721
80	•	63	•	•	74	55	115	27	5	2	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1868	1475	1006
27	•	25	•	•	29	19	37	9	•	5	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1180	722	516
24	•	30	•	•	44	50	121	68	15	21	7	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1067	680	618
39	•	40	•	•	65	55	96	46	7	12	2	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1255	1057	750
87	•	71	•	•	110	86	184	45	14	30	10	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	2002	1431	1105
90	•	126	•	•	84	82	163	55	6	22	3	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1646	1440	1011
104	•	77	•	•	50	54	108	6	12	2	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1488	1592	942
42	•	31	•	•	37	16	51	21	4	6	2	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1521	1169	602
35	•	31	•	•	21	25	52	8	1	3	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1462	797	568
45	•	37	•	•	37	29	42	15	2	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1755	1614	951
10	•	16	•	•	13	12	27	11	•	4	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1040	452	360
676	•	614	•	•	638	535	1078	340	75	131	27	3	3	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	19056	14206	9618

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 10,000

Châtelet	1	11	22	39	67	86	139	114	150	150	124	218	•	174	•	108	•	95	•
Châtelineau	1	19	58	99	95	118	160	184	140	126	88	148	•	116	•	67	•	84	•
Courcelles	1	15	48	111	205	278	209	559	250	192	102	142	•	117	•	98	•	70	•
Marchienne-au-Pont	1	15	57	78	94	120	159	172	162	146	150	281	•	220	•	258	2	176	1
Marcinelle	2	8	16	44	55	107	98	128	102	152	149	175	•	158	•	104	•	118	•
Montigny-s/Sambre	5	30	72	106	148	239	208	257	290	235	157	295	2	216	•	174	•	122	•
TOTAUX	9	94	255	477	660	916	1159	1194	1094	970	770	1259	2	1007	•	809	2	665	1

Communes de 20,000

Charleroi	7	19	19	49	60	84	138	150	141	102	98	152	•	156	•	145	•	108	•
Gilly	4	42	125	154	206	256	372	351	352	254	252	257	•	215	•	215	•	190	•
Jumet	6	25	67	112	171	358	420	562	586	356	358	451	9	429	1	508	1	267	•
TOTAUX	17	86	209	315	437	678	959	865	879	692	688	840	9	780	1	664	1	565	•

Communes de 30,000

— de plus

RÉCAPITULATION POUR L'AR

Communes au-dessous de 1,000 hab.	12	19	58	160	211	237	271	220	165	157	75	76	•	73	•	52	1	42	•
Id. de 1,000 à 5,000 —	46	244	550	1028	1497	1935	2006	1877	1551	1280	919	1094	22	955	37	618	1	512	•
Id. de 5,000 à 10,000 —	57	211	400	800	1088	1542	1540	1550	1569	1196	989	1224	8	1244	61	954	15	907	•
Id. de 10,000 à 20,000 —	9	94	255	477	660	916	1159	1194	1094	979	770	1259	2	1007	•	809	2	665	1
Id. de 20,000 à 30,000 —	17	86	209	315	437	678	959	865	879	692	688	840	9	780	1	664	1	565	•
Id. de 30,000 à 60,000 —	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
Id. de plus de 60,000 —	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
TOTAUX	121	654	1450	2780	3895	5108	5915	5704	5056	4504	3459	4403	41	4050	99	5097	20	2691	1

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en								
120	126	152	158	144	150	171	201	315	420	515	1020	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890			
							à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.					
							285	399	486	999	1485	1944	2856	5099	4857	9600	14400	19101							

à 20,000 habitants.

102	"	78	"	"	83	74	244	113	38	61	15	3	1	"	"	"	"	"	"	2260	1960	1939
90	"	84	"	"	69	55	106	44	12	21	2	2	"	"	"	"	"	"	"	1972	1572	994
49	"	59	"	"	32	37	84	22	12	7	"	"	1	"	"	"	"	"	"	2344	1708	1156
155	"	105	"	"	124	156	240	85	26	60	"	2	"	"	"	"	"	"	"	2004	2647	1753
104	"	110	"	"	124	89	287	79	26	51	5	"	"	"	"	"	"	"	"	2201	1974	1349
103	"	101	"	"	104	70	97	52	6	12	1	"	2	"	"	"	"	"	"	3175	2546	1473
581	"	518	"	"	536	461	1067	375	120	212	23	7	4	"	"	"	"	"	"	15254	12452	7944

à 30,000 habitants.

109	"	115	"	"	159	142	427	326	167	301	95	51	25	5	"	"	"	"	"	3506	3094	2684
140	"	145	2	"	135	80	240	82	53	30	2	"	"	"	"	"	"	"	"	4114	3101	1964
209	"	229	"	"	225	139	267	69	14	26	3	"	1	"	"	"	"	"	"	5218	4456	2808
458	"	485	2	"	519	361	940	477	214	557	100	51	26	5	"	"	"	"	"	12858	10651	7516

à 60 000 habitants.

de 60,000 —

} NÉANT.

RONDISSEMENT DE MONS.

45	"	19	"	"	58	17	35	3	2	3	"	"	1	"	"	"	"	"	"	1988	1217	896	
409	"	508	"	2	399	300	605	158	41	44	15	8	1	1	"	1	"	"	"	18424	11897	8445	
676	"	614	"	"	638	535	1078	340	76	151	27	3	3	"	"	"	"	"	"	19056	14200	9618	
581	"	518	"	"	536	461	1067	375	120	212	23	7	4	"	"	"	"	"	"	15254	12452	7944	
458	"	485	2	"	519	361	940	477	214	557	100	51	26	5	"	"	"	"	"	12858	10651	7516	
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
2169	"	1944	2	2	2130	1674	5725	1553	453	947	165	49	35	6	"	1	"	"	"	67540	50405	34410	

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

ARRONDISSEMENT

Communes au-dessous

Angreau	4	2	5	16	15	20	12	12	10	4	7	5	1	7	3	3	3	3	3
Asquillies	»	2	10	6	17	8	5	8	6	1	»	1	»	1	»	1	»	»	»
Athies	1	6	6	11	13	17	17	8	8	6	4	4	»	8	»	5	»	4	»
Aulnois	1	2	5	9	14	25	21	16	4	10	11	10	1	8	»	3	»	4	»
Autreppe	1	7	12	10	14	12	6	10	4	5	4	1	»	1	»	2	»	2	»
Baisieux	3	15	19	22	19	27	11	14	10	6	5	7	»	4	1	10	»	5	»
Bauffe	»	17	11	26	27	23	20	11	7	5	1	9	3	12	»	5	»	3	»
Blaregnies	6	11	18	22	27	20	24	15	9	4	3	12	»	13	»	7	»	6	»
Bougnies	»	3	4	4	13	11	15	5	5	3	»	2	»	3	»	7	»	1	»
Cambron-Casteau	»	11	20	13	13	13	9	7	9	1	3	5	»	3	»	4	»	3	»
Cambron-Saint-Vincent	1	8	26	23	26	28	33	21	11	14	6	14	1	8	»	7	»	10	»
Ciply	»	2	7	11	20	10	13	16	13	26	12	10	»	2	»	5	»	5	»
Erbaut	»	3	4	12	5	9	12	5	4	8	6	11	1	2	2	1	»	3	»
Erbisœul	5	4	8	38	36	31	28	16	13	4	5	9	1	6	»	3	1	»	1
Erquennes	»	7	10	12	15	19	21	14	12	8	10	4	»	7	»	3	»	3	»
Fayt-le-Franc	3	10	9	19	12	25	20	10	9	6	2	7	»	4	»	3	»	6	»
Grœgnies-Chaussée	»	1	9	9	15	8	13	7	7	2	5	7	»	3	»	1	»	3	»
Hainin	»	1	5	20	11	15	20	15	22	10	4	10	»	10	»	6	»	6	»
Harmignies	»	»	2	4	18	25	21	13	8	14	3	13	»	2	»	6	»	9	»
Harvengt	»	1	3	9	22	23	19	18	7	11	2	10	»	5	1	7	»	2	»
Havay	5	16	20	27	36	13	22	23	9	7	4	11	»	8	»	9	»	5	»
Lombise	»	»	3	15	8	18	18	8	12	5	6	9	»	6	»	9	»	4	»
Marchipont	»	2	3	1	1	5	»	»	4	»	4	5	»	1	»	3	»	»	»
Masnuy-Saint-Pierre	»	1	»	3	7	5	7	9	7	3	4	8	»	7	»	2	»	2	»
Mesvin	»	»	1	2	3	14	4	23	10	7	7	9	»	9	»	12	1	6	3
Montrœul-sur-Haine	4	15	26	47	29	33	23	13	6	12	5	9	»	7	»	5	»	6	»
Neufmaisons	1	1	2	11	8	13	12	11	7	3	6	17	1	8	»	7	»	4	»
Noirchain	»	1	4	2	3	9	8	6	8	3	3	5	»	3	»	2	»	3	»
Nouvelles	»	»	5	7	5	13	13	7	2	6	1	3	»	1	»	»	»	1	»
Onnezies	»	1	1	9	10	12	8	5	5	»	5	6	»	4	»	3	»	3	»
Quévy-le-Grand	1	15	20	39	26	25	18	7	9	5	7	7	»	5	»	3	»	5	»
Sars-la-Bruyère	»	3	15	15	22	15	21	27	10	16	12	14	»	11	»	10	»	5	»
Spiennes	»	1	»	7	13	14	21	7	4	6	»	6	»	0	»	5	»	7	»
Villerot	2	12	24	21	8	4	16	8	4	9	1	6	»	5	»	1	»	3	»
TOTAUX	40	181	317	498	531	502	531	393	275	230	158	264	9	190	4	160	2	130	4

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en						
120	126	132	138	144	150	171	201	315	420	515	1020	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890	
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.				
							285	509	480	990	1485	1044	2850	5990	4837	9600	14400	19101					

DE MONS.

de 1,000 habitants.

		4					2														135	71	66
1			1				4	1													75	39	24
6					4	6	1														135	79	68
2		5			2	4	6	1													164	153	118
1		2			1	1															96	55	48
4		3				2	5	1		1											192	89	84
2		1	1		7	4	0			2		1	1								205	81	78
2		1			5	2	4	1													210	145	132
		2			1	1				1											81	57	39
6				1	4	5	5	3							1						141	51	46
6	1	11		1	12	5	11	2	1		1										288	110	110
5		2			5	2	2				1		1								166	140	99
2		3			5	1	1														100	56	49
1		1			3	4	5	1													222	70	67
		2			6	1	4			1											159	89	82
5		2			5																155	89	85
3		3			3	2	1	1													103	67	56
2		2			3	1	3	1													167	87	59
5		4			5		7	2				1									158	117	96
7		3			1		7	2	1		2										163	85	79
4		5			2		5	5		2											234	90	99
1		6			6	5	8	1													146	62	61
							1	1													29	17	16
4		7			2	1	4				1										84	62	57
		1			2	2	3	1			1										121	106	89
4		8			1	4	5	1													263	125	118
		6			7	4	5														154	76	76
2		1				2	3			1											69	61	45
							7							1							72	45	34
2							1														80	48	47
1		2			6	2	4	3	1		1										212	119	95
3					3	1	2		1	1											205	136	125
6		4			7	5	4														121	76	49
		1			2	1															128	85	72
81	1	92	2	2	108	71	120	26	5	9	7	2	5		1						5009	2834	2460

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 1,000

Angre	6	18	31	43	51	32	15	14	15	17	7	12	•	6	•	4	•	3	•
Audregnies	•	6	23	15	44	28	23	15	11	11	8	14	•	5	•	9	•	11	•
Baudour	11	38	75	109	94	96	98	65	34	35	32	45	•	16	•	21	•	19	•
Blaugies	•	7	16	20	50	27	37	44	30	26	22	21	•	30	•	20	•	9	•
Chaussée-Notre-Dame	1	3	18	18	21	21	31	26	24	11	6	12	4	20	2	10	•	1	•
Élouges	2	22	47	89	88	117	60	04	00	34	30	39	•	48	•	45	•	39	12
Eugies	2	26	51	50	67	51	65	49	42	27	22	22	•	14	•	14	•	7	•
Flénu	4	3	7	28	34	72	62	58	52	79	10	67	•	102	•	48	1	60	•
Genly	•	1	20	23	16	21	36	24	12	12	1	4	•	8	•	6	•	9	•
Ghlin	2	8	20	61	85	140	141	87	71	95	3	60	•	74	•	40	•	33	•
Givry	4	26	47	48	55	54	52	22	26	13	20	22	1	17	•	21	•	16	•
Hautrage	2	13	29	45	49	58	40	36	19	27	15	13	•	26	•	7	•	11	•
Havré	•	1	3	13	24	45	49	46	47	65	6	68	•	65	•	30	•	62	•
Hensies	6	31	106	76	51	65	31	22	9	26	5	14	•	20	•	14	•	14	•
Herchies	3	14	36	65	67	65	57	36	40	27	28	25	1	25	4	11	•	9	2
Hyon	•	5	5	15	13	50	31	54	41	33	5	36	•	18	•	20	•	20	•
Jurbise	•	7	13	33	19	37	27	8	18	7	5	11	2	8	1	10	•	2	•
Lens	•	11	31	46	37	36	49	30	21	27	22	31	3	27	•	15	•	21	2
Maisières	•	2	8	11	22	46	50	32	24	42	7	29	•	30	•	14	•	6	•
Masnuy-Saint-Jean	13	20	37	56	58	38	25	15	15	7	11	16	1	11	1	5	3	5	•
Montigny-lez-Lens	•	12	21	35	30	30	20	15	8	1	8	13	2	11	2	9	2	11	1
Montigny-sur-Roc	•	14	12	19	29	33	34	24	5	12	•	9	•	6	•	2	•	4	•
Neufvilles	•	6	17	32	26	54	47	28	32	22	21	36	•	18	•	21	•	25	•
Nimy	•	1	7	10	24	49	44	55	54	49	2	58	•	53	•	37	•	19	•
Obourg	1	3	13	10	45	52	46	35	31	34	2	50	•	24	•	15	•	15	•
Quévy-le-Petit	1	5	9	28	45	29	21	9	13	5	8	9	•	7	•	6	•	5	•
Quiévrain	1	16	25	57	58	53	24	49	33	21	51	46	•	71	•	31	•	34	•
Roisin	3	14	36	39	60	42	35	26	24	23	11	14	•	13	•	19	•	22	•
Saint-Ghislain	1	3	8	7	15	10	19	55	54	35	27	56	•	30	•	30	•	30	•
Saint-Symphorien	•	1	4	10	19	24	19	22	17	38	2	26	•	23	•	16	•	8	•
Sirault	12	83	91	87	76	83	53	39	16	14	11	35	•	28	•	6	•	11	•
Tertre	7	27	45	82	55	47	35	31	22	22	14	26	•	16	•	11	•	12	•
Thulin	4	21	34	82	59	57	62	37	34	19	14	29	•	21	•	13	•	19	•
Warquignies	1	2	3	4	15	18	24	32	17	33	22	17	•	12	•	15	•	8	•
Wasmuel	•	3	7	11	43	43	66	53	36	37	42	34	•	23	•	19	•	16	•
Wibéries	3	10	65	107	120	84	84	46	21	15	20	21	•	15	•	7	•	5	•
Totaux	90	483	1016	1469	1609	1763	1018	1305	986	1019	520	1018	14	959	10	626	6	599	17

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201 à 285	315 à 399	429 à 486	515 à 999	1029 à 1485	1542 à 1944	2001 à 2856	3000 à 3999	4143 à 4857	5142 à 9600	10200 à 14400	15000 à 19101	20100 et au- dessus.	Total.	1889	1890

à 5,000 habitants.

11	4	5	4	8	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	308	145	140
9	6	5	5	4	4	5	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	259	217	168
15	12	1	18	14	21	8	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	877	470	363
10	6	2	8	6	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	372	202	224
9	11	1	11	6	13	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	282	106	104
27	1	40	2	24	20	54	10	5	7	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1002	550	415
8	4	9	2	10	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	555	372	263
56	29	20	18	29	3	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	827	674	479
2	2	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	211	143	101
26	15	10	19	51	11	6	8	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1047	521	304
7	9	4	8	16	4	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	495	232	240
5	7	7	2	7	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	423	200	243
25	10	15	9	21	8	4	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	616	456	374
9	8	9	10	6	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	523	188	176
17	11	1	15	14	15	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	586	239	233
15	8	8	10	19	6	1	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	397	315	264
3	11	1	4	5	11	3	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	250	112	108
20	1	18	2	2	20	19	20	10	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	525	266	230
9	2	3	6	12	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	360	243	137
3	3	1	5	2	6	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	339	115	110
6	1	7	4	3	11	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	276	115	108
5	2	2	4	5	6	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	225	117	106
17	9	15	15	27	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	473	269	243
26	23	21	39	87	20	5	10	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	672	519	375
12	11	6	0	14	6	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	693	305	220
3	2	1	2	3	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	211	121	106
34	33	51	43	51	34	9	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	784	397	478
16	6	8	6	3	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	425	248	241
32	21	2	75	55	172	71	13	28	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	810	717	587
8	8	6	4	25	3	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	286	201	150
5	1	3	1	8	5	4	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	675	414	348
12	2	1	11	7	8	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	496	248	220
19	18	1	15	7	18	6	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	595	381	315
4	4	3	1	9	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	247	214	145
13	13	1	16	5	14	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	521	383	246
5	4	2	4	6	1	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	648	354	271
479	5	380	11	17	427	371	754	250	68	89	12	5	3	1	1	1	1	1	1	17987	11117	8945

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 5,000

Boussu	»	15	38	80	102	146	171	140	212	125	117	212	1	130	1	57	»	80	1
Cuesmes	»	8	16	51	97	165	211	172	125	160	98	141	1	135	»	115	»	51	»
Hornu	4	5	9	22	25	60	82	104	105	100	85	336	»	216	»	201	»	93	»
La Bouverie	»	26	84	135	160	175	140	112	109	105	64	71	»	55	»	44	»	49	»
TOTAUX	4	52	147	288	384	546	604	528	551	486	292	760	2	554	1	417	»	275	1

Communes de 10,000

Dour	»	16	52	98	127	199	199	178	222	135	144	169	»	148	»	99	»	97	»
Frameries	7	30	73	244	156	187	200	140	107	145	107	145	»	200	»	98	»	74	»
Jemappes	»	15	55	104	148	216	246	219	150	175	55	224	1	196	1	109	»	100	»
Pâturages	8	60	163	315	282	298	242	149	115	122	77	125	»	91	»	48	»	46	»
Quaregnon	4	20	46	99	104	215	267	222	229	220	188	226	1	180	»	167	»	157	»
Wasmes	12	58	129	212	255	270	280	180	188	205	142	164	»	102	»	110	»	85	»
TOTAUX	31	197	476	1072	1070	1585	1434	1088	1011	1016	691	1051	2	917	1	651	»	559	»

Communes de 20,000

Mons	»	8	39	109	159	271	283	185	200	165	9	169	»	152	»	158	2	127	»
----------------	---	---	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---

Communes de 30,000

— de plus

RÉCAPITULATION POUR L'AR

Communes au-dessous de 1,000 hab.	40	181	517	498	531	562	531	395	275	250	158	264	9	190	4	160	2	150	4
Id. de 1,000 à 5,000 —	90	483	1016	1469	1609	1765	1618	1505	986	1019	520	1018	14	959	10	626	6	509	17
Id. de 5,000 à 10,000 —	4	52	147	288	384	546	604	528	551	486	292	760	2	554	1	417	»	275	1
Id. de 10,000 à 20,000 —	31	197	476	1072	1070	1585	1434	1088	1011	1016	691	1051	2	917	1	651	»	559	»
Id. de 20,000 à 30,000 —	»	8	39	109	159	271	283	185	200	165	9	169	»	152	»	158	2	127	»
Id. de 30,000 à 60,000 —	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Id. de plus de 60,000 —	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
TOTAUX	165	921	1995	3436	3755	4527	4470	3499	3023	2916	1670	5262	27	2732	16	1992	10	1688	22

revenu cadastral de francs :																			Nombre total d'articles à la contribution personnelle en			
120	126	132	138	144	150	171	201	315	420	515	1020	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1800
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	599	486	099	1485	1044	2856	5990	4857	9600	14400	19101				

à 10,000 habitants.

58	2	43	1	64	45	110	53	12	13	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2011	1386	915
57	2	27	1	46	49	68	53	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1741	1250	825
80	1	50	2	45	44	68	22	2	0	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	1751	1443	660
48	1	11	1	20	18	18	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1447	927	613
223	2	115	3	175	150	264	91	17	25	6	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1	6950	4986	3013

à 20,000 habitants.

72	1	71	1	91	48	98	50	16	14	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2324	1619	1072
43	1	44	1	64	47	77	21	5	6	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2219	1661	1070
89	1	89	1	100	88	124	65	17	25	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2569	1928	1289
47	1	46	1	59	57	84	19	4	9	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2425	1952	1295
98	1	78	1	81	61	146	29	10	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2854	1893	1385
59	1	49	1	55	53	99	59	6	8	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2756	2157	1455
408	1	577	2	450	554	628	201	58	63	6	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	13147	11190	7564

à 30,000 habitants.

131	1	108	1	180	197	866	690	334	638	129	45	17	4	1	1	1	1	1	1	1	5377	4144	3922
-----	---	-----	---	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	----	----	---	---	---	---	---	---	---	---	------	------	------

à 60,000 habitants.

de 60,000

NEANT.

RONDISSEMENT DE MONS.

81	1	92	2	2	108	71	120	26	5	9	7	2	3	1	1	1	1	1	1	1	5009	2834	2466
479	5	380	11	17	427	571	754	259	68	89	12	5	5	1	1	1	1	1	1	1	17987	11117	8945
223	2	115	3	3	173	156	264	91	17	25	6	2	2	1	1	1	1	1	1	1	6950	4986	3013
408	1	577	2	1	450	534	628	201	58	63	6	3	1	1	1	1	1	1	1	1	13147	11190	7564
131	1	108	1	1	180	197	866	690	334	638	129	45	17	4	1	1	1	1	1	1	5377	4144	3922
1322	9	1070	15	25	1520	1129	2652	1267	482	826	160	57	26	5	1	2	1	1	1	1	50470	34271	25010

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

ARRONDISSEMENT

Communes au-dessous

Boussoit	1	9	13	21	12	31	13	13	14	9	2	6	2	2	2	2	2	2	2
Bray	1	4	10	15	22	7	13	10	5	3	6	6	2	2	2	2	2	2	2
Estinne-au-Val	5	10	13	19	20	30	21	11	13	10	9	5	4	4	4	4	4	4	4
Gottignies	3	8	14	21	20	21	27	31	13	11	9	10	4	4	4	4	4	4	4
Henripont	6	6	13	21	12	7	4	3	5	3	6	2	7	7	7	7	7	7	7
Papignies	6	12	20	24	10	13	11	8	5	5	5	8	2	2	2	2	2	2	2
Petit-Rœulx lez-Braine	1	2	15	18	23	23	15	27	11	10	6	12	9	7	7	7	7	7	7
Saint-Denis	1	1	5	14	33	32	32	12	25	18	10	16	11	8	8	8	8	8	8
Steenkerque	3	6	14	38	14	16	7	11	9	8	12	10	5	5	5	5	5	5	5
Thieusies	1	3	8	15	20	32	41	19	27	11	10	12	10	5	5	5	5	5	5
Thoricourt	1	8	12	4	25	20	16	11	11	8	8	5	4	4	4	4	4	4	4
Vellerville-le-Sec	1	1	6	2	5	3	5	1	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Villers-Saint-Ghislain	1	2	3	9	17	31	17	12	5	1	11	5	6	5	5	5	5	5	5
Ville-sur-Haine	1	3	4	4	27	24	12	15	12	12	10	17	5	5	5	5	5	5	5
Wannebecq	1	11	21	31	35	35	12	6	2	7	3	4	3	2	2	2	2	2	2
Totaux	12	46	135	221	239	318	294	234	176	147	87	130	109	70	67	67	67	67	1

Communes de 1,000

Acren-les-Deux	30	76	109	126	147	81	50	27	25	20	10	18	7	9	9	9	9	9	9
Bassilly	2	5	13	35	33	28	26	27	15	13	13	9	12	1	1	1	1	1	1
Biévene	10	37	75	92	111	71	43	20	23	32	18	14	11	7	7	7	7	7	7
Bois-de-Lessines	4	24	61	59	48	59	29	15	12	12	4	6	7	2	2	2	2	2	2
Gasteau	2	5	39	48	45	54	43	39	16	23	21	19	28	12	12	12	12	12	12
Écaussines-Lalaing	1	2	9	28	22	24	22	10	10	14	16	12	16	1	1	1	1	1	1
Enghien	5	22	22	40	70	61	57	36	37	31	50	35	47	29	29	29	29	29	29
Ghoy	15	31	39	56	62	61	40	10	13	13	6	5	8	7	7	7	7	7	7
Haine-Saint-Paul	5	22	29	52	57	102	65	85	62	134	54	56	54	44	44	44	44	44	44
Hennuyères	12	16	47	44	35	40	29	22	13	10	13	10	11	9	9	9	9	9	9
Horrues	16	28	33	53	62	43	42	48	33	21	25	16	10	14	14	14	14	14	14
Hoves	6	31	38	62	50	40	24	22	17	5	14	11	19	12	12	12	12	12	12
Marche lez-Écaussines	2	6	41	38	67	31	44	28	33	20	23	29	17	14	14	14	14	14	14

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	120	132	158	144	150	171	201	315	420	515	1020	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	500	486	990	1485	1044	2856	3909	4857	9600	14400	19101				

DE SOIGNIES.

de 1,000 habitants.

5	3	5	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	161	90	71
4	1	2	2	6	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	123	54	49
7	4	2	7	15	6	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	221	101	93
6	2	5	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	209	82	81
6	1	1	1	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	106	50	45
1	1	1	1	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	166	58	58
6	1	3	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	203	111	103
5	7	2	2	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	228	163	70
6	1	3	4	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	186	99	96
6	11	4	2	5	1	1	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	252	122	112
3	3	8	3	12	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	167	65	62
3	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	33	23	22
2	5	4	5	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	142	61	53
12	6	10	4	8	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	195	127	114
2	2	1	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	127	75	75
71	45	40	54	70	15	2	6	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2579	1281	1104

à 5,000 habitants.

14	15	5	11	17	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	807	256	244
8	6	4	4	10	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	285	148	144
7	8	11	7	11	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	608	208	215
7	6	2	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	371	133	123
10	6	1	11	7	7	2	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	440	251	211
6	7	5	4	15	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	236	114	100
28	46	1	78	46	120	25	14	14	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	915	611	560
2	4	6	3	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	405	191	186
46	27	31	23	59	10	2	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1028	684	408
13	6	5	2	10	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	337	157	142
7	29	25	10	17	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	559	200	244
5	6	5	2	20	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	403	172	161
16	12	9	9	22	2	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	506	212	177

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	0	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 1,000

Marcq	•	10	44	58	69	45	42	16	14	13	11	21	•	14	•	10	•	5	•
Maurage	•	•	3	5	12	16	23	16	21	15	1	16	•	161	•	14	•	6	•
Mignault	•	1	•	23	31	46	26	30	10	15	8	16	•	24	•	12	•	4	•
Vaast	•	3	13	16	31	42	52	33	45	53	18	28	•	14	•	21	•	15	•
Œudeghien	5	31	48	62	34	32	28	17	9	15	16	6	•	10	•	9	•	4	•
Ogy	3	6	21	37	31	57	27	9	14	5	3	6	•	6	•	2	•	2	•
Ollignies	1	14	59	53	34	45	42	17	9	12	11	4	•	8	•	4	•	6	•
Péronnes lez-Binche	•	•	3	9	27	34	37	25	100	10	15	22	•	7	•	5	•	8	•
Petit-Engbien	•	17	36	44	59	43	23	37	17	20	29	19	•	22	•	21	•	10	•
Rœulx	1	14	48	45	51	40	69	62	40	52	16	50	•	52	•	13	•	38	•
Ronquières	•	2	9	22	40	52	24	14	15	18	9	10	•	20	•	14	•	13	•
Saint-Pierre-Cappelle	12	43	74	46	52	25	25	12	18	8	11	18	•	2	•	7	•	11	•
Saint-Vaast	1	•	2	10	12	21	36	42	54	50	26	12	•	19	•	14	•	11	•
Silly	1	26	29	64	58	65	58	27	20	25	19	29	•	21	•	21	•	13	•
Thieu	2	4	22	29	32	29	34	24	22	5	8	15	•	16	•	4	•	•	•
Trièvières	1	6	13	20	25	46	60	42	21	21	14	22	•	13	•	6	•	1	•
TOTAUX	41	336	855	1171	1261	1410	1242	916	753	581	539	551	•	666	•	424	•	314	•

Communes de 5,000

Braine-le-Comte	2	14	71	127	122	80	84	101	107	111	78	145	•	158	•	99	•	62	•
Écaussines-d'Engbien	•	11	8	59	88	166	168	175	76	68	62	75	•	47	•	52	•	49	•
Houdeng-Aimeries	•	4	12	53	73	106	241	153	112	170	67	95	•	95	•	55	•	42	•
Houdeng-Gœgnies	•	8	12	22	48	77	105	142	118	101	115	76	•	78	•	74	•	68	•
Lessines	2	41	140	275	198	195	156	80	95	92	64	75	•	60	•	59	•	45	•
Soignies	•	15	75	145	140	182	147	169	97	107	55	175	•	122	•	102	•	75	•
Strépy-Bracquegnies	•	12	30	59	86	64	70	98	163	111	39	24	•	55	•	37	•	37	•
TOTAUX	4	105	348	700	755	868	971	918	768	760	480	661	•	595	•	476	•	376	•

Communes de 10,000

La Louvière	3	13	52	53	79	108	136	213	209	175	90	218	•	221	•	146	•	226	•
-----------------------	---	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	----	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en				
120	126	152	158	144	150	171	201 à 285	515 à 593	429 à 486	513 à 999	1029 à 1485	1542 à 1944	2001 à 2856	3000 à 5999	4145 à 4857	5142 à 9000	10200 à 14400	15000 à 19101	20100 et au- dessus.	Total.	1889	1890

à 5,000 habitants (suite).

3	»	8	»	»	4	5	14	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	411	173	166
5	»	11	»	»	8	2	15	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	551	281	132
8	»	7	»	»	2	5	11	5	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	284	151	114
14	»	7	»	»	10	6	11	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	415	227	196
7	»	4	»	»	5	3	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	345	146	142
4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	213	107	107
4	»	9	»	»	8	4	8	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	355	426	118
6	»	10	»	»	5	7	14	5	1	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	350	174	112
5	»	13	»	»	8	7	18	6	1	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	438	215	200
7	»	19	»	1	20	22	45	10	1	3	1	»	»	»	1	»	»	»	»	681	354	324
15	»	4	»	»	5	4	9	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	277	150	141
8	»	4	»	»	7	1	11	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	375	152	152
9	»	15	»	»	9	7	16	2	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	350	162	111
7	»	6	»	»	7	4	7	6	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	492	267	258
5	»	4	»	»	2	2	5	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	261	92	90
9	»	6	»	»	8	8	15	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	354	171	125
281	»	505	»	3	501	217	507	102	25	58	8	4	1	»	»	1	»	»	»	12830	6502	5581

à 10,000 habitants.

75	»	89	»	»	62	70	154	59	21	27	»	1	1	»	»	»	»	»	»	1918	1576	1100
39	»	42	»	»	56	55	66	29	9	2	1	2	»	»	»	»	»	»	»	1363	700	579
43	»	22	»	»	58	26	78	19	7	9	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1496	865	540
57	»	45	»	»	48	52	77	22	8	12	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1363	676	596
57	»	30	»	»	52	44	116	34	15	15	3	»	»	»	»	»	»	»	»	1917	935	835
68	»	68	»	»	75	55	160	48	18	45	1	»	»	»	»	»	»	»	»	2142	1525	1067
25	»	20	1	»	55	22	57	6	2	6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1019	651	551
542	»	314	1	»	506	502	688	217	80	114	5	3	1	»	»	»	»	»	»	11218	6508	5008

à 20,000 habitants.

163	»	204	5	»	183	138	269	73	51	34	1	»	»	1	1	1	»	»	»	2996	1802	1552
-----	---	-----	---	---	-----	-----	-----	----	----	----	---	---	---	---	---	---	---	---	---	------	------	------

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 20,000

— de 30,000

— de plus

RÉCAPITULATION POUR L'AR

Communes au-dessous de 1,000 hab.	12	46	155	221	259	318	294	254	176	147	87	150	»	109	»	70	»	67	1
Id. de 1,000 à 5,000 —	41	356	855	1171	1261	1410	1242	916	755	581	559	551	»	666	»	424	1	514	»
Id. de 5,000 à 10,000 —	4	105	548	700	755	808	971	918	768	760	480	661	»	595	»	476	»	576	»
Id. de 10,000 à 20,000 —	5	13	32	53	70	108	156	215	209	175	90	218	»	221	»	146	»	226	»
Id. de 20,000 à 50,000 —	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Id. de 50,000 à 60,000 —	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Id. de plus de 60,000 —	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
TOTAUX	60	500	1550	2145	2554	2704	2645	2281	1906	1665	1196	1560	»	1591	»	1116	1	985	1

ARRONDISSEMENT

Communes au-dessous

Baillèvre	»	2	10	12	6	5	5	10	4	5	6	2	»	1	»	4	»	1	»
Barbençon	»	4	10	21	16	20	25	15	15	22	6	9	»	8	»	10	»	2	»
Beauwelz	»	7	10	11	17	15	16	6	11	14	9	18	»	11	»	9	1	8	»
Bersillies-l'Abbaye	»	1	12	25	50	25	22	12	15	4	6	7	»	11	»	2	»	7	»
Bienne-lez-Happart	»	1	5	7	5	7	11	8	6	8	4	6	1	8	»	4	»	5	»
Biercée	»	»	»	8	16	14	27	26	11	1	5	6	»	2	»	1	»	5	»
Biesme-sous-Thuin	»	1	2	7	5	5	5	5	2	»	1	2	»	3	»	2	»	1	»
Boussu-lez-Walcourt	»	5	10	29	18	25	25	14	15	21	8	9	»	8	»	13	»	11	»
Bourlers	»	7	6	15	25	28	22	19	15	10	8	6	»	7	»	8	»	5	»
Cour-sur-Heure	»	2	9	11	19	16	9	5	10	5	4	5	»	2	»	3	»	2	»
Croix-lez-Rouveroy	1	1	2	17	15	12	5	8	2	3	2	2	»	3	»	»	»	1	»
Doustiennes	»	1	1	3	4	5	12	8	6	1	3	»	»	2	»	5	»	3	»
Espinois	»	6	2	4	16	21	10	12	5	6	5	5	»	5	»	4	»	3	»
Erpion	»	1	8	11	8	5	13	10	5	1	3	5	»	6	»	1	»	»	»
Faurœux	»	1	3	22	21	9	8	4	6	4	»	5	»	»	1	2	»	»	»

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201	315	429	515	1020	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total	1889	1890
							à	à	à	à	a	à	à	a	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	399	486	990	1485	1944	2856	3099	4857	9600	14400	10101				

à 30,000 habitants.

à 60,000 —

de 60,000 —

NEANT.

RONDISSEMENT DE SOIGNIES.

71	"	43	"	"	40	51	70	15	2	6	1	"	"	2	"	"	"	"	"	"	2579	1281	1104
281	"	305	"	5	501	217	507	102	23	58	8	4	1	"	"	1	"	"	"	"	12850	6502	5381
542	"	314	1	"	566	502	688	217	80	114	5	3	1	"	"	"	"	"	"	"	11218	6508	5068
163	"	204	5	"	183	138	259	75	31	34	1	"	"	1	1	1	"	"	"	"	2996	1892	1532
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
857	"	866	6	5	890	691	1504	405	156	192	15	7	2	5	1	2	"	"	"	"	29625	15985	15085

DE THUN.

de 1,000 habitants.

2	"	5	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	80	40	56
7	"	8	"	1	5	5	4	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	211	110	95
4	"	4	"	"	5	2	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	179	111	111
2	"	2	"	"	4	3	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	190	79	71
"	"	1	"	"	2	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	87	57	57
5	"	1	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	127	72	65
"	"	1	"	"	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	44	48	45
12	"	3	"	"	5	4	3	1	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	255	126	120
7	"	6	"	"	4	2	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	198	112	105
"	"	1	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	105	59	55
"	"	"	"	"	"	"	2	2	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	77	50	50
1	"	"	"	"	2	1	5	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	65	40	56
2	"	1	"	"	1	"	3	1	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	112	59	54
1	"	2	"	"	2	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	81	48	46
3	"	1	"	"	2	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	93	57	57

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes au-dessous

Fontaine-Valmont	1	4	14	41	15	15	24	17	9	7	7	7	8	5	4	8	4	8
Forges	1	1	1	10	18	25	22	15	21	20	8	20	8	5	9	8	9	8
Fourbechies	2	2	6	5	5	5	5	5	4	4	12	4	3	7	4	7	4	4
Grandrieux	2	2	22	25	35	25	31	17	24	10	8	6	12	4	1	4	4	4
Hantes-Wihéries.	1	0	8	24	27	50	50	16	15	8	4	10	5	11	6	6	6	6
Jamioux	1	11	15	54	24	20	20	11	10	19	11	4	8	8	6	6	6	6
Leers-Fosteau	1	1	2	17	25	6	10	5	6	5	5	8	4	1	1	1	1	1
L'Escaillère	1	2	5	4	6	11	4	4	7	5	7	4	5	2	2	2	2	2
Leugnies	1	1	7	7	8	11	17	14	14	12	5	6	4	5	2	2	2	2
Leval-Chaudeville	1	2	5	10	11	6	6	2	5	2	1	5	5	5	5	5	5	5
Lompret	1	1	5	6	5	6	7	5	4	5	2	5	2	2	2	2	2	2
Macquenoise	1	5	4	10	14	8	15	11	17	17	7	7	9	12	10	10	10	10
Marbaix	1	5	1	8	15	10	18	10	14	15	9	8	5	4	4	4	4	4
Merbes-Sainte-Marie	1	1	5	11	12	10	18	11	7	5	4	14	7	3	5	5	5	5
Monceau-Imbrechies	1	1	7	10	11	10	12	11	9	10	2	9	8	5	2	2	2	2
Montbliart	6	9	19	25	20	14	14	5	8	4	6	4	7	5	5	5	5	5
Montigny-Saint-Christophe	1	1	11	28	20	15	12	8	6	5	2	5	5	5	4	4	4	4
Mont-Sainte-Geneviève	1	5	11	7	15	10	10	4	5	7	5	8	6	1	1	1	1	1
Peissant	1	5	9	26	55	50	8	11	11	10	7	11	5	5	5	5	5	5
Ragnies	1	8	45	25	21	19	6	15	8	9	11	9	1	3	3	3	3	3
Renlies	5	5	16	22	22	14	14	15	4	4	7	5	12	4	5	5	5	5
Ressaix	1	5	4	1	12	10	14	18	15	17	14	21	9	6	6	6	6	6
Rièzes (Les)	1	2	9	6	6	15	15	16	5	9	11	11	4	2	2	2	2	2
Robechies	1	2	5	7	9	20	7	4	6	6	4	4	7	2	2	2	2	2
Rouveroy	1	5	15	21	14	9	20	10	9	1	7	5	1	1	1	1	1	1
Saint-Remy	1	7	6	8	8	15	6	5	12	5	10	6	5	4	1	3	3	3
Salles	1	2	7	11	12	15	5	4	7	1	5	8	4	2	6	6	6	6
Solre-Saint-Géry.	1	5	10	20	28	35	19	26	10	8	8	17	9	11	11	11	11	11
Thirimont.	1	4	8	20	18	26	15	25	9	9	8	6	7	2	4	4	4	4
Vaulx lez-Chimay	1	5	5	6	2	4	5	5	2	1	1	1	1	2	1	1	1	1
Vellereille lez-Brayeux.	1	2	7	5	14	15	18	7	2	6	4	5	5	3	1	1	1	1
Vergnies	2	2	1	10	5	16	7	8	5	6	5	1	2	1	1	3	3	3
Villers-la-Tour	1	10	7	19	20	15	19	10	9	11	7	7	5	6	7	7	7	7
Virelles	1	8	11	24	20	18	21	9	5	8	5	8	9	5	7	7	7	7
TOTAUX	28	155	558	750	742	750	680	535	455	367	269	341	1	276	2	109	6	178

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en						
120	126	132	138	144	150	171	201	315	429	515	1029	1519	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1869	1800	
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.				
							285	399	486	000	1485	1944	2856	3999	4857	9600	14400	19101					

de 1,000 habitants (suite).

3	5	4	1	8	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	198	92	80
5	2	2	6	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	107	120	119
1	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	72	58	57
2	5	1	5	4	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	230	113	115
2	3	4	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	217	100	93
4	3	4	4	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	221	129	101
1	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	100	44	40
2	1	1	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	72	37	36
1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	119	82	80
3	1	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	57	26	23
																					48	25	27
5	5	8	3	4	3	4	3	4	3	4	3	4	3	4	3	4	3	4	3	4	171	100	98
5	1	3	7	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	153	96	70
	2	3	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	150	68	69
1	1	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	113	56	55
4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	152	77	75
3	1	2	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	127	45	41
4	2	2	1	3	1	3	1	3	1	3	1	3	1	3	1	3	1	3	1	3	101	80	70
1	2	1	4	4	1	4	1	4	1	4	1	4	1	4	1	4	1	4	1	4	180	80	78
	6	1	3	5	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	196	99	90
8	6	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	169	94	88
4	4	3	4	6	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	186	153	86
4	6	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	125	78	75
																					84	45	44
2	1	1	5	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	124	80	82
5	2	2	5	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	109	68	61
8	7	5	3	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	111	57	57
6	6	1	5	1	5	1	5	1	5	1	5	1	5	1	5	1	5	1	5	1	242	153	151
5	1	5	1	3	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	178	104	102
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	30	17	14
3	4	2	1	6	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	129	51	47
4	4	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	89	52	51
1	7	4	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	170	77	76
4	1	5	3	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	177	97	88
146	1	130	1	3	106	71	126	36	6	14	6	1	1	1	1	1	1	1	1	1	6675	3646	3306

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 1,000

Baileux	1	12	5	17	22	21	33	18	16	14	8	11	•	11	•	12	•	8	•
Beaumont	•	2	•	6	25	24	28	27	31	20	20	27	•	42	•	19	•	28	•
Buvrines	•	•	6	4	21	41	22	27	21	16	12	20	•	16	1	9	•	6	•
Chimay	1	5	21	23	44	54	36	38	33	29	55	31	1	48	•	50	1	52	•
Erquelines	•	2	5	11	15	20	52	33	10	37	17	14	•	14	•	14	•	0	1
Estinnes-au-Mont	2	18	29	34	40	65	40	34	34	21	12	10	•	25	•	16	1	14	•
Froidchappelle	11	25	50	58	62	42	42	33	24	15	20	17	•	17	•	15	•	9	•
Gozée	•	1	10	30	37	48	38	39	22	14	22	20	•	15	•	10	1	8	•
Grand-Reng	1	6	13	56	40	47	50	40	20	17	14	20	•	15	•	7	2	10	•
Haine-Saint-Pierre	•	4	11	42	50	64	99	57	50	41	48	34	1	55	2	48	•	50	1
Ham-sur-Heure	2	4	14	47	60	49	80	41	31	31	21	28	•	26	1	21	•	35	•
Haulchicq	•	4	10	19	30	29	40	32	24	11	6	7	•	12	1	8	•	12	•
Labuissière	•	1	7	7	12	33	32	18	13	16	10	18	•	16	•	9	•	12	•
Leval-Trahégnies	3	20	23	49	79	82	60	74	53	53	19	23	1	24	•	19	•	12	•
Lobbes	1	15	20	40	79	90	78	55	43	51	31	27	•	34	•	26	•	20	•
Macon	1	29	13	33	25	31	26	15	12	15	11	13	•	15	•	6	•	8	•
Merbes-le-Château	•	•	8	11	16	20	41	32	24	31	12	15	•	17	•	20	1	17	1
Momignies	3	14	18	41	37	40	53	33	27	30	14	10	•	20	•	29	•	15	•
Mont-Sainte-Aldegonde	3	5	6	14	24	51	42	22	16	11	9	13	1	47	1	5	•	10	•
Nalinnes	8	8	13	43	47	61	50	56	51	30	47	36	•	36	1	23	•	27	•
Rance	5	22	17	40	38	34	37	35	17	19	19	24	•	11	•	11	•	12	•
Sars-la-Buissière	2	6	24	33	36	38	24	24	17	8	16	6	•	6	•	5	•	5	•
Seloignes	1	15	14	21	23	31	26	27	24	13	26	14	•	25	•	13	•	10	•
Sivry	7	46	66	88	89	88	74	60	49	37	21	34	•	21	•	22	•	24	•
Solre-sur-Sambre	•	5	22	52	66	48	60	36	34	24	23	22	1	25	•	20	1	16	•
Strée	2	9	20	36	38	36	65	33	24	28	29	27	•	14	•	8	•	8	•
Thuillies	•	8	13	41	47	72	75	56	27	30	21	24	•	13	•	7	•	8	•
Waudrez	•	1	6	7	21	13	27	33	14	13	13	15	•	21	•	5	•	12	•
TOTAUX	54	283	464	894	1159	1254	1330	1028	761	675	502	598	5	646	7	437	7	435	3

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	158	144	150	171	201	315	429	515	1029	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890	
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.				
							285	599	486	999	1485	1944	2856	5099	4837	9600	14400	10101					

à 5,000 habitants.

5	»	10	»	»	2	12	9	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	245	133	150
25	»	25	»	»	51	25	60	16	4	9	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	495	308	364
7	»	8	»	»	7	8	11	4	2	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	271	186	185
46	»	50	»	»	55	55	110	28	8	10	2	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	792	505	564
15	»	6	»	»	11	10	21	11	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	327	236	211
7	1	10	»	»	12	6	16	4	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	470	217	211
10	»	5	»	»	5	4	21	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	495	250	257
8	»	5	»	»	4	7	12	5	1	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	350	217	207
10	»	6	»	»	7	4	10	4	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	378	250	208
35	»	18	»	»	20	50	60	15	5	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	869	582	401
8	»	21	»	1	15	13	25	5	1	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	579	331	295
8	»	2	»	»	2	5	8	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	284	180	152
5	»	5	»	»	6	4	14	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	240	149	131
15	»	7	»	»	11	4	18	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	650	547	255
18	»	16	»	1	25	15	34	11	6	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	748	450	588
6	»	8	»	»	5	5	11	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	287	115	114
18	»	15	»	»	14	12	15	10	5	4	2	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	350	246	202
16	»	21	»	»	15	9	27	5	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	405	255	252
5	»	6	»	»	5	6	5	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	284	150	91
39	»	11	»	»	11	10	9	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	620	464	417
18	»	8	»	»	12	2	11	»	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	506	259	224
1	»	2	»	»	5	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	259	95	91
8	»	15	»	»	2	5	13	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	320	182	188
27	»	16	»	»	16	11	19	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	818	429	594
15	»	15	»	»	6	9	22	5	4	2	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	529	287	248
7	»	5	»	»	7	2	8	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	406	157	154
8	»	8	»	»	7	10	18	4	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	501	231	194
5	»	10	»	»	9	5	15	6	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	252	157	152
587	1	308	»	2	328	265	598	149	47	41	6	5	2	1	»	1	»	»	»	»	12721	7478	6618	

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	60	72	78	84	90	90	102	108	114

Communes de 5,000

Anderlues	2	18	45	56	144	149	155	157	155	97	133	157	»	75	»	40	»	27	»
Binche	»	9	28	98	84	125	114	99	100	150	140	81	»	117	»	75	»	97	1
Carnières	»	22	52	66	110	155	142	137	115	110	72	118	1	55	4	49	»	27	»
Morlanwelz	»	10	7	45	76	67	92	85	125	191	80	145	»	114	»	75	»	60	»
Thuin	1	5	15	5	81	92	107	85	61	60	52	39	»	49	»	36	»	58	»
TOTAUX	5	64	125	270	495	584	610	541	552	588	477	540	1	410	4	275	»	249	1

Communes de 10,000

— de 20,000

— de 30,000

— de plus

RÉCAPITULATION POUR L'AR

Communes au-dessous de 1,000 hab	28	155	338	730	742	750	680	535	455	367	269	341	1	276	2	199	6	178	»
Id. de 1,000 à 5,000 —	54	285	464	804	1159	1254	1550	1028	761	675	562	598	5	646	7	457	7	455	3
Id. de 5,000 à 10,000 —	5	64	125	270	495	584	610	541	552	588	477	540	1	410	4	275	»	249	1
Id. de 10,000 à 20,000 —	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Id. de 20,000 à 30,000 —	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Id. de 30,000 à 60,000 —	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Id. de plus de 60,000 —	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
TOTAUX	85	502	927	1894	2376	2588	2620	2102	1746	1650	1508	1479	7	1532	13	911	15	862	4

ARRONDISSEMENT

Communes au-dessous

Bailleul	»	5	8	19	37	15	14	5	3	6	7	6	»	5	»	6	»	4	»
Barry	4	11	30	37	21	25	16	7	8	6	0	1	»	7	»	4	2	5	»
Baugnies	1	20	25	18	23	20	32	19	19	7	9	9	»	5	»	5	»	2	»
Braffe	5	17	25	17	19	24	15	15	4	4	3	10	»	0	»	1	»	2	»
Bury	4	17	19	24	17	15	16	16	6	15	9	21	»	9	»	11	»	8	»
Callenelle	1	15	7	14	15	13	19	15	19	9	10	6	»	9	»	4	»	7	»

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en				
120	126	152	158	144	150	171	201	315	420	515	1020	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1880
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à			et au-dessus.	1880
							285	399	486	909	1487	1044	2856	3999	4857	9600	14400	19101			

à 10,000 habitants.

12	15	12	14	53	8	3	1														1504	946	626
78	90	111	118	200	129	28	46	11	2	1											2206	1422	1204
17	30	59	24	50	5	1															1386	766	535
44	42	42	37	106	18	6	11	2							1						1479	1106	744
37	40	42	42	92	26	6	6	1													1018	700	657
188	226	246	255	591	186	40	67	15	2	1					1						7587	4940	3744

à 20,000 habitants.

à 30,000

à 60,000

de 60,000

NEANT.

RONDISSEMENT DE THUIN.

146	1	130	1	3	106	71	126	36	6	14	6											6675	3646	3306
587	1	308	2	328	265	598	149	47	41	6	3	2	1		1							12721	7478	6618
188		236		246	235	591	186	40	67	15	2	1			1							7587	4940	3744
721	2	664	1	5	680	571	1515	371	93	122	27	5	3	1	3							26983	16064	13758

DE TOURNAI.

de 1,000 habitants.

3	5	2	1	1																		148	60	59
2	2	2	1	3	2																	200	103	97
4	1	4	1	3	1																	226	102	95
2	2	3	1	6					1													180	70	67
6	6	7		8	1		1	1														255	117	110
2	3	2	4	8					1													185	97	92

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes au-dessous

Calonne	»	»	0	21	44	26	24	36	7	5	7	7	6	8	»	6	»	5	»
Chapelle-à-Oie	»	8	14	24	8	25	15	6	4	6	5	8	»	5	»	»	»	4	»
Chercq	»	1	16	15	30	55	40	9	6	7	5	6	»	6	»	0	»	6	»
Ere	»	2	4	17	27	22	18	9	6	11	8	15	2	5	»	5	»	3	»
Esquelmes	»	5	1	4	8	4	4	3	6	4	1	3	»	»	»	»	»	3	»
Evregnies	»	2	20	30	25	26	17	8	7	6	9	8	»	8	»	4	»	5	»
Fontenoy	2	13	21	45	28	21	16	9	7	5	3	5	4	3	»	2	»	1	»
Froidmont	»	1	7	12	17	22	20	12	15	14	7	16	»	7	»	4	»	7	»
Gallaix	»	7	8	16	9	4	8	3	8	3	6	3	1	4	»	»	»	»	»
Grandmetz	4	14	18	30	17	18	24	16	16	12	3	8	2	6	1	4	»	7	»
Hertain	»	»	4	6	6	5	6	2	5	2	»	5	»	5	»	1	»	1	»
Howardries	»	1	3	15	11	4	2	7	4	2	4	1	2	2	»	»	»	3	»
Jollain-Merlain	»	6	17	18	13	20	17	8	7	7	6	3	1	7	»	5	»	2	»
Lamain	1	»	3	16	19	17	15	16	7	6	6	7	»	6	»	2	»	6	»
Leers-Nord	»	3	22	17	35	17	12	4	8	9	14	9	»	9	»	9	»	14	1
Leslain	»	2	7	16	17	27	20	16	10	9	7	5	2	8	»	2	»	4	»
Melles	2	7	9	21	13	12	7	4	4	3	»	0	»	3	»	3	»	1	»
Montreuil-au-Bois	2	23	15	36	15	29	9	13	11	8	4	7	»	4	1	6	1	4	»
Obigies	»	6	12	41	28	25	18	10	5	4	»	3	»	4	»	1	»	2	»
Orcq	»	»	4	17	15	14	14	12	7	6	12	»	7	»	5	»	7	»	
Popuelles	1	3	8	8	8	10	6	11	8	4	4	3	»	2	»	1	»	2	»
Quartes	1	6	8	21	12	7	6	4	4	1	3	7	»	1	»	7	»	»	»
Ramegnies-Chin	»	3	9	50	32	27	12	7	10	8	1	5	»	9	»	5	»	5	»
Rumilles	»	»	1	17	21	21	31	12	14	11	11	6	»	9	»	3	»	3	»
Saint Maur	»	5	»	14	14	16	12	9	8	5	6	9	»	5	»	3	»	4	»
Thieulain	5	14	28	55	30	24	11	10	9	3	4	5	2	8	»	2	»	2	»
Thimougies	3	4	5	11	7	15	10	7	1	6	4	1	1	4	»	»	»	2	1
Warchin	»	1	3	5	20	15	9	5	7	10	10	7	»	1	»	6	»	3	»
Wasmes-Audemetz-Briffœil	11	20	23	20	14	16	16	22	21	7	9	4	1	5	2	»	3	5	»
Wattripont	»	9	7	11	3	7	4	7	6	1	2	2	»	8	1	2	»	2	»
Willaupuis	4	9	14	10	18	28	20	13	1	6	1	4	»	3	»	2	»	1	»
Willemeau	»	6	8	9	21	13	20	7	11	10	4	7	»	5	»	2	»	3	»
TOTAUX	51	264	434	753	715	680	573	306	314	247	202	247	24	206	5	127	6	143	2

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en				
120	126	152	138	144	150	171	201	515	420	513	1020	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	589	480	990	1485	1944	2856	3000	4857	9600	14400	19101				

de 1,000 habitants (suite).

4	4	4	5	6	9	4	1	2	2	2	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	241	120	108
3	2	2	1	1	2	1	2	1	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	158	58	56
6	2	2	3	5	14	1	2	4	2	2	2	2	1	2	2	2	2	2	2	2	220	79	74
5	2	2	3	1	5	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	170	104	82
2	2	2	1	1	2	1	2	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	52	56	30
4	1	1	1	2	1	2	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	184	84	77
2	2	2	1	1	1	2	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	189	68	60
2	5	5	2	4	1	4	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	176	155	118
3	1	1	5	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	80	49	50
3	1	1	5	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	211	124	124
5	1	1	1	3	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	57	33	26
1	5	5	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	70	32	32
6	1	1	4	1	5	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	156	80	75
4	5	5	2	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	141	92	78
9	2	2	6	8	6	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	214	134	119
2	1	1	4	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	161	87	80
1	1	1	1	1	3	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	105	43	43
3	3	3	5	4	2	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	206	79	86
4	2	2	4	1	3	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	172	87	83
2	5	5	5	1	2	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	147	107	95
2	2	2	3	2	2	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	88	56	55
1	1	1	1	2	3	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	95	41	38
5	10	1	2	1	5	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	190	118	105
1	5	5	4	4	5	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	181	92	84
2	3	3	1	1	2	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	120	67	65
1	1	5	1	1	3	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	225	137	134
2	2	2	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	86	53	53
2	2	2	5	4	5	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	121	55	49
3	2	2	7	10	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	222	109	100
1	1	1	3	3	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	81	50	45
1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	139	83	80
3	5	5	3	4	3	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	141	82	78
107	1	02	1	1	101	74	124	20	14	13	3	4	3	2	2	2	2	2	2	5947	3110	2876	

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 1,000

Anserœul	4	27	50	54	54	59	51	16	10	11	15	20	1	7	»	3	»	4	»
Antoing	1	1	29	67	44	59	50	47	22	21	18	26	21	23	»	50	»	43	»
Béclers	1	12	27	40	45	42	25	25	21	16	10	7	»	9	»	8	»	12	»
Blandain	»	4	34	92	99	104	56	31	23	22	15	10	»	12	»	13	»	10	»
Blaton	12	48	89	74	95	97	70	48	31	17	10	24	»	19	»	20	»	17	»
Bléharies	5	8	16	32	29	19	27	15	13	11	8	11	3	8	2	12	»	7	5
Brasménil	6	10	41	45	27	32	20	22	26	15	6	16	»	7	»	12	»	9	»
Bruyelles	»	15	25	53	35	18	17	8	12	14	6	6	10	8	»	10	»	5	»
Celles	1	5	16	28	34	25	26	18	10	27	6	8	»	16	1	5	»	18	»
Chapelle-à-Wattines	2	15	51	51	59	59	23	15	12	13	9	8	2	15	»	6	»	6	»
Escanaffles	7	17	69	66	45	35	35	27	11	10	5	6	1	17	»	5	»	12	1
Esplechin	»	6	18	31	39	43	36	16	15	12	14	19	»	10	»	6	»	3	»
Estaimbourg	»	1	8	24	57	36	17	9	13	12	15	10	»	6	»	7	»	3	»
Estaimpuis	»	5	36	40	45	23	19	17	12	12	8	8	»	8	»	10	»	7	»
Froyennes	»	4	11	15	32	45	20	24	23	28	8	16	»	15	»	5	»	10	»
Gaurain-Ramecroix	4	57	107	155	127	105	62	48	37	28	20	20	»	19	»	8	»	14	»
Guegnies	»	4	12	31	42	34	22	14	15	5	12	10	1	5	»	10	»	3	»
Havennes	»	7	6	13	38	35	41	25	26	19	17	12	»	6	1	5	»	4	»
Hérinnes	»	6	31	36	65	62	41	32	16	12	12	12	2	12	2	13	2	10	»
Hollain	2	7	40	51	39	50	22	16	15	5	6	8	5	14	»	5	»	7	»
Kain	»	7	24	50	66	72	54	51	45	37	24	47	2	28	1	11	1	24	1
La Glanerie	»	2	17	30	48	42	21	12	11	15	9	6	1	5	»	6	»	5	»
Laplaigne	3	12	34	48	49	40	29	26	14	9	17	11	»	9	»	10	»	6	»
Ligne	2	5	16	26	43	30	24	18	7	14	8	8	»	10	»	6	»	3	»
Marquain	»	6	12	29	37	32	30	17	10	13	11	10	1	12	»	7	»	10	»
Maubray	5	21	48	53	64	62	28	28	17	10	9	15	»	8	»	7	»	8	»
Maulde	2	14	27	44	39	32	22	15	5	9	6	6	»	4	1	5	»	3	1
Molembaix	4	10	45	43	40	20	24	7	10	4	9	1	»	6	»	7	2	2	»
Mont-Saint-Aubert	3	19	56	49	45	20	17	10	10	4	3	6	»	7	»	3	»	4	»
Mourcourt	2	17	44	26	37	42	27	15	18	8	6	11	»	9	1	4	»	10	1
Néchiu	»	7	20	41	67	42	30	19	15	12	15	16	1	15	1	7	»	9	2
Pecq	»	7	20	36	74	56	34	23	24	13	20	25	»	17	»	22	»	27	»
Péronnes-lez-Antoing	»	3	21	36	40	20	32	13	13	6	9	12	6	10	»	8	»	7	»
Pipaix	4	16	57	51	56	70	44	22	19	11	8	12	»	6	»	8	»	5	»

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	152	158	144	150	171	201 à 285	515 à 390	420 à 486	515 à 990	1029 à 1485	1542 à 1944	2001 à 2856	5000 à 5999	4145 à 4857	5142 à 6600	10200 à 14400	15000 à 19101	20100 et au- dessus.	Total.	1880	1890

à 5,000 habitants.

4	•	5	•	•	5	7	5	2	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	353	141	141
52	•	26	•	•	55	45	57	13	8	3	•	•	•	•	•	1	•	•	•	•	718	455	422
2	1	2	•	•	3	4	2	4	•	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	320	169	169
12	•	5	•	•	9	6	19	4	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	580	586	524
15	•	17	•	•	12	11	22	7	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	756	203	252
4	3	10	•	•	4	•	4	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	255	160	146
2	•	7	•	•	5	3	1	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	320	115	108
5	•	3	•	•	2	•	5	1	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	256	103	95
15	•	4	•	•	9	7	32	5	2	6	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	519	189	176
5	•	3	•	1	5	6	5	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	292	160	145
7	1	7	2	•	4	4	12	1	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	409	191	183
1	•	4	•	•	3	5	4	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	284	185	161
1	•	4	•	•	4	4	5	•	2	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	237	123	110
4	•	12	•	•	5	6	5	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	282	125	122
13	•	1	•	•	3	5	7	6	5	2	2	•	1	•	•	•	•	•	•	•	506	215	179
8	•	3	•	•	11	7	7	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	827	244	227
1	•	7	•	•	4	1	5	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	236	125	108
4	•	3	•	•	3	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	266	109	109
7	•	7	•	•	7	4	8	2	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	400	254	232
5	•	7	•	•	8	5	6	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	502	134	128
19	•	10	•	•	22	6	25	8	2	12	5	1	•	•	•	•	•	•	•	•	657	373	333
5	•	2	•	•	1	2	5	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	245	126	126
1	•	5	•	•	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	323	119	112
7	•	9	•	•	1	4	2	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	244	132	127
6	•	11	•	•	2	5	2	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	262	160	137
4	•	1	•	•	2	2	5	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	597	157	127
3	•	1	•	•	2	3	11	•	•	4	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	260	137	138
7	1	4	•	•	9	5	5	1	•	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	268	127	120
5	•	•	•	•	•	2	3	2	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	279	87	88
14	•	10	•	•	8	6	12	1	•	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	531	155	150
7	•	9	•	5	7	9	7	2	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	369	206	188
14	•	18	•	•	17	5	21	4	3	2	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	483	307	280
4	•	6	•	•	5	3	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	254	131	123
4	•	•	•	•	2	14	•	•	•	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	411	165	159

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 1,000

Pottes	5	18	54	80	54	35	26	26	21	14	8	15	1	10	•	5	•	9	•
Rongy	•	9	15	31	51	46	35	27	16	12	5	10	10	10	•	7	•	8	•
Roucourt	3	11	36	36	46	23	35	20	17	12	12	18	•	12	•	7	•	7	•
Rumes	4	14	22	57	75	58	26	20	11	16	8	5	5	7	•	5	•	10	•
Saint-Léger	•	14	20	28	42	28	8	10	7	12	5	8	•	7	•	10	•	5	•
Taintignies	6	18	21	50	84	73	51	45	41	21	17	11	6	15	•	4	1	6	•
Templeuve	•	9	55	71	117	92	54	40	47	25	30	33	3	20	•	28	•	11	1
Vaux-lez-Tournai	2	6	11	44	66	40	70	35	18	14	14	15	2	18	•	6	•	6	•
Velaines	1	19	53	78	54	59	48	26	13	14	14	27	1	12	•	4	•	9	•
Vezeu	6	27	50	80	65	40	34	2	17	12	11	5	•	8	•	2	•	4	•
Warcoing	•	5	27	25	32	24	5	9	13	10	7	10	•	8	•	9	•	8	•
Wez-Velrain	•	10	11	24	26	40	29	20	13	13	3	7	•	10	•	10	•	10	•
Wiers	10	50	80	75	97	67	78	80	75	60	37	47	•	38	•	25	•	18	•
TOTAUX	103	602	1601	2217	2518	2125	1584	1137	888	710	550	646	85	357	10	422	6	436	12

Communes de 5,000

Leuze	1	5	24	92	141	134	100	80	85	57	11	48	•	53	1	62	1	35	•
Peruwelz	2	16	57	101	200	255	177	139	98	126	•	110	•	75	•	69	•	69	•
TOTAUX	3	21	81	285	341	387	277	219	183	185	11	158	•	128	1	131	1	104	•

Communes de 10,000

Communes de 20,000

Communes de 30,000

Tournai	1	1	5	73	138	254	196	97	119	121	•	125	•	225	•	111	•	190	•
-------------------	---	---	---	----	-----	-----	-----	----	-----	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---

Communes de plus

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201	315	429	515	1020	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
							à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	390	486	000	1485	1944	2856	3990	4857	9000	14400	10101				

à 5,000 habitants (suite).

5	1	6	"	"	5	13	14	3	0	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	425	155	159
9	"	4	"	"	4	8	7	1	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	327	161	158
5	"	4	"	"	5	5	8	2	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	525	152	126
5	"	5	"	"	7	"	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	357	177	176
3	"	2	"	"	2	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	212	105	93
6	"	4	"	"	4	5	5	5	1	1	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	495	311	277
8	1	10	"	"	15	12	35	1	1	6	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	751	588	561
5	"	5	"	"	8	1	7	1	"	1	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	395	169	150
5	"	8	"	"	5	4	15	4	1	5	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	480	105	104
2	"	4	"	"	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	402	84	81
3	"	6	"	"	9	4	4	2	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	224	104	99
4	"	5	"	"	4	5	0	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	248	143	129
12	"	10	"	"	15	12	40	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	926	597	552
311	8	296	2	6	207	255	447	92	36	56	14	5	4	"	"	1	"	"	"	"	18037	8727	8100

à 10,000 habitants.

40	"	52	"	"	47	46	186	74	51	40	5	1	1	"	"	"	"	"	"	"	1431	815	761
52	"	62	"	"	69	65	200	56	50	49	1	"	1	2	"	"	"	"	"	"	2169	1164	1114
92	"	94	"	"	116	111	586	130	61	89	4	1	2	2	"	"	"	"	"	"	3600	1977	1875

à 20,000 habitants.

à 30,000 —

} NÉANT.

à 60,000 habitants.

203	"	149	"	1	305	260	1102	723	413	427	107	51	20	5	"	2	"	"	"	"	5404	3384	3427
-----	---	-----	---	---	-----	-----	------	-----	-----	-----	-----	----	----	---	---	---	---	---	---	---	------	------	------

de 60,000 habitants. — NÉANT.

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

RÉCAPITULATION POUR L'AR

Communes au-dessous de 1,000 hab.	51	204	434	755	715	680	575	396	514	247	202	247	24	200	5	127	6	143	2
Id. de 1,000 à 5,000 —	103	602	1601	2217	2518	2125	1584	1157	888	710	550	646	83	557	10	422	6	456	12
Id. de 5,000 à 10,000 —	5	21	81	285	541	587	277	219	185	185	11	158	»	128	1	131	1	104	»
Id. de 10,000 à 20,000 —	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Id. de 20,000 à 30,000 —	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Id. de 30,000 à 60,000 —	1	1	5	75	138	254	196	97	119	121	»	125	»	225	»	111	»	190	»
Id. de plus de 60,000 —	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
TOTAUX	158	888	2121	5526	5712	5446	2630	1849	1504	1261	765	1176	107	1116	16	791	15	875	14

RÉCAPITULATION

Arrondissements de :																			
Ath	536	1245	2075	2586	2262	2027	1790	1165	990	880	452	791	47	724	24	465	25	444	16
Charleroi	121	654	1450	2780	5895	5108	5915	5704	5056	4504	5459	4493	41	4059	99	5097	20	2691	1
Mons	165	921	1995	5436	5755	4527	4470	5199	5025	2916	1670	5262	27	2752	16	1992	10	1688	22
Soignies	60	500	1350	2145	2554	2704	2645	2281	1906	1665	1196	1560	»	1591	»	1116	1	985	1
Thuin	85	502	927	1894	2576	2588	2620	2102	1746	1630	1508	1479	7	1352	13	911	13	862	4
Tournai	158	888	2121	5526	5712	5446	2630	1849	1504	1261	765	1176	107	1116	16	791	15	875	14
TOTAUX GÉNÉRAUX	925	4708	9896	15 967	18 330	20 400	20 068	16 600	14 225	12 634	8828	12 761	229	11 554	168	8372	85	7541	58

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en				
120	126	152	158	144	150	171	201	515	429	515	1020	1542	2001	5000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.		
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.		
							285	509	486	999	1485	1944	2656	5999	4857	9600	14400	19101		1883	1890	

RONDISSEMENT DE TOURNAI.

107	1	92	1	1	101	74	124	20	14	15	5	4	5	"	"	"	"	"	"	5947	5110	2876
311	8	296	2	6	297	255	447	92	56	56	14	5	4	"	"	1	"	"	"	18057	8727	8100
92	"	94	"	"	116	111	586	150	61	89	4	1	2	2	"	"	"	"	"	5690	1977	1875
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
905	"	149	"	1	505	269	1102	725	415	427	107	51	20	5	"	2	"	"	"	5404	5584	5427
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
715	9	631	5	8	819	700	2059	965	524	585	128	41	29	7	"	5	"	"	"	52988	17198	16278

GÉNÉRALE.

347	10	327	7	7	378	347	791	227	60	75	9	2	5	4	"	5	"	"	"	20756	9522	9074
2169	"	1944	2	2	2150	1674	5725	1555	455	947	165	49	35	6	"	1	"	"	"	67540	50405	54419
1322	9	1070	15	25	1520	1129	2651	1267	482	826	160	57	26	5	1	2	"	"	"	50470	54271	25010
857	"	866	6	5	899	691	1504	405	156	192	15	7	2	5	1	2	"	"	"	29625	15985	15085
721	2	664	1	5	680	571	1515	571	95	122	27	5	5	1	"	5	"	"	"	26985	16064	15758
715	9	631	5	8	819	700	2059	965	524	585	128	41	29	7	"	5	"	"	"	52988	17198	16278
6129	50	5502	34	48	6226	5112	12 026	4568	1748	2745	504	161	98	26	2	14	"	"	"	228540	145441	112524

PROVINCE

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

ARRONDISSEMENT ADMI

1^{re} CATÉGORIE. — Communes

Abée	1	19	25	20	14	1	11	5	5	0	5	0	2	4	0	5	0	1
Aineffe	"	"	1	6	9	4	1	2	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"
A vins (Les)	"	21	54	12	8	7	8	2	2	1	5	"	7	"	2	"	2	"
Bois-Borsu.	1	51	54	57	20	9	21	6	15	1	10	"	11	"	5	2	1	1
Borlez	"	5	11	28	16	5	8	2	1	"	"	5	"	6	"	1	"	5
Burdinne	6	23	48	55	25	10	8	11	2	0	"	5	"	4	"	4	"	5
Chapon-Seraing	"	7	16	14	9	11	6	"	5	6	"	4	"	5	"	6	"	5
Clermont	"	24	58	37	21	12	6	9	7	1	5	1	5	"	5	"	2	"
Ehein	"	"	2	1	5	1	4	2	1	"	1	"	2	"	1	"	"	"
Ellemelle	5	11	17	6	2	6	4	4	2	"	2	"	1	"	2	"	7	"
Ernonheid.	4	5	9	11	11	7	5	7	"	2	"	1	"	"	"	"	"	"
Fairon-Comblain	5	21	27	54	24	18	18	15	11	1	6	"	9	"	9	"	2	1
Filot.	"	10	20	14	10	9	"	6	"	9	"	5	"	2	"	1	"	2
Fize-Fontaine	1	15	55	25	16	11	8	6	6	7	"	2	"	4	"	2	"	4
Flône	"	"	2	8	4	8	1	4	7	"	"	"	"	2	"	5	"	2
Fraiture	"	11	25	25	9	9	5	6	7	"	1	"	2	"	"	"	4	4
Hamoir.	1	20	44	28	21	12	15	9	10	1	8	2	8	"	2	"	5	1
Hannêche	5	14	9	16	15	6	10	5	4	5	"	"	"	4	"	"	"	1
Hermalle-sous-Huy.	"	12	24	54	22	10	9	8	7	2	5	"	5	1	2	"	4	"
Hody	"	1	12	6	6	4	4	5	4	"	5	"	4	"	2	"	1	1
Huccorgne.	9	20	55	29	15	5	5	2	"	2	"	5	"	1	"	2	"	"
Lamontzée	7	6	19	14	8	5	1	4	"	"	"	1	"	4	"	"	"	"
Lavoir	"	7	15	21	10	7	"	1	"	2	"	"	"	"	"	2	"	2
Linchet.	"	4	4	2	5	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"
Lorcé	14	55	55	15	10	15	"	5	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"
Narneffe	15	20	56	40	18	10	6	5	2	8	"	5	2	"	"	"	1	"
Molave.	"	20	28	22	16	10	5	1	2	"	5	1	"	"	5	"	"	4
Neuville-en-Condruz	"	20	51	28	7	10	8	7	8	"	6	"	"	"	6	"	5	4
Neuville-sous-Huy	5	10	10	7	2	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Ocquier.	"	59	55	44	11	11	1	9	11	1	5	"	5	"	5	1	1	2

DE LIÈGE.

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201 à 285	315 à 399	439 à 486	513 à 990	1029 à 1485	1542 à 1944	2001 à 2856	3000 à 3999	4143 à 4857	5142 à 9600	10200 à 14400	15000 à 19101	20100 et au- dessus.	Total.	1889	1890

NISTRATIF DE HUY.

au-dessous de 1,000 habitants.

3	1	5	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	128	55	48
5	2	2	2	1	2	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	35	16	17
3	2	1	1	2	2	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	121	44	44
2	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	214	85	81
5	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	96	52	50
2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	207	60	59
4	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	101	39	39
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	205	94	91
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	29	18	17
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	68	25	25
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	65	16	16
2	1	1	1	1	1	3	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	208	87	78
2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	89	31	31
2	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	147	39	38
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	47	20	16
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	108	57	53
7	1	1	1	1	1	5	5	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	204	91	80
2	2	1	1	1	1	5	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	97	32	34
9	1	1	1	1	1	5	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	178	92	82
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	54	25	25
5	5	1	1	1	1	5	5	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	134	51	54
2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	72	22	25
5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	75	18	18
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	18	4	4
2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	128	36	25
1	4	1	1	1	1	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	188	36	39
1	5	1	1	1	1	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	128	42	45
5	1	1	1	1	1	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	157	71	60
2	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	36	6	7
5	1	1	1	1	1	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	202	57	58

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

1^{re} CATÉGORIE. — Communes

Oteppe	4	20	32	30	23	5	10	2	3	3	•	2	•	2	•	1	•	2	•
Outrelouxhe	•	8	10	15	2	3	3	•	3	•	•	•	2	•	1	•	1	•	•
Pailhe	2	17	20	24	8	8	7	1	•	1	•	4	1	2	•	6	•	2	•
Poulscur	1	18	31	18	17	11	9	7	3	•	6	•	4	•	1	•	•	•	1
Ramelot	•	8	11	14	8	7	3	4	2	•	•	•	5	•	2	•	3	•	•
Saint-Séverin	3	33	36	18	17	7	2	3	4	2	3	1	2	•	1	•	2	•	•
Seny	•	6	14	9	5	5	3	•	6	•	3	•	4	•	4	•	2	•	1
Seraing-le-Château	•	2	9	12	8	10	6	2	•	2	•	1	•	1	•	•	•	2	•
Soheit-Tinlot	•	5	13	8	4	7	10	1	6	•	•	•	5	•	1	•	2	•	4
Terwagne	1	2	28	9	10	8	•	1	2	•	6	•	6	•	•	1	•	•	3
Vieuxville	2	8	13	11	5	6	2	7	•	6	•	•	1	•	•	•	•	•	•
Vieux-Waleffes	15	14	14	16	4	2	3	•	3	1	•	•	•	2	•	3	•	•	•
Villers-aux-Tours	4	10	26	25	16	6	8	•	7	•	2	•	•	•	5	•	•	•	•
Vissoul	1	3	14	10	6	4	3	2	2	•	•	4	•	•	•	1	1	•	•
Vyle-Tharoul	2	16	17	14	13	12	9	7	3	4	•	•	•	1	•	2	•	•	•
Wanze	•	7	10	21	20	21	2	13	6	13	•	8	•	6	•	5	•	3	•
Warêt-l'Évêque	3	18	48	33	31	14	•	6	3	5	•	5	•	2	•	4	•	•	•
Warzéc	•	16	15	12	10	6	13	2	1	•	3	•	6	1	6	•	2	•	2
Werbomont	1	14	16	9	9	8	8	•	•	5	•	•	•	•	•	•	•	•	•
Xhoris	7	31	40	29	28	13	7	10	2	9	•	8	1	1	•	2	•	3	•
Yernée-Fraineux	•	6	13	12	8	7	2	3	1	•	6	•	2	1	4	•	•	•	•
TOTAUX	119	705	1143	982	617	599	295	217	175	107	92	66	95	31	67	31	47	33	50

2^e CATÉGORIE. — Communes

Amay	1	65	145	133	125	77	49	42	25	45	•	32	•	34	•	15	•	15	•
Ampsain	•	9	34	33	63	33	31	19	28	12	•	10	•	9	•	3	•	7	•
Antheit	16	49	92	147	86	34	33	36	14	21	•	9	•	4	•	11	•	9	•
Bas-Oha	2	21	22	30	36	24	8	7	5	11	•	17	•	8	•	1	•	4	•
Ben-Abin	3	33	77	86	36	46	28	26	17	33	•	27	•	13	•	13	•	10	•

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	130	132	158	144	150	171	201 à 285	315 à 399	420 à 486	515 à 999	1029 à 1485	1512 à 1944	2001 à 2856	3000 à 3999	4143 à 4857	5142 à 6600	10200 à 14100	15000 à 19101	20100 et au-dessus.	Total	1889	1890

au-dessous de 1,000 habitants (suite).

2	"	5	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	165	51	51
"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	47	15	15
1	"	2	"	"	1	2	1	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	112	50	29
"	1	"	"	4	1	1	6	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	144	54	40
"	"	"	"	"	"	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	60	26	27
"	5	"	"	5	"	"	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	147	40	39
"	"	"	"	"	"	"	5	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	70	57	55
"	"	5	"	"	2	5	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	64	22	25
"	4	"	"	5	"	1	4	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	80	41	40
"	5	"	"	1	"	6	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	97	58	38
1	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	65	17	18
1	"	"	"	"	2	1	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	81	16	15
"	1	"	"	"	"	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	108	27	28
1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	55	14	15
4	"	"	"	"	"	"	2	"	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	108	38	56
"	"	7	"	"	"	2	12	5	5	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	165	64	58
1	"	"	"	"	"	"	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	180	47	47
"	"	"	"	2	"	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	101	40	59
2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	72	15	17
1	"	"	"	"	"	"	4	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	107	85	87
"	1	"	"	1	"	"	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	71	26	25
58	57	45	1	55	17	50	111	25	15	17	7	4	5	"	"	"	"	"	"	5732	1968	1900

de 1,000 à 5,000 habitants (suite).

12	"	8	"	"	16	8	27	11	6	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	886	209	279
12	"	7	"	"	8	15	15	4	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	396	147	140
6	"	5	"	"	7	5	9	1	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	655	114	105
5	"	5	"	"	1	1	6	5	2	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	221	77	75
5	"	7	"	"	9	5	17	5	"	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"	515	143	150

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

2^e CATÉGORIE. — Communes

Clavier	1	30	57	55	59	18	16	7	7	•	5	1	3	•	10	•	8	•	6
Couthuin	39	110	159	155	86	59	21	19	20	11	•	15	•	9	•	6	•	6	•
Ferrières	17	51	50	60	26	24	11	8	•	8	•	1	•	•	•	•	•	•	•
Harzé	16	35	42	34	51	17	14	7	1	7	•	5	•	2	•	1	•	•	•
Héron	5	32	55	42	52	25	6	7	4	5	•	1	•	5	•	5	•	8	•
Jehay-Bodegnée	•	34	53	49	51	24	17	9	9	6	•	8	•	7	•	2	•	9	•
Landenne	17	61	92	74	71	21	12	4	11	10	•	6	•	3	•	1	•	8	•
Moha	24	51	85	61	37	16	18	14	8	3	•	3	•	9	•	5	•	4	•
Nandrin	11	26	52	59	21	16	10	9	16	•	14	1	5	1	4	•	4	•	2
Ombret-Ransa	11	40	45	28	13	11	6	4	5	1	•	10	•	2	•	5	•	2	•
Ouffet	1	35	78	47	40	29	15	9	11	•	20	1	14	•	5	•	2	•	5
Seilles	7	56	52	76	64	82	49	38	32	40	1	23	•	21	•	14	•	11	•
Strée	8	42	42	47	29	15	10	8	4	4	1	10	•	10	•	5	•	1	•
Tavier	•	25	51	60	22	16	18	17	12	2	7	1	7	1	5	•	5	•	1
Tibange	2	15	34	55	48	32	25	13	9	27	1	17	•	14	•	6	•	4	•
Vaux-Borset	•	17	32	29	36	18	11	12	9	5	•	5	•	2	•	4	•	4	•
Verlaine	1	58	66	65	48	51	11	9	6	8	•	5	•	5	•	7	•	9	•
Vierset-Barse	27	69	56	51	16	30	20	11	12	15	•	11	•	12	•	2	•	4	•
Villers-le-Bouillet	9	40	104	106	72	53	25	26	27	13	•	10	•	9	•	7	•	2	•
Villers-le-Temple	1	56	47	50	22	14	12	8	14	2	6	•	4	1	6	1	5	•	1
Vinalmont	18	42	71	56	35	15	16	16	6	8	•	5	•	2	•	3	•	•	•
Waleffes (Les)	8	52	22	29	19	18	11	9	10	4	•	6	•	2	•	5	•	•	•
Warnant-Dreye	12	40	52	47	45	25	8	11	4	8	•	5	•	2	•	6	•	5	•
TOTAUX	257	1188	1768	1744	1247	825	529	405	524	307	55	259	53	185	28	122	24	118	15

3^e CATÉGORIE. — Communes

Marchin	17	96	192	179	129	102	70	64	28	35	•	25	•	24	•	14	•	5	•
-------------------	----	----	-----	-----	-----	-----	----	----	----	----	---	----	---	----	---	----	---	---	---

4^e CATÉGORIE. — Communes

Huy	1	41	78	99	88	159	152	93	112	129	•	182	•	154	•	171	7	1	149
---------------	---	----	----	----	----	-----	-----	----	-----	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---	---	-----

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en				
120	126	132	138	144	150	171	201	315	429	515	1029	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.		
							à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.		1889	1890

de 1,000 à 3,000 habitants (suite).

9						4	2	1	2	1		1									270	85	89
4	5			6	2	14	2		1	2											751	103	100
			1			4			1			1									265	44	44
5	1			2	5	1			1												245	51	54
2	1			5	5	2															241	66	70
4	0			6	4	2	5		1			2									286	81	85
5				5	6	1	2		1												407	64	66
5				5	4	2	1														540	87	88
	6			5	5	7	5		2												250	98	90
		2		4	2	7				1											206	55	55
	1			5	6	7	1	2		2											550	115	105
18	0			12	10	51	5	2	7	1											656	213	205
6	5			1	5	2	1														250	75	74
	4			2	2	1		1		1											250	80	85
		8		5	4	15	1		6												359	126	121
2				2	5	5		1	1												194	58	58
8	10			5	2	2	1	2	5												358	90	87
5	5			8	5	12	1						1								571	119	112
		4		5	1	7	2														520	87	85
	5			5		2	1		1												242	77	74
5	5			5	1	4	2	1	2				1								515	68	70
2		2		1		6	2														191	55	56
5		10		4	5	1	1		1												289	71	69
104	25	08		12	114	69	209	55	18	58	9	1	7								10202	2755	2665

de 3,000 à 10,000 habitants.

10		7			9	6	11	5		2	1	1									1028	257	218
----	--	---	--	--	---	---	----	---	--	---	---	---	--	--	--	--	--	--	--	--	------	-----	-----

de 10,000 à 20,000 habitants.

		126			115	155	545	195	98	150	21	2	1								2758	2009	1750
--	--	-----	--	--	-----	-----	-----	-----	----	-----	----	---	---	--	--	--	--	--	--	--	------	------	------

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

ARRONDISSEMENT ADMI

1^{re} CATÉGORIE. — COMMUNES

Argenteau	1	5	17	36	19	26	9	9	9	13	1	9	•	5	•	8	•	4	•
Barchon	•	6	14	16	13	12	6	8	5	9	•	6	•	4	•	4	•	4	•
Beaufays	1	17	21	25	34	2	24	15	2	11	2	8	1	8	•	4	•	6	•
Berneau	•	4	11	16	10	16	7	2	9	7	1	5	•	2	•	6	•	•	5
Bierset	•	5	25	52	17	14	15	•	5	10	•	15	•	9	1	•	•	1	•
Bombaye	•	7	15	18	11	9	13	10	9	5	•	•	•	5	•	2	1	2	•
Cerexhe-Henseux	5	12	16	27	20	17	15	19	2	12	1	10	•	5	•	4	•	5	•
Chokier	•	5	7	20	21	31	15	9	1	10	•	10	•	9	•	2	•	5	•
Dolembreux	1	9	14	21	11	17	14	9	1	12	•	6	•	2	•	2	•	5	•
Évegnée	2	8	7	6	•	8	5	1	•	10	•	4	•	4	•	5	•	•	•
Feneur	•	5	5	4	4	4	2	5	5	1	•	4	•	5	•	2	•	2	1
Fexhe-Slins	•	15	58	44	21	26	12	15	12	6	•	9	1	7	•	2	•	2	•
Fooz	•	5	27	19	16	9	7	2	6	2	•	4	•	2	•	1	•	2	•
Gleixhe	1	7	15	4	9	5	2	•	1	1	•	•	•	5	•	•	•	1	•
Gomzé-Audoumont	2	11	24	12	8	4	10	2	•	5	•	1	•	•	•	1	•	•	•
Hognoul	•	5	9	10	15	9	8	8	5	5	•	5	•	5	•	2	•	2	•
Housse	1	22	55	52	10	19	15	15	6	5	•	9	•	2	•	7	•	•	•
Juprelle	•	10	26	55	24	11	6	15	•	5	•	5	•	5	•	2	•	5	•
Lantin	1	5	16	20	10	8	5	5	•	2	•	4	•	•	•	1	•	2	•
Liers	1	8	20	20	12	7	11	5	6	4	•	1	•	•	•	1	•	2	•
Lixhe	•	25	56	24	15	12	15	8	4	7	1	2	•	6	•	2	•	6	•
Loncin	•	4	6	16	17	54	25	10	2	8	5	11	•	6	•	5	•	2	•
Magnée	1	7	10	15	8	5	5	7	•	5	•	6	•	5	•	4	•	1	•
Mélin	•	21	26	29	8	25	15	25	5	18	6	•	•	8	•	4	•	5	•
Micheroux	1	1	8	9	•	11	7	6	•	14	•	6	•	1	•	•	•	2	1
Mortier	•	10	26	23	25	22	20	15	6	16	•	6	1	•	•	5	1	6	•
Mortroux	•	17	16	12	15	8	10	5	5	7	1	5	•	1	•	1	•	•	•
Mouland	•	10	17	20	6	6	7	1	1	5	•	5	•	6	•	2	•	5	•
Paifve	•	11	27	16	1	6	•	4	•	1	•	2	•	5	•	2	•	1	•
Plainevaux	•	20	41	45	25	15	15	7	12	•	4	•	2	•	5	•	•	•	2
Richelle	•	5	20	26	14	14	5	5	8	1	•	2	•	1	•	2	•	5	•
Rocour	1	19	16	26	20	12	14	15	•	21	•	9	•	8	•	4	•	5	•

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en						
120	126	132	138	144	150	171	201	315	429	515	1029	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890	
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.				
							285	309	486	909	1485	1944	2856	5999	4857	9600	14400	19101					

NISTRATIF DE LIÈGE.

au-dessous de 1,000 habitants.

6	»	1	»	»	1	2	2	6	2	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	191	92	84
3	»	1	»	»	1	1	3	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	117	62	58
1	»	1	»	»	7	4	4	3	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	202	113	108
»	»	3	»	»	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	103	68	62
4	»	1	»	»	3	1	1	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	155	74	60
»	»	»	»	»	4	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	110	48	47
4	»	4	»	»	2	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	175	101	91
4	»	1	»	»	2	5	10	9	5	3	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	185	124	94
1	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	126	64	65
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	59	29	29
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	50	31	33
2	2	2	1	1	4	3	3	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	227	112	112
»	»	3	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	108	30	29
2	»	1	»	»	1	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	52	12	12
1	»	»	»	»	»	»	3	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	85	35	32
4	»	1	»	»	4	4	3	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	99	49	40
1	»	»	1	»	3	2	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	186	75	65
»	»	5	1	»	»	3	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	157	75	70
1	»	1	»	»	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	82	38	37
2	»	»	3	3	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	111	62	52
3	»	1	»	»	3	2	3	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	174	63	63
»	8	3	2	4	1	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	168	95	66
3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	80	41	34
1	»	5	»	»	2	1	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	191	113	109
2	»	»	»	»	»	3	1	2	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	75	69	43
1	1	1	»	»	7	1	1	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	192	111	95
1	»	»	»	»	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	106	53	45
3	1	1	»	»	2	»	2	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	97	47	48
3	»	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	79	25	22
»	1	1	»	»	»	1	2	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	198	71	67
»	»	1	»	»	»	»	2	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	106	55	48
1	»	2	»	»	3	4	7	4	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	191	104	84

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108

1^{re} CATÉGORIE. — Communes

Roloux	»	8	15	11	6	4	7	3	1	»	»	4	»	4	»	1	»	3	»
Rotheux-Rimière	1	39	47	44	22	14	16	11	6	1	6	»	2	»	1	»	6	»	3
Saint-André	»	6	14	7	5	7	14	10	»	15	»	6	»	1	»	6	»	4	»
Saint-Remy	1	38	34	34	23	12	9	8	13	4	»	4	1	3	»	3	»	3	»
Tignéé	»	6	5	7	7	5	2	3	1	4	»	4	»	3	»	»	»	3	»
Velroux	»	19	29	19	15	11	7	2	»	»	»	2	»	1	»	1	»	3	»
Villers-Saint-Siméon	2	5	10	10	16	5	6	5	4	3	»	1	»	4	»	»	»	2	»
Voroux-Coreux	»	4	16	23	16	14	5	7	»	1	»	1	»	4	»	2	»	2	»
Voroux-lez-Liers	1	6	19	21	4	11	4	4	1	1	»	»	»	»	»	2	»	»	»
Warsage	1	24	19	16	11	11	9	11	13	5	»	1	1	4	»	5	»	3	»
Wihogne	»	12	7	9	12	7	4	1	»	4	»	1	»	2	»	2	»	1	1
Xhendremael	1	23	54	38	30	16	8	11	»	4	»	4	»	4	»	5	»	2	»
TOTAUX	24	307	374	316	304	337	429	356	162	276	26	187	9	145	7	108	8	107	7

2^e CATÉGORIE. — Communes

Allier	»	17	34	43	22	22	13	7	5	12	»	6	»	12	»	5	»	»	»
Anthisnes	1	43	79	53	20	25	11	11	8	»	13	»	7	»	4	»	4	»	»
Awans	1	22	60	31	42	16	11	17	6	11	»	12	»	8	»	4	»	»	»
Awirs (Les)	»	37	87	102	51	28	18	12	14	11	»	10	»	3	»	5	»	1	»
Ayeneux	1	5	27	33	33	26	18	30	»	21	»	12	»	15	»	6	»	9	»
Aywaille	32	146	160	124	78	68	50	48	6	50	3	21	1	9	»	8	1	7	»
Bellaire	3	17	38	46	25	31	22	16	3	11	»	19	»	11	»	9	»	6	»
Beyne-Heusay	1	72	79	112	76	61	36	62	12	40	»	23	»	19	»	15	»	11	»
Boirs	1	12	35	36	38	18	11	8	3	9	»	9	1	6	»	3	1	4	»
Boncelles	4	26	62	78	38	39	22	30	4	17	1	5	»	9	»	6	»	4	»
Bressoux	3	12	23	44	31	39	33	40	18	74	»	30	»	76	»	40	»	24	»
Chaufontaine	»	11	25	28	23	29	13	25	»	38	1	14	»	10	»	12	»	10	»
Cheratte	»	20	75	75	44	61	43	36	22	27	»	18	»	20	»	15	»	13	»
Comblain-au-Pont	11	78	148	137	83	85	27	42	31	5	15	»	12	3	9	1	8	»	5
Dalhem	»	23	47	33	21	18	18	15	17	5	2	3	»	5	»	4	»	4	»
Embourg	»	6	8	32	20	27	19	22	1	13	»	6	»	6	»	5	»	7	»
Engis	2	15	36	38	48	27	19	17	11	22	»	24	»	15	»	9	»	6	»

revenu cadastral de francs :																			Nombre total d'articles à la contribution personnelle en			
120	126	132	138	144	150	171	201 à	315 à	429 à	513 à	1029 à	1542 à	2001 à	5000 à	4143 à	5142 à	10200 à	15000 à	20100 et au-dessus.	Total.	1889	1890
							285	399	486	999	1485	1944	2856	3999	4857	9600	14400	19101				

au-dessous de 1,000 habitants (suite).

1	"	1	"	"	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	72	27	29
"	2	"	"	"	"	"	1	"	"	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	227	85	76
1	"	"	"	"	3	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	106	75	75
2	"	"	"	"	1	2	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	199	96	70
1	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	52	24	25
2	2	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	114	21	20
"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	80	36	35
"	"	2	"	"	1	1	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	105	27	27
"	"	2	"	"	"	"	5	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	81	32	30
5	"	5	"	"	2	"	1	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	147	77	77
2	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	67	30	29
2	"	1	"	"	2	1	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	209	38	40
71	17	55	8	11	77	45	72	58	11	18	"	2	2	"	"	"	"	"	5694	2705	2443	

de 1,000 à 5,000 habitants.

"	"	4	"	"	4	1	5	2	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	215	78	66
1	2	"	"	2	"	6	2	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	501	85	85
6	"	5	"	"	8	1	6	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	268	107	90
4	"	5	"	"	4	4	6	"	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	402	80	81
3	"	4	"	"	1	8	5	2	"	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	265	152	127
6	2	4	"	"	10	9	9	7	2	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	862	510	296
2	"	1	"	"	5	5	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	271	135	126
7	"	4	"	"	10	10	13	4	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	671	324	265
2	"	2	1	"	4	1	4	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	250	86	77
2	"	"	"	"	"	5	5	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	574	188	156
17	"	14	"	"	20	19	58	3	"	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	623	424	324
10	"	6	"	"	11	1	21	7	5	9	2	"	"	"	"	"	"	"	"	511	195	157
8	"	6	"	"	4	5	7	3	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	502	259	191
1	7	"	"	"	1	8	11	2	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	691	246	219
7	1	5	"	"	"	5	"	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	234	98	86
9	"	6	"	"	"	4	9	8	1	6	1	"	"	"	"	"	"	"	"	216	151	110
1	"	9	"	"	8	5	15	7	2	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	335	136	122

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

2^e CATÉGORIE. — Communes

Esneux	1	20	57	91	62	70	53	43	6	37	2	54	1	21	•	23	1	17	•
Flémalle-Grande	•	18	55	105	112	104	67	79	47	75	•	64	•	31	•	20	•	9	•
Flémalle-Haute	2	21	49	70	69	57	52	54	22	26	•	31	•	16	•	16	•	16	•
Fléron	2	26	49	55	53	24	35	42	•	30	•	20	•	17	•	16	•	12	•
Forêt	1	20	44	65	66	64	76	78	10	71	•	45	•	29	•	10	•	21	•
Fouron-le-Comte	2	49	51	55	18	24	20	14	7	10	•	6	•	6	•	9	•	8	•
Fraipont	3	11	27	31	27	32	33	27	•	18	•	15	•	9	•	7	•	7	•
Glain	•	5	3	22	21	39	28	25	16	58	•	37	•	20	•	12	1	18	•
Glons	•	52	96	96	46	25	22	10	10	8	•	15	3	6	•	5	•	4	•
Grâce-Berleur	•	51	47	72	91	78	46	58	3	67	•	35	•	21	•	15	•	15	•
Haccourt	11	72	94	88	52	32	32	10	10	12	1	8	1	10	•	6	•	5	1
Hermalle-sous-Argenteau	•	18	52	45	29	23	22	17	13	12	•	11	•	8	•	5	•	9	•
Hermée	2	59	58	36	19	20	15	10	7	6	•	5	•	3	1	4	•	5	•
Heure-le-Romain	6	57	77	51	32	24	15	5	7	2	2	4	•	2	•	4	•	1	•
Hollogne-aux-Pierres	10	36	77	113	144	109	67	37	35	61	•	33	•	24	•	16	•	12	•
Horion-Hozémont	8	51	165	166	97	65	45	54	17	20	•	17	•	17	•	8	2	10	•
Houtain-Saint-Siméon	4	55	60	61	27	18	16	6	7	8	•	7	•	5	•	1	•	•	•
Jupille	3	34	67	99	87	94	78	94	4	86	•	64	•	29	•	24	1	22	•
Louveigné	1	19	58	66	82	37	31	24	2	55	•	10	•	10	•	5	•	5	•
Milmort	1	48	51	40	37	15	15	15	4	7	2	5	•	5	•	6	•	•	•
Mons	1	17	53	81	78	54	45	43	29	15	•	15	•	10	•	4	•	6	•
Nessonvaux	•	2	17	10	13	12	25	30	1	39	•	13	•	9	•	10	•	8	•
Othée	•	17	57	61	53	36	23	12	4	8	•	9	•	2	1	5	•	3	•
Oupeys	7	15	36	48	35	31	17	18	1	6	•	5	•	4	•	1	•	3	•
Queue-du-Bois	•	25	85	72	30	19	12	9	•	25	11	•	•	6	•	5	•	5	•
Ramet	6	19	58	80	55	49	46	44	•	76	•	30	•	43	•	18	•	13	•
Retinne	•	13	18	27	19	14	12	16	1	45	•	7	•	10	•	9	•	8	•
Romsée	2	20	60	90	57	48	15	25	•	18	•	15	•	5	•	4	•	7	•
Rouvieux	2	20	40	54	46	20	14	13	•	12	2	4	•	4	•	4	•	•	•
Saive	3	32	52	43	26	34	17	23	2	18	•	15	•	7	•	4	•	4	•
Slins	1	12	54	54	25	22	9	5	4	4	•	4	•	6	•	3	•	3	•
Soumagne	1	44	81	110	46	49	45	60	2	65	•	31	•	20	•	21	•	10	•
Sprimont	4	40	91	99	85	73	38	49	10	37	2	23	1	10	1	18	•	1	•
Tilff	6	22	55	60	50	44	33	45	11	25	10	25	3	16	•	8	•	14	•

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en						
120	126	132	138	144	150	171	201	315	429	515	1029	1543	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890	
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.				
							285	399	486	900	1485	1044	2850	5999	4857	9600	14400	19101					

de 1,000 à 5,000 habitants.

11	1	5	"	1	6	18	55	12	6	5	1	"	"	"	1	"	"	"	"	646	335	523
8	"	5	"	"	16	15	21	5	2	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	856	452	251
8	"	16	"	"	10	9	16	5	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	545	368	220
9	"	1	"	"	10	3	17	5	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	595	217	187
19	"	15	"	"	22	12	41	8	1	1	2	1	"	"	"	"	"	"	"	720	411	365
6	"	6	"	"	5	2	1	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	279	115	120
7	"	1	"	"	7	9	16	5	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	295	153	128
8	"	6	"	"	6	7	16	6	1	2	"	"	1	"	"	"	"	"	"	354	239	155
7	8	"	"	"	5	5	13	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	414	157	128
11	"	6	"	"	10	8	24	6	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	647	258	182
5	"	2	"	"	1	8	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	470	188	180
6	"	7	"	"	12	6	5	5	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	285	145	132
5	"	5	"	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	240	80	78
"	"	1	"	"	6	2	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	501	82	80
21	"	22	"	"	7	9	22	11	"	7	"	"	"	"	"	"	"	"	"	875	298	207
0	"	8	"	"	4	4	9	2	"	"	1	"	1	"	"	"	"	"	"	758	158	125
"	"	4	"	"	1	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	265	99	89
22	"	18	"	"	19	21	37	14	1	10	2	1	"	"	"	1	"	"	"	932	527	443
2	"	5	"	"	5	5	9	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	587	186	182
5	"	1	"	"	2	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	257	84	80
9	"	11	"	"	7	"	9	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	489	286	188
15	"	9	"	"	12	7	10	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	244	140	113
1	"	5	"	"	1	1	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	301	78	76
2	"	2	"	"	2	1	6	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	241	97	80
"	"	6	"	"	1	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	511	93	84
18	"	16	"	"	24	2	25	5	"	5	5	"	"	"	"	"	"	"	"	635	369	252
6	"	6	"	"	4	5	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	222	159	106
5	"	5	"	"	2	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	576	158	125
2	"	"	"	"	1	"	5	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	242	90	76
2	"	1	"	"	"	4	4	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	295	129	112
4	"	5	1	"	1	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	220	91	81
10	"	14	1	"	7	5	14	4	5	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	662	553	276
5	"	5	"	"	2	1	4	6	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	615	291	266
2	1	11	"	2	9	7	16	4	2	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	484	247	216

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

2^e CATÉGORIE. — Communes

Trembleur.	»	51	61	61	55	52	56	21	27	18	»	16	»	6	»	4	1	5	»
Vaux-sous-Chèvremont.	2	7	44	83	72	70	65	95	1	66	»	45	»	55	»	46	»	21	»
Villers-l'Évêque	1	28	42	49	56	28	12	7	8	6	»	8	»	7	»	5	»	6	»
Visé.	»	11	38	58	52	37	49	40	46	45	8	52	1	25	1	22	1	15	2
Vivegnis	2	44	70	68	24	35	26	24	5	25	2	10	1	7	»	4	»	2	»
Voltem.	»	21	50	105	96	70	60	55	7	54	1	27	»	22	2	11	1	6	»
Wandre	»	85	106	112	70	90	42	90	41	57	»	36	»	32	»	25	»	14	»
TOTAUX	155	1763	5586	5873	2858	2402	1779	1829	586	1631	78	1064	32	798	19	588	22	465	8

3^e CATÉGORIE. — Communes

Angleur.	2	15	19	47	24	70	39	92	15	73	»	65	»	88	»	57	»	49	»
Ans.	»	30	76	97	141	152	140	133	56	126	1	101	»	43	1	37	»	24	»
Chénée.	1	36	57	94	82	50	74	85	1	116	»	104	»	61	»	61	»	65	»
Grivegnée.	1	48	99	112	130	146	128	115	101	95	1	84	»	65	»	45	1	41	»
Jemeppe	1	17	28	125	199	116	168	81	41	115	»	70	»	65	»	62	1	45	»
Montegnée	1	52	79	115	120	118	85	115	1	107	»	57	»	57	1	38	»	25	»
Saint-Nicolas.	»	51	70	94	148	150	99	116	»	120	»	74	»	58	»	22	1	15	»
Tilleur.	1	5	7	28	42	47	68	99	47	109	»	65	»	42	»	19	»	25	»
TOTAUX	7	252	435	710	886	849	799	852	262	859	2	620	»	459	2	541	5	285	»

4^e CATÉGORIE. — Communes

Herstal.	16	127	243	210	193	235	172	149	112	217	46	170	9	119	10	85	5	76	6
Ougrée.	2	35	119	150	151	134	155	152	15	205	4	128	»	104	»	49	»	60	»
TOTAUX	18	160	362	360	344	369	325	301	125	422	50	298	9	223	10	134	5	136	6

6^e CATÉGORIE. — Communes

Seraing.	»	103	205	285	451	487	479	528	51	508	5	497	»	325	»	242	»	209	»
------------------	---	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	----	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en								
120	126	132	158	144	150	171	201	315	429	515	1029	1542	2001	5000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890			
							à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	509	486	099	1485	1044	2856	3999	4857	9600	14400	19101							

de 1,000 à 5,000 habitants (suite).

2	"	4	"	"	5	1	1	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	388	184	169
24	"	25	"	"	14	17	31	15	2	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	788	595	504
2	"	5	"	"	2	1	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	253	68	67
22	2	12	1	4	18	14	55	6	4	5	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	562	401	565
2	"	1	"	"	3	2	4	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	356	136	110
8	"	3	1	"	4	5	9	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	598	215	167
15	"	6	"	"	10	9	22	1	1	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	874	450	580
412	24	553	5	9	572	512	655	177	44	82	25	5	5	"	1	1	"	"	"	25810	11932	9845	

de 5,000 à 10,000 habitants.

54	"	45	"	"	60	42	95	26	5	9	4	1	"	"	"	"	"	"	"	"	992	743	408
14	"	19	"	"	31	28	36	10	3	2	1	"	1	"	1	"	"	"	"	"	1304	724	448
35	"	42	"	"	87	59	148	39	22	16	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	1356	827	635
56	"	49	"	"	48	42	105	27	5	23	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	1505	920	610
42	"	34	"	"	54	40	108	47	24	30	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1489	1036	681
29	"	26	"	"	19	13	34	0	7	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1101	504	373
11	"	14	"	"	12	11	16	0	1	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1072	466	242
11	"	15	"	"	57	39	46	21	7	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	778	609	291
272	"	240	"	"	528	274	586	182	74	85	8	2	2	"	1	"	"	"	"	"	9657	5829	3778

de 10,000 à 20,000 habitants.

70	3	40	4	1	70	59	129	51	11	17	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2657	1477	1159
47	"	28	"	"	72	58	88	30	12	23	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	1798	904	584
117	3	68	4	1	142	97	217	81	25	40	4	1	"	"	"	"	"	"	"	"	4455	2581	1743

de 30,000 à 60,000 habitants.

204	"	155	"	11	169	184	393	144	43	75	1	11	"	"	"	1	"	"	"	"	5746	3332	2560
-----	---	-----	---	----	-----	-----	-----	-----	----	----	---	----	---	---	---	---	---	---	---	---	------	------	------

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

7^e CATÉGORIE. — Communes

Liège	•	24	79	126	159	255	228	326	307	505	259	494	203	458	364	248	213	291	205
-----------------	---	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

ARRONDISSEMENT ADMI

1^{re} CATÉGORIE. — Communes

Basse-Bodeux	5	24	24	14	11	4	8	1	4	5	2	1	•	3	•	1	•	•	•
Bilstain	•	1	7	5	2	9	12	20	•	23	•	15	•	9	•	5	1	3	•
Bolland	•	4	11	14	14	2	12	16	6	5	•	9	•	8	•	5	•	3	•
Bra	17	32	23	13	23	7	8	8	3	1	•	2	•	•	•	•	•	•	•
Chevron	23	44	45	28	20	16	10	14	7	1	•	2	•	•	•	3	•	•	•
Fosse	4	17	23	16	11	5	14	10	7	6	1	3	•	1	•	•	•	1	•
Fouron-Saint-Pierre	5	12	22	6	5	6	9	5	1	1	•	4	•	1	•	1	•	•	•
Francorchamps	5	18	37	44	26	10	12	7	2	7	•	3	•	•	•	2	•	3	•
Goé	1	1	8	10	15	15	12	19	•	14	•	7	•	9	•	3	•	3	•
Grand-Rechain	•	2	1	11	16	9	26	15	2	19	•	14	•	17	•	12	•	9	•
Julémont	•	•	6	•	6	7	8	9	•	7	•	7	•	•	•	4	•	3	•
Membach	•	1	3	4	25	24	17	12	•	20	•	13	•	11	•	1	•	4	•
Neufchâteau	3	15	22	25	14	18	11	11	2	9	•	10	•	12	•	8	•	5	•
Rabier	5	10	23	21	10	15	4	10	1	4	1	•	1	4	•	•	•	•	•
Remersdael	5	21	16	14	6	5	7	7	•	5	•	2	•	2	•	8	•	4	•
Sippenaeken	•	4	10	11	8	5	1	5	•	7	•	3	•	4	•	4	•	2	•
Soiron	•	6	13	22	18	19	15	13	•	24	•	11	•	7	2	6	•	5	•
Stoumont	8	17	27	27	15	13	11	2	6	3	•	2	•	•	•	1	•	2	•
Teuven	1	12	24	29	9	17	14	8	•	3	•	4	•	4	•	4	•	1	•
Wanne	7	47	38	30	17	14	8	10	5	2	•	1	•	2	•	•	•	•	•
Xhendelesse	1	8	23	29	23	10	21	14	•	27	1	10	•	6	•	2	•	14	•
TOTAUX	88	296	406	364	294	226	240	216	46	193	5	121	1	100	2	70	1	62	•

2^e CATÉGORIE. — Communes

Andrimont	•	3	10	2	8	6	8	17	•	21	•	17	•	15	•	17	•	30	1
Aubel	1	52	40	28	29	39	36	44	•	47	•	40	•	36	•	41	•	24	•

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
190	126	152	158	144	150	171	201	313	429	513	1029	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-				dessus.
							285	509	486	909	1485	1044	2850	3009	4857	9600	14400	19101				

de plus de 60,000 habitants.

56	62	240	115	60	726	874	2252	2151	1099	5715	1005	500	281	56	5	13	2	"	"	18524	15924	14551
----	----	-----	-----	----	-----	-----	------	------	------	------	------	-----	-----	----	---	----	---	---	---	-------	-------	-------

NISTRATIF DE VERVIERS,

au-dessous de 1,000 habitants.

"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	106	46	47
5	"	5	"	"	5	1	5	1	"	4	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	152	100	92
4	"	2	"	"	"	1	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	118	90	78
"	"	"	"	"	"	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	139	55	54
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	214	47	47
1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	120	58	60
"	"	"	"	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	80	51	50
"	"	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	178	78	77
5	"	"	"	"	"	2	1	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	124	110	82
8	"	3	"	"	7	5	10	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	101	155	150
"	"	1	"	"	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	61	52	49
5	"	5	"	"	5	1	1	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	150	127	87
4	"	2	"	"	2	"	1	1	"	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	177	86	81
"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	108	59	40
2	"	2	"	"	1	1	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	110	69	59
2	"	2	"	"	"	1	2	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	72	52	46
5	"	"	"	"	3	3	4	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	178	113	101
"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	157	58	57
"	"	2	"	"	3	1	2	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	131	69	64
2	"	"	"	"	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	185	85	84
4	"	2	"	"	1	5	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	204	120	107
45	"	25	"	"	50	20	55	16	1	10	2	"	4	"	"	"	"	"	"	"	2915	1627	1452

de 1,000 à 5,000 habitants.

51	"	9	"	"	26	4	107	38	17	8	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	598	305	321
19	"	17	"	"	24	14	50	51	4	5	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	620	479	430

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

2^e CATÉGORIE. — Communes

Baelen	2	25	25	27	28	56	52	20	2	51	23	26	18	15					
Battice	"	4	54	45	58	41	43	76	5	65	56	50	50	50	50	50	50	50	50
Chainex	"	5	10	15	10	15	52	50	"	50	21	21	14	15					
Charneux	"	10	16	27	19	27	27	49	"	45	57	24	17	18					
Clermont (Aubel)	"	11	21	51	55	52	55	51	"	46	59	51	12	15					
Cornesse	4	9	20	55	49	30	54	20	1	28	25	11	19	14	14	14	14	14	14
Fouron-Saint-Martin	5	16	55	45	51	19	16	16	"	8	7	7	4	6	6	6	6	6	6
Gemmenich	"	52	40	45	51	17	29	49	"	57	11	11	11	11	11	11	11	11	11
Gleize (La)	5	52	44	56	45	55	22	25	11	10	1	6	4	2	2	2	2	2	2
Henri-Chapelle	"	17	11	25	18	15	12	14	"	25	17	7	20	17	17	17	17	17	17
Herve	2	"	7	16	20	14	17	52	5	45	44	2	56	20	1	49	1		
Heusy	2	2	6	8	10	7	9	24	6	10	20	6	15	15	15	15	15	15	15
Hombourg	"	17	25	20	28	9	17	21	"	26	10	11	18	15	15	15	15	15	15
Jalhay	8	58	107	105	49	55	28	16	1	15	16	6	1	4	4	4	4	4	4
Lambermont	"	"	1	5	12	12	9	24	1	58	21	15	18	7	7	7	7	7	7
Lierneux	16	54	89	75	67	45	47	25	52	14	2	4	9	5	5	5	5	5	5
Montzen	"	19	19	51	25	56	21	50	"	29	15	14	21	11	11	11	11	11	11
Moresnet	2	5	20	20	12	6	4	11	"	9	12	12	10	11	11	11	11	11	11
Olne	6	65	81	105	77	64	56	56	5	41	57	1	24	12	10	10	10	10	10
Pepinster	"	1	5	11	12	15	10	7	6	12	9	51	11	14	15	15	15	15	15
Petit-Rechain	"	6	2	1	2	14	8	22	2	18	18	16	27	27	27	27	27	27	27
Polleur	1	9	29	52	34	57	51	25	14	19	15	7	9	4	4	4	4	4	4
Reid (La)	11	70	79	51	51	26	20	17	7	8	6	7	8	8	8	8	8	8	8
Sart	25	42	84	90	79	58	24	20	14	7	11	1	2	1	1	1	1	1	1
Stavelot	25	57	76	72	75	64	59	54	24	40	2	41	2	55	1	29	4	24	1
Stembert	2	12	21	16	25	52	54	52	1	58	1	52	17	12	2	12	12	12	12
Thimister	"	9	20	56	52	48	42	56	"	51	49	28	28	51	51	51	51	51	51
Wegnez	"	1	15	25	15	15	55	25	2	41	25	25	4	25	20	20	20	20	20
Welkenraedt	1	17	24	24	18	15	29	29	1	26	16	22	1	10	15	15	15	15	15
TOTAUX	116	658	1014	1145	956	849	824	915	156	886	15	715	6	550	26	469	11	455	6

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en						
120	126	152	158	144	150	171	201	515	439	515	1029	1542	2001	5000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890	
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à				et au-dessus.
							285	599	486	999	1485	1044	2856	3599	4857	9600	14400	19101					

de 1,000 à 5,000 habitants (suite).

15	»	8	»	»	10	9	11	1	»	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	594	285	250
19	»	16	»	»	7	7	22	4	5	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	574	428	382
11	»	6	»	»	15	2	8	1	4	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	282	209	163
8	»	12	»	»	10	5	4	5	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	560	296	254
20	»	12	»	»	8	9	10	5	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	402	522	287
10	»	12	»	»	2	5	21	1	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	572	957	219
6	»	1	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	224	92	86
7	»	6	»	»	5	5	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	545	225	162
»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	279	135	155
15	»	9	»	»	7	6	12	5	»	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	252	211	187
43	»	51	»	»	41	55	188	80	11	17	1	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	776	651	602
18	»	10	»	»	17	25	51	18	7	12	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	286	258	258
15	»	5	»	»	6	7	9	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	264	179	164
1	»	2	»	»	5	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	455	250	249
14	»	0	»	»	9	10	10	10	1	5	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	256	180	144
5	»	»	»	»	1	»	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	491	195	202
14	1	4	»	»	12	6	15	4	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	547	277	184
4	»	5	»	»	5	4	11	2	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	166	125	109
7	»	2	»	»	4	8	6	5	»	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	674	589	553
17	»	14	»	»	29	22	64	15	4	8	2	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	555	242	225
21	»	25	»	»	29	21	61	15	7	10	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	552	308	251
4	»	4	»	»	5	4	5	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	284	187	161
1	»	1	»	»	1	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	547	122	122
»	1	»	»	»	»	»	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	445	170	170
25	»	19	»	1	15	21	59	25	5	11	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	801	526	499
9	»	11	»	»	8	5	9	10	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	541	270	207
25	»	16	»	»	18	16	17	4	»	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	550	549	292
19	»	11	»	»	17	8	27	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	546	267	225
14	»	9	»	»	9	11	51	6	1	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	551	286	210
409	»	279	»	1	541	290	777	280	75	99	17	5	5	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12287	8520	7469

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

3^e CATÉGORIE. — Communes

Ensival	•	4	4	9	9	14	19	17	»	22	»	25	»	34	»	18	1	25	»
Hodimont	»	5	»	»	2	4	»	5	»	6	»	12	»	6	»	8	1	7	»
Limbourg	1	7	2	12	11	12	15	55	1	45	»	36	»	26	»	15	»	26	1
Spa	1	11	19	59	51	68	54	49	55	45	5	51	1	48	1	42	4	50	1
Theux	5	22	52	77	81	61	74	81	71	76	2	44	2	54	1	39	»	57	1
Totaux	7	47	77	157	154	159	162	185	127	192	5	166	5	168	2	122	6	145	5

4^e CATÉGORIE. — Communes

Dison	»	7	5	17	14	9	7	25	2	40	»	46	»	27	»	27	1	34	»
-----------------	---	---	---	----	----	---	---	----	---	----	---	----	---	----	---	----	---	----	---

6^e CATÉGORIE. — Communes

Verviers	5	4	5	7	6	15	9	51	1	42	»	77	5	55	5	52	4	58	1
--------------------	---	---	---	---	---	----	---	----	---	----	---	----	---	----	---	----	---	----	---

ARRONDISSEMENT ADMI

1^{re} CATÉGORIE. — Communes

Abolens	7	15	18	16	11	10	4	5	1	2	»	2	»	»	»	2	»	1	»
Acosse	5	9	24	6	10	2	3	4	1	4	»	»	»	»	»	»	»	1	»
Avenes	8	26	51	10	9	5	13	1	1	5	»	4	»	4	1	»	»	»	»
Avernas-le-Bauduin	6	32	54	53	9	10	4	4	1	»	»	1	»	1	»	»	»	1	»
Avin	1	28	46	44	25	12	7	7	7	»	»	1	»	3	»	5	»	»	»
Bergilz	»	6	20	32	18	12	4	4	6	»	»	2	»	6	»	2	»	5	»
Berloz	1	21	20	51	19	10	8	5	7	8	»	7	»	2	»	»	»	5	»
Bertrée	4	18	26	10	6	6	1	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bettincourt	2	6	17	16	13	6	4	4	1	5	»	2	»	2	»	2	»	»	»
Bleret	»	5	14	15	8	3	9	3	1	»	»	»	»	2	»	1	»	1	»
Boëlhe	»	4	10	10	11	6	6	4	5	4	»	5	»	1	»	5	»	2	»
Bovenistier	1	6	15	12	10	8	2	5	»	1	»	2	»	2	»	1	»	»	»
Cras-Avernas	6	36	56	30	14	10	10	1	4	»	»	1	»	5	»	2	»	»	»

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201	515	429	515	1029	1542	2001	5000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.		
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-		
							285	309	486	999	1485	1944	2856	5099	4857	9600	14400	19101	dessus.		1889	1890

de 3,000 à 10,000 habitants.

20	•	18	•	1	27	61	160	96	19	21	8	•	•	•	•	•	•	•	•	•	634	561	521
5	•	9	•	•	6	15	61	75	49	104	15	1	1	•	•	•	•	•	•	•	591	544	334
54	•	25	•	2	32	55	125	55	17	14	1	1	•	1	•	•	•	•	•	•	581	462	450
55	•	56	1	1	55	72	152	97	64	156	20	7	0	5	•	5	•	•	•	•	1282	1005	889
21	1	17	1	•	24	20	54	5	2	4	2	2	•	•	•	•	•	•	•	•	913	482	458
119	1	105	2	4	144	201	532	524	151	279	46	11	10	4	•	5	•	•	•	•	5801	2842	2652

de 10,000 à 20,000 habitants.

45	•	52	•	2	52	68	256	218	114	188	18	2	1	•	•	•	•	•	•	•	1242	1041	980
----	---	----	---	---	----	----	-----	-----	-----	-----	----	---	---	---	---	---	---	---	---	---	------	------	-----

de 50,000 à 60,000 habitants.

84	•	55	1	2	64	107	569	921	585	1226	170	55	19	4	1	•	•	•	•	•	4191	4042	4002
----	---	----	---	---	----	-----	-----	-----	-----	------	-----	----	----	---	---	---	---	---	---	---	------	------	------

NISTRATIF DE WAREMME.

au-dessous de 1,000 habitants.

1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	95	24	25
1	•	1	•	•	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	71	17	16
•	•	2	•	•	2	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	131	25	28
•	•	1	•	•	•	1	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	140	22	23
•	•	2	•	•	•	1	•	•	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	189	34	36
5	•	•	•	•	•	1	2	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	154	45	45
2	•	5	•	•	1	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	147	42	59
•	•	•	•	•	1	•	2	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	81	15	15
•	•	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	81	23	25
1	•	1	•	•	•	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	66	24	23
1	•	2	•	•	•	•	1	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	74	50	50
•	•	5	•	•	2	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	70	22	21
2	•	2	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	170	20	26

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108

1^{re} CATÉGORIE — Communes

Crehen	5	9	15	22	34	7	8	4	4	5	"	7	"	"	"	1	"	"	"
Crisnée	2	11	11	17	9	11	7	5	4	7	"	5	"	2	"	4	"	5	"
Darion	1	8	7	8	5	2	"	2	"	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Donceel	"	5	11	12	7	4	5	1	5	1	"	1	"	2	"	1	"	2	"
Elixem	15	15	9	4	2	2	2	1	1	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"
Embresin	2	18	37	29	22	9	8	5	6	8	1	5	1	2	"	"	1	"	"
Fallais	7	20	31	29	12	15	10	6	2	5	"	1	"	6	"	5	"	1	"
Fexhe-le-Haut-Clocher	"	5	17	22	11	10	5	2	11	4	"	11	"	5	"	5	"	1	"
Fize-le-Marsal	"	15	27	18	9	4	1	5	1	4	"	5	"	"	"	1	"	"	"
Freloux	2	1	4	7	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Fumal	2	54	41	36	19	9	6	2	2	2	"	2	"	4	"	5	"	"	1
Geer	7	17	15	14	8	1	2	2	1	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Grand-Axhe	1	9	10	18	5	5	5	8	5	1	"	4	"	2	"	1	"	"	"
Grandville	"	2	20	20	18	7	4	1	4	5	"	7	"	"	"	"	"	1	"
Hodeige	4	25	16	16	21	8	7	6	5	5	"	2	"	2	"	1	"	"	"
Hollogne-sur-Geer	6	20	36	22	8	12	10	8	5	8	"	5	"	1	"	1	"	6	"
Jeneffe	"	14	29	22	18	15	8	5	2	5	"	8	"	4	"	2	"	5	"
Kemexhe	2	51	51	15	12	5	7	1	5	1	"	5	"	3	"	2	"	"	"
Laer	5	18	18	18	10	10	5	2	5	5	"	5	"	"	"	"	"	"	"
Lamine	1	6	15	15	10	5	4	4	5	1	"	2	"	1	"	2	"	2	"
Lantremange	"	8	19	28	9	5	5	4	5	4	"	2	"	1	"	"	"	2	"
Lens-Saint-Servais	5	17	22	11	10	1	4	1	2	1	"	"	"	1	"	1	"	1	"
Lens-sur-Geer	"	1	11	9	9	5	7	2	2	2	"	2	"	"	"	1	"	1	"
Ligney	5	17	14	16	7	8	5	5	5	2	"	"	"	"	"	2	"	"	"
Limont	"	9	20	20	15	10	8	5	1	5	"	7	"	4	"	2	"	2	"
Meeffe	15	47	50	52	12	1	8	4	4	4	"	5	"	2	"	2	1	5	"
Merdorp	2	5	11	35	48	29	8	5	4	5	"	"	"	2	"	"	"	5	"
Moxhe	9	14	21	50	27	17	9	9	14	1	"	4	"	2	"	2	"	2	"
Neerhespen	2	16	15	16	5	5	5	4	"	"	"	"	"	"	1	"	"	1	"
Neerlanden	7	14	15	15	8	4	1	1	"	4	"	6	"	"	1	1	"	"	"
Neerwinden	10	55	11	17	12	5	6	1	1	"	2	"	"	1	"	1	"	1	"
Noville	1	5	15	15	4	5	4	"	"	5	"	1	"	1	"	1	"	"	"
Odour	"	4	8	7	6	7	5	1	1	2	"	5	"	1	"	1	"	"	"
Oleye	"	16	28	41	12	18	5	8	2	5	"	4	"	4	"	4	"	6	"

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	152	158	144	150	171	201	515	429	515	1029	1542	2001	5000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	500	486	999	1485	1944	2856	3909	4857	6600	14400	19101				

au-dessous de 1,000 habitants (suite).

5	"	1	"	"	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	195	55	57
"	"	5	"	"	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	101	45	47
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	37	6	6
1	"	2	"	"	1	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	58	18	17
"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	52	6	6
2	"	"	"	"	"	"	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	158	49	48
2	"	2	"	"	5	"	6	"	"	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	159	57	59
2	"	2	"	"	5	5	2	5	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	124	64	64
"	"	2	"	"	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	92	27	27
"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	17	2	5
"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	108	22	21
"	"	1	"	"	"	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	71	15	14
1	"	"	"	"	"	"	2	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	75	28	28
"	"	1	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	95	28	28
1	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	118	46	45
"	"	"	"	"	1	2	4	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	154	56	56
5	"	2	"	"	1	"	4	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	144	55	56
"	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	120	25	26
2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	95	25	24
"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	68	20	21
6	"	1	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	94	55	51
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	77	14	14
1	"	2	"	"	1	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	60	27	27
1	"	1	"	"	2	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	89	21	21
2	"	2	"	"	5	2	"	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	119	49	49
2	"	5	"	"	5	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	198	40	45
1	"	"	"	"	1	"	2	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	159	24	24
"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	164	51	52
"	"	"	"	"	1	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	69	17	17
1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	77	15	16
"	"	"	"	"	1	"	2	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	105	27	53
2	"	1	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	57	11	11
"	"	2	"	"	"	5	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	52	29	29
1	"	4	"	"	5	5	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	166	57	54

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108

1^{re} CATÉGORIE. — Communes

Omal	4	10	17	7	»	4	4	1	1	1	»	2	»	2	»	1	»	»	»
Oreye	1	10	21	22	16	14	4	8	5	5	»	5	»	5	»	7	»	4	»
Overhespen	5	18	9	11	10	6	»	5	2	5	»	»	»	»	»	1	»	»	»
Overwinden	4	16	11	12	18	7	5	5	4	2	»	4	»	»	»	»	»	»	»
Pellaines	4	12	25	19	11	6	»	2	»	2	»	1	»	»	»	1	»	»	»
Petit-Hallet	8	15	25	18	11	5	4	»	4	2	»	2	»	»	»	»	»	»	»
Poncet	2	17	21	8	10	4	5	5	2	2	»	»	»	»	»	1	»	»	»
Pousset	»	19	17	50	16	18	5	7	5	4	»	1	»	5	»	2	»	2	»
Racour	7	20	55	58	24	12	12	15	8	7	»	5	»	5	»	6	»	»	»
Remicourt	»	12	20	19	5	10	2	1	2	5	»	5	»	»	»	1	»	»	»
Rosoux-Crenwick	2	25	25	18	11	5	7	4	1	6	»	6	»	5	»	2	»	5	»
Rumsdorp	1	7	6	6	1	»	2	»	»	1	»	1	»	1	»	»	»	»	»
Thys	»	12	15	14	10	0	7	4	5	»	»	5	»	5	»	5	»	»	»
Tourinne	5	16	17	9	5	2	2	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	1	»
Trognée	8	9	21	12	10	5	7	1	5	2	»	»	»	»	»	»	»	1	»
Viemme	»	11	22	50	29	15	5	4	1	4	»	4	»	6	»	»	»	»	»
Ville-en-Hesbaye	2	12	27	55	21	50	5	4	»	5	»	1	»	5	»	1	»	1	1
Villers-le-Peuplier	7	20	21	25	25	12	7	8	6	2	»	1	»	5	»	1	»	»	1
Walsbetsz	5	8	8	9	5	1	2	4	»	5	»	»	»	1	»	»	»	»	»
Wamon ¹	5	24	55	52	14	20	8	4	1	11	»	4	»	2	»	1	»	»	»
Wanghe	»	10	6	7	8	5	1	»	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Wansin	6	6	58	18	8	5	2	1	4	1	1	»	»	1	»	»	»	1	»
Wezeren	1	9	5	5	4	5	2	»	»	4	»	5	»	»	»	»	»	»	»
TOTAUX.	220	1009	1421	1545	844	548	548	245	189	199	4	175	1	121	5	01	1	71	5

2^e CATÉGORIE. — Communes

Attenhoven	24	51	59	45	19	16	5	2	4	1	»	2	»	1	»	2	»	6	»
Braives	11	29	42	50	20	10	15	5	2	4	»	2	»	»	»	5	»	2	»
Celles	5	22	26	54	26	26	11	11	2	9	»	7	»	5	»	5	»	6	»
Ciplet	18	27	45	54	14	15	11	5	4	5	»	5	»	1	»	»	»	2	»
Grand-Hallet	7	55	59	58	25	8	8	8	»	5	»	2	»	1	»	»	»	1	»
Haneffe	»	20	49	54	50	15	12	9	0	1	»	7	»	2	»	6	»	5	»

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en						
120	126	152	158	144	150	171	201	315	429	515	1029	1542	2001	5000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1880	1890	
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.				
							285	599	486	999	1485	1944	2856	5999	4857	9600	14400	19101					

au-dessous de 1,000 habitants (suite).

1	"	2	"	"	1	3	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	63	24	24
3	"	2	"	"	3	1	5	1	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	142	64	63
1	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	71	13	14
"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	89	24	29
"	"	"	"	"	"	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	86	15	14
2	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	96	17	17
1	"	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	75	11	12
1	"	"	"	"	2	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	135	51	51
2	"	2	"	"	1	1	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	205	60	62
2	"	4	"	"	2	1	3	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	94	35	53
"	"	3	"	"	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	127	36	35
"	"	"	"	"	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	28	5	6
"	"	2	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	87	29	28
"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	58	10	10
4	"	1	"	"	"	2	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	86	23	25
5	"	3	"	"	1	1	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	151	34	38
3	"	1	"	"	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	152	31	32
1	"	"	"	"	2	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	143	41	43
"	"	"	"	"	"	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	44	9	11
3	"	"	"	"	4	"	5	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	170	41	41
"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	41	9	9
"	"	"	"	"	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	92	16	16
"	"	"	"	"	1	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	40	18	17
74	"	75	"	"	58	50	77	26	9	11	2	"	1	"	"	"	"	"	"	7217	1988	2010	

de 1,000 à 5,000 habitants.

2	"	5	"	"	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	246	39	42
"	"	5	1	"	3	6	2	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	210	42	45
5	"	2	"	"	3	2	1	5	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	227	77	75
3	"	"	"	"	1	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	189	35	35
"	"	2	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	196	32	31
3	"	1	"	"	3	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	204	52	51

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

2^e CATÉGORIE. — Communes

Hannut.	6	24	46	32	34	22	21	15	12	14	»	15	»	7	»	16	»	12	»
Houtain-l'Évêque	15	46	60	40	22	11	10	6	4	5	»	1	1	2	»	»	»	»	»
Eandeu.	13	48	56	55	50	28	30	27	15	16	1	14	»	12	»	10	»	3	»
Latinne	15	45	49	17	14	6	2	2	2	7	»	5	»	7	»	2	»	3	»
Lens-Saint-Remy	11	52	55	38	51	25	13	7	12	4	»	9	1	1	»	2	»	2	»
Lincent.	5	58	74	60	32	20	17	10	5	1	»	4	1	5	»	4	»	1	»
Momalle.	»	50	50	20	15	27	13	9	9	5	»	9	»	7	»	4	»	»	»
Thisnes.	7	28	55	75	52	56	15	19	10	8	»	4	»	5	»	4	»	2	»
Waremme.	5	20	47	75	46	40	27	51	22	35	»	35	»	22	»	15	»	16	»
Wasseiges.	10	44	52	29	25	18	9	14	7	6	1	4	»	7	»	2	»	5	»
TOTAUX.	157	586	818	701	442	521	219	178	114	120	2	121	5	85	»	75	»	66	»

3^e CATÉGORIE. — Communes

Saint-Georges	5	75	226	265	185	116	66	71	51	40	»	41	»	25	»	16	»	14	»
-------------------------	---	----	-----	-----	-----	-----	----	----	----	----	---	----	---	----	---	----	---	----	---

RÉCAPITULATION PAR ARRON

ARRONDISSE

1 ^{re} catégorie	119	705	1145	982	617	599	295	217	175	107	92	66	95	51	67	51	47	35	30
2 ^e —	257	1188	1768	1744	1247	825	529	405	324	307	55	259	35	185	28	122	24	118	15
3 ^e —	17	96	192	179	129	102	70	64	28	35	»	25	»	24	»	14	»	5	»
4 ^e —	1	41	78	99	88	159	152	95	112	129	»	182	»	154	»	171	7	1	149
TOTAUX.	594	2028	5181	5004	2081	1485	1026	779	659	578	147	510	128	414	95	358	78	159	194

ARRONDISSEMENT

1 ^{re} catégorie	24	507	874	916	604	557	429	536	162	276	26	187	9	145	7	108	8	107	7
2 ^e —	155	1763	5586	5875	2858	2402	1779	1829	586	1631	78	1064	52	798	19	588	22	465	8
3 ^e —	7	252	435	710	886	849	799	852	262	859	2	620	»	459	2	541	5	285	»
4 ^e —	18	160	562	500	344	569	525	501	125	422	50	298	9	225	10	154	5	156	6
6 ^e —	»	103	205	285	451	487	479	528	51	508	5	497	»	325	»	242	»	209	»
7 ^e —	»	24	79	126	159	255	228	326	507	505	259	494	205	458	564	248	215	291	205
TOTAUX.	204	2809	5541	6270	5302	4899	4059	4182	1475	4201	420	3160	255	2408	402	1661	251	1491	226

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en				
120	126	152	138	144	150	171	201	515	420	515	1029	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1800
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-			
							285	599	486	999	1485	1944	2856	3999	4857	9600	14400	19101	dessus.			

de 1,000 à 5,000 habitants (suite).

12	1	2	1	17	9	43	7	4	1												375	251	257	
1				2	2	3	1															288	54	36
2		2		9	5	17	4		1		1											404	179	172
1		5		1		5																184	53	37
2		4		1	2	4	2															276	62	61
2		2		1	6	6																314	76	76
5		5		6	4	4																227	76	75
5		1		4	1	4				1												532	99	101
16		15		20	9	48	27	10	4	1												591	370	334
4		4		7	2	5		1	2		1											268	87	88
59		54	1	1	80	52	144	45	18	9	2	2										4471	1524	1496

de 5,000 à 10,000 habitants.

14		15		8	6	15	6		1		1											1220	212	209
----	--	----	--	---	---	----	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------	-----	-----

DISSEMENT ADMINISTRATIF.

MENT DE HUY.

58	57	43	1	55	17	50	111	23	13	17	7	4	5									5732	1968	1900
104	25	98		12	114	09	200	55	18	58	9	1	7									10202	2753	2663
10		7		9	6	11	3		2	1	1											1028	257	218
		126		113	135	545	195	98	150	21	2	1										2758	2009	1730
152	82	274	1	67	253	288	676	274	129	187	58	8	15									10720	6967	6511

DE LIÈGE.

71	17	55	8	11	77	45	72	58	11	18		2	2									5604	2705	2443
412	24	553	5	9	572	312	655	177	44	82	23	3	3		1	1						25810	11952	9845
272		240			528	274	586	182	74	85	8	2	2		1							9657	5829	3778
117	5	68	4	1	142	97	217	81	25	40	4	1										4455	2381	1743
204		155		11	169	184	593	144	45	75	1	11				1						5746	3552	2560
556	62	240	113	60	726	874	2232	2151	1099	3715	1005	590	281	56	5	16	2					18324	15924	14551
1612	106	1109	150	02	1814	1780	4175	2773	1294	4015	1041	409	288	56	7	15	2					60688	42103	34920

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

ARRONDISSEMENT

1 ^{re} catégorie	88	206	406	564	294	226	240	216	46	105	5	121	1	100	2	70	1	82	•
2 ^e —	116	658	1014	1145	956	849	824	915	150	886	15	715	6	550	26	469	11	455	6
5 ^e —	7	47	77	157	154	159	162	185	127	192	5	166	5	168	2	122	6	145	3
4 ^e —	•	7	5	17	14	9	7	25	2	49	•	46	•	27	•	27	1	54	•
6 ^e —	5	4	5	7	6	15	9	31	1	42	•	77	5	55	5	52	4	58	1
TOTAUX	216	992	1505	1670	1424	1256	1242	1370	512	1562	25	1125	15	880	55	740	25	752	10

ARRONDISSEMENT

1 ^{re} catégorie	220	1000	1421	1545	844	548	348	245	189	199	4	175	1	121	5	91	1	71	3
2 ^e —	157	586	618	701	442	321	219	178	114	120	2	121	5	85	•	75	•	66	•
3 ^e —	5	75	226	255	185	115	66	71	51	40	•	41	•	25	•	16	•	14	•
TOTAUX	382	1670	2465	2501	1471	984	655	492	354	359	6	335	4	227	5	180	1	151	5

RÉCAPITULATION

Arrondissement de Huy	594	2028	5181	5004	2080	1485	1026	779	650	578	147	510	128	414	95	558	78	150	104
— de Liège	204	2809	5541	6270	5502	4899	4059	4152	1475	4201	420	5160	255	2408	402	1661	251	1491	226
— de Verviers	216	992	1505	1670	1424	1256	1242	1570	512	1562	25	1125	15	880	55	740	25	752	10
— de Waremme	582	1670	2465	2501	1471	984	655	492	354	359	6	335	4	227	5	180	1	151	5
TOTAUX GÉNÉRAUX	1196	7409	12 490	13 245	10 278	8624	6940	6793	2758	6500	598	5130	398	3929	555	2659	355	2555	453

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en						
120	126	132	138	144	150	171	201	315	420	515	1020	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total			
							à	à	à	à	a	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.		1880	1800
							285	399	486	999	1485	1944	2856	3999	4857	6600	14400	19101					

DE VERVIERS.

45	»	25	»	»	50	20	55	16	1	10	2	»	4	»	»	»	»	»	»	»	2915	1627	1452
409	2	270	»	1	341	290	777	280	75	99	17	3	3	1	»	»	»	»	»	»	12287	8520	7469
119	1	105	2	4	144	201	532	524	151	279	46	11	10	4	»	5	»	»	»	»	5801	2842	2652
45	»	52	»	2	52	88	236	218	114	188	18	2	1	»	»	»	»	»	»	»	1242	1041	980
84	»	55	1	2	64	107	509	921	585	1220	170	33	19	4	1	»	»	»	»	»	4101	4042	4002
688	5	470	3	9	651	686	2140	1759	924	1802	253	40	57	9	1	5	»	»	»	»	24456	18072	10555

DE WAREMME.

74	»	75	»	»	58	50	77	26	9	11	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	7217	1988	2010
59	»	54	1	1	80	52	144	45	18	9	2	2	»	»	»	»	»	»	»	»	4471	1524	1406
14	»	15	»	»	8	6	15	6	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1229	212	200
147	»	144	1	1	146	108	256	77	27	21	4	2	2	»	»	»	»	»	»	»	12917	3724	3715

POUR LA PROVINCE.

152	82	274	1	67	253	288	976	274	120	187	58	8	13	»	»	»	»	»	»	»	19720	6967	6311
1612	106	1109	130	92	1814	1786	4175	2773	1294	4015	1041	400	288	56	7	15	2	»	»	»	69686	42103	54920
688	5	470	5	9	651	686	2149	1759	924	1802	253	49	37	9	1	5	»	»	»	»	24456	18072	10555
147	»	144	1	1	146	108	256	77	27	21	4	2	2	»	»	»	»	»	»	»	12927	3724	3715
2609	101	1997	135	169	2844	2868	7256	4883	2574	6025	1336	468	340	65	8	20	2	»	»	»	126759	70866	61701

PROVINCE DE

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

ARRONDISSEMENT

1^{re} CATÉGORIE. — Communes

Aelst.	1	4	21	11	11	10	8	4	5	2	0	1	0	1	0	0	1	1	0
Asch.	5	17	18	20	5	14	12	5	4	2	1	0	3	0	2	0	0	0	0
Berbroeck.	1	6	4	11	6	12	5	2	5	10	0	1	0	4	0	1	0	2	0
Binderveld.	2	8	15	11	15	5	5	8	2	5	0	5	0	1	0	0	0	1	0
Borloo.	1	10	26	22	11	5	3	4	1	3	0	2	0	0	0	0	0	5	0
Bouckhout	2	3	13	10	4	5	0	0	0	4	0	2	0	0	0	0	0	0	0
Buvingen	0	3	6	4	6	7	2	6	2	4	0	3	0	0	0	0	0	0	0
Corswarem	4	13	20	14	6	5	4	5	9	2	1	8	0	5	0	4	0	2	0
Corthys.	1	3	11	7	7	3	2	2	2	1	0	3	0	2	0	2	0	0	0
Cosen	2	9	21	22	20	17	10	9	6	5	0	5	0	5	0	2	0	1	0
Donck.	0	8	14	27	20	14	8	7	8	14	0	7	0	4	1	1	0	0	0
Duras	0	2	11	9	7	11	3	2	0	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Engelmanshoven	0	6	15	13	9	3	2	1	0	3	0	2	0	1	0	3	0	0	0
Fresin	1	10	7	12	7	5	3	4	1	1	0	1	0	1	0	1	0	0	0
Gelinden	6	28	35	32	18	14	9	7	1	8	1	4	0	5	0	3	1	0	0
Gorssum	1	15	20	4	9	12	44	7	5	2	1	5	0	1	0	1	0	0	0
Grand-Jamine	5	9	10	17	26	5	5	5	4	5	1	4	0	1	0	0	0	1	0
Halmael	0	3	6	7	12	5	2	5	0	1	0	1	0	1	0	0	0	0	0
Heppen.	5	27	20	18	12	9	9	5	6	7	0	0	1	4	0	0	0	0	1
Kerkom	0	6	12	16	9	12	5	5	1	1	0	4	0	2	0	4	0	1	0
Kermpt.	5	9	15	15	19	15	4	4	8	8	1	3	0	5	0	7	0	2	0
Linckhout.	4	12	26	23	18	15	6	5	5	7	0	7	0	1	0	0	0	3	0
Loxbergen.	0	15	31	28	26	14	14	8	5	10	0	1	0	2	0	1	0	3	0
Meldert.	2	11	13	27	22	22	22	7	6	5	0	5	0	1	0	1	0	0	0
Mielen-sur-Aelst.	0	4	24	21	10	10	9	12	3	4	0	3	0	2	0	0	0	1	0
Muysen	0	4	7	4	5	3	3	1	1	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Neerglabbeek.	1	5	9	8	3	4	2	3	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Niel-lez-Asch.	0	3	4	1	6	6	8	0	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Niel-lez-Saint-Trond	0	8	15	11	15	11	2	6	6	2	0	8	0	1	0	4	0	4	0
Nieuwerkerken	3	27	43	28	25	10	5	0	4	2	0	2	0	1	0	0	0	0	0
Opglabbeek	11	19	25	24	24	7	10	8	1	6	0	2	0	1	0	1	0	0	0

LIMBOURG.

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201	315	429	513	1029	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à		et au-dessus.	
							285	599	486	999	1485	1944	2856	5999	4857	9600	14400	19101				

DE HASSELT.

au-dessous de 1,000 habitants.

		3																			84	52	35	
						2																105	40	40
1		1					5															70	50	50
							1															78	28	26
1		5			2	1																102	38	34
1					2																	44	12	12
		1				1																45	26	27
4		1		1		1	2															111	49	50
1		1			1		1															50	21	21
1																						133	45	45
1							2			1												137	65	62
1														1								50	10	18
1		2					2															61	20	21
						1	1		1													57	19	19
5		3			2	2	7	1														190	52	52
1						1	1															98	42	43
2							2			1												101	33	35
																						43	15	14
1		1						1														127	50	47
		2					1			2												85	37	37
1							4			1												118	61	60
		1			2		1															156	46	47
1					1	1	1			1												163	64	63
2					1																	147	48	48
		2			1	2	1															109	48	40
								1														31	9	9
																						37	9	11
		1																				35	15	15
2		4			2			2														101	49	46
						1	1															152	18	17
																						130	26	28

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108

1^{re} CATÉGORIE. — Communes

Ordange	»	2	14	19	7	5	3	»	3	2	»	2	»	»	»	2	»	1	»
Runckelen	1	8	11	6	8	10	3	4	3	1	»	2	»	»	»	»	»	»	»
Spalbeek	»	7	18	18	12	8	7	5	4	4	»	5	»	5	»	»	»	1	»
Stockroye	7	19	20	18	17	14	6	6	5	»	2	2	»	2	»	1	»	1	»
Sutendael	21	35	59	22	21	18	16	6	4	5	3	5	»	2	»	»	»	1	»
Velm	1	35	44	30	19	9	12	7	3	8	1	4	»	1	»	5	»	6	»
Weyer	3	7	23	50	15	11	7	2	2	6	»	3	»	1	»	»	»	»	»
Wilderen	»	1	5	5	5	1	4	4	1	1	»	2	»	»	»	1	»	2	1
Wimmertingen	»	»	2	4	2	4	4	1	2	5	»	1	»	»	»	»	»	1	»
Zeelhem	»	9	17	17	20	17	9	10	6	2	»	3	»	2	»	2	»	»	»
TOTAUX de la 1^{re} catégorie . . .	92	455	697	646	517	585	267	100	154	161	12	111	4	59	4	46	2	40	2

2^e CATÉGORIE. — Communes

Beerigen	24	33	31	28	25	18	14	13	17	4	8	9	»	7	»	4	»	9	»
Beverloo	20	36	35	58	19	22	10	13	5	7	1	9	»	2	»	1	»	2	»
Bourg-Léopold	12	20	18	28	50	20	13	15	22	17	1	18	»	11	»	11	»	7	»
Brusthem	3	19	57	53	26	50	10	17	7	12	»	7	»	7	»	5	»	5	»
Coursel	50	107	74	40	52	27	21	9	5	10	4	1	»	7	»	»	»	»	»
Curange	»	15	25	57	49	51	21	16	16	15	»	10	»	9	»	5	»	2	»
Diepenbeek	12	84	88	123	81	63	55	33	18	20	1	25	»	5	»	5	»	1	»
Genck	10	65	80	77	45	54	32	7	10	9	1	3	»	4	»	4	»	6	»
Gingelom	3	25	59	54	15	14	15	6	7	5	»	5	»	7	»	6	»	5	»
Goyer	4	15	41	27	28	11	16	6	11	11	»	6	»	5	»	1	»	4	»
Haelen	6	46	71	49	40	27	22	10	11	9	»	8	»	5	»	13	»	2	»
Herck-la-Ville	12	33	56	67	58	48	27	21	19	17	»	13	»	11	»	6	»	4	»
Herck-Saint-Lambert	»	9	40	52	65	25	23	15	4	5	1	4	»	3	»	1	»	1	»
Heusden	19	54	49	52	53	21	14	11	10	5	9	2	1	»	»	»	»	»	»
Lummen	15	44	88	74	84	64	65	31	31	18	»	7	»	11	»	3	»	6	»
Montenaeken	1	19	31	30	37	31	15	13	7	15	»	11	»	4	»	4	»	6	»
Oostham	14	40	54	52	24	14	17	12	5	4	»	3	»	5	»	3	»	1	»
Pael	48	90	80	66	27	50	27	17	13	11	2	6	1	5	»	2	»	1	»
Quaedmechelen	25	35	46	42	10	15	14	21	5	13	2	10	»	1	»	1	»	2	»

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	120	152	158	144	150	171	201	315	420	513	1029	1542	2001	5000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	500	486	900	1485	1044	2856	5990	4857	9000	14400	10101				

au-dessous de 1,000 habitants (suite).

1	"	1	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	64	19	20
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	57	29	28
"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	89	32	31
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	120	48	45
1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	195	48	50
2	"	8	2	"	2	"	1	1	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	204	66	70
"	"	2	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	113	35	58
1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	32	23	21
1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	27	21	23
2	"	1	"	"	5	"	2	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	125	54	50
55	"	40	2	1	19	15	54	6	1	8	5	"	"	1	"	"	"	"	"	3061	1439	1445

de 1,000 à 5,000 habitants.

4	"	"	"	"	4	6	9	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	268	120	129
"	"	"	"	"	5	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	221	77	76
11	17	"	"	"	17	17	18	11	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	342	272	268
4	4	"	"	"	5	2	"	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	261	105	102
"	1	"	"	"	2	"	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	400	80	95
5	"	"	"	"	"	"	5	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	270	161	155
5	7	1	"	"	5	4	8	1	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	641	515	511
"	5	"	"	"	4	5	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	390	184	185
4	"	2	1	"	2	5	5	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	198	77	74
4	"	9	"	"	2	5	5	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	210	92	88
12	"	4	"	"	4	2	10	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	355	149	150
6	"	7	"	"	4	6	6	2	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	424	215	215
4	"	"	"	"	1	"	2	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	255	105	109
"	"	2	"	"	"	"	1	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	285	71	74
1	"	5	"	"	1	1	5	1	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	550	202	205
6	"	4	"	"	5	2	5	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	250	97	92
"	"	2	"	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	212	83	81
1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	427	156	157
1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	255	95	95

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

2^e CATÉGORIE. — Communes

Schuelen	2	15	25	44	26	30	17	14	7	10	•	9	•	4	•	4	•	2	•
Stevoort	•	•	29	23	23	15	22	10	9	9	•	7	•	5	•	5	•	1	•
Tessenderloo	55	151	126	96	51	45	35	56	18	18	16	25	•	11	•	7	•	6	•
Zepperen	4	26	42	46	59	52	52	18	7	5	1	5	•	2	•	•	•	•	•
Zolder	42	73	94	61	42	30	21	15	15	7	5	1	•	•	•	•	•	•	•
Zonhoven	15	50	81	124	92	58	41	25	15	12	•	11	•	11	•	•	•	5	•
TOTAUX de la 2^e catégorie . .	598	1119	1378	1345	1008	775	602	405	292	268	52	213	2	142	•	94	•	96	•

3^e CATÉGORIE. — Communes

NÉANT.

4^e CATÉGORIE. — Communes

Hasselt	4	24	95	117	89	86	132	87	53	151	1	141	•	95	2	108	2	87	•
Saint-Trond	6	35	110	168	139	146	87	120	77	179	1	155	•	79	•	76	•	51	•
TOTAUX de la 4^e catégorie . .	10	59	205	285	228	232	219	207	130	330	2	276	•	174	2	184	2	138	•

RÉCAPITULATION DE L'AR

1 ^{re} catégorie	92	455	697	646	517	385	267	190	134	161	12	111	1	59	4	45	2	40	2
2 ^e —	598	1119	1378	1245	1008	775	602	405	292	268	52	213	2	142	•	94	•	76	•
3 ^e —	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
4 ^e —	10	59	205	285	228	232	219	207	130	330	2	276	•	174	2	184	2	138	•
TOTAUX	500	1611	2278	2274	1755	1588	1088	800	556	759	66	600	6	375	6	524	4	254	2

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201 à	315 à	429 à	515 à	1029 à	1542 à	2001 à	3000 à	4143 à	5142 à	10200 à	15000 à	20100 et au- dessus.	Total.	1889	1890
							285	399	486	990	1485	1944	2856	3900	4857	9600	14400	19101				

de 1,000 à 3,000 habitants (suite).

1	"	"	"	"	1	"	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	215	79	78
2	"	2	"	1	"	"	4	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	170	88	88
4	"	3	"	1	5	"	6	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	712	205	206
1	"	1	"	"	"	3	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	285	131	126
2	"	"	"	"	"	1	"	1	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	412	102	98
1	"	1	"	"	2	2	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	552	198	194
75	"	72	2	2	64	56	96	50	7	10	2	1	1	"	"	"	"	"	"	8581	3441	3427

de 3,000 à 10,000 habitants.

de 10,000 à 20,000 habitants.

98	"	64	"	2	101	80	327	185	84	136	0	"	1	1	"	"	"	"	"	2560	1611	1540
68	"	78	"	"	97	85	288	110	37	52	5	"	2	"	"	"	"	"	"	2229	1223	1161
166	"	142	"	2	198	165	615	295	121	188	12	"	5	1	"	"	"	"	"	4589	2834	2701

RONDISSEMENT DE HASSELT.

33	"	40	2	1	19	15	34	6	1	8	3	"	"	1	"	"	"	"	"	3961	1439	1445
75	"	72	2	2	64	56	96	30	7	10	2	1	1	"	"	"	"	"	"	8581	3441	3427
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
166	"	142	"	2	198	165	615	295	121	188	12	"	5	1	"	"	"	"	"	4589	2834	2701
274	"	254	4	5	281	234	745	331	129	206	17	1	4	2	"	"	"	"	"	17131	7714	7571

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	0	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

ARRONDISSEMENT

1^{re} CATÉGORIE. — Communes

Achel	11	29	53	55	21	16	8	8	7	5	•	6	•	5	•	•	•	5	•
Beeck	6	9	7	10	5	7	11	7	4	6	•	6	•	1	•	2	•	•	•
Caulille.	5	11	24	12	10	7	12	10	5	4	•	4	•	1	•	•	•	•	•
Eelen	5	22	29	26	21	11	7	11	10	7	•	7	•	7	•	5	•	4	•
Ellicum	1	1	5	5	7	4	2	•	4	5	•	1	•	1	•	5	1	•	•
Gerdingen.	5	10	20	16	7	4	7	6	4	4	•	1	•	•	•	5	•	•	•
Grand-Brogel.	2	11	25	19	9	19	15	9	4	7	•	5	•	1	•	•	•	•	•
Gruitrode	6	15	12	24	26	18	15	15	8	10	•	4	•	1	•	2	•	1	•
Helchteren.	15	32	51	25	14	5	6	7	4	5	•	1	1	•	•	2	•	•	•
Kessenich.	14	20	22	9	18	11	12	6	8	7	•	9	•	1	•	2	•	•	•
Kinroy	5	8	26	21	26	11	14	5	6	9	1	7	•	9	•	2	•	•	•
Lille-Saint-Hubert	1	16	10	27	6	19	7	14	8	7	•	4	•	1	1	2	•	2	•
Opitter	1	15	12	20	6	11	7	9	7	4	1	1	1	2	•	5	•	•	•
Oppe teren.	9	12	14	15	10	8	21	16	5	4	•	•	•	•	•	7	•	•	•
Petit-Brogel	1	7	5	6	2	5	5	1	7	5	1	•	•	•	1	5	•	1	•
Reppel.	•	5	1	4	2	6	9	7	5	5	1	2	•	•	•	•	•	1	•
Tongerloo.	4	8	19	24	12	5	15	7	7	6	•	6	•	5	•	5	•	5	•
Wychnael	7	19	16	25	5	9	11	5	2	4	•	•	•	•	•	•	•	•	•
Wyshagen	5	9	6	11	8	1	5	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•
TOTAUX de la 1 ^{re} catégorie	95	261	324	528	222	175	185	143	105	94	4	65	2	51	2	50	1	15	•

2^e CATÉGORIE. — Communes

Bocholt	28	57	55	56	41	44	50	28	22	6	1	6	•	5	•	•	•	2	•
Brec	9	29	48	60	45	52	52	24	24	26	1	20	1	15	1	12	•	18	•
Dilsen	5	35	27	42	50	16	15	6	16	6	•	4	•	5	1	5	•	2	•
Exel	56	44	55	56	22	18	14	8	9	8	1	7	•	5	•	4	•	2	•
Hamont	25	50	44	60	47	25	22	11	9	5	•	5	•	4	•	6	•	7	•
Hechtel	54	45	45	24	25	11	10	7	8	4	•	4	1	5	•	1	•	5	•
Houthalen	15	60	50	56	14	20	19	12	5	4	1	5	•	1	•	2	•	4	•
Lommel	85	141	105	69	52	41	27	25	8	7	1	15	1	8	•	6	•	5	•

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201	515	430	513	1029	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890	
							à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.					
							285	509	486	990	1485	1944	2856	3999	4857	9600	14400	19101					

DE MAESEYCK.

au-dessous de 1,000 habitants.

					2			1			1										185	45	45
		5																			82	42	41
							1														106	45	42
		1			2	1		1	1												174	52	51
																					58	18	18
1																					94	25	25
2																					128	46	47
2					1																156	46	47
2		1			1	2															148	55	55
		2						1													142	45	46
						x	x														148	54	54
5		1			4	1															145	71	71
		2																			102	45	46
							1														129	64	64
	1	5					1														48	54	55
		1																			46	26	27
	1					1	2														125	52	51
2					1		1														107	58	40
																					44	7	7
12	1	14			7	6	9	2	1	1	1									2143	786	792	

de 1,000 à 5,000 habitants.

2			3		4	1															549	119	117
4		16		1	11	10	17	7	1												464	242	245
					1																214	65	68
4		2	1		4		2														257	71	75
4		6			14		1		1												355	117	112
2					1		4														250	55	57
		1																			265	61	65
2		6			1	1															602	125	152

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

2^e CATÉGORIE. — Communes

Maescyck	5	22	75	67	58	44	35	55	51	56	5	50	1	33	•	45	•	48	1
Meeuwen	10	58	54	46	27	15	9	5	2	2	•	4	•	1	1	•	•	•	•
Molen-Beersel	25	29	41	34	25	16	18	12	6	4	•	4	•	1	1	1	•	•	•
Neeroeteren	27	52	71	51	37	22	20	27	14	12	2	6	•	4	•	2	•	•	•
Neerpelt	28	61	68	47	25	21	31	15	7	6	•	7	1	5	•	4	•	5	•
Ophoven	3	17	45	45	25	25	21	21	11	11	•	8	1	7	•	2	•	6	•
Overpelt	35	67	50	47	40	25	24	15	7	5	•	4	•	5	•	4	•	2	•
Peer	25	50	60	64	35	28	32	24	10	14	1	5	•	6	•	9	•	5	•
Rothem	8	20	48	29	16	17	16	7	20	10	1	6	•	5	•	1	•	5	•
TOTAUX de la 2 ^e catégorie	402	806	895	833	556	418	575	502	258	184	14	141	6	109	5	104	•	112	1

3^e CATÉGORIE. — Communes

4^e CATÉGORIE. — Communes

RÉCAPITULATION DE L'ARRON

1 ^{re} catégorie	95	261	324	328	222	175	185	145	105	94	4	65	2	51	2	59	1	15	•
2 ^e —	402	806	895	855	556	418	575	502	258	184	14	141	6	109	5	104	•	112	1
3 ^e —	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
4 ^e —	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
TOTAUX	497	1067	1219	1161	778	505	560	445	341	278	18	206	8	140	7	145	1	127	1

ARRONDISSEMENT

1^{re} CATÉGORIE. — Communes

Basheers	•	•	4	2	5	5	5	2	•	3	•	2	•	5	•	1	•	•	•
Berg	5	20	11	14	6	5	5	5	2	3	•	2	•	•	•	6	•	•	•
Berlingen	•	8	7	11	2	5	5	5	5	2	•	2	•	1	•	1	•	•	•
Beverst.	1	18	29	34	20	10	9	8	10	6	5	2	•	4	1	5	•	3	•
Bommershoven	•	12	11	24	8	8	9	6	7	5	4	4	•	1	•	2	•	2	•

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	152	158	144	150	171	201	315	420	513	1029	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
							à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	500	486	000	1485	1044	2856	3990	4857	0600	14400	19101				

de 1,000 à 5,000 habitants (suite).

28	1	21	•	•	35	17	35	4	•	4	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	780	410	416	
•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	221	45	45
•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	215	40	40
3	•	1	•	•	1	•	5	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	356	100	99	
5	•	5	•	•	1	5	11	•	2	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	557	121	120	
5	•	•	•	•	5	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	251	75	75	
1	•	5	•	•	•	2	3	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	336	84	82	
2	•	7	1	•	11	8	5	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	410	149	156	
3	•	•	•	•	1	2	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	214	75	72	
61	1	66	5	1	86	47	79	15	4	6	•	1	1	•	•	•	•	•	•	•	5874	1948	1974	

de 5,000 à 10,000 habitants }
 de 10,000 à 20,000 habitants. } NEANT.

DISSEMENT DE MAESEYCK.

12	1	14	•	•	7	6	0	2	1	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	2145	786	792
61	1	66	5	1	86	47	79	15	4	6	•	1	1	•	•	•	•	•	•	•	5874	1948	1974
•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
75	2	80	5	1	93	53	88	17	5	7	1	1	1	•	•	•	•	•	•	•	8017	2754	2766

DE TONGRES.

au-dessous de 1,000 habitants.

•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	26	18	18
1	•	1	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	85	25	25
•	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	49	25	25
4	•	1	•	•	•	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	176	61	59
1	•	•	•	•	1	•	•	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	105	47	48

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

1^{re} CATÉGORIE. — Communes

Brouck	4	14	14	8	5	2	5	2	2	"	"	1	"	"	"	2	"	"	"
Canne	4	11	32	35	21	20	10	9	5	5	1	11	1	2	1	8	"	1	"
Coninxheim	5	30	25	20	8	2	7	1	1	2	5	2	"	1	"	"	"	"	"
Cuttecoven	1	8	4	2	4	"	"	1	1	1	"	2	"	"	"	1	"	5	"
Eygenbilsen	10	56	50	16	22	12	7	9	4	6	1	6	1	4	1	5	"	"	"
Eysden	1	10	19	15	14	11	9	5	10	4	2	4	"	1	"	"	"	"	"
Fologne	"	14	21	10	6	5	6	5	5	2	"	"	"	1	"	"	"	5	"
Freeren	2	9	21	17	5	5	6	5	4	7	4	6	1	5	"	6	"	"	"
Gellick	5	54	58	22	7	12	4	4	2	"	2	"	"	1	"	"	"	1	"
Genoels-Elderen	5	11	10	9	5	5	1	2	2	"	4	"	"	"	"	1	"	"	1
Gors-op-Leeuw	4	17	17	12	7	7	4	5	5	"	5	"	1	"	"	"	"	2	"
Gossoncourt	5	11	10	5	4	6	2	2	"	5	"	2	"	2	"	"	"	"	"
Gothem	"	3	9	4	9	6	1	1	"	5	"	1	"	"	"	1	"	"	"
Grand-Looz	6	16	7	1	2	2	1	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"
Grand-Spauwen	14	58	28	22	11	11	8	1	5	2	2	1	1	2	"	1	"	1	"
Guygoven	"	11	16	9	9	6	5	6	1	"	"	2	"	"	"	1	"	5	"
Heers	4	20	45	19	11	11	16	12	5	11	"	10	"	8	"	5	"	4	"
Hees	4	17	27	14	8	5	6	4	"	1	4	1	"	"	"	1	"	"	"
Hendrieken	"	5	6	5	5	2	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	1	"
Henis	"	1	8	15	5	2	6	5	"	"	2	1	"	"	"	"	"	"	"
Herderen	9	27	21	16	9	2	6	5	"	5	5	1	"	4	"	"	"	"	"
Hern-Saint-Hubert	2	2	8	12	9	2	6	2	2	5	5	5	"	"	"	"	"	1	"
Herstappe	"	"	2	4	2	1	1	2	1	1	"	4	"	1	"	1	"	"	"
Herten	"	"	2	1	1	"	2	5	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"
Heur-le-Tiexbe	5	15	12	11	5	4	5	1	5	"	1	1	"	"	"	2	"	"	"
Hex	"	22	19	11	12	6	8	1	"	2	2	1	"	1	"	1	"	"	"
Hoelbeek	"	7	14	8	7	5	4	2	"	1	1	"	"	"	"	2	"	"	"
Horpmael	"	20	24	20	20	11	12	8	5	2	1	5	"	1	"	"	"	1	"
Jessenen	4	16	8	4	5	7	8	6	4	"	5	"	"	5	"	1	"	1	"
Kerniel	5	13	15	18	6	6	11	2	7	4	"	5	"	2	"	1	"	2	"
Lanaye	4	18	45	57	17	15	18	15	6	7	2	8	"	5	1	4	"	1	"
Lanklaer	9	6	10	8	6	9	6	7	5	4	"	5	"	5	"	"	"	"	"
Lenth	2	9	17	24	17	21	15	11	6	5	"	5	"	"	"	"	"	"	"
Moll	5	15	14	7	2	5	5	2	2	2	"	2	"	4	"	"	1	1	"

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en						
120	126	152	158	144	150	171	201	315	420	515	1020	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1880	1890	
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.				
							285	599	486	999	1485	1044	2858	3099	4857	9600	14400	10101					

au-dessous de 1,000 habitants (suite).

5																					60	15	13
1		1			1	2	1	1													182	68	65
						1	1														107	25	24
		3					1														32	11	12
5											1										192	56	58
						2															103	36	36
					1		1			1											75	23	21
1		1			4	1	2														106	41	42
										1											131	24	23
		1			1					1											57	15	15
1					1	2				1											89	25	25
1	1				2	1															53	20	20
1		1			1		1														42	11	12
						1															40	4	5
1					2																149	35	36
1					1	1	1	1													72	26	24
2	1				2	1	5				1										189	87	83
																					92	26	29
1																					20	4	4
						1															46	11	11
2		1	1		3	3	2														116	55	55
		1				1															57	19	20
		1			1		1														25	17	17
1					1																15	7	7
1					1		1														68	15	12
1		1				2							1								91	22	24
																					51	12	11
2		2			2		1														155	43	45
		1		1																	74	34	35
		2			2					1											98	44	42
1					1		1				1										20	68	67
1						5		1													73	28	28
3		1			2				1												139	40	41
1																					66	19	20

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108

1^{re} CATÉGORIE. — Communes

Marlinne	•	12	20	34	18	15	7	5	6	5	•	2	•	1	•	5	•	1	•
Martensinde	5	13	14	10	11	3	5	1	1	1	•	3	•	•	1	1	•	1	•
Meeswyck	1	10	14	14	9	14	8	9	0	3	1	2	•	1	•	1	•	•	•
Membruggen	9	25	59	15	11	12	10	2	4	1	1	•	•	1	•	•	•	•	•
Mettecoven	•	5	5	7	5	2	1	1	•	1	1	2	•	•	•	2	•	•	•
Millen	10	58	57	17	14	5	22	6	9	4	4	5	•	2	•	5	•	5	•
Mopertingen	6	17	25	25	14	11	10	0	0	4	•	1	1	3	•	2	1	1	•
Nederheim	9	27	26	11	5	6	0	5	4	•	1	1	•	3	•	•	•	1	•
Neerhaeren	1	6	24	11	8	4	4	7	4	•	•	1	•	5	•	•	•	1	•
Neerrepen	•	9	8	7	•	2	1	5	4	1	1	•	•	2	•	•	•	•	•
Opgrimby	4	11	13	9	25	10	10	10	8	2	•	•	•	3	•	•	•	•	•
Opheers	4	12	9	8	8	7	5	2	1	2	•	5	•	•	•	1	•	•	•
Otrange	•	9	10	15	15	8	2	4	2	5	3	8	1	1	•	7	•	•	1
Overrepen	2	19	11	13	16	3	0	2	4	•	2	2	•	•	•	1	•	•	•
Petit-Jamine	2	8	10	6	12	5	5	2	•	1	1	1	•	1	•	•	•	•	•
Petit-Spauwen	7	21	23	16	5	5	4	1	1	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•
Pirange	2	12	19	12	12	6	7	•	6	5	•	3	•	1	•	•	•	•	1
Riems	2	8	18	13	5	5	4	5	2	5	2	1	•	•	•	•	•	•	1
Rixingen	5	11	9	15	4	8	7	1	5	2	2	3	•	3	•	•	•	•	•
Roclinge (Looz)	•	10	20	12	7	5	6	1	•	•	•	•	•	2	•	•	•	•	1
Rommershoven	1	11	20	24	6	11	4	•	3	1	2	1	•	2	•	•	•	•	•
Rosmeer	3	22	52	11	12	4	4	2	5	5	5	2	•	1	•	•	•	•	•
Ryckel	•	7	14	12	7	12	1	5	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	2
Ryckhoven	6	21	41	22	4	9	4	6	5	4	•	3	•	1	•	1	•	1	•
Schalckhoven	•	2	7	4	3	6	6	4	2	1	•	•	•	1	•	1	•	•	•
S'Heeren-Elderen	1	26	25	15	4	6	1	3	2	1	•	1	•	2	•	•	•	•	1
Sluse	7	30	28	14	11	5	2	3	5	5	5	2	•	1	•	2	•	•	•
Ulbeck	4	15	31	21	14	9	5	6	5	1	•	5	•	5	•	•	•	•	•
Uyckhoven	2	13	20	16	15	19	11	9	1	2	1	2	•	1	•	1	1	1	•
Vechmael	6	21	27	20	15	12	7	4	5	2	1	4	1	5	•	4	•	1	•
Vliermaal-Roodt	7	19	56	26	12	5	6	5	5	•	•	2	•	2	•	1	•	•	•
Voordt	2	9	9	5	4	5	3	3	2	1	•	2	•	•	•	•	•	•	•
Vroenhoven	1	12	24	23	14	12	15	5	6	6	5	4	•	0	•	5	•	•	•
Vucht	•	9	11	12	19	12	15	6	6	7	•	2	•	1	•	•	•	•	•

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	152	158	144	150	171	201	315	429	515	1020	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
							à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	309	486	999	1485	1944	2856	3999	4857	9600	14400	19101				

au-dessous de 1,000 habitants (suite).

1		2			6																147	40	40	
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	66	15	15
2	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	99	33	35
1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	131	24	25
"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	33	10	10
"	"	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	201	54	58
"	"	"	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	138	39	42
1	"	"	"	"	"	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	106	26	26
"	"	"	"	"	1	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	79	32	30
"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	40	20	15
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	109	36	37
"	"	"	"	"	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	62	20	21
1	"	1	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	95	42	42
1	"	1	"	"	1	2	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	91	21	22
"	"	"	"	"	"	"	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	55	17	18
"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	86	12	12
"	"	1	"	"	1	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	90	39	39
5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	74	27	25
2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	78	33	31
5	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	67	15	15
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	86	13	12
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	106	25	25
"	"	1	"	"	"	2	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	66	22	26
"	"	"	"	"	"	2	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	131	22	23
1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	40	15	15
1	"	1	"	"	"	1	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	90	17	16
2	"	1	"	"	1	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	123	33	20
"	"	"	"	"	1	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	121	26	26
"	"	1	"	"	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	117	40	37
2	"	"	"	"	2	"	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	140	44	45
1	"	1	"	"	"	"	1	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	129	20	20
"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	43	13	14
5	"	"	"	"	"	1	5	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	151	72	72
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	100	36	36

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

1^{re} CATÉGORIE. — Communes

Waltwilder	7	17	27	18	6	8	12	4	8	4	1	2	•	4	•	2	•	1	•
Werm	•	7	10	4	3	2	4	3	1	4	•	1	•	4	•	•	•	•	•
Widoye	•	5	12	8	3	3	8	1	•	1	1	1	•	1	•	1	1	•	•
Wintershoven	3	9	10	7	3	3	3	4	•	1	•	•	•	3	•	•	•	•	•
Totaux de la 1 ^{re} catégorie . .	230	1098	1423	1048	674	531	482	314	243	186	86	173	7	124	5	94	4	50	3

2^e CATÉGORIE. — Communes

Alken	6	38	73	104	106	77	55	58	20	25	•	14	2	15	1	9	•	3	•
Basseuge	2	27	75	57	21	12	16	13	5	9	•	2	•	4	•	3	•	1	•
Bilsen	11	60	77	72	51	25	18	20	17	19	13	15	•	11	•	10	1	14	•
Boorsheim	3	7	52	25	19	14	22	16	17	14	3	6	•	4	•	1	•	3	•
Cortesseim	4	21	57	40	17	15	6	12	8	8	1	7	1	5	•	4	•	2	•
Eben-Emael	18	36	92	59	32	15	12	5	11	7	1	10	1	5	1	7	•	3	•
Fall-et-Mheer	9	36	46	30	10	15	18	5	5	4	4	4	•	4	•	4	•	•	•
Hoesselt	30	84	95	62	20	15	30	15	15	5	9	5	•	7	•	5	•	4	•
Houppertingen	7	32	48	32	28	24	22	10	7	4	•	3	•	6	1	2	•	2	•
Lanaeken	9	35	91	69	61	31	33	11	20	21	3	8	•	12	•	8	•	5	•
Looz	14	40	56	32	23	16	17	18	16	8	10	21	•	15	•	21	•	15	•
Lowaiige	1	20	52	25	22	25	15	13	7	10	7	8	•	•	•	3	•	1	•
Mechelen	3	23	54	36	25	14	24	9	11	9	3	4	•	6	•	6	•	1	•
Munsterbilsen	12	50	52	31	11	8	11	3	4	5	7	5	•	2	•	2	•	3	•
Reckheim	3	19	58	36	23	16	14	11	15	16	2	12	2	15	•	6	1	6	•
Roclenge-sur-Geer	1	34	50	64	20	10	19	9	12	10	2	6	•	7	•	3	1	3	•
Russon	2	34	54	30	19	21	12	4	7	9	2	3	•	1	•	3	•	•	•
Sichen-Sussen-Bolré	•	36	69	47	34	26	15	14	8	9	2	3	•	5	•	•	1	3	•
Stockheim	5	17	36	44	32	37	27	16	25	21	1	3	•	13	2	9	1	6	•
Veldwezelt	16	59	53	28	25	8	19	6	13	3	7	4	1	•	•	•	•	•	•
Vliermael	4	46	52	35	27	15	14	10	11	5	•	4	•	5	•	1	•	1	•
Vlytingen	7	39	52	46	24	19	10	3	8	2	1	4	•	1	•	2	•	•	•
Welleu	9	84	120	72	37	32	21	19	18	16	•	13	•	15	•	7	•	3	•
Wonck	7	35	120	87	42	30	25	23	7	•	•	5	•	2	•	•	•	6	•
Totaux de la 2 ^e catégorie . .	205	941	1464	1172	747	523	475	293	285	247	78	175	7	158	5	116	5	92	•

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201	315	420	515	1020	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total	1889	1890
							à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	599	486	099	1485	1044	2856	3999	4857	9600	14400	19101				

au-dessous de 1,000 habitants (suite).

						1					1										125	59	40
																					45	11	11
		1					1														48	20	22
1						2	1														50	19	19
65	2	54	2	1	50	46	41	7	6	11	6	1	2								7047	2182	2175

de 1,000 à 3,000 habitants.

4		5			5	8	1		1												609	279	279
9		2			5																265	68	68
15		7	1		9	12	17	5		2											511	214	215
3		1	2		1										2						195	79	77
5		16			6	8	3	1	5												228	101	99
5	1	6			6																551	89	84
5		2	1		2	1			1												215	65	69
4		2		1	1	4	3	3	1	2											447	116	122
2		1			2	1				1											235	75	74
4		4			11	12	21	5	1	1	1										500	185	186
15		15		2	15	15	24	2	1	1		2									412	212	227
1		1			1		1														191	64	65
5		9			7	1	4														254	110	109
		2			2	2				1											215	51	55
2		5			5	2	9		1	1											260	122	121
5					2	1	17	7	1												264	141	118
5		4			2	1							1								222	75	75
1		5			2	1															282	85	85
4		5			6	1	1	5													517	117	121
2		2			5																230	78	77
1		4			1	2	1	1													240	61	61
		5			3	1	1					1									227	69	69
5		2			1	2	7			1											486	135	135
2		2			5	2															306	90	90
94	1	101	4	5	79	86	121	26	8	12	2	2	1								7528	2675	2675

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																			
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114	

3^e CATÉGORIE. — Communes

Tongres	1	60	77	73	103	121	41	41	59	44	»	86	»	64	»	52	»	55	»
-------------------	---	----	----	----	-----	-----	----	----	----	----	---	----	---	----	---	----	---	----	---

4^e CATÉGORIE. — Communes

NÉANT

RÉCAPITULATION DE L'AR

1 ^{re} catégorie	230	1098	1425	1048	674	551	482	314	243	186	86	175	7	124	5	94	4	50	3
2 ^e —	205	041	1464	1172	747	523	475	295	285	247	78	175	7	158	5	116	5	92	»
3 ^e —	1	60	77	73	103	121	41	41	59	44	»	86	»	64	»	52	»	55	»
4 ^e —	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
TOTAUX	436	2099	2964	2295	1524	1175	998	648	587	477	164	454	14	346	10	262	9	197	3

RÉCAPITULATION

Arrondissement de Hasselt	500	1611	2278	2274	1753	1388	1088	800	556	759	66	600	6	375	6	524	4	254	2
— de Maeseyck	497	1067	1219	1161	778	593	560	445	541	278	18	206	8	140	7	143	1	127	1
— de Tongres	456	2099	2964	2295	1524	1175	998	648	587	477	164	454	14	346	10	262	9	197	3
TOTAUX GÉNÉRAUX	1435	4777	6461	5728	4055	3156	2646	1893	1484	1514	248	1240	28	861	23	729	14	578	6

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201	515	429	515	1029	1542	2001	5000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.		
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à		et au-dessus.	1889	1890
							285	599	486	990	1485	1044	2856	3999	4857	9600	14400	19101				

de 5,000 à 10,000 habitants.

51	*	51	*	*	65	68	211	167	45	49	*	1	1	*	*	*	*	*	*	1584	1046	1015
----	---	----	---	---	----	----	-----	-----	----	----	---	---	---	---	---	---	---	---	---	------	------	------

de 10,000 à 20,000 habitants.

RONDISSEMENT DE TONGRES.

65	2	54	2	1	50	46	41	7	6	11	6	1	2	*	*	*	*	*	*	7047	2182	2175	
94	1	101	4	5	79	86	121	26	8	12	2	2	1	*	*	*	*	*	*	7528	2675	2675	
51	*	51	*	*	65	68	211	167	45	49	*	1	1	*	*	*	*	*	*	1584	1046	1015	
*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
208	5	186	6	4	192	200	373	200	59	72	8	4	4	*	*	*	*	*	*	16159	5905	5865	

GÉNÉRALE.

274	*	254	4	5	281	254	745	551	129	206	17	1	4	2	*	*	*	*	*	17151	7714	7571
75	2	80	5	1	95	55	88	17	5	7	1	1	1	*	*	*	*	*	*	8017	2754	2766
208	5	186	6	4	192	200	373	200	59	72	8	4	4	*	*	*	*	*	*	16159	5905	5865
555	5	520	15	10	6	487	1206	548	195	285	26	6	9	2	*	*	*	*	*	41307	16551	16202

PROVINCE

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

ARRONDISSEMENT

Communes au-dessous

Aubange	5	7	6	7	20	11	10	10	»	10	»	8	»	3	»	12	»	11	»
Guirsch.	2	5	4	2	5	2	»	1	»	6	»	2	»	4	»	3	»	5	»
Habergy	5	5	8	15	21	27	12	15	3	5	»	10	»	8	»	2	»	5	»
Meix-le-Tige	5	8	9	15	14	17	22	26	»	6	»	1	»	4	»	1	»	3	»
Rachecourt.	5	12	12	27	17	11	23	10	»	9	»	4	»	7	»	2	»	5	»
Sélange.	4	5	12	18	21	11	18	15	»	12	»	5	»	6	»	10	»	2	»
Thiamont.	5	7	10	6	21	22	20	22	»	12	»	11	»	6	»	5	»	7	»
Tontelange	5	8	10	20	17	10	11	25	»	10	»	8	»	4	»	2	»	6	»
TOTAUX.	28	56	71	108	136	111	116	151	3	70	»	47	»	42	»	55	»	44	»

Communes de 1,000

Athus	4	21	37	25	20	17	10	31	»	25	»	8	»	1	»	7	»	11	»
Attert	14	45	40	44	42	46	46	25	»	24	»	20	»	2	»	4	»	8	»
Autelbas	6	8	17	28	56	25	29	56	»	25	»	19	»	14	»	11	»	22	»
Bonnert	5	7	15	27	53	31	20	27	»	26	»	12	»	15	»	15	»	14	»
Hachy	15	31	58	62	53	58	25	27	»	25	»	12	»	19	»	5	»	5	»
Halanzy	11	27	43	39	58	55	42	51	»	20	»	10	»	19	»	5	»	12	»
Heinsch.	7	27	24	32	46	42	46	55	»	22	»	17	»	4	»	5	»	5	»
Hondelange	9	11	17	55	29	20	57	8	»	8	»	12	»	5	»	14	»	11	»
Martelange	52	57	50	42	28	26	15	5	»	10	»	5	»	10	»	2	»	2	»
Messancy	2	16	26	39	42	35	42	59	5	59	»	22	»	14	»	7	»	16	»
Nobressart.	11	20	21	36	34	36	28	28	»	25	»	7	»	8	»	5	»	5	»
Toernich	1	12	9	25	41	35	20	22	»	17	»	7	»	4	»	4	»	7	»
TOTAUX.	115	280	515	452	442	415	565	552	3	264	»	151	»	113	»	82	»	114	»

Communes de 5,000

Arlon	7	29	27	34	24	56	46	24	»	44	»	56	»	48	»	19	»	20	»
-----------------	---	----	----	----	----	----	----	----	---	----	---	----	---	----	---	----	---	----	---

DE LUXEMBOURG.

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	152	158	144	150	171	201	315	420	515	1020	1542	2001	5000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
							à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	509	486	900	1485	1944	2856	5009	4857	9600	14400	19101			1889	1890

D'ARLON.

de 1,000 habitants.

6	"	5	"	"	7	4	7	4	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	150	107	105
5	"	"	"	"	"	1	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	48	28	28
2	"	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	147	116	117
1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	129	88	86
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	155	85	85
5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	140	85	87
2	"	"	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	154	64	63
2	"	1	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	137	60	62
21	"	9	"	"	7	5	12	4	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1058	653	655

à 5,000 habitants.

4	"	"	"	"	6	5	5	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	238	127	122
7	"	2	"	"	1	4	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	376	155	154
7	"	2	"	"	2	2	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	290	172	172
4	"	2	"	"	2	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	258	152	145
6	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	358	151	151
0	"	"	"	"	1	0	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	591	246	237
5	"	5	"	"	5	4	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	525	122	114
10	"	4	"	"	5	1	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	244	102	101
"	"	5	"	2	1	2	"	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	274	70	81
5	"	7	"	"	1	1	4	2	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	365	220	209
4	"	1	"	"	2	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	272	107	107
2	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	207	74	76
59	"	24	"	"	22	28	24	0	2	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3596	1707	1660

à 10,000 habitants.

22	"	50	"	"	42	71	221	127	41	07	3	1	2	"	"	"	"	"	"	"	1071	814	837
----	---	----	---	---	----	----	-----	-----	----	----	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	------	-----	-----

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

RÉCAPITULATION DE L'AR

1 ^{re} catégorie	28	56	71	108	136	111	116	151	5	70	"	47	"	42	"	35	"	44	"
2 ^e —	115	280	315	432	442	413	505	552	5	204	"	151	"	115	"	82	"	114	"
3 ^e —	7	29	27	54	24	36	46	24	"	44	"	56	"	48	"	19	"	20	"
TOTAUX	150	565	415	574	602	560	527	487	6	378	"	254	"	205	"	136	"	178	"

ARRONDISSEMENT

Communes au-dessous

Amberloup	26	41	28	20	24	"	9	"	8	2	"	"	"	"	"	"	1	"	"
Arbrefontaine.	12	28	36	16	14	11	6	11	"	5	"	6	"	"	"	"	"	"	"
Bertogne	38	85	41	25	17	1	7	"	6	"	5	"	"	"	2	5	"	"	"
Cherain.	9	21	25	20	20	16	1	19	"	"	8	1	"	5	"	"	1	"	"
Hollange	19	30	16	18	7	9	16	6	"	12	"	7	"	5	"	4	"	"	5
Hompré.	19	58	27	6	15	"	9	"	17	5	"	10	"	"	"	"	"	"	"
Mabompré.	58	38	28	10	12	"	5	"	17	"	"	"	"	1	"	"	2	"	"
Mont	26	45	55	18	15	13	2	21	"	8	"	6	"	4	"	"	4	"	"
Mont-le-Ban	40	36	51	22	12	14	1	6	"	7	"	1	"	"	"	"	"	"	"
Morhet	29	19	20	6	8	5	9	"	9	1	"	8	"	"	"	"	2	"	"
Petitthier	16	23	50	27	8	4	7	5	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Tailles (Les)	21	24	11	10	8	4	2	"	5	"	"	"	"	2	1	"	"	"	"
Tintange	13	50	21	14	5	6	9	2	"	5	"	4	"	5	"	"	"	"	1
Villers-la-Bonne-Eau	27	59	18	8	12	2	9	"	4	"	"	6	"	"	"	"	1	"	"
TOTAUX	535	502	567	220	177	85	92	70	64	41	13	49	"	20	1	6	16	"	4

Communes de 1,000

Bastogne	22	37	57	51	21	56	20	15	21	55	"	25	"	15	"	1	28	2	"
Beho.	40	43	50	54	28	12	18	17	"	4	"	"	"	"	2	"	"	"	"
Bihain	48	71	48	28	17	8	12	1	"	2	"	1	"	1	"	"	"	"	"
Bovigny	25	57	59	57	15	16	16	17	"	6	"	"	"	3	"	"	2	"	"
Fauvillers	20	45	50	50	25	11	12	5	"	5	"	8	"	9	"	1	"	5	"

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201	315	420	515	1020	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	399	486	999	1485	1044	2856	3099	4857	9600	14400	19101				

RONDISSEMENT D'ARLON.

21	»	9	»	»	7	5	12	4	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1058	655	653
50	5	24	2	»	22	28	24	6	2	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3596	1707	1669
22	»	50	»	»	42	71	221	127	41	97	3	1	2	»	»	»	»	»	»	»	1071	814	857
102	5	65	2	»	71	104	257	137	44	101	5	1	2	»	»	»	»	»	»	»	5725	5154	5130

DE BASTOGNE.

de 1,000 habitants.

»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	160	20	26
»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	147	26	26
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	228	22	22
»	4	1	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	155	44	42
»	5	»	»	»	3	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	169	65	65
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	145	50	55
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	152	32	55
»	2	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	199	45	45
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	170	21	21
»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	115	35	36
»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	124	9	10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	86	12	12
»	1	»	9	»	5	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	120	45	42
»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	120	29	29
»	17	2	2	1	6	2	7	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2097	460	462

à 5,000 habitants.

3	25	8	1	»	17	16	50	24	7	5	1	»	1	1	»	»	»	»	»	»	505	280	280
3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	241	46	40
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	237	29	50
»	»	2	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	257	33	55
2	»	5	»	»	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	210	75	75

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 1,000

Flamierge.	46	77	41	25	26	•	14	•	13	•	•	5	•	•	•	•	•	•	•
Grandhalleux.	20	55	45	38	23	16	24	1	20	1	9	•	•	5	4	•	•	•	•
Houffalize.	16	16	26	22	15	19	21	3	12	•	9	1	•	17	•	•	11	1	1
Limerlé.	24	21	51	59	55	22	15	19	•	21	•	5	•	•	•	•	12	•	•
Longchamps.	49	56	49	40	10	8	5	12	•	11	•	6	•	•	•	1	•	•	•
Longwilly.	21	35	50	52	25	25	1	15	•	12	•	8	•	2	•	•	5	•	•
Nives.	25	60	20	25	12	6	7	6	•	11	•	5	•	•	•	3	•	•	2
Noville.	45	55	59	28	12	6	2	17	2	9	•	15	•	1	•	•	5	•	•
Sibret.	56	54	24	22	24	•	15	•	16	•	•	9	•	•	•	•	4	•	•
Tavigny.	16	35	51	41	25	29	12	22	•	22	•	•	•	11	•	1	•	•	•
Tillet.	17	38	38	14	21	1	15	•	18	•	•	8	•	•	•	•	1	•	•
Vielsalm.	51	105	108	57	55	50	45	39	1	27	1	15	•	8	•	7	5	5	•
Wardin.	20	56	56	41	22	30	1	21	•	18	•	7	•	•	•	1	7	•	•
Wibrin.	59	65	50	24	28	21	8	8	•	8	1	4	•	•	•	•	1	•	•
TOTAUX.	566	959	859	606	457	311	261	216	105	192	20	118	•	70	6	15	75	11	3

RÉCAPITULATION DE L'AR

1 ^{re} catégorie	535	502	567	220	177	85	92	70	64	41	15	49	•	20	1	6	16	•	4
2 ^e —	366	959	859	606	457	311	261	216	105	192	20	118	•	70	6	15	75	11	3
TOTAUX.	899	1441	1206	826	614	394	555	286	167	255	55	167	•	90	7	21	91	11	7

ARRONDISSEMENT

Communes au-dessous

Amonines.	5	26	19	7	8	5	5	•	•	1	•	1	•	1	•	•	•	•	•
Bande.	7	25	55	19	15	14	10	6	•	8	•	2	•	5	•	4	1	3	•
Beausaint.	20	24	44	21	20	6	12	•	8	•	5	•	•	6	•	•	1	•	•
Beffe.	9	59	25	7	8	5	6	6	•	3	•	•	•	•	•	•	•	2	•
Bende.	3	8	15	15	6	4	4	5	•	5	•	1	•	5	•	•	•	5	•
Bomal.	2	5	11	17	11	3	8	5	•	9	•	4	•	5	•	•	4	•	2

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201	515	429	515	1029	1542	2001	5000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1880	1890
							à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	390	486	000	1485	1044	2856	3900	4857	0600	14400	10101				

à 5,000 habitants (suite).

1							1	1													348	42	42
4					2		1														244	45	48
11					10	9	16	4	1												241	109	99
						1	5	1		1											268	87	80
2							1														250	47	48
						1		1													209	55	55
	4								1												194	48	44
1			1		1					1											234	52	50
5						1	1														189	31	56
							1	1													268	55	51
1	5						2					1		1							170	58	57
2	15				4	5	14	10	5	7		1									620	185	182
						1			1												271	50	51
																					257	55	52
11	65	17	3		56	58	89	42	15	14	1	2	1	2						5120	1574	1568	

RONDISSEMENT DE BASTOGNE.

	17	2	2	1	6	2	7	1		1											2007	460	462
11	65	17	5		36	58	89	42	15	14	1	2	1	2							5120	1574	1568
11	80	19	5	1	42	40	96	45	15	15	1	2	1	2							7217	1834	1830

DE MARCHE.

de 1,000 habitants.

2					3		1														82	17	17
2					2																158	40	42
1									1												169	25	24
																					108	19	20
		5			2		1				1										77	25	25
					2	1	6														96	45	42

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes au-dessous

Champlon	21	45	30	21	22	25	5	»	12	1	2	»	»	3	»	»	»	»	»
Dochamps	30	45	41	25	7	9	7	4	»	2	»	5	»	»	»	»	»	»	»
Durbuy	»	5	9	4	8	4	10	8	»	5	»	5	»	4	»	4	»	»	»
Erezée	21	31	48	27	17	15	9	8	»	8	»	6	»	»	»	»	»	5	»
Erneuville	21	18	19	10	7	17	9	5	»	5	»	»	4	»	»	»	»	»	»
Forrières	10	28	22	26	20	12	15	15	»	15	»	14	»	8	5	»	4	»	»
Grandmenil	32	44	52	17	9	4	2	2	»	1	»	»	»	2	»	1	»	»	»
Grunc	8	19	17	11	9	7	3	13	»	5	»	5	»	1	»	4	»	3	»
Gruport	1	7	6	11	9	»	1	»	1	»	6	»	»	5	»	»	4	»	»
Halleux	6	7	20	10	8	2	8	»	1	1	»	»	»	1	»	»	1	»	»
Hampteau	2	8	16	13	15	3	6	6	»	15	»	6	»	»	1	»	1	»	»
Hargimont	11	24	28	15	15	8	10	6	»	4	»	2	»	1	»	5	»	»	»
Harre	28	55	47	55	19	10	7	5	»	1	»	2	»	»	1	»	»	»	»
Harsin	7	14	28	10	8	9	10	5	»	8	»	6	»	5	»	»	»	2	»
Heil	6	43	45	24	22	15	11	16	»	8	»	7	»	4	»	2	»	6	»
Hives	17	15	19	10	9	5	11	»	5	»	2	»	»	2	»	»	2	»	»
Hodister	16	56	41	31	16	12	20	»	7	»	8	2	»	1	»	»	2	»	»
Humain	2	21	55	25	7	15	3	2	»	5	»	9	»	5	»	»	1	»	»
Izier	14	35	47	23	8	7	9	5	»	2	»	2	»	5	»	»	2	»	»
Malempré	12	24	15	5	3	4	6	4	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Marenne	4	15	28	22	21	8	9	8	»	11	»	4	»	4	»	»	»	»	»
Masbourg	12	9	32	5	20	7	3	7	»	5	»	2	»	»	»	»	»	»	»
Mormont	13	55	54	25	15	12	4	12	»	6	»	»	1	»	»	1	»	»	»
My	5	27	14	18	11	10	7	5	»	6	»	4	»	»	»	1	»	1	»
Odeigne	20	35	51	7	4	4	2	»	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	1
On	5	16	20	28	28	12	16	14	»	14	»	9	»	6	»	3	»	»	»
Roy	15	21	43	34	29	16	11	5	»	6	»	7	»	»	»	5	»	3	»
Samrée	29	39	41	12	13	11	17	»	7	1	9	»	»	5	»	»	6	»	»
Vaux-Chavanne	6	17	14	11	9	6	6	2	»	2	»	»	»	1	»	2	»	3	»
Villers-Sainte-Gertrude	8	17	18	14	6	»	1	1	»	»	»	2	»	1	»	1	»	»	1
Wéris	15	29	38	25	15	18	10	15	»	9	»	2	»	4	»	1	»	1	»
TOTAUX	430	924	1043	628	471	518	280	189	39	169	32	105	5	84	7	53	29	32	4

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201 à 285	515 à 399	429 à 486	515 à 909	1029 à 1485	1542 à 1944	2001 à 2856	5000 à 3999	4143 à 4857	5142 à 9000	10200 à 14400	15000 à 19101	20100 et au- dessus.	Total.	1880	1890

de 1,000 habitants (suite).

1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	187	32	35
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	169	25	26
4	1	1	5	1	6	8	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	90	53	35
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	195	49	49
1	2	1	1	1	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	120	52	35
1	2	1	1	1	1	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	107	65	65
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	149	18	19
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	105	51	29
5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	56	26	26
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	65	10	10
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	92	26	24
5	1	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	155	32	51
1	1	1	1	1	1	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	209	27	25
1	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	115	34	55
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	211	32	29
2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	97	9	9
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	194	20	25
2	1	2	1	1	1	2	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	156	31	31
1	2	1	1	1	1	5	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	164	24	24
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	75	10	10
1	1	2	1	1	1	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	159	21	21
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	100	18	18
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	192	27	26
1	1	1	3	1	1	1	1	1	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	114	25	26
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	106	15	15
1	1	1	1	1	2	1	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	179	67	59
1	1	1	1	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	196	44	44
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	192	27	26
1	1	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	82	22	22
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	71	7	7
5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	185	31	31
24	14	13	11	1	34	25	26	4	1	5	2	1	1	1	1	1	1	1	1	5001	1075	1065

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 1,000

Aye	14	40	36	27	28	19	11	5	»	4	»	9	»	6	»	5	»	2	»
Barvaux	11	35	56	51	27	10	17	15	»	7	»	9	»	5	»	5	»	3	»
Borlon	10	51	65	38	19	10	11	7	»	10	»	»	»	1	»	2	»	»	»
Grandhan	25	40	55	50	19	10	10	7	»	15	»	7	»	8	»	2	»	»	»
Hotton	16	57	68	45	50	25	14	24	»	11	»	11	»	11	»	7	»	6	»
Laroche	28	50	64	45	56	25	24	»	40	1	12	»	»	16	»	»	19	»	»
Marche	2	50	51	54	56	21	41	51	41	»	50	»	»	55	»	»	44	2	»
Marcourt	56	47	70	42	51	9	15	»	18	1	»	3	»	2	1	»	2	»	»
Nassogne	11	47	56	55	20	16	7	15	»	5	»	9	»	12	»	2	2	»	»
Orlho	50	61	46	26	19	11	16	4	»	19	1	1	»	8	»	»	4	»	»
Rendeux	26	53	44	41	28	27	17	9	2	8	»	0	»	9	»	2	»	4	»
Soy	20	61	76	46	19	18	12	11	»	4	»	3	»	5	»	3	»	3	»
Tenneville	41	59	56	20	20	13	11	»	16	»	2	»	»	7	»	1	1	»	»
Tobogne	11	51	70	55	56	51	50	12	»	19	»	9	»	7	»	4	»	»	»
Waha	8	56	56	28	52	50	24	24	»	14	»	10	1	6	»	5	»	5	»
TOTAUX	509	670	825	590	416	280	261	158	120	116	65	80	1	156	1	56	72	25	»

RÉCAPITULATION DE L'AR

1 ^{re} catégorie	450	924	1045	628	471	518	239	189	59	169	52	105	5	84	7	55	20	52	4
2 ^e —	509	670	825	590	416	280	261	158	120	116	65	80	1	156	1	56	72	25	»
TOTAUX	748	1594	1868	1218	887	598	550	347	159	285	97	185	6	220	8	69	101	57	4

ARRONDISSEMENT

Communes au-dessous

Anloy	4	17	11	17	19	17	5	4	5	1	»	»	»	»	»	»	1	»	1
Arville	11	24	54	25	26	12	7	10	»	10	»	7	»	»	»	»	»	»	»
Awenne	7	12	28	16	15	15	20	15	»	6	»	5	»	»	»	2	2	»	»
Bagimont	2	2	5	2	5	4	5	7	2	2	»	5	»	»	»	»	»	»	»
Bras	20	29	55	25	14	11	11	2	»	5	»	5	»	6	»	»	»	»	»

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
190	176	152	158	144	150	171	201	515	429	515	1029	1542	2001	5000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	18x0	1800
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	399	486	990	1485	1944	2x50	3999	4857	9800	14400	19101				

à 5,000 habitants.

5					5	2	1		1	2											218	55	56
0			5		5	1	8	7		1											242	68	64
	2				5	1				1											909	54	55
5					4	5	1		1												251	54	56
	2		3		4	1	12	5		1											537	82	80
	7				8	2	27	4	1												407	111	113
	54				29	25	75	54	5	15	1										680	585	582
	2		1					1													969	35	54
		4			2	1	5	2	1												266	58	65
	1				2																269	40	58
	5				2	1				1											271	49	49
5		2			5																291	59	58
	5				1																255	27	27
	2		4		4		1														546	74	74
5		2			4	5	1		1												295	87	79
20	56	8	11		69	41	154	52	9	22	1									4584	1212	1208	

RONDISSEMENT DE MARCHE.

24	14	13	11	1	54	25	26	4	1	5	2	1								5001	1075	1065	
20	56	8	11		69	41	154	52	9	22	1										4584	1212	1208
44	70	21	22	1	105	66	160	56	10	27	5	1									9585	2287	2275

DE NEUFCHATEAU.

de 4,000 habitants.

	3																				103	51	51
	5					1															168	45	45
	2																				141	27	29
	1				1																43	22	25
4		1				1	1	1													169	45	42

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes au-dessous

Chanly	15	12	21	15	11	28	11	18	"	"	28	"	16	1	4	"	10	"	"
Daverdisse	1	7	10	11	10	6	16	5	"	6	"	"	"	9	"	"	"	"	"
Dohan	19	22	17	19	15	6	9	6	7	4	"	"	"	1	"	2	"	"	"
Fays-les-Veneurs	10	26	26	20	15	25	18	14	13	1	"	5	"	4	"	"	6	"	"
Framont	5	15	5	6	5	8	6	9	7	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"
Freux	5	22	24	"	7	9	6	4	"	8	"	"	5	"	2	"	"	"	5
Gembes	4	20	9	7	10	15	"	9	"	4	"	5	"	8	"	"	"	"	"
Grapfontaine	11	28	17	8	11	14	25	11	7	12	"	7	"	3	"	"	"	"	"
Hamipré	11	11	12	8	12	11	10	12	8	8	"	5	"	5	"	"	4	"	"
Hatrival	5	24	28	17	21	6	2	8	"	5	"	7	"	2	"	1	"	"	"
Hautfays	10	14	20	24	20	12	19	15	"	8	"	5	"	5	"	1	"	3	"
Jéhonville	10	28	32	21	27	20	17	9	9	7	"	5	"	5	"	2	"	"	2
Lavacherie	4	28	17	17	10	8	4	5	"	1	"	2	"	8	"	"	"	"	1
Léglise	11	14	20	15	11	9	14	12	4	11	"	11	"	9	"	"	7	"	1
Lomprez	4	4	10	12	8	6	5	20	"	14	"	"	7	"	4	"	2	"	"
Nellier	8	24	18	13	16	14	11	8	"	6	"	1	"	5	"	"	"	2	"
Nirwart	2	6	8	10	14	6	5	5	"	5	"	1	"	"	"	1	"	"	"
Moircy	6	11	22	10	11	2	4	4	"	7	"	"	5	"	2	"	"	1	"
Noirfontaine	7	28	24	20	12	18	5	2	5	2	"	5	"	5	"	"	"	"	"
Ochamps	11	52	25	27	28	13	8	8	2	5	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Offagne	7	11	26	8	11	11	17	7	9	4	"	2	"	2	"	"	"	"	5
Oponl	5	15	17	16	10	5	11	6	8	10	"	2	"	3	"	"	2	"	"
Porcheresse	9	10	11	24	12	7	5	"	6	"	"	6	"	"	"	"	"	"	2
Poupehan	11	28	16	11	5	5	5	1	"	"	"	1	1	"	"	"	"	"	"
Pussemanage	2	15	14	6	6	4	9	4	11	7	"	4	"	1	"	"	2	"	"
Recogne	16	27	15	20	7	14	14	12	4	5	"	16	"	1	"	"	"	"	"
Redu	4	12	12	9	18	12	9	6	"	16	"	2	"	1	"	7	"	5	"
Remagne	8	12	17	14	7	4	10	6	"	5	"	"	4	"	2	"	"	1	"
Rochehaut	9	54	14	12	17	7	5	8	5	4	"	4	"	1	"	"	"	"	"
Sainte-Marie	19	26	19	11	11	15	15	9	18	7	"	8	2	12	1	"	2	"	"
Saint-Médard	15	16	15	24	10	19	17	12	11	5	"	2	"	"	"	"	1	"	1
Saint-Pierre	21	56	26	12	10	19	16	10	10	8	"	10	"	5	"	"	7	"	"
Sensenruth	2	6	11	6	6	2	14	9	7	6	1	2	"	1	"	"	1	"	"
Sobier	"	6	5	7	8	12	"	16	"	10	"	12	"	13	"	9	"	"	"

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en				
120	126	132	138	144	150	171	201 à	315 à	429 à	515 à	1029 à	1542 à	2001 à	3000 à	4143 à	5142 à	10200 à	15000 à	20100 et au-dessus.	Total	1880	1890

de 1,000 habitants (suite).

1					2	1	2													104	81	85
		1																		80	35	36
	2																			129	45	44
						1														180	90	93
								1												60	35	35
									2											114	52	31
																				87	51	30
1	1						1													161	63	62
							1													118	62	60
1					1		1	1		1										131	40	40
2																				154	45	48
									1											105	73	73
												1								104	24	26
	5				1		1													160	60	65
	9				2	2														107	48	48
5							2													131	41	38
						1						1								65	17	14
																				83	20	20
						1														152	48	46
	2				1	1		1												161	50	30
	2																			120	37	36
	4					1						1								116	37	36
																				92	22	22
																				82	17	15
						1	1													85	38	41
	7				1	1	1													139	47	48
5					1															117	37	32
																				90	31	20
																				118	35	36
							2													173	72	72
	3																			140	20	26
	1				4		1													186	71	72
																				74	45	43
		1			1					1										90	64	63

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes au-dessous

Straimont	12	16	11	10	18	14	9	11	5	9	10	7	10	7	10	5	11	10	11
Suxy	15	26	25	18	20	14	26	10	5	7	4	4	4	4	4	5	11	11	11
Tellin	7	25	20	20	15	14	9	3	1	1	8	8	8	8	8	8	8	8	8
Transinne	7	5	19	20	12	11	7	5	5	5	5	4	4	4	4	2	2	2	2
Ucimont	4	25	17	12	10	6	4	7	2	5	5	2	2	2	2	2	2	2	2
Vesqueville	5	21	20	10	11	15	2	5	4	4	5	1	1	1	1	1	1	1	1
Vivy	5	14	19	4	15	12	10	8	8	1	1	4	3	3	3	3	3	3	3
Wellin	5	9	18	12	7	11	19	14	14	58	2	22	1	11	11	11	11	11	11
Witby	15	55	55	19	15	12	5	11	8	4	4	1	1	1	1	1	1	1	1
TOTAUX	596	886	852	696	610	526	473	380	190	259	69	191	56	151	25	26	68	16	17

Communes de 1,000

Anlier	16	20	50	28	29	18	18	25	14	14	14	14	14	6	6	6	6	6	6
Assenois	19	50	20	19	8	18	27	18	16	4	5	9	9	4	4	4	4	4	4
Bertrix	50	106	45	40	26	45	38	17	18	16	15	18	18	8	8	8	8	8	8
Bouillon	15	46	47	50	52	57	52	50	26	26	25	28	28	10	10	25	25	25	25
Corbion	11	29	65	20	26	21	9	18	15	4	3	2	2	2	2	2	2	2	2
Cugnon	18	54	51	27	25	28	26	15	7	5	6	8	8	8	8	8	8	8	8
Herbeumont	26	65	52	25	19	25	14	9	4	4	6	5	5	5	5	5	5	5	5
Juseret	13	42	41	20	10	21	19	10	12	12	17	11	11	7	7	7	7	7	7
Libin	25	55	58	57	28	15	10	10	5	5	15	1	1	2	2	6	6	6	6
Longlier	28	26	26	10	12	17	14	8	11	9	12	1	15	4	4	4	4	4	4
Neufchâteau	24	55	56	26	29	24	14	12	5	24	10	15	14	14	24	24	24	24	24
Orgeo	15	45	55	59	51	16	25	16	21	16	1	7	4	1	1	1	1	1	1
Paliseul	16	44	45	21	14	27	17	21	19	19	7	8	1	9	9	9	9	9	9
Saint-Hubert	8	56	87	58	42	54	55	25	20	20	21	18	11	11	11	11	11	11	11
Sugny	23	51	43	55	21	26	16	24	10	4	10	6	5	5	5	5	5	5	5
Tournay	15	56	57	25	11	14	23	10	10	17	7	4	4	4	4	4	4	4	4
Villance	7	27	37	31	56	19	13	17	18	7	7	5	5	5	5	5	5	5	5
TOTAUX	527	725	689	485	599	403	548	285	148	226	2	169	1	164	47	38	56	9	9

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201	315	429	515	1029	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.			
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-		1889	1890
							285	399	486	999	1483	1944	2856	3999	4857	6600	14400	19101	20100	dessus.			

de 1,000 habitants (suite).

»	1	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	140	57	54
»	»	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	174	57	55
1	»	1	»	»	3	1	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	149	56	56
2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	104	33	36
»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	96	28	29
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	95	12	15
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	94	44	42
»	7	»	»	»	5	3	1	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	191	126	124
»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	157	54	55
17	54	5	»	»	25	16	21	15	»	4	1	2	1	»	»	»	»	»	»	»	6050	2206	2196	

à 5,000 habitants.

»	»	»	»	»	»	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	222	90	95
»	2	»	»	»	»	2	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	207	71	69
1	5	»	1	»	4	6	4	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	462	223	215
20	»	15	»	»	14	9	54	10	4	2	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	488	266	277
»	4	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	227	95	96
»	»	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	252	88	86
»	»	»	»	»	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	233	60	56
»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	237	80	80
»	2	»	7	»	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	237	72	75
»	5	»	»	»	4	5	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	208	87	89
10	»	4	»	»	11	15	52	20	7	7	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	396	237	257
»	2	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	274	57	56
»	2	»	»	»	6	6	7	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	289	154	152
12	»	6	»	»	11	12	51	6	1	6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	516	251	248
»	2	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	274	100	105
»	2	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	209	71	77
3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	220	102	102
46	28	23	9	»	57	56	115	45	14	15	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	4951	2104	2113	

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

RÉCAPITULATION DE L'AR

1 ^{re} catégorie	596	886	858	696	610	520	475	380	190	259	69	191	56	151	25	26	68	16	17
2 ^e —	527	725	689	485	599	405	548	285	148	226	2	169	1	164	47	38	56	9	
TOTAUX	723	1611	1547	1181	1009	925	821	665	558	485	71	560	57	515	23	75	106	72	26

ARRONDISSEMENT

Communes au-dessous

Bulles (Les)	4	6	12	10	16	20	20	12	10	11	8	6	2	2	2	2	2	2	2
Chassepierre	10	25	26	12	17	19	26	19	19	11	3	5	2	2	2	2	2	2	2
Châtillon	6	8	15	15	15	16	11	11	10	6	4	4	9	9	9	9	9	9	9
Chiny	11	55	45	51	18	25	17	14	5	5	1	1	7	7	7	7	7	7	7
Dampicourt	4	20	12	20	29	21	8	15	11	4	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Habay-la-Vieille	5	11	24	51	20	24	50	51	19	3	4	6	5	6	5	5	5	5	5
Houdemont	2	10	14	16	12	15	8	15	3	5	5	5	2	2	2	2	2	2	2
Lacuisine	5	16	10	19	17	12	10	9	6	11	5	6	6	6	6	6	6	6	6
Lamorteau	7	25	52	52	19	20	10	10	10	12	13	5	5	5	5	5	5	5	5
Latour	5	5	19	21	21	19	12	15	4	7	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Meix-devant-Virton	8	26	56	28	26	27	18	16	9	6	8	5	1	4	1	4	1	4	1
Mussy-la-Ville	11	25	30	50	27	10	18	24	10	11	4	6	5	6	5	5	5	5	5
Robelmont	4	19	24	8	10	14	11	14	3	5	5	4	1	4	1	4	1	4	1
Rossignol	10	22	26	15	14	24	24	14	9	15	8	6	6	6	6	6	6	6	6
Ruette	6	20	26	55	25	16	12	17	10	9	5	4	4	4	4	4	4	4	4
Saint-Vincent	9	15	22	16	16	15	50	10	9	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Sommethonne	8	9	18	9	20	27	10	14	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Termes	11	5	4	5	6	22	14	12	5	10	4	6	6	6	6	6	6	6	6
Torgny	18	16	27	18	17	6	6	9	1	10	5	4	3	3	3	3	3	3	3
Villers-levant-Orval	24	40	15	20	17	19	11	15	9	10	5	8	4	4	4	4	4	4	4
Villers-la-Loue	5	15	12	4	27	18	19	15	4	6	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Villers-sur-Semois	1	11	17	15	25	15	15	17	9	8	1	5	5	5	5	5	5	5	5
TOTAUX	156	382	485	405	400	501	548	526	71	191	1	120	92	59	22	40	2	2	2

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201	515	420	513	1029	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
							à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	399	486	999	1485	1044	2850	5099	4857	9600	14400	19101				

RONDISSEMENT DE NEUFCHATEAU.

17	54	5			25	16	21	15		4	1	2	1								6050	2206	2196
46	28	23			37	36	115	45	14	15			1	1							4951	2104	2113
65	82	28	9		32	72	156	58	14	19	1	2	2	1							10961	4510	4509

DE VIRTON.

de 1,000 habitants.

																						137	72	68
	1																					191	93	93
					2	1	2															129	94	91
	2				1																	217	70	78
		1						1														154	82	80
6						1	2						1									225	107	102
1																						104	47	47
	2									1												127	64	63
6					1			1														223	97	92
3					1																	136	63	63
2																						218	100	95
1					4	2					1											226	124	125
																						117	54	54
											1											186	59	61
4		1																				192	95	95
5						1																148	71	70
																						122	48	49
	5																					105	64	62
2		2																				142	60	59
	5		1			1		2														202	73	77
1																						131	71	70
4					2			1														147	77	75
55	11	4	1		11	6	4	6		2			1								3575	1694	1665	

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Communes de 1,000

Bellefontaine	12	49	27	24	25	15	11	18	»	10	»	7	»	6	»	2	»	2	»
Bleil	12	25	42	37	15	19	20	11	»	20	»	24	»	9	»	10	»	6	»
Étalle	9	50	52	28	25	41	29	41	»	25	»	17	»	16	»	10	»	6	»
Etbe.	22	30	40	47	55	52	55	53	»	14	»	7	»	9	»	5	»	6	»
Florenville	16	15	52	50	59	58	58	47	20	22	»	24	»	17	2	5	18	1	»
Gérouville	14	54	59	55	28	27	58	21	12	10	»	11	»	5	»	5	»	1	»
Habay-la-Neuve	15	45	52	42	34	45	58	58	»	25	»	12	»	12	»	8	»	17	»
Izel	22	71	80	51	51	55	45	24	17	11	»	12	»	8	»	»	4	»	»
Jamoigne	11	28	54	59	20	55	52	15	19	11	»	11	»	8	»	»	9	»	»
Muno	55	52	85	51	34	59	55	22	20	16	»	9	»	1	2	»	5	»	»
Musson	7	22	52	48	42	42	44	44	»	44	1	19	»	10	»	9	»	5	2
Rulles	5	14	21	25	54	21	18	17	»	22	»	5	»	4	»	5	»	4	»
Sainte-Cécile	6	44	55	28	29	55	57	50	12	12	»	7	»	4	»	»	2	»	»
Saint-Léger	15	55	57	50	47	49	40	51	»	50	2	14	»	14	»	10	»	7	»
Saint-Mard	9	25	41	56	41	51	18	14	»	15	»	10	»	10	»	11	»	10	»
Sainte-Marie	5	15	56	20	51	24	52	20	»	21	»	5	»	6	»	»	»	1	»
Tintigny	11	28	56	52	52	54	50	51	»	19	»	12	»	4	»	7	»	6	»
Vance	4	29	12	55	28	26	24	22	»	21	»	6	»	7	»	4	»	8	»
Virton	9	58	25	54	28	14	21	26	»	20	»	18	1	22	»	12	»	10	»
TOTAUX	251	625	745	686	594	596	608	528	100	568	5	230	1	172	4	96	59	96	5

RÉCAPITULATION DE L'AR

1 ^{re} catégorie	156	582	485	405	409	591	548	526	71	191	1	129	»	92	»	59	22	40	»
2 ^e —	251	625	745	686	594	596	608	528	100	568	5	230	1	172	4	96	59	96	5
TOTAUX	587	1007	1250	1091	1003	987	956	854	171	559	4	359	1	264	4	155	61	145	5

RÉCAPITULATION PAR

Arrondissement d'Ailon	150	565	415	574	602	560	527	487	6	578	»	254	»	203	»	136	»	178	»
Id. de Bastogne	899	1441	1206	826	614	594	555	286	167	255	55	167	»	90	7	21	91	11	7
Id. de Marche	748	1594	1868	1218	887	598	550	547	159	285	97	185	6	220	8	69	101	57	4
Id. de Neufchâteau	725	1611	1547	1181	1009	929	821	665	338	485	71	560	57	515	25	75	106	72	26
Id. de Virton	587	1007	1250	1091	1005	987	956	854	171	559	4	359	1	264	4	155	61	145	5
TOTAUX	2907	6018	6264	4890	4115	5468	5207	2659	841	1040	205	1525	44	1092	42	434	559	465	40

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	152	158	144	150	171	201	515	429	515	1029	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1839	1800	
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.				
							285	599	486	999	1485	1944	2856	5999	4857	9600	14400	10101					

à 5,000 habitants.

4	»	»	»	»	»	4	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	215	85	85
»	»	»	»	»	1	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	251	141	158
12	»	5	»	»	7	5	8	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	542	195	104
5	»	»	»	»	8	2	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	549	164	170
»	10	»	»	»	7	4	9	6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	598	245	259
»	5	»	»	»	1	»	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	285	91	96
8	»	»	»	»	8	5	16	5	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	419	169	166
»	10	»	»	»	2	2	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	452	169	164
»	5	»	»	»	»	»	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	278	140	144
»	»	»	»	»	1	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	402	114	108
8	»	6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	585	244	240
6	»	»	»	»	6	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	207	109	115
»	5	»	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	286	91	92
9	»	8	»	»	5	4	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	457	236	250
6	»	8	»	»	5	4	»	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	297	154	157
5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	216	85	85
2	»	»	1	»	4	»	5	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	297	155	150
4	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	250	114	110
55	»	»	»	»	24	11	89	22	5	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	456	512	518
100	51	25	1	1	79	41	105	42	4	5	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	6158	2994	2979

RONDISSEMENT DE VIRTON.

55	11	4	1	»	11	6	4	7	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	5575	1694	1685
100	51	25	1	1	79	41	105	42	4	5	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	6158	2994	2994
155	42	29	2	1	90	47	107	49	4	6	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	9735	9753	4644

ARRONDISSEMENT.

102	5	65	2	»	71	104	27	157	41	101	5	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	5725	5154	5159
11	80	19	5	1	42	40	96	45	15	15	1	2	1	2	»	»	»	»	»	»	»	7217	1854	1850
41	70	21	22	1	105	66	160	56	10	27	5	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9586	2287	2275
65	82	28	9	»	82	72	156	58	14	19	1	2	2	1	»	»	»	»	»	»	»	10961	4510	4509
155	42	29	2	1	90	47	107	49	4	6	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	9735	4688	4644
555	279	160	40	5	588	529	756	545	85	168	8	6	7	5	»	»	»	»	»	»	»	45221	10275	10195

DE NAMUR.

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en				
120	120	152	158	144	150	171	201 à 285	515 à 599	429 à 486	515 à 999	1029 à 1485	1542 à 1944	2001 à 2856	5000 à 5999	4145 à 4857	5142 à 9600	10200 à 14400	15000 à 19101	20100 et au-dessus.	Total.	1880	1890

NISTRATIF DE DINANT.

au-dessous de 1,000 habitants.

2	•	5	•	•	2	5	5	•	•	•	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	175	65	68
5	•	•	•	•	1	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	149	50	50
1	•	•	•	•	5	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	109	98	28
8	•	2	•	•	5	5	5	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	156	72	67
2	•	4	1	•	4	•	4	•	•	5	2	1	•	•	•	•	•	•	•	•	165	77	68
5	•	4	•	•	10	6	6	•	•	2	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	205	105	98
2	•	2	•	•	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	86	90	29
•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	48	15	15
•	•	•	•	•	•	1	2	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	85	28	26
5	•	•	•	•	2	2	1	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	40	17	16
•	2	1	•	•	2	•	•	•	•	2	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	124	45	44
2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	58	13	10
2	•	5	•	•	5	4	6	1	•	5	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	104	69	70
•	•	•	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	45	15	15
4	•	5	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	180	55	55
•	•	•	•	•	•	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	108	56	35
2	•	•	•	•	1	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	105	41	41
•	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	51	16	17
•	•	5	•	•	•	2	1	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	85	29	30
6	1	1	•	•	•	1	•	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	122	50	29
•	•	1	•	•	2	•	1	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	151	40	40
5	•	5	•	•	5	1	1	1	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	216	60	62
•	•	•	•	•	•	1	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	71	17	17
1	•	•	•	•	1	1	•	•	1	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	185	26	27
•	•	•	1	•	1	•	•	1	•	•	•	•	1	•	•	•	•	•	•	•	117	19	20
•	•	•	•	•	1	1	5	•	•	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	105	50	31
•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	50	8	8
•	•	1	•	•	•	1	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	110	19	20
•	•	2	•	•	2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	65	27	25
•	1	•	1	•	3	1	•	2	•	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	95	36	54

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Catégorie de communes

Dréhance	1	2	10	14	12	5	9	5	2	5	2	1	1	6	•	•	•	2	•
Durnal	1	10	18	26	12	20	12	15	1	5	•	5	•	5	•	1	5	•	5
Emptinne	•	4	9	15	14	10	18	7	13	15	5	9	5	5	1	4	•	1	•
Éprave	•	4	9	11	15	9	7	11	6	5	•	4	2	4	•	1	•	•	•
Évrehailles	1	12	8	29	20	21	25	11	10	4	•	15	•	5	•	12	•	5	•
Falaën	2	9	17	21	14	23	17	7	13	13	7	12	•	6	•	7	•	5	•
Falmagne	•	6	7	9	16	17	15	4	2	5	2	5	•	9	•	4	•	•	•
Falmignoul	1	1	6	7	5	15	18	13	9	9	7	5	•	4	•	5	•	4	•
Felenne	2	13	24	37	52	50	19	15	5	7	1	1	•	2	1	•	•	•	•
Feschiaux	7	15	18	21	5	12	6	6	4	2	1	6	•	1	•	•	•	•	•
Finnevaux	2	6	10	12	11	2	•	•	5	4	•	1	1	•	•	•	•	•	•
Focaut	2	10	12	8	12	5	6	6	5	5	2	4	1	1	•	•	•	1	•
Foy-Notre-Dame	1	5	5	6	6	7	7	1	2	•	•	5	2	•	•	5	•	•	•
Fronville	5	18	21	22	14	10	6	2	1	2	5	5	•	•	•	•	5	•	1
Furfooz	•	2	11	6	8	4	7	5	4	5	1	2	•	•	1	•	•	•	1
Gedinne	•	8	15	9	16	14	16	15	5	6	4	4	•	6	•	•	•	4	1
Gerin	•	•	1	2	10	8	9	11	5	7	4	9	•	4	•	•	2	1	•
Godinne	•	7	11	8	6	4	2	•	5	1	5	•	•	6	•	1	2	•	2
Graide	6	19	29	27	21	6	17	8	5	2	2	5	•	1	•	2	1	•	•
Grosfays	•	1	9	15	15	6	10	5	5	8	3	2	•	•	•	•	•	•	•
Han-sur-Lesse	4	8	15	4	21	14	5	12	6	5	1	5	1	5	1	•	•	2	2
Hastière-Lavaux	•	1	10	18	27	18	25	17	16	9	•	11	•	11	1	4	•	5	•
Hastière-par-delà	•	•	5	5	4	4	6	9	7	5	•	4	1	5	•	•	2	1	•
Haut-le-Wastia	1	5	18	19	16	10	10	5	5	•	2	5	•	5	•	1	•	1	•
Heer	•	1	5	5	27	16	18	10	7	7	1	4	1	5	•	7	•	6	•
Heure	1	19	19	20	9	10	12	8	4	7	•	2	•	1	4	5	•	2	1
Hogue	•	1	4	2	6	5	5	•	1	•	1	•	•	•	1	•	•	•	•
Honnay	2	20	28	17	14	8	9	5	8	5	•	7	•	2	•	•	•	•	•
Houdremont	2	5	5	8	12	8	9	4	4	7	•	4	•	5	•	2	•	5	•
Hour	2	19	35	28	15	11	1	5	5	2	•	5	•	84	•	•	•	4	•
Houx	•	6	5	14	10	8	5	1	7	4	1	1	•	5	•	•	•	1	•
Hulsonniaux	•	4	7	7	7	7	15	7	4	5	2	•	•	8	•	•	•	•	•
Javingue-Sevry	2	8	11	15	15	5	8	5	7	4	•	7	2	2	•	•	•	•	•
Jeneffe	5	22	18	8	8	5	7	4	10	2	4	•	2	•	2	•	2	•	•

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201	515	420	515	1020	1542	2001	5000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus			
							285	399	486	999	1485	1944	2856	5999	4857	9600	14400	19101				

au-dessous de 1,000 habitants (suite).

3	0	4	0	0	1	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	84	52	35
0	0	0	0	0	1	1	2	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	140	48	48
3	0	4	0	0	0	0	4	1	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	144	72	71
0	0	5	1	5	1	1	1	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	99	46	41
2	0	5	0	0	2	4	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	184	66	70
2	0	4	0	0	1	0	4	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	184	60	51
1	0	2	0	0	5	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	104	25	26
2	0	7	0	0	4	6	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	152	61	61
0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	183	39	38
0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	105	22	25
0	0	1	0	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	56	11	12
1	0	0	0	0	5	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	84	25	24
1	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	48	21	21
1	1	2	0	0	1	2	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	123	51	50
1	0	1	0	0	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	60	17	16
2	4	7	0	1	6	5	10	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	156	68	75
6	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	81	32	35
5	0	0	0	0	1	2	2	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	63	25	25
5	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	156	38	40
2	0	1	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	82	28	31
0	0	0	0	0	5	0	4	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	115	40	39
0	0	4	0	0	4	1	4	5	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	190	82	77
1	0	0	0	0	2	2	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	65	28	27
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	95	17	17
5	0	0	0	0	6	2	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	152	52	48
0	0	0	0	0	2	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	127	42	40
1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28	9	9
0	0	2	0	0	5	2	1	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	156	51	55
0	0	0	0	0	4	1	2	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	85	27	28
0	0	1	1	0	1	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	159	26	24
0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	67	16	16
0	0	0	0	0	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	71	21	22
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	92	31	35
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	95	25	26

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Catégorie de communes

Laforêt	1	6	5	16	6	15	6	4	1	4	2	1	»	2	»	»	»	»	»	»
Lavaux-Sainte-Anne	2	22	14	16	10	6	6	5	6	5	»	6	»	»	»	»	»	»	»	2
Lessire	1	11	4	4	1	9	1	4	2	5	»	2	1	3	»	»	1	»	»	»
Lisogne	5	21	13	35	19	20	20	15	9	7	2	2	2	1	»	»	»	2	2	2
Louette-Saint-Denis	7	8	17	15	21	8	5	11	5	1	2	4	»	»	»	»	»	»	»	1
Louette-Saint-Pierre	4	17	15	12	15	9	6	8	10	7	4	1	1	2	»	1	»	1	»	»
Malfe	5	18	20	17	14	9	7	6	3	1	1	5	1	5	4	»	2	1	2	2
Malvoisin	5	6	5	5	10	5	5	4	5	4	1	4	»	»	»	1	»	1	»	»
Nartousin-Neuville	»	5	5	5	5	12	5	2	2	1	1	6	1	»	»	»	»	»	»	»
Méau	»	7	11	14	12	11	8	5	2	5	1	7	1	1	»	»	1	»	1	1
Membre	1	5	2	7	8	5	5	4	1	4	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»
Mesnil-Eglise	»	4	11	9	6	8	5	5	8	4	1	»	»	1	1	»	»	»	»	»
Mesnil-Saint-Blaise	4	12	21	20	22	20	18	18	10	11	»	8	2	2	»	»	»	»	»	»
Niécret	14	58	25	55	21	8	5	5	5	2	1	5	4	1	»	1	4	2	1	1
Mobiville	1	7	15	21	17	20	10	5	10	8	5	4	5	»	4	»	»	»	»	»
Monceau	2	4	11	10	9	8	9	6	5	»	»	»	1	»	»	1	»	1	»	»
Mont	»	3	12	12	12	9	9	1	2	4	»	1	»	1	»	»	»	1	2	2
Mont-Gauthier	1	17	22	24	29	10	10	7	5	6	5	6	»	5	»	»	»	1	»	»
Mouzaive	2	2	4	8	2	7	2	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Nafraiture	»	2	11	8	10	9	8	11	4	6	»	1	»	»	»	5	»	»	»	»
Naomé	3	10	7	12	8	5	8	2	4	»	»	2	»	5	»	»	2	»	»	»
Netline	»	6	10	4	8	3	4	1	»	2	1	1	1	4	»	»	»	»	»	»
Noiseux	2	15	22	19	12	10	8	6	5	7	»	2	»	2	1	»	»	»	1	1
Oisy	1	1	6	11	8	12	5	5	4	3	1	1	»	1	»	5	»	1	»	»
Onhay	1	9	6	17	15	14	9	11	4	5	8	1	»	2	»	5	»	4	»	»
Orchimont	5	13	10	21	7	7	9	2	5	2	2	4	»	2	»	»	1	»	»	»
Patignies	2	5	3	4	14	7	6	4	»	2	»	2	»	2	»	»	»	»	»	»
Pessoux	»	14	38	18	11	11	10	3	3	6	5	7	»	4	»	1	»	1	»	»
Petit-Fays	2	3	4	8	5	5	4	6	3	5	1	1	»	1	»	»	»	»	»	»
Pondrôme	2	17	24	22	18	7	10	»	11	8	»	5	2	5	1	2	»	»	»	»
Porcheresse	6	9	10	15	2	3	3	5	5	»	4	»	2	»	3	»	»	»	1	1
Purnode	1	2	9	7	6	6	8	7	5	9	4	2	»	2	»	»	3	»	1	1
Resteigne	1	19	35	27	13	12	7	15	2	2	»	4	»	»	2	3	»	»	»	»
Rienne	1	9	13	23	25	14	17	6	9	9	4	4	»	6	»	»	»	»	»	»

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en				
120	126	152	158	144	150	171	201 à 285	315 à 399	420 à 486	515 à 909	1020 à 1485	1542 à 1944	2001 à 2856	3000 à 3999	4145 à 4857	5142 à 9600	10200 à 14400	15000 à 19101	20100 et au-dessus.	Total.	1889	1890

au-dessous de 4,000 habitants (suite).

																					07	17	18
	3						1														102	25	25
		5					1														55	20	17
					5		1		1												174	52	55
1																					106	19	19
		2			1																116	41	41
		2	1	1	2	2	1														156	55	53
2																					61	22	22
				1		2															49	14	14
1	2				4	1							1								92	28	29
																					44	12	12
			1			2		1													65	17	17
	3	2			2	2	2														179	57	56
							2														169	27	27
1		1			1																131	37	37
																					85	15	14
					1																70	18	17
		1			1	1		1													148	20	24
																					29	4	4
1					2																76	25	24
1						1	1														67	16	16
	1	5			1	1		1													52	20	21
	1		1		1	1															116	51	51
			2																		63	26	28
2		1	1		4	2	3														124	45	45
					1																89	27	27
					1																52	20	20
1		2			1	4	2	1													141	45	45
					1																49	17	17
4					2	5	4	1													150	52	47
		1			4		1														70	24	25
				1		4															77	29	30
			1		2					1											142	40	40
		1			2	1	2	1													147	57	54

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Catégorie de communes

Rivière	5	11	17	10	7	7	11	1	2	•	1	5	•	4	•	•	•	•	•
Sart-Custinne	2	12	9	6	10	4	9	4	2	•	•	5	•	•	•	•	•	1	•
Schaltin	2	19	25	21	25	15	14	17	17	7	5	6	1	•	1	5	•	5	•
Sey	•	22	18	17	10	7	4	2	4	1	5	•	•	•	2	•	1	•	•
Sinsin	5	15	25	12	12	5	12	2	5	4	5	2	•	4	•	4	•	5	•
Somme-Leuze	5	21	26	16	10	12	9	5	4	5	2	2	2	5	•	1	•	•	•
Sommière	•	16	4	14	7	15	14	11	4	2	4	4	1	5	1	•	•	2	•
Sorinne	•	9	11	14	22	10	18	4	4	5	7	•	•	6	•	•	5	•	•
Sovet	2	4	19	17	15	10	9	6	10	7	2	4	•	4	•	•	•	5	•
Sponlin	•	2	4	12	5	10	15	14	9	5	1	•	5	•	4	•	5	•	•
Thynes	5	10	14	28	24	19	14	4	8	2	•	5	1	4	1	•	•	1	2
Vencimont	15	17	50	50	50	19	11	7	9	5	1	5	1	•	•	•	•	1	•
Verlée	•	2	1	1	•	2	5	•	•	2	2	•	•	4	1	1	6	•	•
Villers-sur-Lesse	6	29	21	16	9	6	11	4	•	4	1	7	•	2	10	•	•	•	2
Vonêche	•	22	57	22	21	22	15	14	5	12	1	5	•	5	1	7	•	1	•
Vresse	•	•	8	4	4	7	7	2	4	2	•	•	•	1	1	•	•	•	•
Waillet	2	6	18	9	2	5	2	•	1	5	•	1	1	1	•	•	•	•	•
Wancenne	1	2	4	6	10	6	4	2	2	1	4	•	2	•	•	•	•	•	•
Wanlin	7	12	18	14	14	14	7	8	•	•	5	•	5	•	•	•	•	•	•
Warnant	•	2	1	5	9	10	6	5	5	5	2	5	•	•	1	•	•	2	•
Waulsort	•	4	6	22	8	15	7	4	8	5	1	6	1	1	•	5	•	4	1
Wavreille	4	5	10	20	10	9	6	2	4	5	5	1	4	1	•	4	•	1	1
Weillen	•	•	2	6	14	11	11	9	•	6	6	4	•	7	•	2	•	2	•
Wiesme	1	12	9	11	6	5	4	2	2	1	2	1	•	2	•	•	•	•	•
Willerzie	10	22	7	15	15	12	15	12	9	9	1	1	•	1	5	2	2	•	•
Yvoir	1	9	14	15	20	51	15	5	11	15	1	17	•	11	1	2	8	5	•
TOTAUX	255	1160	1628	1781	1604	1509	1097	764	625	567	222	427	86	282	74	154	72	118	59

Catégorie de communes

Beauraing	•	15	22	27	28	21	25	16	19	16	•	4	21	7	15	5	5	1	•
Bioulx	7	27	51	71	40	51	51	50	25	15	11	6	•	10	1	8	•	2	•
Bouvignes	1	9	7	29	18	25	24	21	9	7	4	14	•	5	•	11	•	6	•
Ciney	5	25	15	27	32	45	36	28	27	49	58	51	18	50	17	16	7	25	5

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	152	158	144	150	171	201 à	315 à	420 à	515 à	1029 à	1542 à	2001 à	3000 à	4145 à	5142 à	10200 à	15000 à	20100 et au-dessus.	Total.	1889	1890
							285	599	480	999	1485	1944	2856	3999	4857	9600	14400	19101				

au-dessous de 1,000 habitants (suite).

1	0	1	0	0	0	4	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	85	90	27
2	1	3	0	0	2	1	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	189	42	42
0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	95	14	13
1	0	1	0	0	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	116	34	32
1	0	2	0	1	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	130	25	24
1	0	2	0	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	106	18	19
0	0	0	0	0	2	0	3	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	119	41	43
2	0	0	0	0	2	1	4	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	122	38	58
0	0	0	0	1	0	4	3	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	107	61	63
0	3	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	146	37	35
2	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	158	33	32
1	0	1	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	51	21	21
1	0	1	0	0	1	1	2	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	137	50	48
3	0	1	0	0	3	0	1	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	194	48	46
0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	41	11	10
0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50	14	14
2	1	2	0	0	2	1	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	55	27	26
0	0	4	0	0	0	3	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	24	25
2	0	3	0	0	0	2	0	0	1	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	60	56	34
0	0	5	0	0	3	2	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	105	40	42
0	0	2	0	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	95	33	35
4	0	1	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	87	33	32
0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	58	9	9
0	0	3	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	138	50	48
7	0	2	0	0	15	5	10	2	0	3	1	0	0	0	0	0	0	0	0	220	125	117
123	85	138	13	9	173	124	172	54	9	50	16	9	6	0	0	0	0	0	0	13161	4150	4100

de 1,000 à 5,000 habitants.

14	0	0	0	0	27	14	54	22	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	358	198	189
5	0	3	0	0	9	5	5	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	392	129	134
10	0	5	0	0	12	3	12	3	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	235	90	77
14	15	12	11	2	48	30	175	48	15	18	1	0	0	0	0	0	0	0	0	865	622	57

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	0	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Catégorie de communes

Flostoy.	2	20	39	25	24	15	16	16	6	3	7	5	"	4	3	"	5	"	"
Hamois	11	52	43	45	32	25	23	16	12	14	6	5	2	1	4	3	5	1	3
Havelange	2	29	35	24	33	56	21	12	25	11	13	9	6	"	2	6	6	"	3
Houyet.	12	20	22	42	25	18	25	13	15	"	2	13	"	8	"	2	"	"	"
Jemelle.	2	5	24	23	16	17	18	36	9	6	6	15	2	11	25	12	1	3	1
Leignon	8	45	65	53	31	21	21	9	16	14	7	15	"	2	1	2	2	4	1
Natoye.	4	25	19	35	27	25	7	13	9	12	5	8	"	3	"	6	"	5	"
Rochefort	13	26	28	30	65	32	41	33	34	43	9	20	3	30	2	21	2	2	3
Serinchamps	7	52	42	25	22	26	10	7	6	15	3	5	"	2	"	"	"	"	1
Winenne	"	22	24	40	60	39	26	22	19	7	"	12	1	10	2	"	"	6	"
TOTAUX.	74	348	420	503	453	370	324	272	227	210	109	171	56	128	72	90	31	53	15

Catégorie de communes

Dinant.	14	33	35	50	42	58	62	47	55	28	27	61	21	42	25	32	29	32	28
-----------------	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----

RÉCAPITULATION DE L'AR

1 ^{re} catégorie.	255	1160	1628	1781	1604	1309	1097	704	625	567	222	427	86	282	74	154	72	118	30
2 ^e —	74	348	420	503	453	370	324	272	227	210	109	171	56	128	72	90	31	53	15
3 ^e —	14	33	35	50	42	58	62	47	55	28	27	61	21	42	25	32	29	32	28
TOTAUX GÉNÉRAUX	343	1541	2092	2334	2099	1737	1483	1083	907	805	358	650	163	452	171	276	152	203	82

ARRONDISSEMENT

Catégorie de communes

Aisemont	"	2	9	22	26	16	13	21	12	7	6	4	4	3	4	1	2	"	1
Attre	"	6	16	15	14	17	14	9	6	3	3	2	1	6	"	2	"	"	"
Balatre.	1	10	20	19	29	23	11	14	7	7	7	4	"	2	"	2	"	5	"
Beez.	1	4	11	16	10	9	10	14	4	9	6	9	"	2	"	2	"	1	"
Benzel.	2	7	8	15	14	28	9	7	4	4	5	6	"	"	"	7	"	1	"

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201	315	429	513	1029	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890	
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.				
							285	399	486	999	1485	1944	2856	3099	4857	9600	14400	19101					

de 1,000 à 5,000 habitants (suite).

					4	1	2	2			3										193	36	64
2	4				3	3	4	2													521	117	120
2	4	1	2		16	10	27	6	2	1											342	170	164
		2			1	1				1											220	35	34
18	12	7	1		31	15	28	2	2	2											348	204	163
	4				1	5	3			3											332	106	100
2		2	2		7	2	4	2	1			1									227	96	92
15	1	3	4	1	12	16	75	27	10	9	1										620	265	351
5			1		10	2	3	3		1			1								227	52	50
1		1				3	2	1													208	107	106
86	40	56	21	3	181	114	374	120	32	35	8	1	1							4987	2245	2110	

de 5,000 à 10,000 habitants.

31	6	20	5	10	37	66	218	105	44	80	7	2	1	2							1375	918	887
----	---	----	---	----	----	----	-----	-----	----	----	---	---	---	---	--	--	--	--	--	--	------	-----	-----

RONDISSEMENT DE DINANT.

125	35	138	13	9	173	124	172	34	9	56	16	9	6								13161	4130	4100
86	40	36	21	3	181	114	374	120	32	35	8	1	1								4987	2245	2110
31	6	20	5	10	37	66	218	105	44	80	7	2	1	2							1375	918	887
240	81	194	39	22	411	304	764	259	85	151	31	12	8	2							19523	7313	7097

DE NAMUR.

au-dessous de 1,000 habitants.

1						1				1											156	69	68
3		2			6	1		1		2											129	43	43
2		2			3	1	6			1											176	64	62
3		1			3		2	1	1	1											120	50	54
2					7	6	3					1									136	57	56

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Catégorie de communes

Bierwart	2	8	12	14	2	14	7	4	6	.	4	8	.	4	.	.	.	.	1	.
Bolinne.	3	10	7	16	15	17	18	13	17	4	3	.	.	3	.	3	.	.	.	.
Bonneffe. . . . .	.	6	11	11	13	10	9	5	8	5	3	1	.	2	.	.	.	.	.	.
Boninne	3	5	15	20	22	20	8	14	5	7	2	4	2	2	.	1	.	1	.	1
Boasière	1	6	20	22	12	21	18	17	10	6	8	4	.	0	.	3	.	.	2	.
Bothey . . . . .	.	5	5	5	4	1	7	11	3	4	.	3	.	1	.	.	.	.	4	.
Bouge . . . . .	.	1	2	9	10	6	6	12	6	4	2	6	.	5	.	6	.	.	8	.
Bovesse. . . . .	.	4	8	9	12	14	10	5	12	1	5	4	.	3	1	5	2	2	.	.
Branchon	2	8	15	21	16	11	17	18	7	2	2	.	.	3	.	2	.	1	.	.
Corroy-le-Château . . . . .	.	4	20	20	25	15	19	12	9	5	3	6	.	8	.	5	.	3	.	.
Courrière	1	10	10	16	10	12	19	14	11	7	1	3	1	4	.	1	.	1	.	.
Coutisse	12	8	30	23	20	21	5	0	5	4	2	10	2	5	4	1	1	7	1	.
Crupet . . . . .	.	6	10	14	16	14	11	6	8	7	2	4	1	2	.	4	1	.	.	.
Daussoix	1	.	5	15	12	8	9	12	10	2	2	2	.	.	.	.	.	.	.	.
Dave	4	4	9	25	20	15	11	10	7	3	.	5	.	2	1	2	.	1	.	.
Denée . . . . .	.	.	10	20	18	12	12	17	19	8	8	9	1	6	.	1	2	.	2	.
Dhuy	1	5	11	31	27	31	25	16	11	3	11	4	.	3	.	5	.	3	.	.
Éghezée . . . . .	.	2	13	17	29	10	9	9	14	5	15	3	.	1	.	4	.	6	.	.
Émine	1	10	39	27	35	15	13	11	10	5	1	7	.	4	.	2	.	2	.	.
Ermeton-sur-Biert . . . . .	.	6	12	37	21	6	15	12	10	10	3	9	2	9	.	5	.	2	.	.
Ernage. . . . .	.	10	12	30	18	31	19	18	7	5	7	3	.	4	.	8	.	.	.	.
Erpent . . . . .	.	2	6	5	8	16	9	8	8	5	4	3	1	8	.	4	.	7	.	.
Florée	1	6	9	19	20	11	7	5	5	7	3	6	1	4	2	.	.	.	.	.
Floriffoux . . . . .	.	7	11	20	25	14	8	6	6	10	3	6	2	4	2	1	.	.	.	.
Franc-Waret.	2	9	9	12	7	3	6	3	5	6	.	1	.	.	.	1	.	.	.	.
Franière	1	6	5	10	16	12	10	21	10	8	3	7	.	4	.	1	.	1	.	.
Furnaux . . . . .	.	6	7	18	19	19	9	8	8	2	.	7	.	3	.	.	.	8	.	.
Gelbressée.	2	4	15	28	24	10	7	10	6	11	1	3	.	.	.	2	.	3	.	.
Goesnes	9	20	11	18	8	3	5	5	3	2	3	1	.	.	.	.	.	.	.	.
Grand-Manil	1	13	18	27	25	20	14	12	12	1	1	1	.	.	.	.	.	4	.	.
Graux . . . . .	.	.	7	8	5	9	4	2	1	3	4	2	.	1	.	2	.	1	.	.
Hemptinne	7	15	20	19	14	15	14	3	.	1	1	2	.	3	.	.	.	.	.	.
Hingeon	5	2	18	21	25	17	15	11	11	5	1	4	.	1	.	4	.	.	.	.
Isnes (Les). . . . .	.	9	20	27	19	16	11	6	15	6	4	6	.	.	.	3	.	3	.	.

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en						
120	126	132	138	144	150	171	201	315	400	515	1029	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890	
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.				
							285	509	486	999	1485	1044	2856	5909	4857	9600	14400	19101					

au-dessous de 1,000 habitants (suite).

		2			1		3														92	21	21
2		"			2		1	2													156	36	36
1		1			"	1	3	5	1				1								95	30	35
"		"			1	2	5	"	"	1			"								139	43	42
7		"			5	1	4	"	"	1			"								175	83	76
1		5			5	5	"	"	"	1			"								64	55	35
2		5			6	1	20	0	"	4			"								150	75	71
1		1			"	"	2	1	"	"			"								102	45	45
"		"			4	1	2	"	"	1			"								133	38	35
4		"			1	3	5	1	"	1			"								169	70	62
4		"			5	1	1	"	"	1		1	"								141	70	65
"		1			1	2	5	1	"	"		"	"								178	49	40
"		3			5	2	"	"	"	"		"	"								116	52	51
1		"			"	1	"	"	"	"		"	"								78	22	21
2		6			1	3	6	4	"	1		"	1								141	60	71
"		7			1	2	2	"	5	1		"	"								162	95	88
5		1			2	3	7	"	"	"		"	"								207	82	76
6		5			4	6	10	3	"	1		"	"								168	85	78
"		2			1	1	2	"	"	1		"	"								196	53	53
1		2			2	1	"	1	"	"		"	"								164	77	74
2		1			"	3	4	"	"	"		"	"								182	67	61
4		1	1		2	4	5	"	"	"		"	"								114	57	51
1		3			4	"	2	"	"	"		"	"								116	45	47
1	1	4			4	2	2	"	"	"		"	"								137	78	65
3		"			1	3	"	1	"	"		"	"								71	27	23
8		"			4	"	4	"	"	"		"	"								140	75	65
"		1			"	"	2	"	"	"		"	"								117	37	37
5		6			5	1	"	"	"	"		"	"								143	38	37
"		1			2	"	1	"	"	"		"	"								92	18	21
2		"			4	1	6	"	"	2		"	"								164	50	37
"		"			2	1	2	"	"	1		"	"								55	28	26
"		1			1	3	5	"	"	"		"	"								124	25	24
1		3			2	3	3	2	"	"		"	"								156	33	32
5		3			3	3	2	1	"	"		"	"								162	64	60

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Catégorie de communes

Jallet	2	8	8	1	4	2	1	2	1	2	1	3	1	1	1	1	1	1	1
Keumiée	4	10	15	10	17	12	9	10	4	4	4	2	3	1	1	1	1	1	1
Liernu	5	16	23	24	34	20	15	15	4	5	1	2	2	2	2	2	2	2	2
Lives	2	4	8	15	13	4	6	6	5	5	4	2	2	2	2	2	2	2	2
Longchamps	17	11	10	12	10	5	8	3	3	2	6	3	2	2	2	2	2	2	2
Loyers.	6	10	15	17	11	5	5	6	4	2	9	3	5	1	1	1	1	1	1
Mailen.	15	26	24	22	16	10	8	8	10	1	9	5	6	1	1	1	1	1	1
Maizeret	4	6	3	5	5	8	1	4	4	9	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Marche-les-Dames	24	33	32	26	18	15	20	7	3	4	5	9	5	1	1	1	1	1	1
Marcholette	7	11	27	23	16	17	3	3	4	6	1	2	1	1	1	1	1	1	1
Mazy (Le).	8	8	13	14	20	11	16	9	5	4	5	7	3	1	1	1	1	1	1
Mehaigne	6	24	23	17	11	13	15	3	3	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1
Mornimont	2	2	2	6	12	26	8	5	7	1	15	6	2	2	2	2	2	2	2
Naméche	8	24	34	24	26	15	12	8	4	6	7	9	2	2	2	2	2	2	2
Naninne	11	20	27	26	17	14	15	9	8	6	3	2	2	2	2	2	2	2	2
Onoz	1	3	7	19	9	5	2	2	3	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Perwez.	13	16	22	15	9	13	2	3	5	2	2	6	1	1	1	1	1	1	1
Pontillas	5	18	34	11	9	5	3	3	1	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1
Profondeville	21	20	15	25	27	21	17	15	20	8	12	11	5	5	5	5	5	5	5
Roux (Le).	1	4	5	18	14	21	18	12	16	8	10	2	6	1	1	1	1	1	1
Saint-Denis	8	14	25	24	25	21	12	8	6	6	6	2	4	2	2	2	2	2	2
Saint-Germain	2	8	17	17	15	11	2	12	5	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Saint-Marc	1	2	9	15	18	15	19	10	2	5	6	1	5	1	1	1	1	1	1
Saint-Martin.	7	8	19	18	15	21	8	5	5	7	3	2	2	2	2	2	2	2	2
Sart-Bernard.	11	14	14	18	15	8	5	6	7	2	5	5	1	1	1	1	1	1	1
Sart-Saint-Eustache.	1	1	4	9	11	10	4	8	6	5	1	4	3	3	3	3	3	3	3
Sart-Saint-Laurent.	3	4	10	13	27	20	10	9	4	6	1	3	3	2	2	2	2	2	2
Sorée	15	12	7	14	3	8	8	2	1	4	3	1	3	3	3	3	3	3	3
Sorinne-la-Longue.	11	9	6	11	8	5	5	4	5	2	3	3	2	2	2	2	2	2	2
Sossoye	5	12	21	12	22	16	12	9	5	2	4	2	3	3	3	3	3	3	3
Soye	9	9	15	35	26	16	17	11	6	5	5	1	1	1	1	1	1	1	1
Suarlée.	2	7	12	7	14	3	8	5	2	1	2	3	4	1	1	1	1	1	1
Taviers.	10	26	22	17	15	19	14	5	9	5	4	4	1	1	1	1	1	1	1
Tillier	6	3	8	14	4	5	3	1	5	4	4	4	1	1	1	1	1	1	1

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en				
120	126	132	138	144	150	171	201	515	420	515	1020	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.		
							à	à	à	a	a	a	a	à	à	à	à	à	et au-dessus.		1889	1890
							285	399	486	999	1485	1944	2856	3990	4857	6600	14400	19101				

au-dessous de 1,000 habitants (suite).

2						5	1														42	18	17
						1					1										106	32	20
		2				1	2	1													170	44	50
						1	4	1	1												80	25	24
		1				5	1			1											102	27	26
1		1				3	3	4			1										112	45	40
1		1				8	1	1		2			1								101	61	57
		1				2	1	2		1											60	26	22
1		3				3	2	4			1		2								210	51	49
						2	3					1									120	25	26
						9	5	4	1		1	1									144	72	63
1						1	1	1	1	1											130	41	42
2		3				4	3	2													116	86	68
2		5				1	3	7	1		2										202	58	52
5		7				4	5	1		1											186	69	70
		1				1	3	1													60	22	19
2		2						3													123	29	29
		2				1	1	4		1											103	14	13
4		7				3	4	10	2	1											259	134	128
2		1				1	3	4													152	115	103
		5				1	5	7													184	58	58
		2				3		6	1		1										100	38	37
2		1				2	1		1		1										121	46	43
1		5				2		2													132	45	44
1		1				4	2	2													122	42	41
		1				1			1												71	46	43
1		2				3	3	2													133		
2		4	1			8	2	3	1												115	45	47
2		2				1	1														77	31	31
6						2	1				1										140	36	34
		1					2														161	90	80
3		1	1			1	1	4	1												88	48	45
		2				3	1	6													165	46	45
						1	3	1													57	20	21

nouvelle commune

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Catégorie de communes

Upigny	•	2	6	10	8	12	7	8	4	5	2	•	•	•	•	2	•	•	•
Villers-lez-Heest.	2	4	9	17	22	6	10	8	5	2	4	2	•	•	•	•	•	•	•
Vitriaval.	•	5	8	30	37	27	18	16	9	9	14	8	1	9	•	•	•	1	•
Waret-la-Chaussée	•	5	7	16	31	19	19	9	12	11	6	6	•	6	•	•	•	1	•
Warisoulx.	•	5	11	13	18	13	7	15	6	5	•	4	•	3	•	8	•	2	•
Wierde.	2	11	10	25	20	20	15	5	11	6	9	9	•	2	•	4	•	2	•
TOTAUX.	110	531	956	1356	1359	1161	956	786	589	413	271	358	26	257	15	177	15	159	8

Catégorie de communes

Aische-en-Refail.	10	22	29	37	43	48	22	16	10	6	8	6	•	5	•	2	•	•	•
Arsimont	1	6	11	20	29	43	49	25	28	20	14	17	•	9	1	4	2	6	•
Assesse.	1	14	28	25	32	19	15	16	11	8	4	7	•	4	1	7	1	8	1
Auvélais	1	17	29	64	54	98	89	64	43	35	44	51	1	25	4	14	•	11	•
Biesmes	5	19	27	54	50	47	37	25	22	17	8	17	•	12	1	5	•	12	•
Bois-de-Villers	2	16	36	43	45	56	33	32	24	21	7	9	•	8	1	5	•	8	•
Champion	•	2	12	17	21	25	30	25	11	4	6	7	•	2	•	6	•	4	•
Cortil-Wolton	3	11	28	32	25	15	17	10	5	5	5	3	•	7	•	4	•	•	•
Évelette	14	49	28	40	24	18	10	7	11	3	6	1	•	5	•	1	•	•	•
Falisolle	•	14	14	35	41	58	48	37	29	16	13	18	1	21	2	6	•	12	•
Flawinne	1	26	47	61	70	57	45	27	37	24	11	15	1	17	2	3	•	4	•
Florefe	2	10	18	44	35	41	72	40	59	21	24	33	•	22	4	21	•	21	•
Forville	4	21	54	33	49	53	21	44	17	5	5	1	1	5	•	5	•	2	1
Fosses	11	21	43	106	77	45	47	48	54	43	28	37	9	15	11	14	12	18	8
Gembloux.	8	50	51	25	37	48	35	42	25	31	33	41	•	45	•	26	1	36	2
Gesves	11	27	45	63	63	54	34	27	30	11	13	9	1	5	•	7	•	8	•
Grand-Leez	8	42	47	57	65	64	44	31	14	15	6	6	•	4	•	10	•	6	•
Haillot	16	54	47	40	24	21	13	7	6	6	4	11	•	5	•	8	•	4	1
Haltinne	4	11	24	31	32	23	16	17	13	13	11	14	•	14	•	13	•	•	•
Ham-sur-Sambre	4	8	21	35	44	60	64	45	28	38	16	22	1	19	5	6	•	9	1
Hanret.	3	13	12	20	19	23	24	26	17	11	7	8	•	5	•	3	•	8	1
Jambes.	3	10	18	33	41	33	43	26	39	33	14	36	1	36	1	25	•	15	•
Jemeppe	3	16	45	114	93	87	72	44	38	28	11	37	•	23	2	10	•	16	•

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en				
120	126	132	138	144	150	171	201 à 285	315 à 399	420 à 486	513 à 699	1020 à 1485	1512 à 1944	2001 à 2856	3000 à 3999	4145 à 4857	5142 à 6000	10200 à 14400	15000 à 19101	20100 et au-dessus.	Total	1889	1890

au-dessous de 1,000 habitants (suite).

					2		4														04	27	29	
					2		1			1	1											94	21	21
2		4			3	3															202	123	110	
		2					5			1											152	49	47	
3					1	3	2														117	47	48	
3		2			3	5	4	2		1	1										170	71	68	
120	9	138	3	1	183	143	230	44	12	39	8	4	3								10438	3965	3771	

de 1,000 à 5,000 habitants.

2		2			2	2	2		1		1										270	82	73
8		5			2	2	3														305	148	124
4		1	1		0	11	8	4				1									241	108	113
21		16	1		16	15	36	7													736	358	320
9		3			7	1	7		1		1										387	150	144
8	1	7			7	3	3	1													376	191	183
3		7			6	4	10	2	1	2					1						208	72	71
		2			2	1	2														175	43	46
5		5			4		4		1		1										257	43	43
1		7			10	5	16	1	1												405	179	167
10	1	21			15	10	20	5		2	1										351	194	177
16	1	11			10	13	33	10	1	2	1					1					357	392	350
1		4			3	3	4	1													317	56	53
20	4	13	8	2	25	29	33	14	2	4											799	459	416
20		22			28	35	74	32	8	8											783	562	507
5		6			11	7	5														442	111	107
1		5			3	9	5	1													443	119	121
		6			5	2	2														282	60	58
4		2			5	1	5	2			1				1						257	80	74
3		4	1		9	4	7	1													455	230	187
1		2			3	6	5														217	66	67
32		41			31	35	69	33	17	17	1										983	440	420
22		17			10	15	28	5	2	4											742	257	232

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Catégorie de communes

Lesves	2	10	31	50	40	61	39	39	29	14	17	20	14	4	1	5			
Leuze		4	10	23	27	22	27	23	11	7	10	0	0	0	0	5			
Ligny	1	23	36	50	41	42	23	20	17	15	15	8	3	5	2	9	2		
Lonzée	5	19	56	55	55	45	24	25	14	12	7	9	2	15	8	3			
Lustin	5	19	54	52	52	30	16	10	19	13	3	7	1	4	7				
Malonne	1	28	50	67	75	75	95	77	42	26	21	28	2	22	4	3	2	17	1
Mettet		10	32	54	76	92	60	43	57	20	14	20	2	11	1	6	10		
Meux	1	20	52	57	42	56	51	18	11	10	18	19	1	8	3	2			
Moignelée		4	4	9	10	15	23	21	25	13	13	17	2	6	12	4			
Moustier		4	11	17	51	58	37	20	15	24	31	21	12	8	7				
Mozel	5	23	48	81	65	65	42	23	24	16	12	22	11	2	7				
Noville-les-Bois	4	28	45	00	34	52	20	11	10	4	4	4	1	15	2	5			
Obey	8	20	58	27	20	18	15	9	0	4	8	9	1	4	7	11			
Rbisnes	2	11	14	30	47	27	28	14	2	6	16	5	3	2					
Saint-Gérard	6	14	39	69	57	45	44	31	26	24	5	17	1	12	10	10			
Saint-Servais	1	4	19	58	52	31	25	19	29	15	8	65	26	21	16				
Sauvinière	5	20	34	32	53	58	17	9	15	8	7	0	5	7	3	5			
Sclayn	6	55	35	42	42	26	31	27	21	20	18	17	10	1	5	12			
Sombrefe	1	15	45	62	65	68	53	58	20	22	25	26	1	14	9	1	17		
Spy		25	39	85	87	97	65	34	30	22	21	37	3	20	1	20	17		
Tamines		6	19	31	42	66	48	47	35	80	26	31	3	16	2	12	2	14	
Temploux	1	10	9	45	50	43	51	27	20	12	5	10	7	1	8	2	4		
Thon-Samson	8	4	12	27	27	21	16	13	9	6	8	10	8	8	8	10			
Tongrinne	1	6	21	37	55	48	58	24	20	17	6	15	8	5	6				
Vedrin	5	14	41	59	50	43	42	51	17	18	8	16	11	5	6	7			
Velaine		11	16	27	47	59	56	68	28	58	32	20	2	22	2	7	1	15	2
Vezein		9	22	57	38	39	47	46	18	19	14	18	4	15	4				
Wépion	2	5	17	58	50	31	26	15	16	19	15	21	1	17	9	1	13	1	
TOTAUX	181	890	1477	2268	2255	2281	1913	1463	1102	922	683	803	42	630	51	425	29	435	27

Catégorie de communes

Andenne	12	45	70	100	102	92	63	86	58	51	41	49	33	50	28	52	16	37	13
-------------------	----	----	----	-----	-----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en						
120	126	132	138	144	150	171	201	315	429	515	1029	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1880	1890	
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.				
							285	399	486	999	1485	1744	2856	3999	4857	9600	14400	10101					

de 1,000 à 5,000 habitants (suite).

5	"	8	"	"	5	1	4	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	405	196	186
9	"	6	"	"	4	8	7	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	234	99	99
5	"	"	"	"	5	1	6	2	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	322	135	118
2	"	5	"	"	2	2	5	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	321	96	95
"	"	3	"	"	"	5	4	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	282	88	87
18	"	7	"	"	8	8	20	2	1	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	681	329	300
12	"	5	"	"	8	5	7	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	534	558	526
1	"	"	1	"	1	1	4	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	519	89	84
7	"	7	1	"	11	2	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	209	111	97
8	"	5	2	1	10	6	11	5	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	325	223	188
9	"	7	"	"	5	4	4	"	1	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	477	152	145
6	"	7	"	"	4	4	4	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	504	65	65
5	"	8	"	"	7	5	9	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	358	79	79
1	"	10	"	"	4	5	8	2	1	3	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	252	91	86
10	"	5	"	"	17	6	13	4	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	460	226	216
20	"	20	"	"	25	33	73	22	11	15	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	586	555	517
6	"	4	"	1	5	6	6	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	274	124	114
10	"	5	"	"	12	6	12	2	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	397	157	150
9	"	12	"	"	10	19	25	4	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	558	284	259
15	"	16	"	"	16	14	21	5	"	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	690	522	508
20	"	10	"	"	19	16	47	15	6	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	610	591	528
5	"	8	1	"	4	3	8	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	516	120	124
6	"	4	"	"	7	6	8	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	252	96	86
5	"	4	"	"	5	2	4	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	308	121	109
"	4	"	"	"	6	2	3	"	"	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	588	80	89
5	"	10	"	"	12	7	16	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	505	203	179
4	"	7	"	"	4	9	6	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	561	109	98
5	"	2	"	"	6	7	9	4	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	516	152	159
596	11	592	16	12	437	403	731	224	63	73	6	3	2	1	1	2	"	"	"	20740	9207	8506	

de 5,000 à 10,000 habitants.

33	9	37	20	5	60	51	177	15	10	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1456	718	652
----	---	----	----	---	----	----	-----	----	----	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	------	-----	-----

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																			
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114	

Catégorie de communes

Namur	6	10	15	48	55	64	54	32	72	60	18	40	21	44	18	42	21	55	19
-----------------	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----

RÉCAPITULATION DE L'AR

1 ^{re} catégorie	110	551	950	1586	1559	1161	956	786	589	415	271	558	26	257	15	117	15	159	8
2 ^e —	181	890	1477	2268	2255	2281	1915	1465	1102	922	685	893	42	650	51	425	29	435	27
5 ^e —	12	45	70	100	102	92	65	86	58	51	41	49	35	59	28	52	16	37	15
4 ^e —	6	19	15	48	55	64	54	52	72	60	18	49	21	44	18	42	21	55	19
TOTAUX	500	1485	2518	5772	5720	5508	2986	2587	1821	1441	1015	1540	122	990	112	606	81	684	67

ARRONDISSEMENT

Catégorie de communes

Agimont	3	3	12	14	6	13	10	14	10	6	1	8	»	6	»	4	1	2	»
Aublain	9	5	18	18	19	16	10	9	6	4	4	2	»	2	»	1	»	1	»
Berzée	3	2	11	19	30	29	30	20	10	4	»	12	1	11	1	4	»	»	»
Biesmerée	»	7	14	35	45	23	21	13	15	4	5	4	»	6	»	2	1	»	1
Boussu-en-Fagne	»	9	11	15	13	16	16	8	15	8	5	4	»	1	»	»	»	1	»
Bruly-de-Pesches	3	1	7	9	5	5	5	5	2	2	2	»	»	2	»	1	»	»	»
Bruly (Le).	5	15	15	32	31	14	10	6	6	6	1	»	»	2	»	3	»	3	»
Gastillon	1	1	3	12	18	16	15	11	8	7	5	5	»	1	1	3	»	3	»
Chastres	»	2	5	7	9	8	17	11	7	5	1	10	»	10	»	4	»	8	»
Clermont	»	6	9	19	33	39	29	11	20	7	11	4	»	3	»	3	»	6	»
Corennes	»	2	5	13	21	12	14	7	4	2	»	2	1	4	»	1	»	»	»
Dailly	»	2	9	7	9	6	7	10	5	9	6	3	»	6	»	3	1	1	»
Daussois	1	4	5	50	21	17	25	30	14	10	9	8	2	8	1	4	»	2	»
Doissche	»	3	6	9	15	17	27	17	7	4	5	9	1	7	»	2	»	1	»
Dourbes	»	»	6	7	9	11	16	16	6	1	5	5	1	1	»	1	»	3	1
Fagnolle	1	4	3	3	4	11	7	9	6	4	6	9	»	2	»	1	»	»	»
Flavion.	1	4	9	15	44	35	25	22	13	7	2	8	»	8	»	5	»	2	»
Fontenelle.	»	»	3	6	5	7	8	4	2	3	1	2	»	4	»	4	»	»	»
Franchimont	1	4	4	19	16	16	6	3	4	6	5	2	»	5	»	»	»	»	»

revenu cadastral de francs :																			Nombre total d'articles à la contribution personnelle en			
120	126	152	138	144	150	171	201	515	429	515	1029	1542	2001	5000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	599	486	900	1485	1944	2856	3999	4857	9000	14400	19101				

de 20,000 à 30,000 habitants.

00	4	48	15	25	70	105	474	445	542	756	174	40	27	5	3	2	1	o	o	3527	2695	2815
----	---	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	----	----	---	---	---	---	---	---	------	------	------

RONDISSEMENT DE NAMUR.

120	9	158	5	1	185	145	230	44	12	30	8	4	5	o	o	o	o	o	o	10438	5965	5771
396	11	592	16	12	457	405	751	224	63	73	6	3	2	1	1	2	o	o	o	20740	9207	8506
53	9	57	20	5	60	51	177	15	19	5	o	o	o	o	o	o	o	o	o	1456	718	652
69	4	48	15	25	70	105	474	445	542	756	174	40	27	o	3	2	1	o	o	3527	2695	2815
627	53	615	52	43	759	702	1621	726	456	871	188	56	52	6	4	4	1	o	o	35941	16583	15744

DE PHILIPPEVILLE.

au-dessous de 1,000 habitants.

4	o	o	o	o	5	2	3	1	o	o	1	o	o	o	o	o	o	o	o	127	61	53
2	o	5	o	o	2	1	1	o	1	1	o	o	o	o	o	o	o	o	o	135	54	53
3	o	o	1	o	4	3	2	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	200	72	68
4	o	2	o	o	1	2	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	205	59	58
4	o	2	o	o	o	2	1	o	o	o	o	1	o	o	o	o	o	o	o	150	56	56
o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	47	19	20
2	o	5	o	o	1	2	4	1	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	160	64	61
1	o	3	o	o	2	2	2	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	118	49	49
10	o	2	o	o	1	o	5	o	2	1	o	o	o	o	o	o	o	o	o	125	62	64
4	o	6	o	o	4	5	11	1	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	231	80	75
2	o	o	o	o	1	1	o	1	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	95	25	23
3	o	1	o	o	1	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	89	51	51
3	o	3	o	1	2	1	1	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	202	70	67
1	o	9	o	1	1	1	3	1	1	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	148	77	72
1	1	o	o	o	o	o	o	1	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	92	57	58
2	o	o	o	o	o	1	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	73	51	50
1	o	7	o	o	2	1	3	o	1	1	o	o	o	o	o	o	o	o	o	214	73	70
1	o	2	o	o	o	1	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	51	21	19
o	o	1	o	o	o	o	1	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	93	26	25

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Catégorie de communes

Frasnes	1	18	16	11	17	8	24	10	8	9	19	10	2	6	4	8			
Gimnée.	1	4	7	18	17	25	21	19	10	11	6	7	5	6					
Gochenée	"	3	5	12	10	10	15	7	10	5	9	8	1	1	5	1			
Gourdinne	2	1	3	13	22	58	17	12	10	3	8	8	1	7	3	2			
Hanzinelle.	"	2	2	3	21	58	16	15	12	6	9	11	1	14	4	9			
Hanzinne	"	1	"	12	19	20	17	15	13	3	10	"	5	"	8	9			
Hemptinne.	1	"	4	12	22	14	10	1	6	1	"	"	3	"	2	"			
Hermeton-sur-Meuse	"	2	3	11	11	11	14	16	8	"	1	8	"	1	"	2	2		
Jamagne	"	1	5	7	8	12	8	12	7	1	3	2	"	3	1	5	2		
Jamiolle	"	"	"	2	2	7	4	5	2	1	5	2	"	3	"	4	1		
Laneffe.	"	1	6	23	30	21	26	9	6	11	7	7	"	7	"	1	7		
Mariembourg.	6	3	5	14	16	13	10	10	10	10	2	13	1	19	2	11	4	2	
Matagne-la-Grande	"	5	5	7	2	3	3	3	7	9	3	3	"	8	"	4	6		
Matagne-la-Petite	3	2	5	5	5	10	11	6	7	4	2	4	"	1	"	5	"		
Mazée	5	10	8	17	15	21	15	11	5	2	5	2	"	1	"	2	2	1	
Merlemont.	"	"	2	13	10	9	14	5	6	3	"	4	"	2	1	"	"		
Mesnil (Le)	13	8	16	14	10	15	12	9	7	8	"	1	"	"	"	"	"		
Neuville	3	4	8	27	15	16	28	15	5	5	6	8	"	5	"	4	1		
Niverlée	"	"	1	5	5	5	2	3	1	"	"	"	"	1	"	"	"		
Omezée.	"	"	"	5	1	3	7	7	5	4	"	"	"	"	"	"	"		
Oret.	"	4	8	18	25	26	17	9	12	9	1	6	"	3	1	6	1		
Pesches.	9	17	17	23	33	19	12	15	14	7	5	4	1	2	"	3	1		
Petigny	16	16	26	32	24	19	13	15	11	7	8	3	1	7	"	5	4		
Petite-Chapelle	3	4	4	10	10	9	3	2	3	2	1	2	"	"	"	1	2		
Pry	"	4	5	12	22	16	15	16	7	8	5	9	1	1	1	6	7		
Rognée.	"	1	2	8	9	11	16	10	2	5	5	15	"	4	3	1	1		
Roly.	3	5	12	11	10	8	9	9	1	2	4	2	"	1	"	2	"		
Romerée	"	5	5	10	8	9	16	23	6	5	3	3	"	6	"	3	1		
Rosée	"	3	17	10	38	36	51	18	9	15	1	4	"	1	"	4	5		
Saint-Aubin	2	6	9	15	21	26	18	28	12	5	4	3	"	8	"	7	1	1	
Samart.	"	3	5	5	11	4	5	3	4	1	3	3	"	"	"	1	"		
Sart-en-Fagne	1	2	13	9	8	2	4	4	3	4	1	1	"	1	"	"	"		
Sautour.	2	7	14	24	14	10	11	11	5	5	2	"	"	5	"	1	"		
Senzailles	1	19	23	18	15	46	22	17	10	9	9	7	"	10	"	9	3		

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en				
120	126	132	138	144	150	171	201 a	315 à	429 à	515 à	1020 n	1542 a	2001 à	3000 à	4143 a	5142 à	10200 a	15600 à	20100 et au-dessus.	Total.	1889	1800

au-dessous de 1,000 habitants (suite).

2		1			4	1	5			1										185	118	114	
2						1	2														162	76	72
2		1					1														106	48	46
1		1			1	1	2														156	52	52
6		1	1		7		4		1	2											187	102	99
5		7			5		6	1													175	88	79
				1		2															79	21	20
		1			1		1														95	34	32
2		1			2	1	1														84	42	41
																					38	20	20
4		0			1		2		1												176	52	52
7	1	15	5		6	12	5	2		2											209	136	129
		5																			75	53	40
2					1			1													74	50	48
							2						1								124	50	50
																					70	21	20
1		1																			115	41	40
2		2			2	1	5														158	65	57
1		1	1																		26	9	8
							1														55	21	20
5		1			5		5			1											157	52	52
4		1			2		1														190	65	64
4		1			1	1	1														215	75	75
					2		2														60	22	22
		4					2			1											142	50	48
4					1	2	1														101	55	54
					1	1															81	30	20
1		1	1		2																110	74	70
2		8			4	1	5			1		1									212	84	79
		2			2	5	5														176	54	53
		2					1														51	19	20
1					1																55	20	16
					1																112	31	32
4		5		1	2	1				1											232	107	107

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																	
	0	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Catégorie de communes

Serville	1	2	6	7	11	9	5	4	3	1	6	4	•	3	•	1	•	•	•
Somzée.	•	•	2	9	20	18	22	21	3	5	2	9	•	5	•	4	•	2	•
Soulme.	1	2	5	5	8	6	9	16	5	4	4	3	1	•	•	1	1	•	•
Soumoy	•	7	5	12	6	10	9	5	7	1	5	1	•	1	•	1	•	•	•
Stave	•	2	5	13	35	28	19	26	9	10	5	12	•	10	•	3	1	•	•
Tarcienne	1	•	3	15	29	18	23	15	10	5	5	1	•	6	•	6	•	2	•
Thy-le-Baulhuin.	•	2	5	4	17	10	10	9	2	5	4	4	1	1	•	5	•	7	1
Treignes	5	16	29	30	19	19	29	15	9	4	3	2	•	7	•	2	•	3	•
Vaucelle	1	•	1	2	4	5	•	6	3	•	2	2	•	1	•	•	•	1	•
Vierves.	3	4	12	27	18	36	28	20	15	15	5	9	•	6	•	3	•	5	•
Villers-deux-Églises.	1	7	8	14	14	18	13	8	6	4	3	8	1	•	•	1	•	2	•
Villers-en-Fagne.	•	11	7	10	6	12	6	4	2	1	2	2	•	2	•	•	•	•	1
Villers-le-Gambon	•	2	1	9	15	15	10	9	6	4	5	7	2	6	•	2	•	3	•
Vodecée	•	5	9	4	10	1	4	3	3	1	1	3	•	3	•	2	•	2	•
Vodelée	•	•	1	•	6	10	21	9	6	2	•	4	•	2	1	2	•	1	1
Vogenée	•	1	2	5	9	6	11	1	4	3	1	6	•	•	•	2	•	•	•
TOTAUX.	111	294	517	891	1082	1073	1002	765	497	350	263	344	20	285	13	200	6	141	8

Catégorie de communes

Anthée.	3	13	25	39	52	37	25	17	13	9	5	5	•	7	•	2	1	5	•
Cerfontaine	8	21	49	62	69	48	45	50	26	27	7	18	•	8	•	15	•	13	•
Couvin.	6	25	41	35	75	70	42	29	25	12	13	27	•	26	•	28	•	19	•
Cul-des-Sarts	12	57	35	48	54	22	20	16	15	15	6	2	•	3	•	9	•	4	•
Florennes	•	4	4	29	61	64	64	85	26	28	14	19	1	15	•	18	•	27	•
Fraire	•	7	17	17	32	52	32	29	26	21	7	13	2	15	•	5	•	9	•
Gonrioux	13	28	39	37	20	29	12	13	14	14	10	3	•	1	•	7	•	1	•
Morialmé	2	1	•	6	12	35	37	42	35	21	8	25	•	16	•	10	•	12	•
Nismes.	12	23	34	31	28	41	40	34	28	18	14	5	•	10	•	2	•	5	•
Oignies.	13	13	49	67	35	40	28	14	7	10	8	4	•	3	•	5	•	4	•
Olloy	6	4	11	25	87	43	37	31	8	7	20	10	•	5	•	6	•	3	•
Philippeville	1	7	5	4	15	19	12	17	12	12	11	14	9	14	11	9	4	15	5
Silenrieux	1	•	5	33	44	33	31	16	14	12	7	13	1	15	1	13	•	8	•

revenu cadastral de francs :																	Nombre total d'articles à la contribution personnelle en					
120	126	132	138	144	150	171	201	315	429	515	1029	1542	2001	3000	4145	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	et au-dessus.			
							285	399	486	999	1485	1944	2856	3999	4857	9600	14400	19101				

au-dessous de 1.000 habitants (suite).

1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	68	11	11
5	5	5	5	5	4	3	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	138	66	59
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	71	50	52
2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	73	25	25
4	4	4	4	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	184	60	59
1	1	1	1	1	2	7	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	145	42	59
1	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	106	58	56
2	2	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	108	71	60
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	29	21	15
1	1	2	2	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	211	75	71
1	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	110	50	57
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	67	19	20
2	2	4	4	4	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	104	40	46
1	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	56	25	24
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	66	34	51
1	1	1	1	1	1	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	55	15	12
124	4	151	10	5	82	65	107	14	7	13	5	2	2	1	1	1	1	1	1	8429	3478	3336	

de 1,000 à 5,000 habitants.

4	8	5	2	6	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	267	73	75
2	7	1	6	9	17	5	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	491	181	175
22	18	13	18	48	23	4	6	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	640	317	306
4	2	2	5	13	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	323	136	140
15	15	18	8	47	12	3	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	576	300	249
5	11	4	3	6	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	313	114	112
1	5	2	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	255	113	111
10	13	9	8	10	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	312	137	127
4	1	8	3	3	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	347	176	179
1	1	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	306	88	78
6	3	1	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	297	81	78
16	6	12	12	4	22	8	9	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	282	203	205
9	2	3	1	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	267	115	114

COMMUNES.	Nombre de maisons d'un																		
	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114

Catégorie de communes

Surice	•	3	15	32	37	50	41	39	17	19	6	12	2	19	2	8	•	1	•
Thy-le-Château	1	4	14	14	29	46	66	53	28	29	21	24	1	14	•	18	•	11	•
Walcourt	•	4	2	8	15	22	21	45	32	21	26	36	•	15	•	21	•	11	•
Yves-Gomezée	2	9	6	26	56	45	48	46	30	15	15	24	•	18	•	10	•	16	1
TOTAUX.	80	201	349	551	657	685	601	352	354	288	198	254	16	202	14	186	5	162	6

RÉCAPITULATION DE L'ARRON

1 ^{re} catégorie	111	294	517	891	1082	1073	1002	705	497	550	263	344	20	285	15	200	6	141	8
2 ^e —	80	201	349	551	657	685	601	352	354	288	198	254	16	202	14	186	5	162	6
TOTAUX.	191	495	866	1422	1739	1756	1603	1207	851	638	461	598	36	485	27	386	11	303	14

RÉCAPITULATION

Arrondissement de Dinant	345	1541	2092	2354	2099	1737	1483	1083	907	805	558	659	163	452	171	276	152	203	82
— de Namur	509	1485	2318	3772	3729	3508	2986	2587	1821	1446	1015	1349	122	990	112	696	81	684	67
— de Philippeville	191	495	866	1422	1759	1736	1603	1297	851	638	461	598	36	485	27	386	11	303	14
TOTAUX GÉNÉRAUX.	845	3521	5476	7528	7567	7091	6072	4767	3379	2889	1832	2706	321	1927	310	1358	224	1190	163

revenu cadastral de francs :																		Nombre total d'articles à la contribution personnelle en				
120	126	132	138	144	150	171	201	215	429	515	1029	1542	2001	3000	4143	5142	10200	15000	20100	Total.	1889	1890
à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à				et au-dessus.
							285	399	486	999	1485	1944	2836	3999	4857	9600	14400	10101				

de 1,000 à 5,000 habitants (suite).

5	1	7	1	*	1	3	8	2	1	1	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	318	160	152
11	*	8	*	*	7	9	14	2	*	2	*	*	1	*	*	*	*	*	*	*	407	220	149
12	*	19	*	*	19	20	56	7	2	15	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	425	265	242
16	1	11	*	*	9	3	9	1	*	*	1	*	*	*	*	*	*	*	*	*	306	186	167
140	8	143	5	*	119	105	267	63	19	29	5	2	2	*	*	*	*	*	*	6222	2869	2659	

DISSEMENT DE PHILIPPEVILLE.

124	4	151	10	5	82	65	107	14	7	13	3	2	2	*	*	*	*	*	*	8429	5478	3536
140	8	143	5	*	119	105	267	63	19	29	5	2	2	*	*	*	*	*	*	6222	2869	2659
264	12	274	15	5	201	168	374	77	26	42	8	4	4	*	*	*	*	*	*	14651	6347	5995

GÉNÉRALE.

240	81	104	39	22	411	504	764	259	85	151	31	12	8	2	*	*	*	*	*	19525	7315	7097
627	35	615	52	43	759	792	1621	726	456	871	188	56	32	6	4	4	1	*	*	35941	16585	15744
264	12	274	15	5	201	168	374	77	26	42	8	4	4	*	*	*	*	*	*	14651	6347	5995
1131	126	1083	104	70	1371	1174	2759	1062	547	1064	227	72	44	8	4	4	1	*	*	70115	30245	28836